





CODIFICATION ADMINISTRATIVE

Education Act

Revised Statutes of Ontario, 1990 Chapter E.2

Loi sur l'éducation

Lois refondues de l'Ontario de 1990 Chapitre E.2



September 26, 2003

©Printed by the Queen's Printer for Ontario

26 septembre 2003

©Imprimé par l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario





NOTICE

This is an office consolidation of the Education Act. It is printed by the Queen's Printer for Ontario. Section 24.1 (1) of the Evidence Act provides as follows:

A document that purports to be printed by the Queen's Printer for Ontario as an office consolidation of a statute or regulation shall be received in evidence, in the absence of evidence to the contrary, as an accurate consolidation of the statute or regulation as it read on the date indicated on the document.

The legislation in this office consolidation was accurate as of the day of printing. A more current version may be available at www.e-laws.gov.on.ca.

AVIS

La présente codification administrative comprend la Loi sur l'éducation. Elle est imprimée par l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario. Le paragraphe 24.1 (1) de la Loi sur la preuve prévoit ce qui suit :

Le document qui se présente comme ayant été imprimé par l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario à titre de codification administrative d'une loi ou d'un règlement est, en l'absence de preuve contraire, reçu en preuve à titre de codification exacte de la loi ou du règlement, tels qu'ils existaient à la date figurant sur le document.

Le texte législatif qui figure dans la présente codification administrative était à jour à la date d'impression. Il est possible qu'une version plus récente se trouve sur le site www.lois-en-ligne.gouv.on.ca.

You may purchase copies of this and other Government of Ontario publications and products in person or by telephone, fax, or mail order through Publications Ontario at:

880 Bay Street TORONTO, ONTARIO M7A 1N8 416 326-5300 Toll-free 1-800-668-9938 Teletypewriter (TTY) toll-free 1-800-268-7095 Fax 416 326-5317

In the Ottawa area contact Access Ontario at:

161 Elgin Street, Level 2 OTTAWA, ONTARIO K2P 2K1 (613) 238-3630 Toll-free 1-800-268-8758 Teletypewriter (TTY) (613) 566-2235 Fax (613) 566-2234

You may also purchase government publications and products through POOL (Publications Ontario On-line) on the Internet at:

www.publications.gov.on.ca

On peut se procurer des exemplaires du présent document ainsi que d'autres publications et produits du gouvernement de l'Ontario en personne ou par téléphone, télécopie ou commande postale auprès de Publications Ontario à l'adresse et aux numéros suivants :

880, rue Bay TORONTO, ONTARIO M7A 1N8 416 326-5300

Numéro sans frais: 1-800-668-9938

Numéro de téléimprimeur (ATS) sans frais : 1-800-268-7095 Numéro de télécopieur : 416 326-5317

Dans la région d'Ottawa, communiquer avec Accès Ontario à l'adresse et aux numéros suivants :

161, rue Elgin, 2º étage OTTAWA, ONTARIO K2P 2K1 (613) 238-3630

Numéro sans frais: 1-800-268-8758

Numéro de téléimprimeur (ATS) : (613) 566-2235

Numéro de télécopieur : (613) 566-2234

On peut également se procurer les publications et les produits du gouvernement sur Internet par le biais de POD (Publications Ontario en direct) à l'adresse suivante :

www.publications.gov.on.ca

Education Act

R.S.O. 1990, CHAPTER E.2

Amended by: 1991, c. 10; 1991, c. 15, s. 36; 1992, c. 15. ss. 85-89; 1992, c. 16; 1992, c. 17, ss. 1-3; 1992, c. 27, s. 59; 1992, c. 32, s. 9; 1993, c. 11, ss. 8-43; 1993, c. 23, s. 67; 1993, c. 26, ss. 44, 45; 1993, c. 27, Sched.; 1993, c. 41; 1994, c. 1, s. 22; 1994, c. 17, s. 48; 1994, c. 23, s. 65; 1994, c. 27, ss. 45, 108; 1995, c. 4, s. 2; 1996, c. 2. s. 65; 1996, c. 11, s. 29; 1996, c. 12, s. 64; 1996, c. 13; 1996, c. 32, s. 70; 1997, c. 3, ss. 2-10; 1997, c. 16, s. 5; 1997, c. 19, s. 33; 1997, c. 22; 1997, c. 27, s. 71; 1997, c. 31, ss. 1-142; 1997, c. 32, s. 10; 1997, c. 43, Sched. G, s. 20; 1998, c. 3, s. 34; 1998, c. 14; 1998, c. 33, ss. 39-46; 1999, c. 6, s. 20; 1999, c. 9, ss. 98-100; 2000, c. 5, s. 11; 2000, c. 11; 2000, c. 12, ss. 1-3; 2000, c. 25, s. 45; 2000, c. 26, Sched. C, s. 1; 2001, c. 8, s. 204; 2001, c. 13, s. 16; 2001, c. 14, Sched. A; 2001, c. 17, s. 1; 2001, c. 23, s. 65; 2001, c. 24, ss. 1-5; 2002, c. 7, s. 1; 2002, c. 8, Sched. A; 2002, c. 8, Sched. I, s. 8; 2002, c. 17, Sched. C, ss. 7-9; 2002, c. 17, Sched. D, ss. 36, 37; 2002, c. 17, Sched. F, Table; 2002, c. 18, Sched. G, ss. 1-12; 2002, c. 22, ss. 57-59; 2003, c. 2, s. 20.

(NOTE: By Order in Council approved August 18, 1999, the powers and duties of the Minister were transferred to the Minister of Education.)

CONTENTS

INTERPRETATION AND OTHER GENERAL MATTERS

1. Interpretation, other general matters

PART I MINISTRY OF EDUCATION AND TRAINING

- 2. Ministry continued
- 3. Annual report
- 4. Additions to enrolment in special cases
- 5. Closing of school or class
- 8. Powers of Minister
- Accounting statement related to assistance by Ministry
- 10. Powers of Minister
- 10.1 Qualifying test for teachers

Loi sur l'éducation

L.R.O. 1990, CHAPITRE E.2

Modifié par le chap. 10 de 1991; l'art. 36 du chap. 15 de 1991; les art. 85 à 89 du chap. 15 de 1992; le chap. 16 de 1992; les art. 1 à 3 du chap. 17 de 1992; l'art. 59 du chap. 27 de 1992; l'art. 9 du chap. 32 de 1992; les art. 8 à 43 du chap. 11 de 1993; l'art. 67 du chap. 23 de 1993; les art. 44 et 45 du chap. 26 de 1993; l'ann. du chap. 27 de 1993; le chap. 41 de 1993; l'art. 22 du chap. 1 de 1994; l'art. 48 du chap. 17 de 1994; l'art. 65 du chap. 23 de 1994; les art. 45 et 108 du chap. 27 de 1994; l'art. 2 du chap. 4 de 1995; l'art. 65 du chap. 2 de 1996; l'art. 29 du chap. 11 de 1996; l'art. 64 du chap. 12 de 1996; le chap. 13 de 1996; l'art. 70 du chap. 32 de 1996; les art. 2 à 10 du chap. 3 de 1997; l'art. 5 du chap. 16 de 1997; l'art. 33 du chap. 19 de 1997; le chap. 22 de 1997; l'art. 71 du chap. 27 de 1997; les art. 1 à 142 du chap. 31 de 1997; l'art. 10 du chap. 32 de 1997; l'art. 20 de l'ann. G du chap. 43 de 1997; l'art. 34 du chap. 3 de 1998; le chap. 14 de 1998; les art. 39 à 46 du chap. 33 de 1998; l'art. 20 du chap. 6 de 1999; les art. 98 à 100 du chap. 9 de 1999; l'art. 11 du chap. 5 de 2000; le chap. 11 de 2000; les art. 1 à 3 du chap. 12 de 2000; l'art. 45 du chap. 25 de 2000; l'art. 1 de l'ann. C du chap. 26 de 2000; l'art. 204 du chap. 8 de 2001; l'art. 16 du chap. 13 de 2001; l'ann. A du chap. 14 de 2001; l'art. 1 du chap. 17 de 2001; l'art. 65 du chap. 23 de 2001; les art. 1 à 5 du chap. 24 de 2001; l'art. 1 du chap. 7 de 2002; l'ann. A du chap. 8 de 2002; l'art. 8 de l'ann. I du chap. 8 de 2002; les art. 7 à 9 de l'ann. C du chap. 17 de 2002; les art. 36 et 37 de l'ann. D du chap. 17 de 2002; le tabl. de l'ann. F du chap. 17 de 2002; les art. 1 à 12 de l'ann. G du chap. 18 de 2002; les art. 57 à 59 du chap. 22 de 2002; l'art. 20 du chap. 2 de 2003.

(REMARQUE: Les attributions du ministre ont été transférées au ministre de l'Éducation par décret du 18 août 1999.)

SOMMAIRE

DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES ET AUTRES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Dispositions interprétatives et autres dispositions générales

PARTIE I MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

- Maintien du ministère
- 3. Rapport annuel
- 4. Élèves compris dans l'effectif en cas d'absence exceptionnelle
- Fermeture d'école ou de classe
- Pouvoirs du ministre
- 9. État relatif à l'aide financière
- Pouvoirs du ministre
- 10.1 Examen d'aptitude pour enseignants

EDUCATION ACT

		1.1	Règlements
11.	Regulations	11.	
12.	Agreements with Canada	12.	Ententes avec le Canada
13.	Schools for deaf, blind; demonstration schools	13.	École pour sourds, École pour aveugles et écoles
14.	Teacher education		d'application
15.	Leadership training camps	14.	Formation des enseignants
		15.	Camps de formation d'animateurs
16.	Intention to operate private school	16.	Fonctionnement d'une école privée
17.	Variation of scholarships and awards		Modification des bourses d'études et des
17.1	Ontario Parent Council	17.	
			récompenses
		17.1	Conseil ontarien des parents
	D I DOD II		PARTIE II
	PART II		FRÉQUENTATION SCOLAIRE
	SCHOOL ATTENDANCE	4.0	
18.	Definition of "guardian": ss. 21, 23, 26, 28, 30	18.	Définition de «tuteur» : art. 21, 23, 26, 28 et 30
19.	Closing of school or class by board	19.	Fermeture d'une classe ou d'une école par un
20.	Closing of schools on civic holiday		conseil
21.	Compulsory attendance	20.	Fermeture des écoles un jour de congé municipal
22.	Where school year varied	21.	Scolarité obligatoire
	Provincial School Attendance Counsellor	22.	Modification des dates de l'année scolaire
24.		24.	Conseiller provincial en assiduité
25.	School attendance counsellors		
26.	Powers and duties of counsellors	25.	Conseillers en assiduité
27.	Census	26.	Pouvoirs et fonctions du conseiller
28.	Reports and information	27.	Recensement des personnes de moins de 21 ans
29.	Provincial counsellor as trustee	28.	Rapports et renseignements
30.	Offences: non-attendance	29.	Conseiller provincial agissant comme conseiller
31.			scolaire
	Proceedings under s. 30: rules	30.	Infractions : non-fréquentation scolaire
32.	Resident pupil right to attend school		A CONTRACT OF THE CONTRACT OF
33.	Resident pupil qualification, elementary	31.	Poursuites engagées aux termes de l'art. 30 : règles
34.	Kindergarten	32.	Droit de fréquentation scolaire des élèves résidents
35.	Resident pupil's right to attend more accessible	33.	Conditions pour être élève résident à l'élémentaire
	elementary school	34.	Jardin d'enfants
36.	Resident pupil qualification, secondary	35.	Droit des élèves résidents de fréquenter une école
37.	Admission of adult resident who is not a resident		élémentaire plus accessible
21.	pupil	36.	Conditions pour être élève résident au secondaire
20		37.	Admission d'un adulte résident qui n'est pas un
38.	Limitation on right to attend without payment of	31.	
2.0	fee	2.0	élève résident
39.	Resident pupil's right to attend secondary school in	38.	Restriction du droit de fréquenter l'école
	another district or zone		gratuitement
40.	Admission to secondary school of resident pupil	39.	Droit des élèves résidents de fréquenter une école
	from other district or zone		secondaire dans un autre district ou une autre
41.	Admission to secondary school		zone
42.	Movement between types of boards: secondary	40.	Admission à l'école secondaire d'un élève résident
	school		d'un autre district ou d'une autre zone
43.	Movement between types of boards: overlapping	41.	Admission à l'école secondaire
75.	areas	42.	
12 1		42.	Transfert entre genres de conseils : école
43.1	Regulations: supporter non-resident attendance	42	secondaire
	rights	43.	Transfert entre genres de conseil : chevauchement
43.2	Regulations: non-supporter resident – attendance		de territoires
	rights based on business property	43.1	Règlements : droits de fréquentation scolaire des
44.	Admission where pupil moves into residence not		non-résidents qui sont contribuables
	assessed in accordance with his or her school	43.2	Règlements: résidents qui ne sont pas
	support		contribuables - droit de fréquentation scolaire
45.	Admission where one parent is sole support		fondé sur un bien d'entreprise
46.	Tax exempt land	44.	Cas où l'indication du soutien scolaire est
46.1		77.	différente
	Residence on defence property	4.5	
47.	Admission of ward, etc., of children's aid society	45.	Admission lorsque le père ou la mère est le seul
	or training school	6.12	soutien
48.	Child in custody of corporation or society	46.	Bien-fonds exonéré d'impôts
48.1	Right to continue attending a school	46.1	Résidence sur un bien de la Défense
49.	Fee payable	47.	Admission d'un pupille d'une société d'aide à
49.1	Persons unlawfully in Canada		l'enfance ou d'un centre d'éducation surveillée
49.2	Adult persons	48.	Enfant placé sous la garde d'une société ou d'une
12.2	real persons		personne morale
		48.1	
			Droit de continuer de fréquenter une école
		49.	Droits exigibles
		49.1	Personnes se trouvant illégalement au Canada
		49.2	Adultes

	PART II.1 MISCELLANEOUS		PARTIE II.1 DISPOSITIONS DIVERSES
	PROVISIONS RELATING TO PUBLIC BOARDS		DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONSEILS PUBLICS
50.	Visitors	50.	Visiteurs
50.1	Residents other than supporters entitled to vote	50.1	Résidents autres que les contribuables qui ont le droit de vote
	RELIGIOUS INSTRUCTION		Enseignement religieux
51.	Religious instruction	51.	Enseignement religieux
	ROVISIONS RELATING TO ROMAN CATHOLIC BOARDS		
			SPOSITIONS RELATIVES AUX CONSEILS CATHOLIQUES
52. 53.	Religious education Visitors	52. 53.	Enseignement religieux Visiteurs
54.	Residents other than supporters entitled to vote	54.	Résidents autres que les contribuables qui ont le
54.		54.	droit de vote
	REPRESENTATION OF PUPILS ON BOARDS	R	EPRÉSENTATION DES ÉLÈVES AU SEIN DES CONSEILS
55.	Pupil representatives	55.	Représentants des élèves
in '	Territory Without Municipal Organization in Area of Jurisdiction of a School Authority		Territoire non érigé en municipalité situé dans le territoire de compétence d'une administration scolaire
56.	Regulations	56.	Règlements
	SPECIAL EDUCATION TRIBUNALS AND ADVISORY COMMITTEES	TR	IBUNAUX DE L'ENFANCE EN DIFFICULTÉ ET COMITÉS CONSULTATIFS POUR L'ENFANCE EN DIFFICULTÉ
57.	Special Education Tribunals	57.	Tribunaux de l'enfance en difficulté
57.1	Special education Tribunals Special education advisory committees	57.1	Comités consultatifs pour l'enfance en difficulté
57.1	EDUCATION RELATIONS COMMISSION		MISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL EN ÉDUCATION
57.2			
31.2	Education Relations Commission	57.2	Commission des relations de travail en éducation
	MUNICIPAL CHARGES		Frais engagés par les municipalités
58	Municipal charges	58.	Frais engagés par les municipalités
	PART II.2		PARTIE II.2
	DISTRICT SCHOOL BOARDS		CONSEILS SCOLAIRES DE DISTRICT
58.1	DISTRICT SCHOOL BOARDS Regulations: district school boards	58.1	CONSEILS SCOLAIRES DE DISTRICT
58.1 58.2	Regulations: district school boards Transition, including transfers from old boards to district school boards	58.1 58.2	CONSEILS SCOLAIRES DE DISTRICT Règlements: conseils scolaires de district Disposition transitoire, y compris transferts et mutations des anciens conseils aux conseils
	Regulations: district school boards Transition, including transfers from old boards to district school boards Purpose of authority under clauses 58.1 (2) (p), (q),	58.2	CONSEILS SCOLAIRES DE DISTRICT Règlements : conseils scolaires de district Disposition transitoire, y compris transferts et mutations des anciens conseils aux conseils scolaires de district
58.2 58.3	Regulations: district school boards Transition, including transfers from old boards to district school boards Purpose of authority under clauses 58.1 (2) (p), (q), s. 58.2		CONSEILS SCOLAIRES DE DISTRICT Règlements: conseils scolaires de district Disposition transitoire, y compris transferts et mutations des anciens conseils aux conseils scolaires de district Objet des pouvoirs conférés aux termes des aliné
58.2 58.3 58.4	Regulations: district school boards Transition, including transfers from old boards to district school boards Purpose of authority under clauses 58.1 (2) (p), (q), s. 58.2 General or particular: ss. 58.1 and 58.2	58.2	CONSEILS SCOLAIRES DE DISTRICT Règlements: conseils scolaires de district Disposition transitoire, y compris transferts et mutations des anciens conseils aux conseils scolaires de district Objet des pouvoirs conférés aux termes des aliné 58.1 (2) p) et q) et de l'art. 58.2
58.2 58.3 58.4 58.5	Regulations: district school boards Transition, including transfers from old boards to district school boards Purpose of authority under clauses 58.1 (2) (p), (q), s. 58.2 General or particular: ss. 58.1 and 58.2 Corporate status	58.2 58.3 58.4	CONSEILS SCOLAIRES DE DISTRICT Règlements: conseils scolaires de district Disposition transitoire, y compris transferts et mutations des anciens conseils aux conseils scolaires de district Objet des pouvoirs conférés aux termes des aliné 58.1 (2) p) et q) et de l'art. 58.2 Portée générale ou particulière: art. 58.1 et 58.2
58.2 58.3 58.4 58.5 58.6	Regulations: district school boards Transition, including transfers from old boards to district school boards Purpose of authority under clauses 58.1 (2) (p), (q), s. 58.2 General or particular: ss. 58.1 and 58.2 Corporate status District school boards deemed to be local boards	58.2	CONSEILS SCOLAIRES DE DISTRICT Règlements: conseils scolaires de district Disposition transitoire, y compris transferts et mutations des anciens conseils aux conseils scolaires de district Objet des pouvoirs conférés aux termes des aliné 58.1 (2) p) et q) et de l'art. 58.2 Portée générale ou particulière: art. 58.1 et 58.2 Statut de personne morale
58.2 58.3 58.4 58.5	Regulations: district school boards Transition, including transfers from old boards to district school boards Purpose of authority under clauses 58.1 (2) (p), (q), s. 58.2 General or particular: ss. 58.1 and 58.2 Corporate status District school boards deemed to be local boards Conduct of elections	58.2 58.3 58.4 58.5	CONSEILS SCOLAIRES DE DISTRICT Règlements: conseils scolaires de district Disposition transitoire, y compris transferts et mutations des anciens conseils aux conseils scolaires de district Objet des pouvoirs conférés aux termes des aliné 58.1 (2) p) et q) et de l'art. 58.2 Portée générale ou particulière: art. 58.1 et 58.2
58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7	Regulations: district school boards Transition, including transfers from old boards to district school boards Purpose of authority under clauses 58.1 (2) (p), (q), s. 58.2 General or particular: ss. 58.1 and 58.2 Corporate status District school boards deemed to be local boards	58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7	CONSEILS SCOLAIRES DE DISTRICT Règlements: conseils scolaires de district Disposition transitoire, y compris transferts et mutations des anciens conseils aux conseils scolaires de district Objet des pouvoirs conférés aux termes des aliné 58.1 (2) p) et q) et de l'art. 58.2 Portée générale ou particulière: art. 58.1 et 58.2 Statut de personne morale Conseils scolaires de district réputés des conseils locaux Tenue des élections
58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7 58.8	Regulations: district school boards Transition, including transfers from old boards to district school boards Purpose of authority under clauses 58.1 (2) (p), (q), s. 58.2 General or particular: ss. 58.1 and 58.2 Corporate status District school boards deemed to be local boards Conduct of elections Electors for French-language district school boards	58.2 58.3 58.4 58.5 58.6	Règlements: conseils scolaires de district Disposition transitoire, y compris transferts et mutations des anciens conseils aux conseils scolaires de district Objet des pouvoirs conférés aux termes des aliné 58.1 (2) p) et q) et de l'art. 58.2 Portée générale ou particulière: art. 58.1 et 58.2 Statut de personne morale Conseils scolaires de district réputés des conseils locaux Tenue des élections Électeurs des conseils scolaires de district de langue française
58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7 58.8	Regulations: district school boards Transition, including transfers from old boards to district school boards Purpose of authority under clauses 58.1 (2) (p), (q), s. 58.2 General or particular: ss. 58.1 and 58.2 Corporate status District school boards deemed to be local boards Conduct of elections Electors for French-language district school boards	58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7	CONSEILS SCOLAIRES DE DISTRICT Règlements: conseils scolaires de district Disposition transitoire, y compris transferts et mutations des anciens conseils aux conseils scolaires de district Objet des pouvoirs conférés aux termes des aliné 58.1 (2) p) et q) et de l'art. 58.2 Portée générale ou particulière: art. 58.1 et 58.2 Statut de personne morale Conseils scolaires de district réputés des conseils locaux Tenue des élections Électeurs des conseils scolaires de district de
58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7 58.8	Regulations: district school boards Transition, including transfers from old boards to district school boards Purpose of authority under clauses 58.1 (2) (p), (q), s. 58.2 General or particular: ss. 58.1 and 58.2 Corporate status District school boards deemed to be local boards Conduct of elections Electors for French-language district school boards Entitlement to vote: general	58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7 58.8	Règlements : conseils scolaires de district Disposition transitoire, y compris transferts et mutations des anciens conseils aux conseils scolaires de district Objet des pouvoirs conférés aux termes des aliné 58.1 (2) p) et q) et de l'art. 58.2 Portée générale ou particulière : art. 58.1 et 58.2 Statut de personne morale Conseils scolaires de district réputés des conseils locaux Tenue des élections Électeurs des conseils scolaires de district de langue française Droit de vote : dispositions générales
58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7 58.8	Regulations: district school boards Transition, including transfers from old boards to district school boards Purpose of authority under clauses 58.1 (2) (p), (q), s. 58.2 General or particular: ss. 58.1 and 58.2 Corporate status District school boards deemed to be local boards Conduct of elections Electors for French-language district school boards	58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7 58.8 58.9	Règlements: conseils scolaires de district Disposition transitoire, y compris transferts et mutations des anciens conseils aux conseils scolaires de district Objet des pouvoirs conférés aux termes des aliné 58.1 (2) p) et q) et de l'art. 58.2 Portée générale ou particulière: art. 58.1 et 58.2 Statut de personne morale Conseils scolaires de district réputés des conseils locaux Tenue des élections Électeurs des conseils scolaires de district de langue française
58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7 58.8	Regulations: district school boards Transition, including transfers from old boards to district school boards Purpose of authority under clauses 58.1 (2) (p), (q), s. 58.2 General or particular: ss. 58.1 and 58.2 Corporate status District school boards deemed to be local boards Conduct of elections Electors for French-language district school boards Entitlement to vote: general	58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7 58.8 58.9	Règlements : conseils scolaires de district Disposition transitoire, y compris transferts et mutations des anciens conseils aux conseils scolaires de district Objet des pouvoirs conférés aux termes des aliné 58.1 (2) p) et q) et de l'art. 58.2 Portée générale ou particulière : art. 58.1 et 58.2 Statut de personne morale Conseils scolaires de district réputés des conseils locaux Tenue des élections Électeurs des conseils scolaires de district de langue française Droit de vote : dispositions générales PARTIE III
58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7 58.8	Regulations: district school boards Transition, including transfers from old boards to district school boards Purpose of authority under clauses 58.1 (2) (p), (q), s. 58.2 General or particular: ss. 58.1 and 58.2 Corporate status District school boards deemed to be local boards Conduct of elections Electors for French-language district school boards Entitlement to vote: general PART III SCHOOL AUTHORITIES — PUBLIC	58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7 58.8 58.9	Règlements: conseils scolaires de district Disposition transitoire, y compris transferts et mutations des anciens conseils aux conseils scolaires de district Objet des pouvoirs conférés aux termes des aliné 58.1 (2) p) et q) et de l'art. 58.2 Portée générale ou particulière: art. 58.1 et 58.2 Statut de personne morale Conseils scolaires de district réputés des conseils locaux Tenue des élections Électeurs des conseils scolaires de district de langue française Droit de vote: dispositions générales PARTIE III MINISTRATIONS SCOLAIRES PUBLIQUES SECTEURS SCOLAIRES DE DISTRICT Conseil du secteur scolaire de district
58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7 58.8 58.9	Regulations: district school boards Transition, including transfers from old boards to district school boards Purpose of authority under clauses 58.1 (2) (p), (q), s. 58.2 General or particular: ss. 58.1 and 58.2 Corporate status District school boards deemed to be local boards Conduct of elections Electors for French-language district school boards Entitlement to vote: general PART III SCHOOL AUTHORITIES — PUBLIC DISTRICT SCHOOL AREAS District school area boards New district school areas	58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7 58.8 58.9 ADN	Règlements: conseils scolaires de district Disposition transitoire, y compris transferts et mutations des anciens conseils aux conseils scolaires de district Objet des pouvoirs conférés aux termes des aliné 58.1 (2) p) et q) et de l'art. 58.2 Portée générale ou particulière: art. 58.1 et 58.2 Statut de personne morale Conseils scolaires de district réputés des conseils locaux Tenue des élections Électeurs des conseils scolaires de district de langue française Droit de vote: dispositions générales PARTIE III MINISTRATIONS SCOLAIRES PUBLIQUES SECTEURS SCOLAIRES DE DISTRICT Conseil du secteur scolaire de district Nouveau secteur scolaire de district
58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7 58.8 58.9	Regulations: district school boards Transition, including transfers from old boards to district school boards Purpose of authority under clauses 58.1 (2) (p), (q), s. 58.2 General or particular: ss. 58.1 and 58.2 Corporate status District school boards deemed to be local boards Conduct of elections Electors for French-language district school boards Entitlement to vote: general PART III SCHOOL AUTHORITIES — PUBLIC DISTRICT SCHOOL AREAS District school area boards New district school areas Composition of district school area boards	58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7 58.8 58.9 ADM	Règlements: conseils scolaires de district Disposition transitoire, y compris transferts et mutations des anciens conseils aux conseils scolaires de district Objet des pouvoirs conférés aux termes des aliné 58.1 (2) p) et q) et de l'art. 58.2 Portée générale ou particulière: art. 58.1 et 58.2 Statut de personne morale Conseils scolaires de district réputés des conseils locaux Tenue des élections Électeurs des conseils scolaires de district de langue française Droit de vote: dispositions générales PARTIE III MINISTRATIONS SCOLAIRES PUBLIQUES SECTEURS SCOLAIRES DE DISTRICT Conseil du secteur scolaire de district Nouveau secteur scolaire de district Composition du conseil du secteur scolaire de
58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7 58.8 58.9 59. 60. 61. 62.	Regulations: district school boards Transition, including transfers from old boards to district school boards Purpose of authority under clauses 58.1 (2) (p), (q), s. 58.2 General or particular: ss. 58.1 and 58.2 Corporate status District school boards deemed to be local boards Conduct of elections Electors for French-language district school boards Entitlement to vote: general PART III SCHOOL AUTHORITIES — PUBLIC DISTRICT SCHOOL AREAS District school area boards New district school areas Composition of district school area boards Elections and meetings of electors	58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7 58.8 58.9 ADM 59. 60. 61.	Règlements: conseils scolaires de district Disposition transitoire, y compris transferts et mutations des anciens conseils aux conseils scolaires de district Objet des pouvoirs conférés aux termes des aliné 58.1 (2) p) et q) et de l'art. 58.2 Portée générale ou particulière: art. 58.1 et 58.2 Statut de personne morale Conseils scolaires de district réputés des conseils locaux Tenue des élections Électeurs des conseils scolaires de district de langue française Droit de vote: dispositions générales PARTIE III MINISTRATIONS SCOLAIRES PUBLIQUES SECTEURS SCOLAIRES DE DISTRICT Conseil du secteur scolaire de district Nouveau secteur scolaire de district Composition du conseil du secteur scolaire de
58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7 58.8 58.9 59. 60. 61. 62. 63.	Regulations: district school boards Transition, including transfers from old boards to district school boards Purpose of authority under clauses 58.1 (2) (p), (q), s. 58.2 General or particular: ss. 58.1 and 58.2 Corporate status District school boards deemed to be local boards Conduct of elections Electors for French-language district school boards Entitlement to vote: general PART III SCHOOL AUTHORITIES — PUBLIC DISTRICT SCHOOL AREAS District school area boards New district school areas Composition of district school area boards Elections and meetings of electors Conduct of elections under Municipal Elections Act, 1996	58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7 58.8 58.9 ADN	Règlements: conseils scolaires de district Disposition transitoire, y compris transferts et mutations des anciens conseils aux conseils scolaires de district Objet des pouvoirs conférés aux termes des aliné 58.1 (2) p) et q) et de l'art. 58.2 Portée générale ou particulière: art. 58.1 et 58.2 Statut de personne morale Conseils scolaires de district réputés des conseils locaux Tenue des élections Électeurs des conseils scolaires de district de langue française Droit de vote: dispositions générales PARTIE III MINISTRATIONS SCOLAIRES PUBLIQUES SECTEURS SCOLAIRES DE DISTRICT Conseil du secteur scolaire de district Nouveau secteur scolaire de district Composition du conseil du secteur scolaire de district Élection et assemblée des électeurs Tenue des élections aux termes de la Loi de 1996
58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7 58.8 58.9 59. 60. 61. 62. 63. 64.	Regulations: district school boards Transition, including transfers from old boards to district school boards Purpose of authority under clauses 58.1 (2) (p), (q), s. 58.2 General or particular: ss. 58.1 and 58.2 Corporate status District school boards deemed to be local boards Conduct of elections Electors for French-language district school boards Entitlement to vote: general PART III SCHOOL AUTHORITIES — PUBLIC DISTRICT SCHOOL AREAS District school area boards New district school areas Composition of district school area boards Elections and meetings of electors Conduct of elections under Municipal Elections Act, 1996 Elections	58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7 58.8 58.9 ADM 59. 60. 61. 62. 63.	Règlements: conseils scolaires de district Disposition transitoire, y compris transferts et mutations des anciens conseils aux conseils scolaires de district Objet des pouvoirs conférés aux termes des aliné 58.1 (2) p) et q) et de l'art. 58.2 Portée générale ou particulière: art. 58.1 et 58.2 Statut de personne morale Conseils scolaires de district réputés des conseils locaux Tenue des élections Électeurs des conseils scolaires de district de langue française Droit de vote: dispositions générales PARTIE III MINISTRATIONS SCOLAIRES PUBLIQUES SECTEURS SCOLAIRES DE DISTRICT Conseil du secteur scolaire de district Nouveau secteur scolaire de district Composition du conseil du secteur scolaire de district Élection et assemblée des électeurs Tenue des élections aux termes de la Loi de 1996 sur les élections municipales
58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7 58.8 58.9 59. 60. 61. 62. 63.	Regulations: district school boards Transition, including transfers from old boards to district school boards Purpose of authority under clauses 58.1 (2) (p), (q), s. 58.2 General or particular: ss. 58.1 and 58.2 Corporate status District school boards deemed to be local boards Conduct of elections Electors for French-language district school boards Entitlement to vote: general PART III SCHOOL AUTHORITIES — PUBLIC DISTRICT SCHOOL AREAS District school area boards New district school areas Composition of district school area boards Elections and meetings of electors Conduct of elections under Municipal Elections Act, 1996	58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7 58.8 58.9 ADM 59. 60. 61.	Règlements: conseils scolaires de district Disposition transitoire, y compris transferts et mutations des anciens conseils aux conseils scolaires de district Objet des pouvoirs conférés aux termes des aliné 58.1 (2) p) et q) et de l'art. 58.2 Portée générale ou particulière: art. 58.1 et 58.2 Statut de personne morale Conseils scolaires de district réputés des conseils locaux Tenue des élections Électeurs des conseils scolaires de district de langue française Droit de vote: dispositions générales PARTIE III MINISTRATIONS SCOLAIRES PUBLIQUES SECTEURS SCOLAIRES DE DISTRICT Conseil du secteur scolaire de district Nouveau secteur scolaire de district Composition du conseil du secteur scolaire de district Élection et assemblée des électeurs Tenue des élections aux termes de la Loi de 1996
58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7 58.8 58.9 59. 60. 61. 62. 63. 64.	Regulations: district school boards Transition, including transfers from old boards to district school boards Purpose of authority under clauses 58.1 (2) (p), (q), s. 58.2 General or particular: ss. 58.1 and 58.2 Corporate status District school boards deemed to be local boards Conduct of elections Electors for French-language district school boards Entitlement to vote: general PART III SCHOOL AUTHORITIES — PUBLIC DISTRICT SCHOOL AREAS District school area boards New district school areas Composition of district school area boards Elections and meetings of electors Conduct of elections under Municipal Elections Act, 1996 Elections	58.2 58.3 58.4 58.5 58.6 58.7 58.8 58.9 ADM 59. 60. 61. 62. 63.	Règlements: conseils scolaires de district Disposition transitoire, y compris transferts et mutations des anciens conseils aux conseils scolaires de district Objet des pouvoirs conférés aux termes des aliné 58.1 (2) p) et q) et de l'art. 58.2 Portée générale ou particulière: art. 58.1 et 58.2 Statut de personne morale Conseils scolaires de district réputés des conseils locaux Tenue des élections Électeurs des conseils scolaires de district de langue française Droit de vote: dispositions générales PARTIE III MINISTRATIONS SCOLAIRES PUBLIQUES SECTEURS SCOLAIRES DE DISTRICT Conseil du secteur scolaire de district Nouveau secteur scolaire de district Composition du conseil du secteur scolaire de district Élection et assemblée des électeurs Tenue des élections aux termes de la Loi de 1996 sur les élection municipales Élection Conseil d'un secteur scolaire de district déclaré

67.

Districts d'écoles secondaires

AUTHORITIES

Secondary school districts

67.

170.2.1

170.2.2

Minimum teaching assignments, secondary school Numbers of teachers employed by a board

Temps d'enseignement minimal, école élémentaire

Affectations minimales : écoles secondaires Nombre d'enseignants qu'emploie un conseil

	SCHOOL AUTHORITIES ON TAX EXEMPT LAND		ADMINISTRATIONS SCOLAIRES SITUÉES SUR DES BIENS-FONDS EXONÉRÉS D'IMPÔTS
60		68.	École située sur un bien-fonds exonéré d'impôts
68.	Schools on exempt land	00.	PARTIE IV
SCH	PART IV OOL AUTHORITIES — ROMAN CATHOLIC	ADMI	NISTRATIONS SCOLAIRES CATHOLIQUES
	Zones		ZONES
78.	Boundaries of zones	78.	Limites territoriales des zones
	FORMATION AND DISCONTINUANCE OF ZONES		CRÉATION ET DISPARITION D'UNE ZONE
80.	Establishment of separate school zones	80.	Création d'une zone d'écoles séparées
81.	Powers of board members	81.	Pouvoirs des conseillers ,
82.	Right to vote in year of establishment of zone	82.	Droit de vote au cours de l'année de création de la
83.	Legislative grants	0.0	zone
84.	Formation of combined separate school zones	83.	Subventions générales
85.	Detaching school zone from combined school zone	84. 85.	Création d'une zone unifiée d'écoles séparées Détachement d'une zone d'écoles séparées de la
86.	Discontinuing school authority: vote of supporters	65.	zone unifiée d'écoles séparées
86.1	Regulation	86.	Cessation des activités d'une administration
			scolaire par vote de ses contribuables
		86.1	Règlement
	SEPARATE SCHOOL ELECTORS		ÉLECTEURS DES ÉCOLES SÉPARÉES
88.	Residing outside municipality	88.	Contribuables résidant hors de la municipalité
00,	RURAL SEPARATE SCHOOLS		ÉCOLES SÉPARÉES RURALES
90	Rural separate school boards	89.	Conseil d'école séparée rurale
89. 90.	Duties, rural boards	90.	Fonctions: conseil rural
92.	Annual meeting	92.	Assemblée annuelle
93.	Where municipality may conduct election	93.	Cas où la municipalité peut tenir une élection
	COMBINED SEPARATE SCHOOL ZONES		ZONES UNIFIÉES D'ÉCOLES SÉPARÉES
94.	Secretary of board as returning officer	94.	Le secrétaire du conseil fait office de directeur du
95.	Board members where combined zone is formed or	, , ,	scrutin
	altered	95.	Conseillers en cas de création ou de modification d'une zone unifiée
	PART IV.1	*** A	PARTIE IV.1
	EXTENSION OF ROMAN CATHOLIC ELEMENTARY SCHOOLS	ELA	RGISSEMENT DU MANDAT DES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES CATHOLIQUES
	SEPARATE SCHOOL EXTENSION POST-1997	ÉLARGIS	SSEMENT DU MANDAT DES ÉCOLES SÉPARÉES APRÈS 1997
96.	Plan re secondary school	96.	Plan relatif à une école secondaire
135. 135.1	Rights relating to separate school extension Interpretation: references to ten school year period	135.	Droits liés à l'élargissement du mandat des écoles séparées
137.	and to Roman Catholic school board Enforcement	135.1	Interprétation : mentions de la période de dix années scolaires et d'un conseil d'écoles catholiques
		137.	Exécution
	PART V		PARTIE V
SC	CHOOL AUTHORITIES — PROTESTANT	ADMIN	VISTRATIONS SCOLAIRES PROTESTANTES
158.	Establishment of Protestant separate school	158.	Ouverture d'une école séparée protestante
159.	Protestant board: share of legislative grants	159.	Conseils protestants : part des subventions générales
164.	Qualification of a voter	164.	Conditions pour être électeur
165.	Members of board	165.	Membres du conseil
166. 167.	Corporate name of board Powers of board	166.	Raison sociale du conseil
167.1	Attendance rights	167.	Pouvoirs du conseil
168.	Discontinuing board	167.1 168.	Droits de fréquentation Cessation des activités du conseil
169.	Application of other sections	169.	Champ d'application des autres articles
	PART VI	102.	
	BOARDS		PARTIE VI CONSEILS
	DUTIES AND POWERS		Pouvoirs et fonctions
170.	Duties of boards	170.	Fonctions du conseil
170.1	Class size	170.1	Effectif des classes
170.2	Minimum teaching time, elementary school	170.2	Temps d'enseignement minimal, école élémentaire

170.2.1

170.2.2

170.3	Teachers' assistants, etc.	170.3	Aide-enseignants
171.	Powers of boards	171.	Pouvoirs du conseil
171.1	Agreements to co-operate	171.1	Ententes de collaboration
173.	Establishment of scholarships, etc.	173.	Création de bourses d'études, etc.
	Benefits	2,72.	AVANTAGES
176		176	
176.	Insurance: accident, liability, etc.	176.	Assurance : accidents, responsabilité, etc.
177.	Insurance for employees	177.	Assurance en faveur des employés
178.	Pensions	178.	Rente de retraite
179.	Retirement allowances	179.	Allocations de retraite
180.	Sick leave credits	180.	Crédits de congés de maladie
	AGREEMENTS		ENTENTES
181.	Agreements to provide accommodation or services	181.	Ententes en vue de fournir des locaux ou des
101.	for another board	101.	services à un autre conseil
182.	Transfer of French-language secondary school	182.	Transfert d'une école secondaire de langue française
183.	Agreements for joint use, etc.	183.	Ententes d'utilisation commune et autres
184.	Agreement for education at other school	184.	Entente entre conseils
185.		185.	
186.	Admission of pupils to Indian schools		Admission d'élèves à une école indienne
	Closing of school by board	186.	Fermeture de l'école
187.	Agreements re pupils in federal establishments	187.	Ententes concernant les élèves d'établissements
188.	Agreements re education of Indian pupils	100	fédéraux
189.	Agreements for adult basic education	188.	Ententes concernant l'enseignement à des élèves indiens
		189.	Ententes relatives à l'enseignement de base aux adultes
	TRANSPORTATION		Transport
190.	Transportation of pupils	190.	Transport des élèves
170.		190.	
	Honoraria		ALLOCATIONS
191.	Honorarium for members of district school boards	191.	Versement d'allocations aux membres des conseils
191.1	Honorarium for members of school authorities		scolaires de district
191.2	Expenses	191.1	Versement d'une allocation aux membres des
191.3	Deemed expenses		administrations scolaires
		191.2	Frais
		191.3	Assimilation à des dépenses
	PROPERTY		BIENS
192.	Property vested in board for school purposes	192.	Biens dévolus au conseil à des fins scolaires
193.	Dealings with property	193.	Mesures à l'égard de biens
193.		194.	
194.	Dealings with property		Mesures à l'égard de biens
	Dealings with property	195.	Mesures à l'égard de biens
196.	Agreement for multi-use building	196.	Entente relative à un bâtiment multi-usages
	OUT-OF-CLASSROOM PROGRAMS		Programmes périscolaires
197.	Dealings with land for out-of-classroom programs	197.	Mesures à l'égard de terrains pour des programmes périscolaires
	Officers		AGENTS
198.		198.	
198.	Duties of officers	199.	Fonctions des agents
199.	Responsibility of officers	199.	Responsabilité des agents
	SCHOOL BOARD ADVISORY COMMITTEES		COMITÉ CONSULTATIF DE CONSEIL SCOLAIRE
200.	Definition	200.	Définition
201.	Establishment of committee	201.	Création d'un comité
202.	Composition	202.	Composition
203.	Committee process	203.	Procédure du comité
204.	Resources provided by board	204.	Ressources fournies par le conseil
205.	Powers of committee	205.	Pouvoirs du comité
	ACCESS TO MEETINGS AND RECORDS		RÉUNIONS PUBLIQUES ET ACCÈS AUX ARCHIVES
207		207	
207.	Open meetings of boards	207.	Réunions publiques du conseil
	BOARD MEETINGS		RÉUNIONS DU CONSEIL
208.	Board meetings	208.	Réunions du conseil
208.1	Regulations: electronic meetings	208.1	Règlements : réunions électroniques
209.	Declaration	209.	Déclaration
	ARBITRATORS		Arbitres
210.	Arbitrators to send copy of award to board, etc.	210.	Envoi par les arbitres d'une copie de la décision au
210.	Anothators to send copy of award to board, etc.	210.	conseil, etc.

	Offences and Penalties		INFRACTIONS ET AMENDES
211	False declaration	211.	Fausse déclaration
211.	Disturbances	212.	Rupture de l'ordre
		213.	Exercice de fonctions malgré l'inhabilité à siéger,
213.	Acting while disqualified, etc. Promotion or sale of books, etc., by employees of	215.	etc.
217.	board or Ministry to board, pupil, etc., prohibited	217.	Interdiction aux employés du conseil ou du ministère de promouvoir ou de vendre des livres, etc. au conseil, aux élèves, etc.
	VALIDITY OF ELECTIONS		VALIDITÉ DES ÉLECTIONS
210		218.	Requête pour obtenir une déclaration de poste
218.	Application for declaration that seat vacant	210.	vacant
	PART VII		PARTIE VII
ВС	OARD MEMBERS — QUALIFICATIONS, RESIGNATIONS AND VACANCIES	ME	MBRES DES CONSEILS — ÉLIGIBILITÉ, DÉMISSIONS ET VACANCES
219.	Qualifications of members	219.	Conditions d'éligibilité
220.	Members to remain in office	220.	Membres qui demeurent en fonction
221.	Vacancies	221.	Postes vacants
222.	Elections for three member boards	222.	Élections aux conseils composés de trois membres
223.	Vacancy in rural separate school board before	223.	Vacance au sein d'un conseil d'écoles séparées
	incorporation		rurales avant sa constitution en personne morale
224.	Vacancies near election times	224.	Vacance au sein du conseil peu de temps avant ou
225.	Election to fill vacancy		après l'élection
226.	Appointment of board members on failure of	225.	Élection en vue de combler une vacance
	qualified person	226.	Nomination des membres en l'absence de
227.	Tie vote		personnes possédant les qualités requises
228.	Seat vacated by conviction, absence etc.	227.	Égalité des voix
229.	In person attendance required	228.	Poste devenu vacant après une déclaration de
			culpabilité
		229.	Présence requise
	PART VIII		PARTIE VIII
CON	MPLIANCE WITH BOARD OBLIGATIONS	RESI	PECT DES OBLIGATIONS DES CONSEILS
230.	Investigation, board compliance	230.	Enquête sur le conseil
230.1	Complaint re contravention	230.1	Plaintes: contraventions
230.2	Appointment of investigator	230.2	Nomination d'un enquêteur
230.3	Minister's powers on reviewing report: directions	230.3	Pouvoirs du ministre à la suite de l'examen du
230.4	Vesting order		rapport : directives
230.5	Control exercisable by Minister	230.4	Arrêté
230.6	Exercise of board jurisdiction subject to order	230.5	Pouvoir de contrôle du ministre
230.7	Exclusive jurisdiction	230.6	Compétence d'un conseil assujetti à un décret
230.8	Powers of Minister	230.7	Compétence exclusive
230.9	Forms of certificates, notices, etc.	230.8	Pouvoirs du ministre
230.10	Powers exercisable for and in name of board	230.9	Formules des certificats et avis
230.11	Minister to have access to all records	230.10	Pouvoirs exercés pour le conseil et en son nom
230.12	Powers to enforce directions, orders, etc.	230.11	Droit de consultation du ministre
230.13	Injunction against exercise of board powers	230.12	Pouvoir d'exécuter les directives et arrêtés
230.14	Combining board offices	230.13	Injonction pour empêcher l'exercice des pouvoirs
230.15	Expenses		du conseil
230.16	Conflict	230.14	Cumul de postes
230.17	Revocation of order	230.15	Dépenses
230.18	Non-application of Regulations Act	230.16	Incompatibilité
230.19	Denominational, linguistic and cultural issues	230.17	Révocation des décrets
		230.18	Non-application de la Loi sur les règlements
		230.19	Questions confessionnelles, linguistiques et culturelles
	PART IX		PARTIE IX
	FINANCE		FINANCES
	DIVISION A		
	GENERAL		SECTION A DISPOSITIONS GÉNÉRALES
	ESTIMATES		
230.20			PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES
230.20	Fiscal year	230.20	Exercice d'un conseil
232.	Estimates Regulations re estimates	231.	Prévisions budgétaires
233.	Reserve following strike, lock-out	232.	Règlements : prévisions budgétaires
	Total ville suite, tock-out	233.	Réserve à la suite d'une grève ou d'un lock-out

	LEGISLATIVE AND MUNICIPAL GRANTS	SUBVI	ENTIONS GÉNÉRALES ET SUBVENTIONS MUNICIPALES
234.	Legislative grants	234.	Subventions générales
235.	Boards to share in municipal grants	235.	Subventions municipales : part des conseils
	BOARD SUPPORT		SOUTIEN SCOLAIRE
236.	Notice re status as supporter	236.	Avis de soutien scolaire
237.	School support, partnership or corporation other than designated ratepayer	237.	Soutien scolaire : cas des personnes morales et sociétés en nom collectif qui ne sont pas des
238.	School support, designated ratepayers		contribuables désignés
239.	Tenant support re distribution of amounts levied	238. 239.	Soutien scolaire : contribuables désignés Affectation des impôts : locataires
	SCHOOL RATE: CERTAIN CIRCUMSTANCES	IMP	ÔTS SCOLAIRES DANS CERTAINES CIRCONSTANCES
240.	School rate: certain circumstances	240.	Impôts scolaires dans certaines circonstances
	BORROWING AND INVESTMENT BY BOARDS		EMPRUNTS ET PLACEMENTS DES CONSEILS
241.	Investment powers	241.	Pouvoirs en matière de placement
242. 243.	Debt, financial obligation and liability limits Current borrowing	242.	Plafonds des dettes, des obligations financières et des engagements
244.	Provincial guarantee of debentures etc.	243.	Emprunts à court terme
245.	Payments re certain debentures	244.	Garantie des débentures par la province
246.	Rules re certain debentures	245.	Paiement : certaines débentures
247.	Borrowing for permanent improvements	246.	Règles : certaines débentures
248.	Corporation to assist with board financing	247.	Emprunts aux fins d'améliorations permanentes
249.	Agreements	248.	Création d'une personne morale pour aider les conseils en matière de financement
		249.	Ententes
	MISCELLANEOUS BOARD REVENUES		RECETTES DIVERSES DES CONSEILS
250. 251.	Fees or charges for trailers in municipality Fee for trailers in territory without municipal	250.	Droits ou frais visant les roulottes se trouvant dans une municipalité
	organization	251.	Droits visant les roulottes se trouvant dans un territoire non érigé en municipalité
	FINANCIAL ADMINISTRATION OF BOARDS		ADMINISTRATION FINANCIÈRE DES CONSEILS
252.	Financial statements	252.	États financiers
253.	Appointment of auditor	253.	Nomination de vérificateurs
254.	Custody of books, etc.	254.	Garde des registres
	Miscellaneous		DISPOSITIONS DIVERSES
255.	Recreation committees	255.	Comités de loisirs
256.	Rates for certain public libraries	256.	Impôt pour certaines bibliothèques publiques
257.	Court proceeding	257.	Instances judiciaires
257.1	When fees payable by boards	257.1	Droits payables par les conseils
257.2	Transition: notice of support by certain	257.2	Disposition transitoire : avis de soutien donné par
257.2.1	partnerships, corporations Tax relief, etc., in unorganized territory		certaines sociétés en nom collectif ou personnes morales
257.3	Regulations re transitional matters	257.2.1	Allégement des impôts dans un territoire non érigé
257.4	Type of board for Assessment Act purposes		en municipalité
		257.3	Règlements : questions de transition
		257.4	Genres de conseils pour l'application de la Loi sur l'évaluation foncière
	DIVISION B EDUCATION TAXES		SECTION B IMPÔTS SCOLAIRES
	EDUCATION TAXES		IMPÔTS SCOLAIRES
257.5	Definitions	257.5	Définitions
257.6	Property taxable for school purposes	257.6	Biens imposables aux fins scolaires
257.7	Levying of tax rates for school purposes	257.7	Prélèvement d'impôts scolaires
257.8	Business property, distribution of amounts levied	257.8	Biens d'entreprise : répartition des sommes prélevées
257.9	Residential property, distribution of amounts levied	257.9	Biens résidentiels : répartition des sommes prélevées
257.10	Powers of municipality, board levying rates	257.10	Pouvoirs des municipalités et des conseils qui
257.10.1	Territory without municipal organization		prélèvent des impôts
257.11	When amounts paid to boards	257.10.1	Territoire non érigé en municipalité
257.12	Regulations, Minister of Finance	257.11	Moment du versement des sommes aux conseils
257.12.1	Requisitions for amounts on business property	257.12	Règlements : ministre des Finances
257.12.2	School tax rates for commercial and industrial	257.12.1	Demande au titre des biens d'entreprise
	classes	257.12.2	Taux des impôts scolaires applicables aux catégories commerciales et industrielles

257.12.3	Vacant unit rebate	257.12.3	Remise à l'égard des locaux vacants
257.13	Deferrals	257.13	Reports
	Reductions	257.13.1	Réductions
257.13.2	Regulations, unpaid taxes in territory being organized	257.13.2	Règlements : impôts impayés dans un territoire nor érigé en municipalité
257.14	Regulations, Minister of Education and Training	257.14	Règlements : ministre de l'Éducation et de la Formation
	DIVISION C TAXES SET BY BOARDS]	SECTION C IMPÔTS FIXÉS PAR LES CONSEILS
257.15		257.15	Dispositions interprétatives
257.15	Interpretation	257.16	Impôts fixés par les conseils
257.16	Rates set by boards	257.17	Évaluation imposable en vertu de l'article 257.16
257.17	Assessment rateable under s. 257.16	257.17	Ententes avec les municipalités pour la perception
257.18	Agreements with municipalities re collection	257.19	Pouvoirs des conseils en matière de perception
257.19	Collection powers of boards Designation by individuals re business property	257.20	Choix des particuliers au sujet des biens
257.20 257.21	Limitation on s. 257.20 where residential property	251.20	d'entreprise
	assessed	257.21	Restriction de l'application de l'art. 257.20 en cas d'évaluation de biens résidentiels
257.22	Designation by corporations sole re business assessment	257.22	Choix des personnes morales simples au sujet des
257.23	Assessment of certain tenants	257.22	biens d'entreprise
257.24	Tenant priority	257.23	Évaluation de certains locataires
257.25	Regulations re property classes and tax ratios	257.24	Priorité des locataires
257.26	Determination of rates	257.25	Règlements : catégories de biens et coefficients
257.27	Regulations	201120	d'impôt
257.28	Borrowing powers of Roman Catholic boards	257.26	Fixation des impôts
257.29	Notice to assessment commissioner	257.27	Règlements
231.27	Notice to assessment commissioner	257.28	Pouvoirs d'emprunt des conseils catholiques
		257.29	Avis
	DIVISION D SUPERVISION OF BOARDS' FINANCIAL AFFAIRS	CON	SECTION D NTRÔLE DES AFFAIRES FINANCIÈRES DES CONSEILS
257.30	Investigation of board's financial affairs	257.30	Enquête sur les affaires financières des conseils
257.31	Minister's powers on reviewing report: directions	257.31	Pouvoirs du ministre à la suite de l'examen du
257.32	Vesting order		rapport : directives
257.33	Control exercisable by Minister	257.32	Arrêté
257.34	Powers of Minister re debt	257.33	Pouvoir de contrôle du ministre
257.35	Certain debenture and other debt not to form part	257.34	Pouvoirs du ministre à l'égard des dettes
	of debt after order of Minister	257.35	Exclusion d'une fraction de la dette obligataire et
257.36	Variation or cancellation of subsisting agreements		autre après l'arrêté du ministre
257.37	Minister to approve debenture, instrument issues	257.36	Modification ou résiliation des accords en vigueur
257.38	Minister to have control over money and its application	257.37	Approbation par le ministre de l'émission des débentures ou des instruments
257.39	Exercise of board jurisdiction subject to order	257.38	Contrôle des sommes et de leur affectation par le
257.40	Exclusive jurisdiction		ministre
257.41	Powers of Minister	257.39	Compétence d'un conseil assujetti à un décret
257.42	Forms of certificates, notices, etc.	257.40	Compétence exclusive
257.43	Powers exercisable for and in name of board	257.41	Pouvoirs du ministre
257.44	Minister to have access to all records	257.42	Formules des certificats et avis
257.45	Powers to enforce orders	257.43	Pouvoirs exercés pour le conseil et en son nom
257.46	Injunction against exercise of board powers	257.44	Droit de consultation du ministre
257.47	Combining board offices	257.45	Pouvoir d'exécuter les arrêtés
257.48	Expenses	257.46	Injonction pour empêcher l'exercice des pouvoirs
257.49	Conflict		du conseil
257.50	Revocation of order	257.47	Cumul de postes
257.51	Non-application of Regulations Act	257.48	Dépenses
257.52	Denominational, linguistic and cultural issues	257.49	Incompatibilité
		257.50	Révocation des décrets
		257.51	Non-application de la Loi sur les règlements
		257.52	Questions confessionnelles, linguistiques et culturelles
	DIVISION E		SEÇTION E
ED	UCATION DEVELOPMENT CHARGES	REDE	VANCES D'AMÉNAGEMENT SCOLAIRES

DIVISION E EDUCATION DEVELOPMENT CHARGES

DEFINITIONS

257.53 Interpretation

DÉFINITIONS 257.53 Dispositions interprétatives

	EDUCATION DEVELOPMENT CHARGE BY-LAWS	Règle	MENTS DE REDEVANCES D'AMÉNAGEMENT SCOLAIRES
257.54	Education development charge by-law	257.54	Règlements de redevances d'aménagement
257.55	Exemption for industrial development		scolaires
257.56	When by-law effective	257.55	Exemption : aménagement industriel
257.57	If jurisdiction divided into regions	257.56	Entrée en vigueur des règlements
257.58 257.59	Duration of education development charge by-law Contents of by-law	257.57	Cas où le territoire de compétence est divisé en régions
		257.58	Durée des règlements de redevances d'aménagement scolaires
		257.59	Contenu des règlements
	PROCESS BEFORE PASSING OF BY-LAWS	Marche	À SUIVRE PRÉALABLE À L'ADOPTION D'UN RÈGLEMENT
257.60	Review of policies	257.60	Examen de la politique
257.61	Education development charge background study	257.61	Étude préliminaire
257.62	By-law within one year after study	257.62	Délai d'adoption du règlement
257.63	Public meeting before by-law passed	257.63	Réunion publique avant l'adoption du règlement
	Appeal of By-Laws		APPELS DES RÈGLEMENTS
257.64	Notice of by-law and time for appeal	257.64	Avis d'adoption du règlement et du délai d'appel
257.65	Appeal of by-law after passed	257.65	Appel du règlement après son adoption
257.66	Secretary's duties on appeal	257.66	Obligations du secrétaire qui reçoit un avis d'appel
257.67	OMB hearing of appeal	257.67	Audience devant la Commission
257.68 257.69	When OMB ordered repeals, amendments effective Refunds, if OMB repeals by-law, etc.	257.68	Entrée en vigueur des abrogations ou modifications ordonnées par la Commission
237.07	Rotalids, it of the ropouls by law, etc.	257.69	Remboursements en cas d'abrogation ou de
	A		modification d'un règlement
	AMENDMENT OF BY-LAWS		MODIFICATION DES RÈGLEMENTS
257.70	Amendment of by-law	257.70	Modification des règlements
257.71	When amendment effective	257.71	Entrée en vigueur des modifications
257.72	Process before passing amendment	257.72	Marche à suivre préalable à l'adoption d'une modification
257.73 257.74	Notice of amendment and time for appeal Appeal of amending by-law after passed	257.73	Avis d'adoption de la modification et du délai
257.75	Secretary's duties on appeal	231.13	d'appel
257.76	OMB hearing of appeal	257.74	Appel d'un règlement modificatif après son adoption
257.77	When OMB ordered repeals, amendments effective	257.75	Obligations du secrétaire qui reçoit un avis d'appel
257.78	Refunds, if OMB repeals by-law, etc.	257.76	Audience devant la Commission
257.79	Non-application of certain provisions to OMB	257.77	Entrée en vigueur des abrogations ou modifications
	amendments	057.70	ordonnées par la Commission
		257.78	Remboursements en cas d'abrogation ou de
		257.79	modification d'un règlement modificatif Non-application de certaines dispositions aux
		231.19	modifications ordonnées par la Commission
Co	DLLECTION OF EDUCATION DEVELOPMENT CHARGES	PERCE	PTION DES REDEVANCES D'AMÉNAGEMENT SCOLAIRES
257.80	When charge payable	257.80	Date d'exigibilité de la redevance
257.81	Who charge payable to	257.81	Destinataire du paiement
257.82	Education development charge reserve funds	257.82	Fonds de réserve de redevances d'aménagement
257.83	Withholding of building permit until charge paid		scolaires
257.84	Land given for credit	257.83	Refus de délivrer le permis de construire avant le paiement de la redevance
		257.84	Don d'un bien-fonds en échange d'un crédit
	COMPLAINTS ABOUT EDUCATION		PLAINTES RELATIVES AUX REDEVANCES
	DEVELOPMENT CHARGES		D'AMÉNAGEMENT SCOLAIRES
257.85	Complaint to council of municipality	257.85	Plainte déposée auprès du conseil de la municipalité
257.86	Notice of decision and time for appeal	257.86	Avis de la décision et du délai d'appel
257.87	Appeal of council's decision	257.87	Appel de la décision du conseil municipal
257.88	Clerk's duties on appeal	257.88	Obligations du secrétaire qui reçoit un avis d'appel
257.89	OMB hearing of appeal	257.89	Audience devant la Commission
257.90	Refund if education development charge reduced	257.90	Remboursement en cas de réduction de la
257.91	Payment if education development charge	267.01	redevance d'aménagement scolaire
	increased	257.91	Paiement en cas d'augmentation de la redevance d'aménagement scolaire
	SPECIAL CASES		CAS PARTICULIERS
257.92	Territory without municipal organization	257.92	Territoire non érigé en municipalité
257.93	Areas where province issues building permits	257.93	Secteurs où la province délivre les permis de
			construire

	Miscellaneous		DISPOSITIONS DIVERSES
257.04		257.94	Même traitement pour différents conseils
257.94	Different types of boards treated the same	257.95	Enregistrement du règlement
257.95	Registration of by-law	257.96	Recouvrement des sommes en souffrance
257.96	Recovery of unpaid amounts, lien on land	257.97	Rapports
257.97	Reports by municipalities to boards	257.98	États financiers
257.98	Statement of treasurer	257.99	Emprunts sur un fonds de réserve
257.99	Board may borrow from reserve fund	257.100	Aucun droit de pétition
257.100	No right of petition	257.100	Règlements
257.101	Regulations	237.101	
	Transitional Provisions		DISPOSITIONS TRANSITOIRES
257.102	Interpretation	257.102	Dispositions interprétatives
257.103	By-law under the old Act	257.103	Règlement adopté en vertu de l'ancienne loi
257.104	Certain old requests, appeals	257.104	Demandes et appels
257.105	Regulations, transition	257.105	Règlements, période de transition
	DIVISION F		SECTION F
	REVIEW OF EDUCATION FUNDING	EXAMI	EN DU FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION
257.106	Operation of Division C	257.106	Effet de la section C
257.107	Legislative committee review	257.107	Examen par un comité de l'Assemblée
			PARTIE X
	PART X TEACHERS, PUPIL RECORDS	EN	SEIGNANTS, DOSSIERS DES ÉLÈVES
	AND EDUCATION NUMBERS	ET NUM	TÉROS D'IMMATRICULATION SCOLAIRE
	Tracurro		Enseignants
261	Teachers	261	
261.	Probationary period	261.	Durée du stage
262.	Membership in Ontario College of Teachers	262.	Adhésion à l'Ordre des enseignantes et des
263.	Termination of contract where welfare of school involved	263.	enseignants de l'Ontario Résiliation du contrat dans le cas où le bien de
	liivoived	205.	l'école est en jeu
	Dymyno		
	DUTIES		FONCTIONS
264.	Duties of teacher	264.	Fonctions de l'enseignant
265.	Duties of principal	265.	Fonctions du directeur
	Pupil Records		Dossier d'élève
266.	Pupil records	266.	Dossier d'élève
	ONTARIO EDUCATION NUMBERS	Numé	ROS D'IMMATRICULATION SCOLAIRE DE L'ONTARIO
266.1			
266.1 266.2	Definition of "personal information"	266.1	Définition de «renseignements personnels»
266.3	Assignment of numbers Privacy re education numbers	266.2	Attribution de numéros
266.4	Offence	266.3	Protection des numéros
266.5	T	266.4	Infraction
200.3	Regulations	266.5	Règlements
-	PART X.1	,	PARTIE X.1
TE	ACHERS' COLLECTIVE BARGAINING	NEGOC	IATION COLLECTIVE DES ENSEIGNANTS
	Interpretation		Interprétation
277.1	Interpretation	277.1	Dispositions interprétatives
	COLLECTIVE BARGAINING	27711	
277.2			NÉGOCIATION COLLECTIVE
277.2	Labour Relations Act, 1995	277.2	Loi de 1995 sur les relations de travail
277.3	Teachers' bargaining units, district school boards	277.3	Unités de négociation d'enseignants : conseils
277.4 277.5	Teachers' bargaining units, school authorities	255 4	scolaires de district
277.5 277.6	Occasional teachers	277.4	Unités de négociation d'enseignants :
277.7	Elementary Teachers' Federation of Ontario	277.5	administrations scolaires
277.8	Combined bargaining unit	277.5	Enseignants suppléants
277.8 277.9	Appropriate bargaining units, bargaining agents Joint negotiations	277.6	Fédération appelée Elementary Teachers' Federation of Ontario
277.10	Arbitration	277 7	
277.10		277.7	Unité de négociation combinée
277.11	Terms of collective agreements Conflict	277.8	Unités de négociation appropriées et agents négociateurs
277.13.1	Enforcement of Part X.1	277.9	Jonction des parties
	Andreement of Late A. I	277.10	Arbitrage
		277.11	Durée des conventions collectives
		277.13	Incompatibilité
		277.13.1	Exécution de la partie X.1
		_,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,	

PARTIE X.2 ÉVALUATION DU RENDEMENT DES ENSEIGNANTS

PART X.2 TEACHER PERFORMANCE APPRAISAL

	MISCELLANEOUS		DISPOSITIONS DIVERSES
277.14	Purpose of Part	277.14	Objet
277.15	Interpretation	277.15	Interprétation
277.16	Application to certain schools	277.16	Application à certaines écoles
277.17	Delegation of principal's duties, powers	277.17	Délégation des fonctions et pouvoirs du directeur
277.18	Delegation of supervisory officer's duties, powers		d'école
277.19	Appraisals by different individuals	277.18	Délégation des fonctions et pouvoirs de l'agent d
277.20	Board rules, certain circumstances		supervision
277.21	Regulations, certain circumstances	277.19	Évaluation par des personnes différentes
277.22	Board policies and rules, general	277.20	Règles du conseil dans certaines circonstances
277.23	Compliance with timelines	277.21	Règlements visant certaines circonstances
		277.22	Politiques et règles du conseil : dispositions générales
		277.23	Respect des délais
	APPLICATION TO BOARDS AND TEACHERS	A	PPLICATION AUX CONSEILS ET AUX ENSEIGNANTS
277.24	Initial application	277.24	Application initiale
277.25	Application starting 2002	277.25	Application à compter de 2002
277.26	Application starting 2003	277.26	Application à compter de 2003
277.27	Application, 2004	277.27	Application à compter de 2004
FREO	UENCY AND TIMING OF PERFORMANCE APPRAISALS	FPÉOU	ENCE ET MOMENT DES ÉVALUATIONS DU RENDEMENT
277.28	Evaluation on three-year cycle	277.28	Évaluation tous les trois ans
277.29	Appraisals, new teachers	277.29	Évaluation des nouveaux enseignants
277.30	Additional performance appraisals	277.30	Évaluation des nouveaux enseignants Évaluations supplémentaires
211.50		277.50	**
	Standards, Methods and Results of Performance Appraisals		Normes, méthodes et conséquences des évaluations du rendement
277.31	Regulations: standards, methods and results	277.31	Règlements : normes, méthodes et conséquences
277.32	Additional competencies, processes, etc.	277.32	Compétences et processus supplémentaires
277.33	Minister's guidelines	277.33	Lignes directrices du ministre
277.34	Performance appraisal document, etc.	277.34	Document d'évaluation et autres documents
P	ROCESS FOLLOWING UNSATISFACTORY RATING		PROCESSUS EN CAS DE NOTE INSATISFAISANTE
277.35	Interpretation, school days	277.35	Interprétation : jours de classe
277.36	Initial unsatisfactory rating	277.36	Première note insatisfaisante
277.37	Second unsatisfactory rating	277.37	Seconde note insatisfaisante
277.38	Review status	277.38	Suivi
277.39	Board decision	277.39	Décision du conseil
277.40	Notice to Ontario College of Teachers	277.40	Notification de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario
	Arbitration		Arbitrage
277.41	Arbitration under collective agreements	277.41	Arbitrage prévu par la convention collective
	RECORDS OF PERFORMANCE APPRAISALS		Dossiers d'évaluation du rendement
277.42	Board to receive copies of appraisals	277.42	Remise d'une copie des évaluations au conseil
277.43	Boards to request copies of appraisals	277.43	Demandes par les conseils d'une copie des
277.44	Regulations	2,,	évaluations
		277.44	Règlements
	Information		RENSEIGNEMENTS
277.45	Information	277.45	Renseignements
	PART XI		PARTIE XI
	SUPERVISORY OFFICERS		AGENTS DE SUPERVISION
278.	Qualifications of supervisory officers	278.	Qualification requise de l'agent de supervision
279.	Supervisory officers and director of education: district school boards	279.	Agents de supervision et directeur de l'éducation conseils scolaires de district
280.	Appointment of director of education: school	280.	Nomination du directeur de l'éducation :
	authorities	0.00	administrations scolaires
		283.	Chef de service administratif
283.	Chief executive officer		
284.	Supervisory officers: school authorities	284.	Agents de supervision : administrations scolaires

287.	Suspension or dismissal of supervisory officer by	287.	Suspension ou congédiement de l'agent de supervision par le conseil
287.1	Principals, vice-principals	287.1	Directeurs d'école, directeurs adjoints
	PART XI.1		PARTIE XI.1
PE	RFORMANCE APPRAISAL OF PRINCIPALS, VICE-PRINCIPALS AND SUPERVISORY OFFICERS	DES I	ÉVALUATION DU RENDEMENT DIRECTEURS D'ÉCOLE, DES DIRECTEURS OINTS ET DES AGENTS DE SUPERVISION
287.2	Purpose of Part	287.2	Objet
287.3	Interpretation	287.3	Dispositions interprétatives
287.4	Regulations: performance appraisals, principals,	287.4	Règlements : évaluation du rendement des directeurs d'école et autres
287.5	etc. Additional competencies, processes, etc.	287.5	Compétences et processus supplémentaires
287.6		287.6	Lignes directrices du ministre
287.7	Interpretation of Part	287.7	Interprétation de la partie
	PART XII		PARTIE XII
	LANGUAGE OF INSTRUCTION		LANGUE D'ENSEIGNEMENT
,	Provisions Relating to District School Boards	Disposi	TIONS RELATIVES AUX CONSEILS SCOLAIRES DE DISTRICT
		288.	Conseils scolaires de district de langue française
288. 289.	French-language district school boards English-language district school boards	289.	Conseils scolaires de district de langue anglaise
20).	PROVISIONS RELATING TO SCHOOL AUTHORITIES		SITIONS RELATIVES AUX ADMINISTRATIONS SCOLAIRES
200		290.	Langue d'enseignement : administrations scolaires
290.	Language of instruction: school authorities other than s. 67 boards	290.	qui ne sont pas des conseils créés en vertu de
291.	Language of instruction: s. 67 boards		l'art. 67
		291.	Langue d'enseignement : conseils créés en vertu de
			l'art. 67
]	PROVISIONS RELATING TO DISTRICT SCHOOL BOARDS	Disposi	TIONS RELATIVES AUX CONSEILS SCOLAIRES DE DISTRICT
202	AND SCHOOL AUTHORITIES	292.	ET AUX ADMINISTRATIONS SCOLAIRES
292. 293.	English as a subject of instruction Admission of pupils other than French-speaking	292. 293.	Anglais comme matière d'enseignement Admission d'élèves non francophones où le
275.	persons where French is language of instruction	275.	français est la langue d'enseignement
	French-Language Rights Holder Groups	GR	OUPES DE TITULAIRES DES DROITS LIÉS AU FRANÇAIS
294.	French-language rights holders groups	294.	Groupes de titulaires des droits liés au français
I.	ANGUAGES OF INSTRUCTION COMMISSION OF ONTARIO	COMM	MISSION DES LANGUES D'ENSEIGNEMENT DE L'ONTARIO
295.	Commission continued	295.	Maintien de la Commission
296.	Mediators	296.	Médiateurs
297.	Duties of Commission and of school authority	297.	Fonctions de la Commission et de l'administration
298.	Second resolution by school authority	200	scolaire
299.	Reconsideration by Commission	298. 299.	Deuxième décision de l'administration scolaire Réexamen par la Commission
		233.	Α
	PART XIII BEHAVIOUR, DISCIPLINE	COM	PARTIE XIII
	AND SAFETY	COM	PORTEMENT, MESURES DISCIPLINAIRES ET SÉCURITÉ
300.	Interpretation	300.	Disposition interprétative
301.	Provincial code of conduct	301.	Code de conduite provincial
302.	Board's policies and guidelines governing conduct	302.	Politiques et lignes directrices du conseil en
303.	Local codes of conduct	202	matière de conduite
304. 305.	Opening and closing exercises at schools Access to school premises	303. 304.	Codes de conduite internes Rassemblement
306.	Mandatory suspension of a pupil	305.	Accès aux lieux scolaires
307.	Discretionary suspension of a pupil	306.	Suspension obligatoire d'un élève
308.	Review of suspension	307.	Suspension discrétionnaire d'un élève
309.	Mandatory expulsion of a student	308.	Réexamen des suspensions
310.	Discretionary expulsion of a pupil	309.	Renvoi obligatoire d'un élève
311. 312.	Appeal of expulsion Programs, etc., for suspended pupils, expelled	310.	Renvoi discrétionnaire d'un élève
314.	pupils pupils	311. 312.	Appel des renvois Programmes à l'intention des élèves suspendus et
313.	Transition, suspension of a pupil	J 1 641	des élèves renvoyés
314.	Transition, expulsion of a pupil	313.	Dispositions transitoires : suspension d'un élève
315.	Personal information	314.	Dispositions transitoires : renvoi d'un élève
316.	Regulations	315.	Renseignements personnels
		316.	Règlements

PART XIV **MATTERS RELATED TO 1997-1998 SCHOOL** SYSTEM REFORMS

	EDUCATION IMPROVEMENT COMMISSION
334.	Education Improvement Commission
335.	Function of Commission
344.	Non-application of Regulations Act
346.	Protection from liability
347.	Personal information
350.	When Education Improvement Commission power
	may be exercised

TRANSITIONAL AUTHORITY OF DISTRICT SCHOOL BOARDS

351. Authority of district school boards before 1998

INTERPRETATION AND OTHER GENERAL MATTERS

Interpretation, other general matters

- 1. (1) In this Act and the regulations, except where otherwise provided in the Act or regulations,
- "band" and "council of the band" have the same meaning as in the Indian Act (Canada); ("bande", "conseil de bande")
- "board" means a district school board or a school authority; ("conseil", "conseil scolaire")
- "business property" means business property as defined in section 257.5; ("bien d'entreprise")
- "co-instructional activities" means activities other than providing instruction that,
 - (a) support the operation of schools,
 - (b) enrich pupils' school-related experience, whether within or beyond the instructional program, or
 - (c) advance pupils' education and education-related goals,

and includes but is not limited to activities having to do with school-related sports, arts and cultural activities, parent-teacher and pupil-teacher interviews, letters of support for pupils, staff meetings and school functions but does not include activities specified in a regulation made under subsection (1.2); ("activités complémentaires")

- "combined separate school zone" means a union of two or more separate school zones; ("zone unifiée d'écoles séparées")
- "continuing education instructor" means a person employed to provide instruction in a continuing education course or class established in accordance with the regulations, other than those courses or classes for which membership in the Ontario College of Teachers is required under the regulations; ("instructeur de l'éducation permanente")
- "continuing education teacher" means a teacher employed to teach a continuing education course or class estab-

PARTIE XIV **QUESTIONS LIÉES AUX RÉFORMES APPORTÉES**

	AU SYSTEME SCOLAIRE EN 1997-1998	
	COMMISSION D'AMÉLIORATION DE L'ÉDUCATION	
34.	Commission d'amélioration de l'éducation	

334. 335.

Mission de la Commission

344. Non-application de la Loi sur les règlements

346. Immunité

347. Renseignements personnels

350. Moment où la Commission d'amélioration de l'éducation peut exercer ses pouvoirs

> STATUT DES CONSEILS SCOLAIRES DE DISTRICT PENDANT LA PÉRIODE DE TRANSITION

351 Statut des conseils scolaires de district avant 1998

DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES ET AUTRES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Dispositions interprétatives et autres dispositions générales

- 1. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi et aux règlements sauf dispositions contraires y figurant.
- «activités complémentaires» S'entend d'activités qui ne consistent pas à dispenser l'enseignement et qui :
 - a) soit soutiennent le fonctionnement des écoles;
 - b) soit enrichissent l'expérience scolaire des élèves, que ce soit dans le cadre du programme d'enseignement ou en dehors de celui-ci;
 - c) soit aident les élèves à atteindre leurs objectifs en matière de formation et leurs objectifs connexes.

S'entend notamment d'activités liées aux activités sportives, artistiques et culturelles rattachées à l'école, aux rencontres entre parents et enseignants ou entre élèves et enseignants, aux lettres de recommandation pour les élèves, aux réunions du personnel et aux autres activités officielles de l'école, mais non des activités que précisent les règlements pris en application du paragraphe (1.2). («co-instructional activities»)

«administration scolaire» S'entend :

- a) soit du conseil d'un secteur scolaire de district;
- b) soit du conseil d'une école séparée rurale;
- c) soit du conseil d'une zone unifiée d'écoles séparées;
- d) soit du conseil d'un district d'écoles secondaires créé en vertu de l'article 67;
- e) soit d'un conseil créé en vertu de l'article 68;
- f) soit du conseil d'une école séparée protestante. («school authority»)

«administration scolaire catholique» S'entend :

- a) soit du conseil d'une zone d'école séparée rurale;
- b) soit du conseil d'une zone unifiée d'écoles séparées. («Roman Catholic school authority»)

lished in accordance with the regulations for which membership in the Ontario College of Teachers is required by the regulations; ("enseignant de l'éducation permanente")

- "credit" means recognition granted to a pupil by a principal as proof, in the absence of evidence to the contrary, that the pupil has successfully completed a quantity of work that,
 - (a) has been specified by the principal in accordance with the requirements of the Minister, and
 - (b) is acceptable to the Minister as partial fulfilment of the requirements for the Ontario secondary school diploma, the secondary school graduation diploma or the secondary school honour graduation diploma, as the case may be; ("crédit")
- "current expenditure" means an expenditure, for operating purposes or for a permanent improvement, from funds other than funds,
 - (a) advanced under a mortgage, or
 - (b) arising from the sale of a debenture or an instrument prescribed under clause 247 (3) (f), from a capital loan or from a loan pending the sale of a debenture or such an instrument; ("dépenses courantes")
- "current revenue" means all amounts earned by a board, together with the amounts to which it becomes entitled, other than by borrowing, that may be used to meet its expenditures; ("recettes courantes")
- "debt charge" means the amount of money necessary annually,
 - (a) to pay the principal due on long-term debt not payable from a sinking fund, a retirement fund or a fund prescribed under clause 247 (3) (e),
 - (b) to provide a fund for the redemption of debentures or instruments prescribed under clause 247 (3) (f) payable from a sinking fund, a retirement fund or a fund prescribed under clause 247 (3) (e), and
 - (c) to pay the interest due on all debt referred to in clauses (a) and (b); ("service de la dette")
- "district municipality" means a local municipality in a territorial district; ("municipalité de district")
- "district school area" means a school section in the territorial districts that is not a school section of a district school board or a school section designated under section 68; ("secteur scolaire de district")
- "district school board" means,
 - (a) an English-language public district school board,
 - (b) an English-language separate district school board,
 - (c) a French-language public district school board, or
 - (d) a French-language separate district school board; ("conseil scolaire de district")
- "education authority" means a corporation that is incorporated by one or more bands or councils of bands for the purpose of providing for the educational needs of the members of the band or bands; ("commission indienne de l'éducation")

- «administration scolaire publique» S'entend :
 - a) soit du conseil d'un secteur scolaire de district;
 - b) soit du conseil d'un district d'écoles secondaires créé en vertu de l'article 67;
 - c) soit d'un conseil créé en vertu de l'article 68. («public school authority»)
- «agent de supervision» Personne qui possède les qualités requises conformément aux règlements régissant les agents de supervision et qui est employée, pour s'acquitter des fonctions de supervision et d'administration que la présente loi et les règlements attribuent à de tels agents:
 - a) soit par un conseil, sur désignation du conseil;
 - b) soit au ministère, sur désignation du ministre. («supervisory officer»)
- «agent provincial de supervision» Agent de supervision employé au ministère. («provincial supervisory officer»)
- «amélioration permanente» S'entend notamment de ce qui suit :
 - a) un emplacement scolaire et son agrandissement ou toute amélioration qui y est apportée;
 - b) un bâtiment utilisé à des fins d'enseignement et son agrandissement ou toute transformation ou amélioration qui y est apportée;
 - c) l'agrandissement d'un bâtiment administratif ou toute transformation ou amélioration qui y est apportée:
 - d) une résidence d'enseignant ou de concierge et un entrepôt de matériel et de fournitures, leur agrandissement ou toute transformation ou amélioration qui leur est apportée;
 - e) les meubles, les accessoires, les livres de bibliothèque, le matériel et les appareils pédagogiques, ainsi que le matériel nécessaire à l'entretien des biens visés aux alinéas a) à d) ou à l'alinéa f);
 - f) un autobus ou autre véhicule, y compris une embarcation, servant au transport des élèves;
 - g) les installations d'alimentation de l'école en eau ou en électricité, soit sur les lieux mêmes, soit par approvisionnement en provenance de l'extérieur;
 - h) les versements initiaux aux régimes de retraite constitués pour les agents et autres employés du conseil ou les cotisations versées à de tels régimes au titre des services antérieurs;
 - i) un bien, un ouvrage, une entreprise ou une question prescrits en vertu du paragraphe (6). («permanent improvement»)
- «ancien conseil» S'entend au sens de «conseil» au paragraphe 1 (1) de la présente loi, tel qu'il existait immédiatement avant que la *Loi de 1997 sur l'amélioration* de la qualité de l'éducation reçoive la sanction royale. S'entend en outre du Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto, mais non des administrations scolaires. («old board»)

- "elementary school" means a school in which instruction is given in some or all of the primary division, junior division and intermediate division but not in the senior division; ("école élémentaire")
- "English-language district school board" means an Englishlanguage public district school board or an Englishlanguage separate district school board; ("conseil scolaire de district de langue anglaise")
- "English-language public board" means,
 - (a) an English-language public district school board, or
 - (b) a public school authority; ("conseil public de langue anglaise")
- "English-language public board supporter" means a person who is an owner or tenant of residential property in the area of jurisdiction of a board and who is not,
 - (a) a separate school supporter,
 - (b) a French-language public district school board supporter, or
 - (c) a Protestant separate school board supporter; ("contribuable des conseils publics de langue anglaise")
- "English-language Roman Catholic board" means,
 - (a) an English-language separate district school board, or
 - (b) a Roman Catholic school authority; ("conseil catholique de langue anglaise")
- "English-language Roman Catholic board supporter" means a Roman Catholic,
 - (a) who is shown as an English-language Roman Catholic board supporter on the school support list as prepared or revised by the assessment commissioner under section 16 of the Assessment Act, or
 - (b) who is declared to be an English-language Roman Catholic board supporter as a result of a final decision rendered in proceedings commenced under the *Assessment Act*,
 - and includes his or her Roman Catholic spouse; ("contribuable des conseils catholiques de langue anglaise")
- "exceptional pupil" means a pupil whose behavioural, communicational, intellectual, physical or multiple exceptionalities are such that he or she is considered to need placement in a special education program by a committee, established under subparagraph iii of paragraph 5 of subsection 11 (1), of the board,
 - (a) of which the pupil is a resident pupil,
 - (b) that admits or enrols the pupil other than pursuant to an agreement with another board for the provision of education, or
 - (c) to which the cost of education in respect of the pupil is payable by the Minister; ("élève en difficulté")

- «année scolaire» Période prescrite ou approuvée à ce titre par règlement. («school year»)
- «bande» et «conseil de bande» S'entendent au sens de la Loi sur les Indiens (Canada). («band», «council of the band»)
- «bien d'entreprise» S'entend au sens de l'article 257.5. («business property»)
- «bien résidentiel» S'entend au sens de l'article 257.5. («residential property»)
- «catholique» S'entend en outre du membre d'une Église catholique de rite oriental unie au Saint-Siège de Rome. («Roman Catholic»)
- «circonscription scolaire» Territoire qui relève d'un conseil public aux fins des écoles élémentaires. («school section»)
- «commission indienne de l'éducation» Personne morale constituée par une ou plusieurs bandes ou un ou plusieurs conseils de bande afin de répondre aux besoins en matière d'éducation des membres de la ou des bandes. («education authority»)
- «conseil» ou «conseil scolaire» Conseil scolaire de district ou administration scolaire. («board»)
- «conseil catholique» S'entend:
 - a) soit d'un conseil scolaire de district séparé;
 - b) soit d'une administration scolaire catholique. («Roman Catholic board»)
- «conseil catholique de langue anglaise» S'entend :
 - a) soit d'un conseil scolaire de district séparé de langue anglaise;
 - b) soit d'une administration scolaire catholique. («English-language Roman Catholic board»)
- «conseil public» S'entend :
 - a) soit d'un conseil scolaire de district public;
 - b) soit d'une administration scolaire publique. («public board»)
- «conseil public de langue anglaise» S'entend :
 - a) soit d'un conseil scolaire de district public de langue anglaise;
 - b) soit d'une administration scolaire publique. («English-language public board»)
- «conseil scolaire de district» S'entend :
 - a) soit d'un conseil scolaire de district public de langue anglaise;
 - b) soit d'un conseil scolaire de district séparé de langue anglaise;
 - c) soit d'un conseil scolaire de district public de langue française;
 - d) soit d'un conseil scolaire de district séparé de langue française. («district school board»)

- "French-language district school board" means a Frenchlanguage public district school board or a Frenchlanguage separate district school board; ("conseil scolaire de district de langue française")
- "French-language district school board supporter" means a French-language public district school board supporter or a French-language separate district school board supporter; ("contribuable des conseils scolaires de district de langue française")
- "French-language instructional unit" means a class, group of classes or school in which the French language or Quebec sign language is the language of instruction but does not include a class, group of classes or school established under paragraph 25 of subsection 8 (1); ("module scolaire de langue française")
- "French-language public district school board supporter" means a French-language rights holder,
 - (a) who is shown as a French-language public district school board supporter on the school support list as prepared or revised by the assessment commissioner under section 16 of the *Assessment Act*, or
 - (b) who is declared to be a French-language public district school board supporter as a result of a final decision rendered in proceedings commenced under the Assessment Act,
 - and includes his or her spouse or same-sex partner if the spouse or same-sex partner is a French-language rights holder; ("contribuable des conseils scolaires de district publics de langue française")
- "French-language rights holder" means a person who has the right under subsection 23 (1) or (2), without regard to subsection 23 (3), of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* to have his or her children receive their primary and secondary school instruction in the French language in Ontario; ("titulaire des droits liés au français")
- "French-language separate district school board supporter" means a Roman Catholic French-language rights holder,
 - (a) who is shown as a French-language separate district school board supporter on the school support list as prepared or revised by the assessment commissioner under section 16 of the Assessment Act, or
 - (b) who is declared to be a French-language separate district school board supporter as a result of a final decision rendered in proceedings commenced under the Assessment Act,
 - and includes his or her Roman Catholic spouse if the spouse is a French-language rights holder; ("contribuable des conseils scolaires de district séparés de langue française")
- "French-speaking person" means a child of a person who has the right under subsection 23 (1) or (2), without regard to subsection 23 (3), of the Canadian Charter of Rights and Freedoms to have his or her

- «conseil scolaire de district de langue anglaise» Conseil scolaire de district public de langue anglaise ou conseil scolaire de district séparé de langue anglaise. («Englishlanguage district school board»)
- «conseil scolaire de district de langue française» Conseil scolaire de district public de langue française ou conseil scolaire de district séparé de langue française. («French-language district school board»)

«conseil scolaire de district public» S'entend :

- a) soit d'un conseil scolaire de district public de langue anglaise;
- b) soit d'un conseil scolaire de district public de langue française. («public district school board»)

«conseil scolaire de district séparé» S'entend :

- a) soit d'un conseil scolaire de district séparé de langue anglaise;
- soit d'un conseil scolaire de district séparé de langue française. («separate district school board»)
- «contribuable des conseils catholiques de langue anglaise» Catholique, y compris son conjoint s'il est lui aussi catholique :
 - a) soit qui figure à titre de contribuable des conseils catholiques de langue anglaise sur la liste qui indique le soutien scolaire et qu'a dressée ou révisée le commissaire à l'évaluation aux termes de l'article 16 de la Loi sur l'évaluation foncière;
 - b) soit qui est déclaré contribuable des conseils catholiques de langue anglaise à la suite d'une décision définitive rendue lors d'une instance introduite en vertu de la *Loi sur l'évaluation foncière*. («Englishlanguage Roman Catholic board supporter»)
- «contribuable des conseils publics de langue anglaise»
 Personne qui est propriétaire ou locataire d'un bien résidentiel se trouvant dans le territoire de compétence d'un conseil et qui n'est :
 - a) ni contribuable des écoles séparées;
 - b) ni contribuable des conseils scolaires de district publics de langue française;
 - c) ni contribuable des conseils d'écoles séparées protestantes. («English-language public board supporter»)
- «contribuable des conseils scolaires de district de langue française» Contribuable des conseils scolaires de district publics de langue française ou contribuable des conseils scolaires de district séparés de langue française. («French-language district school board supporter»)
- «contribuable des conseils scolaires de district publics de langue française» Titulaire des droits liés au français, y compris son conjoint ou partenaire de même sexe s'il est lui aussi titulaire de ces droits :
 - a) soit qui figure à titre de contribuable des conseils scolaires de district publics de langue française sur la liste qui indique le soutien scolaire et qu'a dressée ou révisée le commissaire à l'évaluation

- children receive their primary and secondary school instruction in the French-language in Ontario; ("francophone")
- "guardian" means a person who has lawful custody of a child, other than the parent of the child; ("tuteur")
- "head office" of a board means the place at which the minute book, financial statements and records, and seal of the board are ordinarily kept; ("siège")
- "Indian" has the same meaning as in the *Indian Act* (Canada); ("Indien")
- "intermediate division" means the division of the organization of a school comprising the first four years of the program of studies immediately following the junior division; ("cycle intermédiaire")
- "judge" means a judge of the Superior Court of Justice; ("juge")
- "junior division" means the division of the organization of a school comprising the first three years of the program of studies immediately following the primary division; ("cycle moyen")
- "Minister" means the Minister of Education and Training; ("ministre")
- "Ministry" means the Ministry of Education and Training; ("ministère")
- "municipality" means a local municipality; ("municipalité")
- "old board" has the same meaning as "board" in subsection 1 (1) of this Act, as it read immediately before the Education Quality Improvement Act, 1997 received Royal Assent, and includes The Metropolitan Toronto School Board but does not include a school authority; ("ancien conseil")
- "part-time teacher" means a teacher employed by a board on a regular basis for other than full-time duty; ("enseignant à temps partiel")
- "permanent improvement" includes,
 - (a) a school site and an addition or improvement to a school site,
 - (b) a building used for instructional purposes and any addition, alteration or improvement to a building used for instructional purposes,
 - (c) any addition, alteration or improvement to an administration building,
 - (d) a teacher's residence or caretaker's residence, a storage building for equipment and supplies, and any addition, alteration or improvement to such a residence or storage building,
 - (e) furniture, furnishings, library books, instructional equipment and apparatus, and equipment required for maintenance of the property described in clauses (a) to (d) or in clause (f),
 - (f) a bus or other vehicle, including watercraft, for the transportation of pupils,

- aux termes de l'article 16 de la Loi sur l'évaluation foncière;
- b) soit qui est déclaré contribuable des conseils scolaires de district publics de langue française à la suite d'une décision définitive rendue lors d'une instance introduite en vertu de la *Loi sur l'évaluation foncière*. («French-language public district school board supporter»)
- «contribuable des conseils scolaires de district séparés de langue française» Titulaire catholique des droits liés au français, y compris son conjoint catholique s'il est lui aussi titulaire de ces droits :
 - a) soit qui figure à titre de contribuable des conseils scolaires de district séparés de langue française sur la liste qui indique le soutien scolaire et qu'a dressée ou révisée le commissaire à l'évaluation aux termes de l'article 16 de la Loi sur l'évaluation foncière;
 - b) soit qui est déclaré contribuable des conseils scolaires de district séparés de langue française à la suite d'une décision définitive rendue lors d'une instance introduite en vertu de la *Loi sur l'évaluation foncière*. («French-language separate district school board supporter»)
- «contribuable des écoles séparées» Contribuable des conseils catholiques de langue anglaise ou contribuable des conseils scolaires de district séparés de langue française. («separate school supporter»)
- «crédit» Reconnaissance que le directeur d'école accorde à un élève comme preuve, en l'absence de preuve contraire, qu'il a terminé avec succès la quantité de travail :
 - a) d'une part, que le directeur d'école a précisée conformément aux exigences du ministre;
 - b) d'autre part, dont le ministre estime qu'elle satisfait à une partie des exigences requises pour l'obtention du diplôme d'études secondaires de l'Ontario, du diplôme d'études secondaires ou du diplôme d'études secondaires supérieures, selon le cas. («credit»)
- «cycle intermédiaire» Partie du programme d'enseignement d'une école comprenant les quatre premières années du programme d'études qui suivent immédiatement le cycle moyen. («intermediate division»)
- «cycle moyen» Partie du programme d'enseignement d'une école comprenant les trois premières années du programme d'études qui suivent immédiatement le cycle primaire. («junior division»)
- «cycle primaire» Partie du programme d'enseignement d'une école comprenant la maternelle, le jardin d'enfants et les trois premières années du programme d'études qui suivent immédiatement le jardin d'enfants. («primary division»)
- «cycle supérieur» Partie du programme d'enseignement d'une école comprenant les années du programme d'études qui suivent le cycle intermédiaire. («senior division»)

- (g) the obtaining of a water supply or an electrical power supply on the school property or the conveying of a water supply or an electrical power supply to the school from outside the school property,
- (h) initial payments or contributions for past service pensions to a pension plan for officers and other employees of the board,
- (i) any property, work, undertaking or matter prescribed under subsection (6); ("amélioration permanente")
- "population" means the population as determined by the assessment commissioner from the last municipal enumeration as updated under the provisions of the Assessment Act; ("population")
- "primary division" means the division of the organization of a school comprising junior kindergarten, kindergarten and the first three years of the program of studies immediately following kindergarten; ("cycle primaire")
- "principal" means a teacher appointed by a board to perform in respect of a school the duties of a principal under this Act and the regulations; ("directeur d'école")
- "private school" means an institution at which instruction is provided at any time between the hours of 9 a.m. and 4 p.m. on any school day for five or more pupils who are of or over compulsory school age in any of the subjects of the elementary or secondary school courses of study and that is not a school as defined in this section; ("école privée")
- "provincial supervisory officer" means a supervisory officer employed in the Ministry; ("agent provincial de supervision")

"public board" means,

- (a) a public district school board, or
- (b) a public school authority; ("conseil public")

"public district school board" means,

- (a) an English-language public district school board, or
- (b) a French-language public district school board; ("conseil scolaire de district public")
- "public school" means a school under the jurisdiction of a public board; ("école publique")

"public school authority" means,

- (a) a board of a district school area,
- (b) a board of a secondary school district established under section 67, or
- (c) a board established under section 68; ("administration scolaire publique")
- "regulations" means the regulations made under this Act; ("règlements")
- "reserve fund" means a reserve fund established under section 417 of the *Municipal Act, 2001*; ("fonds de réserve")

- «dépenses courantes» Dépenses de fonctionnement ou dépenses en améliorations permanentes couvertes par des sommes autres que ce qui suit :
 - a) les emprunts hypothécaires;
 - b) le produit de la vente de débentures ou d'instruments prescrits en vertu de l'alinéa 247 (3) f), des emprunts de capital ou des emprunts contractés en attendant la vente de débentures ou de tels instruments. («current expenditure»)
- «directeur d'école» Enseignant nommé par un conseil pour exercer, dans une école donnée, les fonctions de directeur d'école aux termes de la présente loi et des règlements. («principal»)
- «district d'écoles secondaires» Territoire qui relève d'un conseil public aux fins des écoles secondaires. («secondary school district»)

«école» S'entend:

- a) soit de l'ensemble des élèves d'une école élémentaire ou secondaire qui constitue un seul groupe à des fins éducatives et qui relève du conseil compétent;
- b) soit de l'ensemble des élèves inscrits à un programme d'études d'une école élémentaire ou secondaire dans un établissement d'enseignement qui relève du gouvernement de l'Ontario.

Sont compris dans la présente définition les enseignants et autres membres du personnel associés au groupe ou à l'établissement, ainsi que les biens-fonds et locaux pertinents. («school»)

- «école élémentaire» École où l'enseignement est dispensé à tout ou partie du cycle primaire, du cycle moyen et du cycle intermédiaire mais non au cycle supérieur. («elementary school»)
- «école privée» Établissement qui, entre 9 h et 16 h un jour de classe, dispense à cinq élèves ou plus qui ont atteint ou dépassé l'âge de scolarité obligatoire un enseignement portant sur toute matière du programme d'études du niveau élémentaire ou secondaire et qui n'est pas une école au sens du présent article. («private school»)
- «école publique» École qui relève d'un conseil public. («public school»)
- «école secondaire» École où l'enseignement est dispensé à tout ou partie des deux dernières années du cycle intermédiaire et au cycle supérieur. («secondary school»)
- «école séparée» S'entend d'une école qui relève d'un conseil catholique sauf :
 - a) dans les dispositions de la partie V;
 - b) dans toute autre disposition où le contexte indique qu'on entend une école qui relève d'un conseil d'écoles séparées protestantes. («separate school»)
- «école séparée rurale» École séparée pour catholiques qui ne relève pas d'un conseil scolaire de district. («rural separate school»)

- "residential property" means residential property as defined in section 257.5; ("bien résidentiel")
- "Roman Catholic" includes a member of an Eastern Rite Catholic Church that is in union with the See of Rome; ("catholique")
- "Roman Catholic board" means,
 - (a) a separate district school board, or
 - (b) a Roman Catholic school authority; ("conseil catholique")
- "Roman Catholic school authority" means,
 - (a) a board of a rural separate school zone, or
 - (b) a board of a combined separate school zone; ("administration scolaire catholique")
- "rural separate school" means a separate school for Roman Catholics that is not under the jurisdiction of a district school board; ("école séparée rurale")
- "rural separate school zone" means a separate school zone in respect of a rural separate school; ("zone d'école séparée rurale")
- "school" means,
 - (a) the body of elementary school pupils or secondary school pupils that is organized as a unit for educational purposes under the jurisdiction of the appropriate board, or
 - (b) the body of pupils enrolled in any of the elementary or secondary school courses of study in an educational institution operated by the Government of Ontario.
 - and includes the teachers and other staff members associated with the unit or institution and the lands and premises used in connection with the unit or institution; ("école")
- "school authority" means,
 - (a) a board of a district school area,
 - (b) a board of a rural separate school,
 - (c) a board of a combined separate school zone,
 - (d) a board of a secondary school district established under section 67,
 - (e) a board established under section 68, or
 - (f) a board of a Protestant separate school; ("administration scolaire")
- "school day" means a day that is within a school year and is not a school holiday; ("jour de classe")
- "school section" means the area in which a public board has jurisdiction for elementary school purposes; ("circonscription scolaire")
- "school site" means land or premises or an interest in land or premises required by a board for a school, school playground, school garden, teacher's residence, caretaker's residence, gymnasium, school offices, parking areas or for any other school purpose; ("emplacement scolaire")

- «élève en difficulté» Élève atteint d'anomalies de comportement ou de communication, d'anomalies d'ordre intellectuel ou physique ou encore d'anomalies multiples qui appellent un placement approprié, de la part du comité créé aux termes de la sous-disposition iii de la disposition 5 du paragraphe 11 (1), dans un programme d'enseignement à l'enfance en difficulté offert par le conseil:
 - a) soit dont il est élève résident;
 - b) soit qui admet ou inscrit l'élève autrement qu'en conformité avec une entente conclue avec un autre conseil en vue de lui dispenser l'enseignement;
 - , c) soit auquel les frais d'instruction de l'élève sont payables par le ministre. («exceptional pupil»)
- «emplacement scolaire» Bien-fonds ou locaux, y compris un intérêt s'y rattachant, dont un conseil a besoin pour une école, une cour de récréation, un jardin d'école, une résidence d'enseignant ou de concierge, un gymnase, les bureaux administratifs d'une école, une aire de stationnement ou une autre fin scolaire. («school site»)
- «enseignant» Membre de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. («teacher»)
- «enseignant à temps partiel» Enseignant qu'un conseil emploie sur une base permanente autrement qu'à temps plein. («part-time teacher»)
- «enseignant de l'éducation permanente» Enseignant employé pour dispenser l'enseignement dans un cours ou une classe d'éducation permanente créés conformément aux règlements et pour lesquels ceux-ci exigent l'adhésion à l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. («continuing education teacher»)
- «enseignant temporaire» Personne employée à titre d'enseignant en vertu d'une permission intérimaire. («temporary teacher»)
- «fonds de réserve» Fonds de réserve constitué en vertu de l'article 417 de la *Loi de 2001 sur les municipalités*. («reserve fund»)
- «francophone» Enfant d'une personne qui a le droit, en vertu du paragraphe 23 (1) ou (2), sans égard au paragraphe 23 (3), de la *Charte canadienne des droits et libertés*, de faire instruire ses enfants, aux niveaux primaire et secondaire, en français en Ontario. («Frenchspeaking person»)
- «Indien» S'entend au sens de la Loi sur les Indiens (Canada). («Indian»)
- «instructeur de l'éducation permanente» Personne employée pour dispenser l'enseignement dans un cours ou une classe d'éducation permanente créés conformément aux règlements, à l'exclusion des cours ou des classes pour lesquels ceux-ci exigent l'adhésion à l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. («continuing education instructor»)
- «jour de classe» Tout jour d'une année scolaire, à l'exclusion des congés scolaires. («school day»)
- «juge» Juge de la Cour supérieure de justice. («judge»)

- "school year" means the period prescribed as such by, or approved as such under, the regulations; ("année scolaire")
- "secondary school" means a school in which instruction is given in some or all of the last two years of the intermediate division and the senior division; ("école secondaire")
- "secondary school district" means the area in which a public board has jurisdiction for secondary school purposes; ("district d'écoles secondaires")
- "secretary" and "treasurer" include a secretary-treasurer; ("secrétaire", "trésorier")
- "senior division" means the division of the organization of a school comprising the years of the program of studies following the intermediate division; ("cycle supérieur")
- "separate district school board" means,
 - (a) an English-language separate district school board, or
 - (b) a French-language separate district school board; ("conseil scolaire de district séparé")
- "separate school" means a school under the jurisdiction of a Roman Catholic board except,
 - (a) in the provisions of Part V, and
 - (b) in any other provision where the context indicates that a school under the jurisdiction of a Protestant separate school board is meant; ("école séparée")
- "separate school supporter" means an English-language Roman Catholic board supporter or a French-language separate district school board supporter; ("contribuable des écoles séparées")
- "separate school zone" means the area of jurisdiction of a Roman Catholic board; ("zone d'écoles séparées")
- "special education program" means, in respect of an exceptional pupil, an educational program that is based on and modified by the results of continuous assessment and evaluation and that includes a plan containing specific objectives and an outline of educational services that meets the needs of the exceptional pupil; ("programme d'enseignement à l'enfance en difficulté")
- "special education services" means facilities and resources, including support personnel and equipment, necessary for developing and implementing a special education program; ("services à l'enfance en difficulté")
- "supervisory officer" means a person who is qualified in accordance with the regulations governing supervisory officers and who is employed,
 - (a) by a board and designated by the board, or
 - (b) in the Ministry and designated by the Minister,
 - to perform such supervisory and administrative duties as are required of supervisory officers by this Act and the regulations; ("agent de supervision")

- «ministère» Le ministère de l'Éducation et de la Formation. («Ministry»)
- «ministre» Le ministre de l'Éducation et de la Formation. («Minister»)
- «module scolaire de langue française» S'entend d'une classe, d'un groupe de classes ou d'une école dans lesquels le français ou la langue des signes québécoise est la langue d'enseignement, à l'exclusion toutefois d'une classe, d'un groupe de classes ou d'une école créés en vertu de la disposition 25 du paragraphe 8 (1). («Frenchlanguage instructional unit»)
- «municipalité» Municipalité locale. («municipality»)
- «municipalité de district» Municipalité locale située dans un district territorial. («district municipality»)
- «population» Population dénombrée par le commissaire à l'évaluation à partir du dernier recensement municipal, mis à jour aux termes de la Loi sur l'évaluation foncière. («population»)
- «programme d'enseignement à l'enfance en difficulté» Programme d'enseignement fondé sur les résultats d'une évaluation continue et modifié par ceux-ci en ce qui concerne un élève en difficulté, y compris un projet qui renferme des objectifs précis et un plan des services éducatifs qui satisfont aux besoins de l'élève. («special education program»)
- «recettes courantes» Sommes que touche un conseil, ainsi que celles auxquelles il a droit, à l'exclusion d'un emprunt, et qu'il peut utiliser pour faire face à ses dépenses. («current revenue»)
- «règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)
- «secrétaire» et «trésorier» S'entendent en outre du secrétaire-trésorier. («secretary», «treasurer»)
- «secteur scolaire de district» Circonscription scolaire qui est située dans un district territorial et qui n'est ni une circonscription scolaire d'un conseil scolaire de district ni une circonscription scolaire désignée en vertu de l'article 68. («district school area»)
- «service de la dette» Somme nécessaire chaque année aux fins suivantes :
 - a) le remboursement de la tranche échue du capital d'une dette à long terme qui n'est pas remboursable sur un fonds d'amortissement, un fonds de remboursement ou un fonds prescrit en vertu de l'alinéa 247 (3) e);
 - b) l'approvisionnement d'un fonds en vue du remboursement de débentures ou d'instruments prescrits en vertu de l'alinéa 247 (3) f) qui sont remboursables sur un fonds d'amortissement, un fonds de remboursement ou un fonds prescrit en vertu de l'alinéa 247 (3) e);
 - c) le paiement des intérêts courus sur toutes les dettes visées aux alinéas a) et b). («debt charge»)
- «services à l'enfance en difficulté» Installations et ressources, y compris le personnel de soutien et le maté-

- "teacher" means a member of the Ontario College of Teachers; ("enseignant")
- "temporary teacher" means a person employed to teach under the authority of a letter of permission. ("enseignant temporaire") 1997, c. 31, s. 1 (1-3); 1997, c. 43, Sched. G, s. 20 (1); 1999, c. 6, s. 20 (1); 2000, c. 11, ss. 1 (1), 21; 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Same-sex partner; spouse

- (1.0.1) In the definition of "French-language public district school board supporter" in subsection (1), in subsection (9), and in section 177,
- "same-sex partner" means either of two persons of the same sex who live together in a conjugal relationship outside marriage; ("partenaire de même sexe")
- "spouse" means,
 - (a) a spouse as defined in section 1 of the Family Law Act, or
 - (b) either of two persons of the opposite sex who live together in a conjugal relationship outside marriage. ("conjoint") 1999, c. 6, s. 20 (2); 2002, c. 18, Sched. G, s. 1.

Occasional teacher

- (1.1) For the purposes of this Act, a teacher is an occasional teacher if he or she is employed by a board to teach as a substitute for a teacher or temporary teacher who is or was employed by the board in a position that is part of its regular teaching staff including continuing education teachers but,
 - (a) if the teacher substitutes for a teacher who has died during a school year, the teacher's employment as the substitute for him or her shall not extend past the end of the school year in which the death occurred; and

- riel, nécessaires à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'un programme d'enseignement à l'enfance en difficulté. («special education services»)
- «siège» En ce qui concerne un conseil, lieu où sont habituellement conservés le registre des procès-verbaux, les états et dossiers financiers et le sceau du conseil. («head office»)
- «titulaire des droits liés au français» Personne qui a le droit, en vertu du paragraphe 23 (1) ou (2), sans égard au paragraphe 23 (3), de la *Charte canadienne des droits et libertés*, de faire instruire ses enfants, aux niveaux primaire et secondaire, en français en Ontario. («French-language rights holder»)
- «tuteur» Personne qui a la garde légitime d'un enfant et qui n'est ni son père, ni sa mère. («guardian»)
- «zone d'école séparée rurale» Zone d'écoles séparées en ce qui concerne une école séparée rurale. («rural separate school zone»)
- «zone d'écoles séparées» Territoire qui relève d'un conseil catholique. («separate school zone»)
- «zone unifiée d'écoles séparées» Union de deux zones d'écoles séparées ou plus. («combined separate school zone») 1997, chap. 31, par. 1 (1) à (3); 1997, chap. 43, annexe G, par. 20 (1); 1999, chap. 6, par. 20 (1); 2000, chap. 11, par. 1 (1) et art. 21; 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Conjoint, partenaire de même sexe

(1.0.1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la définition de «contribuable des conseils scolaires de district publics de langue française» au paragraphe (1), au paragraphe (9) et à l'article 177.

«conjoint» S'entend :

- a) soit d'un conjoint au sens de l'article 1 de la *Loi* sur le droit de la famille;
- b) soit de l'une ou l'autre de deux personnes de sexe opposé qui vivent ensemble dans une union conjugale hors du mariage. («spouse»)
- «partenaire de même sexe» L'une ou l'autre de deux personnes de même sexe qui vivent ensemble dans une union conjugale hors du mariage. (same-sex partner») 1999, chap. 6, par. 20 (2); 2002, chap. 18, annexe G, art. 1.

Enseignant suppléant

- (1.1) Pour l'application de la présente loi, un enseignant est un enseignant suppléant s'il est employé par un conseil pour remplacer un enseignant ou un enseignant temporaire qui est ou était employé par le conseil à un poste au sein de son personnel enseignant normal, y compris les enseignants de l'éducation permanente. Toute-fois :
 - a) si l'enseignant remplace un enseignant qui est décédé pendant l'année scolaire, sa période d'emploi à titre de remplaçant ne doit pas s'étendre au-delà de la fin de l'année scolaire au cours de laquelle le décès est survenu;

(b) if the teacher substitutes for a teacher who is absent from his or her duties for a temporary period, the teacher's employment as the substitute for him or her shall not extend past the end of the second school year after his or her absence begins. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 1 (1.2). (See: 1997, c. 31, s. 1 (4).)

Regulations: co-instructional activities

(1.2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations specifying activities that are not co-instructional activities. 2000, c. 11, s. 1 (2).

Municipal Property Assessment Corporation

(1.2.1) A reference in this Act to the assessment commissioner or to the appropriate assessment commissioner shall be deemed to be a reference to the Municipal Property Assessment Corporation. 2001, c. 8, s. 204.

Authority or obligation of parent vested in pupil of 18 years of age

(2) Where by or under this Act any authority or right is vested in, or any obligation is imposed upon, or any reimbursement may be made to, a parent or guardian of a pupil, such authority, right, obligation or reimbursement shall, where the pupil is an adult, be vested in or imposed upon or made to the pupil, as the case may be. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 1 (2).

Questions re proceeding as to formation of school section

(3) Where any question arises touching the validity of any proceeding with respect to the formation, alteration or dissolution of a school section or touching any by-law with respect to any of such matters, the question shall be raised, heard and determined upon a summary application to a judge, and no proceeding or by-law with respect to the formation, alteration or dissolution of a school section is invalid or shall be set aside because of failure to comply with the provisions of any Act applicable to the proceeding or by-law, unless, in the opinion of the judge before whom the proceeding or by-law is called in question, the proceeding or by-law, if allowed to stand, would cause substantial injustice to be done to any person affected thereby. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 1 (3).

Constitutional rights and privileges

(4) This Act does not adversely affect any right or privilege guaranteed by section 93 of the Constitution Act, 1867 or by section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms. 1997, c. 3, s. 2 (6).

Same

(4.1) Every authority given by this Act, including but not limited to every authority to make a regulation, decision or order and every authority to issue a directive or guideline, shall be exercised in a manner consistent with and respectful of the rights and privileges guaranteed by section 93 of the *Constitution Act*, 1867 and by section 23

b) si l'enseignant remplace un enseignant qui ne peut temporairement exercer ses fonctions, sa période d'emploi à titre de remplaçant ne doit pas s'étendre au-delà de la fin de la deuxième année scolaire qui suit le moment à partir duquel l'enseignant qu'il remplace ne peut exercer ses fonctions. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 1 (1.2). (Voir: 1997, chap. 31, par. 1 (4).)

Règlements : activités complémentaires

(1.2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, préciser les activités qui ne sont pas des activités complémentaires. 2000, chap. 11, par. 1 (2).

Société d'évaluation foncière des municipalités

(1.2.1) Les mentions dans la présente loi du commissaire à l'évaluation, du commissaire à l'évaluation compétent, des commissaires à l'évaluation compétents et du commissaire à l'évaluation intéressé, selon le cas, sont réputées des mentions de la Société d'évaluation foncière des municipalités. 2001, chap. 8, art. 204.

Autorité ou obligation des parents revenant à l'élève de 18 ans

(2) Si, en vertu de la présente loi ou sous son autorité, le père, la mère ou le tuteur d'un élève se voit conférer une autorité, accorder un droit ou imposer une obligation, ou reçoit un remboursement, ceux-ci échoient à l'élève devenu majeur. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 1 (2).

Remise en question des mesures relatives à la création d'une circonscription scolaire

(3) Si la validité d'une mesure qui porte sur la création, la modification ou la dissolution d'une circonscription scolaire est remise en question ou qu'un règlement municipal relatif à ces mêmes sujets est remis en question, la question est soulevée devant un juge, par voie de requête sommaire, pour que celui-ci entende le litige et en décide. Toutefois, aucune mesure ni aucun règlement municipal de ce genre ne sont nuls ou déclarés nuls en raison de leur non-conformité aux dispositions d'une loi qui leur est applicable, à moins que, d'après le juge qui entend le litige, si la mesure ou le règlement municipal demeuraient valides, il n'en résulterait une grave injustice à l'égard des personnes touchées. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 1 (3).

Droits et privilèges constitutionnels

(4) La présente loi n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits ou privilèges que garantit l'article 93 de la *Loi constitutionnelle de 1867* ou l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*. 1997, chap. 3, par. 2 (6).

Idem

(4.1) Les pouvoirs qu'attribue la présente loi, notamment les pouvoirs de prendre un règlement, un décret, une décision ou un arrêté, de rendre une ordonnance ou une décision et de donner un ordre, des directives ou des lignes directrices, sont exercés d'une façon qui est compatible avec les droits et privilèges que garantissent l'article 93 de

of the Canadian Charter of Rights and Freedoms. 1997, c. 31, s. 1 (5).

Existing school arrangements continued

(5) Until altered under the authority of this or any other Act, all school jurisdictions and boards, including the names of the boards, as they existed on the 31st day of July, 1981, are continued subject to the provisions of this Act. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 1 (5).

Regulations re permanent improvements

(6) The Minister may make regulations prescribing any property, work, undertaking or matter for the purposes of the definition of "permanent improvement" in subsection (1). 1997, c. 31, s. 1 (6).

Separate school support in 1997

(7) A person who at any time in 1997 is a separate school supporter in connection with land assessed to the support of a separate school board is also, at that time, a separate school supporter for the purpose of qualifying as a separate school elector for the English-language separate district school board or the French-language separate district school board, as the case may be, the area of jurisdiction of which includes that land. 1997, c. 3, s. 2 (7).

Entitlement to vote based on residence

- (8) Despite any provision of this Act, except subsection (9), or of any other Act, including clause 17 (2) (a) of the *Municipal Elections Act, 1996*, for the purposes of regular elections and by-elections, a person is not qualified to vote for a member of a board for an area unless the person resides in the area on voting day. 1997, c. 31, s. 1 (7); 2002, c. 17, Sched. D, s. 36 (1).
 - (8.1) REPEALED: 1997, c. 31, s. 1 (7).

Exception

(9) Subsection (8) does not apply to a person who is an owner or tenant of residential property in the area referred to in subsection (8), or who is a spouse or same-sex partner of that person. 1997, c. 31, s. 1 (7); 1999, c. 6, s. 20 (3).

Entitlement to vote in the area of jurisdiction of a board

- (10) For the purposes of sections 50.1, 54, 58.8 and 58.9, a person is entitled to vote in the area of jurisdiction of a board if, on voting day, he or she,
 - (a) resides in the area or is a person to whom subsection (9) applies;
 - (b) is a Canadian citizen;
 - (c) is at least 18 years of age; and
 - (d) is not a person referred to in clause 17 (2) (d) of the *Municipal Elections Act*, 1996. 2002, c. 17, Sched. D, s. 36 (2).

la Loi constitutionnelle de 1867 et l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés et qui respecte ces droits et privilèges. 1997, chap. 31, par. 1 (5).

Maintien des conseils et compétences scolaires

(5) Les conseils et compétences scolaires, y compris le nom des conseils, tels qu'ils existaient au 31 juillet 1981, continuent d'exister sous réserve des dispositions de la présente loi jusqu'à ce qu'ils soient modifiés en vertu de la présente loi ou d'une autre loi. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 1 (5).

Règlements : améliorations permanentes

(6) Le ministre peut, par règlement, prescrire un bien, un ouvrage, une entreprise ou une question pour l'application de la définition de «amélioration permanente» au paragraphe (1). 1997, chap. 31, par. 1 (6).

Soutien aux écoles séparées en 1997

(7) Quiconque est, à un moment donné en 1997, un contribuable des écoles séparées en rapport avec un terrain faisant l'objet d'une cotisation en faveur d'un conseil d'écoles séparées est également, à ce moment, un contribuable des écoles séparées lorsqu'il s'agit de remplir les conditions requises pour être électeur de ces écoles pour le conseil de district des écoles séparées de langue française ou le conseil de district des écoles séparées de langue anglaise, selon le cas, qui exerce sa compétence dans le secteur qui comprend le terrain. 1997, chap. 3, par. 2 (7).

Droit de vote fondé sur la résidence

- (8) Malgré toute disposition de la présente loi, à l'exclusion du paragraphe (9), ou d'une autre loi, notamment l'alinéa 17 (2) a) de la *Loi de 1996 sur les élections municipales*, une personne n'est habilitée à voter lors de l'élection d'un membre d'un conseil dans une région géographique aux fins des élections ordinaires et des élections partielles que si elle réside dans la région le jour du scrutin. 1997, chap. 31, par. 1 (7); 2002, chap. 17, annexe D, par. 36 (1).
 - (8.1) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 1 (7).

Exception

(9) Le paragraphe (8) ne s'applique pas à quiconque est propriétaire ou locataire d'un bien résidentiel qui se trouve dans la région visée à ce paragraphe, ni à son conjoint ou partenaire de même sexe. 1997, chap. 31, par. 1 (7); 1999, chap. 6, par. 20 (3).

Droit de vote dans le territoire de compétence d'un conseil

- (10) Pour l'application des articles 50.1, 54, 58.8 et 58.9, a le droit de voter dans le territoire de compétence d'un conseil la personne qui satisfait aux conditions suivantes le jour du scrutin :
 - a) elle réside dans le territoire ou le paragraphe (9) s'applique à elle;
 - b) elle a la citoyenneté canadienne;
 - c) elle a au moins 18 ans;
 - d) elle n'est pas une personne visée à l'alinéa 17 (2)
 d) de la Loi de 1996 sur les élections municipales.
 2002, chap. 17, annexe D, par. 36 (2).

Interpretation

(11) For the purposes of subsections (8) and (10),

"resides" has the same meaning as in section 17 of the *Municipal Elections Act, 1996.* 2002, c. 17, Sched. D, s. 36 (3).

Trustee

(12) A member of a board may be referred to as a trustee for any purpose related to this Act. 1997, c. 31, \$1 (7)

PART I MINISTRY OF EDUCATION AND TRAINING

Ministry continued

2. (1) The ministry of the public service known in English as the Ministry of Education and Training and in French as ministère de l'Éducation et de la Formation is continued. 1997, c. 31, s. 3.

Minister to have charge

(2) The Minister shall preside over and have charge of the Ministry. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 2 (2).

Administration

(3) The Minister is responsible for the administration of this Act and the regulations and of such other Acts and the regulations thereunder as may be assigned to the Minister by the Lieutenant Governor in Council. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 2 (3).

Delegation of powers and duties

(4) The Minister may in writing authorize the Deputy Minister or any other officer or employee in the Ministry to exercise any power or perform any duty that is granted to or vested in the Minister under this or any other Act. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 2 (4).

Limitations

(5) The Minister may in writing limit an authorization made under subsection (4) in such manner as he or she considers advisable. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 2 (5).

Application of Executive Council Act, s. 6

(6) Section 6 of the *Executive Council Act* does not apply to a deed or contract that is executed under an authorization made under subsection (4). R.S.O. 1990, c. E.2, s. 2 (6).

Annual report

3. The Minister shall, after the close of each fiscal year, submit to the Lieutenant Governor in Council a report upon the affairs of the Ministry for the immediately preceding fiscal year and shall then lay the report before the Assembly if it is in session or, if not, at the next session. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 3.

Additions to enrolment in special cases

4. The Minister may, in respect of a school, require to be included in the enrolment on any date the number of pupils who were absent from school because of any con-

Interprétation

(11) La définition qui suit s'applique aux paragraphes (8) et (10).

«réside» S'entend au sens de l'article 17 de la Loi de 1996 sur les élections municipales. 2002, chap. 17, annexe D, par. 36 (3).

Conseillers scolaires

(12) Les membres d'un conseil peuvent être appelés conseillers ou conseillers scolaires indifféremment pour l'application de la présente loi. 1997, chap. 31, par. 1 (7).

PARTIE I MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

Maintien du ministère

2. (1) Est maintenu le ministère de la fonction publique connu sous le nom de ministère de l'Éducation et de la Formation en français et de Ministry of Education and Training en anglais. 1997, chap. 31, art. 3.

Responsabilité du ministre

(2) Le ministre dirige le ministère et en a la responsabilité. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 2 (2).

Application

(3) Le ministre est chargé de l'application de la présente loi et des règlements ainsi que des lois et règlements que le lieutenant-gouverneur en conseil peut lui confier. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 2 (?).

Délégation de pouvoirs et de devoirs

(4) Le ministre peut, par écrit, autoriser le sousministre ou un autre fonctionnaire ou employé du ministère à exercer les pouvoirs ou les devoirs qui lui sont conférés aux termes de la présente loi ou d'une autre loi. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 2 (4).

Limitations

(5) Le ministre peut, par écrit, restreindre la portée de l'autorisation prévue au paragraphe (4) de la manière qu'il juge appropriée. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 2 (5).

Application de l'art. 6 de la Loi sur le Conseil exécutif

(6) L'article 6 de la *Loi sur le Conseil exécutif* ne s'applique pas à un acte scellé ou à un contrat conclu aux termes de l'autorisation prévue au paragraphe (4). L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 2 (6).

Rapport annuel

3. Le ministre, au terme de chaque exercice, présente au lieutenant-gouverneur en conseil un rapport sur les affaires du ministère pour l'exercice écoulé et le dépose devant l'Assemblée législative, si celle-ci siège; sinon, il le fait à la session suivante. L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 3.

Élèves compris dans l'effectif en cas d'absence exceptionnelle

4. Le ministre peut, pour une école donnée, exiger que, dans le calcul de l'effectif d'une journée, soient compris les élèves absents de l'école pour des raisons qu'il juge

dition considered by the Minister to constitute a special circumstance or an emergency. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 4.

Closing of school or class

5. (1) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council, the Minister may order the closing of a school or any class thereof for a specified period. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 5 (1).

Pupils deemed in attendance

- (2) Where a school or class is closed for a specified period under subsection (1), the pupils in such school or class shall for all purposes, including the calculation of legislative grants and fees, be deemed to be in attendance. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 5 (2); 1997, c. 31, s. 4.
 - 6. REPEALED: 1997, c. 31, s. 5.
 - 7. REPEALED: 1997, c. 31, s. 5.

Powers of Minister

8. (1) The Minister may,

diplomas and certificates

1. name the diplomas and certificates that are to be granted to pupils and prescribe their form and the conditions under which they are to be granted; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (1), par. 1.

courses of study

2. prescribe the courses of study that shall be taught and the courses of study that may be taught in the primary, junior, intermediate and senior divisions; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (1), par. 2.

courses and areas of study

- in respect of schools under the jurisdiction of a board,
 - (a) issue curriculum guidelines and require that courses of study be developed therefrom and establish procedures for the approval of courses of study that are not developed from such curriculum guidelines,
 - (b) prescribe areas of study and require that courses of study be grouped thereunder and establish procedures for the approval of alternative areas of study under which courses of study shall be grouped, and
 - (c) approve or permit boards to approve,
 - (i) courses of study that are not developed from such curriculum guidelines, and
 - (ii) alternative areas of study under which courses of study shall be grouped,

and authorize such courses of study and areas of study to be used in lieu of or in addition to être des circonstances exceptionnelles ou constituer une urgence. L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 4.

Fermeture d'école ou de classe

5. (1) Le ministre peut, sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, ordonner la fermeture d'une classe ou d'une école pendant une période déterminée. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 5 (1).

Élèves réputés présents

- (2) Si une classe ou une école est fermée pendant une période déterminée aux termes du paragraphe (1), les élèves qui en font partie sont, à toutes fins utiles, y compris pour le calcul des subventions générales et des droits de scolarité, réputés présents. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 5 (2); 1997, chap. 31, art. 4.
 - **6.** ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 5.
 - 7. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 5.

Pouvoirs du ministre

8. (1) Le ministre peut :

diplômes et certificats

1. désigner les diplômes et certificats qui sont décernés aux élèves, préciser leur forme et imposer les conditions suivant lesquelles ils sont accordés; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 1.

programmes d'études

2. établir les programmes d'études qui doivent être enseignés et ceux qui peuvent l'être aux cycles primaire, moyen, intermédiaire et supérieur; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 2.

programmes et domaines d'étude

- 3. en ce qui concerne les écoles relevant de la compétence d'un conseil :
 - a) publier des programmes-cadres et exiger qu'ils servent à l'établissement des programmes d'études, et déterminer la marche à suivre pour que ces derniers soient approuvés lorsqu'ils ne sont pas établis d'après les programmescadres,
 - b) prévoir des domaines d'étude et exiger que les programmes d'études soient regroupés suivant ces domaines, et déterminer la marche à suivre pour que d'autres domaines soient approuvés sous lesquels les programmes d'études seront regroupés,
 - c) approuver ou permettre aux conseils d'approuver :
 - (i) des programmes d'études qui ne sont pas établis d'après les programmescadres,
 - (ii) d'autres domaines d'étude sous lesquels les programmes d'études seront regroupés,

et autoriser l'utilisation de ces programmes d'études et de ces domaines d'étude à la place any prescribed course of study or area of study; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (1), par. 3.

reviews of effectiveness

3.1 conduct reviews of classroom practices and the effectiveness of educational programs and require a board or a private school inspected under subsection 16 (7) to participate in the reviews and to provide information to the Minister for that purpose in such form as the Minister may prescribe; 1993, c. 11, s. 10.

tests

- 3.2 assess the academic achievement of pupils attending schools under the jurisdiction of a board and, for the purpose, the Minister may,
 - (a) provide for the administering and marking of tests of academic achievement,
 - (b) require a board to administer tests of academic achievement to its pupils and mark the tests, within the time and in the manner and form specified by the Minister, and
 - (c) require a board to report on the results of the tests to the Minister and to the general public within the board's jurisdiction, within the time and in the manner and form specified by the Minister; 1996, c. 11, s. 29 (1).

policies, guidelines: assessment of academic achievement

3.3 establish policies and guidelines for the assessment of the academic achievement of pupils attending schools under the jurisdiction of a board and require boards to comply with the policies and guidelines; 1996, c. 11, s. 29 (1).

guidelines: role and responsibilities of board members,

3.4 establish policies and guidelines respecting the roles and responsibilities of board members, directors of education, supervisory officers, principals, superintendents and other officials; 1997, c. 31, s. 6 (1).

policies and guidelines: policies re pupil representatives

3.5 establish policies and guidelines for the development and implementation of board policies dealing with the representation on boards of the interests of pupils and require boards to comply with the policies and guidelines; 1997, c. 31, s. 6 (2).

policies and guidelines: policies re electronic meetings

3.6 establish policies and guidelines for the development and implementation of board policies dealing with the use of electronic means for the holding of meetings of a board and meetings of a committee of a board, including a committee of the whole board, and require boards to comply with the policies and guidelines; 2002, c. 18, Sched. G, s. 2.

ou en plus des programmes d'études ou des domaines d'étude définis; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 3.

études sur l'efficacité

3.1 effectuer des études sur le fonctionnement des classes et l'efficacité des programmes d'éducation, et exiger des conseils ou des écoles privées inspectées en vertu du paragraphe 16 (7) qu'ils participent aux études et fournissent à cette fin au ministre des renseignements présentés sous la forme que ce dernier peut prescrire; 1993, chap. 11, art. 10.

tests

- 3.2 évaluer le rendement scolaire des élèves qui fréquentent les écoles relevant de la compétence d'un conseil et, à cette fin, le ministre peut :
 - a) prévoir l'administration et la notation des tests de rendement scolaire,
 - b) exiger que les conseils fassent passer des tests de rendement scolaire à leurs élèves et notent ces tests dans les délais, de la manière et sous la forme que précise le ministre,
 - c) exiger que les conseils rendent compte des résultats des tests au ministre et à la population du secteur qui relève de leur compétence, dans les délais, de la manière et sous la forme que précise le ministre; 1996, chap. 11, par. 29 (1).

politiques et lignes directrices : évaluation du rendement scolaire

3.3 établir des politiques et des lignes directrices aux fins de l'évaluation du rendement scolaire des élèves qui fréquentent les écoles relevant de la compétence d'un conseil, et exiger des conseils qu'ils se conforment à ces politiques et à ces lignes directrices; 1996, chap. 11, par. 29 (1).

lignes directrices : rôles et responsabilités des conseillers et employés

3.4 établir des politiques et des lignes directrices concernant les rôles et responsabilités des conseillers, directeurs de l'éducation, agents de supervision, directeurs d'école, surintendants et autres employés; 1997, chap. 31, par. 6 (1).

politiques et lignes directrices : représentants des élèves

3.5 établir des politiques et des lignes directrices aux fins de l'élaboration et de la mise en oeuvre des politiques des conseils relatives à la représentation des intérêts des élèves au sein des conseils, et exiger de ceux-ci qu'ils se conforment à ces politiques et à ces lignes directrices; 1997, chap. 31, par. 6 (2).

politiques et lignes directrices : réunions électroniques

3.6 établir des politiques et des lignes directrices aux fins de l'élaboration et de la mise en oeuvre des politiques des conseils relatives à l'emploi de moyens électroniques pour la tenue de leurs réunions et de celles de leurs comités, y compris leurs comités pléniers, et exiger d'eux qu'ils se conforment à ces politiques et à ces lignes directrices; 2002, chap. 18, annexe G, art. 2.

procedures

4. establish procedures by which and the conditions under which books and other learning materials are selected and approved by the Minister; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (1), par. 4.

textbooks and other learning materials

5. purchase and distribute textbooks and other learning materials for use in schools; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (1), par. 5.

textbooks, reference books, etc.

6. select and approve for use in schools textbooks, library books, reference books and other learning materials; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (1), par. 6.

publication of book lists

7. cause to be published from time to time lists of textbooks, learning materials, reference books and library books, selected and approved by the Minister for use in elementary and secondary schools; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (1), par. 7.

daily register

8. prescribe the form of the register of attendance and the manner of its use in recording the daily attendance of pupils of schools, or approve the use of an alternate method of recording such daily attendance, and prescribe the form in which enrolment and attendance data shall be submitted to the Minister; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (1), par. 8.

application of Workplace Safety and Insurance Act, 1997

9. prescribe the conditions under which and the terms upon which pupils of boards shall be deemed to be workers for the purposes of the insurance plan established under the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997*, deem pupils to be workers for those purposes and require a board to reimburse Ontario for payments made by Ontario under the insurance plan in respect of such a pupil; 1997, c. 16, s. 5.

letter of permission

10. grant a letter of permission to a board authorizing the board to employ a person who is not a member of the Ontario College of Teachers to teach in an elementary or secondary school if the Minister is satisfied that no member is available, but a letter of permission shall be effective only for the period, not exceeding one year, that the Minister may specify; 1996, c. 12, s. 64 (2).

letter of approval

11. grant a temporary letter of approval to a board authorizing the board to appoint or assign, for a

marche à suivre

4. déterminer la marche à suivre en ce qui concerne le choix et l'approbation des livres et du matériel d'apprentissage par le ministre, et imposer les conditions qui s'y rapportent; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 4.

manuels scolaires et matériel d'apprentissage

5. acheter et distribuer les manuels scolaires et le matériel d'apprentissage qui doivent être utilisés dans les écoles; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 5.

manuels scolaires, ouvrages de référence, etc.

6. choisir et approuver les manuels scolaires, les livres de bibliothèque, les ouvrages de référence et le matériel d'apprentissage qui doivent être utilisés dans les écoles; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 6.

publication de listes de livres

7. faire publier des listes de manuels scolaires, de matériel d'apprentissage, d'ouvrages de référence et de livres de bibliothèque choisis et approuvés par le ministre et qui doivent être utilisés dans les écoles élémentaires et secondaires; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 7.

cahier de présence

8. établir la forme que doit revêtir le cahier de présence, préciser la façon de s'en servir pour l'inscription quotidienne des élèves présents ou approuver l'utilisation d'une autre méthode d'inscription des présences, et préciser également la façon dont les données relatives à l'effectif et aux présences doivent être présentées au ministre; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 8.

application de la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail

9. imposer les conditions et modalités en vertu desquelles des élèves de conseils sont réputés des travailleurs pour l'application du régime d'assurance créé aux termes de la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail, considérer des élèves comme des travailleurs à cette fin, et exiger qu'un conseil rembourse à l'Ontario les paiements que l'Ontario a faits dans le cadre du régime d'assurance à l'égard d'un tel élève; 1997, chap. 16, art. 5.

permission intérimaire

10. accorder une permission intérimaire à un conseil l'autorisant à employer une personne qui n'est pas membre de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario pour enseigner dans une école élémentaire ou secondaire, si le ministre est convaincu qu'aucun membre n'est disponible, mais une telle permission ne vaut que pour la période que le ministre peut préciser, laquelle ne doit pas excéder une année; 1996, chap. 12, par. 64 (2).

approbation temporaire

11. accorder une approbation temporaire à un conseil l'autorisant à nommer ou à affecter, pour une

period not exceeding one year, a teacher to teach a subject or hold a position where the teacher does not hold the certificate required for teaching the subject; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (1), par. 11.

withdraw letter

12. withdraw any letter of permission or temporary letter of approval granted under this Act; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (1), par. 12.

suspend or cancel

13. suspend or cancel and reinstate any certificate of qualification or letter of standing; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (1), par. 13.

accept equivalent qualification

14. accept in lieu of any requirement prescribed for a teacher, head of a department, principal, director, supervisor or supervisory officer, or for a candidate for a certificate or for admission to a school, such experience, academic scholarship or professional training as the Minister considers equivalent thereto, and may require such evidence thereof as the Minister considers necessary; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (1), par. 14.

medical examinations

15. require employees of school boards to submit to medical examinations; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (1), par. 15.

courses

16. provide or approve and review courses for teachers, principals, supervisory officers, attendance counsellors and native counsellors and grant certificates in respect of the successful completion of such courses; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (1), par. 16.

correspondence courses

17. provide for the development, distribution and supervision by the Ministry of correspondence courses; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (1), par. 17.

fees re correspondence courses

17.1 provide for fees in relation to anything referred to in paragraph 17; 1997, c. 31, s. 6 (3).

scholarships, bursaries

18. provide for, and prescribe the conditions of, the granting of scholarships, bursaries and awards to pupils and the granting of bursaries to teachers; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (1), par. 18.

teachers' colleges

- 19. in respect of teachers' colleges,
 - (a) define courses of study and subjects to be taught,

période n'excédant pas une année, un enseignant à l'enseignement d'une matière particulière ou pour occuper un poste donné si l'enseignant n'est pas titulaire du brevet nécessaire pour enseigner cette matière; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 11.

retrait de permission ou d'approbation

12. retirer la permission intérimaire ou l'approbation temporaire accordée aux termes de la présente loi; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 12.

suspension ou annulation

13. suspendre ou annuler et rétablir le brevet de compétence ou l'attestation de compétence; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 13.

acceptation d'une formation professionnelle équivalente

14. accepter, pour tenir lieu des qualités requises d'un enseignant, d'un chef de section, d'un directeur d'école, d'un directeur, d'un superviseur ou d'un agent de supervision, ou d'un candidat qui désire obtenir un brevet ou être admis à une école, l'expérience, les études universitaires ou la formation professionnelle qu'il juge équivalentes et dont il peut exiger la preuve qu'il estime nécessaire; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 14.

examen médical

15. exiger que les employés des conseils scolaires se soumettent à un examen médical; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 15.

cours

16. offrir des cours aux enseignants, directeurs d'école, agents de supervision, conseillers en assiduité et conseillers autochtones, approuver et réviser ces cours, et délivrer des brevets relatifs à la réussite de ces cours; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 16.

enseignement par correspondance

17. prévoir l'élaboration, la distribution et la surveillance, par le ministère, de l'enseignement par correspondance; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 17.

droits, enseignement par correspondance

17.1 prévoir des droits pour toute chose visée à la disposition 17; 1997, chap. 31, par. 6 (3).

bourses d'études

18. prévoir l'octroi de bourses d'études et de récompenses aux élèves et imposer les conditions qui s'y rapportent, ainsi que l'octroi de bourses aux enseignants; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 18.

collège de formation des enseignants

- 19. en ce qui concerne les collèges de formation des enseignants :
 - a) définir les programmes d'études et les matières qui doivent y être enseignés,

- (b) recommend reference books and library books,
- (c) approve textbooks,
- (d) determine the number of terms and the dates upon which each term begins and ends, and
- (e) grant Bachelor of Education degrees; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (1), par. 19.

provincial schools

 in respect of schools for the deaf and the blind, determine the number of terms and the dates upon which each term begins and ends; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (1), par. 20.

apportion federal grants

21. apportion and pay all sums received for educational purposes from the Government of Canada or any source other than an appropriation by the Legislature, in accordance with the terms of the grant, if any, and otherwise in any manner the Minister considers proper; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (1), par. 21.

educational advancement programs, activities and projects and accountable advances

- 22. make payments out of funds appropriated therefor by the Legislature to a board, an individual, a voluntary association or a corporation without share capital having objects of a charitable or educational nature,
 - (a) to assist or advance programs, activities or projects for students that involve a cultural and educational exchange with other provinces and countries, provincial or interprovincial travel, school twinning and related assistance, leadership training, or summer employment, and
 - (b) to foster and promote educational advancement by means of programs, activities or projects that are provided for visiting educational officials, designed to further the professional development of teachers and supervisory officers including exchange of such personnel, or considered by the Minister to be valuable in advancing a particular area of study,

and, subject to the terms and conditions that are approved for such purpose by the Lieutenant Governor in Council, make an accountable advance to the recipient of a payment under this clause or to an individual, not being a member of the public service, who conducts or assists in conducting or participates in any such program, activity or project; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (1), par. 22.

- b) recommander des ouvrages de référence et des livres de bibliothèque,
- c) approuver les manuels scolaires,
- d) déterminer le partage de l'année scolaire en trimestres ou sessions, et préciser les dates où ils commencent et se terminent,
- e) accorder le diplôme de baccalauréat en éducation; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 19.

écoles provinciales

20. en ce qui concerne les écoles pour sourds et aveugles, déterminer le partage de l'année scolaire en trimestres ou sessions, et préciser les dates où ils commencent et se terminent; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 20.

répartition des subventions fédérales

21. répartir et verser les sommes reçues, à des fins d'éducation, du gouvernement du Canada ou d'une autre source, à l'exception de crédits votés par la Législature, conformément aux conditions de la subvention, le cas échéant, ou sinon de la façon qu'il juge appropriée; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 21.

programmes, activités et projets pour l'essor de l'éducation et avances à justifier

- 22. verser des sommes prélevées sur les fonds affectés à cette fin par la Législature à un conseil, un particulier, une association bénévole ou une personne morale sans capital-actions ayant des objectifs de bienfaisance ou d'éducation :
 - a) en vue d'aider ou de favoriser, au bénéfice des étudiants, des programmes, des activités ou des projets, qui comportent des échanges culturels et éducatifs avec d'autres provinces et d'autres pays, des voyages intra ou interprovinciaux, des jumelages d'écoles ou une aide analogue, la formation d'animateurs ou la création d'emplois d'été,
 - b) en vue de stimuler et de favoriser l'essor de l'éducation grâce à des programmes, des activités ou des projets prévus pour des fonctionnaires de l'éducation en visite, qui sont destinés à favoriser le perfectionnement professionnel des enseignants et des agents de supervision, y compris un échange du personnel visé, ou que le ministre juge utiles pour favoriser l'essor dans un domaine particulier d'études,

et, sous réserve des conditions que le lieutenantgouverneur en conseil approuve à cet effet, le ministre peut accorder une avance à justifier au bénéficiaire d'un versement aux termes du présent alinéa ou à un particulier qui ne fait pas partie de la fonction publique et qui dirige l'un des programmes ou des projets ou l'une des activités, y apporte son aide ou y participe; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 22.

agreements concerning learning materials

23. enter into an agreement with any board, person or organization in respect of the development and production of learning materials, and pay all or part of the costs in connection therewith; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (1), par. 23.

copyright licence agreements

- 23.1 enter into a licence agreement to permit boards to copy, under the terms of the licence agreement, works protected by copyright, and to,
 - (a) extend the rights under the licence agreement to boards, and
 - (b) require boards to comply with the terms of the licence agreement; 1991, c. 10, s. 1 (1).

educational research and grants for promotion of advancement of education

24. initiate educational research and make grants to a board, an individual, a voluntary association or a corporation for educational research programs, activities or projects to promote the advancement of education; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (1), par. 24.

discretion to establish French-language programs for Englishspeaking pupils

25. permit a board to establish for English-speaking pupils programs involving varying degrees of the use of the French language in instruction, provided that programs in which English is the language of instruction are made available to pupils whose parents desire such programs for their children; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (1), par. 25.

guidelines respecting school closings

26. in respect of schools under the jurisdiction of a board, issue guidelines respecting the closing of schools and require that boards develop policies therefrom with respect to procedures to be followed prior to the closing of a school by decision of the board; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (1), par. 26.

Note: On a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, subsection (1) is amended by the Statutes of Ontario, 2000, chapter 11, subsection 2 (1) by adding the following paragraph:

guidelines respecting co-instructional plans - elementary

26.1 issue guidelines respecting plans required by paragraph 7.1 of subsection 170 (1), including but not limited to guidelines respecting the development, substance and implementation of the plans, and require boards to comply with the guidelines; 2000, c. 11, s. 2 (1).

See: 2000, c. 11, ss. 2 (1), 24 (2).

ententes relatives au matériel d'apprentissage

23. conclure une entente avec un conseil, une personne ou un organisme en vue de mettre au point et de produire du matériel d'apprentissage, et payer tout ou partie des frais qui s'y rapportent; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 23.

contrat de licence en matière de droit d'auteur

- 23.1 conclure un contrat de licence en vue de permettre aux conseils de faire la reproduction d'ouvrages protégés par le droit d'auteur, conformément aux conditions du contrat de licence, et en vue :
 - a) d'une part, d'accorder aux conseils les droits prévus par le contrat de licence,
 - b) d'autre part, d'exiger des conseils qu'ils se conforment aux conditions du contrat de licence; 1991, chap. 10, par. 1 (1).

recherche en matière d'éducation et subventions

24. engager des recherches en matière d'éducation et accorder des subventions à un conseil, une personne physique ou morale ou une association bénévole relativement à des programmes de recherches en matière d'éducation, ou des activités ou des projets destinés à favoriser l'essor de l'éducation; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 24.

pouvoir discrétionnaire de créer des programmes enseignés en français pour les élèves anglophones

25. permettre à un conseil de créer, au bénéfice des élèves anglophones, des programmes qui prévoient, à des degrés divers, l'utilisation du français comme langue d'enseignement, pourvu que des programmes ayant l'anglais comme langue d'enseignement soient offerts aux élèves dont les parents le désirent; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 25.

lignes directrices relatives à la fermeture des écoles

26. en ce qui concerne les écoles relevant de la compétence d'un conseil, donner des lignes directrices relatives à la fermeture des écoles et exiger que les conseils élaborent des principes directeurs quant à la marche à suivre avant la fermeture d'une école par suite d'une décision du conseil; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 26.

Remarque: Le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, le paragraphe (1) est modifié par le paragraphe 2 (1) du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 2000 par adjonction de la disposition suivante:

lignes directrices relatives aux plans d'activités complémentaires – élémentaire

26.1 donner des lignes directrices relatives aux plans qu'exige la disposition 7.1 du paragraphe 170 (1), notamment des lignes directrices concernant l'élaboration, le fond et la mise en oeuvre de ces plans, et exiger que les conseils s'y conforment; 2000, chap. 11, par. 2 (1).

Voir: 2000, chap. 11, par. 2 (1) et 24 (2).

guidelines respecting co-instructional plans - secondary

26.2 issue guidelines respecting plans required by paragraph 7.2 of subsection 170 (1), including but not limited to guidelines respecting the development, substance and implementation of the plans, and require boards to comply with the guidelines; 2000, c. 11, s. 2 (2).

guidelines respecting pupil records

27. issue guidelines respecting pupil records and require boards to comply with the guidelines; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (1), par. 27; 1991, c. 10, s. 1 (2).

board reports

27.1 require a board,

- (a) to prepare any report that the Minister may require,
- (b) to submit, in the form directed by the Minister, a copy of the report to the Ministry and to such other persons as the Minister may direct, and
- (c) to attach a copy of the report to the financial statements of the board referred to in section 252; 1997, c. 31, s. 6 (4).

same

27.2 issue guidelines respecting the form and content of a report referred to in paragraph 27.1; 1997, c. 31, s. 6 (4).

approve awards

- 28. approve awards for the purpose of subclause 49 (7) (f) (iv); R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (1), par. 28.
- 29. REPEALED: 1995, c. 4, s. 2 (1).

ethnocultural equity

29.1 require boards to develop and implement an ethnocultural equity and anti-racism policy, to submit the policy to the Minister for approval and to implement changes to the policy as directed by the Minister; 1992, c. 16, s. 2.

drug education

29.2 establish a drug education policy framework and require boards to develop and implement a policy on drug education in accordance with the framework; 1992, c. 16, s. 2.

duties of auditors

- 30. prescribe the duties to be performed by auditors appointed under section 253; 1997, c. 31, s. 6 (5).
- 31. REPEALED: 1997, c. 31, s. 6 (5).
- 32. REPEALED: 1997, c. 31, s. 6 (5).

lignes directrices relatives aux plans d'activités complémentaires – secondaire

26.2 donner des lignes directrices relatives aux plans qu'exige la disposition 7.2 du paragraphe 170 (1), notamment des lignes directrices concernant l'élaboration, le fond et la mise en oeuvre de ces plans, et exiger que les conseils s'y conforment; 2000, chap. 11, par. 2 (2).

lignes directrices

27. donner des lignes directrices relatives aux dossiers d'élèves et exiger que les conseils s'y conforment; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 27; 1991, chap. 10, par. 1 (2).

rapports des conseils

27.1 exiger des conseils :

- a) qu'ils préparent les rapports qu'exige le ministre,
- b) qu'ils remettent une copie des rapports, sous la forme qu'ordonne le ministre, au ministère et aux personnes auxquelles il ordonne de la remettre;
- c) qu'ils joignent une copie des rapports à leurs états financiers visés à l'article 252; 1997, chap. 31, par. 6 (4).

idem

27.2 donner des lignes directrices relatives à la forme et au contenu des rapports visés à la disposition 27.1; 1997, chap. 31, par. 6 (4).

récompenses

- 28. approuver des récompenses aux fins du sous-alinéa 49 (7) f) (iv); L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 28.
- 29. ABROGÉE: 1995, chap. 4, par. 2 (1).

équité ethnoculturelle

29.1 exiger des conseils qu'ils élaborent et mettent en oeuvre une politique d'équité ethnoculturelle et d'antiracisme, qu'ils soumettent cette politique à l'approbation du ministre et qu'ils mettent en oeuvre les modifications de la politique selon les directives de celui-ci; 1992, chap. 16, art. 2.

éducation sur les drogues

29.2 mettre en place un cadre stratégique aux fins de l'éducation sur les drogues et exiger des conseils qu'ils élaborent et mettent en oeuvre une politique en matière d'éducation sur les drogues conformément à ce cadre stratégique; 1992, chap. 16, art. 2.

fonctions des vérificateurs

- 30. prescrire les fonctions que doivent exercer les vérificateurs nommés aux termes de l'article 253; 1997, chap. 31, par. 6 (5).
- 31. ABROGÉE: 1997, chap. 31, par. 6 (5).
- 32. ABROGÉE: 1997, chap. 31, par. 6 (5).

approval of agreements

- 33. approve the entering into of an agreement by boards under subsection 182(1); R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8(1), par. 33.
- 34. REPEALED: 1997, c. 31, s. 6 (5).

education costs outside Ontario

- 35. make payments towards the cost of elementary or secondary education that a person receives outside Ontario, if the person is outside Ontario for the purpose of receiving insured services within the meaning of the *Health Insurance Act* and the cost of the insured services is paid for in whole or in part by the Ontario Health Insurance Plan. 1993, c. 11, s. 10.
- (2) REPEALED: 1997, c. 31, s. 6 (6).

Identification programs and special education programs and services

- (3) The Minister shall ensure that all exceptional children in Ontario have available to them, in accordance with this Act and the regulations, appropriate special education programs and special education services without payment of fees by parents or guardians resident in Ontario, and shall provide for the parents or guardians to appeal the appropriateness of the special education placement, and for these purposes the Minister shall,
 - (a) require school boards to implement procedures for early and ongoing identification of the learning abilities and needs of pupils, and shall prescribe standards in accordance with which such procedures be implemented; and
 - (b) in respect of special education programs and services, define exceptionalities of pupils, and prescribe classes, groups or categories of exceptional pupils, and require boards to employ such definitions or use such prescriptions as established under this clause. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (3).

Application

(4) An act of the Minister under this section is not a regulation within the meaning of the *Regulations Act*. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 8 (4).

Accounting statement related to assistance by Ministry

9. The Minister may require a person or organization that has received financial assistance under this Act or the regulations to submit to the Minister a statement prepared by a person licensed under the *Public Accountancy Act* that sets out the details of the disposition of the financial assistance by the person or organization. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 9.

Powers of Minister

10. The Minister may,

approbation des ententes

EDUCATION ACT

- 33. approuver la conclusion par les conseils d'une entente aux termes du paragraphe 182 (1); L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (1), disp. 33.
- 34. ABROGÉE: 1997, chap. 31, par. 6 (5).

dépenses en éducation hors de l'Ontario

- 35. effectuer des paiements à l'égard des dépenses relatives à l'enseignement au niveau élémentaire ou secondaire qu'une personne reçoit hors de l'Ontario, si celle-ci se trouve hors de l'Ontario pour recevoir des services assurés au sens de la *Loi sur l'assurance-santé* et que le coût des services assurés est pris en charge en totalité ou en partie par le Régime d'assurance-santé de l'Ontario. 1993, chap. 11, art. 10.
- (2) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 6 (6).

Programmes d'identification et d'enseignement et services à l'enfance en difficulté

- (3) Le ministre veille à ce que les enfants en difficulté de l'Ontario puissent bénéficier, conformément à la présente loi et aux règlements, de programmes d'enseignement et de services destinés à l'enfance en difficulté qui soient appropriés et pour lesquels les parents ou tuteurs résidents de l'Ontario ne soient pas obligés d'acquitter de droits. Il prévoit la possibilité, pour les parents ou les tuteurs, d'appeler de l'à-propos du placement d'un élève dans un programme d'enseignement à l'enfance en difficulté et, à ces fins, le ministre :
 - a) exige que les conseils scolaires mettent en oeuvre des méthodes d'identification précoce et continue de l'aptitude à apprendre et des besoins des élèves, et il fixe des normes régissant la mise en oeuvre de ces méthodes;
 - b) définit les anomalies des élèves en ce qui concerne les programmes d'enseignement et les services destinés à l'enfance en difficulté, établit des classes, groupes ou catégories d'élèves en difficulté, et exige que les conseils utilisent les définitions ou les classements établis aux termes du présent alinéa. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (3).

Champ d'application

(4) Les actes du ministre en application du présent article ne constituent pas un règlement au sens de la *Loi sur les règlements*. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 8 (4).

État relatif à l'aide financière

9. Le ministre peut exiger qu'une personne ou un organisme qui a reçu une aide financière accordée en vertu de la présente loi ou des règlements lui présente un état dressé par une personne titulaire d'un permis aux termes de la *Loi sur la comptabilité publique* et précisant de quelle façon cette aide financière a été utilisée. L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 9.

Pouvoirs du ministre

10. Le ministre peut :

advisory body

 (a) appoint such advisory or consultative bodies as may be considered necessary by the Minister from time to time;

commission of inquiry

(b) appoint as a commission one or more persons, as the Minister considers expedient, to inquire into and report upon any school matter, and such commission has the powers of a commission under Part II of the *Public Inquiries Act*, which Part applies to such inquiry as if it were an inquiry under that Act;

secure legal opinion

(c) submit a case on any question arising under this Act to the Divisional Court for opinion and decision. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 10.

Qualifying test for teachers

10.1 (1) No certificate of qualification and registration may be issued to a person under the *Ontario College of Teachers Act, 1996* unless the person has passed a qualifying test approved and administered by the Minister. 2001, c. 24, s. 1.

Same

(2) The requirement that a person pass the qualifying test before being issued a certificate of qualification and registration is in addition to requirements under the Ontario College of Teachers Act, 1996. 2001, c. 24, s. 1.

Same

(3) The power to administer the test includes the power to establish rules related to marking the test. 2001, c. 24, s. 1.

Subdelegation

(4) The Minister may delegate in writing the power to approve the test, administer the test, or both, to such persons or bodies as the Minister considers appropriate, subject to such conditions and restrictions on the exercise of power by the delegate as the Minister specifies. 2001, c. 24, s. 1.

Transition

(5) The Minister may by order specify a period during which the requirement that a person pass a qualifying test under subsection (1) is satisfied by the person taking the test, whether or not he or she passes the test. 2001, c. 24, s. 1.

Same

(6) Where the Minister makes an order under subsection (5), the Minister shall provide a written copy of the order to the Ontario College of Teachers and shall also take such steps as the Minister considers appropriate to bring the order to the attention of affected persons. 2001, c. 24, s. 1.

organisme consultatif

 a) constituer les organismes consultatifs qu'il juge nécessaires;

commission d'enquête

b) constituer une commission composée d'une ou de plusieurs personnes, selon ce qu'il juge opportun, pour enquêter et présenter un rapport sur une question scolaire; cette commission dispose des pouvoirs d'une commission créée aux termes de la partie II de la Loi sur les enquêtes publiques, laquelle s'applique comme s'il s'agissait d'une enquête menée aux termes de cette loi;

obtention d'une opinion juridique

c) présenter une affaire concernant une question soulevée aux termes de la présente loi à la Cour divisionnaire pour qu'elle donne son opinion et rende une décision. L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 10.

Examen d'aptitude pour enseignants

10.1 (1) Nul certificat de compétence et d'inscription ne peut être délivré à une personne en vertu de la Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario tant qu'elle n'a pas réussi un examen d'aptitude approuvé et administré par le ministre. 2001, chap. 24, art. 1.

Iden

(2) L'obligation de réussir l'examen d'aptitude avant la délivrance d'un certificat de compétence et d'inscription s'ajoute aux exigences prévues par la Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. 2001, chap. 24, art. 1.

Idem

(3) Le pouvoir d'administrer l'examen comprend celui d'établir des règles liées à la notation de l'examen. 2001, chap. 24, art. 1.

Subdélégation

(4) Le ministre peut, sous réserve des conditions et restrictions qu'il précise quant à l'exercice du pouvoir par le délégué, déléguer par écrit aux personnes ou organismes qu'il estime appropriés le pouvoir d'approuver l'examen, de l'administrer ou les deux. 2001, chap. 24, art. 1.

Disposition transitoire

(5) Le ministre peut, par arrêté, préciser une période pendant laquelle une personne qui ne fait que passer l'examen d'aptitude prévu au paragraphe (1) est réputée l'avoir réussi, qu'elle l'ait réussi ou non. 2001, chap. 24, art. 1.

Idem

(6) Si le ministre prend un arrêté en vertu du paragraphe (5), il en fournit une copie écrite à l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario et prend les mesures qu'il estime appropriées afin de le porter à l'attention des personnes concernées. 2001, chap. 24, art. 1.

Regulations

- (7) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,
 - (a) providing for exemptions in relation to classes of persons from the requirement of subsection (1), subject to any conditions and restrictions specified in the regulation;
 - (b) providing for exemptions in relation to classes of certificates of qualification and registration from the requirement of subsection (1), subject to any conditions and restrictions specified in the regulation:
 - (c) providing for accommodations to address the needs of classes of persons taking the test;
 - (d) providing that the test be composed of components and providing for circumstances in which specified components may be omitted by classes of persons taking the test;
 - (e) providing for the development, approval and administration of alternate qualifying tests for classes of persons and providing that taking or passing the alternate test has the same effect in law as taking or passing the standard qualifying test;
 - (f) providing for the number of times a person may retake a test under this section and providing for intervals between successive retakes;
 - (g) subject to subsection (8), respecting aggregate reports, including but not limited to regulations respecting,
 - (i) the content and format of the reports,
 - (ii) the preparation of the reports,
 - (iii) the distribution and publication of the reports. 2001, c. 24, s. 1.

Same

(8) An aggregate report shall not include any information relating to the identity of any individual. 2001, c. 24, s. 1.

Subdelegation

- (9) In a regulation under subsection (7), the Lieutenant Governor in Council may,
 - (a) set out a framework or criteria for one or more of,
 - (i) exemptions under clause (7) (a),
 - (ii) exemptions under clause (7) (b),
 - (iii) accommodations under clause (7) (c), and
 - (iv) the matters referred to in clause (7) (d);
 - (b) delegate to such persons or bodies as are specified in the regulation the authority to make rules consistent with the framework or criteria;
 - (c) specify the extent to which a rule under clause (b) may be general or specific;

Règlements

- (7) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :
 - a) prévoir des dispenses de l'obligation prévue au paragraphe (1) en ce qui concerne des catégories de personnes, sous réserve des conditions et restrictions précisées dans le règlement;
 - b) prévoir des dispenses de l'obligation prévue au paragraphe (1) en ce qui concerne des catégories de certificats de compétence et d'inscription, sous réserve des conditions et restrictions précisées dans le règlement;
 - c) prévoir des adaptations pour tenir compte des besoins de catégories de personnes qui passent l'examen;
 - d) prévoir que l'examen se compose de plusieurs éléments et prévoir les circonstances dans lesquelles des catégories de personnes qui le passent peuvent en omettre des éléments déterminés;
 - e) prévoir l'élaboration, l'approbation et l'administration d'examens d'aptitude de rechange pour des catégories de personnes et prévoir que passer ou réussir l'examen de rechange a le même effet en droit que passer ou réussir l'examen d'aptitude normalisé;
 - f) prévoir le nombre de fois qu'une personne peut repasser l'examen prévu au présent article et prévoir des intervalles entre les examens successifs;
 - g) sous réserve du paragraphe (8), traiter des rapports récapitulatifs, et notamment des éléments suivants :
 - (i) leur contenu et leur forme,
 - (ii) leur préparation,
 - (iii) leur distribution et leur publication. 2001, chap. 24, art. 1.

Idem

(8) Un rapport récapitulatif ne doit pas contenir de renseignements concernant l'identité d'un particulier. 2001, chap. 24, art. 1.

Subdélégation

- (9) Dans les règlements pris en application du paragraphe (7), le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire ce qui suit :
 - a) établir un cadre ou des critères pour un ou plusieurs des éléments suivants :
 - (i) les dispenses prévues à l'alinéa (7) a),
 - (ii) les dispenses prévues à l'alinéa (7) b),
 - (iii) les adaptations prévues à l'alinéa (7) c),
 - (iv) les questions visées à l'alinéa (7) d);
 - b) déléguer aux personnes ou aux organismes qui y sont précisés le pouvoir d'établir des règles compatibles avec le cadre ou les critères;
 - c) préciser dans quelle mesure une règle établie en vertu de l'alinéa b) peut avoir une portée générale ou particulière;

(d) specify conditions and restrictions respecting the making of rules under clause (b). 2001, c. 24, s. 1.

Reporting of specific test results

(10) The administrator of the test shall provide each individual who takes the test with the individual's test results, including the grade given, if any. 2001, c. 24, s. 1.

Same

(11) With respect to each individual who takes the test, the administrator of the test shall inform the Ontario College of Teachers as to whether the individual passed or failed the test. 2001, c. 24, s. 1.

Non-application of Regulations Act

(12) An act of the Minister under this section is not a regulation within the meaning of the *Regulations Act*. 2001, c. 24, s. 1.

Same

(13) An act of a delegate under this section is not a regulation within the meaning of the *Regulations Act*. 2001, c. 24, s. 1.

Regulations

11. (1) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council, the Minister may make regulations in respect of schools or classes established under this Act, or any predecessor of this Act, and with respect to all other schools supported in whole or in part by public money,

General

1. for the establishment, organization, administration and government thereof; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 1.

admit pupils

2. governing the admission of pupils; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 2.

pupil records

3. prescribing the manner in which records in respect of pupils of elementary and secondary schools shall be established and maintained, including the forms to be used therefor and the type of information that shall be kept and recorded, and providing for the retention, transfer and disposal of such records; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 3.

disposition of present pupil records

4. providing for the disposition of records established prior to the 1st day of September, 1972, in respect of pupils; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 4.

special education programs

- 5. governing the provision, establishment, organization and administration of,
 - i. special education programs,
 - ii. special education services, and

d) préciser les conditions et restrictions concernant l'établissement de règles en vertu de l'alinéa b). 2001, chap. 24, art. 1.

Communication des résultats précis de l'examen

(10) L'administrateur de l'examen communique à chaque particulier qui passe l'examen les résultats et, le cas échéant, la note de celui-ci. 2001, chap. 24, art. 1.

Idem

(11) L'administrateur de l'examen informe l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario de la réussite ou de l'échec de chaque particulier qui passe l'examen. 2001, chap. 24, art. 1.

Non-application de la Loi sur les règlements

(12) Les actes qu'accomplit le ministre en vertu du présent article ne sont pas des règlements au sens de la *Loi sur les règlements*. 2001, chap. 24, art. 1.

. Idem

(13) Les actes qu'accomplit un délégué en vertu du présent article ne sont pas des règlements au sens de la *Loi sur les règlements*. 2001, chap. 24, art. 1.

Règlements

11. (1) Sous réserve de l'approbation du lieutenantgouverneur en conseil, le ministre peut prendre des règlements relatifs aux écoles ou aux classes ouvertes aux termes de la présente loi ou d'une loi que celle-ci remplace et aux autres écoles financées en tout ou en partie par les deniers publics pour les fins suivantes :

dispositions générales

1. pourvoir à leur ouverture, leur organisation, leur administration et leur gestion; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 1.

admission des élèves

2. régir l'admission des élèves; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 2.

dossiers des élèves

3. déterminer la façon d'ouvrir et de conserver les dossiers des élèves des écoles élémentaires et secondaires, y compris les formules à utiliser à cette fin et le type de renseignements à conserver et à consigner, et prévoir également la façon de conserver et de transférer ces dossiers ou d'en disposer; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 3.

fermeture de dossiers

4. prévoir la façon de disposer des dossiers d'élèves ouverts avant le 1^{er} septembre 1972; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 4.

programmes d'enseignement à l'enfance en difficulté

- 5. régir la création, la mise en oeuvre, l'organisation et l'administration de ce qui suit :
 - i. les programmes d'enseignement à l'enfance en difficulté,
 - ii. les services à l'enfance en difficulté,

iii. committees to identify exceptional pupils and to make and review placements of exceptional pupils; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 5.

identification and placement appeals

 governing procedures with respect to parents or guardians for appeals in respect of identification and placement of exceptional pupils in special education programs; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 6.

evening classes

7. defining and governing evening classes; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 7.

purchase books

8. requiring boards to purchase books for the use of pupils; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 8.

accommodation and equipment

9. prescribing the accommodation and equipment of buildings and the arrangement of premises; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 9.

recreation programs

10. defining and governing programs of recreation, camping, physical education and adult education; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 10.

certificates and letters of standing

11. governing the granting, suspending and cancelling of certificates of qualification, and letters of standing; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 11.

teacher's qualifications record cards

12. providing for the issuing of teacher's qualifications record cards and governing the professional qualifications that may be recorded on such record cards; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 12.

letter of permission

- 13. governing the granting to a board of a letter of permission and a temporary letter of approval and providing for the withdrawal of such letters; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 13.
- 14. REPEALED: 1997, c. 31, s. 7 (1).

schools on Crown lands

15. governing the establishment and operation of public and secondary schools on lands held by the Crown in right of Canada or Ontario or by an agency thereof, or on other lands that are exempt from taxation for school purposes; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 15.

supervisory officers, examinations

16. providing for the holding of examinations for persons to become supervisory officers and governing such examinations; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 16.

iii. les comités pour identifier les élèves en difficulté, s'occuper de leur placement et le réviser; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 5.

appels relatifs à l'identification et au placement d'élèves

6. régir la marche à suivre pour les parents ou tuteurs qui veulent appeler de l'identification et du placement d'élèves en difficulté dans des programmes d'enseignement à l'enfance en difficulté; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 6.

cours du soir

7. définir et régir les cours du soir; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 7.

achat de livres

8. exiger que les conseils achètent des livres à l'usage des élèves; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 8.

aménagement et équipement

9. prescrire l'aménagement et l'équipement de bâtiments et l'agencement de locaux; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 9.

programmes de loisirs

définir et régir les programmes de loisirs, de camping, d'éducation physique et d'éducation des adultes;
 L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 10.

brevet et attestation de compétence

11. régir l'attribution, la suspension et l'annulation des brevets et des attestations de compétence; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 11.

carte des qualifications de l'enseignant

12. prévoir la délivrance de la carte des qualifications de l'enseignant et régir la qualification professionnelle qui peut y être consignée; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 12.

permission intérimaire

- 13. régir l'octroi à un conseil d'une permission intérimaire et d'une approbation temporaire, et prévoir leur retrait; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 13.
- 14. ABROGÉE: 1997, chap. 31, par. 7 (1).

écoles situées sur des terres de la Couronne

15. régir l'ouverture et le fonctionnement d'écoles publiques et secondaires sur des terres que détient la Couronne du chef du Canada ou de l'Ontario, ou un organisme qui en relève, ou sur d'autres terres exemptées d'impôts scolaires; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 15.

agents de supervision, examens

prévoir et régir la tenue d'examens pour les personnes qui veulent devenir agents de supervision;
 L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 16.

continuing education courses and classes

17. defining and governing continuing education courses and classes; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 17.

same

18. prescribing the continuing education courses and classes for which membership in the Ontario College of Teachers is required; 1996, c. 12, s. 64 (3).

fees of examiners

19. prescribing the fees to be paid to presiding officers and examiners in connection with examinations and by whom and in what manner such fees and other expenses in connection with such examinations shall be borne and paid; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 19.

religious exercises and education

20. governing the provision of religious exercises and religious education in public schools and providing for the exemption of pupils from participating in such exercises and education and of a teacher from teaching, and a public board from providing, religious education in any school or class; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 20; 1997, c. 31, s. 7 (2).

language of instruction

21. prescribing the language or languages in which any subject or subjects shall be taught in any year of the primary, junior, intermediate or senior division; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 21.

sign language

21.1 respecting the use of American Sign Language and Quebec Sign Language as languages of instruction; 1993, c. 11, s. 11 (1).

exchange teachers

22. providing for and governing the exchange of teachers between Ontario and other parts of Canada and between Ontario and other jurisdictions; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 22.

school libraries

23. governing school libraries; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 23.

textbooks

24. listing the textbooks that are selected and approved by the Minister for use in schools; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 24.

teachers' learning plans

25. respecting learning plans for teachers and temporary teachers, or classes of teachers and temporary teachers, including regulations requiring a board to ensure that learning plans are developed for the teachers and temporary teachers employed by it,

cours et classes d'éducation permanente

17. définir et régir les cours et les classes d'éducation permanente; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 17.

idem

18. prescrire les cours et les classes d'éducation permanente pour lesquels l'adhésion à l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est requise; 1996, chap. 12, par. 64 (3).

honoraires des examinateurs

19. fixer les honoraires à verser aux présidents et aux examinateurs, préciser qui doit payer ces honoraires, et fixer les autres dépenses relatives aux examens ainsi que la façon dont ces paiements doivent être effectués; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 19.

enseignement et exercices religieux

20. régir l'enseignement et les exercices religieux dans les écoles publiques et prévoir que des élèves soient dispensés d'y participer, que des enseignants soient dispensés de donner cet enseignement et qu'un conseil public soit dispensé d'assurer l'enseignement religieux dans une classe ou une école; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 20; 1997, chap. 31, par. 7 (2).

langue d'enseignement

21. déterminer la ou les langues d'enseignement pour une ou plusieurs matières dans les années des cycles primaire, moyen, intermédiaire ou supérieur; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 21.

langue des signes

21.1 traiter de l'emploi de la langue des signes québécoise et de la langue des signes américaine comme langues d'enseignement; 1993, chap. 11, par. 11 (1).

échange d'enseignants

22. prévoir et régir les échanges d'enseignants entre l'Ontario et d'autres parties du Canada ainsi qu'entre l'Ontario et d'autres compétences territoriales; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 22.

bibliothèques scolaires

23. régir les bibliothèques scolaires; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 23.

manuels scolaires

24. dresser la liste des manuels scolaires que choisit et approuve le ministre et qui doivent être utilisés dans les écoles; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 24.

plans de perfectionnement des enseignants

25. traiter des plans de perfectionnement des enseignants, même temporaires, ou de catégories de ceux-ci, notamment exiger qu'un conseil veille à ce que de tels plans soient élaborés pour les enseignants, même temporaires, qu'il emploie, veille à

requiring a board to ensure that each learning plan is reviewed on a periodic basis set out in the regulation, and requiring a board to use forms approved by the Minister for any purpose associated with this paragraph; 2001, c. 24, s. 2 (1).

powers and duties of teachers, etc.

26. prescribing the powers, duties and qualifications, and governing the appointment of teachers, supervisors, directors, supervisory officers, heads of departments, principals, superintendents, residence counsellors, school attendance counsellors and other officials; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 26.

effect of certificates issued under the Ontario College of Teachers Act, 1996

- 26.1 giving boards directions as to the effect and consequences of,
 - i. a certificate issued under the *Ontario College* of *Teachers Act*, 1996 being suspended, cancelled or revoked under that Act,
 - a certificate issued under the Ontario College of Teachers Act, 1996 being subject to terms, conditions or limitations imposed under that Act,
 - iii. a certificate issued under the *Ontario College* of *Teachers Act*, 1996 being of a particular class prescribed under that Act,
 - iv. a certificate of qualification that is additional to the certificate of qualification and registration being issued under *Ontario College of Teachers Act, 1996*; 1996, c. 12, s. 64 (5).

pupils

- 27. prescribing the duties of pupils; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 27.
- 28. REPEALED: 1993, c. 11, s. 11 (2).

qualification to teach

29. prescribing the qualifications and experience required for the purpose of qualifying a person to teach; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 29.

forms

30. prescribing forms and providing for their use; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 30.

transportation

31. governing the transportation of pupils; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 31.

practice and procedure

32. regulating the practice and procedure to be followed at any hearing provided for by or under this Act; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 32.

ce que chaque plan de perfectionnement soit examiné aux intervalles périodiques que précise le règlement et utilise les formules approuvées par le ministre à toute fin liée à la présente disposition; 2001, chap. 24, par. 2 (1).

pouvoirs et devoirs des enseignants, etc.

26. préciser les pouvoirs, devoirs et qualifications requises des enseignants, superviseurs, directeurs, agents de supervision, chefs de section, directeurs d'école, surintendants, conseillers d'établissement, conseillers en assiduité et autres employés, et régir leur nomination; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 26.

effet des certificats délivrés en vertu de la Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario

- 26.1 donner des directives aux conseils quant à l'effet et aux conséquences de ce qui suit :
 - i. un certificat délivré en vertu de la Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est suspendu, annulé ou révoqué en vertu de cette loi,
 - ii. un certificat délivré en vertu de la Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est assorti de conditions ou de restrictions imposées en vertu de cette loi.
 - iii. un certificat délivré en vertu de la Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario appartient à une catégorie particulière prescrite par cette loi,
 - iv. un certificat de compétence autre que le certificat de compétence et d'inscription est délivré en vertu de la Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario; 1996, chap. 12, par. 64 (5).

élèves

- 27. préciser les obligations des élèves; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 27.
- 28. ABROGÉE: 1993, chap. 11, par. 11 (2).

qualification pour enseigner

29. préciser la qualification et l'expérience qu'une personne doit posséder pour avoir le droit d'enseigner; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 29.

formules

30. prescrire des formules et prévoir les modalités de leur emploi; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 30.

transport

31. régir le transport des élèves; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 31.

règles de pratique et de procédure

32. établir les règles de pratique et de procédure à suivre lors d'une audience prévue ou tenue en application de la présente loi; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 32.

duties of supervisory officers

33. governing the assignment by a board of duties to directors of education and other supervisory officers and prescribing the procedures in respect thereof, and defining any word or expression used in such regulation; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 33.

suspension or dismissal of supervisory officers

34. prescribing the practices and procedures to be followed by a board in the case of suspension or dismissal of a director of education or other supervisory officer; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 34.

competition with private sector

35. despite paragraph 28 of subsection 171 (1), prohibiting or regulating and controlling any program or activity of a board that is or may be in competition with any business or occupation in the private sector and providing that such regulations have general application or application to a particular board; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 35.

language programs

- 36. requiring boards to offer programs that deal with languages other than English or French and governing the establishment and operation of such programs. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (1), par. 36.
- (2) REPEALED: 1993, c. 11, s. 11 (3).

Regulations: fees for provision of education

- (3) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council, the Minister may make regulations,
 - (a) providing for the circumstances in which a fee is receivable by a board in respect of the provision of education by the board to elementary or secondary school pupils or any class or group of elementary or secondary school pupils; and
 - (b) providing for the method of determining the amount of any fee receivable under clause (a). 1997, c. 31, s. 7 (3).

Same

- (4) A regulation made under subsection (3),
- (a) REPEALED: 2001, c. 24, s. 2 (2).
- (b) may prescribe the maximum amount of any fee that may be charged and may provide for the determination of fees by boards; and
- (c) may be made to apply with respect to any period specified in the regulation including a period before the regulation is made. 1997, c. 31, s. 7 (3); 2001, c. 24, s. 2 (2).
- (5) REPEALED: 1997, c. 31, s. 7 (3).
- (6) REPEALED: 1997, c. 31, s. 7 (3).

fonctions des agents de supervision

33. régir l'attribution par le conseil des fonctions confiées aux directeurs de l'éducation et aux autres agents de supervision, prescrire la marche à suivre à ce sujet, et définir les termes utilisés dans ce règlement; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 33.

suspension ou renvoi d'un agent de supervision

34. établir la pratique et la marche à suivre par un conseil en cas de suspension ou de renvoi d'un directeur de l'éducation ou d'un autre agent de supervision; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 34.

concurrence avec le secteur privé

35. malgré la disposition 28 du paragraphe 171 (1), interdire ou réglementer et surveiller un programme ou une activité d'un conseil qui fait ou peut faire concurrence à une entreprise ou à une activité du secteur privé, et prévoir que ces règlements s'appliquent de façon générale ou à un conseil donné; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 35.

programmes de langue

- 36. exiger que les conseils offrent des programmes qui traitent de langues autres que l'anglais et le français, et régir la mise en oeuvre et le fonctionnement de ces programmes. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (1), disp. 36.
- (2) ABROGÉ: 1993, chap. 11, par. 11 (3).

Règlements : droits à l'égard de l'enseignement

- (3) Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre peut, par règlement :
 - a) prévoir les circonstances dans lesquelles un conseil peut toucher des droits à l'égard de l'enseignement qu'il dispense aux élèves des écoles élémentaires ou secondaires ou à une catégorie ou un groupe d'entre eux:
 - b) prévoir le mode de fixation des droits visés à l'alinéa a). 1997, chap. 31, par. 7 (3).

Idem

- (4) Les règlements pris en application du paragraphe (3):
 - a) ABROGÉ: 2001, chap. 24, par. 2 (2).
 - b) peuvent prescrire le plafond des droits exigibles et prévoir la fixation des droits par les conseils;
 - c) peuvent s'appliquer à toute période qui y est précisée, y compris avoir un effet rétroactif. 1997, chap. 31, par. 7 (3); 2001, chap. 24, par. 2 (2).
 - (5) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 7 (3).
 - (6) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 7 (3).

Regulations: school year, terms, holidays

- (7) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council, the Minister may make regulations,
 - (a) prescribing and governing the school year, school terms, school holidays and instructional days;
 - (b) authorizing a board to vary one or more school terms, school holidays or instructional days as designated by the regulations;
 - (c) permitting a board to designate, and to implement with the prior approval of the Minister, a school year, school terms, school holidays or instructional days for one or more schools under its jurisdiction that are different from those prescribed by the regulations; and
 - (d) respecting the preparation and implementation of school calendars by boards. 1997, c. 31, s. 7 (4).

Same

- (7.1) A school calendar prepared under a regulation made under clause (7) (d) shall not provide for,
 - (a) more than 10 examination days in any school year determined in respect of a school under the regulations made under subsection (7); or
 - (b) more than 4 professional activity days in any school year determined in respect of a school under the regulations made under subsection (7). 1997, c. 31, s. 7 (4).

Regulations: exceptions, compulsory attendance

(8) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council, the Minister may make regulations prescribing the conditions under which, and establishing the procedures by which, a child who is otherwise required to attend school under Part II and who has attained the age of fourteen years may be excused from attendance at school or required to attend school only part-time. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (8); 2002, c. 18, Sched. G, s. 3.

Regulations: miscellaneous

(9) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council, the Minister may make regulations,

fee for transcripts

 (a) prescribing the fee to be paid to the Ministry for a transcript of standing obtained in Ontario by a pupil;

fee for duplicates

- (b) prescribing the fee to be paid to the Ministry for duplicates of Ontario Teacher's Qualifications Record Cards and duplicates of certificates issued under this Act;
- (c) REPEALED: 1996, c. 12, s. 64 (6).

Règlements: année scolaire, trimestres, semestres, congés

- (7) Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre peut, par règlement :
 - a) prescrire et régir les dates relatives à l'année scolaire, aux trimestres ou semestres scolaires, aux congés scolaires et aux journées d'enseignement;
 - b) autoriser les conseils à modifier les dates relatives à un ou plusieurs trimestres ou semestres scolaires, congés scolaires ou journées d'enseignement selon ce que désignent les règlements;
 - c) permettre aux conseils, avec l'approbation préalable du ministre, de désigner et de mettre en oeuvre, pour une ou plusieurs écoles qui relèvent d'eux, des dates relatives à l'année scolaire, aux trimestres ou semestres scolaires, aux congés scolaires ou aux journées d'enseignement qui diffèrent de celles que prescrivent les règlements;
 - d) traiter de l'établissement et de la mise en oeuvre de calendriers scolaires par les conseils. 1997, chap. 31, par. 7 (4).

Idem

- (7.1) Un calendrier scolaire établi aux termes d'un règlement pris en application de l'alinéa (7) d) ne doit pas prévoir :
 - a) plus de 10 journées d'examen par année scolaire, fixées aux termes des règlements pris en application du paragraphe (7), à l'égard d'une école donnée;
 - b) plus de 4 journées pédagogiques par année scolaire, fixées aux termes des règlements pris en application du paragraphe (7), à l'égard d'une école donnée. 1997, chap. 31, par. 7 (4).

Règlements : exceptions relatives à la scolarité obligatoire

(8) Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre peut, par règlement, prévoir les conditions à observer et établir la marche à suivre pour qu'un enfant qui a atteint l'âge de quatorze ans et qui est tenu par ailleurs de fréquenter l'école aux termes de la partie II puisse en être dispensé ou être tenu de ne la fréquenter qu'à temps partiel. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (8); 2002, chap. 18, annexe G, art. 3.

Règlements : questions diverses

(9) Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre peut, par règlement :

droits pour l'obtention d'un relevé de notes

 a) fixer les droits que perçoit le ministère pour un relevé des notes obtenues par un élève en Ontario;

droits à acquitter pour un double

- b) fixer les droits que perçoit le ministère pour la fourniture d'un double de la carte des qualifications de l'enseignant de l'Ontario et des certificats délivrés en vertu de la présente loi;
- c) ABROGÉ: 1996, chap. 12, par. 64 (6).

fees for evaluations

(d) prescribing the conditions under which fees shall be paid to the Ministry for the evaluation of academic certificates, transcripts and other documents of educational standing, and prescribing the amounts of the fees;

fees for duplicates of certificates

(e) prescribing the fees to be paid for duplicates of diplomas and certificates granted to pupils;

fees for courses

 (f) prescribing the fees to be paid for courses provided by the Ministry for teachers, principals and supervisory officers or any class thereof;

admission to teachers' college

(g) prescribing the terms and conditions upon which students may be admitted to a teachers' college, remain therein and be dismissed therefrom;

tuition fee teachers' college

(h) requiring the payment of a tuition fee by students attending a teachers' college, fixing the amount and manner of payment thereof and prescribing the conditions under which a student is entitled to a refund of the fee or part thereof. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 11 (9); 1996, c. 12, s. 64 (6).

General or specific

- (10) A regulation under this section may be general or specific. 2001, c. 24, s. 2 (3).
 - (11) REPEALED: 1997, c. 3, s. 3.
 - (12) REPEALED: 1997, c. 3, s. 3.
 - (13) REPEALED: 1997, c. 31, s. 7 (6).
 - (14) REPEALED: 1997, c. 31, s. 7 (7).
 - (15) REPEALED: 1997, c. 31, s. 7 (8).
 - (15.1) REPEALED: 1997, c. 31, s. 7 (9).
 - (16) REPEALED: 1997, c. 31, s. 7 (10).
 - (17) REPEALED: 1993, c. 41, s. 1 (1).
 - (18) REPEALED: 1997, c. 31, s. 7 (10).

Agreements with Canada

Physical fitness

12. (1) The Crown in right of Ontario, represented by the Minister, with the approval of the Lieutenant Governor in Council, may make agreements with the Crown in right of Canada, represented by the Minister of National Health and Welfare of Canada respecting physical fitness, and the Minister may authorize a board to provide training in physical fitness. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 12 (1).

droits pour l'évaluation

 d) prévoir les conditions selon lesquelles des droits doivent être perçus par le ministère pour l'évaluation des diplômes universitaires, des relevés de notes et autres documents attestant le niveau de formation, ainsi que le montant de ces droits;

droits relatifs à la copie d'un certificat

 e) fixer les droits à acquitter pour obtenir une copie des diplômes ou des certificats décernés à un élève:

droits d'inscription aux cours

f) fixer les droits d'inscription aux cours donnés par le ministère aux enseignants, directeurs d'école et agents de supervision, ou à une catégorie de ces personnes;

admission à un collège de formation

g) imposer les conditions relatives à l'admission d'un étudiant à un collège de formation des enseignants, à son séjour dans un tel établissement ou à son renvoi;

droits de scolarité d'un collège de formation

h) exiger l'acquittement des droits de scolarité d'un collège de formation des enseignants par les étudiants le fréquentant, en fixer le montant et le mode d'acquittement, et fixer les conditions qui donnent droit à un étudiant au remboursement total ou partiel des droits acquittés. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 11 (9); 1996, chap. 12, par. 64 (6).

Portée

- (10) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière. 2001, chap. 24, par. 2 (3).
 - (11) ABROGÉ: 1997, chap. 3, art. 3.
 - (12) ABROGÉ: 1997, chap. 3, art. 3.
 - (13) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 7 (6).
 - (14) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 7 (7).
 - (15) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 7 (8).
 - (15.1) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 7 (9).
 - (16) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 7 (10).
 - (17) ABROGÉ: 1993, chap. 41, par. 1 (1).
 - (18) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 7 (10).

Ententes avec le Canada

Bonne condition physique

12. (1) La Couronne du chef de l'Ontario, que représente le ministre, peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure des ententes avec la Couronne du chef du Canada, que représente le ministre de Santé et Bien-être social Canada, en ce qui concerne la bonne condition physique. Le ministre peut autoriser un conseil à offrir un programme de conditionnement physique. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 12 (1).

Pupils at Indian schools

(2) The Crown in right of Ontario, represented by the Minister, may make agreements with the Crown in right of Canada, represented by the Minister charged with the administration of the *Indian Act* (Canada), for the admission of pupils, other than Indians, to schools for Indians operated under that Act. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 12 (2).

Non-Indian pupils at Indian schools

(3) The Crown in right of Ontario, represented by the Minister, may enter into an agreement with a band, the council of the band or an education authority where such band, council of the band or education authority is authorized by the Crown in right of Canada to provide education for Indians, for the admission of pupils who are not Indians to a school operated by the band, council of the band or education authority. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 12 (3).

Bursaries and scholarships

(4) The Crown in right of Ontario, represented by the Minister, may make agreements with the Crown in right of Canada, represented by the Minister of Manpower and Immigration, respecting the establishment, awarding and payment of bursaries and scholarships to students eligible therefor under the regulations. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 12 (4).

Learning materials

(5) The Crown in right of Ontario, represented by the Minister, may enter into an agreement with the Crown in right of Canada in respect of the development and production of learning materials and the sharing of the costs thereof. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 12 (5).

Schools for deaf, blind; demonstration schools

Continuation of school for deaf

13. (1) The Ontario School for the Deaf for the education and instruction of the deaf and partially deaf is continued under the name Ontario School for the Deaf in English and École provinciale pour sourds in French. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 13 (1).

Continuation of school for blind

(2) The Ontario School for the Blind for the education and instruction of the blind and partially blind is continued under the name Ontario School for the Blind in English and École provinciale pour aveugles in French. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 13 (2).

Administration

(3) Both schools are under the administration of the Minister. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 13 (3).

Additional schools

(4) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council, the Minister may establish, maintain and operate one or more additional schools for the deaf or schools for the blind. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 13 (4).

Ententes avec le Canada relativement aux élèves fréquentant des écoles pour Indiens

(2) La Couronne du chef de l'Ontario, que représente le ministre, peut conclure des ententes avec la Couronne du chef du Canada, que représente le ministre responsable de l'application de la *Loi sur les Indiens* (Canada), en ce qui concerne l'admission, dans les écoles pour Indiens dont le fonctionnement est assuré aux termes de cette loi, d'élèves qui ne sont pas Indiens. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 12 (2).

Ententes avec le Canada relativement aux élèves non Indiens

(3) La Couronne du chef de l'Ontario, que représente le ministre, peut conclure une entente avec une bande, un conseil de bande ou une commission indienne de l'éducation, si ceux-ci sont autorisés par la Couronne du chef du Canada à offrir un enseignement aux Indiens, en ce qui concerne l'admission, dans une école qu'ils font fonctionner, d'élèves qui ne sont pas Indiens. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 12 (3).

Ententes avec le Canada relativement aux bourses d'études

(4) La Couronne du chef de l'Ontario, que représente le ministre, peut conclure des ententes avec la Couronne du chef du Canada, que représente le ministre de l'Emploi et de l'Immigration du Canada, en ce qui concerne la création, l'attribution et le paiement de bourses d'études aux étudiants qui y sont admissibles aux termes des règlements. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 12 (4).

Ententes avec le Canada relativement au matériel d'apprentissage

(5) La Couronne du chef de l'Ontario, que représente le ministre, peut conclure une entente avec la Couronne du chef du Canada en ce qui concerne la mise au point et la production de matériel d'apprentissage et le partage des frais qui s'ensuivent. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 12 (5).

École pour sourds, École pour aveugles et écoles d'application Maintien de l'École pour sourds

13. (1) L'Ontario School for the Deaf est maintenue sous le nom d'École provinciale pour sourds en français et sous le nom d'Ontario School for the Deaf en anglais. Elle se consacre à l'enseignement et à l'éducation des sourds et demi-sourds. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 13 (1).

Maintien de l'École pour aveugles

(2) L'Ontario School for the Blind est maintenue sous le nom d'École provinciale pour aveugles en français et sous le nom d'Ontario School for the Blind en anglais. Elle se consacre à l'enseignement et à l'éducation des aveugles et amblyopes. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 13 (2).

Administration

(3) L'administration des deux écoles relève du ministre. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 13 (3).

Écoles supplémentaires

(4) Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre peut ouvrir, entretenir et faire fonctionner une ou plusieurs écoles pour sourds ou aveugles. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 13 (4).

Idem

(4.1) A demonstration school may provide, in a residential or non-residential setting, special education programs and special education services for exceptional pupils with learning disabilities or with hearing or visual impairments. 1991, c. 10, s. 3.

Demonstration schools

- (5) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council, the Minister may,
 - (a) establish, maintain and operate one or more demonstration schools; or
 - (b) enter into an agreement with a university to provide for the establishment, maintenance and operation by the university, under such terms and conditions as the Minister and the university may agree upon, of a demonstration school,

for exceptional pupils whose learning disabilities are such that a residential setting is required. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 13 (5).

Idem

(6) A demonstration school referred to in subsection (5) that was established by the Minister before the 12th day of December, 1980 is deemed not to be a school operated by the Ministry of Education for the purposes of the *Provincial Schools Negotiations Act*, and the Provincial Schools Authority is not responsible for any matter relating to the employment of teachers at a demonstration school. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 13 (6); 2002, c. 18, Sched. G, s. 4.

Regulations

- (7) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council, the Minister may, in addition to his or her powers under section 11, make regulations with respect to schools continued or established under this section,
 - (a) prescribing the terms and conditions upon which pupils may,
 - (i) be admitted to, and remain in, a school,
 - (ii) reside in homes approved by a superintendent, and
 - (iii) be discharged from a school;
 - (b) authorizing the Minister to appoint a committee to determine any question concerning the eligibility for admission of an applicant;
 - (c) prescribing the fees, if any, that shall be paid in respect of pupils or any class or classes thereof;
 - (d) authorizing the payment of part or all of the transportation costs of pupils whose parents or guardians reside in Ontario, and fixing the maximum amount that may be paid;
 - (e) authorizing a superintendent to establish rules in respect of pupils admitted to the school;

Idem

(4.1) Une école d'application peut offrir, sous le régime de l'internat ou de l'externat, des programmes d'enseignement à l'enfance en difficulté et des services à l'enfance en difficulté aux élèves en difficulté d'apprentissage ou aux élèves en difficulté qui ont un handicap auditif ou visuel. 1991, chap. 10, art. 3.

Internats pour enfants en difficulté d'apprentissage

- (5) Sous réserve de l'approbation du lieutenantgouverneur en conseil, le ministre peut :
 - a) ouvrir, entretenir et faire fonctionner une ou plusieurs écoles d'application;
 - b) conclure une entente avec une université en ce qui concerne l'ouverture, l'entretien et le fonctionnement d'une école d'application par l'université, aux conditions dont le ministre et l'université peuvent convenir,

pour élèves en difficulté dont les difficultés d'apprentissage sont telles qu'ils doivent y résider. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 13 (5).

Idem

(6) L'école d'application visée au paragraphe (5), qui a été ouverte par le ministre avant le 12 décembre 1980, est réputée ne pas être une école qui relève du ministère de l'Education aux fins de la *Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales*. L'Administration des écoles provinciales n'est pas responsable des questions liées à l'emploi d'enseignants dans cette école d'application. 2002, chap. 18, annexe G, art. 4.

Règlements

- (7) Sous réserve de l'approbation du lieutenantgouverneur en conseil, le ministre, outre les pouvoirs qui lui sont conférés aux termes de l'article 11, peut prendre des règlements relatifs aux écoles qui continuent d'exister ou qui sont ouvertes en vertu du présent article pour les fins suivantes :
 - a) préciser les conditions selon lesquelles les élèves peuvent :
 - (i) être admis à une école et y demeurer,
 - (ii) habiter dans des foyers approuvés par un surintendant.
 - (iii) être renvoyés de l'école;
 - b) autoriser la constitution d'un comité chargé de décider des questions relatives à l'admissibilité d'un candidat;
 - c) fixer les droits, le cas échéant, qui doivent être acquittés relativement aux élèves ou à une ou plusieurs catégories d'élèves;
 - d) autoriser le paiement de tout ou partie des frais de transport des élèves dont les parents ou les tuteurs résident en Ontario, et fixer le montant maximal qui peut être ainsi versé;
 - e) autoriser un surintendant à établir des règles relatives aux élèves admis à l'école;

- (f) authorizing a superintendent to specify the type and minimum amount of clothing that a parent or guardian shall provide for a pupil;
- (g) requiring a parent or guardian to deposit a sum of money with the business administrator of a school for the purpose of defraying the personal incidental expenses of a pupil, and fixing the amount of the deposit;
- (h) authorizing a superintendent to dismiss a pupil and prescribing procedures in respect thereof;
- (i) authorizing the Minister to provide training for, and certification of, teachers of the deaf and of the blind;
- (j) designating the name of each school continued or established under this section. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 13 (7).

Teacher education

- **14.** (1) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council, the Minister may,
 - (a) establish, maintain and conduct a college for the professional education of teachers;
 - (b) enter into an agreement with a university, a college of a university or a college to provide for the professional education of teachers by the university or college, under such terms and conditions as the Minister and the university or college may agree upon. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 14 (1).

Practice teaching

(2) Where the Minister conducts a teacher education program, a board shall permit its schools to be used for observation and practice teaching purposes and shall provide for the services of any of its teachers in accordance with a schedule of payments to boards that provide accommodation for practice teaching purposes and to their principals and teachers who participate therein, and such schedule shall be approved by the Lieutenant Governor in Council. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 14 (2); 1997, c. 31, s. 8 (1).

Idem

(3) Where a teacher education program is conducted pursuant to an agreement under clause (1) (b), a board shall permit its schools to be used for observation and practice teaching purposes and shall provide for the services of any of its teachers under such terms and conditions as may be agreed upon between the board and the institution conducting the program and failing agreement in accordance with the schedule of payments to boards, principals and teachers referred to in subsection (2). R.S.O. 1990, c. E.2, s. 14 (3); 1997, c. 31, s. 8 (2).

Same

(3.1) Where the Ontario College of Teachers has accredited a teacher education program, the Minister may require that a board shall permit its schools to be used for observation and practice teaching purposes and shall pro-

- f) autoriser un surintendant à préciser le type et la quantité minimale de vêtements que le père, la mère ou le tuteur doit fournir à l'élève;
- g) exiger du père, de la mère ou du tuteur qu'il remette une somme d'argent à l'administrateur de l'école pour couvrir les menues dépenses personnelles de l'élève, et en fixer le montant;
- h) autoriser un surintendant à renvoyer un élève, et prévoir une marche à suivre à cet effet;
- i) assurer la formation des enseignants aux sourds et aux aveugles, et accorder des brevets à cet effet;
- j) donner un nom à chacune des écoles qui sont ouvertes ou qui continuent d'exister aux termes du présent article. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 13 (7).

Formation des enseignants

- 14. (1) Sous réserve de l'approbation du lieutenantgouverneur en conseil, le ministre peut :
 - a) ouvrir, entretenir et gérer un collège de formation des enseignants;
 - b) conclure une entente avec une université, un collège universitaire ou un collège pour qu'y soit assurée la formation des enseignants, aux conditions dont peuvent convenir le ministre et l'établissement visé. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 14 (1).

Stages

(2) S'il existe un programme de formation des enseignants placé sous la direction du ministre, le conseil permet que des stages d'observation et d'enseignement pratique se déroulent dans les écoles qu'il administre. Le conseil propose les services de ses enseignants conformément à un barème approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil qui précise les sommes à verser, d'une part, aux conseils qui offrent des possibilités d'accueil pour les stages d'enseignement pratique et, d'autre part, aux directeurs d'école et aux enseignants qui participent à ces stages. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 14 (2); 1997, chap. 31, par. 8 (1).

Idem

(3) S'il existe un programme de formation des enseignants conformément à une entente conclue aux termes de l'alinéa (1) b), le conseil permet que des stages d'observation et d'enseignement pratique se déroulent dans les écoles qu'il administre. Le conseil propose les services des enseignants aux conditions dont il peut convenir avec l'établissement en cause. À défaut d'une telle entente, le barème mentionné au paragraphe (2) s'applique. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 14 (3); 1997, chap. 31, par. 8 (2).

Idem

(3.1) Si l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario a agréé un programme de formation des enseignants, le ministre peut exiger du conseil qu'il permette que des stages d'observation et d'enseignement pratique

vide for the services of any of its teachers under such terms and conditions as may be agreed on between the board and the institution conducting the program and failing agreement in accordance with the schedule of payments to boards, principals and teachers referred to in subsection (2). 1996, c. 12, s. 64 (7); 1997, c. 31, s. 8 (3).

Idem

(4) The cost of providing the professional education of teachers by a university, a college of a university or a college under an agreement referred to in clause (1) (b) shall be payable out of money appropriated therefor by the Legislature. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 14 (4).

Leadership training camps

15. The Minister may establish, maintain and conduct camps for leadership training. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 15.

Intention to operate private school

16. (1) No private school shall be operated in Ontario unless notice of intention to operate the private school has been submitted in accordance with this section. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 16 (1).

Idem

(2) Every private school shall submit annually to the Ministry on or before the 1st day of September a notice of intention to operate a private school. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 16 (2).

Idem

(3) A notice of intention to operate a private school shall be in such form and shall include such particulars as the Minister may require. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 16 (3).

Offence to operate private school without filing notice of intent to operate

(4) Every person concerned in the management of a private school that is operated in contravention of subsection (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$50 for every day such school is so operated. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 16 (4).

Return

(5) The principal, headmaster, headmistress or person in charge of a private school shall make a return to the Ministry furnishing such statistical information regarding enrolment, staff, courses of study and other information as and when required by the Minister, and any such person who fails to make such return within sixty days of the request of the Minister is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$200. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 16 (5).

Inspection of school

(6) The Minister may direct one or more supervisory officers to inspect a private school, in which case each such supervisory officer may enter the school at all reasonable hours and conduct an inspection of the school and any records or documents relating thereto, and every per-

se déroulent dans les écoles qu'il administre et qu'il propose les services des enseignants aux conditions dont il peut convenir avec l'établissement en cause. À défaut d'une telle entente, le barème mentionné au paragraphe (2) s'applique. 1996, chap. 12, par. 64 (7); 1997, chap. 31, par. 8 (3).

Idem

(4) Les montants servant à couvrir les coûts reliés à la formation des enseignants dispensée par une université, un collège universitaire ou un collège en vertu de l'entente prévue à l'alinéa (1) b) sont prélevés sur les sommes affectées à cette fin par la Législature. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 14 (4).

Camps de formation d'animateurs

15. Le ministre peut créer, entretenir et gérer des camps de formation d'animateurs. L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 15.

Fonctionnement d'une école privée

16. (1) Nul ne fait fonctionner une école privée en Ontario sans qu'ait été présenté au préalable un avis d'intention à cet effet, conformément au présent article. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 16 (1).

Idem

(2) L'école privée présente chaque année au ministère, au plus tard le 1^{er} septembre, un avis de son intention de fonctionner comme école privée. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 16 (2).

Iden

(3) L'avis d'intention est rédigé dans la forme et comprend les détails que le ministre peut exiger. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 16 (3).

Infraction en cas de fonctionnement d'une école privée sans avis préalable

(4) Quiconque participe à la direction d'une école privée qui fonctionne contrairement aux dispositions du paragraphe (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 50 \$ pour chaque jour où l'école fonctionne ainsi. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 16 (4).

Rapport

(5) Le directeur d'école, le chef d'établissement ou le responsable d'une école privée présente au ministère un rapport comprenant des renseignements statistiques relatifs à l'effectif, au personnel et aux programmes d'études et d'autres renseignements, de la façon et au moment que le ministre les demande. S'il ne présente pas de rapport dans les soixante jours de la demande du ministre, il est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 200 \$. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 16 (5).

Inspection des écoles

(6) Le ministre peut demander à un ou plusieurs agents de supervision d'inspecter une école privée. Dans ce cas, l'agent peut entrer dans l'école à une heure convenable et procéder à l'inspection de l'école et à l'examen des dossiers ou des documents qui s'y rapportent. Quiconque

son who prevents or obstructs or attempts to prevent or obstruct any such entry or inspection is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$500. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 16 (6).

Inspection on request

(7) The Minister may, on the request of any person operating a private school, provide for inspection of the school in respect of the standard of instruction in the subjects leading to the Ontario secondary school diploma, the secondary school graduation diploma and to the secondary school honour graduation diploma, and may determine and charge a fee for such inspection. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 16 (7).

Inspection of teachers

(8) The Minister may, on the request of a person operating a private school or of a person in charge of a conservation authority school or field centre, provide for the inspection of a teacher in such school or centre who requires the recommendation of a supervisory officer for certification purposes. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 16 (8).

Agreements re tests

- (8.1) The Minister may enter into agreements with a person operating,
 - (a) a private school;
 - (b) a school provided by a band, the council of a band or an education authority where the band, the council of the band or the education authority is authorized by the Crown in right of Canada to provide education for Indians; or
- (c) a school provided by the Crown in right of Canada, about administering tests to pupils enrolled in the school, marking the tests and reporting the results of the tests. 1996, c. 11, s. 29 (2).

Same

(8.2) Without limiting the generality of subsection (8.1), an agreement may provide for the charging of fees by the Minister to a person operating a school described in subsection (8.1). 1996, c. 11, s. 29 (2).

Offence for false statement

(9) Every person who knowingly makes a false statement in a notice of intention to operate a private school or an information return under this section is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$500. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 16 (9).

Variation of scholarships and awards

17. (1) Where the educational object of a gift or bequest accepted by the Minister of Finance under section 6 of the Financial Administration Act is the establishment of a scholarship or an award that is available to one or more students in an elementary or a secondary school or a teacher training institution and,

gêne ou entrave l'entrée de l'agent dans l'école ou l'inspection ou l'examen visés, ou tente de le faire, est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 500 \$. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 16 (6).

Inspection sur demande

(7) Le ministre peut, à la demande d'une personne responsable d'une école privée, prévoir l'inspection de cette école en ce qui concerne les normes d'enseignement relatives aux matières qui conduisent à l'obtention du diplôme d'études secondaires de l'Ontario, du diplôme d'études secondaires et du diplôme d'études secondaires supérieures. Il peut fixer et imposer un droit pour une telle inspection. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 16 (7).

Évaluation des enseignants

(8) Le ministre peut, à la demande d'une personne responsable d'une école privée ou du responsable d'une école qui relève d'un office de protection de la nature ou d'un centre régional, prévoir l'évaluation d'un enseignant de cette école ou de ce centre qui requiert la recommandation d'un agent de supervision pour obtenir un brevet. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 16 (8).

Ententes relatives aux tests

- (8.1) Le ministre peut conclure, avec la personne qui assure le fonctionnement de l'une ou l'autre des écoles énumérées ci-après, des ententes concernant l'administration de tests aux élèves inscrits dans l'école, la notation des tests et la présentation de rapports sur les résultats des
 - a) une école privée;
 - b) une école fournie par une bande, le conseil d'une bande ou une commission indienne de l'éducation si ceux-ci sont autorisés par la Couronne du chef du Canada à dispenser l'enseignement aux Indiens;
 - c) une école fournie par la Couronne du chef du Canada. 1996, chap. 11, par. 29 (2).

Idem

(8.2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (8.1), une entente peut prévoir l'imposition de droits par le ministre à la personne qui assure le fonctionnement d'une école visée à ce paragraphe. 1996, chap. 11, par. 29 (2).

Infraction pour fausse déclaration

(9) Quiconque fait sciemment une fausse déclaration dans un avis d'intention ou dans un rapport présenté aux termes du présent article est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 500 \$. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 16 (9).

Modification des bourses d'études et des récompenses

17. (1) Si le but éducatif d'un don ou d'un legs accepté par le ministre des Finances aux termes de l'article 6 de la Loi sur l'administration financière est la création d'une bourse d'études ou d'une récompense dont peuvent bénéficier un ou plusieurs étudiants d'une école élémentaire ou secondaire ou d'un collège de formation des enseignants, et si, selon le cas:

- (a) the selection of the recipient of the scholarship or award is based upon an examination which is no longer given;
- (b) the school or teachers' college at which attendance is required for eligibility is no longer operated;
- (c) reference to a county or a board in the terms and conditions of the gift or bequest is no longer appropriate because the county or board no longer exists; or
- (d) the course or program of instruction specified in the terms and conditions is no longer available, or is no longer available at the school or teachers' college,

the Lieutenant Governor in Council on the recommendation of the Minister of Education and Training may, from time to time, vary the terms and conditions of the gift or bequest in respect of the qualifications for eligibility for the scholarship or award so as to ensure that such scholarship or award will be granted or given under such terms and conditions as in the opinion of the Minister most nearly approximate those of the original gift or bequest, and the Minister may delegate his or her powers under the original terms and conditions of such gift or bequest to a representative of the board, or the educational institution, granting the scholarship or making the award, pursuant to any variation in the terms and conditions of the gift or bequest made under this section. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 17 (1); 1997, c. 31, s. 9 (1, 2); 2000, c. 5, s. 11 (1).

Where award is repayable loan

(2) In the case of an award in the form of a repayable loan for which no person has made application for seven consecutive years, the Lieutenant Governor in Council, on the recommendation of the Minister of Education and Training and with the written consent of the person making the gift or the trustee of the person making the bequest, may capitalize the fund and any interest accrued thereon held by the Minister of Finance, and may change the educational object of the gift or bequest to another object of an educational nature, in which case the provisions of subsection (1) shall apply with necessary modifications. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 17 (2); 1997, c. 31, s. 9 (3).

Ontario Parent Council

17.1 (1) The council known in English as the Ontario Parent Council and in French as Conseil ontarien des parents is continued and shall be composed of not more than 20 members appointed by the Minister. 1993, c. 41, s. 2; 2000, c. 26, Sched. C, s. 1.

Eligibility for appointment

- (2) A person is eligible for appointment to the Council if the person,
 - (a) is a parent or guardian of a child enrolled in an elementary or secondary school in Ontario; and
 - (b) meets the eligibility criteria established under subsection (3). 1993, c. 41, s. 2.

- a) le choix du bénéficiaire de la bourse ou de la récompense est fondé sur un examen qui n'existe plus;
- b) l'école ou le collège de formation des enseignants dont la fréquentation est exigée pour y être admissible est fermé;
- c) la référence à un comté ou à un conseil dans les conditions du don ou du legs n'est plus pertinente parce que le comté ou le conseil n'existe plus;
- d) le cours ou le programme d'enseignement précisé dans les conditions d'obtention de la bourse n'est plus offert par l'école ou le collège de formation des enseignants, ou n'existe plus,

le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'Éducation et de la Formation, peut modifier les conditions du don ou du legs en ce qui concerne les qualités requises pour y être admissible, de façon à assurer que la bourse ou la récompense sera accordée ou donnée suivant des conditions qui, de l'avis du ministre, se rapprochent le plus de celles qui étaient prévues originellement. Le ministre peut déléguer les pouvoirs qu'il possède aux termes des conditions originelles du don ou du legs à un représentant du conseil ou de l'établissement scolaire qui accorde la bourse ou la récompense, conformément à une modification dans les conditions d'attribution du don ou du legs aux termes du présent article. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 17 (1); 1997, chap. 31, par. 9 (1) et (2); 2000, chap. 5, par. 11 (1).

Récompense sous forme de prêt remboursable

(2) Si une récompense sous forme de prêt remboursable n'a pas fait l'objet d'une demande pendant sept années consécutives, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'Éducation et de la Formation et avec le consentement écrit du donateur, ou du fiduciaire du testateur s'il s'agit d'un legs, peut capitaliser le fonds. L'intérêt couru est détenu par le ministre des Finances. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut modifier le but éducatif du don ou du legs et lui substituer un autre but de nature éducative. Dans ce cas, le paragraphe (1) s'applique avec les adaptations nécessaires. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 17 (2); 1997, chap. 31, par. 9 (3).

Conseil ontarien des parents

17.1 (1) Le conseil appelé Conseil ontarien des parents en français et Ontario Parent Council en anglais est maintenu. Il se compose d'au plus 20 membres nommés par le ministre. 1993, chap. 41, art. 2; 2000, chap. 26, annexe C, art. 1.

Admissibilité

- (2) Est admissible à être nommée au Conseil la personne qui :
 - a) d'une part, est le père ou la mère ou le tuteur d'un enfant inscrit dans une école élémentaire ou secondaire en Ontario;
 - b) d'autre part, satisfait aux critères d'admissibilité établis en vertu du paragraphe (3). 1993, chap. 41, art. 2.

Eligibility criteria established by Minister

(3) The Minister may establish such eligibility criteria for appointment to the Council as the Minister considers advisable. 1993, c. 41, s. 2.

Non-application of Regulations Act

(4) The *Regulations Act* does not apply to criteria established under subsection (3). 1993, c. 41, s. 2.

Term of office

(5) Members of the Council shall be appointed for a term of two years and may be reappointed for further terms, except that no person shall be appointed for three or more consecutive terms. 1993, c. 41, s. 2.

Same

(6) Despite subsection (5), members appointed to the Council before the coming into force of this section are appointed for the term specified in the appointment. 1993, c. 41, s. 2.

Chair

(7) The Minister shall designate a chair from among the members of the Council. 1993, c. 41, s. 2.

Remuneration and expenses

(8) The members of the Council shall be paid such remuneration and expenses as are determined by the Lieutenant Governor in Council. 1993, c. 41, s. 2.

Staff and accommodation

(9) The Ministry shall provide the Council with such staff and accommodation as the Minister considers necessary for the purposes of the Council. 1993, c. 41, s. 2.

Mandate

- (10) The Council shall advise the Minister on,
- (a) issues related to elementary and secondary school education; and
- (b) methods of increasing parental involvement in elementary and secondary school education. 1993, c. 41, s. 2.

Annual report

(11) The Council shall report on its activities annually to the Minister. 1993, c. 41, s. 2.

Additional reports

(12) In addition to its annual report, the Council may report to the Minister at any time and shall comply with any requests made by the Minister for additional reports. 1993, c. 41, s. 2.

PART II SCHOOL ATTENDANCE

Definition of "guardian": ss. 21, 23, 26, 28, 30

18. In sections 21, 23, 26, 28 and 30,

"guardian", in addition to having the meaning ascribed in section 1, includes any person who has received into

Critères d'admissibilité établis par le ministre

(3) Le ministre peut établir les critères d'admissibilité qu'il juge souhaitables aux fins de nomination au Conseil. 1993, chap. 41, art. 2.

Non-application de la Loi sur les règlements

(4) La Loi sur les règlements ne s'applique pas aux critères établis en vertu du paragraphe (3). 1993, chap. 41, art. 2.

Mandat

(5) Les membres du Conseil sont nommés pour un mandat renouvelable de deux ans. Toutefois, ils ne peuvent être nommés pour trois ou plus de trois mandats consécutifs. 1993, chap. 41, art. 2.

Idem

(6) Malgré le paragraphe (5), les membres nommés au Conseil avant l'entrée en vigueur du présent article sont nommés pour le mandat que précise l'acte de nomination. 1993, chap. 41, art. 2.

Président

(7) Le ministre désigne un président parmi les membres du Conseil. 1993, chap. 41, art. 2.

Rémunération et indemnités

(8) Les membres du Conseil reçoivent la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil. 1993, chap. 41, art. 2.

Personnel et locaux

(9) Le ministère fournit au Conseil le personnel et les locaux que le ministre juge nécessaires aux fins du Conseil. 1993, chap. 41, art. 2.

Mission

- (10) Le Conseil donne des conseils au ministre :
- a) d'une part, sur les questions se rapportant à l'enseignement élémentaire et secondaire;
- b) d'autre part, sur les méthodes visant à promouvoir une participation accrue des parents en ce qui a trait à l'enseignement élémentaire et secondaire. 1993, chap. 41, art. 2.

Rapport annuel

(11) Le Conseil présente un rapport annuel de ses activités au ministre. 1993, chap. 41, art. 2.

Rapports additionnels

(12) Outre son rapport annuel, le Conseil peut, en tout temps, présenter des rapports au ministre. Il doit obtempérer lorsque ce dernier lui demande des rapports additionnels. 1993, chap. 41, art. 2.

PARTIE II FRÉQUENTATION SCOLAIRE

Définition de «tuteur» : art. 21, 23, 26, 28 et 30

18. La définition qui suit s'applique aux articles 21, 23, 26, 28 et 30.

«tuteur» Outre le sens qui lui est attribué à l'article 1, s'entend en outre de quiconque reçoit chez lui un his or her home a child of compulsory school age who is not the person's child but resides with the person or is in his or her care. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 18.

Closing of school or class by board

- 19. (1) A board may close or authorize the closing of a school or class for a temporary period where such closing appears unavoidable because of,
 - (a) failure of transportation arrangements; or
 - (b) inclement weather, fire, flood, the breakdown of the school heating plant, the failure of an essential utility or a similar emergency. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 19.

Same

- (2) In case of strike by members of a teachers' bargaining unit or a lockout of those members, the board may close one or more schools if it is of the opinion that,
 - (a) the safety of pupils may be endangered during the strike or lockout;
 - (b) the school building or the equipment or supplies in the building may not be adequately protected during the strike or lockout; or
 - (c) the strike or lockout will substantially interfere with the operation of the school. 1997, c. 31, s. 10.

Teachers' salary

(3) A teacher is not entitled to be paid his or her salary for the days on which the school in which he or she is employed is closed under subsection (2). 1997, c. 31, s. 10.

Definition

(4) In this section,

"strike" and "lock-out" have the same meaning as in the Labour Relations Act, 1995. 1997, c. 31, s. 10.

Closing of schools on civic holiday

20. Where the head of the council of a municipality in which a school is situate proclaims a school day as a civic holiday for the municipality, the board may, by resolution, close any of the schools under its jurisdiction on such day. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 20.

Compulsory attendance

- 21. (1) Unless excused under this section,
- (a) every child who attains the age of six years on or before the first school day in September in any year shall attend an elementary or secondary school on every school day from the first school day in September in that year until the child attains the age of sixteen years; and
- (b) every child who attains the age of six years after the first school day in September in any year shall attend an elementary or secondary school on every school day from the first school day in September

enfant qui n'est pas le sien, qui a l'âge de la scolarité obligatoire et qui réside chez lui ou qui lui est confié. L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 18.

Fermeture d'une classe ou d'une école par un conseil

- 19. (1) Le conseil peut temporairement fermer une classe ou une école ou en autoriser la fermeture temporaire si cette mesure lui paraît inévitable en raison :
 - a) soit de l'échec des dispositions prises en matière de transport;
 - b) soit des intempéries, d'un incendie, d'une inondation, d'une panne du système de chauffage de l'école, d'une défaillance d'un service essentiel ou d'un cas d'urgence similaire. L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 19.

Idem

- (2) En cas de grève ou de lock-out des membres d'une unité de négociation d'enseignants, le conseil peut fermer une ou plusieurs écoles s'il est d'avis que, selon le cas :
 - a) la sécurité des élèves risque d'être en danger;
 - b) le bâtiment scolaire ou le matériel ou les fournitures qui s'y trouvent risquent de ne pas être suffisamment protégés;
 - c) la grève ou le lock-out dérangera considérablement leur fonctionnement. 1997, chap. 31, art. 10.

Salaire des enseignants

(3) L'enseignant n'a pas droit à son salaire les jours où l'école où il est employé est fermée en vertu du paragraphe (2). 1997, chap. 31, art. 10.

Définitions

(4) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent

«grève» et «lock-out» S'entendent au sens de la Loi de 1995 sur les relations de travail. 1997, chap. 31, art. 10.

Fermeture des écoles un jour de congé municipal

20. Si le président du conseil de la municipalité où une école est située proclame un jour de classe congé municipal, le conseil peut, par voie de résolution, fermer ce jour-là une école qui relève de sa compétence. L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 20.

Scolarité obligatoire

- 21. (1) À moins d'en être dispensé aux termes du présent article :
 - a) l'enfant qui a atteint six ans au premier jour de classe de septembre d'une année quelconque fréquente l'école élémentaire ou secondaire tous les jours de classe à compter de ce jour et de cette année, jusqu'à l'âge de seize ans;
 - b) l'enfant qui atteint six ans après le premier jour de classe de septembre d'une année quelconque fréquente l'école élémentaire ou secondaire tous les jours de classe à compter du premier jour de classe

in the next succeeding year until the last school day in June in the year in which the child attains the age of sixteen years. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 21 (1).

When attendance excused

- (2) A child is excused from attendance at school if,
- (a) the child is receiving satisfactory instruction at home or elsewhere;
- (b) the child is unable to attend school by reason of sickness or other unavoidable cause;
- (c) transportation is not provided by a board for the child and there is no school that the child has a right to attend situated,
 - (i) within 1.6 kilometres from the child's residence measured by the nearest road if the child has not attained the age of seven years on or before the first school day in September in the year in question, or
 - (ii) within 3.2 kilometres from the child's residence measured by the nearest road if the child has attained the age of seven years but not the age of ten years on or before the first school day in September in the year in question, or
 - (iii) within 4.8 kilometres from the child's residence measured by the nearest road if the child has attained the age of ten years on or before the first school day in September in the year in question;
- (d) the child has obtained a secondary school graduation diploma or has completed a course that gives equivalent standing;
- (e) the child is absent from school for the purpose of receiving instruction in music and the period of absence does not exceed one-half day in any week;
- (f) the child is suspended, expelled or excluded from attendance at school under any Act or under the regulations;
- (g) the child is absent on a day regarded as a holy day by the church or religious denomination to which the child belongs; or
- (h) the child is absent or excused as authorized under this Act and the regulations. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 21 (2).

Blind, deaf or mentally handicapped children

(3) The fact that a child is blind, deaf or mentally handicapped is not of itself an unavoidable cause under clause (2) (b). R.S.O. 1990, c. E.2, s. 21 (3).

Child under compulsory age

(4) Where a child under compulsory school age has been enrolled as a pupil in an elementary school, this section applies during the period for which the child is enrolled as if the child were of compulsory school age. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 21 (4).

de septembre de l'année suivante jusqu'au dernier jour de classe du mois de juin de l'année où il atteint seize ans. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 21 (1).

Dispense de scolarité

- (2) L'enfant est dispensé de fréquenter l'école dans l'un des cas suivants :
 - a) il reçoit un enseignement satisfaisant au foyer ou ailleurs;
 - b) il lui est impossible de fréquenter l'école à cause d'une maladie ou d'une autre raison inévitable;
 - c) le conseil ne met pas à sa disposition un moyen de transport et il n'existe pas d'école qu'il a le droit de fréquenter et qui est située :
 - (i) dans un rayon de 1,6 kilomètre de son lieu de résidence, calculé à partir de la route la plus proche s'il n'a pas atteint sept ans au premier jour de classe de septembre de l'année visée,
 - (ii) dans un rayon de 3,2 kilomètres de son lieu de résidence, calculé à partir de la route la plus proche s'il a atteint sept ans mais n'a pas atteint dix ans au premier jour de classe de septembre de l'année visée,
 - (iii) dans un rayon de 4,8 kilomètres de son lieu de résidence, calculé à partir de la route la plus proche s'il a atteint dix ans au premier jour de classe de septembre de l'année visée;
 - d) il a obtenu le diplôme d'études secondaires ou a terminé un cours qui lui donne un niveau d'instruction équivalent;
 - e) il s'absente de l'école pour recevoir une formation musicale et la période d'absence ne dépasse pas une demi-journée par semaine;
 - f) il fait l'objet d'une suspension, d'un renvoi ou d'une exclusion aux termes d'une loi ou d'un règlement;
 - g) il est absent un jour considéré comme fête religieuse par l'Église ou la confession religieuse à laquelle il appartient;
 - h) il est absent ou il est dispensé de fréquenter l'école ainsi que la présente loi et les règlements l'y autorisent. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 21 (2).

Enfant aveugle, sourd ou déficient mental

(3) Le fait qu'un enfant est aveugle, sourd ou déficient mental ne constitue pas en soi une raison inévitable aux termes de l'alinéa (2) b). L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 21 (3).

Enfant d'âge inférieur à celui de la scolarité obligatoire

(4) Si un enfant d'âge inférieur à celui de la scolarité obligatoire est inscrit dans une école élémentaire, le présent article s'applique pendant la période pour laquelle l'enfant est inscrit, comme s'il avait atteint l'âge de la scolarité obligatoire. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 21 (4).

Duty of parent, etc.

(5) The parent or guardian of a child who is required to attend school under this section shall cause the child to attend school as required by this section. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 21 (5).

Separate school supporters

(6) Nothing in this section requires the child of a Roman Catholic separate school supporter to attend a public school or a Protestant separate school, or requires the child of a public school supporter to attend a Roman Catholic separate school. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 21 (6).

Where school year varied

- 22. Where a school year approved by the Minister does not commence on the day following Labour Day, references to the first school day in September and the last school day in June in section 21 shall be read as the first school day in the school year and the last school day in the school year respectively for the purpose of compulsory attendance of pupils of the school or schools or parts thereof to which the school year applies. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 22.
 - 23. REPEALED: 2000, c. 12, s. 1.

Provincial School Attendance Counsellor

24. (1) The Lieutenant Governor in Council may appoint an officer, to be the Provincial School Attendance Counsellor, who shall, under the direction of the Minister, superintend and direct the enforcement of compulsory school attendance. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 24 (1).

Inquiry by Provincial Counsellor

- (2) Where the parent or guardian of a child considers that the child is excused from attendance at school under subsection 21 (2), and the appropriate school attendance counsellor or the Provincial School Attendance Counsellor is of the opinion that the child should not be excused from attendance, the Provincial School Attendance Counsellor shall direct that an inquiry be made as to the validity of the reason or excuse for non-attendance and the other relevant circumstances, and for such purpose shall appoint one or more persons who are not employees of the board that operates the school that the child has the right to attend to conduct a hearing and to report to the Provincial School Attendance Counsellor the result of the inquiry and may, by order in writing signed by him or her, direct that the child,
 - (a) be excused from attendance at school; or
 - (b) attend school,

and a copy of the order shall be delivered to the board and to the parent or guardian of the child. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 24 (2).

Powers of Provincial Counsellor

(3) The Provincial School Attendance Counsellor has all the powers of a school attendance counsellor and may exercise such powers anywhere in Ontario. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 24 (3).

Obligation du père, de la mère, etc.

(5) Le père, la mère ou le tuteur d'un enfant qui est tenu de fréquenter l'école aux termes du présent article veille à ce que l'enfant aille à l'école de la façon prévue au présent article. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 21 (5).

Contribuables des écoles séparées

(6) Aucune disposition du présent article n'oblige l'enfant d'un contribuable des écoles séparées catholiques à fréquenter une école publique ou une école séparée protestante ni n'oblige l'enfant d'un contribuable des écoles publiques à fréquenter une école séparée catholique. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 21 (6).

Modification des dates de l'année scolaire

- 22. Si l'année scolaire qu'approuve le ministre ne commence pas le lendemain de la fête du Travail, toute mention à l'article 21 du premier jour de classe de septembre et du dernier jour de classe de juin doit se lire comme le premier jour de classe et le dernier jour de classe de l'année scolaire respectivement, aux fins de la scolarité obligatoire des élèves de la totalité ou d'une partie de l'école ou des écoles auxquelles cette année scolaire s'applique. L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 22.
 - 23. ABROGÉ: 2000, chap. 12, art. 1.

Conseiller provincial en assiduité

24. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un agent comme conseiller provincial en assiduité qui, sous la direction du ministre, surveille et dirige l'application de la règle de la fréquentation scolaire obligatoire. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 24 (1).

Enquête par le conseiller provincial

- (2) Si le père, la mère ou le tuteur de l'enfant considère que celui-ci est dispensé de fréquenter l'école aux termes du paragraphe 21 (2) et que le conseiller en assiduité compétent ou le conseiller provincial en assiduité est d'avis que l'élève n'en est pas dispensé, le conseiller provincial en assiduité ordonne la tenue d'une enquête sur le bien-fondé des motifs ou des excuses invoqués pour justifier l'absence de l'élève et sur les autres circonstances pertinentes. À cette fin, le conseiller provincial en assiduité nomme une ou plusieurs personnes qui ne font pas partie du personnel du conseil dont relève l'école que l'élève a le droit de fréquenter, afin de tenir une audience et de lui faire rapport du résultat de l'enquête. Il peut, par un ordre qu'il signe, ordonner que l'enfant, selon le cas :
 - a) soit dispensé de fréquenter l'école;
 - b) fréquente l'école.

Une copie de l'ordre est remise au conseil et au père, à la mère ou au tuteur de l'enfant. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 24 (2).

Pouvoirs du conseiller provincial

(3) Le conseiller provincial en assiduité possède les pouvoirs d'un conseiller en assiduité et peut agir en cette qualité partout en Ontario. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 24 (3).

School attendance counsellors

25. (1) Every board shall appoint one or more school attendance counsellors. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 25 (1).

Idem

(2) Two or more boards may appoint the same school attendance counsellor or counsellors. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 25 (2).

Vacancies

(3) Where the office of a school attendance counsellor becomes vacant, it shall be filled forthwith by the board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 25 (3).

Notice of appointment

(4) Notice of the appointment of a school attendance counsellor shall be given in writing by the board to the Provincial School Attendance Counsellor and to the supervisory officers concerned. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 25 (4).

Jurisdiction and responsibility of school attendance counsellor

- (5) A school attendance counsellor appointed by a board has jurisdiction and is responsible for the enforcement of compulsory school attendance in respect of every child who is required to attend school and who,
 - (a) is qualified to be a resident pupil of the board; or
 - (b) is or has been enrolled during the current school year in a school operated by the board, except a child who is under the jurisdiction of a person appointed under section 119 of the *Indian Act* (Canada). R.S.O. 1990, c. E.2, s. 25 (5).

Powers and duties of counsellors

26. (1) Where a school attendance counsellor has reasonable and probable grounds for believing that a child is illegally absent from school, he or she may, at the written request of the parent or guardian of the child or of the principal of the school that the child is required to attend, take the child to the child's parent or guardian or to the school from which the child is absent provided that, if exception is taken to the school attendance counsellor entering a dwelling place, he or she shall not enter therein. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 26 (1).

Reports

(2) A school attendance counsellor shall report to the board that appointed him or her as required by the board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 26 (2).

To act under appropriate supervisory officer and provincial counsellor

(3) A school attendance counsellor is responsible to the appropriate supervisory officer, and shall carry out the instructions and directions of the Provincial School Attendance Counsellor. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 26 (3).

Inquiry by counsellor and notice

(4) A school attendance counsellor shall inquire into every case of failure to attend school within his or her

Conseillers en assiduité

25. (1) Le conseil nomme un ou plusieurs conseillers en assiduité. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 25 (1).

Idem

(2) Deux conseils ou plus peuvent nommer le ou les mêmes conseillers en assiduité. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 25 (2).

Vacance

(3) Le conseil comble immédiatement le poste de conseiller en assiduité devenu vacant. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 25 (3).

Avis de nomination

(4) Le conseil donne par écrit l'avis de nomination d'un conseiller en assiduité au conseiller provincial en assiduité et aux agents de supervision compétents. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 25 (4).

Compétence et responsabilité du conseiller en assiduité

- (5) Le conseiller en assiduité nommé par le conseil a pour fonction de faire appliquer la règle de la fréquentation scolaire obligatoire à chacun des élèves tenus de fréquenter l'école et qui, selon le cas :
 - a) satisfait aux conditions requises pour être élève résident du conseil;
 - b) est ou a été inscrit pendant l'année scolaire en cours dans une école dont le fonctionnement relève du conseil, à l'exception d'un enfant qui relève de la compétence d'une personne nommée aux termes de l'article 119 de la *Loi sur les Indiens* (Canada). L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 25 (5).

Pouvoirs et fonctions du conseiller

26. (1) Si le conseiller en assiduité a des motifs raisonnables et probables de croire qu'un enfant s'absente illégalement de l'école, il peut, à la demande écrite du père, de la mère ou du tuteur de l'enfant ou du directeur de l'école que l'enfant est tenu de fréquenter, le ramener chez son père, sa mère ou son tuteur ou à l'école dont il est absent. Toutefois, si une objection est soulevée à son entrée dans un logement, le conseiller en assiduité ne doit pas y pénétrer. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 26 (1).

Rapports

(2) Le conseiller en assiduité présente au conseil qui l'a nommé les rapports que celui-ci exige. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 26 (2).

Responsabilité devant l'agent de supervision compétent et le conseiller provincial

(3) Le conseiller en assiduité relève de l'agent de supervision compétent et il se conforme aux instructions et directives que lui donne le conseiller provincial en assiduité. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 26 (3).

Enquête menée par le conseiller et envoi d'un avis

(4) Le conseiller en assiduité mène une enquête dans les cas où, à sa connaissance, un élève ne fréquente pas

knowledge or when requested so to do by the appropriate supervisory officer or the principal of a school or a rate-payer, and shall give written warning of the consequences of such failure to the parent or guardian of a child who is not attending school as required, and shall also give written notice to the parent or guardian to cause the child to attend school forthwith, and shall advise the parent or guardian in writing of the provisions of subsection 24 (2). R.S.O. 1990, c. E.2, s. 26 (4).

Census

27. A board may make or obtain a complete census of all persons in the area in which the board has jurisdiction who have not attained the age of twenty-one years. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 27.

Reports and information

- **28.** (1) The principal of every elementary and secondary school shall,
 - (a) report to the appropriate school attendance counsellor and supervisory officer the names, ages and residences of all pupils of compulsory school age who have not attended school as required;
 - (b) furnish the school attendance counsellor with such other information as the counsellor requires for the enforcement of compulsory school attendance; and
 - (c) report in writing to the school attendance counsellor every case of expulsion and readmission of a pupil. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 28 (1).

Where no school attendance counsellor

(2) Where a child of compulsory school age has not attended school as required and there is no school attendance counsellor having jurisdiction in respect of the child, the appropriate supervisory officer shall notify the parent or guardian of the child of the requirements of section 21. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 28 (2).

Provincial counsellor as trustee

29. Where it appears to the Minister that the board of a district school area is not providing accommodation or instruction for its resident pupils either in schools operated by the board or under an agreement with another board in schools operated by such other board, or has in other respects failed to comply with this Act and the regulations, or that the election of members of the board has been neglected and no regular board is in existence, the Minister may authorize and direct the Provincial School Attendance Counsellor to do all things and exercise all powers that may be necessary for the provision and maintenance of accommodation and instruction for the resident pupils of the board including the erection of school buildings and the conduct of schools, and generally whatever may be required for the purpose of establishing, maintaining and conducting schools in accordance with this Act and the regulations, and thereupon the Provincial School Attendance Counsellor has, for such period as authorized by the Minister, all the authority and powers vested in, and may, during such period, perform the duties of, the board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 29; 1997, c. 31, s. 11.

l'école ou lorsque l'agent de supervision compétent, le directeur d'école ou un contribuable lui en fait la demande. Il donne au père, à la mère ou au tuteur de l'enfant un avertissement écrit sur les conséquences de cette absence, leur demande par écrit d'envoyer l'enfant sans délai à l'école et les informe par écrit des dispositions du paragraphe 24 (2). L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 26 (4).

Recensement des personnes de moins de 21 ans

27. Le conseil peut, pour le secteur qui relève de sa compétence, faire ou obtenir le recensement complet des personnes qui n'ont pas atteint l'âge de vingt et un ans. L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 27.

Rapports et renseignements

- 28. (1) Le directeur de toute école élémentaire et secondaire :
 - a) signale au conseiller en assiduité et à l'agent de supervision compétents le nom, l'âge et l'adresse des élèves qui ont atteint l'âge de la scolarité obligatoire et qui ne fréquentent pas l'école comme ils le doivent:
 - b) fournit au conseiller en assiduité les renseignements dont celui-ci a besoin pour faire respecter la règle de la fréquentation scolaire obligatoire;
 - c) dresse un rapport écrit au conseiller en assiduité sur les cas de renvoi et de réadmission d'élèves.
 L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 28 (1).

Absence de conseiller en assiduité

(2) Si un enfant qui a atteint l'âge de la scolarité obligatoire ne fréquente pas l'école comme il le doit et qu'aucun conseiller en assiduité n'a compétence dans son cas, l'agent de supervision compétent avise le père, la mère ou le tuteur de l'enfant des exigences de l'article 21. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 28 (2).

Conseiller provincial agissant comme conseiller scolaire

29. S'il paraît au ministre que le conseil d'un secteur scolaire de district n'assure pas de locaux ou d'enseignement aux élèves résidents, que ce soit dans les écoles qui relèvent du conseil ou dans des écoles qui relèvent d'un autre conseil à la suite d'un accord conclu avec ce dernier, qu'il ne s'est pas, sous d'autres rapports, conformé à la présente loi et aux règlements, ou que l'élection des membres du conseil n'a pas été tenue et qu'aucun conseil n'est régulièrement en fonction, le ministre peut donner l'autorisation et ordonner au conseiller provincial en assiduité d'adopter les mesures et d'exercer les pouvoirs nécessaires pour fournir et entretenir des locaux et assurer l'enseignement aux élèves résidents, y compris faire construire des bâtiments scolaires, gérer des écoles et, de façon générale, faire ce qui est nécessaire pour ouvrir, entretenir et diriger des écoles conformément à la présente loi et aux règlements. À compter de ce moment, le conseiller provincial en assiduité possède, pour la période autorisée par le ministre, l'autorité et les pouvoirs du conseil et peut en exercer les fonctions. L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 29; 1997, chap. 31, art. 11.

Offences: non-attendance

Liability of parent or guardian

30. (1) A parent or guardian of a child of compulsory school age who neglects or refuses to cause the child to attend school is, unless the child is legally excused from attendance, guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$200. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 30 (1).

Bond for attendance

(2) The court may, in addition to or instead of imposing a fine, require a person convicted of an offence under subsection (1) to submit to the Minister of Finance a personal bond, in a form prescribed by the court, in the penal sum of \$200 with one or more sureties as required, conditioned that the person shall cause the child to attend school as required by this Part, and upon breach of the condition the bond is forfeit to the Crown. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 30 (2); 1997, c. 31, s. 12 (1).

Employment during school hours

(3) A person who employs during school hours a child who is required to attend school under section 21 is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$200. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 30 (3).

Offences by corporations

(4) Subsections (1) and (3) apply with necessary modifications to a corporation and, in addition, every director and officer of the corporation who authorizes, permits or acquiesces in the contravention is guilty of an offence and on conviction is liable to the same penalty as the corporation. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 30 (4).

Habitually absent from school

(5) A child who is required by law to attend school and who refuses to attend or who is habitually absent from school is guilty of an offence and on conviction is liable to the penalties under Part VI of the *Provincial Offences Act* and subsection 266 (2) of this Act applies in any proceeding under this section. 1997, c. 31, s. 12 (2).

Proceedings under subs. (5)

(6) Proceedings in respect of offences under subsection (5) shall be proceeded with only in accordance with such subsection. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 30 (6).

Reference to provincial counsellor for inquiry

(7) Where, in a proceeding under this section, it appears to the court that the child may have been excused from attendance at school under subsection 21 (2), the court may refer the matter to the Provincial School Attendance Counsellor who shall direct that an inquiry shall be made as provided in subsection 24 (2) which subsection shall apply with necessary modifications except that the Provincial School Attendance Counsellor shall, in lieu

Infractions : non-fréquentation scolaire

Responsabilité du père, de la mère ou du tuteur

30. (1) Le père, la mère ou le tuteur d'un enfant ayant atteint l'âge de la scolarité obligatoire qui néglige ou refuse de faire en sorte que l'enfant fréquente l'école est, à moins que celui-ci ne soit légalement dispensé de la fréquentation scolaire, coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 200 \$. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 30 (1).

Obligation pour la présence à l'école

(2) Le tribunal peut, au lieu d'imposer une amende, ou en plus d'une amende, exiger de la personne déclarée coupable de l'infraction prévue au paragraphe (1) qu'elle remette au ministre des Finances un cautionnement personnel, dans la forme précisée par le tribunal, d'une somme forfaitaire de 200 \$ assortie d'une ou de plusieurs cautions, selon ce qui est exigé, qui ne sera pas due si cette personne fait en sorte que l'enfant fréquente l'école comme la présente partie l'exige. En cas de non-respect de cette condition, le cautionnement est réalisable au profit de la Couronne. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 30 (2); 1997, chap. 31, par. 12 (1).

Emploi pendant les heures de classe

(3) Quiconque, pendant les heures de classe, emploie un enfant tenu de fréquenter l'école aux termes de l'article 21 est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 200 \$. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 30 (3).

Infraction commise par une personne morale

(4) Les paragraphes (1) et (3) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une personne morale. En outre, l'administrateur ou le dirigeant qui autorise ou permet cet acte dérogatoire ou y acquiesce est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, de la même peine que la personne morale. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 30 (4).

Absences répétées de l'école

(5) L'enfant qui est tenu par la loi de fréquenter l'école et qui refuse d'y aller ou s'en absente de façon répétée est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, des peines prévues à la partie VI de la *Loi sur les infractions provinciales*. Le paragraphe 266 (2) de la présente loi s'applique aux instances introduites aux termes du présent article. 1997, chap. 31, par. 12 (2).

Instances introduites aux termes du par. (5)

(6) Les instances relatives aux infractions prévues au paragraphe (5) ne sont traitées que conformément à ce paragraphe. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 30 (6).

Renvoi au conseiller provincial aux fins d'enquête

(7) Si, au cours d'une instance introduite aux termes du présent article, il paraît au tribunal que l'enfant a pu être dispensé de fréquenter l'école en vertu du paragraphe 21 (2), le tribunal peut renvoyer l'affaire au conseiller provincial en assiduité. Ce dernier ordonne que soit menée l'enquête prévue au paragraphe 24 (2), qui s'applique avec les adaptations nécessaires. Toutefois, le conseiller provincial en assiduité présente un rapport au tri-

of making an order, submit a report to the court. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 30 (7).

Proceedings under s. 30: rules

31. (1) Prosecutions under section 30 shall be instituted by the school attendance counsellor concerned. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 31 (1).

Certificate of principal as evidence

(2) In prosecutions under section 30, a certificate as to the attendance or non-attendance at school of any child, signed or purporting to be signed by the principal of the school, is proof in the absence of evidence to the contrary of the facts stated therein without any proof of the signature or appointment of the principal. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 31 (2); 1993, c. 27, Sched.

Proof of age

(3) Where a person is charged under section 30 in respect of a child who is alleged to be of compulsory school age and the child appears to the court to be of compulsory school age, the child shall, for the purposes of such prosecution, be deemed to be of compulsory school age unless the contrary is proved. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 31 (3).

Order re school attendance

(4) An order made under subsection 24 (2) shall be admitted in evidence in a prosecution only where the prosecution is in respect of the school year for which the order was made. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 31 (4).

Resident pupil right to attend school

32. (1) A person has the right, without payment of a fee, to attend a school in a school section, separate school zone or secondary school district, as the case may be, in which the person is qualified to be a resident pupil. 1997, c. 31, s. 13.

Admission without fee

(2) Despite the other provisions of this Part, but subject to subsection 49 (6), where it appears to a board that a person who resides in the area of jurisdiction of the board is denied the right to attend school without the payment of a fee, the board, at its discretion, may admit the person from year to year without the payment of a fee. 1997, c. 31, s. 13.

Resident pupil qualification, elementary

Resident pupil qualification: elementary English-language public district school boards and elementary public school authorities

- 33. (1) Subject to sections 44 and 46, a person who attains the age of six years in any year is, after September 1 in that year, qualified to be a resident pupil in respect of a school section of an English-language public district school board or of a public school authority until the last school day in June in the year in which the person attains the age of 21 years if,
 - (a) the person resides in the school section; and

bunal au lieu de donner un ordre. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 30 (7).

Poursuites engagées aux termes de l'art. 30 : règles

31. (1) Les poursuites engagées aux termes de l'article 30 sont intentées par le conseiller en assiduité compétent. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 31 (1).

Certificat du directeur d'école en preuve

(2) Dans une poursuite engagée aux termes de l'article 30, le certificat qui atteste la présence ou l'absence de l'élève à l'école, signé ou qui se prétend signé par le directeur d'école, constitue la preuve en l'absence de preuve contraire des faits qui y sont énoncés, sans qu'il soit nécessaire de prouver ni l'authenticité de la signature ni la nomination du directeur d'école. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 31 (2); 1993, chap. 27, annexe.

Preuve d'âge

(3) Si une personne est accusée, aux termes de l'article 30, relativement à un enfant dont on prétend qu'il a atteint l'âge de la scolarité obligatoire et qui paraît, aux yeux du tribunal, avoir atteint cet âge, l'enfant, aux fins de la poursuite, est réputé avoir atteint l'âge de la scolarité obligatoire à moins que le contraire ne soit prouvé. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 31 (3).

Ordre relatif à la fréquentation scolaire

(4) L'ordre donné en application du paragraphe 24 (2) n'est admis en preuve que si la poursuite se rapporte à l'année scolaire pour laquelle l'ordre a été donné. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 31 (4).

Droit de fréquentation scolaire des élèves résidents

32. (1) Toute personne a le droit de fréquenter gratuitement une école située dans une circonscription scolaire, une zone d'écoles séparées ou un district d'écoles secondaires, selon le cas, où elle satisfait aux conditions requises pour être élève résident. 1997, chap. 31, art. 13.

Admission gratuite

(2) Malgré les autres dispositions de la présente partie mais sous réserve du paragraphe 49 (6), s'il semble au conseil qu'une personne qui réside dans son territoire de compétence se voit refuser le droit de fréquenter l'école gratuitement, il peut, à sa discrétion, admettre cette personne à l'école gratuitement pour une période renouvelable d'un an. 1997, chap. 31, art. 13.

Conditions pour être élève résident à l'élémentaire Conditions pour être élève résident à l'élémentaire : conseils scolaires de district publics de langue anglaise et administrations scolaires publiques

- 33. (1) Sous réserve des articles 44 et 46, la personne qui atteint l'âge de six ans satisfait, après le 1^{er} septembre de l'année où elle atteint cet âge, aux conditions requises pour être élève résident en ce qui concerne une circonscription scolaire d'un conseil scolaire de district public de langue anglaise ou d'une administration scolaire publique jusqu'au dernier jour de classe du mois de juin de l'année où elle atteint l'âge de 21 ans si:
 - a) elle réside dans la circonscription scolaire;

(b) the person's parent or guardian who is not a separate school supporter or a French-language district school board supporter resides in the school section. 1997, c. 31, s. 14.

Resident pupil qualification: elementary French-language public district school boards

- (2) Subject to sections 44 and 46, a person who attains the age of six years in any year is, after September 1 in that year, qualified to be a resident pupil in respect of a school section of a French-language public district school board until the last school day in June in the year in which he or she attains the age of 21 years if,
 - (a) the person is a French-speaking person;
 - (b) the person resides in the school section; and
 - (c) the person's parent or guardian resides in the school section and,
 - (i) is a supporter of the French-language public district school board, or
 - (ii) is not in respect of that residence a supporter of any board. 1997, c. 31, s. 14.

Resident pupil qualification: elementary English-language separate district school boards and elementary Roman Catholic school authorities

- (3) Subject to sections 44 and 46, a person who attains the age of six years in any year is, after September 1 in that year, qualified to be a resident pupil in respect of a separate school zone of an English-language separate district school board or of a Roman Catholic school authority for elementary school purposes until the last school day in June in the year in which he or she attains the age of 21 years if,
 - (a) the person resides in the separate school zone; and
 - (b) the person's parent or guardian who is a separate school supporter and who is not a French-language separate district school board supporter resides in the separate school zone. 1997, c. 31, s. 14.

Resident pupil qualification: elementary French-language separate district school boards

- (4) Subject to sections 44 and 46, a person who attains the age of six years in any year is, after September 1 in that year, qualified to be a resident pupil in respect of a separate school zone of a French-language separate district school board for elementary school purposes until the last school day in June in the year in which he or she attains the age of 21 years if,
 - (a) the person is a French-speaking person;
 - (b) the person resides in the separate school zone; and
 - (c) the person's parent or guardian who is a Frenchlanguage separate district school board supporter

 b) son père, sa mère ou son tuteur qui n'est ni contribuable des écoles séparées ni contribuable des conseils scolaires de district de langue française réside dans la circonscription scolaire. 1997, chap. 31, art. 14.

Conditions pour être élève résident à l'élémentaire : conseils scolaires de district publics de langue française

- (2) Sous réserve des articles 44 et 46, la personne qui atteint l'âge de six ans satisfait, après le 1^{er} septembre de l'année où elle atteint cet âge, aux conditions requises pour être élève résident en ce qui concerne une circonscription scolaire d'un conseil scolaire de district public de langue française jusqu'au dernier jour de classe du mois de juin de l'année où elle atteint l'âge de 21 ans si :
 - a) elle est francophone;
 - b) elle réside dans la circonscription scolaire;
 - c) son père, sa mère ou son tuteur réside dans la circonscription scolaire et :
 - (i) soit est contribuable du conseil scolaire de district public de langue française,
 - (ii) soit n'est contribuable d'aucun conseil à l'égard de cette résidence. 1997, chap. 31, art. 14.

Conditions pour être élève résident à l'élémentaire : conseils scolaires de district séparés de langue anglaise et administrations scolaires catholiques

- (3) Sous réserve des articles 44 et 46, la personne qui atteint l'âge de six ans satisfait, après le 1^{er} septembre de l'année où elle atteint cet âge, aux conditions requises pour être élève résident en ce qui concerne une zone d'écoles séparées d'un conseil scolaire de district séparé de langue anglaise ou d'une administration scolaire catholique aux fins des écoles élémentaires jusqu'au dernier jour de classe du mois de juin de l'année où elle atteint l'âge de 21 ans si :
 - a) elle réside dans la zone d'écoles séparées;
 - b) son père, sa mère ou son tuteur qui est contribuable des écoles séparées mais non contribuable des conseils scolaires de district séparés de langue française réside dans la zone d'écoles séparées. 1997, chap. 31, art. 14.

Conditions pour être élève résident à l'élémentaire : conseils scolaires de district séparés de langue française

- (4) Sous réserve des articles 44 et 46, la personne qui atteint l'âge de six ans satisfait, après le 1^{er} septembre de l'année où elle atteint cet âge, aux conditions requises pour être élève résident en ce qui concerne une zone d'écoles séparées d'un conseil scolaire de district séparé de langue française aux fins des écoles élémentaires jusqu'au dernier jour de classe du mois de juin de l'année où elle atteint l'âge de 21 ans si :
 - a) elle est francophone;
 - b) elle réside dans la zone d'écoles séparées;
 - c) son père, sa mère ou son tuteur qui est contribuable des conseils scolaires de district séparés de langue

resides in the separate school zone. 1997, c. 31, s. 14

Evidence as to right to attend

(5) It is the responsibility of the parent or guardian to submit evidence that the child has a right to attend an elementary school, including proof of age. 1997, c. 31, s. 14.

Resident pupil, elementary

- (6) A person who is qualified to be a resident pupil in respect of a school section or a separate school zone is a resident pupil if the person enrols in an elementary school operated by the board of the school section or separate school zone, as the case may be, or in a school operated by another board,
 - (a) to which the board of the school section or separate school zone pays fees on the person's behalf; or
 - (b) with which the board of the school section or separate school zone has an agreement relating to the provision of education to the person. 1997, c. 31, s. 14.

Kindergarten

34. (1) If a board operates a kindergarten in a school, a child who is otherwise qualified may become a resident pupil at an age one year lower than that referred to in section 33. 1997, c. 31, s. 15.

Junior kindergarten

(2) If a board operates a junior kindergarten in a school, a child who is otherwise qualified may become a resident pupil at an age two years lower than that referred to in section 33. 1997, c. 31, s. 15.

Beginners class

(3) A board may provide a class or classes for children to enter school for the first time on or after the first school day in January and, where the board so provides, a child whose birthday is on or after January 1 and before July 1, who resides in an area determined by the board and who is eligible to be admitted to an elementary school or kindergarten, as the case may be, on the first school day in the following September, may become a resident pupil in respect of such class. 1997, c. 31, s. 15.

Resident pupil's right to attend more accessible elementary school

- **35.** (1) Where a resident pupil who is an elementary school pupil of a school section or separate school zone resides.
 - (a) more than 3.2 kilometres by the shortest distance by road from the school that the pupil is required to attend;
 - (b) more than 0.8 kilometres by the shortest distance by road from any point from which transportation is provided to the school that the pupil is required to attend; and

française réside dans la zone d'écoles séparées. 1997, chap. 31, art. 14.

Preuve du droit de fréquentation scolaire

(5) Il appartient au père, à la mère ou au tuteur de présenter des preuves que l'enfant a le droit de fréquenter l'école élémentaire, y compris une attestation d'âge. 1997, chap. 31, art. 14.

Élève résident d'une école élémentaire

- (6) La personne qui satisfait aux conditions requises pour être élève résident en ce qui concerne une circonscription scolaire ou une zone d'écoles séparées est un élève résident si elle s'inscrit à une école élémentaire qui relève du conseil de la circonscription ou de la zone, selon le cas, ou encore à une école qui relève d'un autre conseil :
 - a) soit auquel le conseil de la circonscription ou de la zone verse des droits en son nom;
 - b) soit avec lequel le conseil de la circonscription ou de la zone a conclu une entente portant sur son instruction. 1997, chap. 31, art. 14.

Jardin d'enfants

34. (1) Si le conseil fait fonctionner un jardin d'enfants dans une école, l'enfant qui satisfait par ailleurs aux conditions requises peut devenir élève résident à un âge inférieur d'un an à celui qui est prévu à l'article 33. 1997, chap. 31, art. 15.

Maternelle

(2) Si le conseil fait fonctionner une maternelle dans une école, l'enfant qui satisfait par ailleurs aux conditions requises peut devenir élève résident à un âge inférieur de deux ans à celui qui est prévu à l'article 33. 1997, chap. 31, art. 15.

Classes pour débutants

(3) Le conseil peut prévoir une ou plusieurs classes afin de permettre à des enfants de fréquenter l'école pour la première fois le premier jour de classe de janvier ou après ce jour. Dans ce cas, l'enfant dont l'anniversaire de naissance tombe entre le 1^{er} janvier inclusivement et le 1^{er} juillet exclusivement, qui réside dans un secteur fixé par le conseil et qui est admissible à une école élémentaire ou à un jardin d'enfants, selon le cas, le premier jour de classe du mois de septembre suivant peut devenir élève résident en ce qui concerne une telle classe. 1997, chap. 31, art. 15.

Droit des élèves résidents de fréquenter une école élémentaire plus accessible

- 35. (1) Est admis à l'école du même genre la plus proche, si l'agent de supervision compétent pour cette école atteste qu'il existe des possibilités d'accueil suffisantes, l'élève résident d'une école élémentaire d'une circonscription scolaire ou d'une zone d'écoles séparées qui réside à la fois :
 - a) à plus de 3,2 kilomètres, selon la route la plus courte, de l'école qu'il est tenu de fréquenter;
 - b) à plus de 0,8 kilomètre, selon la route la plus courte, d'un point d'où il dispose d'un moyen de

(c) nearer by the shortest distance by road to another school of the same type that is in another section or zone than to the school that the pupil is required to attend

the pupil shall be admitted to the nearer school of the same type, where the appropriate supervisory officer for the nearer school certifies that there is sufficient accommodation for the pupil in that school. 1997, c. 31, s. 16.

Same

(2) Where the pupil is admitted to a nearer school, the board of the school section or separate school zone of which the pupil is a resident pupil shall pay in respect of the pupil the fee, if any, payable for the purpose under the regulations. 1997, c. 31, s. 16.

Same

- (3) For the purposes of this section, the following are types of schools:
 - 1. English-language public schools, which are schools governed by an English-language public district school board or a public school authority.
 - French-language public schools, which are schools governed by a French-language public district school board.
 - English-language Roman Catholic schools, which are schools governed by an English-language separate district school board or a Roman Catholic school authority.
 - 4. French-language Roman Catholic schools, which are schools governed by a French-language separate district school board. 1997, c. 31, s. 16.

Resident pupil qualification, secondary

Resident pupil qualification: secondary English-language public district school boards and secondary public school authorities

- 36. (1) A person is qualified to be a resident pupil in respect of a secondary school district of an English-language public district school board or of a public school authority if,
 - (a) the person and the person's parent or guardian who
 is not a separate school supporter or a Frenchlanguage district school board supporter reside in
 the secondary school district;
 - (b) the person is an English-language public board supporter and resides in the secondary school district and is an owner or tenant of residential property in the secondary school district that is separately assessed; or
 - (c) the person is not a supporter of any board, is over 18 years of age and has resided in the secondary school district for the 12 months immediately before the person's admission to a secondary school in the secondary school district or to a secondary school operated by another board,
 - (i) to which the board of the secondary school district pays fees on the person's behalf, or

- transport pour se rendre à l'école qu'il est tenu de fréquenter;
- c) plus près, selon la route la plus courte, d'une autre école du même genre située dans une autre circonscription ou une autre zone que de l'école qu'il est tenu de fréquenter. 1997, chap. 31, art. 16.

Idem

(2) Si l'élève est admis à une école plus proche, le conseil de la circonscription scolaire ou de la zone d'écoles séparées dont l'élève est résident acquitte, au nom de l'élève, les droits éventuels exigibles à cette fin aux termes des règlements. 1997, chap. 31, art. 16.

Idem

- (3) Pour l'application du présent article, les genres d'écoles sont les suivants :
 - 1. Les écoles publiques de langue anglaise, gérées par un conseil scolaire de district public de langue anglaise ou une administration scolaire publique.
 - 2. Les écoles publiques de langue française, gérées par un conseil scolaire de district public de langue française.
 - 3. Les écoles catholiques de langue anglaise, gérées par un conseil scolaire de district séparé de langue anglaise ou une administration scolaire catholique.
 - 4. Les écoles catholiques de langue française, gérées par un conseil scolaire de district séparé de langue française. 1997, chap. 31, art. 16.

Conditions pour être élève résident au secondaire Conditions pour être élève résident au secondaire : conseils scolaires de district publics de langue anglaise et administrations scolaires publiques

- 36. (1) Toute personne satisfait aux conditions requises pour être élève résident en ce qui concerne un district d'écoles secondaires d'un conseil scolaire de district public de langue anglaise ou d'une administration scolaire publique si, selon le cas :
 - a) elle-même et son père, sa mère ou son tuteur qui n'est ni contribuable des écoles séparées ni contribuable des conseils scolaires de district de langue française résident dans le district d'écoles secondaires;
 - b) elle est contribuable des conseils publics de langue anglaise, elle réside dans le district d'écoles secondaires et elle est propriétaire ou locataire d'un bien résidentiel qui s'y trouve et qui fait l'objet d'une évaluation distincte;
 - c) elle n'est contribuable d'aucun conseil, elle a plus de 18 ans et elle a résidé dans le district d'écoles secondaires pendant les 12 mois qui ont précédé immédiatement son admission à une école secondaire du district ou à une école secondaire qui relève d'un autre conseil:
 - soit auquel le conseil du district verse des droits en son nom.

(ii) with which the board of the secondary school district has an agreement relating to the provision of education to the person. 1997, c. 31, s. 17.

Resident pupil qualification: secondary French-language public district school boards

- (2) A person is qualified to be a resident pupil in respect of a secondary school district of a Frenchlanguage public district school board if,
 - (a) the person is a French-speaking person, the person and the person's parent or guardian reside in the secondary school district and,
 - (i) the person's parent or guardian is a supporter of the French-language public district school board, or
 - (ii) the person's parent or guardian is not in respect of that residence a supporter of any board;
 - (b) the person is a French-language public district school board supporter and resides in the secondary school district and is an owner or tenant of residential property in the secondary school district that is separately assessed; or
 - (c) the person is a French-speaking person, is not a supporter of any board, is over 18 years of age and has resided in the secondary school district for the 12 months immediately before the person's admission to a secondary school in the secondary school district or to a secondary school operated by another board,
 - (i) to which the board of the secondary school district pays fees on the person's behalf, or
 - (ii) with which the board of the secondary school district has an agreement relating to the provision of education to the person. 1997, c. 31, s. 17.

Resident pupil qualification: secondary English-language separate district school boards

- (3) A person is qualified to be a resident pupil in respect of a separate school zone of an English-language separate district school board for secondary school purposes if,
 - (a) the person and the person's parent or guardian who is a separate school supporter and is not a Frenchlanguage district school board supporter reside in the separate school zone;
 - (b) the person is a separate school supporter and is not a French-language district school board supporter and resides in the separate school zone and is an owner or tenant of residential property in the zone that is separately assessed; or
 - (c) the person is a Roman Catholic, is not a supporter of any board, is over 18 years of age and has

(ii) soit avec lequel le conseil du district a conclu une entente portant sur son instruction. 1997, chap. 31, art. 17.

Conditions pour être élève résident au secondaire : conseils scolaires de district publics de langue française

- (2) Toute personne satisfait aux conditions requises pour être élève résident en ce qui concerne un district d'écoles secondaires d'un conseil scolaire de district public de langue française si, selon le cas :
 - a) elle est francophone, elle-même et son père, sa mère ou son tuteur résident dans le district d'écoles secondaires et :
 - (i) soit son père, sa mère ou son tuteur est contribuable du conseil scolaire de district public de langue française,
 - (ii) soit son père, sa mère ou son tuteur n'est contribuable d'aucun conseil à l'égard de cette résidence;
 - b) elle est contribuable des conseils scolaires de district publics de langue française, elle réside dans le district d'écoles secondaires et elle est propriétaire ou locataire d'un bien résidentiel qui s'y trouve et qui fait l'objet d'une évaluation distincte;
 - c) elle est francophone, elle n'est contribuable d'aucun conseil, elle a plus de 18 ans et elle a résidé dans le district d'écoles secondaires pendant les 12 mois qui ont précédé immédiatement son admission à une école secondaire du district ou à une école secondaire qui relève d'un autre conseil:
 - (i) soit auquel le conseil du district verse des droits en son nom,
 - (ii) soit avec lequel le conseil du district a conclu une entente portant sur son instruction. 1997, chap. 31, art. 17.

Conditions pour être élève résident au secondaire : conseils scolaires de district séparés de langue anglaise

- (3) Toute personne satisfait aux conditions requises pour être élève résident en ce qui concerne une zone d'écoles séparées aux fins des écoles secondaires d'un conseil scolaire de district séparé de langue anglaise si, selon le cas :
 - a) elle-même et son père, sa mère ou son tuteur qui est contribuable des écoles séparées mais non contribuable des conseils scolaires de district de langue française résident dans la zone d'écoles séparées;
 - b) elle est contribuable des écoles séparées mais non contribuable des conseils scolaires de district de langue française, elle réside dans la zone d'écoles séparées et elle est propriétaire ou locataire d'un bien résidentiel qui s'y trouve et qui fait l'objet d'une évaluation distincte;
 - c) elle est catholique, elle n'est contribuable d'aucun conseil, elle a plus de 18 ans et elle a résidé dans la

resided in the separate school zone for the 12 months immediately before the person's admission to a secondary school in the separate school zone or to a secondary school operated by another board,

- (i) to which the board of the separate school zone pays fees on the person's behalf, or
- (ii) with which the board of the separate school zone has an agreement relating to the provision of education to the person. 1997, c. 31, s. 17.

Resident pupil qualification: secondary French-language separate district school boards

- (4) A person is qualified to be a resident pupil in respect of a separate school zone of a French-language separate district school board for secondary school purposes if,
 - (a) the person and the person's parent or guardian who is a French-language separate district school board supporter reside in the separate school zone;
 - (b) the person is a French-language separate district school board supporter and resides in the separate school zone and is an owner or tenant of residential property in the zone that is separately assessed; or
 - (c) the person is a French-speaking person and a Roman Catholic, is not a supporter of any board, is over 18 years of age and has resided in the separate school zone for the 12 months immediately before the person's admission to a secondary school in the separate school zone or to a secondary school operated by another board,
 - (i) to which the board of the separate school zone pays fees on the person's behalf, or
 - (ii) with which the board of the separate school zone has an agreement relating to the provision of education to the person. 1997, c. 31, s. 17.

Resident pupil, secondary

- (5) A person who is qualified to be a resident pupil in respect of a secondary school district or a separate school zone is a resident pupil if the person enrols in a secondary school operated by the board of the secondary school district or separate school zone, as the case may be, or in a secondary school operated by another board,
 - (a) to which the board of the secondary school district or separate school zone pays fees on the person's behalf; or
 - (b) with which the board of the secondary school district or separate school zone has an agreement relating to the provision of education to the person. 1997, c. 31, s. 17.

Certain elementary-only school authorities

(6) Subject to subsection (7), where a person is qualified to be a resident pupil of a school authority, other than

zone d'écoles séparées pendant les 12 mois qui ont précédé immédiatement son admission à une école secondaire de la zone ou à une école secondaire qui relève d'un autre conseil:

- (i) soit auquel le conseil de la zone verse des droits en son nom,
- (ii) soit avec lequel le conseil de la zone a conclu une entente portant sur son instruction. 1997, chap. 31, art. 17.

Conditions pour être élève résident au secondaire : conseils scolaires de district séparés de langue française

- (4) Toute personne satisfait aux conditions requises pour être élève résident en ce qui concerne une zone d'écoles séparées aux fins des écoles secondaires d'un conseil scolaire de district séparé de langue française si, selon le cas :
 - a) elle-même et son père, sa mère ou son tuteur qui est contribuable des conseils scolaires de district séparés de langue française résident dans la zone d'écoles séparées;
 - b) elle est contribuable des conseils scolaires de district séparés de langue française, elle réside dans la zone d'écoles séparées et elle est propriétaire ou locataire d'un bien résidentiel qui s'y trouve et qui fait l'objet d'une évaluation distincte;
 - c) elle est francophone et catholique, elle n'est contribuable d'aucun conseil, elle a plus de 18 ans et elle a résidé dans la zone d'écoles séparées pendant les 12 mois qui ont précédé immédiatement son admission à une école secondaire de la zone ou à une école secondaire qui relève d'un autre conseil :
 - (i) soit auquel le conseil de la zone verse des droits en son nom,
 - (ii) soit avec lequel le conseil de la zone a conclu une entente portant sur son instruction. 1997, chap. 31, art. 17.

Élève résident d'une école secondaire

- (5) La personne qui satisfait aux conditions requises pour être élève résident en ce qui concerne un district d'écoles secondaires ou une zone d'écoles séparées est un élève résident si elle s'inscrit à une école secondaire qui relève du conseil du district ou de la zone, selon le cas, ou encore à une école secondaire qui relève d'un autre conseil :
 - a) soit auquel le conseil du district ou de la zone verse des droits en son nom;
 - b) soit avec lequel le conseil du district ou de la zone a conclu une entente portant sur son instruction. 1997, chap. 31, art. 17.

Administrations scolaires pour le seul niveau élémentaire

(6) Sous réserve du paragraphe (7), la personne qui satisfait aux conditions requises pour être élève résident

a public school authority, that provides elementary education only, and the area of jurisdiction of the school authority is the same in whole or in part as the area of jurisdiction of a public district school board, the pupil shall be admitted to a secondary school operated by the public district school board or to a secondary school operated by another board,

- (a) to which the first-mentioned district school board pays fees on the person's behalf; or
- (b) with which the first-mentioned district school board has an agreement relating to the provision of education to the person. 1997, c. 31, s. 17.

French-speaking persons

(7) Only a French-speaking person may be admitted to a school of a French-language public district school board under subsection (6). 1997, c. 31, s. 17.

Evidence as to right to attend

(8) It is the responsibility of the person or the person's parent or guardian to submit evidence that the person has a right to attend a secondary school. 1997, c. 31, s. 17.

Admission of adult resident who is not a resident pupil

- 37. (1) Despite the provisions of this or any other Act, but subject to section 49.2, a person who resides in one secondary school district or separate school zone and who, except as to residence, is qualified to be a resident pupil at a secondary school in another secondary school district or in another separate school zone, as the case may be, shall be admitted, without the payment of a fee, to a secondary school of the same type that is in the other secondary school district or separate school zone operated by the board of the secondary school district or separate school zone, as the case may be, in which the person resides if,
 - (a) the person has attained the age of 18 years and has been promoted or transferred to a secondary school; and
 - (b) the appropriate supervisory officer certifies that there is adequate accommodation in the secondary school. 1997, c. 31, s. 18.

Types of schools

- (2) For the purposes of subsection (1), the following are types of schools:
 - 1. English-language public schools, which are schools governed by an English-language public district school board or a public school authority.
 - 2. French-language public schools, which are schools governed by a French-language public district school board.
 - English-language Roman Catholic schools, which are schools governed by an English-language separate district school board.
 - 4. French-language Roman Catholic schools, which are schools governed by a French-language separate district school board. 1997, c. 31, s. 18.

d'une administration scolaire, à l'exclusion d'une administration scolaire publique, qui dispense l'enseignement élémentaire seulement et dont le territoire de compétence correspond, en tout ou en partie, à celui d'un conseil scolaire de district public est admise à une école secondaire qui relève de ce conseil ou à une école secondaire qui relève d'un autre conseil :

- a) soit auquel le premier conseil verse des droits en son nom;
- b) soit avec lequel le premier conseil a conclu une entente portant sur son instruction. 1997, chap. 31, art. 17.

Francophones

(7) Seuls les francophones peuvent être admis à une école qui relève d'un conseil scolaire de district public de langue française aux termes du paragraphe (6). 1997, chap. 31, art. 17.

Preuve du droit de fréquentation scolaire

(8) Il appartient à la personne ou à son père, sa mère ou son tuteur de présenter des preuves qu'elle a le droit de fréquenter l'école secondaire. 1997, chap. 31, art. 17.

Admission d'un adulte résident qui n'est pas un élève résident

- 37. (1) Malgré les autres dispositions de la présente loi et toute autre loi mais sous réserve de l'article 49.2, la personne qui réside dans un district d'écoles secondaires ou une zone d'écoles séparées et qui, excepté en ce qui concerne son lieu de résidence, satisfait aux conditions requises pour être élève résident d'une école secondaire d'un autre district d'écoles secondaires ou d'une autre zone d'écoles séparées, selon le cas, est admise gratuitement à une école secondaire du même genre qui est située dans l'autre district d'écoles secondaires ou zone d'écoles séparées et qui relève du conseil du district ou de la zone, selon le cas, dans laquelle elle réside si:
 - a) d'une part, elle a atteint l'âge de 18 ans et est passée à une école secondaire ou y a été transférée;
 - b) d'autre part, l'agent de supervision compétent atteste que l'école secondaire dispose de possibilités d'accueil appropriées. 1997, chap. 31, art. 18.

Genres d'écoles

- (2) Pour l'application du paragraphe (1), les genres d'écoles sont les suivants :
 - 1. Les écoles publiques de langue anglaise, gérées par un conseil scolaire de district public de langue anglaise ou une administration scolaire publique.
 - Les écoles publiques de langue française, gérées par un conseil scolaire de district public de langue française.
 - 3. Les écoles catholiques de langue anglaise, gérées par un conseil scolaire de district séparé de langue anglaise.
 - 4. Les écoles catholiques de langue française, gérées par un conseil scolaire de district séparé de langue française. 1997, chap. 31, art. 18.

Limitation on right to attend without payment of fee

- 38. Despite section 32, where a pupil,
- (a) has completed elementary school; and
- (b) has attended one or more secondary schools for a total of seven or more years,

the board of the secondary school that the pupil attends may charge the fee, if any, payable for the purpose under the regulations. 1997, c. 31, s. 18.

Resident pupil's right to attend secondary school in another district

- 39. (1) Subject to subsections (2) to (4), a person who is qualified to be a resident pupil at a secondary school in a secondary school district or a separate school zone has the right to attend any secondary school of the same type,
 - (a) that is more accessible to the person than any secondary school in the secondary school district of which the person is qualified to be a resident pupil; or
 - (b) for a purpose specified in subsection 49.2 (6). 1997, c. 31, s. 18.

Types of schools

(2) For the purposes of subsection (1), the types of schools are as set out in subsection 37 (2). 1997, c. 31, s. 18.

Restrictions

(3) Subsection (1) applies where the appropriate supervisory officer certifies that there is adequate accommodation for the person in the school. 1997, c. 31, s. 18.

Where agreement between boards

(4) Clause (1) (b) does not apply where the board of which the person is qualified to be a resident pupil has entered into an agreement with another board to provide the relevant subjects. 1997, c. 31, s. 18.

Admission to secondary school of resident pupil from other district or zone

- 40. (1) A person who is qualified to be a resident pupil at a secondary school in a secondary school district or separate school zone and who applies for admission to a secondary school of the same type situated in another secondary school district or separate school zone, as the case may be, shall furnish the principal of the school to which admission is sought with a statement signed by the person's parent or guardian or by the pupil where the pupil is an adult, stating,
 - (a) the name of the secondary school district or separate school zone in respect of which the person is qualified to be a resident pupil;
 - (b) whether or not the pupil or the pupil's parent or guardian is assessed in the secondary school district or separate school zone in which the school

Restriction du droit de fréquenter l'école gratuitement

- 38. Malgré l'article 32, le conseil de l'école secondaire qu'il fréquente peut demander à un élève d'acquitter les droits éventuels exigibles à cette fin aux termes des règlements si :
 - a) d'une part, il a terminé l'école élémentaire;
 - b) d'autre part, il a fréquenté une ou plusieurs écoles secondaires pendant sept ans ou plus au total. 1997, chap. 31, art. 18.

Droit des élèves résidents de fréquenter une école secondaire dans un autre district ou une autre zone

- 39. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (4), la personne qui satisfait aux conditions requises pour être élève résident d'une école secondaire d'un district d'écoles secondaires ou d'une zone d'écoles séparées a le droit de fréquenter n'importe quelle école secondaire du même genre :
 - a) soit qui lui est plus accessible que toute école secondaire du district d'écoles secondaires pour lequel elle satisfait aux conditions requises pour être élève résident;
 - b) soit à une fin précisée au paragraphe 49.2 (6). 1997, chap. 31, art. 18.

Genres d'écoles

(2) Pour l'application du paragraphe (1), les genres d'écoles correspondent à ceux qui sont énoncés au paragraphe 37 (2). 1997, chap. 31, art. 18.

Restrictions

(3) Le paragraphe (1) s'applique si l'agent de supervision compétent atteste que l'école dispose de possibilités d'accueil appropriées pour la personne. 1997, chap. 31, art. 18.

Entente entre conseils

(4) L'alinéa (1) b) ne s'applique pas si le conseil pour lequel la personne satisfait aux conditions requises pour être élève résident a conclu une entente avec un autre conseil pour qu'il offre les matières pertinentes. 1997, chap. 31, art. 18.

Admission à l'école secondaire d'un élève résident d'un autre district ou d'une autre zone

- 40. (1) La personne qui satisfait aux conditions requises pour être élève résident d'une école secondaire d'un district d'écoles secondaires ou d'une zone d'écoles séparées et qui fait une demande d'admission à une école secondaire du même genre située dans un autre district d'écoles secondaires ou une autre zone d'écoles séparées, selon le cas, fournit au directeur de cette école une déclaration que signe son père, sa mère ou son tuteur, ou ellemême, si elle est majeure, et dans laquelle elle indique :
 - a) le nom du district d'écoles secondaires ou de la zone d'écoles séparées pour lequel elle satisfait aux conditions requises pour être élève résident;
 - b) si elle-même ou son père, sa mère ou son tuteur fait l'objet d'une cotisation dans le district d'écoles secondaires ou la zone d'écoles séparées où est située

- referred to in clause (a) is situated, and if so assessed the amount of the assessment; and
- (c) the authority, under this Act, under which the pupil claims to have a right to attend the school to which admission is sought. 1997, c. 31, s. 19.

Same

(2) For the purposes of subsection (1), the types of schools are as set out in subsection 37 (2). 1997, c. 31, s. 19.

Notice of admission

(3) The principal of the school to which admission is sought shall forward the statement to the chief executive officer of the board that operates the school and, if the pupil is admitted, the chief executive officer of the board shall promptly notify the chief executive officer of the board of the secondary school district or separate school zone, as the case may be, of which the pupil is qualified to be a resident pupil of the fact of the admission and of the information included in the statement. 1997, c. 31, s. 19.

Same

(4) Where the board that operates the school to which admission is sought has no chief executive officer, the notice required by subsection (3) shall be sent to the secretary of the board. 1997, c. 31, s. 19.

Admission to secondary school

41. (1) Where a pupil has been promoted from elementary school, the pupil shall be admitted to secondary school. 1997, c. 31, s. 20.

Same

(2) A person who has not been promoted from elementary school shall be admitted to a secondary school if the principal of the secondary school is satisfied that the applicant is competent to undertake the work of the school. 1997, c. 31, s. 20.

Where admission denied

(3) Where an applicant for admission to a secondary school under subsection (2) is denied admission by the principal, the applicant may appeal to the board and the board may, after a hearing, direct that the applicant be admitted or refused admission to a secondary school. 1997, c. 31, s. 20.

Committee to perform board functions

(4) The board, by resolution, may direct that the powers and duties of the board under subsection (3) shall be exercised and performed by a committee of at least three members of the board named in the resolution or designated from time to time in accordance with the resolution. 1997, c. 31, s. 20.

Alternative course or program

(5) Where the pupil has clearly demonstrated to the principal that the pupil is not competent to undertake a particular course or program of studies, the principal shall not permit the pupil to undertake the course or program, in which case the pupil may take a prerequisite course, or select with the approval of the principal an appropriate

- l'école visée à l'alinéa a) et, le cas échéant, le montant de la cotisation:
- c) les dispositions de la présente loi que l'élève invoque pour réclamer le droit de fréquenter l'école à laquelle il veut être admis. 1997, chap. 31, art. 19.

Iden

(2) Pour l'application du paragraphe (1), les genres d'écoles correspondent à ceux qui sont énoncés au paragraphe 37 (2). 1997, chap. 31, art. 19.

Avis d'admission

(3) Le directeur de l'école à laquelle l'élève veut être admis transmet la déclaration au chef de service administratif du conseil dont relève son école, lequel, si l'élève est admis, avise promptement son homologue du conseil du district d'écoles secondaires ou de la zone d'écoles séparées, selon le cas, pour lequel l'élève satisfait aux conditions requises pour être élève résident de l'admission de l'élève et des renseignements contenus dans la déclaration. 1997, chap. 31, art. 19.

Iden

(4) Si le conseil dont relève l'école à laquelle l'élève veut être admis ne compte pas de chef de service administratif, l'avis exigé par le paragraphe (3) est envoyé au secrétaire du conseil. 1997, chap. 31, art. 19.

Admission à l'école secondaire

41. (1) L'élève qui a terminé avec succès l'école élémentaire est admis à l'école secondaire. 1997, chap. 31, art. 20.

Idem

(2) La personne qui n'a pas terminé avec succès l'école élémentaire est admise à une école secondaire si le directeur de cette école est convaincu que le candidat possède les aptitudes nécessaires pour accomplir le travail qui y est exigé. 1997, chap. 31, art. 20.

Refus d'admission

(3) Si le directeur d'école refuse d'admettre le candidat visé au paragraphe (2), celui-ci peut interjeter appel devant le conseil, qui peut, après avoir tenu une audience, ordonner qu'il soit admis à une école secondaire ou non. 1997, chap. 31, art. 20.

Création d'un comité par le conseil

(4) Le conseil peut, par voie de résolution, charger des pouvoirs et fonctions que lui attribue le paragraphe (3) un comité qui se compose d'au moins trois conseillers nommés dans la résolution ou désignés conformément à celle-ci. 1997, chap. 31, art. 20.

Autre cours ou programme

(5) Si l'élève a clairement montré au directeur d'école qu'il n'a pas les aptitudes nécessaires pour suivre un cours ou un programme d'études particulier, le directeur d'école ne doit pas lui permettre de le faire. Dans ce cas, l'élève peut suivre un cours préalable ou choisir, avec l'approbation du directeur d'école, un autre cours ou pro-

alternative course or program provided that, where the pupil is a minor, the consent of the pupil's parent or guardian has been obtained. 1997, c. 31, s. 20.

Admission to continuing education class

(6) A person is entitled to enrol in a continuing education course or class that is acceptable for credit towards a secondary school diploma if the principal is satisfied that the person is competent to undertake the work of the course or class. 1997, c. 31, s. 20.

Movement between types of boards: secondary school
Secondary school instruction: movement from English-language
public board to English-language Roman Catholic board

42. (1) A person who is qualified to be a resident pupil of an English-language public board and to receive instruction in a secondary school grade is entitled to receive instruction provided in a secondary school operated by an English-language Roman Catholic board if the area of jurisdiction of the public board is in whole or in part the same as the area of jurisdiction of the Roman Catholic board. 1997, c. 31, s. 20.

Secondary school instruction: movement from French-language public district school board to French-language separate district school board

(2) A person who is qualified to be a resident pupil of a French-language public district school board and to receive instruction in a secondary school grade is entitled to receive instruction provided in a secondary school operated by a French-language separate district school board if the area of jurisdiction of the public district school board is in whole or in part the same as the area of jurisdiction of the separate district school board. 1997, c. 31, s. 20.

Secondary school instruction: movement from English-language Roman Catholic board to English-language public board

(3) A person who is qualified to be a resident pupil of an English-language Roman Catholic board and to receive instruction in a secondary school grade is entitled to receive instruction provided in a secondary school operated by an English-language public board if the area of jurisdiction of the Roman Catholic board is in whole or in part the same as the area of jurisdiction of the public board. 1997, c. 31, s. 20.

Secondary school instruction: movement from French-language separate district school board to French-language public district school board

(4) A person who is qualified to be a resident pupil of a French-language separate district school board and to receive instruction in a secondary school grade is entitled to receive instruction provided in a secondary school operated by a French-language public district school board if the area of jurisdiction of the separate district school board is in whole or in part the same as the area of jurisdiction of the public district school board. 1997, c. 31, s. 20.

Secondary school instruction: movement from French-language separate district school board to English-language public board

(5) A person who is qualified to be a resident pupil of a French-language separate district school board and to

gramme approprié, pourvu qu'il ait obtenu le consentement de son père, de sa mère ou de son tuteur, s'il est mineur. 1997, chap. 31, art. 20.

Admission à une classe d'éducation permanente

(6) Toute personne a le droit de s'inscrire à un cours ou à une classe d'éducation permanente acceptable comme crédit menant à l'obtention du diplôme d'études secondaires si le directeur d'école est convaincu qu'elle a les aptitudes nécessaires pour accomplir le travail qu'exige le cours ou la classe. 1997, chap. 31, art. 20.

Transfert entre genres de conseils : école secondaire Enseignement secondaire : transfert d'un conseil public de langue anglaise à un conseil catholique de langue anglaise

42. (1) La personne qui satisfait aux conditions requises pour être élève résident d'un conseil public de langue anglaise et recevoir son instruction au niveau secondaire a le droit de recevoir cette instruction dans une école secondaire qui relève d'un conseil catholique de langue anglaise si le territoire de compétence du conseil public correspond, en totalité ou en partie, à celui du conseil catholique. 1997, chap. 31, art. 20.

Enseignement secondaire : transfert d'un conseil scolaire de district public de langue française à un conseil scolaire de district séparé de langue française

(2) La personne qui satisfait aux conditions requises pour être élève résident d'un conseil scolaire de district public de langue française et recevoir son instruction au niveau secondaire a le droit de recevoir cette instruction dans une école secondaire qui relève d'un conseil scolaire de district séparé de langue française si le territoire de compétence du conseil scolaire de district public correspond, en totalité ou en partie, à celui du conseil scolaire de district séparé. 1997, chap. 31, art. 20.

Enseignement secondaire : transfert d'un conseil catholique de langue anglaise à un conseil public de langue anglaise

(3) La personne qui satisfait aux conditions requises pour être élève résident d'un conseil catholique de langue anglaise et recevoir son instruction au niveau secondaire a le droit de recevoir cette instruction dans une école secondaire qui relève d'un conseil public de langue anglaise si le territoire de compétence du conseil catholique correspond, en totalité ou en partie, à celui du conseil public. 1997, chap. 31, art. 20.

Enseignement secondaire : transfert d'un conseil scolaire de district séparé de langue française à un conseil scolaire de district public de langue française

(4) La personne qui satisfait aux conditions requises pour être élève résident d'un conseil scolaire de district séparé de langue française et recevoir son instruction au niveau secondaire a le droit de recevoir cette instruction dans une école secondaire qui relève d'un conseil scolaire de district public de langue française si le territoire de compétence du conseil scolaire de district séparé correspond, en totalité ou en partie, à celui du conseil scolaire de district public. 1997, chap. 31, art. 20.

Enseignement secondaire : transfert d'un conseil scolaire de district séparé de langue française à un conseil public de langue anglaise

(5) La personne qui satisfait aux conditions requises pour être élève résident d'un conseil scolaire de district

receive instruction in a secondary school grade is entitled to receive instruction provided in a secondary school operated by an English-language public board if the area of jurisdiction of the French-language board is in whole or in part the same as the area of jurisdiction of the English-language board. 1997, c. 31, s. 20.

Secondary school instruction: movement from English-language public board to French-language separate district school board

(6) A French-speaking person who is qualified to be a resident pupil of an English-language public board and to receive instruction in a secondary school grade is entitled to receive instruction provided in a secondary school operated by a French-language separate district school board if the area of jurisdiction of the English-language board is in whole or in part the same as the area of jurisdiction of the French-language board. 1997, c. 31, s. 20.

Secondary school instruction: movement from French-language public district school board to English-language separate district school board

(7) A French-speaking person who is qualified to be a resident pupil of a French-language public district school board and to receive instruction in a secondary school grade is entitled to receive instruction provided in a secondary school operated by an English-language separate district school board if the area of jurisdiction of the French-language board is in whole or in part the same as the area of jurisdiction of the English-language board. 1997, c. 31, s. 20.

Secondary school instruction: movement from English-language separate district school board to French-language public district school board

(8) A French-speaking person who is qualified to be a resident pupil of an English-language separate district school board and to receive instruction in a secondary school grade is entitled to receive instruction provided in a secondary school operated by a French-language public district school board if the area of jurisdiction of the English-language board is in whole or in part the same as the area of jurisdiction of the French-language board. 1997, c. 31, s. 20.

.

(9) The board of which the person is qualified to be a resident pupil shall pay the fee, if any, to which the other board is entitled for providing secondary school education under this section. 1997, c. 31, s. 20.

Amount

(10) The fee to which a board is entitled under this section is the fee, if any, payable for the purpose under the regulations or such lesser amount as may be set by the board. 1997, c. 31, s. 20.

Exemption from religious studies

(11) On written application, a Roman Catholic board shall exempt a person who is qualified to be a resident pupil in respect of a secondary school operated by a public board from programs and courses of study in religious education if, séparé de langue française et recevoir son instruction au niveau secondaire a le droit de recevoir cette instruction dans une école secondaire qui relève d'un conseil public de langue anglaise si le territoire de compétence du conseil de langue française correspond, en totalité ou en partie, à celui du conseil de langue anglaise. 1997, chap. 31, art. 20.

Enseignement secondaire : transfert d'un conseil public de langue anglaise à un conseil scolaire de district séparé de langue française

(6) Le francophone qui satisfait aux conditions requises pour être élève résident d'un conseil public de langue anglaise et recevoir son instruction au niveau secondaire a le droit de recevoir cette instruction dans une école secondaire qui relève d'un conseil scolaire de district séparé de langue française si le territoire de compétence du conseil de langue anglaise correspond, en totalité ou en partie, à celui du conseil de langue française. 1997, chap. 31, art. 20.

Enseignement secondaire : transfert d'un conseil scolaire de district public de langue française à un conseil scolaire de district séparé de langue anglaise

(7) Le francophone qui satisfait aux conditions requises pour être élève résident d'un conseil scolaire de district public de langue française et recevoir son instruction au niveau secondaire a le droit de recevoir cette instruction dans une école secondaire qui relève d'un conseil scolaire de district séparé de langue anglaise si le territoire de compétence du conseil de langue française correspond, en totalité ou en partie, à celui du conseil de langue anglaise. 1997, chap. 31, art. 20.

Enseignement secondaire : transfert d'un conseil scolaire de district séparé de langue anglaise à un conseil scolaire de district public de langue française

(8) Le francophone qui satisfait aux conditions requises pour être élève résident d'un conseil scolaire de district séparé de langue anglaise et recevoir son instruction au niveau secondaire a le droit de recevoir cette instruction dans une école secondaire qui relève d'un conseil scolaire de district public de langue française si le territoire de compétence du conseil de langue anglaise correspond, en totalité ou en partie, à celui du conseil de langue française. 1997, chap. 31, art. 20.

Droits

(9) Le conseil pour lequel la personne satisfait aux conditions requises pour être élève résident acquitte les droits éventuels auxquels a droit l'autre conseil pour offrir l'enseignement secondaire aux termes du présent article. 1997, chap. 31, art. 20.

Montant des droits

(10) Les droits auxquels a droit le conseil aux termes du présent article correspondent aux droits éventuels exigibles à cette fin aux termes des règlements ou aux droits inférieurs que fixe le conseil. 1997, chap. 31, art. 20.

Dispense des études religieuses

(11) Sur présentation d'une demande par écrit, le conseil catholique dispense des programmes et des cours d'enseignement religieux la personne qui satisfait aux conditions requises pour être élève résident en ce qui concerne une école secondaire qui relève d'un conseil public si, selon le cas :

- (a) the person is enrolled in a program that is not otherwise available to the person in a secondary school operated by a public board within the area of jurisdiction of the Roman Catholic board; or
- (b) it is impractical by reason of distance or terrain or by reason of physical handicap, mental handicap or multi-handicap for the person to attend a secondary school operated by a public board. 1997, c. 31, s. 20.

Same

(12) A person who is qualified to be a resident pupil in respect of a secondary school operated by a public board who attends a secondary school operated by a Roman Catholic board for a reason other than the one mentioned in clause (11) (a) or (b) is considered to have enrolled in all of the school's programs and courses of study in religious education. 1997, c. 31, s. 20.

Additional exemptions

(13) In addition to the exemptions provided for in subsection (11), no person who is qualified to be a resident pupil in respect of a secondary school operated by a public board who attends a secondary school operated by a Roman Catholic board shall be required to take part in any program or course of study in religious education where a parent or guardian of the person, or the person where the person is an adult, applies in writing to the Roman Catholic board for exemption of the person from taking part. 1997, c. 31, s. 20.

Movement between types of boards: overlapping areas

Movement from English-language public board to French-language public district school board

43. (1) A French-speaking person who is qualified to be a resident pupil of an English-language public board is entitled to receive instruction provided by a French-language public district school board if the area of jurisdiction of the English-language board is in whole or in part the same as the area of jurisdiction of the French-language board. 1997, c. 31, s. 21.

Movement from French-language public district school board to English-language public board

(2) A person who is qualified to be a resident pupil of a French-language public district school board is entitled to receive instruction provided by an English-language public board if the area of jurisdiction of the Frenchlanguage board is in whole or in part the same as the area of jurisdiction of the English-language board. 1997, c. 31, s. 21.

Movement from English-language Roman Catholic board to French-language separate district school board

(3) A French-speaking person who is qualified to be a resident pupil of an English-language Roman Catholic board is entitled to receive instruction provided by a French-language separate district school board if the area of jurisdiction of the English-language board is in whole or in part the same as the area of jurisdiction of the French-language board. 1997, c. 31, s. 21.

- a) la personne est inscrite à un programme qui ne lui est pas offert par ailleurs dans une école secondaire qui relève d'un conseil public du territoire de compétence du conseil catholique;
- b) il est difficile pour la personne, en raison de la distance ou de la topographie, ou encore d'un handicap physique ou mental ou de handicaps multiples, de fréquenter une école secondaire qui relève d'un conseil public. 1997, chap. 31, art. 20.

Idem

(12) La personne qui satisfait aux conditions requises pour être élève résident d'une école secondaire qui relève d'un conseil public et qui fréquente une école secondaire qui relève d'un conseil catholique pour une autre raison que celle qui est mentionnée à l'alinéa (11) a) ou b) est considérée comme s'étant inscrite à tous les programmes et cours d'enseignement religieux de l'école. 1997, chap. 31, art. 20.

Dispenses additionnelles

(13) Outre les dispenses prévues au paragraphe (11), aucune personne qui satisfait aux conditions requises pour être élève résident d'une école secondaire qui relève d'un conseil public et qui fréquente une école secondaire qui relève d'un conseil catholique n'est tenue de participer à un programme ou à un cours d'enseignement religieux si son père, sa mère ou son tuteur, ou elle-même, si elle est majeure, demande une dispense par écrit au conseil catholique. 1997, chap. 31, art. 20.

Transfert entre genres de conseil : chevauchement de territoires Transfert d'un conseil public de langue anglaise à un conseil scolaire de district public de langue française

43. (1) Le francophone qui satisfait aux conditions requises pour être élève résident d'un conseil public de langue anglaise a le droit de recevoir l'instruction dispensée par un conseil scolaire de district public de langue française si le territoire de compétence du conseil de langue anglaise correspond, en totalité ou en partie, à celui du conseil de langue française. 1997, chap. 31, art. 21.

Transfert d'un conseil scolaire de district public de langue française à un conseil public de langue anglaise

(2) La personne qui satisfait aux conditions requises pour être élève résident d'un conseil scolaire de district public de langue française a le droit de recevoir l'instruction dispensée par un conseil public de langue anglaise si le territoire de compétence du conseil de langue française correspond, en totalité ou en partie, à celui du conseil de langue anglaise. 1997, chap. 31, art. 21.

Transfert d'un conseil catholique de langue anglaise à un conseil scolaire de district séparé de langue française

(3) Le francophone qui satisfait aux conditions requises pour être élève résident d'un conseil catholique de langue anglaise a le droit de recevoir l'instruction dispensée par un conseil scolaire de district séparé de langue française si le territoire de compétence du conseil de langue anglaise correspond, en totalité ou en partie, à celui du conseil de langue française. 1997, chap. 31, art. 21.

Movement from French-language separate district school board to English-language Roman Catholic board

(4) A person who is qualified to be a resident pupil of a French-language separate district school board is entitled to receive instruction provided by an English-language Roman Catholic board if the area of jurisdiction of the French-language board is in whole or in part the same as the area of jurisdiction of the English-language board. 1997, c. 31, s. 21.

Fee

(5) The board of which the person is qualified to be a resident pupil shall pay the fee, if any, to which the other board is entitled for providing education under this section. 1997, c. 31, s. 21.

Amount

(6) The fee to which a board is entitled under this section is the fee, if any, payable for the purpose under the regulations or such lesser amount as may be set by the board. 1997, c. 31, s. 21.

Regulations: supporter non-resident attendance rights

43.1 (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations governing the rights of a person to attend a school operated by a board where the person does not reside in the area of jurisdiction of the board but the person or the person's parent or guardian owns property assessed for school purposes in the board's area of jurisdiction. 1997, c. 31, s. 21.

General or particular

(2) A regulation made under subsection (1) may be general or particular. 1997, c. 31, s. 21.

Right to continue to attend in certain circumstances

(3) A pupil who, on December 31, 1997, is enrolled in a school that he or she has a right to attend under clause 33 (1) (b), 33 (2) (b) or 40 (1) (b) of this Act, as it read on December 31, 1997 and who on January 1, 1998, because of the repeal of those clauses, no longer has the right to attend the school under any other provision of this Part, has the right to continue to attend the school so long as the pupil, or the pupil's parent or guardian, continues to be the owner of the property or the owner or tenant of the business property in respect of which the pupil acquired the attendance right. 1997, c. 31, s. 21.

Exception

- (4) A right under subsection (1) is extinguished if,
- (a) in connection with a transfer of a school under clause 58.1 (2) (p), a school that was a Frenchlanguage instructional unit becomes a school of an English-language district school board;
- (b) in connection with a transfer of a school under clause 58.1 (2) (p), a school that was not a Frenchlanguage instructional unit becomes a school of a French-language district school board; or

Transfert d'un conseil scolaire de district séparé de langue française à un conseil catholique de langue anglaise

(4) La personne qui satisfait aux conditions requises pour être élève résident d'un conseil scolaire de district séparé de langue française a le droit de recevoir l'instruction dispensée par un conseil catholique de langue anglaise si le territoire de compétence du conseil de langue française correspond, en totalité ou en partie, à celui du conseil de langue anglaise. 1997, chap. 31, art. 21.

Droits

(5) Le conseil pour lequel la personne satisfait aux conditions requises pour être élève résident acquitte les droits éventuels auxquels a droit l'autre conseil pour offrir l'enseignement aux termes du présent article. 1997, chap. 31, art. 21.

Montant des droits

(6) Les droits auxquels a droit le conseil aux termes du présent article correspondent aux droits éventuels exigibles à cette fin aux termes des règlements ou aux droits inférieurs que fixe le conseil. 1997, chap. 31, art. 21.

Règlements : droits de fréquentation scolaire des non-résidents qui sont contribuables

43.1 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir le droit qu'a une personne de fréquenter une école qui relève d'un conseil lorsqu'elle ne réside pas dans le territoire de compétence du conseil mais qu'ellemême ou son père, sa mère ou son tuteur est propriétaire d'un bien qui s'y trouve et qui est évalué aux fins scolaires. 1997, chap. 31, art. 21.

Portée

(2) Les règlements pris en application du paragraphe (1) peuvent avoir une portée générale ou particulière. 1997, chap. 31, art. 21.

Droit de continuer de fréquenter l'école dans certaines circonstances

(3) L'élève qui, le 31 décembre 1997, est inscrit à une école qu'il a le droit de fréquenter en vertu de l'alinéa 33 (1) b), 33 (2) b) ou 40 (1) b) de la présente loi, telle qu'elle existait à cette date, et qui cesse d'avoir ce droit en vertu de toute autre disposition de la présente partie le 1^{er} janvier 1998 par suite de l'abrogation de ces alinéas conserve son droit tant que lui-même ou son père, sa mère ou son tuteur demeure propriétaire du bien ou propriétaire ou locataire du bien d'entreprise à l'égard duquel l'élève a acquis le droit de fréquentation scolaire. 1997, chap. 31, art. 21.

Exception

- (4) Les droits prévus au paragraphe (1) sont éteints dans l'un ou l'autre des cas suivants :
 - a) en ce qui concerne le transfert d'une école en vertu de l'alinéa 58.1 (2) p), l'école qui était un module scolaire de langue française passe à un conseil scolaire de district de langue anglaise;
 - b) en ce qui concerne le transfert d'une école en vertu de l'alinéa 58.1 (2) p), l'école qui n'était pas un module scolaire de langue française passe à un conseil scolaire de district de langue française;

(c) the school becomes another type of school within the meaning of subsection 37 (2). 1997, c. 31,

Regulations: non-supporter resident – attendance rights based on business property

- 43.2 (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations governing the rights of a person to attend a school operated by a board where,
 - (a) the person and the person's parent or guardian reside in the area of jurisdiction of the board;
 - (b) the person and the person's parent or guardian are not a supporter of any board the area of jurisdiction of which includes the residence of the person or of the person's parent or guardian; and
 - (c) the person or the person's parent or guardian is the owner or tenant of business property in the area of jurisdiction of the board. 1997, c. 31, s. 21.

General or particular

(2) A regulation made under this section may be general or particular. 1997, c. 31, s. 21.

Admission where pupil moves into residence not assessed in accordance with his or her school support

44. Where a child who would otherwise have the right to attend school in a school section, separate school zone or secondary school district moves with his or her parent or guardian to a residence the assessment of which does not support that right, and the latest date on which the assessment of the residence may be changed has passed, on the filing of a notice of change of support for the following year with the appropriate assessment commissioner, the child shall be admitted, without the payment of a fee, to a school that will be supported by the taxes on the assessment of the residence on the effective date of the change of school support. 1997, c. 31, s. 22.

Admission where one parent is sole support

- **45.** (1) Subject to subsection (2), where, for any reason, one parent of a person is the sole support of the person, and that parent,
 - (a) resides in a residence in Ontario that is not assessed for the purposes of any board; and
 - (b) boards the person in a residence that is not a children's residence as defined in Part IX (Licensing) of the Child and Family Services Act,

the person shall, if otherwise qualified to be a resident pupil, be deemed to be qualified to be a resident pupil in respect of,

- (c) a school section, if the residence is situate in the school section and the taxes on its assessment are directed to the support of public schools;
- (d) a separate school zone, if the person is a Roman Catholic and the residence is situate in the separate

c) l'école devient un autre genre d'école au sens du paragraphe 37 (2). 1997, chap. 31, art. 21.

Règlements : résidents qui ne sont pas contribuables – droit de fréquentation scolaire fondé sur un bien d'entreprise

- 43.2 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir le droit qu'a une personne de fréquenter une école qui relève d'un conseil lorsque les conditions suivantes sont réunies :
 - a) la personne et son père, sa mère ou son tuteur résident dans le territoire de compétence du conseil;
 - b) la personne et son père, sa mère ou son tuteur ne sont contribuables d'aucun conseil dont le territoire de compétence comprend leur résidence;
 - c) la personne ou son père, sa mère ou son tuteur est propriétaire ou locataire d'un bien d'entreprise qui se trouve dans le territoire de compétence du conseil. 1997, chap. 31, art. 21.

Portée

(2) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière. 1997, chap. 31, art. 21.

Cas où l'indication du soutien scolaire est différente

44. Si l'enfant qui aurait par ailleurs le droit de fréquenter l'école dans une circonscription scolaire, une zone d'écoles séparées ou un district d'écoles secondaires emménage avec son père, sa mère ou son tuteur dans une résidence qui fait l'objet d'une évaluation qui ne soutient pas ce droit et que la date limite à laquelle l'évaluation peut être modifiée est passée, il est admis gratuitement, sur dépôt auprès du commissaire à l'évaluation compétent d'un avis de changement du statut de contribuable pour l'année suivante, à une école soutenue par les impôts prélevés sur l'évaluation de la résidence à la date d'effet du changement de soutien scolaire. 1997, chap. 31, art. 22.

Admission lorsque le père ou la mère est le seul soutien

- 45. (1) Sous réserve du paragraphe (2), si, pour quelque raison que ce soit, le seul soutien d'une personne est son père ou sa mère, qui remplit les conditions suivantes :
 - a) il réside dans une résidence située en Ontario qui n'est évaluée aux fins d'aucun conseil:
 - b) il met la personne en pension dans une résidence qui n'est pas un foyer pour enfants au sens de la partie IX (Permis) de la Loi sur les services à l'enfance et à la famille,

cette personne, si elle satisfait par ailleurs aux conditions requises pour être élève résident, est réputée satisfaire à ces conditions pour :

- c) une circonscription scolaire, si la résidence se trouve dans cette circonscription et que les impôts prélevés sur son évaluation sont affectés aux écoles publiques;
- d) une zone d'écoles séparées, si la personne est catholique, que la résidence se trouve dans cette zone

- school zone and the taxes on its assessment are directed to the support of separate schools; or
- (e) a secondary school district, if the residence is situate in the secondary school district and the taxes on its assessment are directed to the support of public schools. 1997, c. 31, s. 22.

Exception: French-language rights

(2) No person has the right under subsection (1) to attend a French-language instructional unit operated by a board unless the person is a French-speaking person. 1997, c. 31, s. 22.

Tax exempt land

46. (1) A person who resides in a school section, separate school zone or secondary school district in which the person's parent or guardian resides, on land that is exempt from taxation for the purposes of any board, is not qualified to be a resident pupil of the school section, separate school zone or secondary school district, unless the person or his or her parent or guardian is assessed with respect to other property for the purposes of a board in the school section, separate school zone or secondary school district. 1997, c. 31, s. 22.

Resident on land exempt from taxation

(2) Subject to subsection (3), a person whose education is not otherwise provided for and who is otherwise qualified to attend an elementary or secondary school and who resides on land that is exempt from taxation for the purposes of any board shall be admitted to a school that is accessible to the person where the appropriate supervisory officer has certified that there is sufficient accommodation for the person in the school for the current year. 1997, c. 31, s. 22.

Fee

(3) The fee, if any, that is payable under the regulations in respect of a person's attendance under subsection (2) shall, except where the regulations provide otherwise in respect of such fees, be prepaid monthly by the person or by his or her parent or guardian. 1997, c. 31, s. 22.

Residence on defence property

46.1 (1) In this section,

"defence property" means the prescribed lands and premises of defence establishments belonging to Canada. 1997, c. 31, s. 22.

Entitlement

(2) Despite section 46, a person who resides with his or her parent or guardian on defence property in a prescribed municipality is entitled to attend an elementary school or a secondary school, as the case requires, in accordance with this section without payment of a fee. 1997, c. 31, s. 22.

Same

(3) A person who resides with his or her parent or guardian on defence property in a prescribed municipality,

- et que les impôts prélevés sur son évaluation sont affectés aux écoles séparées;
- e) un district d'écoles secondaires, si la résidence se trouve dans ce district et que les impôts prélevés sur son évaluation sont affectés aux écoles publiques. 1997, chap. 31, art. 22.

Exception: droits liés au français

(2) Nul n'a le droit, en vertu du paragraphe (1), de fréquenter un module scolaire de langue française qui relève d'un conseil à moins d'être francophone. 1997, chap. 31, art. 22.

Bien-fonds exonéré d'impôts

46. (1) La personne qui réside sur un bien-fonds qui est exonéré d'impôts aux fins d'un conseil quelconque et qui se trouve dans une circonscription scolaire, une zone d'écoles séparées ou un district d'écoles secondaires où réside son père, sa mère ou son tuteur ne satisfait pas aux conditions requises pour être élève résident à moins qu'elle-même ou son père, sa mère ou son tuteur ne fasse l'objet d'une cotisation à l'égard d'un autre bien aux fins d'un conseil de la circonscription, de la zone ou du district. 1997, chap. 31, art. 22.

Personne résidant sur un bien-fonds exonéré d'impôts

(2) Sous réserve du paragraphe (3), si aucune disposition n'a par ailleurs été prise à l'égard de l'instruction d'une personne qui satisfait par ailleurs aux conditions requises pour fréquenter une école élémentaire ou secondaire et qui réside sur un bien-fonds exonéré d'impôts aux fins d'un conseil quelconque, la personne est admise à une école qui lui est accessible si l'agent de supervision compétent atteste que l'école dispose de possibilités d'accueil suffisantes pour l'année en cours. 1997, chap. 31, art. 22.

Droits

(3) Sauf dispositions contraires y figurant, les droits éventuels exigibles aux termes des règlements à l'égard de la personne qui fréquente une école conformément au paragraphe (2) sont acquittés d'avance tous les mois par cette personne ou par son père, sa mère ou son tuteur. 1997, chap. 31, art. 22.

Résidence sur un bien de la Défense

- **46.1** (1) La définition qui suit s'applique au présent article.
- «bien de la Défense» S'entend des biens-fonds et locaux prescrits des établissements de défense qui appartiennent au Canada. 1997, chap. 31, art. 22.

Droit

(2) Malgré l'article 46, la personne qui réside avec son père, sa mère ou son tuteur sur un bien de la Défense qui se trouve dans une municipalité prescrite a le droit de fréquenter gratuitement une école élémentaire ou secondaire, selon le cas, conformément au présent article. 1997, chap. 31, art. 22.

Idem

(3) La personne qui réside avec son père, sa mère ou son tuteur sur un bien de la Défense qui se trouve dans une municipalité prescrite :

- (a) whose parent or guardian is a Roman Catholic and a French-language rights holder, is entitled to attend a school operated by any district school board that has jurisdiction in the prescribed municipality;
- (b) whose parent or guardian is a French-language rights holder but not a Roman Catholic, is entitled to attend a school operated by a public district school board that has jurisdiction in the prescribed municipality;
- (c) whose parent or guardian is a Roman Catholic but not a French-language rights holder is entitled to attend a school that is operated by an Englishlanguage district school board that has jurisdiction in the prescribed municipality;
- (d) in all cases other than those referred to in clauses (a), (b) and (c), is entitled to attend a school that is operated by an English-language public district school board that has jurisdiction in the prescribed municipality. 1997, c. 31, s. 22.

Regulations

(4) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting any matter that is referred to in this section as prescribed. 1997, c. 31, s. 22.

Retroactive

(5) A regulation is, if it so provides, effective with respect to a period before it is filed. 1997, c. 31, s. 22.

Admission of ward, etc., of children's aid society or training school

Elementary school

47. (1) A child who is a ward of a children's aid society, is in the care of a children's aid society or is a ward of a training school, and who is otherwise qualified to be admitted to an elementary school, shall be admitted without the payment of a fee to an elementary school operated by the board of the school section or separate school zone, as the case may be, in which the child resides. 1997, c. 31, s. 22.

Secondary school

(2) A child who is a ward of a children's aid society, is in the care of a children's aid society or is a ward of a training school, and who is otherwise qualified to be admitted to a secondary school, shall be admitted without the payment of a fee to a secondary school operated by the board of the secondary school district or separate school zone, as the case may be, in which the child resides. 1997, c. 31, s. 22.

Child in custody of corporation or society

48. (1) Subject to subsection (2), where a child who is in the custody of a corporation or society does not have the right under the other provisions of this Part to attend the school that the corporation or society elects that the child attend, and the appropriate supervisory officer certifies that there is sufficient accommodation in the school for the current school year, the board that operates the school shall, where the child is otherwise qualified to attend such school, admit the child to the school. 1997, c. 31, s. 23.

- a) et dont le père, la mère ou le tuteur est catholique et titulaire des droits liés au français a le droit de fréquenter une école qui relève de tout conseil scolaire de district qui a compétence dans la municipalité prescrite;
- b) et dont le père, la mère ou le tuteur est titulaire des droits liés au français mais non catholique a le droit de fréquenter une école qui relève d'un conseil scolaire de district public qui a compétence dans la municipalité prescrite;
- c) et dont le père, la mère ou le tuteur est catholique mais non titulaire des droits liés au français a le droit de fréquenter une école qui relève d'un conseil scolaire de district de langue anglaise qui a compétence dans la municipalité prescrite;
- d) dans les cas autres que ceux visés aux alinéas a), b) et c), a le droit de fréquenter une école qui relève d'un conseil scolaire de district public de langue anglaise qui a compétence dans la municipalité prescrite. 1997, chap. 31, art. 22.

Règlements

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, traiter de toute question que le présent article mentionne comme étant prescrite. 1997, chap. 31, art. 22.

Rétroactivité

(5) Les règlements qui comportent une disposition en ce sens ont un effet rétroactif. 1997, chap. 31, art. 22.

Admission d'un pupille d'une société d'aide à l'enfance ou d'un centre d'éducation surveillée

École élémentaire

47. (1) L'enfant qui est le pupille d'une société d'aide à l'enfance, qui est confié à une telle société ou qui est le pupille d'un centre d'éducation surveillée et qui satisfait par ailleurs aux conditions requises pour être admis à l'école élémentaire est admis gratuitement à une école élémentaire qui relève du conseil de la circonscription scolaire ou de la zone d'écoles séparées, selon le cas, dans laquelle il réside. 1997, chap. 31, art. 22.

École secondaire

(2) L'enfant qui est le pupille d'une société d'aide à l'enfance, qui est confié à une telle société ou qui est le pupille d'un centre d'éducation surveillée et qui satisfait par ailleurs aux conditions requises pour être admis à l'école secondaire est admis gratuitement à une école secondaire qui relève du conseil du district d'écoles secondaires ou de la zone d'écoles séparées, selon le cas, dans laquelle il réside. 1997, chap. 31, art. 22.

Enfant placé sous la garde d'une société ou d'une personne morale

48. (1) Sous réserve du paragraphe (2), si l'enfant placé sous la garde d'une société ou d'une personne morale n'a pas le droit, en vertu des autres dispositions de la présente partie, de fréquenter l'école que la société ou la personne morale a choisie pour lui et que l'agent de supervision compétent atteste que l'école dispose de possibilités d'accueil suffisantes pour l'année scolaire en cours, le conseil dont relève l'école admet l'enfant s'il satisfait par ailleurs aux conditions requises pour la fréquenter. 1997, chap. 31, art. 23.

Fee

(2) The fees, if any, that are payable under the regulations in respect of a child's attendance under subsection (1) shall, except where the regulations provide otherwise in respect of the fees, be prepaid monthly by the corporation or society. 1997, c. 31, s. 23.

Right to continue attending a school

London-Middlesex Act, 1992

48.1 (1) If, on December 31, 1997, a pupil is enrolled in a school that he or she has a right to attend under the *London-Middlesex Act, 1992*, as that Act and the regulations made under it read immediately before the *Education Quality Improvement Act, 1997* received Royal Assent, the pupil has the same right to continue to attend the school after January 1, 1998 as before January 1, 1998. 1997, c. 31, s. 23.

Transportation

(2) A pupil who attends a school by virtue of a right under subsection (1) has the same right to transportation to attend the school after January 1, 1998 as before January 1, 1998. 1997, c. 31, s. 23.

Right to continue 1989/90 change in boundaries

(3) If, on December 31, 1989, a pupil was enrolled in a school that the pupil had a right to attend and on January 1, 1990 the pupil, because of alterations to school board boundaries, no longer had a right to attend the school under any other provision of this Part, the pupil has the same right to continue to attend the school after January 1, 1990 as before January 1, 1990. 1997, c. 31, s. 23.

Exception

- (4) A right under this section is extinguished if,
- (a) in connection with a transfer of a school under clause 58.1 (2) (p), a school that was a Frenchlanguage instructional unit becomes a school of an English-language district school board;
- (b) in connection with a transfer of a school under clause 58.1 (2) (p), a school that was not a Frenchlanguage instructional unit becomes a school of a French-language district school board; or
- (c) the school becomes another type of school within the meaning of subsection 37 (2). 1997, c. 31, s. 23.

Agreement re transportation

(5) The board of which a pupil referred to in subsection (1) or (3) is qualified to be a resident pupil may enter into an agreement with the board that operates the school, referred to in subsection (1) or (3), in respect of the transportation of the pupil to and from the school. 1997, c. 31, s. 23.

Fee payable

49. (1) Where a person qualified to be a resident pupil of a secondary school district or separate school zone attends a secondary school that the person has a right to

Droits

(2) Sauf dispositions contraires y figurant, les droits éventuels exigibles aux termes des règlements à l'égard de l'enfant qui fréquente une école conformément au paragraphe (1) sont acquittés d'avance tous les mois par la société ou la personne morale. 1997, chap. 31, art. 23.

Droit de continuer de fréquenter une école Loi de 1992 sur London et Middlesex

48.1 (1) L'élève qui, le 31 décembre 1997, est inscrit à une école qu'il a le droit de fréquenter aux termes de la *Loi de 1992 sur London et Middlesex*, tels que cette loi et ses règlements d'application existaient immédiatement avant que la *Loi de 1997 sur l'amélioration de la qualité de l'éducation* reçoive la sanction royale, conserve son droit après le 1^{er} janvier 1998. 1997, chap. 31, art. 23.

Transport

(2) L'élève qui fréquente une école en vertu du droit que lui accorde le paragraphe (1) conserve, après le 1^{er} janvier 1998, le droit aux services de transport nécessaires à cette fin. 1997, chap. 31, art. 23.

Droit de continuer de fréquenter une école en 1989-1990 malgré la modification des limites territoriales

(3) Si, le 31 décembre 1989, un élève était inscrit à une école qu'il avait le droit de fréquenter et qu'il a cessé d'avoir le droit de fréquenter cette école en vertu de toute autre disposition de la présente partie le 1^{er} janvier 1990 en raison de la modification des limites territoriales des conseils scolaires, il conserve son droit après le 1^{er} janvier 1990. 1997, chap. 31, art. 23.

Exception

- (4) Les droits prévus au présent article sont éteints dans l'un ou l'autre des cas suivants :
 - a) en ce qui concerne le transfert d'une école en vertu de l'alinéa 58.1 (2) p), l'école qui était un module scolaire de langue française passe à un conseil scolaire de district de langue anglaise;
 - b) en ce qui concerne le transfert d'une école en vertu de l'alinéa 58.1 (2) p), l'école qui n'était pas un module scolaire de langue française passe à un conseil scolaire de district de langue française;
 - c) l'école devient un autre genre d'école au sens du paragraphe 37 (2). 1997, chap. 31, art. 23.

Entente en matière de transport

(5) Le conseil pour lequel l'élève visé au paragraphe (1) ou (3) satisfait aux conditions requises pour être élève résident peut conclure avec le conseil dont relève l'école visée à l'un de ces paragraphes une entente sur le transport de l'élève entre sa résidence et l'école. 1997, chap. 31, art. 23.

Droits exigibles

49. (1) Si la personne qui satisfait aux conditions requises pour être élève résident d'un district d'écoles secondaires ou d'une zone d'écoles séparées fréquente

attend under subsection 39 (1), the board of which the person is qualified to be a resident pupil shall pay to the board that operates the secondary school attended by the pupil the fee, if any, payable for the purpose under the regulations. 1997, c. 31, s. 24 (1).

Same

- (2) Where a person qualified to be a resident pupil of a board attends a public or secondary school in the area of jurisdiction of another board under section 48.1, the board of which the person is qualified to be a resident pupil shall pay to the board that operates the school attended by the pupil the fee, if any, payable for the purpose under the regulations. 1997, c. 31, s. 24 (1).
 - (3) REPEALED: 1997, c. 31, s. 24 (1).

Admission of resident pupil to another school by reason of distance to school

(4) A child who resides with his or her parent or guardian in a residence that is assessed to the support of public schools and who may be excused from attendance under clause 21 (2) (c) may be admitted to a public school in another school section if the appropriate supervisory officer certifies that there is sufficient accommodation for the child, and the board of the section in which the child resides shall pay to the board of the other school section the fee, if any, payable for the purpose under the regulations. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 49 (4); 1997, c. 31, s. 24 (2).

Admission of qualified non-resident

(5) A board may admit to a school that it operates a person whose admission with or without the payment of a fee is not otherwise provided for in this Act but who, except as to residence, is qualified to attend such school, and may, at its discretion, require the payment by or on behalf of the person of the fee, if any, payable for the purpose under the regulations. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 49 (5); 1997, c. 31, s. 24 (3).

Fees for pupils

(6) Despite any other provision of this Part, if a board admits to a school that it operates a person who is a temporary resident within the meaning of the *Immigration and Refugee Protection Act* (Canada) or a person who is in possession of a study permit issued under that Act, the board shall charge the person the maximum fee calculated in accordance with the regulations. 2002, c. 18, Sched. G, s. 5 (1).

Application of subs. (6)

- (7) Subsection (6) does not apply to,
- (a) a person who is a participant in an educational exchange program under which a pupil of the board attends a school outside Canada without a fee;

une école secondaire qu'elle a le droit de fréquenter en vertu du paragraphe 39 (1), le conseil pour lequel elle satisfait aux conditions requises pour être élève résident verse au conseil dont relève l'école secondaire que fréquente l'élève les droits éventuels exigibles à cette fin aux termes des règlements. 1997, chap. 31, par. 24 (1).

Idem

- (2) Si la personne qui satisfait aux conditions requises pour être élève résident d'un conseil fréquente une école publique ou une école secondaire située dans le territoire de compétence d'un autre conseil en vertu de l'article 48.1, le conseil pour lequel elle satisfait aux conditions requises pour être élève résident verse au conseil dont relève l'école que fréquente l'élève les droits éventuels exigibles à cette fin aux termes des règlements. 1997, chap. 31, par. 24 (1).
 - (3) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 24 (1).

Admission d'un élève résident à une autre école du fait de l'éloignement

(4) L'enfant qui réside chez son père, sa mère ou son tuteur dans une résidence faisant l'objet d'une cotisation en faveur des écoles publiques et qui peut être dispensé de la fréquentation scolaire en vertu de l'alinéa 21 (2) c), peut être admis à une école publique d'une autre circonscription scolaire si l'agent de supervision compétent atteste que l'école dispose de possibilités d'accueil suffisantes. Le conseil de la circonscription scolaire où réside l'enfant verse à l'autre conseil de circonscription scolaire les droits éventuels exigibles à cette fin aux termes des règlements. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 49 (4); 1997, chap. 31, par. 24 (2).

Admission d'un élève non résident satisfaisant aux conditions requises

(5) Le conseil peut admettre à une école qu'il fait fonctionner la personne dont l'admission, avec ou sans le versement de droits, n'est pas par ailleurs prévue par la présente loi, mais qui, excepté en ce qui concerne la résidence, satisfait aux conditions requises pour la fréquenter. Le conseil peut, à sa discrétion, exiger que les droits éventuels exigibles à cette fin aux termes des règlements soient versés par cette personne ou en son nom. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 49 (5); 1997, chap. 31, par. 24 (3).

Droits de scolarité

(6) Malgré toute autre disposition de la présente partie, si le conseil admet à une école qu'il fait fonctionner une personne qui est un résident temporaire au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (Canada) ou une personne qui est en possession d'un permis d'études délivré en vertu de cette loi, il demande à cette personne le maximum des droits calculés conformément aux règlements. 2002, chap. 18, annexe G, par. 5 (1).

Champ d'application du par. (6)

- (7) Le paragraphe (6) ne s'applique pas à :
- a) une personne qui participe à un programme d'échanges éducatifs en vertu duquel un élève du conseil fréquente, sans acquitter de droits, une école située à l'extérieur du Canada;

- (b) a person who enrolled in an elementary school or a secondary school prior to the 1st day of July, 1982;
- (c) a person who is a dependant within the meaning of the *Visiting Forces Act* (Canada);
- (d) a person who is in Canada under a diplomatic, consular or official acceptance issued by the Department of Foreign Affairs and International Trade;
- (e) a person who claims to be or is found to be a convention refugee under the *Immigration and Refugee Protection Act* (Canada);
- (f) a person who is in Canada while the person's parent or other person who has lawful custody of the person is in Canada,
 - (i) pursuant to a work permit or temporary resident permit issued by Citizenship and Immigration Canada,
 - (ii) under a diplomatic, consular or official acceptance issued by the Department of Foreign Affairs and International Trade,
 - (iii) awaiting determination of a claim to be found a convention refugee under the *Immigration* and *Refugee Protection Act* (Canada),
 - (iv) as a graduate student who is the recipient of an award approved by the Minister for the purposes of this clause and who is in attendance at a university or institution in Ontario, including its affiliated or federated institutions, that receives operating grants from the Ministry of Training, Colleges and Universities, or
 - (v) in accordance with an agreement with a university outside Canada to teach at an institution in Ontario, including its affiliated or federated institutions, that receives operating grants from the Ministry of Training, Colleges and Universities; or
- (g) a person who is in Canada while the person's parent or other person who has lawful custody of the person is in Canada as a convention refugee under the *Immigration and Refugee Protection Act* (Canada). R.S.O. 1990, c. E.2, s. 49 (7); 2002, c. 18, Sched. G, s. 5 (2).

Persons unlawfully in Canada

49.1 A person who is otherwise entitled to be admitted to a school and who is less than eighteen years of age shall not be refused admission because the person or the person's parent or guardian is unlawfully in Canada. 1993, c. 11, s. 21.

Adult persons

49.2 (1) Despite any other provision of this Act but subject to subsection (4), a board may direct a person

- b) une personne qui s'est inscrite à une école élémentaire ou secondaire avant le 1^{er} juillet 1982;
- c) une personne à charge au sens de la Loi sur les forces étrangères présentes au Canada (Canada);
- d) une personne qui est au Canada en vertu d'une acceptation diplomatique, consulaire ou officielle délivrée par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international;
- e) une personne qui prétend être un réfugié au sens de la Convention aux termes de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (Canada) ou qui est reconnue comme tel;
- f) une personne qui se trouve au Canada pendant que son père ou sa mère, ou la personne qui en a la garde légitime, se trouve au Canada :
 - (i) en vertu d'un permis de travail ou d'un permis de séjour temporaire délivré par Citoyenneté et Immigration Canada,
 - (ii) en vertu d'une acceptation diplomatique, consulaire ou officielle délivrée par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international,
 - (iii) en attendant la décision d'une requête pour se voir accorder le statut de réfugié au sens de la Convention aux termes de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (Canada),
 - (iv) à titre d'étudiant du deuxième ou du troisième cycle qui a reçu une récompense approuvée par le ministre pour l'application du présent alinéa et qui fréquente une université ou un établissement en Ontario, y compris un de ses établissements affiliés ou fédérés, auquel le ministère de la Formation et des Collèges et Universités octroie des subventions de fonctionnement,
 - (v) conformément à une entente conclue avec une université de l'extérieur du Canada en vue d'enseigner dans un établissement en Ontario, y compris un de ses établissements affiliés ou fédérés, auquel le ministère de la Formation et des Collèges et Universités octroie des subventions de fonctionnement;
- g) une personne qui se trouve au Canada pendant que son père ou sa mère, ou la personne qui en a la garde légitime, s'y trouve à titre de réfugié au sens de la Convention aux termes de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (Canada). L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 49 (7); 2002, chap. 18, annexe G, par. 5 (2).

Personnes se trouvant illégalement au Canada

49.1 Toute personne âgée de moins de dix-huit ans qui a par ailleurs le droit d'être admise à une école ne doit pas se faire refuser l'admission parce qu'elle-même ou son père, sa mère ou son tuteur se trouve illégalement au Canada. 1993, chap. 11, art. 21.

Adultes

49.2 (1) Malgré toute autre disposition de la présente loi, mais sous réserve du paragraphe (4), un conseil peut

described in subsection (2) who is enrolled in or seeks to be admitted to a secondary school operated by the board to enrol in a continuing education course or class operated by the board in which the person may earn a credit. 1996, c. 13, s. 4.

Same

- (2) Subsection (1) applies to,
- (a) a person who has attended one or more secondary schools for a total of seven or more school years;
- (b) a person who did not attend secondary school for a total of four or more school years beginning after the end of the calendar year in which the person attained the age of 16 years; or
- (c) a person in respect of whom funding for a board is calculated in accordance with the regulations made under section 234 on the same basis as funding in respect of a person enrolled in a continuing education course or class. 1996, c. 13, s. 4; 1997, c. 31, s. 25.

Same

(3) Despite any other provision of this Act but subject to subsection (4), a person who has been directed in accordance with this section to enrol in a continuing education course or class does not have a right under this Act to attend or to be admitted to any class or course provided by the board that is not a continuing education course or class. 1996, c. 13, s. 4.

Exception: person requires particular course

(4) Where a person must take a subject for a purpose listed in subsection (6) and the board does not offer a course in the required subject as part of its continuing education courses and classes but does offer a course in the required subject in its secondary school day program, the person is entitled to enrol in the day program course in the required subject. 1996, c. 13, s. 4.

Same

(5) Subsection (4) applies only to persons who, but for subsections (1) and (3), would be entitled to enrol in the day program course offered by the board in the required subject. 1996, c. 13, s. 4.

Same

- (6) The following are the purposes referred to in subsection (4):
 - 1. To qualify for an Ontario secondary school diploma.
 - 2. To qualify for admission to a university or college of applied arts and technology.
 - 3. To enter a trade, profession or calling. 1996, c. 13, s. 4.

ordonner qu'une personne visée au paragraphe (2) qui est inscrite ou qui cherche à être admise à une école secondaire qui relève du conseil s'inscrive à un cours ou à une classe d'éducation permanente relevant du conseil dans lequel elle peut obtenir un crédit. 1996, chap. 13, art. 4.

Iden

- (2) Le paragraphe (1) s'applique aux personnes suivantes:
 - a) les personnes qui ont fréquenté une ou plusieurs écoles secondaires pendant au moins sept années scolaires au total;
 - b) les personnes qui n'ont pas fréquenté d'école secondaire pendant au moins quatre années scolaires au total après la fin de l'année civile au cours de laquelle elles ont atteint l'âge de 16 ans;
 - c) les personnes à l'égard desquelles le financement versé au conseil est calculé conformément aux règlements pris en application de l'article 234 de la même manière que l'est le financement visant les personnes inscrites à des cours ou à des classes d'éducation permanente. 1996, chap. 13, art. 4; 1997, chap. 31, art. 25.

Idem

(3) Malgré toute autre disposition de la présente loi, mais sous réserve du paragraphe (4), la personne à qui il a été ordonné, conformément au présent article, de s'inscrire à une classe ou à un cours d'éducation permanente n'a pas le droit, en vertu de la présente loi, de fréquenter une classe ou de suivre un cours qui est offert par le conseil et qui n'est pas une classe ou un cours d'éducation permanente, ni d'y être admis. 1996, chap. 13, art. 4.

Exception: cas où une personne a besoin d'un cours particulier

(4) Si la personne doit suivre des cours dans une matière à l'une ou l'autre des fins mentionnées au paragraphe (6) et que le conseil n'offre pas de cours dans la matière requise dans le cadre de ses cours et classes d'éducation permanente, mais qu'il en offre un dans son programme de jour d'école secondaire, elle a le droit de s'inscrire au cours du programme de jour dans la matière requise. 1996, chap. 13, art. 4.

Idem

(5) Le paragraphe (4) ne s'applique qu'aux personnes qui, sans les paragraphes (1) et (3), auraient le droit de s'inscrire à un cours de programme de jour offert par le conseil dans la matière requise. 1996, chap. 13, art. 4.

Iden

- (6) Les fins visées au paragraphe (4) sont les suivantes:
 - Satisfaire aux exigences requises pour obtenir le diplôme d'études secondaires de l'Ontario.
 - Satisfaire aux exigences requises pour être admis à une université ou à un collège d'arts appliqués et de technologie.
 - 3. Être membre d'un corps de métier ou d'une profession. 1996, chap. 13, art. 4.

Exceptional pupils

- (7) This section does not apply to,
- (a) a person who is identified under this Act as an exceptional pupil and in respect of whom there is a recommendation by a Special Education Identification, Placement and Review Committee for placement in a day school program; or
- (b) a person who is a member of a class of persons prescribed under subsection (8). 1996, c. 13, s. 4.

Regulations

(8) The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing classes of persons for the purposes of clause (7) (b). 1996, c. 13, s. 4.

Classes

(9) A class prescribed under subsection (8) may be defined with respect to any characteristic and may be defined to consist of or to include or exclude any specified member. 1996, c. 13, s. 4.

PART II.1 MISCELLANEOUS

PROVISIONS RELATING TO PUBLIC BOARDS

Visitors

50. (1) A parent or guardian of a child attending a public school and a member of the board that operates the school may visit the school. 1997, c. 31, s. 27.

Same

(2) A member of the Assembly may visit a public school in the member's constituency. 1997, c. 31, s. 27.

Same

(3) A member of the clergy may visit a public school in the area where the member has pastoral charge. 1997, c. 31, s. 27.

Residents other than supporters entitled to vote

- **50.1** (1) Despite the provisions of this or any other Act but subject to subsection (2), a person who is not a supporter of any board who is entitled under subsection 1 (10) to vote in the area of jurisdiction of a public board and who wishes to be an elector for the public board at an election is entitled,
 - (a) to cause his or her name to be entered on the preliminary list for the voting subdivision in which he or she resides, as an elector for the public board; and
 - (b) to be enumerated as an elector for the public board. 1997, c. 31, s. 27.

French-language rights

(2) Only a person who is a French-language rights holder has entitlements under subsection (1) in respect of a French-language public district school board. 1997, c. 31, s. 27.

Élèves en difficulté

- (7) Le présent article ne s'applique pas aux personnes suivantes :
 - a) les personnes qui sont identifiées à titre d'élèves en difficulté en vertu de la présente loi et qu'un comité d'identification, de placement et de révision en éducation de l'enfance en difficulté a recommandé de placer dans un programme scolaire de jour;
 - b) les personnes qui sont membres d'une catégorie de personnes prescrite en vertu du paragraphe (8). 1996, chap. 13, art. 4.

Règlements

(8) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire des catégories de personnes pour l'application de l'alinéa (7) b). 1996, chap. 13, art. 4.

Catégories

(9) Une catégorie prescrite en vertu du paragraphe (8) peut être définie en fonction d'une caractéristique et peut, par définition, être constituée d'un membre donné, ou le comprendre ou l'exclure. 1996, chap. 13, art. 4.

PARTIE II.1 DISPOSITIONS DIVERSES

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONSEILS PUBLICS

Visiteurs

50. (1) Le père, la mère ou le tuteur d'un enfant qui fréquente une école publique et tout membre du conseil dont relève cette école peuvent visiter celle-ci. 1997, chap. 31, art. 27.

Idem

(2) Tout membre de l'Assemblée législative peut visiter une école publique située dans sa circonscription. 1997, chap. 31, art. 27.

Idem

(3) Tout membre du clergé peut visiter une école publique située dans le secteur où s'exerce son ministère. 1997, chap. 31, art. 27.

Résidents autres que les contribuables qui ont le droit de vote

- **50.1** (1) Malgré les autres dispositions de la présente loi et toute autre loi mais sous réserve du paragraphe (2), la personne qui n'est pas contribuable d'un conseil quelconque, qui a le droit, aux termes du paragraphe 1 (10), de voter dans le territoire de compétence d'un conseil public et qui désire être électeur de ce conseil lors d'une élection a le droit :
 - a) d'une part, de faire inscrire son nom sur la liste préliminaire de la section de vote dans laquelle elle réside en tant qu'électeur de ce conseil;
 - b) d'autre part, d'être recensée à titre d'électeur de ce conseil. 1997, chap. 31, art. 27.

Titulaires des droits liés au français

(2) Seuls les titulaires des droits liés au français possèdent le droit que prévoit le paragraphe (1) à l'égard d'un conseil scolaire de district public de langue française. 1997, chap. 31, art. 27.

RELIGIOUS INSTRUCTION

Religious instruction

51. (1) Subject to the regulations, a pupil shall be allowed to receive such religious instruction as the pupil's parent or guardian desires or, where the pupil is an adult, as the pupil desires. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 51 (1).

Religious exercises

(2) No pupil in a public school shall be required to read or study in or from a religious book, or to join in an exercise of devotion or religion, objected to by the pupil's parent or guardian, or by the pupil, where the pupil is an adult. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 51 (2).

PROVISIONS RELATING TO ROMAN CATHOLIC BOARDS

Religious education

52. A Roman Catholic board may establish and maintain programs and courses of study in religious education for pupils in all schools under its jurisdiction. 1997, c. 31, s. 28.

Visitors

53. (1) A parent or guardian of a child attending a Roman Catholic school and a member of the board that operates the school may visit the school. 1997, c. 31, s. 28.

Same

(2) A member of the Assembly may visit a Roman Catholic school in the member's constituency. 1997, c. 31, s. 28.

Same

(3) A member of the clergy of the Roman Catholic Church may visit a Roman Catholic school in the area where the member has pastoral charge. 1997, c. 31, s. 28.

Residents other than supporters entitled to vote

- 54. (1) Despite the provisions of this or any other Act but subject to subsection (2), a Roman Catholic who is not a supporter of any board, who is a person entitled under subsection 1 (10) to vote in the area of jurisdiction of a Roman Catholic board and who wishes to be an elector for the Roman Catholic board at an election is entitled.
 - (a) to cause his or her name to be entered on the preliminary list for the voting subdivision in which he or she resides, as an elector for the Roman Catholic board; and
 - (b) to be enumerated as an elector for the Roman Catholic board. 1997, c. 31, s. 29.

French-language rights

(2) Only a person who is a French-language rights holder has entitlements under subsection (1) in respect of a French-language separate district school board. 1997, c. 31, s. 29.

REPRESENTATION OF PUPILS ON BOARDS

Pupil representatives

55. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations providing for representation on boards,

ENSEIGNEMENT RELIGIEUX

Enseignement religieux

51. (1) Sous réserve des règlements, l'élève est autorisé à recevoir l'enseignement religieux que son père, sa mère ou son tuteur souhaite pour lui ou, s'il est majeur, celui qu'il choisit lui-même. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 51 (1).

Exercices religieux

(2) L'élève d'une école publique n'est pas tenu de lire ou d'étudier un livre religieux, ou de participer à un exercice religieux ou de piété si son père, sa mère ou son tuteur, ou lui-même, s'il est majeur, s'y oppose. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 51 (2).

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONSEILS CATHOLIQUES

Enseignement religieux

52. Les conseils catholiques peuvent créer et maintenir des programmes et des cours d'enseignement religieux destinés aux élèves de toutes les écoles qui relèvent d'eux. 1997, chap. 31, art. 28.

Visiteurs

53. (1) Le père, la mère ou le tuteur d'un enfant qui fréquente une école catholique et tout membre du conseil dont relève cette école peuvent visiter celle-ci. 1997, chap. 31, art. 28.

Idem

(2) Tout membre de l'Assemblée législative peut visiter une école catholique située dans sa circonscription. 1997, chap. 31, art. 28.

Idem

(3) Tout membre du clergé de l'Église catholique peut visiter une école catholique située dans le secteur où s'exerce son ministère. 1997, chap. 31, art. 28.

Résidents autres que les contribuables qui ont le droit de vote

- 54. (1) Malgré les autres dispositions de la présente loi et toute autre loi mais sous réserve du paragraphe (2), le catholique qui n'est pas contribuable d'un conseil quelconque, qui a le droit, aux termes du paragraphe 1 (10), de voter dans le territoire de compétence d'un conseil catholique et qui désire être électeur de ce conseil lors d'une élection a le droit :
 - a) d'une part, de faire inscrire son nom sur la liste préliminaire de la section de vote dans laquelle il réside en tant qu'électeur de ce conseil;
 - b) d'autre part, d'être recensé à titre d'électeur de ce conseil. 1997, chap. 31, art. 29.

Titulaires des droits liés au français

(2) Seuls les titulaires des droits liés au français possèdent le droit que prévoit le paragraphe (1) à l'égard d'un conseil scolaire de district séparé de langue française. 1997, chap. 31, art. 29.

REPRÉSENTATION DES ÉLÈVES AU SEIN DES CONSEILS

Représentants des élèves

55. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir la représentation au sein des conseils,

by peer election or by appointment, of the interests of pupils in the last two years of the intermediate division and in the senior division. 1997, c. 31, s. 30.

Same

- (2) A regulation under this section may,
- (a) provide for the type and extent of participation by the persons elected or appointed; and
- (b) authorize boards to reimburse the persons elected or appointed for all or part of their out-of-pocket expenses reasonably incurred in connection with carrying out the responsibilities of pupil representatives, subject to such limitations or conditions as may be specified in the regulation. 1997, c. 31, s. 30.

Same

(3) A regulation under this section shall not give voting rights to pupil representatives. 1997, c. 31, s. 30.

Same

(4) In a regulation under this section, the Lieutenant Governor in Council may provide for any matter by authorizing a board to develop and implement a policy with respect to the matter. 1997, c. 31, s. 30.

Same

(5) A pupil representative on a board is not a member of the board and is not entitled to be present at a meeting that is closed to the public under section 207. 1997, c. 31, s. 30.

TERRITORY WITHOUT MUNICIPAL ORGANIZATION IN AREA OF JURISDICTION OF A SCHOOL AUTHORITY

Regulations

- **56.** The Lieutenant Governor in Council may make regulations deeming, for any purpose, including but not limited to purposes related to taxation, any territory without municipal organization that is within the area of jurisdiction of a school authority,
 - (a) to be a district municipality, unless and until the territory becomes or is included in a municipality; or
 - (b) to be attached to a municipality, unless and until the territory becomes or is included in a municipality. 1997, c. 31, s. 31.

SPECIAL EDUCATION TRIBUNALS AND ADVISORY COMMITTEES

Special Education Tribunals

57. (1) The Lieutenant Governor in Council shall establish one or more Special Education Tribunals. 1997, c. 31, s. 31.

par voie d'élection par les pairs ou de nomination, des intérêts des élèves des deux dernières années du cycle intermédiaire et des élèves du cycle supérieur. 1997, chap. 31, art. 30.

Idem

- (2) Les règlements pris en application du présent article peuvent faire ce qui suit :
 - a) prévoir la nature et l'étendue de la participation des personnes élues ou nommées;
 - b) autoriser les conseils à rembourser aux personnes élues ou nommées tout ou partie des frais raisonnables qu'elles engagent dans l'exercice de leurs fonctions de représentants des élèves, sous réserve des restrictions ou des conditions que précisent les règlements. 1997, chap. 31, art. 30.

Idem

(3) Les règlements pris en application du présent article ne doivent pas donner le droit de vote aux représentants des élèves. 1997, chap. 31, art. 30.

Idem

(4) Dans les règlements pris en application du présent article, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prévoir toute question en autorisant un conseil à élaborer et à mettre en oeuvre une politique à l'égard de la question. 1997, chap. 31, art. 30.

Idem

(5) Les représentants des élèves au sein des conseils n'en sont pas membres et n'ont pas le droit d'assister aux réunions tenues à huis clos en vertu de l'article 207. 1997, chap. 31, art. 30.

TERRITOIRE NON ÉRIGÉ EN MUNICIPALITÉ SITUÉ DANS LE TERRITOIRE DE COMPÉTENCE D'UNE ADMINISTRATION SCOLAIRE

Règlements

- 56. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir qu'un territoire non érigé en municipalité situé dans le territoire de compétence d'une administration scolaire est réputé à toute fin, notamment aux fins de l'imposition :
 - a) soit constituer une municipalité de district, à moins qu'il ne devienne une municipalité ou ne soit compris dans une municipalité, et jusqu'à ce moment;
 - b) soit être rattaché à une municipalité, à moins qu'il ne devienne une municipalité ou ne soit compris dans une municipalité, et jusqu'à ce moment. 1997, chap. 31, art. 31.

TRIBUNAUX DE L'ENFANCE EN DIFFICULTÉ ET COMITÉS CONSULTATIFS POUR L'ENFANCE EN DIFFICULTÉ

Tribunaux de l'enfance en difficulté

57. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil crée un ou plusieurs tribunaux de l'enfance en difficulté. 1997, chap. 31, art. 31.

Regulations

- (2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations governing,
 - (a) the organization and administration of a Special Education Tribunal:
 - (b) practices and procedures relating to a Special Education Tribunal: and
 - (c) the costs of persons before a Special Education Tribunal, 1997, c. 31, s. 31.

Right of appeal

(3) Where a parent or guardian of a pupil has exhausted all rights of appeal under the regulations in respect of the identification or placement of the pupil as an exceptional pupil and is dissatisfied with the decision in respect of the identification or placement, the parent or guardian may appeal to a Special Education Tribunal for a hearing in respect of the identification or placement. 1997, c. 31, s. 31.

Hearing by Special Education Tribunal

- (4) The Special Education Tribunal shall hear the appeal and may,
 - (a) dismiss the appeal; or
 - (b) grant the appeal and make such order as it considers necessary with respect to the identification or placement. 1997, c. 31, s. 31.

Decision final

(5) The decision of the Special Education Tribunal is final and binding on the parties to the decision. 1997, c. 31, s. 31.

Special education advisory committees

57.1 (1) Every district school board shall establish a special education advisory committee. 1997, c. 31, s. 31.

Same

(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations requiring school authorities to establish special education advisory committees. 1997, c. 31, s. 31.

Same

- (3) The Lieutenant Governor in Council may make regulations governing,
 - (a) the establishment and composition of special education advisory committees;
 - (b) practices and procedures relating to special education advisory committees;
 - (c) the powers and duties of special education advisory committees;
 - (d) the duties of district school boards or school authorities in relation to special education advisory committees. 1997, c. 31, s. 31.

Règlements

- (2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir ce qui suit en ce qui concerne les tribunaux de l'enfance en difficulté :
 - a) leur organisation et leur administration;
 - b) leurs règles de pratique et de procédure;
 - c) les frais que doivent assumer les personnes qui comparaissent devant eux. 1997, chap. 31, art. 31.

Droit d'appel

(3) Le père, la mère ou le tuteur d'un élève qui a épuisé tous les droits d'appel prévus par règlement en ce qui concerne l'identification ou le placement de l'élève à titre d'élève en difficulté et qui n'est pas satisfait de la décision prise à cet égard peut interjeter appel de celle-ci devant un tribunal de l'enfance en difficulté. 1997, chap. 31, art. 31.

Audience du tribunal de l'enfance en difficulté

- (4) Le tribunal de l'enfance en difficulté entend l'appel et peut :
 - a) soit le rejeter;
 - b) soit l'accueillir et rendre l'ordonnance qu'il estime nécessaire en ce qui concerne l'identification ou le placement. 1997, chap. 31, art. 31.

Décision définitive

(5) La décision du tribunal de l'enfance en difficulté est définitive et lie les parties. 1997, chap. 31, art. 31.

Comités consultatifs pour l'enfance en difficulté

57.1 (1) Chaque conseil scolaire de district crée un comité consultatif pour l'enfance en difficulté. 1997, chap. 31, art. 31.

Idem

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, exiger que les administrations scolaires créent des comités consultatifs pour l'enfance en difficulté. 1997, chap. 31, art. 31.

Idem

- (3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir ce qui suit en ce qui concerne les comités consultatifs pour l'enfance en difficulté :
 - a) leur création et leur composition;
 - b) leurs règles de pratique et de procédure;
 - c) leurs pouvoirs et fonctions:
 - d) les fonctions des conseils scolaires de district ou des administrations scolaires à leur égard. 1997, chap. 31, art. 31.

General or particular

(4) A regulation under subsection (3) may be general or particular and may be made to apply to any class of board and for the purpose a class may be defined with respect to any attribute and may be defined to consist of or to exclude any specified member of the class, whether or not with the same attributes. 1997, c. 31, s. 31.

EDUCATION RELATIONS COMMISSION

Education Relations Commission

57.2 (1) In this section,

- "lock-out" has the same meaning as in the Labour Relations Act, 1995; ("lock-out")
- "Part X.1 teacher" has the same meaning as in Part X.1; ("enseignant visé par la partie X.1")
- "strike", in relation to employees who are not Part X.1 teachers, has the same meaning as in the *Labour Relations Act*, 1995; ("grève")
- "strike", in relation to Part X.1 teachers, has the meaning set out in clause 277.2 (4) (b). ("grève") 2001, c. 14, Sched. A, s. 1.

Same

(2) Despite the repeal of section 59 of the School Boards and Teachers Collective Negotiations Act, the Education Relations Commission is continued for the purposes of advising the Lieutenant Governor in Council when, in the opinion of the Commission, the continuation of a strike by board employees or of a lock-out of board employees will place in jeopardy the successful completion of courses of study by the affected pupils. 2001, c. 14, Sched. A, s. 1.

MUNICIPAL CHARGES

Municipal charges

58. (1) Despite section 391 of the *Municipal Act*, 2001, but subject to subsection (3), a by-law passed under that section does not apply to a board. 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Same

(2) Despite Part XII of the *Municipal Act*, 2001, a by-law passed under that Part does not apply in respect of anything provided or done by or on behalf of the municipality or upper-tier municipality in connection with taxes levied under Division B of Part IX of this Act. 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Exception

(3) The Lieutenant Governor in Council may make regulations providing for exceptions to subsection (1). 1997, c. 31, s. 31.

Portée

(4) Les règlements pris en application du paragraphe (3) peuvent avoir une portée générale ou particulière et peuvent s'appliquer à toute catégorie de conseils. À cette fin, une catégorie peut être définie en fonction de n'importe quel attribut et de façon à inclure ou à exclure n'importe quel membre précisé de la catégorie, qu'il possède ou non les mêmes attributs. 1997, chap. 31, art. 31.

COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL EN ÉDUCATION

Commission des relations de travail en éducation

- 57.2 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.
- «enseignant visé par la partie X.1» S'entend au sens de la partie X.1. («Part X.1 teacher»)
- «grève» En ce qui concerne les employés qui ne sont pas des enseignants visés par la partie X.1, s'entend au sens de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*. («strike»)
- «grève» En ce qui concerne les enseignants visés par la partie X.1, s'entend au sens de l'alinéa 277.2 (4) b). («strike»)
- «lock-out» S'entend au sens de la Loi de 1995 sur les relations de travail. («lock-out») 2001, chap. 14, annexe A, art. 1.

Idem

(2) Malgré l'abrogation de l'article 59 de la Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants, la Commission des relations de travail en éducation est prorogée pour aviser le lieutenant-gouverneur en conseil si, selon elle, la poursuite d'une grève ou d'un lock-out des employés d'un conseil compromettra le succès scolaire des élèves touchés. 2001, chap. 14, annexe A, art. 1.

FRAIS ENGAGÉS PAR LES MUNICIPALITÉS

Frais engagés par les municipalités

58. (1) Malgré l'article 391 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* mais sous réserve du paragraphe (3), les règlements municipaux adoptés en vertu de cet article ne s'appliquent pas aux conseils. 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Idem

(2) Malgré la partie XII de la Loi de 2001 sur les municipalités, les règlements municipaux adoptés en vertu de cette partie ne s'appliquent pas à l'égard de quoi que ce soit qui est fourni ou entrepris par la municipalité ou la municipalité de palier supérieur ou en son nom relativement aux impôts prélevés aux termes de la section B de la partie IX de la présente loi. 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Exceptions

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir des exceptions au paragraphe (1). 1997, chap. 31, art. 31.

PART II.2 DISTRICT SCHOOL BOARDS

Regulations: district school boards

58.1 (1) In this section,

- "English-language instruction" means instruction in the English language or in American Sign Language and includes instruction provided under a program of the type described in paragraph 25 of subsection 8 (1); ("enseignement en anglais")
- "French-language instruction" means instruction in the French language or in Quebec Sign Language but does not include instruction provided under a program of the type described in paragraph 25 of subsection 8 (1); ("enseignement en français")
- "school" does not include a school under the jurisdiction of a school authority or an educational institution operated by the Government of Ontario. ("école") 1997, c. 31, s. 32.

Same

- (2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations providing for,
 - (a) the establishment of,
 - (i) English-language public district school boards, to govern the provision of elementary and secondary English-language instruction in schools other than Roman Catholic separate schools.
 - (ii) English-language separate district school boards, to govern the provision of elementary and secondary English-language instruction in Roman Catholic separate schools,
 - (iii) French-language public district school boards, to govern the provision of elementary and secondary French-language instruction in schools other than Roman Catholic separate schools, and
 - (iv) French-language separate district school boards, to govern the provision of elementary and secondary French-language instruction in Roman Catholic separate schools;
 - (b) the establishment of the areas of jurisdiction of district school boards;
 - (c) the assignment of names to district school boards:
 - (d) the alteration of the area of jurisdiction of a district school board;
 - (e) the dissolution of a district school board;
 - (f) the dissolution of a school authority the area of jurisdiction of which is to be included in the area of jurisdiction of a district school board;

PARTIE II.2 CONSEILS SCOLAIRES DE DISTRICT

Règlements : conseils scolaires de district

- 58.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.
- «école» Ne s'entend pas d'une école qui relève d'une administration scolaire ni d'un établissement d'enseignement qui relève du gouvernement de l'Ontario. («school»)
- «enseignement en anglais» Enseignement dispensé en anglais ou dans la langue des signes américaine. S'entend en outre de l'enseignement dispensé dans le cadre d'un programme du type visé à la disposition 25 du paragraphe 8 (1). («English-language instruction»)
- «enseignement en français» Enseignement dispensé en français ou dans la langue des signes québécoise. Est exclu de la présente définition l'enseignement dispensé dans le cadre d'un programme du type visé à la disposition 25 du paragraphe 8 (1). («French-language instruction») 1997, chap. 31, art. 32.

Idem

- (2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir ce qui suit :
 - a) la création des conseils scolaires de district suivants :
 - (i) les conseils scolaires de district publics de langue anglaise, chargés de gérer la prestation de l'enseignement en anglais aux niveaux élémentaire et secondaire dans les écoles autres que les écoles séparées catholiques,
 - (ii) les conseils scolaires de district séparés de langue anglaise, chargés de gérer la prestation de l'enseignement en anglais aux niveaux élémentaire et secondaire dans les écoles séparées catholiques,
 - (iii) les conseils scolaires de district publics de langue française, chargés de gérer la prestation de l'enseignement en français aux niveaux élémentaire et secondaire dans les écoles autres que les écoles séparées catholiques,
 - (iv) les conseils scolaires de district séparés de langue française, chargés de gérer la prestation de l'enseignement en français aux niveaux élémentaire et secondaire dans les écoles séparées catholiques;
 - b) l'établissement des territoires de compétence des conseils scolaires de district;
 - c) le nom des conseils scolaires de district;
 - d) la modification du territoire de compétence des conseils scolaires de district;
 - e) la dissolution des conseils scolaires de district;
 - f) la dissolution des administrations scolaires dont le territoire de compétence doit être inclus dans celui d'un conseil scolaire de district;

- (g) the dissolution of an old board;
- (h) the amalgamation or merger of one or more old boards with a district school board to continue as a district school board;
- (i) the amalgamation or merger of one or more school authorities with a district school board to continue as a district school board;
- (j) the amalgamation or merger of two or more district school boards to continue as a district school board:
- (k) representation on and elections to district school boards, including but not limited to regulations providing for,
 - (i) the determination of the number of members of each district school board,
 - (ii) the establishment, for electoral purposes, of geographic areas within the areas of jurisdiction of district school boards,
 - (iii) the distribution of the members of a district school board to the geographic areas referred to in subclause (ii),
 - (iv) appeals to any person or body relating to anything done under a regulation made under subclause (i), (ii) or (iii),
 - (v) nomination procedures for the election of members of district school boards,
 - (vi) the duties to be performed by municipal clerks, officials of old boards, officials of district school boards and others in respect of any matter relating to representation on or elections to district school boards,
 - (vii) the duties to be performed by the Education Improvement Commission in respect of any matter relating to elections to district school boards in 1997 or to representation on district school boards in connection with the 1997 elections,
 - (viii) the date in a regular election year before which a resolution under subsection (10.1) may be passed;
- the holding in trust, transfer and vesting of assets, including but not limited to real and personal property, the transfer of liabilities and the transfer of employees among district school boards or school authorities or both, in connection with,

- g) la dissolution des anciens conseils:
- h) la fusion d'un ou de plusieurs anciens conseils et d'un conseil scolaire de district en vue de leur prorogation en un seul et même conseil scolaire de district;
- i) la fusion d'une ou de plusieurs administrations scolaires et d'un conseil scolaire de district en vue de leur prorogation en un seul et même conseil scolaire de district;
- j) la fusion de deux conseils scolaires de district ou plus en vue de leur prorogation en un seul et même conseil scolaire de district;
- k) la représentation au sein des conseils scolaires de district et l'élection de leurs membres, notamment ce qui suit :
 - (i) la détermination du nombre des membres de chaque conseil scolaire de district,
 - (ii) l'établissement aux fins électorales de régions géographiques dans les territoires de compétence des conseils scolaires de district,
 - (iii) la répartition des membres d'un conseil scolaire de district entre les régions géographiques visées au sous-alinéa (ii),
 - (iv) l'interjection d'appels des actes accomplis aux termes d'un règlement pris en application du sous-alinéa (i), (ii) ou (iii) devant une personne ou un organisme,
 - (v) les modalités de mise en candidature aux fins de l'élection des membres des conseils scolaires de district,
 - (vi) les fonctions des secrétaires de municipalité, des employés des anciens conseils, des employés des conseils scolaires de district et d'autres personnes à l'égard des questions touchant à la représentation au sein des conseils scolaires de district ou à l'élection de leurs membres,
 - (vii) les fonctions de la Commission d'amélioration de l'éducation à l'égard des questions touchant à l'élection des membres des conseils scolaires de district en 1997 ou à la représentation au sein des conseils scolaires de district en ce qui concerne les élections de 1997;
 - (viii) le jour de l'année d'une élection ordinaire avant lequel une résolution visée au paragraphe (10.1) peut être adoptée;
- l) la détention en fiducie, le transfert et la dévolution des éléments d'actif, notamment les biens meubles et immeubles, le transfert des éléments de passif et la mutation des employés d'un conseil scolaire de district à un autre, d'une administration scolaire à une autre, d'un conseil scolaire de district à une administration scolaire, ou inversement, lors de ce qui suit :

- (i) the establishment, continuation or dissolution of a district school board.
- (ii) the dissolution of a school authority the area of jurisdiction of which is to be included in the area of jurisdiction of a district school board or
- (iii) the merger or amalgamation of a school authority the area of jurisdiction of which is to be included in the area of jurisdiction of a district school board with the district school board:
- (m) the deeming, for any purpose, including but not limited to purposes related to elections and taxation, of any territory without municipal organization that is within the area of jurisdiction of a district school board.
 - (i) to be a district municipality, unless and until the territory becomes or is included in a municipality, or
 - (ii) to be attached to a municipality, unless and until the territory becomes or is included in a municipality;
- (n) the recovery of some or all of the costs incurred by a district school board in meeting any requirements under this section relating to elections in territory without municipal organization or elections to a school authority;
- (o) the conduct of elections to a school authority the area of jurisdiction of which is entirely or partly the same as the area of jurisdiction of a district school board;
- (p) the holding in trust, transfer and vesting of assets, including but not limited to real and personal property, the transfer of liabilities and the transfer of employees of old boards to and among district school boards;
- (q) such transitional matters as the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the school system reforms of 1997 and 1998, including but not limited to regulations providing for,
 - such matters as the Lieutenant Governor in Council considers advisable to prevent disruption in the education of pupils,
 - (ii) the obligation of a district school board to exercise the powers and carry out the duties of another district school board for and on behalf of the other district school board,
 - (iii) the obligation of a district school board to deal with assets, liabilities or employees, or classes of assets, liabilities or employees, that are identified in the regulation, for and on behalf of another district school board,

- (i) la création, la prorogation ou la dissolution d'un conseil scolaire de district.
- (ii) la dissolution d'une administration scolaire dont le territoire de compétence doit être inclus dans celui d'un conseil scolaire de district.
- (iii) la fusion d'un conseil scolaire de district et d'une administration scolaire dont le territoire de compétence doit être inclus dans celui de ce conseil;
- m) le fait qu'un territoire non érigé en municipalité situé dans le territoire de compétence d'un conseil scolaire de district est réputé à toute fin, notamment aux fins des élections et de l'imposition :
 - (i) soit constituer une municipalité de district, à moins qu'il ne devienne une municipalité ou ne soit compris dans une municipalité, et jusqu'à ce moment,
 - (ii) soit être rattaché à une municipalité, à moins qu'il ne devienne une municipalité ou ne soit compris dans une municipalité, et jusqu'à ce moment;
- n) le recouvrement de tout ou partie des frais qu'engage un conseil scolaire de district pour respecter les exigences prévues au présent article en ce qui concerne les élections tenues dans un territoire non érigé en municipalité ou l'élection des membres d'une administration scolaire;
- o) la tenue de l'élection des membres d'une administration scolaire dont le territoire de compétence correspond, en totalité ou en partie, à celui d'un conseil scolaire de district;
- p) la détention en fiducie, le transfert et la dévolution des éléments de l'actif des anciens conseils, notamment leurs biens meubles et immeubles, le transfert des éléments de leur passif et la mutation de leurs employés aux conseils scolaires de district;
- q) les questions de transition qu'il estime nécessaires ou souhaitables en ce qui concerne la réforme du système scolaire entreprise en 1997 et 1998, notamment:
 - (i) les questions qu'il estime souhaitables pour que l'instruction des élèves ne soit pas perturbée,
 - (ii) l'obligation pour un conseil scolaire de district d'exercer les pouvoirs et les fonctions d'un autre conseil scolaire de district pour cet autre conseil et au nom de celui-ci,
 - (iii) l'obligation pour un conseil scolaire de district de s'occuper des éléments d'actif, des éléments de passif ou des employés, ou des catégories de ceux-ci, qui sont précisés dans le règlement pour un autre conseil scolaire de district et au nom de celui-ci,

- (iv) the recovery of some or all of the costs incurred by a district school board in meeting any requirement under this clause;
- (r) such other matters, including transitional matters, that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the establishment, merger, amalgamation, continuation or dissolution of one or more boards under this section, or with the alteration of the area of jurisdiction of a board under this section, including but not limited to transitional matters relating to,
 - (i) representation, by election or appointment, on a board pending the next regular elections,
 - (ii) the rights of pupils to continue to attend schools that they were enrolled in and entitled to attend immediately before the establishment, merger, amalgamation, continuation, dissolution or alteration. 1997, c. 31, s. 32; 2002, c. 18, Sched. G, s. 6 (1).

Provisions in regulations: effect for electoral purposes

(3) A regulation made under subsection (2) may provide that it shall be deemed to have come into force and taken effect on the day of filing or at such earlier or later time as is stated in the regulation, for any purpose related to representation on or elections to a district school board or school authority. 1997, c. 31, s. 32.

Same

(4) Subsection (3) applies only to the extent necessary to permit the next regular election after the regulation is made, or any by-election preceding that next regular election, to be held in a way that takes account of the provisions of the regulation. 1997, c. 31, s. 32.

Regulations: school outside jurisdiction of a board to be school of the board

(5) The Lieutenant Governor in Council may make regulations providing that a school described in subsection (6) that is outside the area of jurisdiction of a district school board is a school of the district school board. 1997, c. 31, s. 32.

,

(6) Subsection (5) applies only to schools to which section 101 of this Act, as it read on December 31, 1997, applied. 1997, c. 31, s. 32.

Purpose of clauses (2) (d), (e)

(7) The purpose of clauses (2) (d) and (e) is to provide authority to the Lieutenant Governor in Council to make changes in the jurisdiction of boards on a case by case basis. 1997, c. 31, s. 32.

Limitation re clauses (2) (d), (e)

(8) A regulation shall not be made under clause (2) (d) or (e) if an area that, immediately before the regulation takes effect, was within the area of jurisdiction of a board

- (iv) le recouvrement de tout ou partie des frais qu'engage un conseil scolaire de district pour respecter les exigences prévues au présent alinéa;
- r) les autres questions, y compris les questions de transition, qu'il estime nécessaires ou souhaitables en ce qui concerne la création, la fusion, la prorogation ou la dissolution d'un ou de plusieurs conseils ou la modification du territoire de compétence d'un conseil en vertu du présent article, notamment les questions de transition qui touchent:
 - (i) à la représentation, par voie d'élection ou de nomination, au sein d'un conseil en attendant l'élection ordinaire suivante,
 - (ii) aux droits des élèves de continuer de fréquenter les écoles auxquelles ils étaient inscrits et qu'ils avaient le droit de fréquenter immédiatement avant la création, la fusion, la prorogation, la dissolution ou la modification. 1997, chap. 31, art. 32; 2002, chap. 18, annexe G, par. 6 (1).

Dispositions des règlements : effet aux fins électorales

(3) Les règlements pris en application du paragraphe (2) peuvent prévoir qu'ils sont réputés, à toutes fins liées à la représentation au sein des conseils scolaires de district ou des administrations scolaires ou à l'élection de leurs membres, entrer en vigueur et prendre effet le jour de leur dépôt ou au moment antérieur ou postérieur qu'ils précisent. 1997, chap. 31, art. 32.

Idem

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique que dans la mesure nécessaire pour permettre que l'élection ordinaire qui suit la prise du règlement, ou toute élection partielle précédant l'élection ordinaire suivante, se tienne d'une façon qui tient compte des dispositions du règlement. 1997, chap. 31, art. 32.

Règlements : écoles ne relevant pas d'un conseil

(5) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir qu'une école visée au paragraphe (6) qui ne relève pas d'un conseil scolaire de district constitue une école de ce conseil. 1997, chap. 31, art. 32.

Idem

(6) Le paragraphe (5) ne s'applique qu'aux écoles auxquelles s'appliquait l'article 101 de la présente loi, tel qu'il existait le 31 décembre 1997. 1997, chap. 31, art. 32.

Objet des alinéas (2) d) et e)

(7) Les alinéas (2) d) et e) ont pour objet de conférer au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir d'apporter des modifications ponctuelles au territoire de compétence des conseils. 1997, chap. 31, art. 32.

Restriction: alinéas (2) d) et e)

(8) Aucun règlement ne doit être pris en application de l'alinéa (2) d) ou e) si un secteur qui, immédiatement avant l'entrée en vigueur du règlement, était situé dans le

would, immediately after the regulation takes effect, not be within the area of jurisdiction of a board. 1997, c. 31, s. 32.

Subdelegation

(9) In a regulation under subclauses (2) (k) (i) to (iii), the Lieutenant Governor in Council may delegate to a person or body the authority to provide for anything relating to the matters mentioned in subclauses (2) (k) (i) to (iii), subject to such conditions and restrictions as are specified in the regulation. 1997, c. 31, s. 32.

Number of members on a district school board

(10) A regulation under subclause (2) (k) (i) shall not provide for more than 22 or fewer than five members on any district school board. 1997, c. 31, s. 32.

Same

(10.1) Subject to subsections (10.2) and (10.3), a district school board may by resolution reduce the number of members to be elected at the next regular election to a number lower than the number provided in a regulation made under subclause 58.1 (2) (k) (i). 2002, c. 18, Sched. G, s. 6 (2).

Same

(10.2) The resolution shall be passed before the prescribed date in the year of the regular election. 2002, c. 18, Sched. G, s. 6 (2).

Same

(10.3) The resolution shall not provide for fewer than five members. 2002, c. 18, Sched. G, s. 6 (2).

Same

(11) The numbers referred to in subsections (10) to (10.3) do not include any person elected or appointed to a district school board under section 188. 2002, c. 18, Sched. G, s. 6 (3).

Geographic areas

- (12) A geographic area established under subclause (2) (k) (ii) for a district school board may,
 - (a) be the same as or less than the entire area of jurisdiction of the district school board;
 - (b) include areas within the area of jurisdiction of the district school board that do not adjoin one another; and
 - (c) consist of,
 - (i) all or part of one or more municipalities, or
 - (ii) territory without municipal organization, or both. 1997, c. 31, s. 32.

Same

(13) A person who establishes a geographic area under a regulation made under subclause (2) (k) (ii) shall have regard to any relevant submissions made by any person. 1997, c. 31, s. 32.

territoire de compétence d'un conseil n'était plus situé, immédiatement après l'entrée en vigueur du règlement, dans le territoire de compétence d'un conseil. 1997, chap. 31, art. 32.

Subdélégation

(9) Dans les règlements pris en application des sousalinéas (2) k) (i) à (iii) et sous réserve des conditions et des restrictions qu'il y précise, le lieutenant-gouverneur en conseil peut déléguer à une personne ou à un organisme le pouvoir de prévoir quoi que ce soit touchant aux questions visées à ces sous-alinéas. 1997, chap. 31, art. 32.

Nombre des membres d'un conseil scolaire de district

(10) Les règlements pris en application du sous-alinéa (2) k) (i) ne doivent pas prévoir qu'un conseil scolaire de district se compose de plus de 22 et de moins de cinq membres. 1997, chap. 31, art. 32.

Idem

(10.1) Sous réserve des paragraphes (10.2) et (10.3), un conseil scolaire de district peut, par voie de résolution, ramener le nombre de membres à élire l'élection ordinaire suivante à un nombre inférieur à celui prévu dans un règlement pris en application du sous-alinéa 58.1 (2) k) (i). 2002, chap. 18, annexe G, par. 6 (2).

Idem

(10.2) La résolution est adoptée avant le jour de l'année de l'élection ordinaire prescrit. 2002, chap. 18, annexe G, par. 6 (2).

Idem

(10.3) La résolution ne peut prévoir moins de cinq membres. 2002, chap. 18, annexe G, par. 6 (2).

Iden

(11) Les nombres visés aux paragraphes (10) à (10.3) ne comprennent pas les personnes élues ou nommées au conseil scolaire de district aux termes de l'article 188. 2002, chap. 18, annexe G, par. 6 (3).

Régions géographiques

- (12) Une région géographique établie en vertu du sousalinéa (2) k) (ii) pour un conseil scolaire de district peut :
 - a) coïncider avec le territoire de compétence du conseil ou être moins grande que celui-ci;
 - b) être formée de régions non contiguës du territoire de compétence du conseil;
 - c) comprendre l'un ou l'autre des territoires suivants ou les deux :
 - (i) tout ou partie d'une ou de plusieurs municipalités,
 - (ii) un territoire non érigé en municipalité. 1997, chap. 31, art. 32.

Idem

(13) La personne qui établit une région géographique aux termes d'un règlement pris en application du sous-alinéa (2) k) (ii) tient compte des observations pertinentes faites par quiconque. 1997, chap. 31, art. 32.

No right to petition Executive Council

(13.1) Section 95 of the *Ontario Municipal Board Act* does not apply in respect of an order or decision that is made after the day this subsection comes into force by the Ontario Municipal Board under the authority of a regulation made under clause (2) (k). 2002, c. 18, Sched. G, s. 6 (4).

Purpose of clause (2) (1)

(14) The purpose of clause (2) (1) is to provide authority to the Lieutenant Governor in Council to resolve questions relating to assets, liabilities and employees that arise in connection with any changes in the jurisdiction of boards that may be made on a case by case basis. 1997, c. 31, s. 32.

Limitation

(15) The Lieutenant Governor in Council has no authority under clause (2) (1) to transfer employees of a public board to a Roman Catholic board or to transfer employees of a Roman Catholic board to a public board. 1997, c. 31, s. 32.

Exception

- (16) The limitation provided in subsection (15) does not apply in relation to the transfer of an employee between two boards if,
 - (a) both boards agree that the limitation should not apply in respect of the transfer; and
 - (b) the Minister approves the agreement referred to in clause (a). 1997, c. 31, s. 32.

Transfers among district school boards and school authorities

- (17) Without limiting the generality of clause (2) (l), a regulation under that clause may provide for,
 - (a) processes to permit participation by classes of persons or bodies specified in the regulation in decision-making processes related to anything done under clause (2) (1);
 - (b) processes for the resolution of disputes among classes of persons or bodies specified in the regulation:
 - (c) the continuation of legal and other proceedings commenced by or against a district school board or school authority affected by anything done under clause (2) (1) and the enforcement of court orders and other orders or determinations relating to such a district school board or school authority;
 - (d) deadlines for complying with any provision of the regulation; and
 - (e) any other matter that the Lieutenant Governor in Council considers advisable in order to achieve an efficient and fair transfer of assets, liabilities and employees among the affected district school boards and school authorities. 1997, c. 31, s. 32.

Aucun droit de pétition auprès du Conseil exécutif

(13.1) L'article 95 de la Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario ne s'applique pas à l'égard d'une ordonnance ou d'une décision que la Commission des affaires municipales de l'Ontario rend après l'entrée en vigueur du présent paragraphe aux termes d'un règlement pris en application de l'alinéa (2) k). 2002, chap. 18, annexe G, par. 6 (4).

Objet de l'alinéa (2) l)

(14) L'alinéa (2) l) a pour objet de conférer au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de résoudre les questions relatives aux éléments d'actif, aux éléments de passif et aux employés que soulève toute modification ponctuelle du territoire de compétence des conseils. 1997, chap. 31, art. 32.

Restriction

(15) L'alinéa (2) l) n'a pas pour effet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à muter des employés d'un conseil public à un conseil catholique, ou inversement. 1997, chap. 31, art. 32.

Exception

- (16) La restriction prévue au paragraphe (15) ne s'applique pas à l'égard de la mutation d'un employé d'un conseil à un autre si les conditions suivantes sont réunies :
 - a) les deux conseils conviennent, par voie d'entente, que la restriction ne devrait pas s'appliquer à l'égard de la mutation;
 - b) le ministre approuve l'entente visée à l'alinéa a). 1997, chap. 31, art. 32.

Transferts et mutations : conseils scolaires de district et administrations scolaires

- (17) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (2) l), les règlements pris en application de cet alinéa peuvent prévoir ce qui suit :
 - a) les méthodes visant à permettre la participation des catégories de personnes ou d'organismes qu'ils précisent aux processus de prise de décisions concernant tout acte accompli aux termes de cet alinéa;
 - b) les méthodes de règlement des différends qui surviennent entre les catégories de personnes ou d'organismes qu'ils précisent;
 - c) la poursuite des instances judiciaires et autres introduites par ou contre un conseil scolaire de district ou une administration scolaire visés par un acte accompli en vertu de cet alinéa, et l'exécution des ordonnances judiciaires et autres ordonnances, décrets, arrêtés ou décisions les touchant;
 - d) les délais accordés pour se conformer à leurs dispositions;
 - e) toute autre question que le lieutenant-gouverneur en conseil estime souhaitable pour que le transfert des éléments d'actif et de passif et la mutation des employés se fassent de façon efficace et équitable dans le cas des conseils scolaires de district et des administrations scolaires visés. 1997, chap. 31, art. 32.

Dispute

(18) Without limiting the generality of clause (17) (b), a regulation providing for a matter referred to in that clause may provide for disputes as to the disposition of property to be referred to an arbitrator selected by the Minister. 1997, c. 31, s. 32.

Same

(19) Where a dispute is referred to an arbitrator as described in subsection (18), the arbitrator shall determine the matters in dispute and the decision of the arbitrator is final. 1997, c. 31, s. 32.

Clause (17) (c)

- (20) Without limiting the generality of clause (17) (c), a regulation providing for a matter referred to in that clause
 - (a) may substitute or add persons as parties to a proceeding continued under the clause; and
 - (b) may substitute or add persons against which or by which an order or determination referred to in the clause may be enforced. 1997, c. 31, s. 32.

Employees

- (21) The following rules apply where an employee is transferred under a regulation made under clause (2) (1):
 - A person who is an employee of a board on the day the regulation transferring the employee to another board is made and who would, but for that regulation, still be an employee of the transferor board on the day the regulation is to take effect is an employee of the transferee board referred to in the regulation on the day the regulation is to take effect.
 - 2. A person's employment shall be deemed not to have been terminated for any purpose by anything done under this Part. 1997, c. 31, s. 32.

Tax exemption

(22) Taxes are not payable under the Land Transfer Tax Act or the Retail Sales Tax Act with respect to a holding in trust, transfer or vesting under clause (2) (1). 1997, c. 31, s. 32.

Transfer not a closing

(23) A transfer of a school under clause (2) (1) is not a closing of the school. 1997, c. 31, s. 32.

No compensation

(24) Except as provided in the regulations made under clause (2) (1), no compensation or damages are payable in connection with anything done under clause (2) (1). 1997, c. 31, s. 32.

Powers of board if regulation made under subclause (2) (m) (i)

(25) Where a board includes within its area of jurisdiction territory without municipal organization that is

Différends

(18) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (17) b), les règlements qui prévoient une question visée à cet alinéa peuvent prévoir le renvoi des différends relatifs à la disposition de biens à l'arbitre que choisit le ministre. 1997, chap. 31, art. 32.

Idem

(19) En cas de renvoi d'un différend à un arbitre comme le prévoit le paragraphe (18), celui-ci tranche les questions en litige et sa décision est définitive. 1997, chap. 31, art. 32.

Alinéa (17) c)

- (20) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (17) c), les règlements qui prévoient une question visée à cet alinéa peuvent faire ce qui suit :
 - a) substituer ou ajouter des personnes comme parties aux instances poursuivies en vertu de cet alinéa;
 - b) substituer ou ajouter des personnes contre ou par lesquelles les ordonnances, décrets, arrêtés ou décisions visés à cet alinéa peuvent être exécutés. 1997, chap. 31, art. 32.

Employés

- (21) Les règles suivantes s'appliquent si un employé est muté aux termes d'un règlement pris en application de l'alinéa (2) l) :
 - 1. La personne qui est un employé d'un conseil le jour où est pris le règlement qui prévoit sa mutation à un autre conseil et qui, sans ce règlement, serait encore un employé du premier conseil le jour où le règlement doit entrer en vigueur est un employé du deuxième conseil visé par le règlement le jour de l'entrée en vigueur.
 - 2. L'emploi d'une personne est réputé ne pas avoir pris fin dans quelque but que ce soit par suite d'un acte accompli aux termes de la présente partie. 1997, chap. 31, art. 32.

Exonération

(22) La détention en fiducie, le transfert et la dévolution prévus à l'alinéa (2) l) ne sont pas assujettis à la Loi sur les droits de cession immobilière ni à la Loi sur la taxe de vente au détail. 1997, chap. 31, art. 32.

Transfert non assimilé à une fermeture

(23) Le transfert d'une école en vertu de l'alinéa (2) l) n'équivaut pas à sa fermeture. 1997, chap. 31, art. 32.

Aucune indemnité

(24) Sous réserve des règlements pris en application de l'alinéa (2) l), aucune indemnité ni aucuns dommages-intérêts ne sont payables en ce qui concerne un acte accompli en vertu de cet alinéa. 1997, chap. 31, art. 32.

Pouvoirs du conseil en cas de règlement pris en application du sous-alinéa (2) m) (i)

(25) Si un conseil comprend dans son territoire de compétence un territoire non érigé en municipalité qui est

deemed under clause (2) (m) to be a district municipality for the purposes of elections, the officers appointed by the board have all the same powers and duties with respect to elections of members of the board in that territory as similar officers have in a municipality with respect to similar elections. 1997, c. 31, s. 32.

Powers of municipality if regulation made under subclause (2) (m) (ii)

(26) Where a board includes within its area of jurisdiction territory without municipal organization that is deemed under clause (2) (m) to be attached to a municipality for the purposes of elections, the officers of the municipality have all the same powers and duties with respect to elections of members of the board in that territory as with respect to such elections in any part of the area of jurisdiction of the board that is within the municipality. 1997, c. 31, s. 32.

Deemed district municipality

(27) In addition to any area prescribed under subclause (2) (m) (i), an area that satisfies the following conditions shall be deemed to be a district municipality for the purposes of clause 257.12 (3) (a) from January 1, 1998 until it becomes or is included in a municipality or is deemed to be a district municipality by a regulation made under clause (2) (m):

- 1. The area is without municipal organization.
- 2. As of December 31, 1997, the area was deemed to be a district municipality under subsection 54 (2), as it read on that day.
- 3. The area is under the jurisdiction of a district school board. 2002, c. 18, Sched. G, s. 6 (5).

Deemed separate district municipalities

(28) Despite subsection (27), the part, if any, of an area described in subsection (27) that is in a separate school zone shall be deemed to be a discrete district municipality. 2002, c. 18, Sched. G, s. 6 (5).

Transition, including transfers from old boards to district school boards

58.2 (1) Without limiting the generality of clause 58.1 (2) (p), a regulation under that clause may provide for,

- (a) processes to permit participation by classes of persons or bodies specified in the regulation in decision-making processes related to anything done under clause 58.1 (2) (p);
- (b) processes for the resolution of disputes among classes of persons or bodies specified in the regulation:
- (c) the continuation of legal and other proceedings commenced by or against an old board and the enforcement of court orders and other orders or determinations affecting an old board;

réputé, en vertu de l'alinéa (2) m), constituer une municipalité de district aux fins des élections, les agents nommés par le conseil exercent, à l'égard de l'élection des membres du conseil dans ce territoire, les pouvoirs et fonctions qu'exercent, à l'égard d'une élection semblable, les fonctionnaires municipaux qui ont des attributions analogues. 1997, chap. 31, art. 32.

Pouvoirs de la municipalité en cas de règlement pris en application du sous-alinéa (2) m) (ii)

(26) Si un conseil comprend dans son territoire de compétence un territoire non érigé en municipalité qui est réputé rattaché à une municipalité aux fins des élections aux termes de l'alinéa (2) m), les fonctionnaires de la municipalité exercent, à l'égard de l'élection des membres du conseil dans ce territoire, les mêmes pouvoirs et fonctions qu'à l'égard d'une élection semblable qui se tient dans toute partie du territoire de compétence du conseil qui est située dans la municipalité. 1997, chap. 31, art. 32.

Assimilation à une municipalité de district

(27) Outre les secteurs prescrits en vertu du sousalinéa (2) m) (i), un secteur qui remplit les conditions suivantes est réputé constituer une municipalité de district pour l'application de l'alinéa 257.12 (3) a) à partir du 1^{et} janvier 1998 et jusqu'à ce qu'il devienne une municipalité ou soit compris dans une municipalité ou jusqu'à ce que, par règlement pris en application de l'alinéa (2) m), il soit réputé constituer une municipalité de district :

- 1. Le secteur n'est pas érigé en municipalité.
- 2. Au 31 décembre 1997, le secteur était réputé constituer une municipalité de district aux termes du paragraphe 54 (2), tel qu'il existait à cette date.
- 3. Le secteur relève d'un conseil scolaire de district. 2002, chap. 18, annexe G, par. 6 (5).

Assimilation à une municipalité de district distincte

(28) Malgré le paragraphe (27), la partie d'un secteur visé au paragraphe (27) qui se trouve, le cas échéant, dans une zone d'écoles séparées est réputée constituer une municipalité de district distincte. 2002, chap. 18, annexe G, par. 6 (5).

Disposition transitoire, y compris transferts et mutations des anciens conseils aux conseils scolaires de district

- **58.2** (1) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa 58.1 (2) p), les règlements pris en application de cet alinéa peuvent prévoir ce qui suit :
 - a) les méthodes visant à permettre la participation des catégories de personnes ou d'organismes qu'ils précisent aux processus de prise de décisions concernant tout acte accompli aux termes de cet alinéa;
 - b) les méthodes de règlement des différends qui surviennent entre les catégories de personnes ou d'organismes qu'ils précisent;
 - c) la poursuite des instances judiciaires et autres introduites par ou contre un ancien conseil, et l'exécution des ordonnances judiciaires et autres ordonnances, décrets, arrêtés ou décisions le touchant;

- (d) deadlines for complying with any provision of the regulation; and
- (e) any other matter that the Lieutenant Governor in Council considers advisable in order to achieve an efficient and fair transfer of assets, liabilities and employees of old boards to and among district school boards. 1997, c. 31, s. 32.

Clause (1) (c)

- (2) Without limiting the generality of clause (1) (c), a regulation providing for a matter referred to in that clause,
 - (a) may substitute or add persons as parties to a proceeding continued under the clause; and
 - (b) may substitute or add persons against which or by which an order or determination referred to in the clause may be enforced. 1997, c. 31, s. 32.

Role of Education Improvement Commission

- (3) In a regulation under clause 58.1 (2) (p) or (q), the Lieutenant Governor in Council may provide for any matter referred to in clause 58.1 (2) (p) or (q), in subsection (1) or (2) of this section or in subsection 58.3 (7) by assigning powers and duties to the Education Improvement Commission, including but not limited to powers and duties to.
 - (a) issue directives to district school boards and other persons or bodies or classes of persons or bodies specified by the Commission respecting criteria to be applied and processes to be followed in developing recommendations to the Commission on any matter referred to in clause 58.1 (2) (p) or (q), in subsection (1) or (2) of this section or in subsection 58.3 (7);
 - (b) issue directives respecting the participation of classes of persons or bodies specified by the Commission in the development of recommendations referred to in clause (a) and respecting dispute resolution processes;
 - (c) make determinations respecting the holding in trust, transfer and vesting of assets, including but not limited to real and personal property, the transfer of liabilities and the transfer of employees of old boards to and among district school boards;
 - (d) issue orders that the Commission considers necessary or advisable to give effect to the determinations made under clause (c) and impose terms and conditions on its orders; and
 - (e) issue directives establishing deadlines for complying with any directive or order made by the Commission under the regulations. 1997, c. 31, s. 32.

- d) les délais accordés pour se conformer à leurs dispositions;
- e) toute autre question que le lieutenant-gouverneur en conseil estime souhaitable pour que le transfert des éléments de l'actif et du passif des anciens conseils et la mutation de leurs employés aux conseils scolaires de district se fassent de façon efficace et équitable. 1997, chap. 31, art. 32.

Alinéa (1) c)

- (2) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) c), les règlements qui prévoient une question visée à cet alinéa peuvent faire ce qui suit :
 - a) substituer ou ajouter des personnes comme parties aux instances poursuivies en vertu de cet alinéa;
 - b) substituer ou ajouter des personnes contre ou par lesquelles les ordonnances, décrets, arrêtés ou décisions visés à cet alinéa peuvent être exécutés. 1997, chap. 31, art. 32.

Rôle de la Commission d'amélioration de l'éducation

- (3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, dans un règlement pris en application de l'alinéa 58.1 (2) p) ou q), prévoir toute question visée à l'un ou l'autre alinéa, au paragraphe (1) ou (2) du présent article ou au paragraphe 58.3 (7) en attribuant des pouvoirs et des fonctions à la Commission d'amélioration de l'éducation, notamment aux fins suivantes:
 - a) donner des directives aux conseils scolaires de district et aux autres personnes ou organismes ou catégories de personnes ou d'organismes qu'elle précise à l'égard des critères à appliquer et des méthodes à suivre lors de la formulation des recommandations qui lui sont faites sur toute question visée à l'alinéa 58.1 (2) p) ou q), au paragraphe (1) ou (2) du présent article ou au paragraphe 58.3 (7);
 - b) donner des directives à l'égard de la participation des catégories de personnes ou d'organismes qu'elle précise à la formulation des recommandations visées à l'alinéa a) et à l'égard des méthodes de règlement des différends;
 - c) prendre des décisions à l'égard de la détention en fiducie, du transfert et de la dévolution des éléments de l'actif des anciens conseils, notamment leurs biens meubles et immeubles, le transfert des éléments de leur passif et la mutation de leurs employés aux conseils scolaires de district;
 - d) prendre les ordonnances qu'elle estime nécessaires ou souhaitables pour donner effet aux décisions prises en vertu de l'alinéa c) et assortir ses ordonnances de conditions;
 - e) donner des directives fixant des délais pour se conformer aux directives qu'elle donne ou aux ordonnances qu'elle prend en vertu des règlements. 1997, chap. 31, art. 32.

Same

- (4) In a regulation assigning powers and duties to the Education Improvement Commission, the Lieutenant Governor in Council may authorize the Commission to,
 - (a) make interim orders, including but not limited to interim orders respecting dealings by a district school board with any asset, liability or employee, pending final disposition of the asset or liability under this Part or final determination under this Part of which district school board will be the employer of the employee;
 - (b) make final orders;
 - (c) vary any of its orders. 1997, c. 31, s. 32.

Same

- (5) In a regulation assigning powers and duties to the Education Improvement Commission, the Lieutenant Governor in Council may,
 - (a) specify procedures and other rules to be followed by the Commission in carrying out its powers and duties;
 - (b) provide that the powers and duties of the Commission are subject to any terms and conditions specified in the regulation; and
 - (c) provide for the establishment of panels of the Commission and provide that a panel may exercise the powers and carry out the duties of the Commission, subject to the restrictions, if any, specified in the regulation. 1997, c. 31, s. 32.

Same

- (6) Examples of rules that may be specified under clause (5) (a) include,
 - (a) rules requiring the Commission to consult, in circumstances specified in the regulation, with classes of persons or bodies specified in the regulation;
 - (b) rules requiring the Commission to take into account, in any way that the Lieutenant Governor in Council considers appropriate, recommendations made by classes of persons or bodies specified in the regulation. 1997, c. 31, s. 32.

Criteria re transfer of assets, liabilities, employees

- (7) In making regulations under clause 58.1 (2) (p) or (q) and in making determinations and issuing directives or orders under this section, the Lieutenant Governor in Council or the Education Improvement Commission, as the case may be, shall,
 - (a) have regard to the needs of each district school board;

Idem

- (4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, dans un règlement attribuant des pouvoirs et des fonctions à la Commission d'amélioration de l'éducation, l'autoriser à faire ce qui suit :
 - a) prendre des ordonnances provisoires, notamment des ordonnances traitant des opérations qu'effectue un conseil scolaire de district sur ses éléments d'actif ou de passif ou de ses rapports avec ses employés, en attendant qu'il soit disposé de façon définitive des éléments d'actif ou de passif aux termes de la présente partie ou qu'une décision définitive soit prise aux termes de celle-ci quant au conseil scolaire de district qui sera l'employeur des employés;
 - b) prendre des ordonnances définitives;
 - c) modifier ses ordonnances. 1997, chap. 31, art. 32.

Idem

- (5) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, dans un règlement attribuant des pouvoirs et des fonctions à la Commission d'amélioration de l'éducation, faire ce qui suit :
 - a) préciser les méthodes et autres règles qu'elle doit suivre dans l'exercice de ses pouvoirs et fonctions;
 - b) prévoir que les pouvoirs et les fonctions de la Commission sont assujettis aux conditions que précise le règlement;
 - c) prévoir la création de sous-comités de la Commission et prévoir qu'un sous-comité peut exercer les pouvoirs et les fonctions de celle-ci, sous réserve des restrictions que précise le règlement, le cas échéant. 1997, chap. 31, art. 32.

Idem

- (6) Suivent des exemples de règles qui peuvent être précisées en vertu de l'alinéa (5) a):
 - a) des règles exigeant que la Commission consulte, dans les circonstances que précise le règlement, les catégories de personnes ou d'organismes qu'il précise;
 - b) des règles exigeant que la Commission tienne compte, de la façon que le lieutenant-gouverneur en conseil estime appropriée, des recommandations que font les catégories de personnes ou d'organismes que précise le règlement. 1997, chap. 31, art. 32.

Critères concernant le transfert des éléments d'actif et de passif et la mutation des employés

- (7) Le lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'il prend des règlements en application de l'alinéa 58.1 (2) p) ou q), et la Commission d'amélioration de l'éducation, lorsqu'elle donne des directives ou prend des décisions ou des ordonnances en vertu du présent article, font ce qui suit :
 - a) ils tiennent compte des besoins de chaque conseil scolaire de district;

- (b) ensure that all assets, liabilities and employees of old boards are transferred to district school boards;
- (c) ensure that all employees of old public boards are transferred to public district school boards; and
- (d) ensure that all employees of old Roman Catholic boards are transferred to separate district school boards. 1997, c. 31, s. 32.

Definitions

- (8) In subsection (7),
- "old public board" means a board of education and The Metropolitan Toronto School Board within the meaning of this Act as it read immediately before the *Education Quality Improvement Act, 1997* received Royal Assent; ("ancien conseil public")
- "old Roman Catholic board" means a county combined separate school board and a district combined separate school board within the meaning of this Act as it read immediately before the *Education Quality Improvement Act, 1997* received Royal Assent. ("ancien conseil catholique") 1997, c. 31, s. 32.

Exception

- (9) Where a district school board acquires an employee as a result of merger with an old board, clauses (7) (c) and (d) do not apply in respect of the transfer of the employee to another district school board if,
 - (a) both district school boards agree that clause (7) (c) or (d), as the case may be, should not apply in respect of the transfer; and
 - (b) the Education Improvement Commission approves the agreement referred to in clause (a). 1997, c. 31, s. 32.

Limitation

(10) Subject to subsection (11), clause 58.1 (2) (p) does not authorize the transfer of any asset, liability or employee after August 31, 1998. 1997, c. 31, s. 32.

Exception: ongoing disputes

(11) Where on August 31, 1998 there is an ongoing dispute between district school boards as to the appropriate disposition of an asset, liability or employee, the asset, liability or employee may be transferred, by regulation or order, as the case may be, under clause 58.1 (2) (p) at any time before January 1, 1999. 1997, c. 31, s. 32.

Employees

(12) The following rules apply where an employee is transferred from an old board to a district school board

- ils font en sorte que tous les éléments de l'actif et du passif des anciens conseils soient transférés à des conseils scolaires de district et que tous leurs employés soient mutés à de tels conseils;
- c) ils font en sorte que tous les employés des anciens conseils publics soient mutés à des conseils scolaires de district publics;
- d) ils font en sorte que tous les employés des anciens conseils catholiques soient mutés à des conseils scolaires de district séparés. 1997, chap. 31, art. 32.

Définitions

- (8) Les définitions qui suivent s'appliquent au paragraphe (7).
- «ancien conseil catholique» Conseil fusionné d'écoles séparées de comté ou conseil fusionné d'écoles séparées de district au sens de la présente loi telle qu'elle existait immédiatement avant que la Loi de 1997 sur l'amélioration de la qualité de l'éducation reçoive la sanction royale. («old Roman Catholic board»)
- «ancien conseil public» Conseil de l'éducation et le Conseil scolaire de la communauté urbaine de Toronto au sens de la présente loi telle qu'elle existait immédiatement avant que la Loi de 1997 sur l'amélioration de la qualité de l'éducation reçoive la sanction royale. («old public board») 1997, chap. 31, art. 32.

Exception

- (9) Si un conseil scolaire de district acquiert un employé par suite de sa fusion avec un ancien conseil, les alinéas (7) c) et d) ne s'appliquent pas à l'égard de la mutation de l'employé à un autre conseil scolaire de district si les conditions suivantes sont réunies:
 - a) les deux conseils scolaires de district conviennent, par voie d'entente, que l'alinéa (7) c) ou d), selon le cas, ne devrait pas s'appliquer à l'égard de la mutation;
 - b) la Commission d'amélioration de l'éducation approuve l'entente visée à l'alinéa a). 1997, chap. 31, art. 32.

Restriction

(10) Sous réserve du paragraphe (11), l'alinéa 58.1 (2) p) n'a pas pour effet d'autoriser le transfert d'un élément d'actif ou de passif ni la mutation d'un employé après le 31 août 1998. 1997, chap. 31, art. 32.

Exception: différends non réglés

(11) Si, le 31 août 1998, un différend oppose toujours des conseils scolaires de district quant à la disposition appropriée d'un élément d'actif ou de passif ou à la mutation appropriée d'un employé, l'élément d'actif ou de passif peut être transféré ou l'employé muté, par voie de règlement ou d'ordonnance, selon le cas, aux termes de l'alinéa 58.1 (2) p) avant le 1^{er} janvier 1999. 1997, chap. 31, art. 32.

Employés

(12) Les règles suivantes s'appliquent si un employé est muté d'un ancien conseil à un conseil scolaire de dis-

under a regulation made under clause 58.1 (2) (p) or under an order issued under this section:

- 1. A person who is an employee of an old board on the day the order or regulation transferring the employee is issued or made and who would, but for that order or regulation, still be an employee of the old board on the day the order or regulation is to take effect is an employee of the district school board referred to in the regulation or order on the day the regulation or order is to take effect.
- 2. A person's employment shall be deemed not to have been terminated for any purpose by anything done under this Part. 1997, c. 31, s. 32.

Order, directive may be filed in court

(13) An order or directive of the Education Improvement Commission under this section or a predecessor of this section may be filed in the Superior Court of Justice. 1997, c. 31, s. 32; 2000, c. 11, s. 21.

Same

(14) An order or directive that is filed under subsection (13) shall be enforceable as if it were an order of the Superior Court of Justice. 1997, c. 31, s. 32; 2000, c. 11, s. 21.

Orders, directives final

(15) Orders and directives of the Education Improvement Commission under this section or a predecessor of this section are final and shall not be reviewed or questioned in any court. 1997, c. 31, s. 32.

Tax exemption

(16) Taxes are not payable under the Land Transfer Tax Act or the Retail Sales Tax Act with respect to a holding in trust, transfer or vesting under clause 58.1 (2) (p). 1997, c. 31, s. 32.

Transfer not a closing

(17) A transfer of a school under clause 58.1 (2) (p) is not a closing of the school. 1997, c. 31, s. 32.

No compensation

(18) Except as provided in the regulations made under clause 58.1 (2) (p), no compensation or damages are payable in connection with anything done under clause 58.1 (2) (p). 1997, c. 31, s. 32.

Effect of transfer under this Part

- (19) Where an asset or liability is transferred from one district school board to another district school board as a result of a regulation made under clause 58.1 (2) (p) or as a result of an order made under such a regulation,
 - (a) the transferee board has, immediately after the transfer, the same rights and obligations with

trict aux termes d'un règlement pris en application de l'alinéa 58.1 (2) p) ou d'une ordonnance prise en vertu du présent article :

- 1. La personne qui est un employé d'un ancien conseil le jour où est pris le règlement ou l'ordonnance prévoyant sa mutation et qui, sans ce règlement ou cette ordonnance, serait encore un employé de l'ancien conseil le jour où le règlement doit entrer en vigueur ou l'ordonnance doit prendre effet est un employé du conseil scolaire de district visé par le règlement ou l'ordonnance le jour de l'entrée en vigueur ou de la prise d'effet.
- 2. L'emploi d'une personne est réputé ne pas avoir pris fin dans quelque but que ce soit par suite d'un acte accompli aux termes de la présente partie. 1997, chap. 31, art. 32.

Dépôt de l'ordonnance ou de la directive auprès du tribunal

(13) L'ordonnance que prend la Commission d'amélioration de l'éducation ou la directive qu'elle donne en vertu du présent article ou d'un article qu'il remplace peut être déposée auprès de la Cour supérieure de justice. 1997, chap. 31, art. 32; 2000, chap. 11, art. 21.

Idem

(14) L'ordonnance ou la directive déposée en vertu du paragraphe (13) est exécutoire de la même façon qu'une ordonnance de la Cour supérieure de justice. 1997, chap. 31, art. 32; 2000, chap. 11, art. 21.

Ordonnance ou directive définitive

(15) Les ordonnances que prend la Commission d'amélioration de l'éducation et les directives qu'elle donne en vertu du présent article ou d'un article qu'il remplace sont définitives et ne sont pas susceptibles de révision judiciaire ni de contestation devant les tribunaux. 1997, chap. 31, art. 32.

Exonération

(16) La détention en fiducie, le transfert et la dévolution prévus à l'alinéa 58.1 (2) p) ne sont pas assujettis à la Loi sur les droits de cession immobilière ni à la Loi sur la taxe de vente au détail. 1997, chap. 31, art. 32.

Transfert non assimilé à une fermeture

(17) Le transfert d'une école en vertu de l'alinéa 58.1 (2) p) n'équivaut pas à sa fermeture. 1997, chap. 31, art. 32.

Aucune indemnité

(18) Sous réserve des règlements pris en application de l'alinéa 58.1 (2) p), aucune indemnité ni aucuns dommages-intérêts ne sont payables en ce qui concerne un acte accompli en vertu de cet alinéa. 1997, chap. 31, art. 32.

Effet des transferts

- (19) En cas de transfert d'un élément d'actif ou de passif d'un conseil scolaire de district à un autre par suite d'un règlement pris en application de l'alinéa 58.1 (2) p) ou d'un décret pris en vertu d'un tel règlement :
 - a) immédiatement après le transfert, le deuxième conseil possède les mêmes droits et obligations à

- respect to the asset or liability as the transferor board had immediately before the transfer; and
- (b) the rights and obligations of a party to any agreement are not affected by reason only that the transferee board is not identical to the transferor board. 1997, c. 31, s. 32.

Purpose of authority under clauses 58.1 (2) (p), (q), s. 58.2

58.3 (1) The purpose of clauses 58.1 (2) (p) and (q) is to provide authority to the Lieutenant Governor in Council and, where the Lieutenant Governor in Council exercises authority under section 58.2 to assign powers and duties to the Education Improvement Commission, the Education Improvement Commission, to address transitional matters that arise in connection with the school system reforms of 1997 and 1998. 1997, c. 31, s. 32.

Same

(2) In particular, the purpose of subclauses 58.1 (2) (q) (ii) and (iii) is to provide authority to the Lieutenant Governor in Council and, where the Lieutenant Governor in Council exercises authority under section 58.2 to assign powers and duties to the Education Improvement Commission, the Education Improvement Commission, to give certain district school boards time, where necessary, to prepare for the assumption of full administrative and operational responsibility for assets, liabilities and employees. 1997, c. 31, s. 32.

Limitation: clauses 58.1 (2) (p), (q), s. 58.2

(3) Neither the Lieutenant Governor in Council nor the Education Improvement Commission has any authority under clause 58.1 (2) (p) or (q) or section 58.2 to address matters that, in the reasonable opinion of the Lieutenant Governor in Council or the Education Improvement Commission, as the case may be, are unrelated to the school system reforms of 1997 and 1998. 1997, c. 31, s. 32.

Limitation: subclause 58.1 (2) (q) (i)

(4) Neither the Lieutenant Governor in Council nor the Education Improvement Commission has any authority under subclause 58.1 (2) (q) (i) to intervene in a strike or lock-out. 1997, c. 31, s. 32.

Limitation: subclause 58.1 (2) (q) (ii)

(5) Neither the Lieutenant Governor in Council nor the Education Improvement Commission has any authority under subclause 58.1 (2) (q) (ii) or (iii) to oblige a district school board to do anything after August 31, 1998. 1997, c. 31, s. 32.

Same

(6) Despite subsection (5), where subsection 58.2 (11) applies, authority under subclauses 58.1 (2) (q) (ii) and (iii) may be exercised to impose obligations on district school boards until January 1, 1999. 1997, c. 31, s. 32.

One district school board to follow directions of another

(7) Where authority is exercised under subclause 58.1 (2) (q) (ii) or (iii), the district school board acting for and on behalf of another district school board shall follow the

- l'égard de l'élément d'actif ou de passif que ceux que possédait le premier conseil immédiatement avant le transfert;
- b) le fait que le deuxième conseil n'est pas identique au premier conseil n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits et obligations d'une partie à une entente. 1997, chap. 31, art. 32.

Objet des pouvoirs conférés aux termes des alinéas 58.1 (2) p) et q) et de l'art. 58.2

58.3 (1) Les alinéas 58.1 (2) p) et q) ont pour objet d'investir le lieutenant-gouverneur en conseil et, s'il exerce le pouvoir que lui confère l'article 58.2 d'attribuer des pouvoirs et des fonctions à la Commission d'amélioration de l'éducation, la Commission du pouvoir de traiter les questions de transition que soulève la réforme du système scolaire entreprise en 1997 et 1998. 1997, chap. 31, art. 32.

Idem

(2) Plus particulièrement, les sous-alinéas 58.1 (2) q) (ii) et (iii) ont pour objet d'investir le lieutenant-gouverneur en conseil et, s'il exerce le pouvoir que lui confère l'article 58.2 d'attribuer des pouvoirs et des fonctions à la Commission d'amélioration de l'éducation, la Commission du pouvoir de donner le temps, s'il le faut, à certains conseils scolaires de district de se préparer à prendre en charge l'entière responsabilité administrative et opérationnelle des éléments d'actif, des éléments de passif et des employés. 1997, chap. 31, art. 32.

Restriction: alinéas 58.1 (2) p) et q) et art. 58.2

(3) Ni le lieutenant-gouverneur en conseil ni la Commission d'amélioration de l'éducation ne peut, en vertu de l'alinéa 58.1 (2) p) ou q) ou de l'article 58.2, traiter les questions qui, de l'avis raisonnable du lieutenant-gouverneur en conseil ou de la Commission, selon le cas, n'ont aucun rapport avec la réforme du système scolaire entreprise en 1997 et 1998. 1997, chap. 31, art. 32.

Restriction: sous-alinéa 58.1 (2) q) (i)

(4) Ni le lieutenant-gouverneur en conseil ni la Commission d'amélioration de l'éducation ne peut, en vertu du sous-alinéa 58.1 (2) q) (i), intervenir dans une grève ou un lock-out. 1997, chap. 31, art. 32.

Restriction: sous-alinéa 58.1 (2) q) (ii)

(5) Ni le lieutenant-gouverneur en conseil ni la Commission d'amélioration de l'éducation ne peut, en vertu du sous-alinéa 58.1 (2) q) (ii) ou (iii), obliger un conseil scolaire de district à faire quoi que ce soit après le 31 août 1998. 1997, chap. 31, art. 32.

Iden

(6) Malgré le paragraphe (5), si le paragraphe 58.2 (11) s'applique, les pouvoirs prévus aux termes des sous-alinéas 58.1 (2) q) (ii) et (iii) peuvent être exercés afin d'imposer des obligations aux conseils scolaires de district jusqu'au 1^{er} janvier 1999. 1997, chap. 31, art. 32.

Directives d'un autre conseil scolaire de district

(7) Si un pouvoir est exercé en vertu du sous-alinéa 58.1 (2) q) (ii) ou (iii), le conseil scolaire de district qui agit pour un autre conseil scolaire de district et au nom de celui-ci

directions of the other district school board in order to ensure that the governance role of each district school board, as described in subclause 58.1 (2) (a) (i), (ii), (iii) or (iv), is respected. 1997, c. 31, s. 32.

Same

(8) The authority to make regulations under subclause 58.1 (2) (q) (ii) or (iii) includes the authority to make regulations respecting how the requirements of subsection (7) are to be met. 1997, c. 31, s. 32.

General or particular: ss. 58.1 and 58.2

58.4 (1) A regulation made under section 58.1 and a directive or order issued under section 58.2 may be general or particular. 1997, c. 31, s. 32.

Classes

(2) A class under section 58.1 or 58.2 may be defined with respect to any attribute and may be defined to consist of or to exclude any specified member of the class, whether or not with the same attributes. 1997, c. 31, s. 32.

Corporate status

58.5 (1) Every district school board is a corporation and has all the powers and shall perform all the duties that are conferred or imposed on it under this or any other Act. 1997, c. 31, s. 32.

Amalgamation or merger

- (2) Subsection (3) applies where,
- (a) one or more old boards are merged or amalgamated with a district school board to continue as a district school board;
- (b) one or more school authorities are merged or amalgamated with a district school board to continue as a district school board; or
- (c) two or more district school boards are merged or amalgamated to continue as a district school board. 1997, c. 31, s. 32.

Same

(3) The district school board that is continued is a corporation and, except as otherwise provided by the regulations made under this Part, subsection 180 (7) of the *Business Corporations Act* applies with necessary modifications as if the board had been continued under that Act. 1997, c. 31, s. 32.

District school boards deemed to be local boards

58.6 A district school board shall be deemed to be a local board and a school board for the purposes of the *Municipal Elections Act*, 1996. 1997, c. 31, s. 32.

Conduct of elections

58.7 The election of members of a district school board shall be conducted in the same manner as the elec-

suit les directives de cet autre conseil afin de veiller à ce que chaque conseil scolaire de district puisse exercer les fonctions de gestion que lui attribue le sous-alinéa 58.1 (2) a) (i), (ii), (iii) ou (iv). 1997, chap. 31, art. 32.

Idem

(8) Le pouvoir de prendre des règlements en vertu du sous-alinéa 58.1 (2) q) (ii) ou (iii) comprend celui de prendre des règlements portant sur la façon dont il doit être satisfait aux exigences du paragraphe (7). 1997, chap. 31, art. 32.

Portée générale ou particulière : art. 58.1 et 58.2

58.4 (1) Les règlements pris en application de l'article 58.1, ainsi que les directives données ou les ordonnances prises en vertu de l'article 58.2, peuvent avoir une portée générale ou particulière. 1997, chap. 31, art. 32.

Catégories

(2) Toute catégorie visée à l'article 58.1 ou 58.2 peut être définie en fonction de n'importe quel attribut et de façon à inclure ou à exclure n'importe quel membre précisé de la catégorie, qu'il possède ou non les mêmes attributs. 1997, chap. 31, art. 32.

Statut de personne morale

58.5 (1) Le conseil scolaire de district est une personne morale et possède les pouvoirs et exerce les fonctions que lui attribue la présente loi ou une autre loi. 1997, chap. 31, art. 32.

Fusion

- (2) Le paragraphe (3) s'applique dans les cas suivants :
- a) en cas de fusion d'un ou de plusieurs anciens conseils et d'un conseil scolaire de district en vue de leur prorogation en un seul et même conseil scolaire de district;
- en cas de fusion d'une ou de plusieurs administrations scolaires et d'un conseil scolaire de district en vue de leur prorogation en un seul et même conseil scolaire de district;
- c) en cas de fusion de deux conseils scolaires de district ou plus en vue de leur prorogation en un seul et même conseil scolaire de district. 1997, chap. 31, art. 32.

Idem

(3) Le conseil scolaire de district qui est prorogé est une personne morale. Sauf disposition contraire des règlements pris en application de la présente partie, le paragraphe 180 (7) de la *Loi sur les sociétés par actions* s'applique, avec les adaptations nécessaires, comme si le conseil avait été maintenu aux termes de cette loi. 1997, chap. 31, art. 32.

Conseils scolaires de district réputés des conseils locaux

58.6 Les conseils scolaires de district sont réputés des conseils locaux et des conseils scolaires pour l'application de la *Loi de 1996 sur les élections municipales*. 1997, chap. 31, art. 32.

Tenue des élections

58.7 L'élection des membres d'un conseil scolaire de district se tient de la même façon que l'élection des mem-

tion of members of the council of a municipality. 1997, c. 31, s. 32.

Electors for French-language district school boards

- **58.8** (1) Subject to section 58.9, a person is qualified to be an elector for a French-language district school board if the person is entitled under subsection 1 (10) to vote in the area of jurisdiction of the board and,
 - (a) the person is a French-language district school board supporter;
 - (b) the person is entered on a preliminary list under section 54 in respect of a French-language separate district school board; or
 - (c) the person is entered on a preliminary list under section 50.1 in respect of a French-language public district school board. 1997, c. 31, s. 32.

Same

(2) A person qualified to be an elector for a Frenchlanguage district school board may not vote for members of an English-language district school board. 1997, c. 31, s. 32.

Entitlement to vote: general

58.9 (1) The members of a district school board to be elected for a geographic area established under section 58.1 shall be elected by general vote of the electors qualified to vote in the geographic area for the members of that district school board. 1997, c. 31, s. 32.

Entitlement to vote: English-language public district school boards

- (2) The members of an English-language public district school board shall be elected by persons entitled under subsection 1 (10) to vote in the area of jurisdiction of the board who.
 - (a) are not qualified under subsection 58.8 (1) to be electors for a French-language district school board; and
 - (b) are not separate school supporters or persons entered on a preliminary list under section 54. 1997, c. 31, s. 32.

Entitlement to vote: English-language separate district school boards

- (3) The members of an English-language separate district school board shall be elected by persons entitled under subsection 1 (10) to vote in the area of jurisdiction of the board who,
 - (a) are not qualified under subsection 58.8 (1) to be electors for a French-language district school board; and
 - (b) are separate school supporters or persons entered on a preliminary list under section 54. 1997, c. 31, s. 32.

bres du conseil d'une municipalité. 1997, chap. 31, art. 32.

Électeurs des conseils scolaires de district de langue française

- 58.8 (1) Sous réserve de l'article 58.9, toute personne possède les qualités requises pour être électeur d'un conseil scolaire de district de langue française si elle a le droit, aux termes du paragraphe 1 (10), de voter dans le territoire de compétence du conseil et que :
 - a) soit elle est contribuable des conseils scolaires de district de langue française;
 - b) soit elle est inscrite sur la liste préliminaire prévue à l'article 54 à l'égard d'un conseil scolaire de district séparé de langue française;
 - c) soit elle est inscrite sur la liste préliminaire prévue à l'article 50.1 à l'égard d'un conseil scolaire de district public de langue française. 1997, chap. 31, art. 32.

Idem

(2) La personne qui possède les qualités requises pour être électeur des conseils scolaires de district de langue française ne peut voter lors de l'élection des membres d'un conseil scolaire de district de langue anglaise. 1997, chap. 31, art. 32.

Droit de vote : dispositions générales

58.9 (1) Les membres d'un conseil scolaire de district qui doivent être élus pour une région géographique établie en vertu de l'article 58.1 le sont par voie de scrutin général des électeurs habilités à voter lors de leur élection dans cette région. 1997, chap. 31, art. 32.

Droit de vote : conseils scolaires de district publics de langue anglaise

- (2) Les membres d'un conseil scolaire de district public de langue anglaise sont élus par les personnes qui ont le droit, aux termes du paragraphe 1 (10), de voter dans le territoire de compétence du conseil et qui :
 - a) d'une part, ne possèdent pas, aux termes du paragraphe 58.8 (1), les qualités requises pour être électeurs d'un conseil scolaire de district de langue française;
 - b) d'autre part, ne sont pas contribuables des écoles séparées ni inscrites sur la liste préliminaire prévue à l'article 54. 1997, chap. 31, art. 32.

Droit de vote : conseils scolaires de district séparés de langue anglaise

- (3) Les membres d'un conseil scolaire de district séparé de langue anglaise sont élus par les personnes qui ont le droit, aux termes du paragraphe 1 (10), de voter dans le territoire de compétence du conseil et qui :
 - a) d'une part, ne possèdent pas, aux termes du paragraphe 58.8 (1), les qualités requises pour être électeurs d'un conseil scolaire de district de langue française;
 - b) d'autre part, sont contribuables des écoles séparées ou inscrites sur la liste préliminaire prévue à l'article 54. 1997, chap. 31, art. 32.

Entitlement to vote: French-language public district school boards

- (4) The members of a French-language public district school board shall be elected by persons entitled under subsection 1 (10) to vote in the area of jurisdiction of the board who.
 - (a) are qualified under subsection 58.8 (1) to be electors for a French-language district school board; and
 - (b) are not separate school supporters or persons entered on a preliminary list under section 54. 1997, c. 31, s. 32.

Entitlement to vote: French-language separate district school boards

- (5) The members of a French-language separate district school board shall be elected by persons entitled under subsection 1 (10) to vote in the area of jurisdiction of the board who.
 - (a) are qualified under subsection 58.8 (1) to be electors for a French-language district school board; and
 - (b) are separate school supporters or persons entered on a preliminary list under section 54. 1997, c. 31, s. 32.

PART III SCHOOL AUTHORITIES — PUBLIC

DISTRICT SCHOOL AREAS

District school area boards

59. (1) Every school section that is in a territorial district but is not in the area of jurisdiction of a public district school board or designated as a school section under section 68 is a district school area, and the board of each such school section is a public board and shall be known as a district school area board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 59 (1); 1997, c. 31, s. 34 (1).

Formation and alteration of district school area

- (2) In respect of the territorial districts, the Lieutenant Governor in Council may, by regulation,
 - (a) form any part thereof that is not in a school section into a district school area;
 - (b) combine two or more district school areas into one district school area;
 - (c) add a part thereof that is not in the area of jurisdiction of a public district school board to a district school area;
 - (d) detach a portion thereof from one district school area and attach it to another district school area or form it into a new district school area; or

Droit de vote : conseils scolaires de district publics de langue française

- (4) Les membres d'un conseil scolaire de district public de langue française sont élus par les personnes qui ont le droit, aux termes du paragraphe 1 (10), de voter dans le territoire de compétence du conseil et qui :
 - a) d'une part, possèdent, aux termes du paragraphe 58.8 (1), les qualités requises pour être électeurs d'un conseil scolaire de district de langue française;
 - b) d'autre part, ne sont pas contribuables des écoles séparées ni inscrites sur la liste préliminaire prévue à l'article 54, 1997, chap. 31, art. 32.

Droit de vote : conseils scolaires de district séparés de langue française

- (5) Les membres d'un conseil scolaire de district séparé de langue française sont élus par les personnes qui ont le droit, aux termes du paragraphe 1 (10), de voter dans le territoire de compétence du conseil et qui :
 - a) d'une part, possèdent, aux termes du paragraphe 58.8 (1), les qualités requises pour être électeurs d'un conseil scolaire de district de langue française;
 - b) d'autre part, sont contribuables des écoles séparées ou inscrites sur la liste préliminaire prévue à l'article 54. 1997, chap. 31, art. 32.

PARTIE III ADMINISTRATIONS SCOLAIRES PUBLIQUES

SECTEURS SCOLAIRES DE DISTRICT

Conseil du secteur scolaire de district

59. (1) La circonscription scolaire située dans un district territorial mais non dans le territoire de compétence d'un conseil scolaire de district public, ou qui n'est pas désignée comme étant une circonscription scolaire aux termes de l'article 68, est un secteur scolaire de district. Le conseil de chacune de ces circonscriptions scolaires est un conseil public qui doit être connu sous le nom de conseil de secteur scolaire de district. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 59 (1); 1997, chap. 31, par. 34 (1).

Création et modification du secteur scolaire de district

- (2) En ce qui concerne les districts territoriaux, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre l'une des mesures suivantes :
 - a) constituer une partie d'un tel district qui n'est pas située dans la circonscription scolaire en un secteur scolaire de district;
 - b) unir deux ou plusieurs secteurs scolaires de district en un seul;
 - c) ajouter une partie d'un tel district qui n'est pas située dans le territoire de compétence d'un secteur scolaire de district public à un secteur scolaire de district;
 - d) retrancher une partie d'un tel district d'un secteur scolaire de district et la rattacher à un autre secteur scolaire de district ou la constituer en un nouveau secteur scolaire de district;

(e) detach a portion thereof from a district school area. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 59 (2); 1997, c. 31, s. 34 (2, 3).

Notification of assessment commissioner

(3) Where a district school area is formed or altered under subsection (2), the Minister shall notify the assessment commissioner concerned. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 59 (3); 1997, c. 31, s. 34 (4).

Arbitration

(4) Where the boundaries of a district school area are altered in accordance with clause (2) (b) or (d), the Minister shall, by order, provide for arbitration of the assets and liabilities of the boards concerned. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 59 (4).

Name of board

New district school areas

- 60. (1) Where a district school area is formed under clause 59 (2) (b), upon the effective date of such formation the existing public boards in the new district school area are dissolved, and, subject to subsection 59 (4),
 - (a) the property vested in such boards is vested in the new district school area board; and
 - (b) all debts, contracts, agreements and liabilities for which such boards were liable become obligations of the district school area board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 60 (1); 1997, c. 31, s. 35.

Alteration and formation: disposition of assets and liabilities

- (2) Where the boundaries of a district school area are altered or a new district school area is formed under clause 59 (2) (d), upon the effective date of such alteration or formation, and, subject to subsection 59 (4),
 - (a) all real and personal property of the board situate in the part of the district school area that is detached is vested in the board of the district school area to which such part is attached, or in the board of the new district school area, as the case may be; and
 - (b) all debts, contracts, agreements and liabilities of the board in respect of the part of the district school area that is detached become obligations of the board of the district school area to which such part is attached or of the board of the new district school area, as the case may be. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 60 (2).

Composition of district school area boards

61. (1) In this section and in sections 62 and 63,

e) retrancher une partie d'un tel district d'un secteur scolaire de district. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 59 (2); 1997, chap. 31, par. 34 (2) et (3).

Avis au commissaire

(3) Lors de la création ou de la modification d'un secteur scolaire de district en vertu du paragraphe (2), le ministre en donne avis au commissaire à l'évaluation approprié. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 59 (3); 1997, chap. 31, par. 34 (4).

Arbitrage

(4) Si les limites territoriales d'un secteur scolaire de district sont modifiées conformément à l'alinéa (2) b) ou d), le ministre prévoit, par ordonnance, l'arbitrage de l'actif et du passif des conseils intéressés. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 59 (4).

Nom du conseil

(5) Le conseil d'un secteur scolaire de district est une personne morale dont le nom est «Conseil du secteur scolaire de district de» ou «The District School Area Board», ou les deux (indiquer le nom choisi par le conseil et approuvé par le ministre). L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 59 (5).

Nouveau secteur scolaire de district

- 60. (1) Si un secteur scolaire de district est constitué en vertu de l'alinéa 59 (2) b), dès la date d'entrée en vigueur de sa création, les conseils publics qui existent dans ce nouveau secteur sont dissous et, sous réserve du paragraphe 59 (4):
 - a) les biens de ces conseils reviennent au nouveau conseil du secteur scolaire de district;
 - b) les dettes, obligations, ententes et contrats dont répondaient ces conseils tombent sous la responsabilité du conseil du secteur scolaire de district. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 60 (1); 1997, chap. 31, art. 35.

Modification et création : disposition de l'actif et du passif

- (2) Si les limites territoriales d'un secteur scolaire de district sont modifiées ou qu'un nouveau secteur scolaire de district est constitué en vertu de l'alinéa 59 (2) d), dès la date d'entrée en vigueur de sa création ou de sa modification et, sous réserve du paragraphe 59 (4):
 - a) les biens meubles et immeubles du conseil qui sont situés dans la partie du secteur scolaire de district qui en est détachée reviennent au conseil du secteur scolaire de district auquel cette partie est rattachée ou au conseil du nouveau secteur scolaire de district, selon le cas;
 - b) les dettes, obligations, ententes et contrats dont répondait le conseil et qui se rapportent à la partie du secteur scolaire de district ainsi détachée tombent sous la responsabilité du conseil du secteur scolaire de district auquel cette partie est rattachée ou du conseil du nouveau secteur scolaire de district, selon le cas. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 60 (2).

Composition du conseil du secteur scolaire de district

61. (1) La définition qui suit s'applique au présent article et aux articles 62 et 63.

- "public school elector", in relation to a district school area board, means a person who,
 - (a) resides in the area of jurisdiction of the board or is the owner or tenant of residential property in the area of jurisdiction of the board,
 - (b) is a Canadian citizen.
 - (c) is at least 18 years of age,
 - (d) is neither a separate school supporter nor a person entered on a preliminary list under section 54, and
 - (e) is not qualified under subsection 58.8 (1) to be an elector for a French-language district school board. 1997, c. 31, s. 36 (1).

Composition of board

(2) Subject to subsections (3) and (4), a district school area board shall be composed of three members. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 61 (2).

Idem

(3) Where a school section that became a district school area on the 1st day of January, 1975, had a board of five members, the district school area board shall be composed of five members. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 61 (3).

Increase in number of members

(4) Before the 1st day of July of an election year, the board of a district school area may, by resolution approved at a meeting of the public school electors, determine that the number of members to be elected shall be increased from three to five and, at the next following election, five members shall be elected. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 61 (4); 1997, c. 31, s. 36 (2).

Election year end term of office

- (5) The election of members of the board of a district school area shall be held in each year in which a regular election is held under the *Municipal Elections Act, 1996* and the members shall hold office until the next regular election is held under that Act and their successors are elected under this Act and the new board is organized except that,
 - (a) where a new district school area is formed to take effect on the 1st day of January in a year that is not a year of a regular election under the *Municipal Elections Act*, 1996, the first members of such board shall be elected in the year preceding such 1st day of January and shall hold office until the next regular election is held under the *Municipal Elections Act*, 1996 and their successors are elected under this Act and the new board is organized; or
 - (b) where the boundaries of a district school area are altered to take effect on the 1st day of January in a year that is not a year in which a regular election is held under the *Municipal Elections Act, 1996*, a new district school area board shall be elected in

- «électeur des écoles publiques» En ce qui concerne le conseil d'un secteur scolaire de district, s'entend d'une personne qui satisfait aux conditions suivantes :
 - a) elle réside dans le territoire de compétence du conseil ou est propriétaire ou locataire d'un bien résidentiel qui s'y trouve;
 - b) elle a la citoyenneté canadienne;
 - c) elle a au moins 18 ans;
 - d) elle n'est ni contribuable des écoles séparées, ni inscrite sur la liste préliminaire en vertu de l'article 54;
 - e) elle ne possède pas, aux termes du paragraphe 58.8 (1), les qualités requises pour être électeur d'un conseil scolaire de district de langue française. 1997, chap. 31, par. 36 (1).

Composition du conseil

(2) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), le conseil du secteur scolaire de district se compose de trois membres. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 61 (2).

Idem

(3) Si une circonscription scolaire qui est devenue un secteur scolaire de district le 1^{er} janvier 1975 disposait d'un conseil constitué de cinq membres, le conseil du secteur scolaire de district se compose de cinq membres. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 61 (3).

Augmentation du nombre de membres

(4) Avant le 1^{er} juillet d'une année où se tient une élection, le conseil d'un secteur scolaire de district peut, par voie de résolution adoptée lors d'une assemblée des électeurs des écoles publiques, décider que le nombre des membres à élire soit porté de trois à cinq. À l'élection suivante, cinq membres sont élus. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 61 (4); 1997, chap. 31, par. 36 (2).

Année d'élection et durée du mandat

- (5) L'élection des membres du conseil d'un secteur scolaire de district se tient chaque année où une élection ordinaire est tenue en vertu de la Loi de 1996 sur les élections municipales. Les membres ainsi élus demeurent en fonction jusqu'à ce que l'élection ordinaire suivante soit tenue en vertu de cette loi, que leurs successeurs soient élus aux termes de la présente loi et que le nouveau conseil soit organisé. Toutefois, selon le cas:
 - a) si un nouveau secteur scolaire de district est créé et que cette création entre en vigueur le 1^{er} janvier d'une année où une élection ordinaire n'est pas tenue en vertu de la Loi de 1996 sur les élections municipales, les premiers membres de ce conseil sont élus l'année qui précède ce 1^{er} janvier et demeurent en fonction jusqu'à ce que l'élection ordinaire suivante soit tenue en vertu de la loi susmentionnée, que leurs successeurs soient élus aux termes de la présente loi et que le nouveau conseil soit organisé;
 - b) si les limites territoriales d'un secteur scolaire de district sont modifiées et que cette modification entre en vigueur le 1^{er} janvier d'une année où une élection ordinaire n'est pas tenue en vertu de la *Loi de 1996 sur les élections municipales*, un nouveau

the year preceding such 1st day of January and the members so elected shall hold office until the next regular election is held under the *Municipal Elections Act, 1996* and their successors are elected under this Act and the new board is organized. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 61 (5); 1997, c. 31, s. 36 (3).

Term of office

(6) The term of office of members of the board of a district school area shall commence on the 1st day of December in the election year. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 61 (6); 1997, c. 31, s. 36 (4).

Elections and meetings of electors

62. (1) Except as provided in section 63 and subject to subsection (4), a district school area board shall be elected at a meeting of the public school electors held on the second Monday in November or, where that day is Remembrance Day, on the next succeeding day in the year of an election at a time and place selected by the board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 62 (1).

Notice of meeting

(2) At least six days before a meeting under subsection (1) or (6), the secretary of the board shall post notice of the meeting, including notice of any resolution required to be approved by the electors, in three or more of the most prominent places in the district school area and may advertise the meeting in such other manner as the board considers expedient. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 62 (2).

Meeting

(3) Meetings of public school electors shall be conducted in the manner determined by the public school electors present at the meeting by a presiding officer selected by such electors, but the election of members of the board shall be by ballot, and the minutes of the meeting shall be recorded by a secretary selected by such electors. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 62 (3).

First meeting

(4) Despite subsection 61 (5), the first meeting for the election of a board of a district school area formed or altered under subsection 59 (2) shall be held at a time and place named by a person, designated by the Minister, who shall make the necessary arrangements for the meeting and the person so elected shall hold office until the date the next regular election is held under the *Municipal Elections Act*, 1996 and their successors are elected under this Act and the new board is organized. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 62 (4); 1997, c. 31, s. 37 (1).

Minutes to be sent to Ministry

(5) A correct copy of the minutes of every meeting of the public school electors, signed by the presiding officer and the secretary of the meeting, shall, within ten days after the meeting, be transmitted by the presiding officer to the Ministry. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 62 (5).

conseil de secteur scolaire de district est élu l'année qui précède ce 1^{er} janvier et les membres ainsi élus demeurent en fonction jusqu'à ce que l'élection ordinaire suivante soit tenue en vertu de la loi susmentionnée, que leurs successeurs soient élus aux termes de la présente loi et que le nouveau conseil soit organisé. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 61 (5); 1997, chap. 31, par. 36 (3).

Mandat

(6) Le mandat des membres du conseil d'un secteur scolaire de district commence le 1^{er} décembre de l'année où s'est tenue l'élection. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 61 (6); 1997, chap. 31, par. 36 (4).

Élection et assemblée des électeurs

62. (1) Sous réserve de l'article 63 et sous réserve du paragraphe (4), un conseil de secteur scolaire de district est élu lors d'une assemblée des électeurs des écoles publiques tenue au cours d'une année où se tient une élection, le deuxième lundi de novembre ou, si ce jour tombe le jour du Souvenir, le jour suivant, aux moment et lieu que choisit le conseil. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 62 (1).

Avis d'assemblée

(2) Au moins six jours avant la tenue d'une assemblée aux termes du paragraphe (1) ou (6), le secrétaire du conseil affiche un avis d'assemblée, y compris l'avis des résolutions qui doivent être adoptées par les électeurs, à trois endroits au moins parmi ceux qui sont le plus en vue dans le secteur scolaire de district et il peut faire connaître la tenue de cette assemblée d'une autre façon que le conseil juge opportune. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 62 (2).

Assemblée

(3) L'assemblée des électeurs des écoles publiques se déroule de la façon que décident les électeurs des écoles publiques présents à l'assemblée, sous la direction d'un président choisi par ces derniers. Toutefois, l'élection des membres du conseil se fait par scrutin et le procès-verbal de l'assemblée est dressé par un secrétaire choisi par les électeurs. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 62 (3).

Première assemblée

(4) Malgré le paragraphe 61 (5), la première assemblée convoquée en vue d'élire le conseil d'un secteur scolaire de district créé ou modifié en vertu du paragraphe 59 (2) est tenue aux moment et lieu que choisit une personne désignée par le ministre et qui prend les dispositions nécessaires pour la tenue de l'assemblée. Les personnes ainsi élues demeurent en fonction jusqu'à ce que l'élection ordinaire suivante soit tenue en vertu de la Loi de 1996 sur les élections municipales, que leurs successeurs soient élus aux termes de la présente loi et que le nouveau conseil soit organisé. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 62 (4); 1997, chap. 31, par. 37 (1).

Envoi du procès-verbal au ministère

(5) Dans les dix jours qui suivent chacune des assemblées, le président transmet au ministère une copie exacte du procès-verbal de l'assemblée, qui porte sa signature et celle du secrétaire. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 62 (5).

Special meetings

(6) A special meeting of the public school electors shall be called by the secretary when directed by the board or upon the request in writing of five public school electors of the area, by posting notice of the meeting in three or more of the most prominent places in the district school area, and such notice shall include a clear statement of the date, time, place and objects of the meeting, and the meeting may be advertised in such other manner as is deemed necessary. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 62 (6).

Declaration where right to vote objected to

(7) If objection is made to the right of a person in territory without municipal organization to vote at a meeting under this section, or at an election under section 63, the presiding officer or the returning officer, as the case may be, shall require the person to make the following declaration in English or in French:

I,, declare and affirm that:

- 2. I have a right to vote at this election (or on the question submitted to this meeting).

1997, c. 31, s. 37 (2).

Same

(7.1) After making the declaration under subsection (7), the person is entitled to vote. 1997, c. 31, s. 37 (2).

Election procedures

(8) Subsections 92 (8), (9), (10), (11), (12), (13), (15), (16), (17), (18), (19), (21) and (22) apply with necessary modifications to an election under this section. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 62 (8).

Conduct of elections under Municipal Elections Act, 1996

- 63. (1) The election of the board of the district school area shall be conducted under the *Municipal Elections Act*, 1996 where a district school area comprises,
 - (a) a municipality;
 - (b) a municipality and territory without municipal organization;
 - (c) all or part of two or more municipalities; or
 - (d) all or parts of two or more municipalities and territory without municipal organization. 1997, c. 31, s. 38.

Same

(2) Before July 1 in an election year, the board of a district school area may, by resolution approved at a meeting of the public school electors, determine that the board shall conduct the elections in the same manner as for the members of a district school board, except that the members shall be elected by general vote of the

Assemblée extraordinaire

(6) Le secrétaire convoque une assemblée extraordinaire des électeurs des écoles publiques si le conseil le lui demande ou à la demande écrite de cinq électeurs des écoles publiques du secteur, en affichant l'avis d'assemblée à trois endroits au moins parmi ceux qui sont le plus en vue dans le secteur scolaire de district et en y indiquant clairement les date, heure, lieu et objet de l'assemblée et celle-ci peut être annoncée d'une autre façon jugée nécessaire. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 62 (6).

Déclaration en cas d'opposition au droit de vote

(7) En cas d'opposition au droit d'une personne d'un territoire non érigé en municipalité de voter lors d'une assemblée tenue aux termes du présent article ou lors d'une élection tenue aux termes de l'article 63, le président de séance ou le directeur du scrutin, selon le cas, exige que cette personne fasse la déclaration suivante en français ou en anglais :

Je,, déclare et affirme ce qui suit :

- 1. Je suis un électeur/une électrice des écoles publiques au sens du paragraphe 61 (1) de la *Loi sur l'éducation* en ce qui concerne le secteur scolaire de district de;
- 2. J'ai le droit de voter à la présente élection (*ou* sur la question présentée à la présente assemblée).

1997, chap. 31, par. 37 (2).

Idem

(7.1) Après avoir fait la déclaration prévue au paragraphe (7), la personne a le droit de voter. 1997, chap. 31, par. 37 (2).

Procédure électorale

(8) Les paragraphes 92 (8), (9), (10), (11), (12), (13), (15), (16), (17), (18), (19), (21) et (22) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'élection tenue en vertu du présent article. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 62 (8).

Tenue des élections aux termes de la Loi de 1996 sur les élections municipales

- 63. (1) L'élection du conseil du secteur scolaire de district se tient aux termes de la *Loi de 1996 sur les élections municipales* si ce secteur comprend, selon le cas:
 - a) une municipalité;
 - b) une municipalité et un territoire non érigé en municipalité:
 - c) tout ou partie de deux municipalités ou plus;
 - d) tout ou partie de deux municipalités ou plus et un territoire non érigé en municipalité. 1997, chap. 31, art. 38.

Idem

(2) Avant le 1^{er} juillet de l'année d'une élection, le conseil d'un secteur scolaire de district peut, par voie de résolution approuvée lors d'une assemblée des électeurs des écoles publiques, décider que l'élection de ses membres se tiendra de la même façon que l'élection des membres d'un conseil scolaire de district, sauf que les membres

public school electors of the district school area. 1997, c. 31, s. 38.

Same

(3) The board shall give notice of the determination made under subsection (1) to the electors in the same manner as provided in subsection 62 (2). 1997, c. 31, s. 38.

Same

(4) For the purposes of an election under this section in territory without municipal organization, the secretary of the board shall be the returning officer in respect of the territory without municipal organization and shall perform all the duties that are required of a municipal clerk in relation to the election of members of a district school board. 1997, c. 31, s. 38.

Elections

- 64. (1) Despite subsection 62 (3) and (8) and section 63, where a district school area is formed under clause 59 (2) (b), the Lieutenant Governor in Council may make regulations,
 - (a) determining the number of members to be elected to the board of the district school area;
 - (b) determining the areas each member referred to in clause (a) shall represent;
 - (c) providing for the nomination of candidates to be elected; and
 - (d) prescribing the manner in which the election of the members shall be conducted,

and the election of the members shall be in accordance with such regulations. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 64 (1).

Validity of election

- (2) No election under this section is invalid by reason of noncompliance with the provisions of the regulations made under subsection (1) or by reason of any mistake or irregularity if it appears that the election was conducted in accordance with the principles laid down in the regulations and that the non-compliance, mistake or irregularity did not affect the result of the election. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 64 (2).
 - 65. REPEALED: 1997, c. 31, s. 39.

District school area board to be inactive

66. (1) Where the number of public school pupils of compulsory school age residing in a district school area is fewer than ten and the board has ceased to operate a school, the Minister may declare the district school area board inactive as of the 31st day of December in any year. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 66 (1).

Accounts in inactive area

(2) When a district school area board is declared to be inactive, the board shall liquidate its assets, settle its accounts and have them audited, and forward to the Ministry the audited statement of accounts, the auditor's report and the balance of the funds for deposit in the Consolidated Revenue Fund. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 66 (2).

seront élus par scrutin général des électeurs des écoles publiques du secteur scolaire de district. 1997, chap. 31, art. 38.

Idem

(3) Le conseil donne avis aux électeurs de la décision qu'il prend aux termes du paragraphe (1) de la même façon que le prévoit le paragraphe 62 (2). 1997, chap. 31, art. 38.

Idem

(4) Pour les besoins de l'élection tenue aux termes du présent article dans un territoire non érigé en municipalité, le secrétaire du conseil est le directeur du scrutin à l'égard de ce territoire. Il exerce toutes les fonctions qui sont exigées d'un secrétaire municipal quant à l'élection des membres d'un conseil scolaire de district. 1997, chap. 31, art. 38.

Élection

- 64. (1) Malgré les paragraphes 62 (3) et (8) et l'article 63, si un secteur scolaire de district est créé en vertu de l'alinéa 59 (2) b), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :
 - a) fixer le nombre de membres à élire au conseil du secteur scolaire de district;
 - b) déterminer les régions que chaque membre mentionné à l'alinéa a) représentera;
 - c) prévoir la mise en candidature des candidats;
 - d) prévoir la manière dont l'élection se déroulera.

L'élection des membres est tenue conformément à ces règlements. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 64 (1).

Validité de l'élection

- (2) L'élection tenue en vertu du présent article n'est pas invalidée en raison de l'inobservation des règlements pris en application du paragraphe (1) ou d'une erreur ou d'un vice de forme s'il paraît que l'élection s'est déroulée conformément aux principes énoncés dans les règlements et que l'inobservation, l'erreur ou l'irrégularité n'a pas influé sur le résultat de l'élection. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 64 (2).
 - 65. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 39.

Conseil d'un secteur scolaire de district déclaré inactif

66. (1) Si le nombre d'élèves dans les écoles publiques qui ont l'âge de la fréquentation scolaire obligatoire et qui résident dans un secteur scolaire de district est inférieur à dix et que le conseil a cessé de faire fonctionner une école, le ministre peut déclarer que le conseil du secteur scolaire de district est inactif à compter du 31 décembre de l'année. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 66 (1).

Comptes d'un secteur inactif

(2) Si le conseil d'un secteur scolaire de district est déclaré inactif, il liquide son actif, règle ses comptes, les fait vérifier et envoie au ministère le relevé de comptes vérifié, le rapport du vérificateur et le solde des fonds pour qu'ils soient déposés au Trésor. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 66 (2).

Board dissolved

(3) If the Minister is satisfied that the board has carried out its duties under subsection (2), the Minister shall dissolve the board and the district school area shall cease to exist as of the date that the district school area board was declared inactive under subsection (1). R.S.O. 1990, c. E.2, s. 66 (3).

Records to be forwarded to Ministry

(4) The records of the dissolved board of the district school area shall be filed as the Minister may direct and, for the purposes of this Act, the pupils resident in such area shall be deemed not to reside in a school section. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 66 (4).

Closing of school by Minister

(5) Where in any district school area there are for two consecutive years fewer than eight persons between the ages of five and fourteen years residing therein, the Minister may direct that the public school of the area shall no longer remain open, and the school shall thereupon be closed until the Minister otherwise directs. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 66 (5).

SECONDARY SCHOOL AUTHORITIES

Secondary school districts

67. (1) The Lieutenant Governor in Council may establish any area in the territorial districts that is not part of the area of jurisdiction of a public district school board as a secondary school district and may discontinue or decrease or increase the area of any such secondary school district and, if any such secondary school district is discontinued, or the area is decreased or increased, the assets and liabilities of the board shall be adjusted or disposed of as determined by the Ontario Municipal Board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 67 (1); 1997, c. 31, s. 41 (1).

Same

- (2) Where a secondary school district is established under subsection (1), the Lieutenant Governor in Council may make regulations providing for,
 - (a) the formation and composition of a secondary school board;
 - (b) the dissolution of a secondary school board;
 - (c) elections to a secondary school board, including but not limited to qualifications to vote in those elections;
 - (d) disqualifications for the purposes of subsection 219 (4). 1997, c. 31, s. 41 (2).

Same

- (3) A secondary school board established under this section is a corporation by the name designated by the Lieutenant Governor in Council. 1997, c. 31, s. 41 (2).
 - (4) REPEALED: 1997, c. 31, s. 41 (2).
 - (5) REPEALED: 1997, c. 31, s. 41 (2).

Dissolution du conseil

(3) Si le ministre s'est assuré que le conseil s'est acquitté de ses obligations aux termes du paragraphe (2), il dissout le conseil et le secteur scolaire de district cesse d'exister à la date où le conseil a été déclaré inactif aux termes du paragraphe (1). L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 66 (3).

Dossiers envoyés au ministère

(4) Les dossiers du conseil du secteur scolaire de district dissous sont déposés de la façon que le ministre peut ordonner. Pour l'application de la présente loi, les élèves qui résident dans ce secteur sont réputés ne pas résider dans une circonscription scolaire. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 66 (4).

Fermeture d'école par le ministre

(5) Si le secteur scolaire de district compte, pendant deux années consécutives, moins de huit personnes âgées de cinq à quatorze ans qui y résident, le ministre peut ordonner que l'école publique ne demeure plus ouverte et, dès ce moment, elle est fermée jusqu'à ce qu'il en décide autrement. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 66 (5).

ADMINISTRATIONS SCOLAIRES POUR LE SEUL NIVEAU SECONDAIRE

Districts d'écoles secondaires

67. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner un secteur, dans un district territorial qui ne fait pas partie du territoire de compétence d'un conseil scolaire de district public, comme formant un district d'écoles secondaires et il peut supprimer, réduire ou agrandir le secteur d'un tel district d'écoles secondaires. Si un district d'écoles secondaires est supprimé ou si son secteur est réduit ou agrandi, l'actif et le passif du conseil sont rajustés ou liquidés de la façon que décide la Commission des affaires municipales de l'Ontario. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 67 (1); 1997, chap. 31, par. 41 (1).

Idem

- (2) Si un district d'écoles secondaires est créé en vertu du paragraphe (1), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir ce qui suit :
 - a) la création et la composition d'un conseil d'écoles secondaires;
 - b) la dissolution d'un conseil d'écoles secondaires;
 - c) l'élection des membres d'un conseil d'écoles secondaires, notamment les qualités requises pour pouvoir voter lors de cette élection;
 - d) les cas d'inéligibilité pour l'application du paragraphe 219 (4). 1997, chap. 31, par. 41 (2).

Idem

- (3) Le conseil d'écoles secondaires créé en vertu du présent article est une personne morale connue sous le nom que lui donne le lieutenant-gouverneur en conseil. 1997, chap. 31, par. 41 (2).
 - (4) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 41 (2).
 - (5) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 41 (2).

- (6) REPEALED: 1997, c. 31, s. 41 (2).
- (7) REPEALED: 1997, c. 31, s. 41 (2).

SCHOOL AUTHORITIES ON TAX EXEMPT LAND

Schools on exempt land

Public elementary

68. (1) Where, in the opinion of the Minister, it is desirable to establish and maintain a public school authority for elementary school purposes on lands held by the Crown in right of Canada or Ontario, or by an agency thereof, or on other lands that are exempt from taxation for school purposes, the Minister may by order designate any portion of such lands as a school section and may appoint as members of the board such persons as the Minister considers proper, and the board so appointed is a corporation by the name indicated in the order establishing the school section and has all the powers and duties of a public district school board for elementary school purposes. 1997, c. 31, s. 42 (1).

Public secondary

(2) Where, in the opinion of the Minister, it is desirable to establish and maintain a public school authority for secondary school purposes on lands held by the Crown in right of Canada or Ontario, or by an agency thereof, or on other lands that are exempt from taxation for school purposes, the Minister may by order designate any portion of such lands as a secondary school district, and may appoint as members of the board such persons as the Minister considers proper, and the board so appointed is a corporation by the name indicated in the order establishing the secondary school district and has all the powers and duties of a public district school board for secondary school purposes. 1997, c. 31, s. 42 (1).

Public secondary and elementary

(3) Where a secondary school district has been designated under subsection (2), the Minister may authorize the formation of a public school authority for elementary and secondary school purposes for the district and may provide for the name of the school authority, its composition and the term or terms of office of its members, and for all other purposes the provisions in respect of public district school boards apply to the school authority. 1997, c. 31, s. 42 (1).

Area of jurisdiction: other boards

- (4) A school section or secondary school district designated under this section shall be deemed not to be included in the area of jurisdiction of,
 - (a) a district school board;
 - (b) a board established under section 59; or
 - (c) a board established under section 67. 1997, c. 31, s. 42 (1).

Fee payable by non-resident

(5) Where a pupil attends a school that is operated by a board appointed under this section in a children's treat-

- (6) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 41 (2).
- (7) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 41 (2).

ADMINISTRATIONS SCOLAIRES SITUÉES SUR DES BIENS-FONDS EXONÉRÉS D'IMPÔTS

École située sur un bien-fonds exonéré d'impôts École élémentaire publique

68. (1) Si, de l'avis du ministre, il est opportun de créer et de maintenir une administration scolaire publique aux fins des écoles élémentaires sur une terre que détient la Couronne du chef du Canada ou de l'Ontario ou un de ses organismes, ou sur un autre bien-fonds qui est exonéré d'impôts scolaires, le ministre peut, par arrêté, désigner une partie de cette terre ou de ce bien-fonds comme formant une circonscription scolaire et peut nommer membres du conseil les personnes qu'il estime appropriées. Le conseil ainsi constitué est une personne morale dont le nom est celui qui est indiqué dans l'arrêté créant la circonscription scolaire et il exerce les pouvoirs et les fonctions d'un conseil scolaire de district public aux fins des écoles élémentaires. 1997, chap. 31, par. 42 (1).

École secondaire publique

(2) Si, de l'avis du ministre, il est opportun de créer et de maintenir une administration scolaire publique aux fins des écoles secondaires sur une terre que détient la Couronne du chef du Canada ou de l'Ontario ou un de ses organismes, ou sur un autre bien-fonds qui est exonéré d'impôts scolaires, le ministre peut, par arrêté, désigner une partie de cette terre ou de ce bien-fonds comme formant un district d'écoles secondaires et peut nommer membres du conseil les personnes qu'il estime appropriées. Le conseil ainsi constitué est une personne morale dont le nom est celui qui est indiqué dans l'arrêté créant le district d'écoles secondaires et il exerce les pouvoirs et les fonctions d'un conseil scolaire de district public aux fins des écoles secondaires. 1997, chap. 31, par. 42 (1).

Écoles élémentaires et secondaires publiques

(3) Si un district d'écoles secondaires a été désigné en vertu du paragraphe (2), le ministre peut autoriser la création d'une administration scolaire publique aux fins des écoles élémentaires et secondaires pour le district et prévoir le nom de l'administration, sa composition et le ou les mandats de ses membres. À toutes autres fins, les dispositions relatives aux conseils scolaires de district publics s'appliquent à cette administration. 1997, chap. 31, par. 42 (1).

Territoire de compétence d'autres conseils

- (4) La circonscription scolaire ou le district d'écoles secondaires désigné en vertu du présent article est réputé ne pas être compris dans le territoire de compétence :
 - a) soit d'un conseil scolaire de district;
 - b) soit d'un conseil créé en vertu de l'article 59;
 - c) soit d'un conseil créé en vertu de l'article 67. 1997, chap. 31, par. 42 (1).

Droits payables par les non-résidents

(5) Si l'élève fréquente une école qui relève d'un conseil constitué en vertu du présent article dans un

ment centre and the pupil is not a resident pupil of the board, the board of which the pupil is a resident pupil or is qualified to be a resident pupil shall pay to the board that operates the school the fee, if any, payable for the purpose under the regulations. 1997, c. 31, s. 42 (2).

Same

(5.1) Where the pupil is not a resident pupil or qualified to be a resident pupil of a board and the pupil's cost of education is not payable by the Minister under the regulations, the pupil's parent or guardian shall pay to the board that operates the school a fee fixed by such board. 1997, c. 31, s. 42 (2).

Same

(5.2) A fee fixed under subsection (5.1) shall not be greater than the fee, if any, payable for the purpose under the regulations. 1997, c. 31, s. 42 (2).

Revocation of order

(6) If an order under subsection (1) or (2) is to be revoked on the 1st day of January next following a regular election under the *Municipal Elections Act*, 1996, the order shall, for the purpose of the election, be deemed to have been revoked. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 68 (6); 1997, c. 31, s. 42 (3).

69.-76. REPEALED: 1993, c. 11, s. 22.

PART IV SCHOOL AUTHORITIES — ROMAN CATHOLIC

77. REPEALED: 1997, c. 31, s. 44.

ZONES

Boundaries of zones

- **78.** (1) Unless otherwise determined in accordance with regulations made under subsection 58.1 (2) or section 86.1, the boundaries of a separate school zone shall, in accordance with sections 80 and 84, be the boundaries of.
 - (a) a municipality;
 - (b) a geographic township;
 - (c) a combination of municipalities;
 - (d) a combination of geographic townships; or
 - (e) a combination of the areas referred to in clauses (a) to (d). R.S.O. 1990, c. E.2, s. 78 (1); 1997, c. 31, s. 45 (1).

Zones not in municipalities or geographic townships

(2) The boundaries of a separate school zone, in those parts of the territorial districts that are neither geographic townships nor municipalities, shall be the boundaries of a 9.6 kilometre square of land of which two sides are parallel to a line of latitude. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 78 (2).

Zone description

(3) If a separate school zone is a 9.6 kilometre square of land, the location of the zone shall be determined by

centre de traitement pour enfants et qu'il n'est pas élève résident de ce conseil, le conseil dont il est élève résident ou pour lequel il satisfait aux conditions requises pour l'être verse au conseil qui fait fonctionner l'école les droits éventuels exigibles à cette fin aux termes des règlements. 1997, chap. 31, par. 42 (2).

Idem

(5.1) Si l'élève n'est pas élève résident ou qu'il ne satisfait pas aux conditions requises pour l'être et que ses frais d'instruction ne sont pas payables par le ministre aux termes des règlements, son père, sa mère ou son tuteur verse au conseil qui fait fonctionner l'école les droits que fixe celui-ci. 1997, chap. 31, par. 42 (2).

Idem

(5.2) Les droits fixés aux termes du paragraphe (5.1) ne doivent pas dépasser les droits éventuels exigibles à cette fin aux termes des règlements. 1997, chap. 31, par. 42 (2).

Annulation d'arrêté

- (6) L'arrêté prévu au paragraphe (1) ou (2) qui doit être annulé le 1^{er} janvier suivant une élection ordinaire tenue aux termes de la *Loi de 1996 sur les élections municipales* est réputé, pour les besoins de l'élection, avoir été annulé. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 68 (6); 1997, chap. 31, par. 42 (3).
 - 69. à 76. ABROGÉS: 1993, chap. 11, art. 22.

PARTIE IV ADMINISTRATIONS SCOLAIRES CATHOLIQUES

77. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 44.

ZONES

Limites territoriales des zones

- 78. (1) À moins qu'elles ne soient déterminées autrement, conformément aux règlements pris en application du paragraphe 58.1 (2) ou de l'article 86.1, les limites territoriales d'une zone d'écoles séparées correspondent, conformément aux articles 80 et 84, aux limites territoriales :
 - a) soit d'une municipalité;
 - b) soit d'un canton géographique;
 - c) soit d'un ensemble de municipalités;
 - d) soit d'un ensemble de cantons géographiques;
 - e) soit d'une combinaison des secteurs visés aux alinéas a) à d). L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 78 (1); 1997, chap. 31, par. 45 (1).

Zones non comprises dans des municipalités ou des cantons géographiques

(2) Dans les parties des districts territoriaux qui ne forment ni des cantons géographiques ni des municipalités, les limites territoriales d'une zone d'écoles séparées correspondent à celles d'un terrain carré dont les côtés sont de 9,6 kilomètres et dont deux côtés sont parallèles à un parallèle de latitude. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 78 (2).

Délimitation de la zone

(3) Si une zone d'écoles séparées correspond à un terrain carré dont les côtés sont de 9,6 kilomètres, l'em-

the latitude and longitude of its northwest corner. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 78 (3).

(4) REPEALED: 1997, c. 31, s. 45 (2).

79. REPEALED: 1997, c. 31, s. 46.

FORMATION AND DISCONTINUANCE OF ZONES

Establishment of separate school zones

- 80. (1) A public meeting of persons desiring to establish a separate school zone may be convened by,
 - (a) not fewer than five members of five families, with each member being Roman Catholic, at least 18 years of age and a householder or freeholder resident within a municipality or a geographic township that is not within the area of jurisdiction of a separate district school board, who desire to establish the area of the municipality or geographic township as a separate school zone;
 - (b) not fewer than 10 members of 10 families, with each member being Roman Catholic, at least 18 years of age and a householder or freeholder resident within a 9.6 kilometre square of land, that is not part of a municipality, a geographic township or a separate school zone, who desire to establish the square of land as a separate school zone; or
 - (c) not fewer than five members of five families, with each member being Roman Catholic, at least 18 years of age and a householder or freeholder resident within a 9.6 kilometre square of land, that is not part of a municipality, a geographic township or a separate school zone, who desire to establish the square of land as a separate school zone and unite the zone with one or more separate school zones, other than the separate school zone of a district school board. 1997, c. 31, s. 47 (1).

Procedure

- (2) Where a meeting is held under subsection (1), the persons present shall,
 - (a) elect a chair and a secretary for the meeting;
 - (b) pass a motion to determine that the area of the municipality or geographic township or 9.6 kilometre square of land, as the case requires, be established as a separate school zone;
 - (c) if clause (1) (a) or (b) applies, elect the required number of board members; and
 - (d) require the chair of the meeting to transmit notice in writing of the holding of the meeting and of the election of board members to the clerks of the municipalities affected and to the secretary of any board that has jurisdiction in all or part of the area in which the separate school zone is to be established, designating by name and residence each of the persons elected as board members. 1997, c. 31, s. 47 (1).

placement de la zone est délimité par la latitude et la longitude de son angle nord-ouest. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 78 (3).

Chap. E.2

(4) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 45 (2).

79. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 46.

CRÉATION ET DISPARITION D'UNE ZONE

Création d'une zone d'écoles séparées

- **80.** (1) Une assemblée publique de personnes désireuses de créer une zone d'écoles séparées peut être convoquée, selon le cas :
 - a) par au moins cinq membres de cinq familles qui sont catholiques, ont au moins 18 ans, sont occupants d'un logement ou propriétaires francs, résident dans une municipalité ou un canton géographique qui ne se trouve pas dans le territoire de compétence d'un conseil scolaire de district séparé et veulent constituer en zone d'écoles séparées le secteur de la municipalité ou du canton géographique;
 - b) par au moins 10 membres de 10 familles qui sont catholiques, ont au moins 18 ans, sont occupants d'un logement ou propriétaires francs, résident dans les limites d'un carré de 9,6 kilomètres de côté qui ne fait partie ni d'une municipalité, ni d'un canton géographique, ni d'une zone d'écoles séparées, et veulent constituer le carré en zone d'écoles séparées;
 - c) par au moins cinq membres de cinq familles qui sont catholiques, ont au moins 18 ans, sont occupants d'un logement ou propriétaires francs, résident dans les limites d'un carré de 9,6 kilomètres de côté qui ne fait partie ni d'une municipalité, ni d'un canton géographique, ni d'une zone d'écoles séparées, et veulent constituer le carré en zone d'écoles séparées et unir la zone à une ou plusieurs autres zones d'écoles séparées, à l'exclusion de celle d'un conseil scolaire de district. 1997, chap. 31, par. 47 (1).

Marche à suivre

- (2) Lors de l'assemblée convoquée en vertu du paragraphe (1), les personnes présentes font ce qui suit :
 - a) elles élisent un président et un secrétaire de séance;
 - b) elles adoptent une motion pour décider de la constitution du secteur de la municipalité, du canton géographique ou du carré de 9,6 kilomètres de côté, selon le cas, en zone d'écoles séparées;
 - c) si l'alinéa (1) a) ou b) s'applique, elles élisent le nombre requis de conseillers;
 - d) elles demandent au président de séance de transmettre un avis écrit de la tenue de l'assemblée et de l'élection de conseillers au secrétaire de chaque municipalité touchée et à celui de tout conseil dont le territoire de compétence correspond, en totalité ou en partie, au secteur dans lequel la zone d'écoles séparées doit être créée, en précisant le nom et le lieu de résidence des personnes élues conseillers. 1997, chap. 31, par. 47 (1).

Certification

(3) Each of the officers receiving the notice shall certify thereon the date of its receipt, and shall transmit a copy of the notice so certified to the chair of the meeting. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 80 (3).

Notification

- (4) The chair of the meeting shall forthwith transmit the copy of the certified notice, a copy of the minutes of the meeting, and of the notice calling it, to,
 - (a) the Minister; and
 - (b) the appropriate assessment commissioner. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 80 (4).

Corporate name

Formation not rendered invalid

(6) The formation of a separate school zone is not rendered invalid by reason only of a vacancy in the office of a board member occurring before the board members become a body corporate, provided that the vacancy is filled promptly and the Minister is provided with the information required under clause (2) (d) in respect of the filling of the vacancy. 1997, c. 31, s. 47 (3).

Qualifications of members

- (7) A person is qualified to be elected as a board member at a meeting to establish a separate school zone if he or she is.
 - (a) resident in the zone;
 - (b) a Canadian citizen;
 - (c) at least 18 years of age; and
 - (d) a Roman Catholic. 1997, c. 31, s. 47 (4).

Powers of board members

81. (1) The board members elected at a meeting convened under subsection 80 (1) have all the powers of a district school area board in territory without municipal organization and are in all other respects subject to the provisions of this Act that apply to boards of rural separate schools. 1997, c. 31, s. 48.

Where school not united

(2) Where in any year a separate school zone is established by not fewer than five members of five families under clause 80 (1) (c), the public meeting for the election of board members shall be held before June 1 in that year, and the only powers and duties of the board so formed are

Date certifiée

(3) Chacun des agents qui reçoit l'avis y atteste la date de réception et fait parvenir une copie de l'avis attesté au président de séance. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 80 (3).

Avis

- (4) Le président de séance fait immédiatement parvenir la copie de l'avis attesté, une copie du procès-verbal de l'assemblée et une copie de l'avis de convocation de l'assemblée aux deux personnes suivantes :
 - a) le ministre;
 - b) le commissaire à l'évaluation compétent. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 80 (4).

Dénomination

(5) À partir du moment où les documents mentionnés au paragraphe (4) sont transmis au ministre, la zone d'écoles séparées est créée et les conseillers qui y sont désignés constituent une personne morale dont le nom est «Conseil des écoles séparées catholiques de» ou «The Roman Catholic Separate School Board», ou les deux (indiquer le nom choisi par le conseil et approuvé par le ministre). L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 80 (5); 1997, chap. 31, par. 47 (2).

Création non invalide

(6) La création d'une zone d'écoles séparées n'est pas invalide pour le seul motif qu'un poste du conseil est vacant avant la constitution des membres en personne morale, pourvu que la vacance soit promptement comblée et que le ministre reçoive les renseignements exigés aux termes de l'alinéa (2) d) à cet égard. 1997, chap. 31, par. 47 (3).

Conditions d'éligibilité

- (7) Est éligible au poste de membre d'un conseil lors d'une assemblée convoquée dans le but de créer une zone d'écoles séparées la personne qui satisfait aux conditions suivantes :
 - a) elle réside dans la zone;
 - b) elle a la citoyenneté canadienne;
 - c) elle a au moins 18 ans;
 - d) elle est catholique. 1997, chap. 31, par. 47 (4).

Pouvoirs des conseillers

81. (1) Les conseillers élus lors de l'assemblée convoquée en vertu du paragraphe 80 (1) ont les pouvoirs d'un conseil de secteur scolaire de district dans un territoire non érigé en municipalité. À tous autres égards, ils sont assujettis aux dispositions de la présente loi qui s'appliquent aux conseils d'écoles séparées rurales. 1997, chap. 31, art. 48.

Cas où une zone d'écoles séparées n'est pas unie à d'autres zones

(2) Si, au cours d'une année, une zone d'écoles séparées est créée par au moins cinq membres de cinq familles aux termes de l'alinéa 80 (1) c), l'assemblée publique convoquée dans le but d'élire les conseillers se tient avant le 1^{er} juin de l'année. Les seuls pouvoirs et fonctions du

to proceed in the same year to implement the provisions of section 84, and if the separate school zone is not united with one or more separate school zones to form a combined separate school zone before August 1 in that year under section 84, the board is dissolved on that date. 1997, c. 31, s. 48.

Right to vote in year of establishment of zone

82. A Roman Catholic who is a householder or free-holder, who is eighteen years of age and who desires to establish the area in which the Roman Catholic is resident as a separate school zone under section 80, is entitled, in the year in which the separate school zone is established, to vote on any matter that relates to the separate school. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 82.

Legislative grants

83. On receipt by the Minister of the documents required under section 80 that a separate school zone has been established and where the Minister is satisfied that suitable accommodation has been provided for school purposes, the Minister may pay to the board for educational purposes the sums approved for the purpose by the Lieutenant Governor in Council. 1997, c. 31, s. 49.

Formation of combined separate school zones

- 84. (1) A Roman Catholic school authority or five supporters of the Roman Catholic school authority may, before July 1 in any year, hold a meeting of the supporters of the school authority to consider the question of uniting the separate school zone with one or more other separate school zones, other than the zone of a separate district school board, to form a combined separate school zone and, where the majority of the supporters present at the meeting who vote on the question, vote in favour of the union each board shall give notice of the decision, before August 1 of the same year, to the Minister, the clerks of the municipalities affected, and the appropriate assessment commissioner, and the combined separate school zone formed under this section shall be deemed to be one zone for all Roman Catholic school purposes on December 1 of the same year, except that, for the purposes of the election of board members, it shall be deemed to be one zone on the day of nomination for board members of the combined separate school board. 1997, c. 31, s. 50 (1).
 - (2) REPEALED: 1997, c. 31, s. 50 (1).

Dissolution of boards

(3) When a combined separate school zone is formed, the board of each zone forming part of the union is dissolved, and all the real and personal property vested in such board is vested in the board of the combined separate school zone. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 84 (3); 1997, c. 31, s. 50 (2).

Corporate name

 conseil ainsi créé consistent à mettre en application les dispositions de l'article 84 la même année. Si la zone d'écoles séparées n'est pas unie à une ou plusieurs zones d'écoles séparées pour créer une zone unifiée d'écoles séparées avant le 1^{er} août de l'année aux termes de l'article 84, le conseil est dissous à cette date. 1997, chap. 31, art. 48.

Droit de vote au cours de l'année de création de la zone

82. Le catholique âgé de dix-huit ans qui occupe un logement ou est propriétaire franc et qui désire constituer, aux termes de l'article 80, le secteur dans lequel il réside en zone d'écoles séparées, a le droit, au cours de l'année de création de la zone d'écoles séparées, de voter sur les questions relatives à l'école séparée. L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 82.

Subventions générales

83. Lorsque le ministre reçoit les documents exigés aux termes de l'article 80 qui indiquent qu'une zone d'écoles séparées a été créée et qu'il est convaincu que des aménagements appropriés ont été prévus à des fins scolaires, il peut verser au conseil, à des fins éducatives, les sommes qu'approuve à cette fin le lieutenant-gouverneur en conseil. 1997, chap. 31, art. 49.

Création d'une zone unifiée d'écoles séparées

- 84. (1) L'administration scolaire catholique ou cinq de ses contribuables peuvent, avant le 1er juillet d'une année, tenir une assemblée des contribuables afin d'étudier l'union de la zone d'écoles séparées à une ou plusieurs autres zones d'écoles séparées, à l'exclusion de celle d'un conseil scolaire de district séparé, pour créer une zone unifiée d'écoles séparées. Si la majorité des contribuables qui sont présents à l'assemblée et qui votent sur la question se prononcent pour l'union, chaque conseil donne, avant le 1^{er} août de la même année, un avis de la décision au ministre, au secrétaire des municipalités touchées et au commissaire à l'évaluation compétent. La zone unifiée d'écoles séparées créée aux termes du présent article est réputée constituer une seule zone à toutes les fins des écoles catholiques le 1^{er} décembre de l'année. Toutefois, aux fins de l'élection des conseillers, elle est réputée constituer une seule zone le jour de la déclaration de candidature des membres du conseil unifié d'écoles séparées. 1997, chap. 31, par. 50 (1).
 - (2) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 50 (1).

Dissolution des conseils

(3) Lorsqu'une zone unifiée d'écoles séparées est créée, le conseil de chaque zone qui en fait partie est dissous. Les biens meubles et immeubles qui lui appartenaient reviennent au conseil de la zone unifiée d'écoles séparées. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 84 (3); 1997, chap. 31, par. 50 (2).

Dénomination

the board and approved by the Minister). 1997, c. 31, s. 50 (3).

Detaching school zone from combined school zone

85. (1) Where, in an area that is not part of the area of jurisdiction of a separate district school board, a petition to detach a separate school zone from a combined separate school zone is submitted in any year to the combined separate school board, the board shall provide for a vote on the question within 90 days of the receipt of the petition. 1997, c. 31, s. 51 (1).

Same

(1.1) A petition under subsection (1) must be from at least 10 members of 10 families, with each member being at least 18 years of age, a householder or freeholder and a supporter of a combined separate school. 1997, c. 31, s. 51 (1).

Qualified voters detaching a separate school zone

(2) The persons who are entitled to vote on the question are the supporters of the combined separate school who reside in the portion of the combined separate school zone that it is proposed to detach. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 85 (2); 1997, c. 31, s. 51 (2).

When school zone detached

(3) If, before July 1 in any year, a majority of the supporters who are entitled to vote on the question vote in favour of detaching the zone, it is detached on January 1 of the following year, except that, for the purposes of the election of board members, it shall be deemed to be detached on the day of nomination for board members, and the requisite number of board members of the separate school zone so detached shall be elected as provided under section 92 or 93, as the case may be. 1997, c. 31, s. 51 (3).

Discontinuing school authority: vote of supporters

86. (1) A Roman Catholic school authority or five supporters of the school authority may, before July 1 in any year, hold a meeting of its supporters to consider the question of discontinuing the school authority and, where the majority of the supporters vote in favour of discontinuing and fewer than five supporters vote in opposition, the school authority shall within 30 days notify the Minister, the clerk of each municipality concerned and the secretary of any board that may be affected and, for assessment purposes, the zone shall be discontinued on September 30 following the meeting. 1997, c. 31, s. 52 (1).

Discontinuing school authority: other conditions

- (2) A Roman Catholic school authority is discontinued on November 30 in any year, if,
 - (a) for any continuous four month period in a school year, after the year in which the school authority was established, the school authority,

School Board» (insérer le nom choisi par le conseil et approuvé par le ministre). 1997, chap. 31, par. 50 (3).

Détachement d'une zone d'écoles séparées de la zone unifiée d'écoles séparées

85. (1) Si, dans un secteur qui ne fait pas partie du territoire de compétence d'un conseil scolaire de district séparé, une pétition en vue du détachement d'une zone d'écoles séparées de la zone unifiée d'écoles séparées est présentée au conseil unifié d'écoles séparées au cours de l'année, celui-ci prévoit la tenue d'un scrutin sur la question dans les 90 jours de la réception de la pétition. 1997, chap. 31, par. 51 (1).

Idem

(1.1) La pétition présentée aux termes du paragraphe (1) doit provenir d'au moins 10 membres de 10 familles qui ont au moins 18 ans, sont occupants d'un logement ou propriétaires francs et sont contribuables d'une école séparée unifiée. 1997, chap. 31, par. 51 (1).

Contribuables ayant le droit de vote pour le détachement d'une zone d'écoles séparées

(2) Les personnes ayant le droit de voter sur la question sont les contribuables de l'école séparée unifiée qui résident dans la partie de la zone unifiée d'écoles séparées que l'on se propose de détacher. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 85 (2); 1997, chap. 31, par. 51 (2).

Détachement d'une zone

(3) Si, avant le 1^{er} juillet d'une année, la majorité des contribuables qui ont le droit de voter sur la question se prononcent pour le détachement de la zone, celle-ci est détachée le 1^{er} janvier de l'année suivante. Toutefois, aux fins de l'élection des conseillers, elle est réputée détachée le jour de la déclaration de candidature. Le nombre requis de conseillers de la zone d'écoles séparées ainsi détachée est élu de la façon prévue à l'article 92 ou 93, selon le cas. 1997, chap. 31, par. 51 (3).

Cessation des activités d'une administration scolaire par vote de ses contribuables

86. (1) Toute administration scolaire catholique ou cinq de ses contribuables peuvent, avant le 1^{er} juillet d'une année, tenir une assemblée des contribuables afin d'étudier la cessation des activités de l'administration. Si la majorité des contribuables se prononcent pour cette mesure et que moins de cinq contribuables s'y opposent, l'administration en avise, dans les 30 jours, le ministre, le secrétaire de chaque municipalité intéressée et le secrétaire de tout conseil susceptible d'être touché. Aux fins de l'évaluation foncière, la zone cesse ses activités le 30 septembre suivant l'assemblée. 1997, chap. 31, par. 52 (1).

Autres conditions relatives à la cessation des activités d'une administration scolaire

- (2) L'administration scolaire catholique est dissoute le 30 novembre d'une année si, selon le cas :
 - a) pendant une période ininterrompue de quatre mois au cours d'une année scolaire, après l'année de la création de l'administration, celle-ci :

- (i) fails to operate a school, or
- (ii) fails to make an agreement with another Roman Catholic board for the education of its pupils and fails to provide transportation for the pupils who would otherwise be excused from attendance under clause 21 (2) (c);
- (b) no one is assessed as a separate school supporter in the separate school zone in relation to property in respect of which taxes are to be levied in the following year; or
- (c) the supporters fail to elect the required number of board members in two successive regular elections. 1997, c. 31, s. 52 (1).

Notice to Minister, etc., of discontinuance

(3) When a board is discontinued under subsection (2), the appropriate supervisory officer shall promptly notify the Minister, the clerks of the municipalities concerned and the secretaries of the affected boards. 1997, c. 31, s. 52 (1).

Settling accounts

(4) The board members who are in office in the year in which the school authority is discontinued under this section shall remain in office for the purpose of settling the accounts and outstanding debts of the school authority and, following an audit by a person licensed under the *Public Accountancy Act*, shall forward the balance of its funds to the Minister for deposit in the Consolidated Revenue Fund for safekeeping. 1997, c. 31, s. 52 (1).

Records

(5) The records of a school authority that has been discontinued under this section shall be filed with the Ministry. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 86 (5); 1997, c. 31, s. 52 (2).

Boundaries to be revised

(6) The boundaries of the zones that are altered as a result of discontinuing a separate school zone shall be revised by the appropriate supervisory officer. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 86 (6).

Sale of real property

(7) Where a school authority that has been discontinued fails to dispose of its real property in the year in which it was discontinued and the appropriate supervisory officer is notified that an offer to purchase the real property has been made, he or she shall cause notices to be posted to call a meeting of the persons who were supporters in the year in which the school authority was discontinued to elect three persons who, when elected, are a school authority for the purpose of selling the property. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 86 (7); 1997, c. 31, s. 52 (3).

Deposit of funds from sale

(8) When the school authority has sold the real property, it shall, after paying any outstanding debts, forward the balance of the money received from the sale to the Minister for deposit in the Consolidated Revenue Fund

- (i) soit ne fait pas fonctionner d'école,
- (ii) soit ne conclut pas d'entente avec un autre conseil catholique pour l'instruction de ses élèves ni n'assure le transport des élèves qui seraient dispensés par ailleurs de fréquenter l'école aux termes de l'alinéa 21 (2) c);
- b) personne ne fait l'objet d'une cotisation à titre de contribuable des écoles séparées dans la zone d'écoles séparées pour des biens qui doivent être frappés d'impôts l'année suivante;
- c) les contribuables n'élisent pas le nombre de conseillers requis au cours de deux élections ordinaires successives. 1997, chap. 31, par. 52 (1).

Avis adressé au ministre lors de la cessation des activités

(3) Si le conseil est dissous aux termes du paragraphe (2), l'agent de supervision compétent en avise promptement le ministre, le secrétaire des municipalités intéressées et le secrétaire des conseils touchés. 1997, chap. 31, par. 52 (1).

Règlement des comptes

(4) Les conseillers qui sont en fonction pendant l'année où l'administration scolaire est dissoute aux termes du présent article le demeurent afin de régler les comptes et les dettes impayées de l'administration. Après la vérification qu'effectue une personne titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur la comptabilité publique*, les conseillers remettent le solde des fonds au ministre pour qu'il le confie à la garde du Trésor. 1997, chap. 31, par. 52 (1).

Dossiers

(5) Les dossiers de l'administration scolaire dissoute sont déposés au ministère. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 86 (5); 1997, chap. 31, par. 52 (2).

Révision des limites territoriales

(6) L'agent de supervision compétent révise les limites territoriales des zones modifiées à la suite de la dissolution d'une zone d'écoles séparées. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 86 (6).

Vente des biens immeubles

(7) Si l'administration scolaire qui a été dissoute n'aliène pas ses biens immeubles au cours de l'année où elle a été dissoute et que l'agent de supervision compétent est avisé qu'une offre d'achat de ces biens immeubles a été présentée, il fait afficher des avis de convocation d'une assemblée des personnes qui étaient des contribuables l'année où l'administration scolaire a été dissoute afin d'élire trois personnes qui, une fois élues, constituent une administration scolaire aux fins de la vente des biens. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 86 (7); 1997, chap. 31, par. 52 (3).

Dépôt des fonds provenant de la vente

(8) Lorsque l'administration scolaire a vendu les biens immeubles, elle doit, après avoir acquitté les dettes impayées, faire parvenir au ministre le solde des fonds provenant de la vente afin que celui-ci soit déposé au Trésor

for safekeeping. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 86 (8); 1997, c. 31, s. 52 (4).

Re-establishing school authority

(9) A school authority that has been discontinued in any year may, in any subsequent year, be re-established in the manner provided for in section 80, and the funds that were deposited by the school authority that was discontinued shall be returned to the school authority. 1997, c. 31, s. 52 (5).

Regulation

86.1 If the board of a separate school zone in the territorial districts applies to the Minister to extend the boundaries of the separate school zone so as to include parcels of land on which a separate school zone cannot be established because of the operation of subsection 80 (1), the Lieutenant Governor in Council may by regulation extend the boundaries of the separate school zone. 1997, c. 31, s. 53.

SEPARATE SCHOOL ELECTORS

87. REPEALED: 1997, c. 31, s. 54.

Residing outside municipality

88. Except as otherwise provided under this Act or the *Municipal Elections Act, 1996*, when a supporter of a separate school in a local municipality resides outside the municipality, he or she is entitled to vote in the ward or polling subdivision in which the separate school nearest to his or her residence is situate. 2002, c. 17, Sched. F, Table.

RURAL SEPARATE SCHOOLS

Rural separate school boards

89. (1) The board of a rural separate school shall consist of three members who, subject to subsection (3), shall be elected in each year in which a regular election is held under the *Municipal Elections Act*, 1996 and shall hold office until the date the next regular election is held under that Act and their successors are elected under this Act and the new board is organized. 1997, c. 31, s. 55.

Same

(2) The term of office of members of a rural separate school board shall commence on December 1 in the year of a regular election. 1997, c. 31, s. 55.

Same

(3) Where the first election of a newly established rural separate school board is held in a year in which no regular election is held under the *Municipal Elections Act, 1996*, the members so elected shall hold office until the date on which the next regular election is held under that Act and their successors are elected under this Act and the new board is organized. 1997, c. 31, s. 55.

Organization and quorum

(4) A majority of the board members is a quorum, and the board shall be organized by the election of a chair and pour y être conservé en toute sécurité. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 86 (8); 1997, chap. 31, par. 52 (4).

Rétablissement de l'administration scolaire

(9) L'administration scolaire qui est dissoute une année peut être rétablie une année subséquente de la façon prévue à l'article 80, et les fonds qu'elle avait remis lui sont rendus. 1997, chap. 31, par. 52 (5).

Règlement

86.1 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, repousser les limites territoriales d'une zone d'écoles séparées située dans les districts territoriaux dont le conseil demande au ministre de le faire de façon à inclure les parcelles de bien-fonds où une zone d'écoles séparées ne peut être créée par l'effet du paragraphe 80 (1). 1997, chap. 31, art. 53.

ÉLECTEURS DES ÉCOLES SÉPARÉES

87. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 54.

Contribuables résidant hors de la municipalité

88. Sauf disposition contraire de la présente loi ou de la Loi de 1996 sur les élections municipales, si le contribuable d'une école séparée située dans une municipalité locale réside hors de la municipalité, il a le droit de voter dans le quartier ou dans la section de vote où se trouve l'école séparée la plus proche de sa résidence. 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

ÉCOLES SÉPARÉES RURALES

Conseil d'école séparée rurale

89. (1) Le conseil d'une école séparée rurale se compose de trois membres qui, sous réserve du paragraphe (3), sont élus chaque année où se tient une élection ordinaire en vertu de la Loi de 1996 sur les élections municipales et qui demeurent en fonction jusqu'à ce que l'élection ordinaire suivante se tienne en vertu de cette loi, que leurs successeurs soient élus aux termes de la présente loi et que le nouveau conseil soit organisé. 1997, chap. 31, art. 55.

Idem

(2) Les membres d'un conseil d'école séparée rurale entrent en fonction le 1^{er} décembre de l'année d'une élection ordinaire. 1997, chap. 31, art. 55.

Idem

(3) Si la première élection d'un conseil d'école séparée rurale qui vient d'être créé se tient une année où aucune élection ordinaire n'est tenue en vertu de la Loi de 1996 sur les élections municipales, les conseillers ainsi élus demeurent en fonction jusqu'à ce que l'élection ordinaire suivante se tienne en vertu de cette loi, que leurs successeurs soient élus aux termes de la présente loi et que le nouveau conseil soit organisé. 1997, chap. 31, art. 55.

Organisation et quorum

(4) La majorité des conseillers constitue le quorum. L'organisation du conseil se fait par l'élection d'un prési-

by the appointment of a secretary and a treasurer or of a secretary-treasurer. 1997, c. 31, s. 55.

Regularity

(5) No act or proceeding is valid that is not adopted at a regular or special meeting of the board of which notice has been given as required under section 90 and at which at least two board members are present. 1997, c. 31, s. 55.

Entitlement to vote

- (6) Subject to subsection (7), the following are entitled to vote at any election of members of a board of a rural separate school and on any school question at any meeting of the supporters of the board:
 - 1. A person who is at least 18 years of age, a Canadian citizen and a supporter of the rural separate school and who either resides in the area of jurisdiction of the board or is the owner or tenant of residential property in the area of jurisdiction of the board.
 - 2. A Roman Catholic spouse of a person mentioned in paragraph 1.
 - 3. A person entitled to vote under section 54 for the board. 1997, c. 31, s. 55.

Exception

(7) Only a person described in paragraph 1 of subsection (6) is entitled to vote on a question involving the selection of a school site or an expenditure for a permanent improvement. 1997, c. 31, s. 55.

Duties, rural boards

90. (1) It is the duty of every rural separate school board and it has power,

time and place of meetings

- (a) to appoint the place of each annual school meeting of the supporters of the school, and the time and place of any special meeting for,
 - (i) filling any vacancy in the board,
 - (ii) the approval of a site selected by the board for a new school.
 - (iii) the appointment of a school auditor, or
 - (iv) any other school purpose,

and to cause notices of the time and place and of the objects of such meetings to be posted in three or more public places of the neighbourhood in which the school is situate at least six days before the time of holding the meeting;

annual report

(b) to cause to be prepared and read at the annual school meeting a report for the year then ending, containing among other things a summary of the proceedings of the board during the year, together dent et la nomination d'un secrétaire et d'un trésorier ou d'un secrétaire-trésorier. 1997, chap. 31, art. 55.

(5) Les actes et les délibérations ne sont valides que s'ils sont adoptés lors d'une réunion ordinaire ou extraordinaire du conseil dont avis a été donné comme l'exige l'article 90 et que deux conseillers au moins sont présents à la réunion. 1997, chap. 31, art. 55.

Droit de vote

- (6) Sous réserve du paragraphe (7), les personnes suivantes ont le droit de voter lors de l'élection des membres du conseil d'une école séparée rurale ainsi que sur une question d'ordre scolaire soulevée lors d'une assemblée quelconque des contribuables du conseil :
 - 1. La personne qui a au moins 18 ans, a la citoyenneté canadienne, est contribuable de l'école séparée rurale et soit réside dans le territoire de compétence du conseil, soit est propriétaire ou locataire d'un bien résidentiel qui s'y trouve.
 - 2. Le conjoint catholique d'une personne visée à la disposition 1.
 - 3. La personne qui a le droit de voter lors de l'élection des membres en vertu de l'article 54. 1997, chap. 31, art. 55.

Exception

(7) Seules les personnes visées à la disposition 1 du paragraphe (6) ont le droit de voter sur une question touchant le choix d'un emplacement scolaire ou l'engagement de dépenses en améliorations permanentes. 1997, chap. 31, art. 55.

Fonctions: conseil rural

90. (1) Les conseils d'écoles séparées rurales doivent exercer les pouvoirs et les fonctions qui suivent :

date, heure et lieu des assemblées

- a) fixer le lieu de l'assemblée scolaire annuelle des contribuables de l'école, de même que le moment et le lieu de l'assemblée extraordinaire convoquée pour l'une des fins suivantes :
 - (i) pourvoir à une vacance au sein du conseil,
 - (ii) approuver l'emplacement d'une nouvelle école choisi par le conseil,
 - (iii) nommer un vérificateur scolaire,
 - (iv) répondre à toute autre fin scolaire,

et pour faire afficher les avis des moment et lieu et de l'objet de l'assemblée au moins six jours avant sa tenue dans trois endroits publics ou plus du voisinage de l'école;

rapport annuel

b) faire rédiger et lire, lors de l'assemblée annuelle de l'école, un rapport sur l'année écoulée comportant, entre autres, un résumé des délibérations du conseil au cours de l'année ainsi qu'un relevé complet et

with a full and detailed account of the receipts and expenditures of all school money during such year, and signed by the chair and by one or both of the school auditors. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 90 (1).

Appointment of auditor by the Minister

(2) Where a rural separate school board neglects or the supporters at an annual or special meeting neglect to appoint an auditor, or an auditor appointed refuses or is unable to act, the Minister, upon the request in writing of any five supporters of the school, may make the appointment. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 90 (2).

Approval of new school site

- (3) No site for a new school shall be acquired by a rural separate school board without approval of the site by the majority of the supporters of the rural separate school who are present at an annual or a special meeting of the board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 90 (3).
 - 91. REPEALED: 1997, c. 31, s. 56.

Annual meeting

92. (1) An annual meeting of the supporters of a rural separate school shall be held on the last Wednesday in December or, if that day is a holiday, on the next day following, commencing at the hour of 10 o'clock in the forenoon, or if the board by resolution so directs, at the hour of 1 o'clock or 8 o'clock in the afternoon, at such place as the board by resolution determines or, in the absence of such resolution, at the separate school. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 92 (1).

Election of board

(2) A rural separate school board shall be elected at a meeting of the separate school supporters held on the second Monday in November or, where that day is Remembrance Day, on the next succeeding day, in the year of a municipal election at a time and place selected by the board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 92 (2).

Idem

(3) Where the annual meeting of supporters of the school cannot conveniently be held as provided for in subsection (1), the supporters, at a regular meeting or at a special meeting called for that purpose, may pass a resolution naming another day for the holding of the annual meeting, which shall be held on that day in each year thereafter until some other day is similarly named. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 92 (3).

Organization of meeting

(4) The supporters of the school present at a meeting shall elect one of themselves to preside over its proceedings and shall also appoint a secretary who shall record the proceedings of the meeting and perform such other duties as are required of the secretary by this section. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 92 (4).

Order of business

(5) The business of the annual meeting may be conducted in the following order,

détaillé des recettes et dépenses relatives aux fonds de l'école durant cette année qui est signé par le président et un seul ou les deux vérificateurs scolaires. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 90 (1).

Nomination d'un vérificateur par le ministre

(2) Si un conseil d'écoles séparées rurales ou les contribuables, lors d'une assemblée annuelle ou extraordinaire, ne nomment pas de vérificateur ou que celui qui est nommé refuse d'agir ou en est empêché, le ministre peut, à la demande écrite de cinq contribuables de l'école, nommer un vérificateur. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 90 (2).

Approbation d'un nouvel emplacement scolaire

- (3) Le conseil d'écoles séparées rurales ne peut acquérir un emplacement pour une nouvelle école sans l'approbation de la majorité des contribuables de l'école qui sont présents à l'assemblée annuelle ou extraordinaire du conseil. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 90 (3).
 - 91. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 56.

Assemblée annuelle

92. (1) L'assemblée annuelle des contribuables d'une école séparée rurale se tient le dernier mercredi du mois de décembre ou, si ce jour est férié, le lendemain. L'assemblée commence à 10 h ou, si le conseil en décide ainsi par voie de résolution, à 13 h ou à 20 h, au lieu désigné dans la résolution ou, en l'absence d'une telle résolution, à l'école séparée. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 92 (1).

Élection du conseil

(2) Le conseil d'écoles séparées rurales est élu au cours de l'année d'une élection municipale lors de l'assemblée des contribuables de l'école séparée tenue le deuxième lundi de novembre ou, si ce jour coïncide avec le jour du Souvenir, le lendemain. Le conseil en choisit l'heure et le lieu. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 92 (2).

Idem

(3) Si l'assemblée annuelle des contribuables de l'école ne peut être commodément tenue de la façon prévue au paragraphe (1), les contribuables peuvent, lors d'une assemblée ordinaire ou extraordinaire convoquée à cet effet, adopter une résolution fixant un autre jour pour la tenue de l'assemblée annuelle, qui devra se tenir ce jour-là chaque année par la suite, jusqu'à ce qu'un autre jour soit fixé de la même manière. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 92 (3).

Organisation de l'assemblée

(4) Les contribuables de l'école présents à l'assemblée élisent l'un d'entre eux à la présidence des délibérations. Ils nomment également un secrétaire, qui dresse le procès-verbal de l'assemblée et s'acquitte des autres fonctions que le présent article lui impose. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 92 (4).

Ordre du jour

(5) L'assemblée annuelle peut se dérouler selon l'ordre du jour suivant :

- (a) receiving and dealing with the annual report of the board members;
- (b) receiving and dealing with the annual report of the auditors:
- (c) appointing one or more auditors for the current year;
- (d) electing a board member or members to fill any vacancy or vacancies; and
- (e) miscellaneous business. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 92 (5); 1997, c. 31, s. 57 (1, 2).

Duties of presiding officer

- (6) The presiding officer shall submit all motions to the meeting in the manner desired by the majority, and is entitled to vote on any motion, and,
 - (a) in the case of an equality of votes with respect to the election of two or more candidates, the presiding officer shall provide for drawing lots to determine which of the candidates is elected; and
 - (b) in the case of an equality of votes on a motion, the motion is lost. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 92 (6).

Granting poll and proceedings in case of a poll

(7) Where a poll is demanded by two supporters of the school at a meeting for the election of a board member, the presiding officer shall forthwith grant the poll. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 92 (7); 1997, c. 31, s. 57 (3).

Entries in poll book

(8) Where a poll is granted, the secretary shall enter in a poll book the name and residence of each qualified supporter of the school offering to vote within the time prescribed and shall furnish him or her, at the time of voting, with a ballot paper on the back of which the secretary has placed his or her initials, and shall provide a pencil for the marking of the ballot paper. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 92 (8).

Form of ballot paper

(9) Ballot papers shall be pieces of plain white paper of uniform size. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 92 (9).

Marking of ballot paper

- (10) A voter shall mark his or her ballot,
- (a) in the election of a board member, by marking the name of the board member on it; and
- (b) on a question, by marking thereon "for" or "pour" if in favour or "against" or "contre" if opposed. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 92 (10); 1997, c. 31, s. 57 (4).

Number of votes

(11) A voter is entitled to as many votes as there are board members to be elected, but may not give more than one vote to any one candidate. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 92 (11); 1997, c. 31, s. 57 (5).

- a) présentation et étude du rapport annuel des conseillers:
- b) présentation et étude du rapport annuel des vérificateurs;
- c) nomination d'un ou de plusieurs vérificateurs pour l'année courante;
- d) élection d'un ou de plusieurs conseillers pour combler une ou plusieurs vacances;
- e) examen de questions diverses. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 92 (5); 1997, chap. 31, par. 57 (1) et (2).

Fonctions du président de séance

- (6) Le président de séance soumet les motions à l'assemblée de la façon voulue par la majorité. Il a le droit de voter sur toute motion et :
 - a) en cas de partage relativement à l'élection de deux candidats ou plus, le président de séance procède à un tirage au sort pour déterminer lequel des candidats est élu;
 - b) en cas de partage sur une motion, celle-ci est rejetée. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 92 (6).

Marche à suivre si un scrutin est accordé

(7) Si deux contribuables de l'école demandent un scrutin lors d'une assemblée tenue pour l'élection d'un conseiller, le président de séance doit immédiatement l'accorder. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 92 (7); 1997, chap. 31, par. 57 (3).

Inscription sur le registre de scrutin

(8) Si le scrutin est accordé, le secrétaire inscrit sur le registre de scrutin le nom et l'adresse des contribuables de l'école qui remplissent les conditions requises et se proposent de voter dans le délai imparti. Il leur fournit, au moment de voter, un bulletin de vote au verso duquel il a apposé ses initiales, de même qu'un crayon pour y inscrire leur vote. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 92 (8).

Format du bulletin de vote

(9) Le bulletin de vote doit être un morceau de papier blanc de format uniforme. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 92 (9).

Comment voter sur le bulletin de vote

- (10) L'électeur remplit son bulletin de vote :
- a) lors de l'élection d'un conseiller, en y inscrivant le nom de ce dernier;
- b) s'il s'agit d'une question, en y inscrivant le terme «pour» ou «for» s'il désire répondre par l'affirmative et «contre» ou «against» s'il désire répondre par la négative. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 92 (10); 1997, chap. 31, par. 57 (4).

Nombre de votes

(11) L'électeur a droit à autant de votes qu'il y a de conseillers à élire. Toutefois, il ne peut accorder plus d'un vote à un même candidat. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 92 (11); 1997, chap. 31, par. 57 (5).

Manner of voting

(12) Each voter shall mark his or her ballot paper in a compartment or other place provided for the purpose that is so arranged that the manner in which the voter marks the ballot is not visible to other persons and shall thereupon fold it so that the initials of the secretary can be seen without opening it and hand it to the secretary who shall, without unfolding it, ascertain that the secretary's initials appear upon it and shall then in full view of all present, including the voter, place the ballot in a ballot box or other suitable container that has been placed and is kept upon a table for the purpose. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 92 (12).

Appointment of scrutineer

(13) Every candidate may appoint a person to act as the candidate's scrutineer during the election. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 92 (13).

Declaration where right to vote objected to

(14) When an objection is made to the right of a person to vote at a meeting of the supporters of a rural separate school, either for a board member or on a school question, the presiding officer shall require the person whose right to vote is objected to to make the following declaration in English or in French, after which the person making the declaration is entitled to vote:

1997, c. 31, s. 57 (6).

When poll shall close

(15) The poll shall not close before noon, but shall close at any time thereafter when a full hour has elapsed without any vote being polled, and shall not be kept open later than 4 o'clock in the afternoon. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 92 (15).

Polling at afternoon meetings

(16) When a meeting for the election of one or more board members is held at 8 o'clock in the afternoon the supporters present may decide by resolution that the polling shall take place forthwith or at 10 o'clock on the following morning, and if it takes place forthwith the poll shall close when ten minutes have elapsed without any vote being recorded. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 92 (16); 1997, c. 31, s. 57 (7).

Counting votes, tie vote

- (17) When the poll is closed, the presiding officer and secretary shall count the votes polled for the respective candidates or affirmatively and negatively upon the question submitted, and,
 - (a) in the case of an equality of votes with respect to the election of two or more candidates, the presiding officer shall provide for drawing lots to determine which of the candidates is elected; and

Manière de voter

(12) L'électeur remplit son bulletin de vote dans un isoloir ou un autre endroit prévu à cet effet et disposé de façon que personne ne puisse voir ce qu'il inscrit sur son bulletin. Il plie ensuite le bulletin de façon que les initiales du secrétaire puissent être visibles sans que le bulletin ne soit déplié et le remet au secrétaire. Celui-ci, sans déplier le bulletin, s'assure que ses initiales y sont apposées, puis, à la vue des personnes présentes, y compris l'électeur, dépose le bulletin dans une urne ou un autre récipient approprié, placé et gardé sur une table à cet effet. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 92 (12).

Nomination d'un représentant

(13) Le candidat peut désigner une personne comme son représentant pendant l'élection. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 92 (13).

Déclaration en cas d'opposition au droit de vote

(14) En cas d'opposition au droit d'une personne de voter lors d'une assemblée des contribuables d'une école séparée rurale, soit pour élire un conseiller, soit sur une question d'ordre scolaire, le président de séance exige que la personne dont le droit de vote est contesté fasse la déclaration suivante en français ou en anglais, après quoi elle a le droit de voter :

1997, chap. 31, par. 57 (6).

Clôture du scrutin

(15) Le scrutin ne doit pas se terminer avant midi. Il doit cependant se terminer à n'importe quel moment par la suite dès qu'une heure entière s'est écoulée sans qu'aucun vote n'ait été déposé. Le scrutin ne doit pas se continuer après 16 h. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 92 (15).

Élection lors d'une assemblée tenue le soir

(16) Si une assemblée en vue de l'élection d'un ou de plusieurs conseillers est tenue à 20 h, les contribuables présents peuvent, par voie de résolution, décider que le scrutin doit avoir lieu immédiatement ou à 10 h le lendemain matin. Si le scrutin a lieu immédiatement, il doit se terminer lorsque dix minutes se sont écoulées sans qu'aucun vote n'ait été enregistré. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 92 (16); 1997, chap. 31, par. 57 (7).

Dépouillement du scrutin, partage

- (17) Lorsque le scrutin est clos, le président de séance et le secrétaire procèdent au dépouillement et comptent les suffrages exprimés en faveur des candidats respectifs, ou ceux qui sont exprimés pour ou contre la question mise aux voix, et :
 - a) en cas de partage pour l'élection de deux candidats ou plus, le président de séance procède à un tirage au sort pour déterminer lequel des candidats est élu;

(b) in the case of an equality of votes on a motion, the motion is lost. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 92 (17).

Declaration of result

(18) In the case of an election of board members, the presiding officer shall then declare the candidate elected for whom the highest number of votes has been polled, and in case of a vote on a motion the presiding officer shall declare it carried or lost as the majority of votes is in favour of or against the motion. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 92 (18); 1997, c. 31, s. 57 (8).

Statement of result of poll

(19) A statement of the result of the vote shall be certified by the presiding officer and secretary and in the case of an election of board members the statement shall be signed by any scrutineers present at the counting of the ballots and a copy thereof shall be delivered to each candidate. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 92 (19); 1997, c. 31, s. 57 (9).

Secretary to transmit minutes to Ministry

(20) A correct copy of the minutes of every meeting, signed by the presiding officer and secretary of the meeting, shall be transmitted forthwith by the secretary to the Ministry. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 92 (20).

Meetings called in default of first or annual meeting

(21) If from want of proper notice or other cause any meeting for the election of board members is not held at the proper time, the appropriate separate school supervisory officer or any two supporters of the school may call a meeting by giving six days notice posted in at least three of the most public places in the locality in which the school is situate. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 92 (21); 1997, c. 31, s. 57 (10).

Validity of election

(22) No election under this section is invalid by reason of non-compliance with the provisions of this section as to the taking of the poll or the counting of the votes, or by reason of any mistake in the use of forms, or of any irregularity, if it appears that the election was conducted in accordance with the principles laid down in this section, and that the non-compliance or mistake or irregularity did not affect the result of the election. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 92 (22).

Where municipality may conduct election

93. (1) Despite section 92, if the rural separate school zone is a municipality or combination of municipalities, the board of the rural separate school may, by resolution passed before July 1 in the year of an election and approved at a meeting of the supporters of the rural separate school, determine that the election of members of the board shall be conducted by the municipality having the greatest population under the *Municipal Elections Act*, 1996 and the members of the board shall be elected by general vote of the persons entitled to vote in the election. 1997, c. 31, s. 58 (1).

b) en cas de partage sur une motion, celle-ci est rejetée. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 92 (17).

Déclaration du résultat

(18) Dans le cas d'une élection de conseillers, le président de séance déclare élu le candidat qui a recueilli le plus grand nombre de voix. Dans le cas d'un vote sur une motion, il déclare la motion adoptée ou rejetée suivant que la majorité des voix est en faveur de la motion ou contre celle-ci. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 92 (18); 1997, chap. 31, par. 57 (8).

Attestation du résultat du scrutin

(19) L'attestation du résultat du scrutin est certifiée par le président et le secrétaire. Dans le cas d'une élection de conseillers, la déclaration, dont une copie est remise à chaque candidat, est signée par les représentants présents lors du dépouillement. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 92 (19); 1997, chap. 31, par. 57 (9).

Le secrétaire envoie le procès-verbal au ministère

(20) Le secrétaire fait parvenir au ministère une copie conforme du procès-verbal des assemblées, signée par le président et le secrétaire de l'assemblée. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 92 (20).

Convocation d'assemblées si la première assemblée ou l'assemblée annuelle n'a pas eu lieu

(21) Si, du fait de l'absence d'un avis approprié ou pour une autre raison, une assemblée en vue de l'élection des conseillers ne se tient pas au moment indiqué, l'agent de supervision compétent de l'école séparée ou deux contribuables de l'école peuvent convoquer une assemblée en donnant un préavis de six jours affiché au moins dans trois des endroits publics les plus en vue de la localité où se trouve l'école. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 92 (21); 1997, chap. 31, par. 57 (10).

Validité d'une élection

(22) L'élection tenue en vertu du présent article n'est pas invalidée en raison de l'inobservation du présent article quant au scrutin ou au dépouillement du scrutin, d'une erreur dans l'utilisation des formules ou d'une irrégularité, s'il paraît que l'élection s'est déroulée conformément aux principes énoncés dans le présent article et que l'inobservation, l'erreur ou l'irrégularité n'a pas influé sur le résultat de l'élection. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 92 (22).

Cas où la municipalité peut tenir une élection

93. (1) Malgré l'article 92, si la zone d'école séparée rurale comprend une municipalité ou un ensemble de municipalités, le conseil de l'école séparée rurale peut, par voie de résolution adoptée avant le 1^{er} juillet de l'année d'une élection et approuvée lors d'une assemblée des contribuables de l'école, décider que la municipalité dont la population est la plus élevée organisera l'élection des membres du conseil aux termes de la *Loi de 1996 sur les élections municipales*. Les membres sont alors élus par scrutin général des personnes qui ont le droit de voter lors de l'élection. 1997, chap. 31, par. 58 (1).

Municipal Elections Act, 1996 applies

(2) Despite section 92, if any part of the area of a rural separate school zone is in a municipality in the year of a regular election, the *Municipal Elections Act, 1996* applies with necessary modifications to the election of members of the rural separate school board except that the voter shall take the following oath or make the following affirmation in English or French:

You swear (or affirm) that you are the person named (or intended to be named) in the list of voters now shown to you (showing the list to the voter); That you are eighteen years of age; That you have the right to vote at this election; That you have not voted before at this election; That you have not, directly or indirectly, received any reward or gift and do not expect to receive any for the vote which you tender at this election. So help you God. (delete this sentence in an affirmation).

R.S.O. 1990, c. E.2, s. 93 (2); 1997, c. 31, s. 58 (2); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

COMBINED SEPARATE SCHOOL ZONES

Secretary of board as returning officer

94. (1) If territory without municipal organization is part of a combined separate school zone and the election of members of the board for a part of the combined zone is conducted under the *Municipal Elections Act, 1996*, the secretary of the board shall be the returning officer and shall perform all the duties of a municipal clerk in the election for the territory without municipal organization. 1997, c. 31, s. 60.

Reporting of vote

(2) The secretary of the board shall report forthwith the vote recorded in the territory to the returning officer for the municipality having the greatest population in the electoral area, of which the territory without municipal organization forms part. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 94 (2).

Reporting if no municipality

(3) If there is no municipality in the electoral area, the secretary of the board shall report to the returning officer of the municipality that has the greatest population in the area of jurisdiction of the board and the returning officer shall prepare the final summary and announce the result of the vote. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 94 (3).

Board members where combined zone is formed or altered

95. (1) Where a combined separate school zone is formed or where another separate school zone is added to or detached from a combined separate school zone, the board members in office shall retire on December 1 following the election of the members of the board of the combined separate school zone and, subject to the number of board members being determined under subsection (4) or (5), five board members shall be elected by the supporters of the newly-created or altered combined separate school zone,

Application de la Loi de 1996 sur les élections municipales

(2) Malgré l'article 92, si une partie quelconque du secteur d'une zone d'écoles séparées rurales se situe dans une municipalité au cours de l'année où se tient une élection ordinaire, la *Loi de 1996 sur les élections municipales* s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'élection des membres du conseil d'écoles séparées rurales, avec la différence que l'électeur doit prêter le serment suivant ou faire l'affirmation solennelle suivante, en français ou en anglais:

Vous jurez (ou affirmez) que vous êtes la personne désignée (ou qui devrait l'être) sur la liste d'électeurs qui vous est maintenant présentée (la liste est présentée à l'électeur); que vous avez dix-huit ans; que vous avez le droit de voter à la présente élection; que vous n'avez pas déjà voté à la présente élection; que vous n'avez pas, directement ou indirectement, reçu de récompense ou de don, ni ne vous attendez à en recevoir, en retour du vote que vous émettez à la présente élection. Ainsi Dieu vous soit en aide (omettez cette phrase pour l'affirmation solennelle).

L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 93 (2); 1997, chap. 31, par. 58 (2); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

ZONES UNIFIÉES D'ÉCOLES SÉPARÉES

Le secrétaire du conseil fait office de directeur du scrutin

94. (1) Si une zone unifiée d'écoles séparées comprend un territoire non érigé en municipalité et que l'élection des conseillers d'une partie de la zone se tient aux termes de la *Loi de 1996 sur les élections municipales*, le secrétaire du conseil est le directeur du scrutin et exerce les fonctions de secrétaire municipal lors de l'élection des conseillers du territoire non érigé en municipalité. 1997, chap. 31, art. 60.

Rapport au sujet du vote

(2) Le secrétaire du conseil fait immédiatement rapport du vote enregistré dans le territoire au directeur du scrutin de la municipalité dont la population est la plus élevée dans le secteur électoral dont fait partie le territoire non érigé en municipalité. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 94 (2).

Rapport en l'absence de municipalité

(3) Si le secteur électoral ne renferme pas de municipalité, le secrétaire du conseil fait rapport au directeur du scrutin de la municipalité dont la population est la plus élevée dans le secteur de compétence du conseil. Le directeur du scrutin prépare la compilation définitive et annonce le résultat du vote. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 94 (3).

Conseillers en cas de création ou de modification d'une zone unifiée

95. (1) Si une zone unifiée d'écoles séparées est créée ou qu'une autre zone d'écoles séparées est rattachée à une telle zone ou en est détachée, le mandat des conseillers alors en fonction prend fin le 1^{er} décembre qui suit l'élection des conseillers de la zone unifiée. Sous réserve du paragraphe (4) ou (5), cinq conseillers sont élus par les contribuables de la zone unifiée nouvellement créée ou modifiée :

- (a) as provided in section 92, where the combined separate school zone is formed, or where another separate school zone is added to or detached from a combined separate school zone during the two years following the year in which a regular election was held under the *Municipal Elections Act, 1996*, in which case the provisions of section 89 apply; or
- (b) as provided in section 93, where the combined separate school zone is formed or where another separate school zone is added to or detached from a combined separate school zone in the year in which a regular election is to be held under the *Municipal Elections Act*, 1996. 1997, c. 31, s. 62.

Board members in office until organization of new board

(2) Every board member shall continue in office until his or her successor has been elected and the new board is organized. 1997, c. 31, s. 62.

First board members

(3) For the purpose of electing the first board members for a combined separate school zone, the boards of the separate schools forming the combined separate school zone shall, before September 1, each appoint a person to a committee, which shall arrange for the election of board members in accordance with section 92 or 93 as the case may be. 1997, c. 31, s. 62.

Combined separate school zone

(4) The board of a combined separate school zone that exists on January 1, 2003 shall be composed of eight members and the zone shall be deemed to be one separate school zone. 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Resolution providing for board members

(5) Despite subsections (1) and (4), the board of a combined separate school zone may be composed of such number of members, not fewer than five or more than nine, representing such municipalities or parts of municipalities, or separate school zones in territory without municipal organization, within the combined separate school zone as is provided for in a resolution passed by the board, or, in the case of a newly-formed combined separate school zone, by the committee formed under subsection (3). 1997, c. 31, s. 62.

Election and term of office

(6) Where a resolution is passed under subsection (5), the board members shall be elected at large in the areas within the combined separate school zone that they respectively represent, and sections 54 and 93 apply with necessary modifications, provided that, where a municipality is divided into wards, the resolution may provide for representation by wards. 1997, c. 31, s. 62.

Distribution of members

(7) Where one or more board members represent two or more municipalities or parts of municipalities, or two or more municipalities or parts of municipalities and one or more separate school zones in territory without municipal organization, and the election is conducted as provided in section 93, the provisions of the regulations

- a) de la façon prévue à l'article 92, si la zone unifiée est créée ou si une autre zone d'écoles séparées est rattachée à une telle zone ou en est détachée dans les deux années qui suivent celle où une élection ordinaire s'est tenue en vertu de la *Loi de 1996 sur les élections municipales*, auquel cas les dispositions de l'article 89 s'appliquent;
- b) de la façon prévue à l'article 93, si la zone unifiée est créée ou si une autre zone d'écoles séparées est rattachée à une telle zone ou en est détachée l'année où une élection ordinaire doit se tenir en vertu de la *Loi de 1996 sur les élections municipales*. 1997, chap. 31, art. 62.

Durée du mandat des conseillers

(2) Les conseillers demeurent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus et que le nouveau conseil soit organisé. 1997, chap. 31, art. 62.

Premiers conseillers

(3) Aux fins de l'élection des premiers conseillers d'une zone unifiée d'écoles séparées, les conseils des écoles séparées qui constituent la zone unifiée nomment chacun une personne, avant le 1^{er} septembre, à un comité chargé d'organiser l'élection des conseillers conformément à l'article 92 ou 93, selon le cas. 1997, chap. 31, art. 62.

Zone unifiée d'écoles séparées

(4) Le conseil d'une zone unifiée d'écoles séparées qui existe le 1^{er} janvier 2003 se compose de huit membres. La zone est réputée constituer une seule zone d'écoles séparées. 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Résolution prévoyant le nombre de conseillers

(5) Malgré les paragraphes (1) et (4), le conseil d'une zone unifiée d'écoles séparées peut se composer de cinq à neuf membres, selon ce que prévoit une résolution adoptée par le conseil ou, dans le cas d'une zone unifiée d'écoles séparées nouvellement créée, par le comité constitué aux termes du paragraphe (3). Les membres représentent les municipalités ou les parties de celles-ci, ou les zones d'écoles séparées qui se trouvent dans un territoire non érigé en municipalité, comprises dans la zone unifiée. 1997, chap. 31, art. 62.

Élection et mandat

(6) En cas d'adoption d'une résolution aux termes du paragraphe (5), les conseillers sont élus par les électeurs de l'ensemble des secteurs compris dans la zone unifiée d'écoles séparées qu'ils représentent respectivement. Les articles 54 et 93 s'appliquent avec les adaptations nécessaires. Toutefois, si une municipalité est divisée en quartiers, la résolution peut prévoir une représentation par quartier. 1997, chap. 31, art. 62.

Répartition des membres

(7) Si un ou plusieurs conseillers représentent deux ou plus de deux municipalités ou parties de celles-ci, ou deux ou plus de deux municipalités ou parties de celles-ci ainsi qu'une ou plusieurs zones d'écoles séparées qui se trouvent dans un territoire non érigé en municipalité, et que l'élection se tient de la façon prévue à l'article 93, les

made under clause 58.1 (2) (k) apply with necessary modifications. 1997, c. 31, s. 62.

Copy of resolution to be sent to Minister

(8) The board or committee that passes a resolution under subsection (5) shall promptly send a copy of it to the Minister. 1997, c. 31, s. 62.

Electors' qualifications, combined separate school zone

(9) Every person who resides in a combined separate school zone and is entitled to vote at the election of board members under section 89 is entitled to vote at the election of board members of the combined separate school zone and, subject to subsection 89 (7), on any school question. 1997, c. 31, s. 62.

PART IV.1 EXTENSION OF ROMAN CATHOLIC ELEMENTARY SCHOOLS

SEPARATE SCHOOL EXTENSION POST-1997

Plan re secondary school

96. (1) A Roman Catholic school authority may adopt a plan for the provision of secondary school education in the area of jurisdiction of the school authority. 1997, c. 31, s. 63.

Resolution

(2) The adoption of a plan under subsection (1) shall be by resolution. 1997, c. 31, s. 63.

Implementation document

(3) A school authority that adopts a plan under subsection (1) shall prepare an implementation document explaining how secondary school education would be provided in the area of jurisdiction of the school authority. 1997, c. 31, s. 63.

Same

(4) The Minister may establish guidelines respecting the preparation of an implementation document. 1997, c. 31, s. 63.

Transmittal

(5) The secretary of a school authority that adopts a plan under subsection (1) shall transmit to the Minister a copy of the resolution, certified by the secretary, together with a copy of the implementation document. 1997, c. 31, s. 63.

Review by Minister

(6) The Minister shall review the implementation document and determine whether he or she is satisfied that the proposals set out in it would permit the provision of viable secondary school education in the area of jurisdiction of the school authority. 1997, c. 31, s. 63.

Notice

(7) The Minister shall notify the school authority of his or her determination under subsection (6). 1997, c. 31, s. 63.

dispositions des règlements pris en application de l'alinéa 58.1 (2) k) s'appliquent avec les adaptations nécessaires. 1997, chap. 31, art. 62.

Envoi d'une copie de la résolution au ministre

(8) Le conseil ou le comité qui adopte une résolution aux termes du paragraphe (5) en envoie promptement une copie au ministre. 1997, chap. 31, art. 62.

Qualités requises pour être électeur dans une zone unifiée d'écoles séparées

(9) Quiconque réside dans une zone unifiée d'écoles séparées et a le droit de voter lors de l'élection des conseillers en vertu de l'article 89 a le droit de voter lors de l'élection des conseillers de la zone unifiée et, sous réserve du paragraphe 89 (7), sur toute question d'ordre scolaire. 1997, chap. 31, art. 62.

PARTIE IV.1 ÉLARGISSEMENT DU MANDAT DES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES CATHOLIQUES

ÉLARGISSEMENT DU MANDAT DES ÉCOLES SÉPARÉES APRÈS 1997

Plan relatif à une école secondaire

96. (1) L'administration scolaire catholique peut adopter un plan pour la prestation de l'enseignement secondaire dans son territoire de compétence. 1997, chap. 31, art. 63.

Résolution

(2) L'adoption d'un plan en vertu du paragraphe (1) se fait par voie de résolution. 1997, chap. 31, art. 63.

Document de mise en oeuvre

(3) L'administration scolaire qui adopte un plan en vertu du paragraphe (1) prépare un document de mise en oeuvre dans lequel elle explique de quelle façon l'enseignement secondaire serait dispensé dans son territoire de compétence. 1997, chap. 31, art. 63.

Iden

(4) Le ministre peut établir des lignes directrices concernant la préparation du document de mise en oeuvre. 1997, chap. 31, art. 63.

Copie de la résolution

(5) Le secrétaire de l'administration scolaire qui adopte un plan en vertu du paragraphe (1) transmet au ministre une copie de la résolution, qu'il certifie conforme, ainsi qu'une copie du document de mise en oeuvre. 1997, chap. 31, art. 63.

Examen par le ministre

(6) Le ministre examine le document de mise en oeuvre et décide s'il est convaincu que les propositions qu'il renferme permettraient la prestation d'un enseignement secondaire viable dans le territoire de compétence de l'administration scolaire. 1997, chap. 31, art. 63.

Avis

(7) Le ministre avise l'administration scolaire de la décision qu'il a prise aux termes du paragraphe (6). 1997, chap. 31, art. 63.

Same

- (8) If the Minister determines that the school authority's proposals would permit the provision of viable secondary school education in the area of jurisdiction of the school authority, the Minister shall advise the following persons of the determination and of the fact that implementation of the plan would require a regulation to be made under subsection 58.1 (2) and provide them with a copy of the implementation document:
 - 1. The secretary of every affected board.
 - The clerk of every municipality all or part of which is within the area of jurisdiction of the school authority.
 - 3. The appropriate assessment commissioner. 1997, c. 31, s. 63.

97.-132. REPEALED: 1997, c. 31, s. 63.

133. REPEALED: 1994, c. 27, s. 108 (4).

134. REPEALED: 1997, c. 31, s. 64.

Rights relating to separate school extension

135. (1) In this section,

"designated person" means a person designated or deemed to be designated under section 135 of this Act, as it read immediately before the *Education Quality Improvement Act, 1997* received Royal Assent; ("personne désignée")

"transferred" means transferred under section 135 of this Act, as it read immediately before the *Education Quality Improvement Act, 1997* received Royal Assent. ("muté") 1997, c. 31, s. 66 (1).

- (2) REPEALED: 1997, c. 31, s. 66 (2).
- (3) REPEALED: 1997, c. 31, s. 66 (2).
- (4) REPEALED: 1997, c. 31, s. 66 (2).
- (5) REPEALED: 1995, c. 4, s. 2 (2).
- (6)-(23) REPEALED: 1997, c. 31, s. 66 (3).

Gratuity

- (24) On termination of employment with the board to which a designated person's teaching contract, employment contract or employment relationship is transferred, the person is entitled to payment of an amount calculated in accordance with,
 - (a) the collective agreement that applied on the last date the person was employed by the public board that designated the person, as though the person had been in the continuous employ of the public board, if a collective agreement applied in respect of the person on that date; or
 - (b) the policy of the public board that designated the person as of the last date he or she was employed by the public board, as though the person had been in the continuous employ of the public board, if no collective agreement applied in respect of the per-

Idem

- (8) Si le ministre décide que les propositions de l'administration scolaire permettraient la prestation d'un enseignement secondaire viable dans le territoire de compétence de l'administration, il en avise les personnes suivantes, les informe que la mise en oeuvre du plan exigerait la prise d'un règlement en application du paragraphe 58.1 (2) et leur fournit une copie du document de mise en oeuvre :
 - 1. Le secrétaire de chaque conseil touché.
 - Le secrétaire de chaque municipalité située, en totalité ou en partie, dans le territoire de compétence de l'administration scolaire.
 - 3. Le commissaire à l'évaluation compétent. 1997, chap. 31, art. 63.

97. à 132. ABROGÉS: 1997, chap. 31, art. 63.

133. ABROGÉ: 1994, chap. 27, par. 108 (4).

134. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 64.

Droits liés à l'élargissement du mandat des écoles séparées

135. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«muté» Transféré ou muté aux termes de l'article 135 de la présente loi, tel qu'il existait immédiatement avant que la *Loi de 1997 sur l'amélioration de la qualité de l'éducation* reçoive la sanction royale. («transferred»)

«personne désignée» Personne désignée ou réputée désignée aux termes de l'article 135 de la présente loi, tel qu'il existait immédiatement avant que la Loi de 1997 sur l'amélioration de la qualité de l'éducation reçoive la sanction royale. («designated person») 1997, chap. 31, par. 66 (1).

- (2) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 66 (2).
- (3) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 66 (2).
- (4) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 66 (2).
- (5) ABROGÉ: 1995, chap. 4, par. 2 (2).
- (6) à (23) ABROGÉS: 1997, chap. 31, par. 66 (3).

Droit à un paiement

- (24) À la cessation de son emploi auprès du conseil auquel est transféré son contrat d'enseignement, son contrat de travail ou son entente informelle de services, la personne désignée a le droit de recevoir un paiement dont le montant est calculé, selon le cas :
 - a) conformément à la convention collective qui s'appliquait le dernier jour de son emploi auprès du conseil public qui l'a désignée, comme si elle était restée au service du conseil public, si une convention collective s'appliquait à son égard à cette date;
 - b) conformément à la politique du conseil public qui l'a désignée, en vigueur le dernier jour de son emploi auprès du conseil public, comme si elle était restée au service de ce conseil public, si aucune convention collective ne s'appliquait à son égard à

son on that date. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 135 (24); 1997, c. 31, s. 66 (4).

Idem

- (25) In lieu of the payment under subsection (24), the designated person is entitled to require payment of an amount calculated in accordance with,
 - (a) the collective agreement that applies in respect of the person on the last date the person is employed before the termination of employment, if a collective agreement applies in respect of the person on that date; or
 - (b) the policy of the board with which the person is employed as of the last date he or she is employed by that board, if no collective agreement applies in respect of the person on that date. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 135 (25).

Idem

(26) The amount of the payment under subsection (24) or (25) shall be shared by the public board that designated the person and the board or boards to which the person's employment was transferred under this section in the ratio that the number of years of service of the person with each board bears to the total number of years of service of the person with such boards. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 135 (26).

Idem

- (26.1) Despite subsection (26), the boards concerned may agree to share the amount of the payment under subsection (24) or (25) in any manner, including the payment of the entire amount by one of the boards. 1991, c. 10, s. 4 (1).
 - (27) REPEALED: 1997, c. 31, s. 66 (5).

Employment, advancement and promotion

- (28) Section 5 of the *Human Rights Code* applies to designated persons employed by a Roman Catholic school board in respect of their employment, advancement and promotion by the Board, despite section 23 of the said Code. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 135 (28).
 - (29) REPEALED: 1997, c. 31, s. 66 (6).

Deemed designated persons

(30) This section applies with necessary modifications in respect of entitlements of teachers who were employed by a public board that has jurisdiction in an area that is also the area or part of the area of jurisdiction of a Roman Catholic school board and who subsequent to a report to the Minister by the Commission under subsection 136f (1) as enacted by the Statutes of Ontario, 1986, chapter 21, section 2, but before the 24th day of June, 1986 accepted employment with the Roman Catholic school board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 135 (30).

Interpretation

(31) For the purposes of this section, the following rules apply:

cette date. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 135 (24); 1997, chap. 31, par. 66 (4).

Idem

- (25) Au lieu de recevoir le paiement prévu au paragraphe (24), la personne désignée a le droit d'exiger le paiement d'un montant calculé, selon le cas :
 - a) conformément à la convention collective qui s'applique à son égard le dernier jour de son emploi avant la cessation d'emploi, si une convention collective s'applique à son égard à cette date;
 - b) conformément à la politique du conseil au service duquel elle est employée, en vigueur le dernier jour de son emploi auprès de ce conseil, si aucune convention collective ne s'applique à son égard à cette date. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 135 (25).

Idem

(26) Le conseil public qui a désigné la personne et le conseil ou les conseils auxquels a été mutée la personne aux termes du présent article partagent le montant du paiement prévu au paragraphe (24) ou (25) en fonction du rapport qui existe entre le nombre d'années de service de la personne auprès de chaque conseil et le nombre total de ses années de service auprès de ces conseils. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 135 (26).

Idem

- (26.1) Malgré le paragraphe (26), les conseils intéressés peuvent convenir de partager, de quelque façon que ce soit, le montant du paiement prévu au paragraphe (24) ou (25), et convenir notamment du versement de l'intégralité du montant par l'un des conseils. 1991, chap. 10, par. 4 (1).
 - (27) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 66 (5).

Emploi, perfectionnement et promotion

- (28) L'article 5 du *Code des droits de la personne* s'applique aux personnes désignées employées par un conseil d'écoles catholiques à l'égard de leur emploi, de leur perfectionnement et de leur promotion malgré l'article 23 du Code. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 135 (28).
 - (29) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 66 (6).

Personnes réputées désignées

(30) Le présent article s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des droits des enseignants qui étaient employés par un conseil public exerçant sa compétence sur le même secteur, en tout ou en partie, qu'un conseil d'écoles catholiques et qui, après la présentation d'un rapport au ministre par la Commission en vertu du paragraphe 136f (1) tel qu'adopté par l'article 12 du chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 1986, mais avant le 24 juin 1986, ont accepté un emploi auprès du conseil d'écoles catholiques. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 135 (30).

Interprétation

(31) Les règles suivantes s'appliquent pour l'application du présent article :

- 1. "Public board" in subsections (24) and (30) has the same meaning as it did immediately before the Education Quality Improvement Act, 1997 received Royal Assent.
- 2. A reference in subsection (26) to the public board that designated a person shall be deemed to be a reference to the successor to the old board that designated the person.
- 3. A reference to the board or boards to which a person's employment is transferred shall be deemed to be a reference to the successor or successors to the old board or old boards to which the person's employment was transferred.
- 4. Except as otherwise provided by regulation, for the purposes of paragraph 2, the successor to an old board that designated a person,
 - i. in the case of a person designated in relation to schools and classes operated under Part XII of this Act, as it read on December 31, 1997, is the French-language public district school board the area of jurisdiction of which includes all or the major part of the area of jurisdiction of the old board that designated the person, and
 - ii. in the case of a designated person other than one described in subparagraph i, is the English-language public district school board the area of jurisdiction of which includes all or the major part of the area of jurisdiction of the old board that designated the person.
- 5. Except as otherwise provided by regulation, for the purposes of paragraph 3, the successor to an old board to which a person's employment was transferred is,
 - i. in the case of a person designated in relation to schools and classes operated under Part XII of this Act, as it read on December 31, 1997, is the French-language separate district school board the area of jurisdiction of which includes all or the major part of the area of jurisdiction of the old board to which the person's employment was transferred, and
 - ii. in the case of a designated person other than one described in subparagraph i, is the English-language separate district school board the area of jurisdiction of which includes all or the major part of the area of jurisdiction of the old board to which the person's employment was transferred. 1997, c. 31, s. 66 (7).

Regulations: exceptions re successor board determinations

(32) The Lieutenant Governor in Council may make regulations providing for exceptions to paragraphs 4 and 5 of subsection (31). 1997, c. 31, s. 66 (7).

Application of Interpretation Act

(33) The fact that section 66 of the Education Quality Improvement Act, 1997 repeals some but not all parts of

- 1. Le terme «conseil public» aux paragraphes (24) et (30) a le sens qu'il avait immédiatement avant que la Loi de 1997 sur l'amélioration de la qualité de l'éducation reçoive la sanction royale.
- 2. La mention, au paragraphe (26), du conseil public qui a désigné une personne est réputée une mention du conseil qui succède à l'ancien conseil qui a désigné la personne.
- 3. La mention du ou des conseils auxquels est mutée une personne est réputée une mention du ou des conseils qui succèdent à l'ancien ou aux anciens conseils auxquels a été mutée la personne.
- 4. Sauf disposition contraire des règlements, pour l'application de la disposition 2, le conseil qui succède à un ancien conseil qui a désigné une personne est le suivant :
 - i. dans le cas d'une personne désignée en ce qui concerne les écoles et classes qui fonctionnent aux termes de la partie XII de la présente loi, telle qu'elle existait le 31 décembre 1997, le conseil scolaire de district public de langue française dont le territoire de compétence comprend la totalité ou la majeure partie de celui de l'ancien conseil qui a désigné la personne,
 - ii. dans le cas d'une personne désignée autre que celle visée à la sous-disposition i, le conseil scolaire de district public de langue anglaise dont le territoire de compétence comprend la totalité ou la majeure partie de celui de l'ancien conseil qui a désigné la personne.
- 5. Sauf disposition contraire des règlements, pour l'application de la disposition 3, le conseil qui succède à un ancien conseil auquel a été mutée une personne est le suivant :
 - i. dans le cas d'une personne désignée en ce qui concerne les écoles et classes qui fonctionnent aux termes de la partie XII de la présente loi, telle qu'elle existait le 31 décembre 1997, le conseil scolaire de district séparé de langue française dont le territoire de compétence comprend la totalité ou la majeure partie de celui de l'ancien conseil auquel a été mutée la personne,
 - ii. dans le cas d'une personne désignée autre que celle visée à la sous-disposition i, le conseil scolaire de district séparé de langue anglaise dont le territoire de compétence comprend la totalité ou la majeure partie de celui de l'ancien conseil auquel a été mutée la personne. 1997, chap. 31, par. 66 (7).

Règlements: exceptions quant aux choix des conseils qui succèdent

(32) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir des exceptions aux dispositions 4 et 5 du paragraphe (31). 1997, chap. 31, par. 66 (7).

Application de la Loi d'interprétation

(33) Le fait que l'article 66 de la Loi de 1997 sur l'amélioration de la qualité de l'éducation n'abroge que section 135 of the *Education Act*, as that section read immediately before the coming into force of section 66 of the *Education Quality Improvement Act*, 1997, shall not be construed as having any effect on the application of section 14 of the *Interpretation Act* to the repealed parts. 1997, c. 31, s. 66 (7).

Interpretation: references to ten school year period and to Roman Catholic school board

- 135.1 (1) A reference in this Act to hiring after the ten school year period mentioned in subsection 135 (6) shall,
 - (a) in the case of a teacher hired by an old board after the expiration of the old board's ten-year period, as determined under subsection 135 (6) of this Act as it read on December 31, 1997, be deemed to be a reference to hiring after that ten-year period; and
 - (b) in every other case, be deemed to be a reference to hiring on or after January 1, 1998. 1997, c. 31, s. 67.

Same

- (2) A reference in this Act to a Roman Catholic school board shall be deemed to be a reference to a separate district school board. 1997, c. 31, s. 67.
- 136. REPEALED: R.S.O. 1990, c. E.2, s. 136 (3). See 44 O.R. (3d) 349, leave to appeal to the Supreme Court of Canada denied on October 21, 1999.

Enforcement

- 137. A right referred to in section 135 may be enforced by order of the Divisional Court on application to the court. 1997, c. 31, s. 68.
 - 138.-142. REPEALED: 1997, c. 31, s. 68.
 - 143. REPEALED: 1997, c. 31, s. 69.
 - 144. REPEALED: 1997, c. 31, s. 70.
 - 145. REPEALED: 1997, c. 31, s. 70.
 - 146. REPEALED: 1997, c. 31, s. 70.
 - 147.-153. REPEALED: R.S.O. 1990, c. E.2, s. 154.
 - 154. REPEALED: 1997, c. 31, s. 70.
 - 155. REPEALED: 1997, c. 31, s. 70.
 - 156. REPEALED: 1997, c. 31, s. 70.
 - 157. REPEALED: 1997, c. 31, s. 70.

PART V SCHOOL AUTHORITIES — PROTESTANT

Establishment of Protestant separate school

158. (1) Subject to subsection (3), before July 1 in any year, not fewer than five members of five families, with each member being Protestant, at least 18 years of age and resident in a municipality, may apply in writing for permission to establish in the municipality one or more separate schools for Protestants. 1997, c. 31, s. 72 (1).

des parties de l'article 135 de la *Loi sur l'éducation*, tel qu'il existait immédiatement avant l'entrée en vigueur du premier article, n'a pas pour effet de porter atteinte à l'application, aux parties abrogées, de l'article 14 de la *Loi d'interprétation*. 1997, chap. 31, par. 66 (7).

Interprétation : mentions de la période de dix années scolaires et d'un conseil d'écoles catholiques

- 135.1 (1) La mention, dans la présente loi, de l'engagement d'enseignants après la période de dix années scolaires visée au paragraphe 135 (6) est réputée :
 - a) dans le cas des enseignants engagés par un ancien conseil après l'expiration de la période de dix années prévue pour ce conseil, établie aux termes du paragraphe 135 (6) de la présente loi telle qu'elle existait le 31 décembre 1997, une mention de l'engagement après cette période;
 - b) dans les autres cas, une mention de l'engagement le 1^{er} janvier 1998 ou après cette date. 1997, chap. 31, art. 67.

Idem

- (2) La mention, dans la présente loi, d'un conseil d'écoles catholiques est réputée une mention d'un conseil scolaire de district séparé. 1997, chap. 31, art. 67.
- 136. ABROGÉ: L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 136 (3). Voir 44 R.J.O. (3°) 349, autorisation d'interjeter appel devant la Cour suprême du Canada rejetée le 21 octobre 1999.

Exécution

- 137. La Cour divisionnaire, sur présentation d'une requête à cet effet, peut rendre une ordonnance faisant valoir les droits visés à l'article 135. 1997, chap. 31, art. 68.
 - 138. à 142. ABROGÉS: 1997, chap. 31, art. 68.
 - 143. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 69.
 - 144. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 70.
 - 145. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 70.
 - 146. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 70.
 - 147. à 153. ABROGÉS: L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 154.
 - 154. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 70.
 - 155. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 70.
 - 156. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 70.
 - 157. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 70.

PARTIE V ADMINISTRATIONS SCOLAIRES PROTESTANTES

Ouverture d'une école séparée protestante

158. (1) Sous réserve du paragraphe (3), avant le 1^{er} juillet d'une année, au moins cinq membres de cinq familles qui sont protestants, ont au moins 18 ans et résident dans une municipalité peuvent demander par écrit l'autorisation d'ouvrir dans la municipalité une ou plusieurs écoles séparées pour protestants. 1997, chap. 31, par. 72 (1).

Application

- (1.1) The application shall be made,
- (a) if the municipality is located in whole or in part within the area of jurisdiction of one Englishlanguage public board, to that board;
- (b) if the municipality is located in whole or in part within the area of jurisdiction of two or more English-language public boards, to the Englishlanguage public board that has territorial jurisdiction over the places of residence of the greatest number of the applicants; and
- (c) if the municipality is located outside the area of jurisdiction of an English-language public board, to the council of the municipality. 2002, c. 17, Sched. F, Table.
- (1.2) REPEALED: 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Permission to establish

(2) Subject to subsection (3), the council or the public board, as the case may be, within thirty days of the receipt of a proper application shall grant permission to the applicants to establish in the municipality one or more separate schools for Protestants. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 158 (2); 1997, c. 31, s. 72 (2).

Restrictions on establishment

(3) A Protestant separate school shall not be established in a municipality except where the teacher or teachers in the public school or schools in the municipality are Roman Catholics. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 158 (3).

Effective date

(4) A Protestant separate school is established on the day following the granting of permission to establish the school by the council or public board, as the case may be. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 158 (4); 1997, c. 31, s. 72 (3).

Protestant board: share of legislative grants

- 159. A Protestant separate school board shall share in the legislative grants in like manner as an English-language public board. 1997, c. 31, s. 73.
 - 160. REPEALED: 1997, c. 31, s. 73.
 - 161. REPEALED: 1997, c. 31, s. 73.
 - 162. REPEALED: 1997, c. 31, s. 73.
 - 163. REPEALED: 1997, c. 31, s. 73.

Qualification of a voter

164. Every person who is assessed as a Protestant separate school supporter and whose name appears on the list of voters of the municipality in which the land in respect of which he or she is assessed is situate, and the wife or husband of such supporter, if she or he is a Protestant, is entitled to vote at the election of members for the Protestant separate school board and on any school ques-

Demande

- (1.1) La demande est présentée :
- a) au conseil public de langue anglaise, si la municipalité se trouve entièrement ou en partie dans le territoire de compétence d'un seul conseil de ce genre;
- b) au conseil public de langue anglaise ayant compétence à l'égard des lieux de résidence du plus grand nombre d'auteurs de demande, si la municipalité se trouve entièrement ou en partie dans le territoire de compétence de deux de ces conseils ou plus;
- c) au conseil de la municipalité, si celle-ci ne se trouve pas dans le territoire de compétence d'un conseil public de langue anglaise. 2002, chap. 17, annexe F, tableau.
- (1.2) ABROGÉ: 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Autorisation d'ouverture

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le conseil ou le conseil public, selon le cas, dans les trente jours suivant la réception d'une demande en bonne et due forme, accorde l'autorisation aux auteurs de la demande d'ouvrir dans la municipalité une ou plusieurs écoles séparées pour les protestants. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 158 (2); 1997, chap. 31, par. 72 (2).

Restrictions

(3) Une école séparée protestante ne doit pas être ouverte dans une municipalité sauf si l'enseignant ou les enseignants de l'école ou des écoles publiques de la municipalité sont de religion catholique. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 158 (3).

Date d'ouverture

(4) Une école séparée protestante est ouverte le lendemain du jour où l'autorisation d'ouvrir l'école est accordée par le conseil ou le conseil public, selon le cas. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 158 (4); 1997, chap. 31, par. 72 (3).

Conseils protestants : part des subventions générales

- 159. Les conseils d'écoles séparées protestantes reçoivent une part des subventions générales de la même façon que les conseils publics de langue anglaise. 1997, chap. 31, art. 73.
 - **160.** ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 73.
 - 161. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 73.
 - 162. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 73.
 - 163. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 73.

Conditions pour être électeur

164. Quiconque est assujetti à des cotisations à titre de contribuable des écoles séparées protestantes et dont le nom figure sur la liste des électeurs de la municipalité où est situé le terrain à l'égard duquel il est assujetti à ces cotisations et son conjoint, s'il est protestant, ont le droit de voter lors de l'élection des membres du conseil d'écoles séparées protestantes et sur une question d'ordre scolaire

tion having to do with the Protestant separate school or board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 164; 1997, c. 31, s. 74.

Members of board

165. (1) A Protestant separate school board shall have three members and section 58.7 applies with necessary modifications to the election of members of a Protestant separate school board. 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Special case

(2) Despite subsection (1), The Protestant Separate School Board of the Town of Penetanguishene shall be composed of eight members. 2002, c. 17, Sched. F, Table

Corporate name of board

166. The members of every Protestant separate school board are a body corporate under the name of "The Protestant Separate School Board of the" or "Conseil des écoles séparées protestantes de" or both (inserting the name of the municipality). R.S.O. 1990, c. E.2, s. 166; 1997, c. 31, s. 76; 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Powers of board

167. A Protestant separate school board has the same powers as a district school area board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 167.

Attendance rights

167.1 The provisions of Part II respecting attendance rights in relation to a Roman Catholic school authority apply with necessary modifications in relation to a Protestant separate school board. 1997, c. 31, s. 77.

Discontinuing board

168. A Protestant separate school board is discontinued in the same manner as a Roman Catholic rural separate school board is discontinued and may be re-established in the manner provided in section 158. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 168; 1997, c. 31, s. 78.

Application of other sections

169. Subsections 89 (3) and (4), subsection 90 (2), clause 198 (1) (d) and section 239 apply in respect of Protestant separate schools and Protestant separate school boards. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 169; 1997, c. 31, s. 79.

PART VI BOARDS

DUTIES AND POWERS

Duties of boards

170. (1) Every board shall,

appoint secretary-treasurer

1. appoint a secretary and a treasurer or a secretary-treasurer who, in the case of a board of not more than five elected members, may be a member of the board; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 170 (1), par. 1.

ayant trait au conseil ou à l'école séparée protestante. L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 164; 1997, chap. 31, art. 74.

Membres du conseil

165. (1) Un conseil d'écoles séparées protestantes compte trois membres et l'article 58.7 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'élection des membres d'un tel conseil. 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Exception

(2) Malgré le paragraphe (1), le Conseil des écoles séparées protestantes de la ville de Penetanguishene se compose de huit membres. 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Raison sociale du conseil

Pouvoirs du conseil

167. Le conseil d'écoles séparées protestantes possède les mêmes pouvoirs que le conseil de secteur scolaire de district. L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 167.

Droits de fréquentation

167.1 Les dispositions de la partie II relatives aux droits de fréquentation dans le cas des administrations scolaires catholiques s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux conseils d'écoles séparées protestantes. 1997, chap. 31, art. 77.

Cessation des activités du conseil

168. Le conseil d'écoles séparées protestantes cesse ses activités de la même façon que le conseil d'écoles séparées catholiques rurales et peut être rétabli de la façon prévue à l'article 158. L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 168; 1997, chap. 31, art. 78.

Champ d'application des autres articles

169. Les paragraphes 89 (3) et (4), le paragraphe 90 (2), l'alinéa 198 (1) d) et l'article 239 s'appliquent aux écoles séparées protestantes et aux conseils d'écoles séparées protestantes. L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 169; 1997, chap. 31, art. 79.

PARTIE VI CONSEILS

POUVOIRS ET FONCTIONS

Fonctions du conseil

170. (1) Le conseil doit exercer les fonctions suivantes :

nomination d'un secrétaire-trésorier

nommer un secrétaire et un trésorier ou un secrétaire-trésorier qui, dans le cas d'un conseil ne comprenant pas plus de cinq membres élus, peut être membre du conseil; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 170 (1), disp. 1.

security of treasurer

2. take proper security from the treasurer or secretary-treasurer; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 170 (1), par. 2.

order payment of bills

3. give the necessary orders on the treasurer for payment of all money expended for school purposes and of such other expenses for promoting the interests of the schools under the jurisdiction of the board as may be authorized by this Act or the regulations and by the board; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 170 (1), par. 3.

meetings

4. fix the times and places for the meetings of the board and the mode of calling and conducting them, and ensure that a full and correct account of the proceedings thereat is kept; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 170 (1), par. 4.

head office

5. establish and maintain a head office and notify the Ministry of its location and address and notify the Ministry of any change in the location or address of the head office within ten days of such change; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 170 (1), par. 5.

provide instruction and accommodation

6. provide instruction and adequate accommodation during each school year for the pupils who have a right to attend a school under the jurisdiction of the board; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 170 (1), par. 6.

kindergarten

- 6.1 operate kindergartens; 1993, c. 11, s. 30 (1).
- 6.2 REPEALED: 1996, c. 13, s. 5 (1).

special education programs and services

7. provide or enter into an agreement with another board to provide in accordance with the regulations special education programs and special education services for its exceptional pupils; 1997, c. 31, s. 80 (1).

Note: On a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, subsection (1) is amended by the Statutes of Ontario, 2000, chapter 11, subsection 3 (1) by adding the following paragraph:

co-instructional activities - elementary

7.1 in accordance with any guidelines issued under paragraph 26.1 of subsection 8 (1), develop and implement a plan to provide for co-instructional activities for pupils enrolled in elementary schools operated by the board, in respect of each school year; 2000, c. 11, s. 3 (1).

See: 2000, c. 11, ss. 3 (1), 24 (2). If a proclamation is issued during a school year, see: 2000, c. 11, s. 24 (3-6).

obtention d'une sûreté du trésorier

2. obtenir une sûreté adéquate du trésorier ou du secrétaire-trésorier; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 170 (1), disp. 2.

ordre du paiement des factures

3. donner au trésorier les instructions nécessaires pour qu'il paie les dépenses faites à des fins scolaires et les autres dépenses faites en vue de servir les intérêts des écoles placées sous la compétence du conseil comme la présente loi ou les règlements et le conseil peuvent l'autoriser; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 170 (1), disp. 3.

réunions

4. fixer le moment et le lieu de ses réunions, la façon de les convoquer et de les tenir, et s'assurer qu'un compte rendu complet et exact des délibérations est conservé; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 170 (1), disp. 4.

siège

5. établir un siège et le maintenir, aviser le ministère de son emplacement et de son adresse et de tout changement d'emplacement ou d'adresse dans les dix jours du changement; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 170 (1), disp. 5.

enseignement et locaux

6. fournir aux élèves en droit de fréquenter une école placée sous sa compétence l'enseignement et des installations adéquates au cours de chaque année scolaire; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 170 (1), disp. 6.

jardin d'enfants

- 6.1 faire fonctionner des jardins d'enfants; 1993, chap. 11, par. 30 (1).
- 6.2 ABROGÉE: 1996, chap. 13, par. 5 (1).

programmes d'enseignement et services destinés à l'enfance en difficulté

7. offrir, conformément aux règlements, des programmes d'enseignement à l'enfance en difficulté et des services à l'enfance en difficulté ou conclure une entente avec un autre conseil à cette fin; 1997, chap. 31, par. 80 (1).

Remarque: Le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, le paragraphe (1) est modifié par le paragraphe 3 (1) du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 2000 par adjonction de la disposition suivante:

activités complémentaires – élémentaire

7.1 élaborer et mettre en oeuvre, conformément aux lignes directrices données en vertu de la disposition 26.1 du paragraphe 8 (1) et à l'égard de chaque année scolaire, un plan prévoyant que des activités complémentaires soient offertes aux élèves inscrits aux écoles élémentaires qui relèvent de lui; 2000, chap. 11, par. 3 (1).

Voir: 2000, chap. 11, par. 3 (1) et 24 (2). Si une proclamation est prise pendant l'année scolaire, voir: 2000, chap. 11, par. 24 (3) à (6).

co-instructional activities - secondary

7.2 in accordance with any guidelines issued under paragraph 26.2 of subsection 8 (1), develop and implement a plan to provide for co-instructional activities for pupils enrolled in secondary schools operated by the board, in respect of each school year; 2000, c. 11, s. 3 (2).

repair property

8. keep the school buildings and premises in proper repair and in a proper sanitary condition, provide suitable furniture and equipment and keep it in proper repair, and protect the property of the board; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 170 (1), par. 8.

insurance

9. make provision for insuring adequately the buildings and equipment of the board and for insuring the board and its employees and volunteers who are assigned duties by the principal against claims in respect of accidents incurred by pupils while under the jurisdiction or supervision of the board; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 170 (1), par. 9.

conduct schools

10. ensure that every school under its charge is conducted in accordance with this Act and the regulations; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 170 (1), par. 10.

school open

11. keep open its schools during the whole period of the school year determined under the regulations, except where it is otherwise provided under this Act; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 170 (1), par. 11.

appoint principal and teachers

12. appoint for each school that it operates a principal and an adequate number of teachers, all of whom shall be members of the Ontario College of Teachers; 1996, c. 12, s. 64 (8).

duties - charges, convictions

12.1 on becoming aware that a teacher or temporary teacher who is employed by the board has been charged with or convicted of an offence under the *Criminal Code* (Canada) involving sexual conduct and minors, or of any other offence under the *Criminal Code* (Canada) that in the opinion of the board indicates that pupils may be at risk, take prompt steps to ensure that the teacher or temporary teacher performs no duties in the classroom and no duties involving contact with pupils, pending withdrawal of the charge, discharge following a preliminary inquiry, stay of the charge or acquittal, as the case may be; 2002, c. 7, s. 1.

activités complémentaires - secondaire

7.2 élaborer et mettre en oeuvre, conformément aux lignes directrices données en vertu de la disposition 26.2 du paragraphe 8 (1) et à l'égard de chaque année scolaire, un plan prévoyant que des activités complémentaires soient offertes aux élèves inscrits aux écoles secondaires qui relèvent de lui; 2000, chap. 11, par. 3 (2).

entretien des biens

8. garder les bâtiments et les locaux scolaires en bon état et propres, fournir le mobilier et l'équipement appropriés, les garder en bon état, et protéger ses biens; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 170 (1), disp. 8.

assurance

9. prendre des dispositions pour que ses bâtiments et son équipement soient suffisamment assurés et pour que le conseil, ses employés et les travailleurs bénévoles auxquels le directeur d'école confie des tâches soient assurés contre les réclamations à l'égard d'accidents auxquels sont exposés les élèves au moment où ils relèvent du conseil ou sont sous sa surveillance; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 170 (1), disp. 9.

direction des écoles

 s'assurer que chaque école dont il a la charge est dirigée conformément à la présente loi et aux règlements; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 170 (1), disp. 10.

ouverture des écoles

11. garder ses écoles ouvertes pendant la période que dure l'année scolaire et qui est fixée aux termes des règlements, sauf disposition contraire de la présente loi; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 170 (1), disp. 11.

nomination du directeur et des enseignants

12. nommer pour chaque école qu'il fait fonctionner un directeur d'école et un nombre suffisant d'enseignants qui doivent tous être membres de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario; 1996, chap. 12, par. 64 (8).

fonctions : accusations et déclarations de culpabilité

12.1 dès qu'il apprend qu'un enseignant ou un enseignant temporaire qu'il emploie a été accusé ou déclaré coupable d'une infraction liée à un comportement d'ordre sexuel et à des mineurs prévue par le Code criminel (Canada) qui, de l'avis du conseil, donne à penser que les élèves risquent d'être en danger, prendre promptement des mesures afin de veiller à ce que l'enseignant ou l'enseignant temporaire n'exerce aucune fonction dans une salle de classe et aucune fonction qui le mettrait en contact avec des élèves, en attendant le retrait de l'accusation, la libération à la suite d'une enquête préliminaire, l'arrêt des procédures ou l'acquittement, selon le cas; 2002, chap. 7, art. 1.

provide textbooks

13. subject to paragraph 31.1 of subsection 171 (1), provide, without charge, for the use of the pupils attending the school or schools operated by the board, the textbooks that are required by the regulations to be purchased by the board; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 170 (1), par. 13; 1993, c. 11, s. 30 (3).

vehicle insurance

14. where it furnishes transportation for pupils in a vehicle that is owned by the board, provide and carry with an insurer licensed under the Insurance Act for each such vehicle at least the amount of insurance that is required to be provided in respect of such a vehicle by the licensee of a school vehicle under the Public Vehicles Act; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 170 (1), par. 14.

report children not enrolled

15. ascertain and report to the Ministry at least once in each year in the manner required by the Minister the names and ages of all children of compulsory school age within its jurisdiction who are not enrolled in any school or private school and the reasons therefor; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 170(1), par. 15.

reports

16. transmit to the Minister all reports and returns required by this Act and the regulations; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 170 (1), par. 16.

statement of sick leave credits

17. where applicable, issue to an employee, upon the termination of his or her employment with the board, a statement of the sick leave credits standing to the employee's credit with the board at the time of such termination; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 170 (1), par. 17; 1996, c. 13, s. 5 (2).

school councils

17.1 establish a school council for each school operated by the board, in accordance with the regulations; 1997, c. 31, s. 80 (2).

requirements

- 18. do anything that a board is required to do under any other provision of this Act or under any other Act. 1997, c. 31, s. 80 (3).
- 19. REPEALED: 1997, c. 31, s. 80 (4).
- 20. REPEALED: 1997, c. 31, s. 80 (4).

s. 67 school districts

- (2) Paragraph 6.1 of subsection (1) does not apply to the board of a secondary school district established under section 67. 1996, c. 13, s. 5 (3).
 - (2.1) REPEALED: 2001, c. 14, Sched. A, s. 2 (1).
 - (2.2) REPEALED: 2001, c. 14, Sched. A, s. 2 (1).
 - (2.3) REPEALED: 2001, c. 14, Sched. A, s. 2 (1).

fourniture des manuels scolaires

13. sous réserve de la disposition 31.1 du paragraphe 171 (1), fournir gratuitement, à l'usage des élèves fréquentant une ou des écoles qu'il fait fonctionner, les manuels scolaires qu'il doit acheter en vertu des règlements; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 170 (1), disp. 13; 1993, chap. 11, par. 30 (3).

assurance des véhicules

14. s'il assure le transport des élèves dans un véhicule dont il est propriétaire, souscrire auprès d'un assureur titulaire d'un permis aux termes de la Loi sur les assurances, pour chacun de ces véhicules, une assurance dont le montant est au moins égal à celui que doit souscrire pour un tel véhicule le titulaire d'un permis de véhicule scolaire aux termes de la Loi sur les véhicules de transport en commun; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 170 (1), disp. 14.

mention des enfants non inscrits

15. au moins une fois par an, vérifier le nom et l'âge des enfants relevant de sa compétence qui ont atteint l'âge de la fréquentation scolaire obligatoire et qui ne sont pas inscrits à une école ou à une école privée ainsi que les motifs de ce fait, et en faire rapport au ministère de la façon que le ministre exige; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 170 (1), disp. 15.

rapports

16. faire parvenir au ministre les rapports et les états que la présente loi et les règlements exigent; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 170 (1), disp. 16.

état des crédits de congés de maladie

17. s'il y a lieu, délivrer aux employés, à la cessation de leur emploi auprès du conseil, un état des crédits de congés de maladie dont ils bénéficient auprès du conseil au moment de la cessation; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 170 (1), disp. 17; 1996, chap. 13, par. 5 (2).

conseils d'écoles

17.1 constituer un conseil d'école pour chaque école qui relève du conseil, conformément aux règlements; 1997, chap. 31, par. 80 (2).

exigences

- 18. faire ce qu'une autre disposition de la présente loi ou une autre loi exige de lui. 1997, chap. 31, par. 80 (3).
- 19. ABROGÉE: 1997, chap. 31, par. 80 (4).
- 20. ABROGÉE: 1997, chap. 31, par. 80 (4).

Districts d'écoles secondaires créés en vertu de l'art. 67

- (2) La disposition 6.1 du paragraphe (1) ne s'applique pas au conseil d'un district d'écoles secondaires créé en vertu de l'article 67. 1996, chap. 13, par. 5 (3).
 - (2.1) ABROGÉ: 2001, chap. 14, annexe A, par. 2 (1).
 - (2.2) ABROGÉ: 2001, chap. 14, annexe A, par. 2 (1).
 - (2.3) ABROGÉ: 2001, chap. 14, annexe A, par. 2 (1).

(2.4) REPEALED: 2001, c. 14, Sched. A, s. 2 (1).

Plans, reports

- (2.5) The Minister may require boards to,
- (a) submit a plan required under paragraph 7.1 of subsection (1) in respect of any school year;
- (b) submit a plan required under paragraph 7.2 of subsection (1) in respect of any school year; and
- (c) report on any matter related to compliance with paragraph 7.1 or 7.2 of subsection (1). 2000, c. 11, s. 3 (6); 2001, c. 14, Sched. A, s. 2 (2).

Same

(2.6) A requirement under subsection (2.5) may apply to all boards or to specified boards and every board to which the requirement applies shall comply with it. 2000, c. 11, s. 3 (6).

Same

(2.7) The Minister may give such directions as he or she considers appropriate respecting the form, content and deadline for submission of a plan or report required under subsection (2.5) and boards shall comply with those directions. 2000, c. 11, s. 3 (6).

Alterations

(2.8) Where the Minister has concerns that a plan submitted by a board under clause (2.5) (a) or (2.5) (b) may not comply with the requirements of paragraph 7.1 or 7.2 of subsection (1), as the case may be, the Minister may direct the board to alter the plan, in the manner directed by the Minister, and the board shall make the alteration and implement the plan as altered. 2000, c. 11, s. 3 (6); 2001, c. 14, Sched. A, s. 2 (3).

Non-application of Regulations Act

(2.9) An act of the Minister under this section is not a regulation within the meaning of the *Regulations Act*. 2000, c. 11, s. 3 (6).

Regulations re school councils

(3) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting school councils, including regulations relating to their establishment, composition and functions. 1997, c. 31, s. 80 (5).

Class size

Primary division

170.1 (1) Every board shall ensure that the average size of its elementary school classes in the primary division, in the aggregate, does not exceed 24 pupils. 2000, c. 11, s. 4.

Elementary schools

(2) Every board shall ensure that the average size of its elementary school classes, in the aggregate, does not exceed 24.5 pupils. 2000, c. 11, s. 4.

Secondary schools

(3) Subject to subsection (4.4), every board shall ensure that the average size of its secondary school classes,

(2.4) ABROGÉ: 2001, chap. 14, annexe A, par. 2 (1).

Plans et rapports

- (2.5) Le ministre peut exiger des conseils :
- a) qu'ils présentent le plan qu'exige la disposition 7.1 du paragraphe (1) à l'égard d'une année scolaire;
- b) qu'ils présentent le plan qu'exige la disposition 7.2 du paragraphe (1) à l'égard d'une année scolaire;
- c) qu'ils fassent rapport de toute question se rapportant à l'observation de la disposition 7.1 ou 7.2 du paragraphe (1). 2000, chap. 11, par. 3 (6); 2001, chap. 14, annexe A, par. 2 (2).

Idem

(2.6) L'exigence formulée en vertu du paragraphe (2.5) peut s'appliquer à l'ensemble des conseils ou à des conseils précisés et chaque conseil auquel elle s'applique doit l'observer. 2000, chap. 11, par. 3 (6).

Idem

(2.7) Le ministre peut donner les directives qu'il estime appropriées à l'égard de la forme, du contenu et du délai de présentation d'un plan ou d'un rapport exigé aux termes du paragraphe (2.5), auquel cas les conseils doivent s'y conformer. 2000, chap. 11, par. 3 (6).

Modifications

(2.8) S'il craint que le plan que présente un conseil aux termes de l'alinéa (2.5) a) ou (2.5) b) ne soit pas conforme aux exigences de la disposition 7.1 ou 7.2, selon le cas, du paragraphe (1), le ministre peut lui ordonner de modifier ce plan, de la manière qu'il précise, auquel cas le conseil doit apporter les modifications demandées et mettre en oeuvre le nouveau plan. 2000, chap. 11, par. 3 (6); 2001, chap. 14, annexe A, par. 2 (3).

Non-application de la Loi sur les règlements

(2.9) Les actes qu'accomplit le ministre en vertu du présent article ne sont pas des règlements au sens de la Loi sur les règlements. 2000, chap. 11, par. 3 (6).

Règlements : conseils d'écoles

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, traiter des conseils d'écoles, notamment de leur création, de leur composition et de leur rôle. 1997, chap. 31, par. 80 (5).

Effectif des classes

Cycle primaire

170.1 (1) Chaque conseil veille à ce que l'effectif moyen de l'ensemble des classes du cycle primaire de ses écoles élémentaires ne dépasse pas 24 élèves. 2000, chap. 11, art. 4.

Écoles élémentaires

(2) Chaque conseil veille à ce que l'effectif moyen de l'ensemble des classes de ses écoles élémentaires ne dépasse pas 24,5 élèves. 2000, chap. 11, art. 4.

Écoles secondaires

(3) Sous réserve du paragraphe (4.4), chaque conseil veille à ce que l'effectif moyen de l'ensemble des classes

in the aggregate, does not exceed 21 pupils. 2001, c. 14, Sched. A, s. 3.

Exception, board resolution

(4) A board may pass a resolution specifying that the average size of its secondary school classes, in the aggregate, may exceed 21 pupils by an amount that is equal to or less than one pupil. 2001, c. 14, Sched. A, s. 3.

Same

(4.1) A resolution under subsection (4) shall be passed at a meeting that is open to the public. 2001, c. 14, Sched. A, s. 3.

Same

- (4.2) The Minister may make regulations governing resolutions under subsection (4), including but not limited to regulations,
 - (a) respecting processes and timing related to the passing of a resolution under subsection (4);
 - (b) respecting the period of time in respect of which a resolution under subsection (4) may apply;
 - (c) specifying any matter related to the increase in the maximum average aggregate size of secondary school classes that a resolution under subsection
 (4) must set out or provide for;
 - (d) requiring boards to implement provisions contained in a resolution under subsection (4);
 - (e) requiring boards to make copies of a resolution under subsection (4) available to the public, in the manner specified in the regulation;
 - (f) requiring boards to provide copies of a resolution under subsection (4) to persons specified in the regulation. 2001, c. 14, Sched. A, s. 3.

Same

(4.3) A regulation made under subsection (4.2) may be general or specific. 2001, c. 14, Sched. A, s. 3.

Same

(4.4) A board that has passed a resolution in accordance with subsections (4) and (4.1) and any regulations made under subsection (4.2) shall ensure that the average size of its secondary school classes, in the aggregate, does not exceed the maximum average aggregate class size specified in the resolution. 2001, c. 14, Sched. A, s. 3.

Exception, permission of Minister

(4.5) The average size of a board's classes, in the aggregate, may exceed the maximum average class size specified in subsection (1), (2), (3) or (4.4), as the case may be, to the extent that the Minister, at the request of the board, may permit. 2001, c. 14, Sched. A, s. 3.

Same

(4.6) In giving permission under subsection (4.5), the Minister may impose conditions and the board shall comply with those conditions. 2001, c. 14, Sched. A, s. 3.

de ses écoles secondaires ne dépasse pas 21 élèves. 2001, chap. 14, annexe A, art. 3.

Exception : résolution du conseil

(4) Le conseil peut, par résolution, préciser que l'effectif moyen de l'ensemble des classes de ses écoles secondaires peut dépasser 21 élèves d'un nombre égal ou inférieur à un. 2001, chap. 14, annexe A, art. 3.

Iden

(4.1) La résolution prévue au paragraphe (4) est adoptée lors d'une réunion publique. 2001, chap. 14, annexe A. art. 3.

Idem

- (4.2) Le ministre peut, par règlement, régir les résolutions adoptées en vertu du paragraphe (4), notamment :
 - a) traiter de leurs modalités et délai d'adoption;
 - b) traiter de leur durée d'application;
 - c) préciser toute question se rapportant à l'augmentation de l'effectif moyen maximal de l'ensemble des classes des écoles secondaires qu'elles doivent énoncer ou prévoir;
 - d) exiger que les conseils mettent en oeuvre les dispositions qu'elles renferment;
 - e) exiger que les conseils en mettent des copies à la disposition du public de la manière que précise le règlement;
 - f) exiger que les conseils en remettent des copies aux personnes que précise le règlement. 2001, chap. 14, annexe A, art. 3.

Idem

(4.3) Les règlements pris en application du paragraphe (4.2) peuvent avoir une portée générale ou particulière. 2001, chap. 14, annexe A, art. 3.

Idem

(4.4) Le conseil qui a adopté une résolution conformément aux paragraphes (4) et (4.1) et aux règlements pris en application du paragraphe (4.2) veille à ce que l'effectif moyen de l'ensemble des classes de ses écoles secondaires ne dépasse pas l'effectif moyen maximal que précise la résolution. 2001, chap. 14, annexe A, art. 3.

Exception: permission du ministre

(4.5) L'effectif moyen de l'ensemble des classes d'un conseil peut dépasser l'effectif moyen maximal précisé au paragraphe (1), (2), (3) ou (4.4), selon le cas, dans la mesure où le permet le ministre sur demande du conseil. 2001, chap. 14, annexe A, art. 3.

Iden

(4.6) Le ministre peut assortir la permission qu'il donne en application du paragraphe (4.5) de conditions auxquelles le conseil doit se conformer. 2001, chap. 14, annexe A, art. 3.

Regulations

- (5) The Lieutenant Governor in Council may, by regulation.
 - (a) establish the methods to be used by a board to determine average aggregate class sizes for the purposes of this section;
 - (b) exclude any type of class, course or program from the determination of average class size;
 - (c) require boards to prepare reports containing such information relating to class size as is specified by the regulation;
 - (d) require boards to make reports required under clause (c) available to the public, in such manner as is specified in the regulation;
 - (e) require boards to submit reports required under clause (c) to the Minister, in such manner as is specified in the regulation;
 - (f) specify dates as of which determinations shall be made under this section;
 - (g) define terms used in this section for the purposes of a regulation made under this section. 2000, c. 11, s. 4.

Minimum teaching time, elementary school

170.2 (1) In this section,

"classroom teacher" means a teacher who is assigned in a regular timetable to provide instruction to pupils and includes a temporary teacher who is assigned in a regular timetable to provide instruction to pupils but does not include a principal or vice-principal. 2000, c. 11, s. 5 (1).

Same

- (2) Every board shall ensure that, in the aggregate, its classroom teachers in elementary schools are assigned to provide instruction to pupils for an average of at least 1300 minutes (during the instructional program) for each period of five instructional days during the school year. 1997, c. 31, s. 81; 2000, c. 11, s. 5 (2).
 - (3) REPEALED: 2000, c. 11, s. 5 (3).

Allocation to schools

(4) A board shall allocate to each elementary school a share of the board's aggregate minimum time for a school year for all of its classroom teachers (during which they must be assigned to provide instruction to pupils). 2000, c. 11, s. 5 (4).

Allocation by principal

(5) The principal of an elementary school, in his or her sole discretion, shall allocate among the classroom teachers in the school the school's share of the board's aggregate minimum time, as described in subsection (4), for the school year. 2000, c. 11, s. 5 (4).

Règlements

- (5) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :
 - a) établir les méthodes que les conseils doivent utiliser pour déterminer l'effectif moyen de l'ensemble de leurs classes pour l'application du présent article;
 - b) exclure n'importe quel genre de classe, de cours ou de programme de la détermination de l'effectif moyen des classes;
 - c) exiger que les conseils rédigent des rapports contenant les renseignements sur l'effectif des classes que précise le règlement;
 - d) exiger que les conseils mettent les rapports prévus à l'alinéa c) à la disposition du public de la manière que précise le règlement;
 - e) exiger que les conseils présentent les rapports prévus à l'alinéa c) au ministre de la manière que précise le règlement;
 - f) préciser les dates auxquelles les déterminations prévues au présent article doivent être effectuées;
 - g) définir les termes utilisés dans le présent article aux fins des règlements pris en application de celui-ci. 2000, chap. 11, art. 4.

Temps d'enseignement minimal, école élémentaire

170.2 (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«enseignant chargé de cours» S'entend d'un enseignant, même temporaire, qui, dans le cadre d'un emploi du temps régulier, est affecté à l'enseignement aux élèves, mais non d'un directeur d'école ou d'un directeur adjoint. 2000, chap. 11, par. 5 (1).

Idem

- (2) Chaque conseil veille à ce que, dans l'ensemble, les enseignants chargés de cours de ses écoles élémentaires soient affectés à l'enseignement aux élèves pendant au moins 1 300 minutes en moyenne (au cours du programme d'enseignement) par période de cinq journées d'enseignement pendant l'année scolaire. 1997, chap. 31, art. 81; 2000, chap. 11, par. 5 (2).
 - (3) ABROGÉ: 2000, chap. 11, par. 5 (3).

Répartition entre les écoles

(4) Le conseil répartit entre ses écoles élémentaires son temps minimal total pour une année scolaire à l'égard de tous ses enseignants chargés de cours (pendant lequel ceux-ci doivent être affectés à l'enseignement aux élèves). 2000, chap. 11, par. 5 (4).

Répartition par le directeur d'école

(5) Le directeur d'une école élémentaire répartit, à sa seule discrétion, entre les enseignants chargés de cours de l'école la partie du temps minimal total que le conseil lui a affectée, comme le prévoit le paragraphe (4), pour l'année scolaire. 2000, chap. 11, par. 5 (4).

Same

(6) The principal shall make the allocation in accordance with such policies as the board may establish. 1997, c. 31, s. 81.

Effect on collective agreements

(7) An allocation under subsection (4) or (5) may be made despite any applicable conditions or restrictions in a collective agreement. 1997, c. 31, s. 81.

Calculation

(8) The calculation of the amount of time that a board's classroom teachers are assigned as required by subsection (2) shall be based on all of the board's classroom teachers in elementary schools and their assignments, on a regular timetable, on every instructional day during the school year. 2000, c. 11, s. 5 (5).

Part-time employees

- (9) For the purposes of subsection (2), the minimum time required in respect of each classroom teacher who is employed on a part-time basis by the board is correspondingly reduced. 2000, c. 11, s. 5 (6).
 - (10) REPEALED: 2000, c. 11, s. 5 (7).
 - (11) REPEALED: 2000, c. 11, s. 5 (7).
 - (12) REPEALED: 2000, c. 11, s. 5 (7).
 - (13) REPEALED: 2000, c. 11, s. 5 (7).

Note: For transitional provisions with respect to certain collective agreements, see: 2000, c. 11, s. 23.

Minimum teaching assignments, secondary school

170.2.1 (1) In this section,

- "classroom teacher" means a teacher who is assigned in a regular timetable to provide instruction in a credit course or credit-equivalent course to pupils and includes a temporary teacher who is assigned in a regular timetable to provide instruction in a credit course or credit-equivalent course to pupils but does not include a principal or vice-principal; ("enseignant chargé de cours")
- "credit course" means a course or program in which a credit or part of a credit may be earned; ("cours donnant droit à des crédits")
- "credit-equivalent course" means a course or program that is prescribed as a credit-equivalent course by the regulations made under this section; ("cours donnant droit à des équivalences en crédits")
- "eligible program" means a credit course, a creditequivalent course, an equivalent program or a program of special duties; ("programme admissible")
- "equivalent program" means a course or program that is prescribed as an equivalent program by the regulations made under this section; ("programme équivalent")
- "program of special duties" means a program that is prescribed as a program of special duties by the regula-

Idem

(6) Le directeur d'école effectue la répartition conformément aux politiques qu'établit le conseil. 1997, chap. 31, art. 81.

Effet sur les conventions collectives

(7) La répartition visée au paragraphe (4) ou (5) peut être effectuée malgré toute condition ou restriction applicable d'une convention collective. 1997, chap. 31, art. 81.

Calcul

(8) Pour calculer le temps que les enseignants chargés de cours d'un conseil se voient affecter comme l'exige le paragraphe (2), il est tenu compte de tous les enseignants chargés de cours des écoles élémentaires du conseil et des tâches auxquelles ils sont affectés, dans le cadre d'un emploi du temps régulier, chaque journée d'enseignement pendant l'année scolaire. 2000, chap. 11, par. 5 (5).

Employés à temps partiel

- (9) Pour l'application du paragraphe (2), le temps minimal exigé à l'égard de chaque enseignant chargé de cours qui est employé à temps partiel par le conseil est diminué en conséquence. 2000, chap. 11, par. 5 (6).
 - (10) ABROGÉ: 2000, chap. 11, par. 5 (7).
 - (11) ABROGÉ: 2000, chap. 11, par. 5 (7).
 - (12) ABROGÉ: 2000, chap. 11, par. 5 (7).
 - (13) ABROGÉ: 2000, chap. 11, par. 5 (7).

Remarque: Pour les dispositions transitoires concernant certaines conventions collectives, voir: 2000, chap. 11, art. 23.

Affectations minimales : écoles secondaires

- 170.2.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.
- «cours donnant droit à des crédits» Cours ou programme menant à l'obtention d'un crédit ou d'une fraction de crédit. («credit course»)
- «cours donnant droit à des équivalences en crédits» Cours ou programme prescrit comme tel par les règlements pris en application du présent article. («credit-equivalent course»)
- «enseignant chargé de cours» S'entend d'un enseignant, même temporaire, qui, dans le cadre d'un emploi du temps régulier, est affecté à l'enseignement aux élèves dans un cours donnant droit à des crédits ou un cours donnant droit à des équivalences en crédits, mais non d'un directeur d'école ou d'un directeur adjoint. («class-room teacher»)
- «programme admissible» Cours donnant droit à des crédits, cours donnant droit à des équivalences en crédits, programme équivalent ou programme d'affectations spéciales. («eligible program»)
- «programme d'affectations spéciales» Programme prescrit comme tel par les règlements pris en application du présent article. («program of special duties»)
- «programme équivalent» Cours ou programme prescrit comme tel par les règlements pris en application du

tions made under this section. ("programme d'affectations spéciales") 2001, c. 14, Sched. A, s. 4 (1).

Same

(2) Every board shall ensure that, in the aggregate, its classroom teachers in secondary schools are assigned to provide instruction to or supervision of pupils or to perform duties in an average of at least 6.67 eligible programs in a day school program during the school year. 2001, c. 14, Sched. A, s. 4 (1).

Allocation to schools

(3) A board shall allocate to each secondary school a share of the board's aggregate minimum eligible program obligations for a school year for all its classroom teachers. 2001, c. 14, Sched. A, s. 4 (1).

Allocation by principal

(4) The principal of a secondary school, in his or her sole discretion, shall allocate among the classroom teachers in the school the school's share of the board's aggregate minimum obligations, as described in subsection (3), for the school year. 2000, c. 11, s. 6.

Same

(5) The principal shall make the allocation in accordance with such policies as the board may establish. 2000, c. 11, s. 6.

Collective agreements

(6) An allocation under subsection (3) or (4) may be made despite any applicable conditions or restrictions in a collective agreement. 2000, c. 11, s. 6.

Calculation

(7) The calculation required by subsection (2) shall be based on all of the board's classroom teachers in secondary schools and their assignments to provide instruction or supervision or to perform duties in eligible programs, on a regular timetable, during the school year. 2001, c. 14, Sched. A, s. 4 (2).

Part-time employees

(8) For the purposes of subsection (2), the minimum time required in respect of each classroom teacher who is employed on a part-time basis by the board is correspondingly reduced. 2000, c. 11, s. 6.

Regulations

- (9) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,
 - (a) prescribing courses or programs, or portions of courses or programs, as credit-equivalent courses for the purposes of this section;
 - (b) prescribing courses or programs, or portions of courses or programs, as equivalent programs for the purposes of this section;

présent article. («equivalent program») 2001, chap. 14, annexe A, par. 4 (1).

Idem

(2) Chaque conseil veille à ce que, dans l'ensemble, les enseignants chargés de cours de ses écoles secondaires soient affectés à l'enseignement aux élèves, à leur surveillance ou à des fonctions pendant en moyenne au moins 6,67 programmes admissibles d'un programme scolaire de jour pendant l'année scolaire. 2001, chap. 14, annexe A, par. 4 (1).

Répartition entre les écoles

(3) Le conseil répartit entre ses écoles secondaires ses obligations minimales totales en termes de programmes admissibles pour une année scolaire à l'égard de tous ses enseignants chargés de cours. 2001, chap. 14, annexe A, par. 4 (1).

Répartition par le directeur d'école

(4) Le directeur d'une école secondaire répartit, à sa seule discrétion, entre les enseignants chargés de cours de l'école la partie des obligations minimales totales que le conseil lui a affectée, comme le prévoit le paragraphe (3), pour l'année scolaire. 2000, chap. 11, art. 6.

Idem

(5) Le directeur d'école effectue la répartition conformément aux politiques qu'établit le conseil. 2000, chap. 11, art. 6.

Conventions collectives

(6) La répartition visée au paragraphe (3) ou (4) peut être effectuée malgré toute condition ou restriction applicable d'une convention collective. 2000, chap. 11, art. 6.

Calcul

(7) Dans le calcul qu'exige le paragraphe (2), il est tenu compte de tous les enseignants chargés de cours des écoles secondaires du conseil et des programmes admissibles auxquels ils sont affectés, dans le cadre d'un emploi du temps régulier, pour dispenser un enseignement, assurer une surveillance ou exercer des fonctions pendant l'année scolaire. 2001, chap. 14, annexe A, par. 4 (2).

Employés à temps partiel

(8) Pour l'application du paragraphe (2), le temps minimal exigé à l'égard de chaque enseignant chargé de cours qui est employé à temps partiel par le conseil est diminué en conséquence. 2000, chap. 11, art. 6.

Règlements

- (9) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :
 - a) prescrire des cours ou des programmes, ou des parties de cours ou de programmes, comme cours donnant droit à des équivalences en crédits pour l'application du présent article;
 - b) prescrire des cours ou des programmes, ou des parties de cours ou de programmes, comme programmes équivalents pour l'application du présent article;

- (c) prescribing programs, or portions of programs, as programs of special duties for the purposes of this section:
- (d) respecting how to count credit courses for the purposes of this section;
- (e) respecting how to count credit-equivalent courses for the purposes of this section;
- (f) respecting how to count equivalent programs for the purposes of this section;
- (g) authorizing boards, for the purposes of this section, to count equivalent programs differently than as provided under clause (f), subject to such conditions as are set out in the regulations;
- (h) respecting how to count programs of special duties for the purposes of this section;
- (i) respecting when a classroom teacher is considered to be assigned to provide instruction or supervision or to perform duties in an eligible program for the purposes of this section. 2001, c. 14, Sched. A, s. 4 (3).

Same

- (10) Without limiting the generality of subsection (9), a regulation made under that subsection may, for the purposes of the calculation required by subsection (2),
 - (a) set maximum average numbers for which specified types of eligible programs may be counted;
 - (b) set special rules for how to count specified types of eligible programs, including but not limited to rules that provide that specified types of eligible programs shall be excluded from the calculation;
 - (c) set special rules for how to count eligible programs, or specified types of eligible programs, in specified kinds of circumstances, including but not limited to circumstances relating to,
 - (i) pupil attendance levels,
 - (ii) class size,
 - (iii) patterns of teacher assignments. 2001, c. 14, Sched. A, s. 4 (3).

General or particular

(11) A regulation made under this section may be general or particular in its application. 2000, c. 11, s. 6.

Plans, reports

(12) The Minister may require boards to,

- c) prescrire des programmes, ou des parties de programmes, comme programmes d'affectations spéciales pour l'application du présent article;
- d) traiter de la manière de compter les cours donnant droit à des crédits pour l'application du présent article;
- e) traiter de la manière de compter les cours donnant droit à des équivalences en crédits pour l'application du présent article;
- f) traiter de la manière de compter les programmes équivalents pour l'application du présent article;
- g) autoriser les conseils, pour l'application du présent article, à compter les programmes équivalents d'une manière différente de celle prévue en application de l'alinéa f), sous réserve des conditions qu'énonce le règlement;
- h) traiter de la manière de compter les programmes d'affectations spéciales pour l'application du présent article;
- i) traiter des cas où les enseignants chargés de cours sont considérés comme étant affectés à l'enseignement, à la surveillance ou à des fonctions dans des programmes admissibles pour l'application du présent article. 2001, chap. 14, annexe A, par. 4 (3).

Idem

- (10) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (9), les règlements pris en application de ce paragraphe peuvent, aux fins du calcul qu'exige le paragraphe (2):
 - a) fixer les nombres moyens maximaux qui entrent dans ce calcul pour des genres précisés de programmes admissibles;
 - b) fixer des règles particulières régissant la manière de tenir compte dans ce calcul de genres précisés de programmes admissibles, notamment des règles prévoyant leur exclusion du calcul;
 - c) fixer des règles particulières régissant la manière de tenir compte dans ce calcul des programmes admissibles, ou de genres précisés de programmes admissibles, dans des circonstances précisées, notamment des circonstances se rapportant à ce qui suit:
 - (i) les taux de fréquentation scolaire,
 - (ii) l'effectif des classes,
 - (iii) les tendances en ce qui concerne les affectations des enseignants. 2001, chap. 14, annexe A, par. 4 (3).

Portée

(11) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière. 2000, chap. 11, art. 6.

Plans et rapports

(12) Le ministre peut exiger des conseils :

- (a) submit their plans for complying with this section in respect of any school year; and
- (b) report on any matter related to compliance with this section. 2000, c. 11, s. 6.

Same

(13) A requirement under subsection (12) may apply to all boards or to specified boards and every board to which the requirement applies shall comply with it. 2000, c. 11, s. 6.

Same

(14) The Minister may give such directions as he or she considers appropriate respecting the form, content and deadline for submission of a plan or report required under subsection (12) and boards shall comply with those directions. 2000, c. 11, s. 6.

Alterations

(15) Where the Minister has concerns that plans submitted by a board under clause (12) (a) may not result in compliance with the requirements of this section and the regulations made under it, the Minister may direct the board to alter the plans, in the manner directed by the Minister, and the board shall make the alteration and implement the plan as altered. 2000, c. 11, s. 6.

Non-application of Regulations Act

(16) An act of the Minister under this section is not a regulation within the meaning of the *Regulations Act*. 2000, c. 11, s. 6.

Interpretation

(17) Nothing in this section or the regulations made under this section shall be construed as a limit on the amount of supervision or instruction in an eligible program to which a board may assign classroom teachers. 2001, c. 14, Sched. A, s. 4 (4).

Note: For transitional provisions with respect to certain collective agreements, see: 2000, c. 11, s. 23.

Numbers of teachers employed by a board

170.2.2 (1) In this section,

"designated bargaining agent" has the same meaning as in Part X.1; ("agent négociateur désigné")

"teachers' bargaining unit" has the same meaning as in Part X.1. ("unité de négociation d'enseignants") 2000, c. 11, s. 6.

Application of section

(2) This section applies where a provision in a collective agreement that is in operation on May 10, 2000 between a board and a designated bargaining agent for a teachers' bargaining unit would, in the opinion of the board, require a board to employ more teaching staff than the board needs to meet its obligations under section 170.2.1. 2000, c. 11, s. 6.

- a) qu'ils présentent un plan sur la façon dont ils comptent observer le présent article à l'égard d'une année scolaire;
- b) qu'ils fassent rapport de toute question se rapportant à l'observation du présent article. 2000, chap. 11, art. 6.

Idem

(13) L'exigence formulée en vertu du paragraphe (12) peut s'appliquer à l'ensemble des conseils ou à des conseils précisés et chaque conseil auquel elle s'applique doit l'observer. 2000, chap. 11, art. 6.

Idem

(14) Le ministre peut donner les directives qu'il estime appropriées à l'égard de la forme, du contenu et du délai de présentation d'un plan ou d'un rapport exigé aux termes du paragraphe (12), auquel cas les conseils doivent s'y conformer. 2000, chap. 11, art. 6.

Modifications

(15) S'il craint que le plan que présente un conseil aux termes de l'alinéa (12) a) ne lui permette pas d'observer le présent article et ses règlements d'application, le ministre peut lui ordonner de modifier ce plan, de la manière qu'il précise, auquel cas le conseil doit apporter les modifications demandées et mettre en oeuvre le nouveau plan. 2000, chap. 11, art. 6.

Non-application de la Loi sur les règlements

(16) Les actes qu'accomplit le ministre en vertu du présent article ne sont pas des règlements au sens de la *Loi sur les règlements*. 2000, chap. 11, art. 6.

Interprétation

(17) Ni le présent article ni ses règlements d'application n'ont pour effet de limiter le temps de surveillance ou d'enseignement compris dans un programme admissible auquel les conseils peuvent affecter des enseignants chargés de cours. 2001, chap. 14, annexe A, par. 4 (4).

Remarque: Pour les dispositions transitoires concernant certaines conventions collectives, voir: 2000, chap. 11, art. 23.

Nombre d'enseignants qu'emploie un conseil

170.2.2 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«agent négociateur désigné» S'entend au sens de la partie X.1. («designated bargaining agent»)

«unité de négociation d'enseignants» S'entend au sens de la partie X.1. («teachers' bargaining unit») 2000, chap. 11, art. 6.

Application du présent article

(2) Le présent article s'applique lorsqu'une disposition d'une convention collective conclue entre un conseil et l'agent négociateur désigné d'une unité de négociation d'enseignants et qui est en vigueur le 10 mai 2000 obligerait le conseil, selon lui, à employer plus de personnel enseignant qu'il n'en a besoin pour s'acquitter des obligations que lui impose l'article 170.2.1. 2000, chap. 11, art. 6.

Labour Relations Act, 1995, ss. 17, 86

(3) In the circumstances described in subsection (2), section 17 and subsection 86 (1) of the *Labour Relations Act, 1995* do not apply to prevent the board from altering terms and conditions of employment, or rights, privileges or duties of the board, the designated bargaining agent, the teachers' bargaining unit or members of that unit, as the board sees fit to enable it to alter the level of teaching staff that it employs to a level that it considers appropriate, having regard to its obligations under section 170.2.1. 2000, c. 11, s. 6.

Teachers' assistants, etc.

170.3 The Lieutenant Governor in Council may make regulations governing duties and minimum qualifications of persons who are assigned to assist teachers or to complement instruction by teachers in elementary or secondary schools. 1997, c. 31, s. 81.

Powers of boards

171. (1) A board may,

committees

1. establish committees composed of members of the board to make recommendations to the board in respect of education, finance, personnel and property; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 1.

idem

2. establish committees that may include persons who are not members of the board in respect of matters other than those referred to in paragraph 1; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 2.

appoint employees

3. except as otherwise provided under this Act, appoint and remove such officers and servants and appoint and remove such teachers, as it considers expedient, determine the terms on which such officers, servants and teachers are to be employed, prescribe their duties and fix their salaries, except that in the case of a secretary of a board who is a member of the board, the board may pay only such compensation for his or her services as is approved by the electors at a meeting of the electors; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 3; 2001, c. 24, s. 3.

voluntary assistants

permit a principal to assign to a person who volunteers to serve without remuneration such duties in respect of the school as are approved by the board and to terminate such assignment; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 4.

supervisors

5. appoint supervisors of the teaching staff for positions that are provided for in any Act or regulation administered by the Minister and every appointee shall hold the qualifications and perform the duties required in the Act or regulations; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 5.

Loi de 1995 sur les relations de travail, art. 17 et 86

(3) Dans les circonstances visées au paragraphe (2), l'article 17 et le paragraphe 86 (1) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* n'ont pas pour effet d'empêcher le conseil de modifier les conditions d'emploi ni les droits, privilèges ou devoirs du conseil, de l'agent négociateur désigné, de l'unité de négociation d'enseignants ou de membres de cette unité de la manière qu'il juge opportune pour lui permettre de modifier l'importance de son personnel enseignant pour l'amener à un nombre qu'il estime approprié, eu égard aux obligations que lui impose l'article 170.2.1. 2000, chap. 11, art. 6.

Aide-enseignants

170.3 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir les fonctions et les qualités minimales des personnes qui ont pour tâche d'aider les enseignants ou d'appuyer leur enseignement dans les écoles élémentaires ou secondaires. 1997, chap. 31, art. 81.

Pouvoirs du conseil

171. (1) Le conseil peut exercer les pouvoirs suivants :

comité

 créer des comités composés de membres du conseil et chargés d'adresser à celui-ci des recommandations relatives à l'éducation, aux finances, au personnel et aux biens; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 1.

idem

2. créer des comités pouvant comprendre des personnes qui ne sont pas membres du conseil pour traiter de questions non mentionnées à la disposition 1; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 2.

nomination des employés

3. sauf disposition contraire de la présente loi, nommer et révoquer les agents et les employés et nommer et révoquer les enseignants, s'il le juge opportun, déterminer les conditions d'emploi de toutes ces personnes, définir leurs fonctions et fixer leur salaire, excepté que, dans le cas où le secrétaire du conseil est aussi membre du conseil, celui-ci ne peut verser au secrétaire, à titre de rémunération pour ses services, que le montant approuvé par les électeurs lors d'une assemblée des électeurs; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 3; 2001, chap. 24, art. 3.

assistants bénévoles

4. permettre au directeur d'école de confier à une personne qui offre bénévolement ses services les fonctions à l'égard de l'école qui sont approuvées par le conseil, et y mettre fin; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 4.

superviseurs

5. nommer des superviseurs du personnel enseignant aux postes prévus par une loi ou un règlement dont l'application relève du ministre, et chaque titulaire doit posséder les qualités requises et exercer les fonctions exigées par la loi ou les règlements; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 5.

psychiatrist or psychologist

- 6. appoint one or more,
 - psychiatrists who are on the register of specialists in psychiatry of The Royal College of Physicians and Surgeons of Canada or of the College of Physicians and Surgeons of Ontario,
 - ii. psychologists who are legally qualified medical practitioners or are members of the College of Psychologists of Ontario; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 6; 1997, c. 31, s. 82 (1).

schools and attendance areas

7. determine the number and kind of schools to be established and maintained and the attendance area for each school, and close schools in accordance with policies established by the board from guidelines issued by the Minister; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 7.

courses of study

8. provide instruction in courses of study that are prescribed or approved by the Minister, developed from curriculum guidelines issued by the Minister or approved by the board where the Minister permits the board to approve courses of study; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 8.

computer programming

9. in lieu of purchasing a computer or system of computer programming, enter into an agreement for the use thereof by the board; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 9.

playgrounds, parks, rinks

10. operate the school ground as a park or playground and rink during the school year or in vacation or both, and provide and maintain such equipment as it considers advisable, and provide such supervision as it considers proper, provided the proper conduct of the school is not interfered with; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 10.

gymnasiums

11. organize and carry on gymnasium classes in school buildings for pupils or others during the school year or in vacation or both, and provide supervision and training for such classes, provided the proper conduct of the school is not interfered with; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 11.

milk

12. purchase milk to be consumed by the pupils in the schools under the jurisdiction of the board during school days in accordance with the terms and conditions prescribed by the regulations; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 12.

provision of supplies, etc.

13. provide school supplies, other than the textbooks that it is required to provide under paragraph 13 of

psychiatre ou psychologue

- 6. nommer un ou plusieurs:
 - i. psychiatres qui figurent au registre des spécialistes en psychiatrie du Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada ou de l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario,
 - ii. psychologues qui sont des médecins dûment qualifiés ou qui sont membres de l'Ordre des psychologues de l'Ontario; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 6; 1997, chap. 31, par. 82 (1).

écoles et secteurs de fréquentation

7. déterminer le nombre et le type d'écoles à ouvrir et à entretenir ainsi que le secteur de fréquentation pour chaque école, et fermer des écoles conformément à la politique établie par le conseil et inspirée des lignes directrices que donne le ministre; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 7.

programmes d'études

8. assurer l'enseignement de programmes d'études prescrits ou approuvés par le ministre, inspirés des programmes-cadres publiés par le ministre ou approuvés par le conseil si le ministre permet au conseil d'approuver des programmes d'études; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 8.

programmation

9. au lieu d'acheter un ordinateur ou un système de programmation, conclure une entente pour que le conseil en ait l'utilisation; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 9.

terrain de jeux, parc, patinoire

10. utiliser le terrain de l'école comme parc ou terrain de jeux et patinoire pendant l'année scolaire, les vacances ou les deux, fournir et entretenir l'équipement qu'il juge opportun, et assurer la surveillance qu'il juge appropriée, pourvu que la bonne marche de l'école soit sauvegardée; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 10.

gymnastique

11. organiser et donner des cours de gymnastique dans les bâtiments de l'école aux élèves ou à d'autres personnes pendant l'année scolaire, les vacances ou les deux, et assurer la surveillance et l'entraînement pendant ces cours, pourvu que la bonne marche de l'école soit sauvegardée; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 11.

lait

12. acheter le lait destiné aux élèves des écoles qui relèvent de sa compétence pendant les jours de classe conformément aux conditions fixées par les règlements; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 12.

approvisionnement en fournitures, etc.

13. assurer l'approvisionnement en fournitures scolaires à l'usage des élèves, autres que les manuels subsection 170 (1), for the use of pupils; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 13.

libraries

14. establish and maintain school libraries and resource centres; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 14.

junior kindergartens

15. operate junior kindergartens; 1996, c. 13, s. 6 (1).

signatures mechanically reproduced

16. provide that the signature of the treasurer and of any other person authorized to sign cheques issued by the treasurer may be written or engraved, lithographed, printed or otherwise mechanically reproduced on cheques; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 16.

membership fees and travelling expenses

17. pay the travelling expenses and membership fees of any member of the board, or of any teacher or officer of the board, incurred in attending meetings of an educational association and may make grants and pay membership fees to any such organization; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 17.

legal costs

- 18. pay the costs, or any part thereof, incurred by any member of the board or by any teacher, officer or other employee of the board in successfully defending any legal proceeding brought against him or her,
 - i. for libel or slander in respect of any statements relating to the employment, suspension or dismissal of any person by the board published at a meeting of the board or of a committee thereof, or
 - ii. for assault in respect of disciplinary action taken in the course of duty; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 18.
- 19. REPEALED: 1997, c. 31, s. 82 (2).
- 20. REPEALED: 1997, c. 31, s. 82 (2).
- 21. REPEALED: 1997, c. 31, s. 82 (2).
- 22. REPEALED: 1997, c. 31, s. 82 (3).

student fees

23. subject to the provisions of this Act and the regulations, fix the fees to be paid by or on behalf of pupils, and the times of payment thereof, and when necessary enforce payment thereof by action in the Small Claims Court, and exclude any pupil by or on behalf of whom fees that are legally required to be paid are not paid after reasonable notice; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 23.

qui doivent être fournis aux termes de la disposition 13 du paragraphe 170 (1); L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 13.

bibliothèques

14. ouvrir et entretenir des bibliothèques scolaires et des centres de documentation; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 14.

maternelles

15. faire fonctionner des maternelles; 1996, chap. 13, par. 6 (1).

reproduction mécanique des signatures

16. prévoir que la signature du trésorier et de toute autre personne autorisée à signer les chèques émis par le trésorier puisse être écrite ou gravée, lithographiée, imprimée ou reproduite mécaniquement d'une autre façon sur les chèques; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 16.

cotisations et frais de déplacement

17. verser les cotisations et les frais de déplacement d'un membre du conseil, d'un enseignant ou d'un agent du conseil qui assiste aux réunions d'une association éducative, accorder des subventions et verser des cotisations à un tel organisme; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 17.

frais de justice

- 18. payer la totalité ou une partie des dépenses engagées par un membre du conseil, un enseignant, un agent ou un employé du conseil pour assurer avec succès sa défense lorsque des poursuites sont intentées contre lui :
 - i. soit pour diffamation verbale ou écrite à l'égard d'une déclaration relative à l'emploi, à la suspension ou au congédiement d'une personne par le conseil, rendue publique à une réunion du conseil ou d'un de ses comités,
 - ii. soit pour voies de fait à l'égard de mesures disciplinaires prises dans le cadre de l'exercice de ses fonctions; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 18.
- 19. ABROGÉE: 1997, chap. 31, par. 82 (2).
- 20. ABROGÉE: 1997, chap. 31, par. 82 (2).
- 21. ABROGÉE: 1997, chap. 31, par. 82 (2).
- 22. ABROGÉE: 1997, chap. 31, par. 82 (3).

droits de scolarité

23. sous réserve des dispositions de la présente loi et des règlements, fixer les droits à acquitter par les élèves ou en leur nom ainsi que l'échéance de ce paiement et, s'il y a lieu, avoir recours à la Cour des petites créances pour exiger ce paiement et exclure l'élève qui, après un délai raisonnable, n'a pas acquitté les droits qu'il est légalement tenu de payer ou au nom de qui ces droits n'ont pas été payés; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 23.

permit use of school and school buses

24. permit the school buildings and premises and school buses owned by the board to be used for any educational or other lawful purpose; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 24.

surgical treatment

25. provide for surgical treatment of children attending the school who suffer from minor physical defects, where in the opinion of the teacher and, where a school nurse and medical officer are employed, of the nurse and medical officer, the defect interferes with the proper education of the child, and include in the estimates for the current year the funds necessary for cases where the parents are not able to pay, provided that no such treatment shall be undertaken without consent that complies with the *Health Care Consent Act, 1996*; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 25; 1992, c. 32, s. 9; 1996, c. 2, s. 65.

cadet corps

26. establish and maintain cadet corps; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 26.

athletics

27. provide for the promotion and encouragement of athletics and for the holding of school games; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 27.

activities

28. provide, during the school year or at other times, activities and programs on or off school premises, including field trips, and exercise jurisdiction over those persons participating therein; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 28.

guidance

29. appoint one or more teachers qualified in guidance according to the regulations to collect and distribute information regarding available occupations and employments, and to offer such counsel to the pupils as will enable them to plan intelligently for their educational and vocational advancement; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 29.

public lectures

30. conduct free lectures open to the public and include in the estimates for the current year the expenses thereof; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 30.

continuing education

31. establish continuing education courses and classes; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 31.

deposit for continuing education textbooks

31.1 require a pupil enrolled in a continuing education course or class that is eligible for credit towards a

utilisation de l'école et des autobus scolaires

24. permettre l'utilisation, à des fins éducatives ou à d'autres fins licites, des bâtiments, locaux et autobus scolaires qui appartiennent au conseil; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 24.

traitement chirurgical

25. assurer un traitement chirurgical aux enfants qui fréquentent l'école et sont atteints d'infirmité physique mineure si, de l'avis de l'enseignant et, si une infirmière scolaire et un médecin-hygiéniste sont employés, de l'avis de l'infirmière et du médecin-hygiéniste, l'infirmité fait obstacle à l'éducation adéquate de l'enfant, et inclure dans les prévisions de l'exercice en cours les fonds nécessaires au traitement lorsque ni le père ni la mère ne sont en mesure de payer, pourvu qu'aucun traitement ne soit entrepris sans un consentement qui est conforme à la Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 25; 1992, chap. 32, art. 9; 1996, chap. 2, art. 65.

corps de cadets

créer un corps de cadets et en assurer le fonctionnement;
 L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 26.

sport

27. favoriser et encourager le sport et la tenue de compétitions scolaires; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 27.

activités

28. assurer, au cours de l'année scolaire ou à d'autres moments, des activités et des programmes dans des locaux scolaires ou ailleurs, y compris des excursions, et exercer son autorité sur les personnes qui y participent; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 28.

orientation

29. charger au moins un enseignant spécialisé en orientation conformément aux règlements de recueillir et de diffuser des renseignements concernant les professions et les emplois disponibles et d'offrir aux élèves des conseils leur permettant de planifier intelligemment leur perfectionnement scolaire et professionnel; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 29.

conférences publiques

30. offrir des conférences gratuites à l'intention du public et inclure les dépenses qui s'y rapportent dans les prévisions budgétaires de l'exercice en cours; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 30.

éducation permanente

31. mettre sur pied des cours et des classes d'éducation permanente; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 31.

dépôt pour les manuels scolaires de l'éducation permanente

31.1 exiger des élèves inscrits à un cours ou à une classe d'éducation permanente ouvrant droit à des crédits

secondary school diploma to pay a nominal deposit for a textbook provided by the board that will be forfeited to the board in whole or in part if the textbook is not returned or is returned in a damaged condition; 1993, c. 11, s. 31 (3).

courses for teachers

32. establish and conduct during the school year courses for teachers; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 32.

evening classes

33. establish evening classes; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 33.

erect fences

34. erect and maintain any wall or fence considered necessary by the board for enclosure of the school premises; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 34.

school fairs

35. contribute toward the support of school fairs; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 35.

student activities

36. authorize such school activities as pertain to the welfare of the pupils and exercise jurisdiction in respect thereof; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 36.

cafeteria

37. operate a cafeteria for the use of the staff and pupils: R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 37.

records management

- 38. institute a program of records management that will, subject to the regulations in respect of pupil records,
 - i. provide for the archival retention by the board or the Archivist of Ontario of school registers, minute books of the board and its predecessors, documents pertaining to boundaries of school sections, separate school zones and secondary school districts, original assessment and taxation records in the possession of the board and other records considered by the board to have enduring value or to be of historical interest, and
 - ii. establish, with the written approval of the auditor of the board, schedules for the retention, disposition and eventual destruction of records of the board and of the schools under its jurisdiction other than records retained for archival use; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 38.

conduisant au diplôme d'études secondaires qu'ils versent en dépôt pour tout manuel scolaire fourni par le conseil une somme symbolique qui sera confisquée en totalité ou en partie au profit du conseil si le manuel scolaire n'est pas rendu ou s'il est rendu en mauvais état; 1993, chap. 11, par. 31 (3).

cours à l'intention des enseignants

32. organiser et offrir au cours de l'année scolaire des cours à l'intention des enseignants; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 32.

cours du soir

33. organiser des cours du soir; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 33.

érection de clôtures

34. ériger et entretenir les murs ou les clôtures jugés nécessaires par le conseil pour enclore les locaux scolaires; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 34.

fêtes de l'école

35. contribuer financièrement aux fêtes de l'école; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 35.

activités étudiantes

36. autoriser les activités scolaires qui ont trait au bienêtre des élèves et exercer son autorité sur ces activités; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 36.

cafétéria

37. exploiter une cafétéria à l'usage du personnel et des élèves; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 37.

gestion des dossiers

- 38. élaborer un programme de gestion des dossiers qui, sous réserve des règlements à l'égard des dossiers des élèves :
 - i. assurera la conservation dans les archives par le conseil ou l'archiviste de l'Ontario des registres scolaires, des procès-verbaux du conseil et de ses prédécesseurs, des documents relatifs aux limites territoriales des circonscriptions scolaires, des zones d'écoles séparées et des districts d'écoles secondaires, des registres originaux de cotisation et d'imposition que le conseil a en sa possession et d'autres registres considérés par le conseil comme ayant une valeur durable ou présentant un intérêt historique,
 - ii. établira, avec l'approbation écrite du vérificateur du conseil, une marche à suivre touchant la conservation, l'emploi et la destruction éventuelle des documents du conseil et des écoles qui relèvent de sa compétence, à l'exception des documents conservés dans les archives; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 38.

education of children in charitable organizations

39. employ and pay teachers, when so requested in writing by a charitable organization having the charge of children of school age, for the education of such children, whether such children are being educated in premises within or beyond the limits of the jurisdiction of the board, and pay for and furnish school supplies for their use; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 39.

programs in detention homes, etc.

40. with the approval of the Minister, conduct an education program in a centre, facility, home, hospital or institution that is approved, designated, established, licensed or registered under any Act and in which the Ministry does not conduct an education program, or in a demonstration school for exceptional pupils; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 40.

maternity leave

41. provide for maternity leave for a teacher, not exceeding two years for each pregnancy; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 41.

assumption of treatment centres, etc.

- 42. when requested by the board of a cerebral palsy treatment centre school, a crippled children's treatment centre school, a hospital school or a sanatorium school, and with the approval of the Minister, by agreement, assume the assets and liabilities of such board and continue to operate such a school, and, upon the effective date of the agreement between the two boards, the board making the request is dissolved; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 42.
- 43. REPEALED: 1997, c. 31, s. 82 (4).

agreement for provision and use of recreational facilities

44. with the approval of the Minister, enter into an agreement with a university, college of a university, or the board of governors of a polytechnical institute or of a college of applied arts and technology, in respect of the provision, maintenance and use of educational or recreational facilities on the property of either of the parties to the agreement; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 44.

election recounts

45. pass a resolution referred to in subsection 57 (1) of the *Municipal Elections Act*, 1996; 1996, c. 32, s. 70 (4).

insurance

46. provide for insurance against risks that may involve pecuniary loss or liability on the part of the board, and for paying premiums therefor; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 171 (1), par. 46.

éducation des enfants dans des organismes de bienfaisance

39. employer et rémunérer des enseignants lorsqu'un organisme de bienfaisance ayant la charge d'enfants d'âge scolaire en fait la demande par écrit, en vue de l'éducation de ces enfants, que cette éducation soit donnée dans les locaux situés en deçà ou au-delà des limites du secteur où le conseil exerce sa compétence, et fournir et payer les fournitures scolaires dont ils ont besoin; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 39.

programmes dans les centres de détention, etc.

40. avec l'approbation du ministre, offrir un programme d'éducation dans un centre, une installation, un foyer, un hôpital ou un établissement approuvé, désigné, créé, autorisé ou enregistré en vertu d'une loi et où le ministère n'offre pas de programme d'éducation, ou dans une école d'application pour élèves en difficulté; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 40.

congés de maternité

41. accorder aux enseignantes des congés de maternité ne dépassant pas deux ans par grossesse; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 41.

prise en charge de centres de traitement, etc.

- 42. lorsque le conseil d'une école d'un centre de traitement d'infirmité motrice cérébrale, d'une école d'un centre de traitement d'enfants infirmes, d'une école en milieu hospitalier ou d'une école d'une maison de santé en fait la demande, et avec l'approbation du ministre, par la voie d'une entente, prendre en charge l'actif et le passif de ce conseil, continuer à faire fonctionner une telle école et, à la date où l'entente entre les deux conseils entre en vigueur, le conseil demandeur est dissous; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 42.
- 43. ABROGÉE: 1997, chap. 31, par. 82 (4).

entente pour la création et l'utilisation d'installations de loisirs

44. avec l'approbation du ministre, conclure une entente avec une université, un collège universitaire ou le conseil d'administration d'une école polytechnique ou d'un collège d'arts appliqués et de technologie relativement à la création, l'entretien et l'utilisation d'installations d'ordre éducatif ou récréatif situées sur la propriété de l'une ou l'autre des parties à l'entente; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 44.

second dépouillement du scrutin

45. adopter une résolution visée au paragraphe 57 (1) de la *Loi de 1996 sur les élections municipales*; 1996, chap. 32, par. 70 (4).

assurance

46. souscrire une assurance contre les risques qui peuvent entraîner pour le conseil une perte pécuniaire ou une responsabilité, et prévoir le paiement des primes; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 171 (1), disp. 46.

47. REPEALED: 1997, c. 31, s. 82 (5).

child care facilities

48. construct and renovate child care facilities in any school; 1991, c. 10, s. 5 (1).

day nurseries

- 49. establish, operate and maintain day nurseries within the meaning of the *Day Nurseries Act*, subject to that Act; 1993, c. 11, s. 31 (3).
- 50. REPEALED: 1996, c. 13, s. 6 (2).

Powers of boards re: days of work

(2) A board may require teachers to work during some or all of the five working days preceding the start of the school year. 1997, c. 31, s. 82 (6).

Same

(3) A board may authorize the principal of a school to make determinations respecting the work to be done by teachers of the school during the working days referred to in subsection (2) and the principal shall exercise that discretion subject to the authority of the appropriate supervisory officer. 1997, c. 31, s. 82 (6).

Same

(4) For the purposes of subsections (2) and (3), a working day is a day other than Saturday, Sunday or a holiday as defined in subsection 29 (1) of the *Interpretation Act.* 1997, c. 31, s. 82 (6).

Same

(5) Work that may be required under subsections (2) and (3) includes but is not limited to participation in professional development activities. 1997, c. 31, s. 82 (6).

Agreements to co-operate

171.1 (1) In this section,

- "college" means a board of governors of a college of applied arts and technology established in accordance with section 5 of the *Ministry of Colleges and Universities Act*; ("collège")
- "hospital" has the same meaning as "board" in section 1 of the *Public Hospitals Act*; ("hôpital")
- "municipality" includes an upper-tier municipality; ("municipalité")
- "university" means a degree granting institution authorized under section 3 of the *Post-secondary Education Choice and Excellence Act*, 2000. ("université") 1996, c. 13, s. 7; 1997, c. 31, s. 83 (1, 2); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Same

(2) A board may enter into an agreement with another board or with a municipality, hospital, university or college for one or more of the following purposes:

47. ABROGÉE: 1997, chap. 31, par. 82 (5).

installations de garderie

48. construire et rénover des installations de garderie dans des écoles; 1991, chap. 10, par. 5 (1).

garderies

- 49. ouvrir, exploiter et entretenir des garderies au sens de la *Loi sur les garderies*, sous réserve de cette loi; 1993, chap. 11, par. 31 (3).
- 50. ABROGÉE: 1996, chap. 13, par. 6 (2).

Pouvoirs des conseils : journées de travail

(2) Le conseil peut exiger des enseignants qu'ils travaillent tout ou partie des cinq jours ouvrables qui précèdent le début de l'année scolaire. 1997, chap. 31, par. 82 (6).

Idem

(3) Le conseil peut autoriser le directeur d'une école à prendre des décisions concernant le travail que les enseignants de l'école doivent effectuer pendant les jours ouvrables visés au paragraphe (2). Le directeur exerce ce pouvoir discrétionnaire sous l'autorité de l'agent de supervision compétent. 1997, chap. 31, par. 82 (6).

Iden

(4) Pour l'application des paragraphes (2) et (3), un jour ouvrable est un jour autre qu'un samedi, un dimanche ou un jour férié au sens du paragraphe 29 (1) de la *Loi d'interprétation*. 1997, chap. 31, par. 82 (6).

Idem

(5) Le travail qui peut être exigé en vertu des paragraphes (2) et (3) comprend notamment la participation à des activités de perfectionnement professionnel. 1997, chap. 31, par. 82 (6).

Ententes de collaboration

- 171.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.
- «collège» Le conseil d'administration d'un collège d'arts appliqués et de technologie ouvert conformément à l'article 5 de la *Loi sur le ministère des Collèges et Universités*. («college»)
- «hôpital» S'entend au sens de «conseil» à l'article 1 de la Loi sur les hôpitaux publics. («hospital»)
- «municipalité» S'entend en outre d'une municipalité de palier supérieur. («municipality»)
- «université» Établissement qui attribue des grades universitaires et qui est autorisé en application de l'article 3 de la *Loi de 2000 favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire*. («university») 1996, chap. 13, art. 7; 1997, chap. 31, par. 83 (1) et (2); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Idem

(2) Un conseil peut conclure une entente avec un autre conseil, une municipalité, un hôpital, une université ou un collège à l'une ou à plusieurs des fins suivantes :

- The joint provision or use of transportation services.
- The joint provision or use of administrative support services or operational support services.
- 3. The joint provision or use of support services for educational programs.
- 4. The joint provision or use of equipment or facilities for administrative or operational purposes.
- 5. The joint investment of funds.
- 6. A purpose prescribed under clause (5) (a). 1996, c. 13, s. 7.

Same

(3) A board may enter into an agreement with any class of persons or organizations prescribed under clause (5) (b) for any purpose prescribed in connection with the class of persons or organizations under clause (5) (c). 1996, c. 13, s. 7.

Limitation re joint investment agreements

- (4) No agreement entered into under this section for the joint investment of funds may,
 - (a) affect an education development charges account established under an education development charge by-law to which section 257.103 applies; or
 - (b) provide for investment by a board that is not permitted by clause 241 (1) (a). 1997, c. 31, s. 83 (3).

Regulations

- (5) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,
 - (a) prescribing purposes for the purpose of paragraph6 of subsection (2);
 - (b) prescribing classes of persons and organizations for the purpose of subsection (3);
 - (c) prescribing, in connection with any class of persons or organizations prescribed under clause (b), any of the purposes mentioned in paragraphs 1 to 5 of subsection (2) or prescribed under clause (a). 1996, c. 13, s. 7.

Classes

(6) A class prescribed under subsection (5) may be defined with respect to any characteristic and may be defined to consist of or to include or exclude any specified member. 1996, c. 13, s. 7.

Interpretation

(7) This section shall not be interpreted to authorize a board or any other person to acquire, provide or use any thing or service that it would not otherwise be authorized to acquire, provide or use. 1996, c. 13, s. 7.

- Fournir ou utiliser conjointement des services de transport.
- Fournir ou utiliser conjointement des services de soutien administratif ou des services de soutien au fonctionnement.
- 3. Fournir ou utiliser conjointement des services de soutien relatifs à des programmes d'éducation.
- 4. Fournir ou utiliser conjointement de l'équipement ou des installations à des fins d'administration ou de fonctionnement.
- 5. Placer conjointement des fonds.
- 6. Une fin prescrite en vertu de l'alinéa (5) a). 1996, chap. 13, art. 7.

Idem

(3) Un conseil peut conclure une entente avec une catégorie de personnes ou d'organismes prescrite en vertu de l'alinéa (5) b) à une fin prescrite en vertu de l'alinéa (5) c) en rapport avec cette catégorie. 1996, chap. 13, art. 7.

Restriction: ententes de placement commun

- (4) Les ententes de placement commun de fonds conclues en vertu du présent article ne peuvent :
 - a) ni avoir d'incidence sur un compte de redevances d'aménagement scolaires ouvert en vertu d'un règlement de redevances d'aménagement scolaires auquel s'applique l'article 257.103;
 - b) ni prévoir qu'un conseil puisse faire un placement que ne permet pas l'alinéa 241 (1) a). 1997, chap. 31, par. 83 (3).

Règlements

- (5) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :
 - a) prescrire des fins pour l'application de la disposition 6 du paragraphe (2);
 - b) prescrire des catégories de personnes et d'organismes pour l'application du paragraphe (3);
 - c) prescrire, en rapport avec une catégorie de personnes ou d'organismes prescrite en vertu de l'alinéa b), les fins mentionnées aux dispositions 1 à 5 du paragraphe (2) ou prescrites en vertu de l'alinéa a). 1996, chap. 13, art. 7.

Catégories

(6) Une catégorie prescrite en vertu du paragraphe (5) peut être définie en fonction d'une caractéristique et peut, par définition, être constituée d'un membre donné, ou le comprendre ou l'exclure. 1996, chap. 13, art. 7.

Interprétation

(7) Le présent article n'a pas pour effet d'autoriser quiconque, notamment un conseil, à acquérir, à fournir ou à utiliser une chose ou un service qu'il ne serait pas par ailleurs autorisé à acquérir, à fournir ou à utiliser. 1996, chap. 13, art. 7.

Conflict

- (8) Where a board is permitted to do a thing by or under this section as well as by or under another provision of this or any other Act, any conditions or requirements set out by or under the other provision that relate in any way to the doing of the thing must be complied with. 1996, c. 13, s. 7.
 - 172. REPEALED: 1997, c. 31, s. 84.

Establishment of scholarships, etc.

173. (1) Any person may, with the approval of the board concerned, establish scholarships, bursaries or prizes. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 173 (1).

Idem

(2) A board may award bursaries or prizes to its pupils under such terms and conditions as the board may prescribe. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 173 (2).

174. REPEALED: 1997, c. 31, s. 85.175. REPEALED: 1997, c. 31, s. 85.

BENEFITS

Insurance: accident, liability, etc.

176. A board may,

accident, etc., insurance

- 1. provide, by contract with an insurer licensed under the *Insurance Act*,
 - i. group accident insurance to indemnify a member of a board or of an advisory committee appointed by a board or his or her estate against loss in case he or she is accidentally injured or killed, and
 - ii. group public liability and property damage insurance to indemnify a member of a board or of an advisory committee appointed by a board or his or her estate in respect of loss or damage for which he or she has become liable by reason of injury to persons or property or in respect of loss or damage suffered by him or her by reason of injury to his or her own property,

while travelling on the business of the board or in the performance of duties as a member of the board or of an advisory committee either within or outside the area over which the board has jurisdiction; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 176, par. 1.

2. Repealed: 1997, c. 31, s. 86.

accident and public liability insurance re work-experience programs $% \left(\mathbf{r}_{i}\right) =\mathbf{r}_{i}$

3. where, in co-operation with business, industry or other enterprise, it provides for pupils training pro-

Incompatibilité

- (8) Lorsqu'un conseil est autorisé à accomplir un acte par le présent article et par une autre disposition de la présente loi ou d'une autre loi, ou en application de ceux-ci, les conditions ou exigences énoncées par cette autre disposition ou en application de celle-ci qui se rapportent de quelque manière que ce soit à l'accomplissement de cet acte doivent être observées. 1996, chap. 13, art. 7.
 - 172. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 84.

Création de bourses d'études, etc.

173. (1) Quiconque peut, avec l'approbation du conseil intéressé, créer des bourses d'études ou des récompenses. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 173 (1).

Idem

(2) Le conseil peut décerner des bourses d'études ou des récompenses à ses élèves conformément aux modalités qu'il peut prescrire. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 173 (2).

174. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 85.

175. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 85.

AVANTAGES

Assurance: accidents, responsabilité, etc.

176. Un conseil peut:

assurance, accidents, etc.

- souscrire, en passant un contrat avec un assureur titulaire d'un permis aux termes de la Loi sur les assurances:
 - i. une assurance collective contre les accidents pour l'indemnisation d'un membre d'un conseil ou d'un comité consultatif nommé par un conseil, ou des ayants cause d'un tel membre, d'une perte en cas de blessures ou de décès survenus à la suite d'un accident.
 - ii. une assurance de la responsabilité civile et contre les dommages matériels pour l'indemnisation d'un membre d'un conseil ou d'un comité consultatif nommé par un conseil, ou de ses ayants cause, d'une perte ou d'un dommage dont il est devenu responsable à la suite de dommages causés à des personnes ou à des biens ou d'une perte ou d'un dommage qu'il a subi à la suite de dommages à ses propres biens,

lorsque ce membre est en voyage d'affaires pour le compte du conseil ou dans l'exercice de ses fonctions à titre de membre du conseil ou d'un comité consultatif, soit dans le secteur qui relève de la compétence du conseil soit hors de ce secteur; L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 176, disp. 1.

2. ABROGÉE: 1997, chap. 31, art. 86.

assurance contre les accidents et assurance collective au tiers en milieu de travail

3. si, en collaboration avec le monde des affaires ou de l'industrie ou d'autres entreprises, il offre à l'in-

grams designed to supplement the courses given in its schools, provide, by contract with an insurer under the *Insurance Act*, accident insurance to indemnify such pupils against loss in case they are accidentally injured while participating in such a program and public liability insurance to insure such pupils and the board against loss or damage to the person or property of others while the pupils are participating in such a program; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 176, par. 3.

insurance for pupils

4. provide, by contract with an insurer under the *Insurance Act*, accident and life insurance for pupils, the cost of which is to be paid on a voluntary basis by the parents or guardians. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 176, par. 4.

Insurance for employees

- 177. (1) Subject to the *Health Insurance Act*, a board by resolution may provide,
 - (a) by contract either with an insurer licensed under the *Insurance Act* or with an association registered under the *Prepaid Hospital and Medical Services* Act,
 - (i) group life insurance for its employees or any class thereof and their spouses, same-sex partners and children,
 - (ii) group accident insurance or group sickness insurance for its employees or any class thereof and their spouses, same-sex partners and children, and
 - (iii) hospital, medical, surgical, nursing or dental services, or payment therefor, for employees or any class thereof and their spouses, samesex partners and children; and
 - (b) for payment by the board of the whole or part of the cost of any insurance or services provided under this subsection. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 177 (1); 1999, c. 6, s. 20 (4).

Contributions re insured services

(2) A board may by resolution provide for paying the whole or part of the cost to employees of insured services under the *Health Insurance Act*. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 177 (2).

Coverage for retired persons

(3) If a person retires from employment with a board before he or she reaches 65 years of age, the board may

tention des élèves des programmes de formation destinés à compléter les cours donnés dans ses écoles, souscrire, en passant un contrat avec un assureur aux termes de la *Loi sur les assurances*, une assurance contre les accidents pour l'indemnisation de ces élèves d'une perte au cas où ils subiraient des blessures à la suite d'un accident lorsqu'ils participent à ce programme et une assurance de la responsabilité civile pour assurer ces élèves et le conseil contre une perte ou un dommage subi par autrui ou les biens d'autrui lorsque les élèves participent à ce programme; L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 176, disp. 3.

assurance pour les élèves

4. souscrire, en passant un contrat avec un assureur aux termes de la *Loi sur les assurances*, une assurance-vie et une assurance contre les accidents en faveur des élèves et dont le coût est payé à titre volontaire par le père, la mère ou le tuteur. L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 176, disp. 4.

Assurance en faveur des employés

- 177. (1) Sous réserve de la *Loi sur l'assurance-santé*, un conseil peut, par voie de résolution :
 - a) en passant un contrat soit avec un assureur titulaire d'un permis aux termes de la Loi sur les assurances, soit avec une association enregistrée aux termes de la Loi sur les services hospitaliers et médicaux prépayés:
 - (i) souscrire une assurance-vie collective en faveur de ses employés ou d'une catégorie d'entre eux, de leur conjoint, de leur partenaire de même sexe et de leurs enfants,
 - (ii) souscrire une assurance collective contre les accidents ou la maladie en faveur de ses employés, ou d'une catégorie d'entre eux, de leur conjoint, de leur partenaire de même sexe et de leurs enfants,
 - (iii) offrir des services hospitaliers, médicaux, chirurgicaux, infirmiers ou dentaires, ou des versements à cet effet, aux employés, ou à une catégorie d'entre eux, à leur conjoint, à leur partenaire de même sexe et à leurs enfants;
 - b) prévoir le paiement par le conseil de la totalité ou d'une partie du coût d'une assurance ou d'un service que prévoit le présent paragraphe. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 177 (1); 1999, chap. 6, par. 20 (4).

Contributions du conseil concernant les services assurés

(2) Un conseil peut, par voie de résolution, prévoir le paiement de la totalité ou d'une partie du coût à la charge des employés des services assurés aux termes de la *Loi sur l'assurance-santé*. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 177 (2).

Couverture pour les retraités

(3) Si une personne prend sa retraite du conseil avant d'atteindre l'âge de 65 ans, le conseil peut la garder dans

retain the person in a group established for the purpose of a contract referred to in clause (1) (a) until the person reaches 65 years of age. 1994, c. 27, s. 108 (7).

Payment of premium

(4) If a person is retained in a group under subsection (3), the premium required to be paid to maintain the person's participation in the contract may be paid, in whole or in part, by the person or by the board. 1994, c. 27, s. 108 (7).

Pensions

178. (1) A board, by resolution, may provide pensions for employees or any class thereof under the *Ontario Municipal Employees Retirement System Act.* R.S.O. 1990, c. E.2, s. 178 (1).

Continued pension plans

(2) Despite subsection (1), a board that made contributions to an approved pension plan, as defined in subsection 117 (1) of the *Municipal Act*, being chapter M.45 of the Revised Statutes of Ontario, 1990, may continue to provide pensions under such plan, and despite the repeal of section 117 of that Act, that section, as it read immediately before its repeal, continues to apply with necessary modifications. 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Definition

- (3) In this section,
- "employee" does not include a teacher or supervisory officer or an administrative officer who is a member of the Ontario College of Teachers and who is eligible to contribute to the pension fund maintained to provide benefits in respect of The Ontario Teachers' Pension Plan. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 178 (3); 1996, c. 12, s. 64 (10).

Rights continued

- (4) Where a person has rights under this section in relation to an old board and the old board is amalgamated or merged with a district school board under Part II.2, the rights of the person are the same immediately after the amalgamation or merger as they were immediately before the amalgamation or merger and, for the purpose, the district school board stands in the place of the old board. 1997, c. 31, s. 87.
 - (5) REPEALED: 1997, c. 31, s. 87.

Retirement allowances

- 179. (1) A board may grant an annual retirement allowance, payable weekly, monthly or otherwise for such period as the board may determine, to any employee of the board who has been in the service of the board for at least twenty years and who,
 - (a) is retired because of age; or
 - (b) while in the service has become incapable through illness or otherwise of efficiently discharging his or her duties,

un groupe constitué aux fins d'un contrat mentionné à l'alinéa (1) a) jusqu'à ce qu'elle atteigne l'âge de 65 ans. 1994, chap. 27, par. 108 (7).

Paiement de la prime

(4) Si une personne est gardée dans un groupe en vertu du paragraphe (3), la prime à verser pour maintenir sa participation au contrat peut être payée, en totalité ou en partie, par la personne ou par le conseil. 1994, chap. 27, par. 108 (7).

Rente de retraite

178. (1) Un conseil peut, par voie de résolution, assurer une rente de retraite aux employés, ou à une catégorie d'entre eux, aux termes de la Loi sur le régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 178 (1).

Maintien des régimes de retraite

(2) Malgré le paragraphe (1), le conseil qui a contribué à un régime de retraite approuvé, au sens du paragraphe 117 (1) de la *Loi sur les municipalités*, qui constitue le chapitre M.45 des Lois refondues de l'Ontario de 1990, peut continuer d'assurer une rente de retraite en vertu de ce régime et malgré l'abrogation de l'article 117 de cette loi, cet article, tel qu'il existait immédiatement avant son abrogation, continue de s'appliquer avec les adaptations nécessaires. 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Définition

- (3) La définition qui suit s'applique au présent article.
- «employé» Ne comprend pas un enseignant, un agent de supervision ni un agent d'administration qui est membre de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario et est admissible à cotiser à la caisse de retraite maintenue afin de pourvoir aux prestations du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 178 (3); 1996, chap. 12, par. 64 (10).

Maintien des droits

- (4) Si une personne possède des droits en vertu du présent article en ce qui concerne un ancien conseil et que celui-ci fusionne avec un conseil scolaire de district aux termes de la partie II.2, ses droits sont les mêmes après la fusion. À cette fin, le conseil scolaire de district remplace l'ancien conseil. 1997, chap. 31, art. 87.
 - (5) ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 87.

Allocations de retraite

- 179. (1) Un conseil peut accorder une allocation annuelle de retraite, payable à la semaine, au mois ou d'une autre façon, pendant la période qu'il peut fixer, à l'employé qui a été à son service pendant au moins vingt ans et qui :
 - a) soit prend sa retraite à cause de son âge;
 - soit pendant qu'il travaille pour le conseil, est devenu incapable, par suite de maladie ou pour une autre raison, de s'acquitter efficacement de ses fonctions,

provided that no retirement allowance shall be granted under this section which, together with the amount of any pension payments payable to the employee in any year under a pension plan of the board or any municipality or under the *Teachers' Pension Act*, will exceed three-fifths of the employee's average annual salary for the preceding three years of his or her service. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 179 (1).

Widow or widower

- (2) Where an employee,
- (a) has been granted an annual retirement allowance under subsection (1) and subsequently dies; or
- (b) would have been eligible, except for his or her death, for such an allowance,

the board may grant to the widow or widower of such employee for such period as the board may determine an annual allowance, not exceeding one-half of the maximum allowance that may be granted under subsection (1). R.S.O. 1990, c. E.2, s. 179 (2).

Definition

(3) In subsection (1),

"pension payments" means, in the case of pension payments under a board or municipal plan, only such payments that result from joint contributions of the employer and employee and does not include any such payments that result solely from contributions of the employee. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 179 (3).

Limitation on application of section

(4) Where the board has a pension plan in operation, or where a municipality has a pension plan in operation in which the employees of the board are included, this section applies only to employees who were in the employ of the board on or before the 1st day of July, 1954, and in any event does not apply to any employee who enters the service of the board after the 1st day of July, 1956. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 179 (4).

Sick leave credits

180. (1) A board, by resolution, may establish a system of sick leave credit gratuities for employees or any class thereof provided that on the termination of his or her employment no employee is entitled to more than an amount equal to the employee's salary, wages or other remuneration for one-half the number of days standing to the employee's credit and, subject to subsection (3), in any event not in excess of the amount of one-half year's earnings at the rate received by the employee immediately prior to termination of employment. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 180 (1).

Idem

(2) Where a sick leave gratuity is paid upon termination of employment, the number of days used to calculate the amount of the gratuity ceases to stand to the credit of the employee and is not available for transfer or reinstatement of credits under subsection (4). R.S.O. 1990, c. E.2, s. 180 (2).

pourvu qu'aucune allocation de retraite ne soit accordée aux termes du présent article qui, ajoutée au montant des versements de rente payables à l'employé au cours d'une année en vertu d'un régime de retraite du conseil ou d'une municipalité ou aux termes de la *Loi sur le régime de retraite des enseignants*, est supérieure aux trois cinquièmes de son salaire annuel moyen des trois dernières années de travail. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 179 (1).

Veuf ou veuve

- (2) Si l'employé, selon le cas :
- a) qui a obtenu une allocation annuelle de retraite aux termes du paragraphe (1) décède;
- aurait eu droit, s'il n'était pas décédé, à une telle allocation.

le conseil peut accorder au veuf ou à la veuve de cet employé, pendant la période qu'il peut fixer, une allocation annuelle ne dépassant pas la moitié de l'allocation maximale pouvant être accordée aux termes du paragraphe (1). L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 179 (2).

Définition

(3) La définition qui suit s'applique au paragraphe (1).

«versements de rente» Désigne, dans le cas de versements de rente en vertu d'un régime d'un conseil ou d'une municipalité, seuls les versements qui découlent des cotisations salariales et patronales; il ne comprend pas les versements qui ne découlent que des cotisations salariales. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 179 (3).

Restriction au champ d'application de l'article

(4) Si le conseil a un régime de retraite en vigueur ou qu'une municipalité a un régime de retraite en vigueur auquel participent les employés du conseil, le présent article ne s'applique qu'aux employés qui étaient à l'emploi du conseil le 1^{er} juillet 1954 ou avant cette date et, en tout état de cause, il ne s'applique pas à l'employé entré au service du conseil après le 1^{er} juillet 1956. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 179 (4).

Crédits de congés de maladie

180. (1) Un conseil peut, par voie de résolution, instaurer un régime de compensation des crédits de congés de maladie pour les employés, ou une catégorie d'entre eux, pourvu qu'au moment où il cesse de travailler, aucun employé n'ait droit à une somme supérieure à son salaire, son traitement ou son autre rémunération pour la moitié du nombre de jours à son crédit et, sous réserve du paragraphe (3), en tout état de cause, supérieure à ses gains pour la moitié de l'année au taux qu'il recevait immédiatement avant de quitter son emploi. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 180 (1).

Idem

(2) Si la compensation des congés de maladie est accordée à la cessation d'emploi, le nombre de jours qui sert au calcul du montant de la compensation n'est plus au crédit de l'employé et ne peut être utilisé dans le cas d'une mutation ou d'une réintégration des crédits de la façon prévue au paragraphe (4). L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 180 (2).

Idem

(3) Where, pursuant to a collective agreement, or a policy of the board, an employee to whom subsection (1) applies has elected to accept a reduction in employment from full-time to part-time employment in respect of one or more years or school years, as the case may be, including the year or school year immediately preceding the employee's termination of employment by reason of retirement, the limitation upon the amount of the gratuity payable under subsection (1) does not apply to the employee and, in lieu thereof, the maximum amount receivable by the employee shall not be in excess of an amount equal to one-half of the full-time annual rate of the earnings received by the employee for the last complete year or school year, as the case may be, in which the employee was employed by the board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 180 (3).

Allowing of credits on transfer of employment

(4) Where an employee of a board that has established a sick leave credit plan under this or any other general or special Act becomes an employee of another board that has also established a sick leave credit plan under this or any other general or special Act, the latter board shall, subject to the limitation in subsection (7), place to the credit of the employee the sick leave credits standing to the credit of the employee in the plan of the first-mentioned board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 180 (4).

Where transferred because of change in jurisdiction of board

(5) Despite subsection (4), where the contract of employment of an employee of a board has become an obligation of another board by or under any Act, the latter board shall place to the credit of the employee the sick leave credits and the termination of employment benefits standing to the employee's credit in the system of sick leave credit gratuities of the first-mentioned board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 180 (5).

Idem

(6) Where an employee of a municipality or a local board, as defined in the *Municipal Affairs Act*, except a school board, that has established a sick leave credit plan under any general or special Act, becomes an employee of a board that has established a sick leave credit plan under this or any other general or special Act, the board shall, subject to the limitation in subsection (7), place to the credit of the employee the sick leave credits standing to the credit of the employee in the plan of such municipality or local board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 180 (6).

Limitation

- (7) The amount of sick leave credits placed to the credit of an employee under subsection (4) or (6) shall not exceed the amount of cumulative sick leave credits permitted under the plan to which the credits are placed. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 180 (7).
 - (8) REPEALED: 1993, c. 11, s. 32.
 - (9) REPEALED: 1993, c. 11, s. 32.
 - (10) REPEALED: 1997, c. 31, s. 88.

Idem

(3) Si, conformément à une convention collective ou à une politique du conseil, l'employé auquel s'applique le paragraphe (1) a choisi d'accepter une réduction en matière d'emploi et de passer d'employé à temps plein à employé à temps partiel à l'égard d'une ou de plusieurs années ou années scolaires, selon le cas, y compris l'année ou l'année scolaire précédant immédiatement la fin de son emploi pour cause de retraite, la restriction frappant le montant de la compensation payable en vertu du paragraphe (1) ne s'applique pas à l'employé. À sa place, le montant maximal que l'employé peut recevoir n'est pas supérieur à un montant égal à la moitié du taux annuel de ses gains à temps plein pour la dernière année complète ou année scolaire complète, selon le cas, de son emploi auprès du conseil. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 180 (3).

Attribution de crédits lors d'une mutation

(4) Si l'employé d'un conseil qui a instauré un régime de crédits de congés de maladie aux termes de la présente loi ou d'une autre loi générale ou particulière, entre au service d'un autre conseil qui a instauré un tel régime, ce dernier conseil, sous réserve de la restriction prévue au paragraphe (7), porte au crédit de l'employé les crédits de congés de maladie dont l'employé bénéficiait dans le régime du premier conseil. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 180 (4).

Transfert en cas de changement de conseil

(5) Malgré le paragraphe (4), si le contrat de travail de l'employé d'un conseil est devenu l'obligation d'un autre conseil aux termes d'une loi, le dernier conseil porte au crédit de l'employé les crédits de congés de maladie et les avantages de cessation d'emploi dont l'employé bénéficiait dans le régime des crédits de congés de maladie du premier conseil. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 180 (5).

Idem

(6) Si l'employé d'une municipalité ou d'un conseil local, au sens de la Loi sur les affaires municipales, à l'exception d'un conseil scolaire, qui a instauré un régime de crédits de congés de maladie aux termes d'une loi générale ou particulière, entre au service d'un conseil qui a instauré un tel régime aux termes d'une loi générale ou particulière, le conseil, sous réserve de la restriction prévue au paragraphe (7), porte au crédit de l'employé les crédits de congés de maladie dont l'employé bénéficiait dans le régime de cette municipalité ou de ce conseil local. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 180 (6).

Restriction

- (7) Le nombre de crédits de congés de maladie porté au crédit d'un employé aux termes du paragraphe (4) ou (6) ne dépasse pas le nombre de crédits de congés de maladie accumulés qui est autorisé en vertu du régime auquel il est versé. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 180 (7).
 - (8) ABROGÉ: 1993, chap. 11, art. 32.
 - (9) ABROGÉ: 1993, chap. 11, art. 32.
 - (10) ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 88.

AGREEMENTS

Agreements to provide accommodation or services for another board

- 181. (1) A board may, subject to subsection (2), enter into an agreement with another board to provide, for the other board for such periods and under such conditions as are specified in the agreement,
 - (a) accommodation and equipment for administrative purposes;
 - (b) accommodation and equipment for instructional purposes;
 - (c) the services of teachers and other personnel; or
 - (d) the transportation of pupils,

that the board by this Act is authorized or required to provide for its own pupils. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 181 (1).

Where building, additions, etc., required

(2) Where the construction of a school building or an addition, alteration or improvement to a school building is required under an agreement made under subsection (1), the agreement shall make provision for the payment of the cost of such building, addition, alteration or improvement. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 181 (2); 1997, c. 31, s. 89.

Where cost borne by board not providing accommodation

(3) Where, under an agreement, the board that does not provide the additional accommodation is required to bear and pay the cost thereof, the additional accommodation shall, for the purposes of issuing debentures, be deemed to be a permanent improvement of such board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 181 (3).

Fees, exception

(4) An agreement under this section may, despite the regulations, provide for the calculation and payment of fees in respect of pupils covered by the agreement. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 181 (4).

Transfer of French-language secondary school

182. (1) A French-language public district school board that has jurisdiction in an area that is also the area or part of the area of jurisdiction of a French-language separate district school board may, with the approval of the Minister, enter into an agreement with the separate district school board to transfer a secondary school of the public district school board. 1997, c. 31, s. 90.

Transfer not a closing

(2) A transfer of a secondary school referred to in subsection (1) is not a closing of the secondary school. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 182 (2).

Agreements for joint use, etc.

Definition

183. (1) In this section,

"municipality" includes an upper-tier municipality and a local board, as defined in the Municipal Affairs Act, but

ENTENTES

Ententes en vue de fournir des locaux ou des services à un autre

- 181. (1) Un conseil peut, sous réserve du paragraphe (2), conclure une entente avec un autre conseil pour lui fournir, pendant les périodes et sous réserve des conditions précisées dans l'entente :
 - a) des locaux et du matériel à des fins administratives;
 - b) des locaux et du matériel à des fins d'enseignement;
 - c) les services d'enseignants et d'autres employés;
 - d) le service du transport des élèves,

qu'il est autorisé à fournir ou tenu de fournir à ses propres élèves aux termes de la présente loi. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 181 (1).

Obligation de construire, d'agrandir, etc.

(2) Si, en vertu de l'entente conclue aux termes du paragraphe (1), il s'impose de construire un bâtiment scolaire ou de l'agrandir, de le transformer ou de l'aménager, l'entente doit prévoir le paiement du coût de ces travaux. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 181 (2); 1997, chap. 31, art. 89.

Frais à la charge du conseil qui ne fournit pas les locaux

(3) Si, aux termes de l'entente, le conseil qui ne fournit pas les locaux supplémentaires est tenu de prendre à sa charge leur coût, ces locaux supplémentaires, aux fins de l'émission de débentures, sont réputés constituer des améliorations permanentes pour ce conseil. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 181 (3).

Droits, exception

(4) Malgré les règlements, l'entente conclue aux termes du présent article peut prévoir le calcul et le paiement de droits concernant les élèves visés par l'entente. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 181 (4).

Transfert d'une école secondaire de langue française

182. (1) Le conseil scolaire de district public de langue française dont le territoire de compétence correspond également, en totalité ou en partie, à celui d'un conseil scolaire de district séparé de langue française peut, avec l'approbation du ministre, conclure une entente avec le conseil scolaire de district séparé visant à lui transférer une école secondaire. 1997, chap. 31, art. 90.

Le transfert n'équivaut pas à une fermeture

(2) Le transfert d'une école secondaire visé au paragraphe (1) n'équivaut pas à la fermeture de cette école secondaire. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 182 (2).

Ententes d'utilisation commune et autres

Définition

- 183. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.
- «municipalité» S'entend en outre d'une municipalité de palier supérieur et d'un conseil local, au sens de la *Loi*

does not include a board as defined in subsection 1 (1). 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Same

- (2) One or more boards and the council of a municipality or the councils of two or more municipalities may enter into an agreement,
 - (a) in respect of the use of existing facilities owned by one of such parties; or
 - (b) for the purpose of establishing and providing for the maintenance and operation of facilities on the property of any of the parties to such agreement,

for such cultural, recreational, athletic, educational, administrative or other community purposes as are set out in the agreement, and such agreement shall include provision for,

- (c) the acquisition of any land that may be required for the purposes of the agreement, and the manner of approving and the method of apportioning the cost thereof;
- (d) the manner of approving and the method of apportioning the cost of the construction, maintenance and operation of the facilities;
- (e) the manner in which each party to the agreement shall pay its portion of the costs referred to in clauses (c) and (d) and the times when such costs shall be paid;
- (f) the regulation, control and use of the facilities including the charging of fees for admission thereto; and
- (g) the duration of the agreement and the manner in which and the terms upon which it may be terminated. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 183 (2).

Approval of Minister

(3) Where, pursuant to an agreement made under this section, a permanent improvement is required, it shall not be proceeded with until such plans and specifications therefor as are required by the Minister have been approved by the Minister. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 183 (3).

Previous agreement

- (4) This section does not affect an agreement entered into before the 23rd day of June, 1972,
 - (a) under subsection 168 (2) of the Municipality of Metropolitan Toronto Act; or
 - (b) between a board and the council of a municipality, including a regional municipality or a county, or a local board thereof, for fulfilling, executing or completing, at their joint expense or at the expense of either of the parties to the agreement, any undertaking for the joint benefit of the parties to the agreement, including the joint use of educational and municipal facilities,

but an amendment to an agreement referred to in clause (a) or (b) or an agreement to which the said subsection

sur les affaires municipales, mais non d'un conseil au sens du paragraphe 1 (1). 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Idem

- (2) Un ou plusieurs conseils scolaires et le conseil d'une municipalité ou les conseils de deux municipalités ou plus peuvent conclure une entente :
 - a) soit relativement à l'utilisation d'installations existantes dont une de ces parties est propriétaire;
 - b) soit en vue d'établir et de prévoir l'entretien et le fonctionnement d'installations situées sur la propriété de l'une des parties à cette entente,

à des fins culturelles, récréatives, sportives, éducatives ou administratives ou à d'autres fins communautaires telles qu'elles sont énoncées dans l'entente. Cette entente doit comprendre des dispositions prévoyant ce qui suit :

- c) l'acquisition d'un terrain qui peut être exigé aux fins de l'entente, le mode d'approbation et la méthode de répartition du coût du terrain;
- d) le mode d'approbation et la méthode de répartition du coût de la construction, de l'entretien et du fonctionnement des installations;
- e) le mode que doit adopter chaque partie à l'entente pour le paiement de sa part des coûts mentionnés aux alinéas c) et d), et les échéances de ces paiements;
- f) la réglementation, le contrôle et l'utilisation des installations, y compris la perception de droits d'admission;
- g) la durée de l'entente, et le mode et les conditions de sa résiliation. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 183 (2).

Approbation du ministre

(3) Si, conformément à une entente conclue aux termes du présent article, des améliorations permanentes sont exigées, elles ne doivent pas être entreprises tant que les plans et devis exigés par le ministre n'ont pas reçu son approbation. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 183 (3).

Entente antérieure

- (4) Le présent article ne porte pas atteinte à une entente conclue avant le 23 juin 1972 :
 - a) aux termes du paragraphe 168 (2) de la Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto;
 - b) entre un conseil scolaire et le conseil d'une municipalité, y compris une municipalité régionale ou un comté, ou un conseil local qui en relève, prévoyant la réalisation, l'exécution ou l'achèvement, à leurs frais communs ou aux frais de l'une des parties à l'entente, d'une entreprise dans l'intérêt mutuel des parties à l'entente, y compris l'utilisation commune d'installations à des fins éducatives ou municipales.

Cependant, une modification à l'entente mentionnée à l'alinéa a) ou b) ou à l'entente à laquelle s'applique le

- 168 (2) applies may be made only in accordance with this section. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 183 (4); 1997, c. 31, s. 91 (2).
 - (5) REPEALED: 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Agreement for education at other school

184. (1) A board may enter into an agreement with another board to provide education for pupils of the one board in a school or schools operated by the other board. 1997, c. 31, s. 92.

Calculation of fees

(2) Where an agreement is entered into under subsection (1), the board requesting the instruction shall pay to the board providing the instruction the fees, if any, payable for the purpose under the regulations. 1997, c. 31, s. 92.

Admission of pupils to Indian schools

185. The board of an elementary school may provide for the admission of one or more of its pupils to a school for Indian children operated by a band, council of a band or an education authority where the band, council of the band or education authority is authorized by the Crown in right of Canada to provide education for Indians, subject to the approval of the band, council of the band or education authority, and the accommodation provided under the arrangement shall be in place of the accommodation that the board is required by this Act to provide for those pupils. 1997, c. 31, s. 93.

Closing of school by board

186. Where a board has arranged under section 184 or 185 for the admission of all its pupils to a school or schools that the board does not operate, the board may close its school for the period during which the arrangement or arrangements are in effect. 1997, c. 31, s. 94.

Agreements re pupils in federal establishments

187. A board may enter into an agreement with the Crown in right of Canada for such periods and under such conditions as are specified in the agreement whereby the board may provide for the education of pupils who reside on land held by the Crown in right of Canada in a school or schools operated by the board on land owned by the board or held by the Crown in right of Canada. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 187.

Agreements re education of Indian pupils

- 188. (1) A board may enter into an agreement with,
- (a) the Crown in right of Canada; or
- (b) a band or the council of the band or an education authority where such band, the council of the band or education authority is authorized by the Crown in right of Canada to provide education for Indians,

to provide for Indian pupils, for the period specified in the agreement, accommodation, instruction and special services in the schools of the board, and such agreement shall provide for the payment by the Crown in right of Canada, the band, the council of the band or the education authority, as the case may be, of fees calculated in accordance with the regulation governing the fees payable by Canada. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 188 (1).

paragraphe 168 (2) susmentionné ne peut être apportée que conformément au présent article. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 183 (4); 1997, chap. 31, par. 91 (2).

(5) ABROGÉ: 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Entente entre conseils

184. (1) Deux conseils peuvent conclure une entente visant à dispenser l'enseignement aux élèves de l'un d'eux dans une ou plusieurs écoles qui relèvent de l'autre. 1997, chap. 31, art. 92.

Calcul des droits

(2) Si une entente est conclue en vertu du paragraphe (1), le conseil qui demande l'enseignement verse à l'autre conseil les droits éventuels exigibles à cette fin aux termes des règlements. 1997, chap. 31, art. 92.

Admission d'élèves à une école indienne

185. Le conseil d'une école élémentaire peut prendre des dispositions pour qu'un ou plusieurs de ses élèves soient admis à une école indienne qui relève d'une bande, du conseil d'une bande ou d'une commission indienne de l'éducation que la Couronne du chef du Canada autorise à dispenser l'enseignement aux Indiens, sous réserve de l'approbation de la bande, du conseil de la bande ou de la commission indienne de l'éducation. Les installations d'accueil fournies aux termes de ces dispositions remplacent celles que le conseil est tenu de fournir à ces élèves aux termes de la présente loi. 1997, chap. 31, art. 93.

Fermeture de l'école

186. Le conseil qui a pris des dispositions en vertu de l'article 184 ou 185 pour que tous ses élèves soient admis à une ou plusieurs écoles qui ne relèvent pas de lui peut fermer son école pendant que ces dispositions sont en vigueur. 1997, chap. 31, art. 94.

Ententes concernant les élèves d'établissements fédéraux

187. Un conseil peut conclure une entente avec la Couronne du chef du Canada pour les périodes et aux conditions que précise l'entente, selon laquelle le conseil peut dispenser l'enseignement à des élèves qui résident sur des terres détenues par la Couronne du chef du Canada dans une ou des écoles qui relèvent de lui sur des terres qui lui appartiennent ou qui appartiennent à la Couronne du chef du Canada. L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 187.

Ententes concernant l'enseignement à des élèves indiens

- 188. (1) Un conseil peut conclure une entente avec :
- a) soit la Couronne du chef du Canada;
- b) soit une bande, le conseil d'une bande ou une commission indienne de l'éducation si ceux-ci sont autorisés par la Couronne du chef du Canada à dispenser l'enseignement aux Indiens,

en vue d'offrir aux élèves indiens, pour la période précisée dans l'entente, des facilités d'accueil, l'enseignement et des services particuliers dans ses écoles. Cette entente doit prévoir l'acquittement par la Couronne du chef du Canada, la bande, le conseil de bande ou la commission indienne de l'éducation, selon le cas, de droits calculés conformément au règlement régissant les droits payables par le Canada. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 188 (1).

Agreements re instruction in Indian schools

- (2) A board may enter into an agreement with,
- (a) the Crown in right of Canada; or
- (b) a band, the council of the band or an education authority referred to in clause (1) (b),

to provide for Indian pupils, for the period specified in the agreement, instruction and special services in schools provided by the Crown in right of Canada, the band, the council of the band or the education authority, as the case may be, and such agreement shall provide for the payment by the Crown in right of Canada, the band, the council of the band or the education authority, as the case may be, of the full cost of the provision of the instruction and special services. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 188 (2).

Agreements re accommodation for Indian pupils

(3) A board may enter into an agreement with the Crown in right of Canada for a period specified in the agreement to provide for a payment from the Crown in right of Canada to provide additional classroom accommodation and to provide tuition for a maximum of thirty-five Indian pupils for each additional classroom so provided, and the fees therefor shall be calculated in accordance with the regulations, but exclusive of expenditures for the erection of school buildings for instructional purposes and additions thereto. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 188 (3).

Cost of special services

(4) A board shall not enter into an agreement under subsection (1), (2) or (3) that requires the board to provide special services for Indian pupils that it does not provide for its resident pupils unless, in addition to the fees referred to in subsection (1) or (3), the cost of such services is payable by the Crown in right of Canada. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 188 (4).

Regulations: interests of members of bands

(5) The Lieutenant Governor in Council may make regulations providing for representation on boards, by appointment, of the interests of members of bands in respect of which there is agreement under this Act to provide instruction to pupils who are Indians within the meaning of the *Indian Act* (Canada). 1997, c. 31, s. 95.

Same

(6) A regulation under this section may provide for the type and extent of participation by the persons appointed. 1997, c. 31, s. 95.

Same

(7) A regulation under this section may provide that all persons, or one or more classes of persons, appointed under this section shall be deemed to be elected members of the board, for all purposes or for such purposes as are specified in the regulation. 1997, c. 31, s. 95.

Ententes concernant l'enseignement dans des écoles pour Indiens

- (2) Un conseil peut conclure une entente avec :
- a) soit la Couronne du chef du Canada;
- b) soit une bande, le conseil d'une bande ou une commission indienne de l'éducation mentionnés à l'alinéa (1) b),

en vue d'offrir aux élèves indiens, pour la période précisée dans l'entente, l'enseignement et des services particuliers dans des écoles fournies par la Couronne du chef du Canada, la bande, le conseil de bande ou la commission indienne de l'éducation, selon le cas. Cette entente doit prévoir le paiement par l'un d'eux de la totalité des frais reliés à l'enseignement et aux services particuliers. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 188 (2).

Ententes concernant l'accueil d'élèves indiens

(3) Un conseil peut conclure une entente avec la Couronne du chef du Canada, pour la période précisée dans l'entente, en vue d'un paiement, par la Couronne du chef du Canada, lui permettant de fournir des classes additionnelles et de fournir l'enseignement à trente-cinq élèves indiens au maximum par classe additionnelle ainsi fournie. Les frais en découlant sont calculés conformément aux règlements, mais ne comprennent pas les dépenses pour la construction de bâtiments scolaires à des fins d'enseignement ainsi que des agrandissements à ces bâtiments. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 188 (3).

Coût de services particuliers

(4) Un conseil ne conclut pas d'entente aux termes des paragraphes (1), (2) ou (3) exigeant qu'il fournisse des services particuliers aux élèves indiens qu'il ne fournit pas à ses élèves résidents à moins que, en plus des droits mentionnés au paragraphe (1) ou (3), le coût de ces services ne soit payable par la Couronne du chef du Canada. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 188 (4).

Règlements : intérêts des membres de bandes

(5) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir la représentation au sein des conseils, par voie de nomination, des intérêts des membres des bandes à l'égard desquelles il existe une entente conclue en vertu de la présente loi en vue d'offrir un enseignement à des élèves qui sont des Indiens au sens de la Loi sur les Indiens (Canada). 1997, chap. 31, art. 95.

Idem

(6) Les règlements pris en application du présent article peuvent prévoir la nature et l'étendue de la participation des personnes nommées. 1997, chap. 31, art. 95.

Idem

(7) Les règlements pris en application du présent article peuvent prévoir que toutes les personnes, ou une ou plusieurs catégories de personnes, nommées aux termes du présent article sont réputées des membres élus du conseil à toutes fins ou aux fins qu'ils précisent. 1997, chap. 31, art. 95.

Representation on Roman Catholic boards

(8) Where a person is appointed to represent the interests of Indian pupils on a Roman Catholic board, the person shall be a Roman Catholic and at least 18 years of age. 1997, c. 31, s. 95.

Representation on French-language district school boards

- (9) Where a person is appointed to represent the interests of Indian pupils on a French-language district school board, the person shall be a French-language rights holder and at least 18 years of age. 1997, c. 31, s. 95.
 - (10) REPEALED: 1997, c. 31, s. 95.
 - (11) REPEALED: 1997, c. 31, s. 95.
 - (12) REPEALED: 1997, c. 31, s. 95.
 - (13) REPEALED: 1997, c. 31, s. 95.

Agreements for adult basic education

189. (1) In this section,

"adult basic education" means programs and courses that are designed to develop and improve the basic literacy and numeracy skills of adults. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 189 (1).

Same

(2) Subject to the approval of the Minister, a board may, in respect of persons who reside in the area of jurisdiction of the board, enter into an agreement in writing with a college of applied arts and technology for the area in which the board has jurisdiction under which the college of applied arts and technology provides for the board such adult basic education as is specified in the agreement. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 189 (2).

Idem

(3) A board may, in respect of persons who reside in the area of jurisdiction of the board, enter into an agreement in writing with a community group for the provision by the group of adult basic education that is approved by the Minister. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 189 (3).

TRANSPORTATION

Transportation of pupils

- 190. (1) A board may provide for,
- (a) a pupil who is enrolled in a school that the board operates;
- (a.1) a resident pupil of the board who is enrolled in a school operated by another board under an agreement between the boards;
 - (b) a pupil in respect of whom the Minister pays the cost of education under the regulations; and
 - (c) a child over two years of age who may, under the regulations, be admitted to a program for hearing-handicapped children,

Représentation au sein des conseils catholiques

(8) La personne nommée pour représenter les intérêts des élèves indiens au sein d'un conseil catholique doit être catholique et avoir au moins 18 ans. 1997, chap. 31, art 95

Représentation au sein des conseils scolaires de district de langue française

- (9) La personne nommée pour représenter les intérêts des élèves indiens au sein d'un conseil scolaire de district de langue française doit être titulaire des droits liés au français et avoir au moins 18 ans. 1997, chap. 31, art. 95.
 - (10) ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 95.
 - (11) ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 95.
 - (12) ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 95.
 - (13) ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 95.

Ententes relatives à l'enseignement de base aux adultes

- 189. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.
- «enseignement de base aux adultes» Désigne des programmes et des cours destinés à accroître l'aptitude à lire, à écrire et à compter d'adultes. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 189 (1).

Idem

(2) Sous réserve de l'approbation du ministre, le conseil peut, à l'égard des personnes qui résident dans le secteur de sa compétence, conclure avec un collège d'arts appliqués et de technologie, pour le secteur où le conseil exerce sa compétence, une entente par écrit en vertu de laquelle le collège fournit, pour le compte du conseil, l'enseignement de base aux adultes conformément à ce qui est prévu dans l'entente. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 189 (2).

Idem

(3) Un conseil peut, à l'égard des personnes qui résident dans son territoire de compétence, conclure une entente par écrit avec un groupe communautaire afin que ce dernier offre l'enseignement de base aux adultes que le ministre approuve. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 189 (3).

TRANSPORT

Transport des élèves

- 190. (1) Le conseil peut assurer :
- a) à l'élève inscrit à une école qui relève de lui;
- a.1) à l'élève résident inscrit à une école qui relève d'un autre conseil aux termes d'une entente conclue entre les conseils;
 - b) à l'élève pour lequel le ministre paie les dépenses en éducation aux termes des règlements;
 - c) à l'enfant âgé de plus de deux ans qui peut, aux termes des règlements, être admis à un programme pour enfants atteints de déficience auditive,

transportation to and from the school that the pupil attends. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 190(1); 1997, c. 31, s. 96(1).

Idem

(2) A board may provide for a pupil who is enrolled in a school that the board operates transportation to and from an activity that is part of the program of such school. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 190 (2).

Idem

(3) A board may provide for a person who is qualified to be a resident pupil of the board transportation to and from the Ontario School for the Blind, an Ontario School for the Deaf, a demonstration school established by or operated under an agreement with the Minister for pupils with severe communicational exceptionalities, a centre classified as a Group K hospital under the *Public Hospitals Act*, a facility designated under the *Developmental Services Act*, a psychiatric facility designated as such under the *Mental Health Act* and a place where an agency approved under subsection 8 (1) of Part I (Flexible Services) of the *Child and Family Services Act* provides a child development service, a child treatment service or a child and family intervention service. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 190 (3); 2001, c. 13, s. 16.

Idem

(4) A board that operates a secondary school may assist in the provision of transportation for children who are qualified to be resident pupils of the board to and from a centre operated by a local association that is affiliated with the Ontario Association for Community Living. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 190 (4); 1997, c. 31, s. 96 (2).

Purchase of bus

(5) For the purposes of this section, a board may purchase a vehicle either from current revenue or from a debenture issued for that purpose. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 190 (5).

Agreements

(6) Subject to subsection (7), for the purposes of this section, a board may make an agreement or agreements for one school year or less with a corporation, commission or person for the transportation of such pupils. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 190 (6).

Agreements not exceeding five years

(7) Where a board provides transportation for more than thirty pupils, the board may, with the approval of the Ontario Municipal Board, make an agreement for a term not exceeding five years for the transportation of such pupils. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 190 (7).

Boarding of secondary school pupils

(8) Where a pupil resides in a school section of a school authority or a separate school zone of a school

le transport pour se rendre à l'école et pour en revenir. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 190 (1); 1997, chap. 31, par. 96 (1).

Idem

(2) Le conseil peut assurer à l'élève inscrit à une école qui relève de lui le transport pour se rendre sur les lieux d'une activité prévue au programme de cette école et pour en revenir. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 190 (2).

Idem

(3) Le conseil peut assurer, à la personne qui remplit les conditions d'élève résident du conseil, le transport pour se rendre à l'École provinciale pour les aveugles, à une école provinciale pour les sourds, à une école d'application pour enfants en difficulté ouvert ou dirigé en vertu d'une entente avec le ministre à l'égard d'élèves qui ont de graves anomalies de communication, à un centre classé comme hôpital du groupe K aux termes de la Loi sur les hôpitaux publics, à un établissement désigné aux termes de la Loi sur les services aux personnes ayant une déficience intellectuelle, à un établissement psychiatrique désigné comme tel aux termes de la Loi sur la santé mentale et à un endroit où une agence agréée en vertu du paragraphe 8 (1) de la partie I (Services adaptables) de la Loi sur les services à l'enfance et à la famille fournit un service de développement de l'enfant, un service de traitement de l'enfant ou un service d'intervention auprès des enfants et des familles. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 190 (3); 2001, chap. 13, art. 16.

Idem

(4) Le conseil qui fait fonctionner une école secondaire peut accorder son appui pour assurer le transport d'élèves qui remplissent les conditions d'élèves résidents du conseil pour se rendre à un centre relevant d'une association locale affiliée à l'Association pour l'intégration communautaire de l'Ontario et pour en revenir. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 190 (4); 1997, chap. 31, par. 96 (2).

Achat d'autobus

(5) Pour les besoins du présent article, le conseil peut acheter un véhicule soit en puisant dans ses revenus courants, soit en émettant une débenture à cette fin. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 190 (5).

Ententes

(6) Sous réserve du paragraphe (7), aux fins du présent article, le conseil peut conclure une ou plusieurs ententes pour une année scolaire ou moins avec une personne morale, une commission ou une personne en vue du transport de ces élèves. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 190 (6).

Entente d'une durée maximale de cinq ans

(7) Si le conseil assure le transport de plus de trente élèves, il peut, avec l'approbation de la Commission des affaires municipales de l'Ontario, conclure une entente d'une durée maximale de cinq ans en vue du transport de ces élèves. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 190 (7).

Logement des élèves d'une école secondaire

(8) Si l'élève réside dans une circonscription scolaire ou une zone d'écoles séparées d'une administration scoauthority, in a territorial district, with his or her parent or guardian in a residence that is 24 kilometres or more by road or rail from a secondary school that the pupil is eligible to attend, the school authority may reimburse the parent or guardian at the end of each month for the cost of providing for the pupil, board, lodging, and transportation once a week from his or her residence to school and return, in an amount set by the authority for each day of attendance as certified by the principal of the secondary school that the pupil attends. 1997, c. 31, s. 96 (3).

Same

(9) Where a pupil resides in a territorial district but not in the area of jurisdiction of any board, with his or her parent or guardian in a residence that is 24 kilometres or more by road or rail from a secondary school that the pupil is eligible to attend, the board of the secondary school that the pupil attends may reimburse the parent or guardian at the end of each month for the cost of providing for the pupil, board, lodging, and transportation once a week from his or her residence to school and return, in an amount set by the board for each day of attendance as certified by the principal of the secondary school that the pupil attends. 1997, c. 31, s. 96 (3).

Same

- (10) Where a pupil resides with his or her parent or guardian in the area of jurisdiction of a district school board or a board established under section 67, in a residence that.
 - (a) in a territorial district is 24 kilometres or more; or
 - (b) in a municipality that is not in a territorial district is 48 kilometres or more.

by road or rail from a secondary school that the pupil attends, or where a pupil resides with his or her parent or guardian on an island in the area of jurisdiction of a district school board or a board established under section 67, the board of which the pupil is a resident pupil may reimburse the parent or guardian at the end of each month for the cost of providing for the pupil, board, lodging, and transportation once a week from his or her residence to school and return, in an amount set by the board for each day of attendance as certified by the principal of the secondary school that the pupil attends. 1997, c. 31, s. 96 (3); 2000, c. 5, s. 11 (2).

Boarding of elementary school pupils

(11) Where a pupil resides in a territorial district but not in the area of jurisdiction of any board, with his or her parent or guardian in a residence from which daily transportation to and from an elementary school that the pupil may attend is impracticable due to distance or terrain, as certified by the appropriate supervisory officer of the elementary school nearest the residence, the board of the elementary school that the pupil attends may reimburse the parent or guardian at the end of each month for the cost of providing for the pupil, board, lodging, and trans-

laire située dans un district territorial, avec son père, sa mère ou son tuteur, et que sa résidence se trouve à au moins 24 kilomètres par route ou voie ferrée d'une école secondaire qu'il a le droit de fréquenter, l'administration scolaire peut rembourser à son père, à sa mère ou à son tuteur, à la fin de chaque mois, ses frais de logement et de nourriture ainsi que ses frais de transport pour se rendre de sa résidence à l'école et en revenir une fois par semaine. L'administration scolaire fixe le montant du remboursement en fonction du nombre de journées de présence, ainsi que l'atteste le directeur de l'école secondaire que l'élève fréquente. 1997, chap. 31, par. 96 (3).

Idem

(9) Si l'élève réside dans un district territorial, mais non dans le territoire de compétence d'un conseil, avec son père, sa mère ou son tuteur, et que sa résidence se trouve à au moins 24 kilomètres par route ou voie ferrée d'une école secondaire qu'il a le droit de fréquenter, le conseil de l'école secondaire qu'il fréquente peut rembourser à son père, à sa mère ou à son tuteur, à la fin de chaque mois, ses frais de logement et de nourriture ainsi que ses frais de transport pour se rendre de sa résidence à l'école et en revenir une fois par semaine. Le conseil fixe le montant du remboursement en fonction du nombre de journées de présence, ainsi que l'atteste le directeur de l'école secondaire que l'élève fréquente. 1997, chap. 31, par. 96 (3).

Idem

- (10) Si l'élève réside avec son père, sa mère ou son tuteur dans le territoire de compétence d'un conseil scolaire de district ou d'un conseil créé en vertu de l'article 67 et que sa résidence se trouve, selon le cas :
 - a) dans un district territorial à au moins 24 kilomètres;
 - b) dans une municipalité qui n'est pas située dans un district territorial à au moins 48 kilomètres,

par route ou voie ferrée de l'école secondaire qu'il fréquente ou que l'élève réside avec son père, sa mère ou son tuteur, sur une île située dans le territoire de compétence d'un conseil scolaire de district ou d'un conseil créé en vertu de l'article 67, le conseil dont il est élève résident peut rembourser à son père, à sa mère ou à son tuteur, à la fin de chaque mois, ses frais de logement et de nourriture ainsi que ses frais de transport pour se rendre de sa résidence à l'école et en revenir une fois par semaine. Le conseil fixe le montant du remboursement en fonction du nombre de journées de présence, ainsi que l'atteste le directeur de l'école secondaire que l'élève fréquente. 1997, chap. 31, par. 96 (3); 2000, chap. 5, par. 11 (2).

Logement des élèves d'une école élémentaire

(11) Si l'élève réside dans un district territorial, mais non dans le territoire de compétence d'un conseil, avec son père, sa mère ou son tuteur, et que le transport quotidien pour se rendre de sa résidence à une école élémentaire qu'il peut fréquenter et en revenir est impossible en raison de la distance ou de la topographie, ainsi que l'atteste l'agent de supervision compétent de l'école élémentaire la plus proche de la résidence de l'élève, le conseil de l'école élémentaire qu'il fréquente peut rembourser à son père, à sa mère ou à son tuteur, à la fin de chaque mois, ses frais de loge-

portation once a week from his or her residence to school and return, in an amount set by the board for each day of attendance as certified by the principal of the elementary school that the pupil attends. 1997, c. 31, s. 96 (3).

Same

(12) Where a pupil resides in the area of jurisdiction of a board with his or her parent or guardian in a residence from which daily transportation to and from an elementary school that the pupil may attend is impracticable due to distance or terrain, as certified by the appropriate supervisory officer, the board of the elementary school of which the pupil is a resident pupil may reimburse the parent or guardian at the end of each month for the cost of providing for the pupil, board, lodging, and transportation once a week from his or her residence to school and return, in an amount set by the board for each day of attendance as certified by the principal of the elementary school that the pupil attends. 1997, c. 31, s. 96 (3).

Certification of attendance

- (13) For the purpose of certifying attendance under subsections (8) to (12), the principal may add to the number of days of attendance of a pupil the number of days the pupil is excused from attendance under the regulations or is absent by reason of being ill or is absent for any other cause if the principal is of the opinion that the absence was unavoidable. 1997, c. 31, s. 96 (3).
 - (14) REPEALED: 1997, c. 31, s. 96 (3).

HONORARIA

Honorarium for members of district school boards

191. (1) A district school board may pay to each member of the board an honorarium in an amount determined by the board to be payable to its members. 1997, c. 31, s. 97.

Maximum

(2) The amount determined by a district school board under subsection (1) shall not exceed \$5,000 annually. 1997, c. 31, s. 97.

Chair and vice-chair: additional honorarium

(3) A district school board may pay to its chair and vice-chair an honorarium that is additional to the honorarium payable under subsection (1), in an amount determined for the purpose by the board. 1997, c. 31, s. 97.

Maximum

(4) The additional honorarium determined by a district school board under subsection (3) shall not exceed the amount determined by the board under subsection (1). 1997, c. 31, s. 97.

Different honorarium for chair, vice-chair

(5) The additional honorarium payable to the chair may differ from the additional honorarium payable to the vice-chair. 1997, c. 31, s. 97.

ment et de nourriture ainsi que ses frais de transport pour se rendre de sa résidence à l'école et en revenir une fois par semaine. Le conseil fixe le montant du remboursement en fonction du nombre de journées de présence, ainsi que l'atteste le directeur de l'école élémentaire que l'élève fréquente. 1997, chap. 31, par. 96 (3).

Idem

(12) Si l'élève réside dans le territoire de compétence d'un conseil avec son père, sa mère ou son tuteur et que le transport quotidien pour se rendre de sa résidence à une école élémentaire qu'il peut fréquenter et en revenir est impossible en raison de la distance ou de la topographie, ainsi que l'atteste l'agent de supervision compétent, le conseil de l'école élémentaire dont il est élève résident peut rembourser à son père, à sa mère ou à son tuteur, à la fin de chaque mois, ses frais de logement et de nourriture ainsi que ses frais de transport pour se rendre de sa résidence à l'école et en revenir une fois par semaine. Le conseil fixe le montant du remboursement en fonction du nombre de journées de présence, ainsi que l'atteste le directeur de l'école élémentaire que l'élève fréquente. 1997, chap. 31, par. 96 (3).

Attestation de présence

- (13) Lorsqu'il atteste la présence d'un élève aux termes des paragraphes (8) à (12), le directeur d'école peut ajouter au nombre de ses jours de présence le nombre de jours où il est dispensé d'être présent aux termes des règlements ou est absent pour cause de maladie ou autre, si le directeur est d'avis que l'absence était inévitable. 1997, chap. 31, par. 96 (3).
 - (14) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 96 (3).

ALLOCATIONS

Versement d'allocations aux membres des conseils scolaires de

191. (1) Le conseil scolaire de district peut verser à chacun de ses membres une allocation dont il fixe le montant. 1997, chap. 31, art. 97.

Maximum

(2) Le montant que fixe le conseil scolaire de district aux termes du paragraphe (1) ne doit pas dépasser 5 000 \$ par année. 1997, chap. 31, art. 97.

Président et vice-président : allocation supplémentaire

(3) Le conseil scolaire de district peut verser à son président et à son vice-président une allocation dont il fixe le montant et qui s'ajoute à celle qui peut leur être versée en vertu du paragraphe (1). 1997, chap. 31, art. 97.

(4) L'allocation supplémentaire que fixe le conseil scolaire de district aux termes du paragraphe (3) ne doit pas dépasser le montant qu'il fixe aux termes du paragraphe (1). 1997, chap. 31, art. 97.

Allocations différentes

(5) L'allocation supplémentaire qui est versée au président peut différer de celle qui est versée au viceprésident. 1997, chap. 31, art. 97.

Decrease in honorarium

(6) A district school board may at any time decrease any honorarium payable to its members, the chair or the vice-chair. 1997, c. 31, s. 97.

Honorarium for members of school authorities

191.1 (1) A school authority may pay to its members an honorarium at the same rate and on the same conditions as the allowance being paid to their members on December 1, 1996. 1997, c. 31, s. 97.

Chair and vice-chair: additional honorarium

(2) If a school authority was paying an amount as an additional allowance to its chair or vice-chair on December 1, 1996, the school authority may pay that amount as an additional honorarium to its chair or vice-chair, at the same rate and on the same conditions as applied on December 1, 1996. 1997, c. 31, s. 97.

Regulations: school authority honorariums

(3) The Lieutenant Governor in Council may make regulations governing the payment of honorariums to members of a school authority, including its chair and vice-chair. 1997, c. 31, s. 97.

Conflict

(4) In the event of a conflict between subsection (1) or (2) and a regulation made under subsection (3), the regulation prevails. 1997, c. 31, s. 97.

Repeal

(5) Subsections (1), (2) and (4) are repealed on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor. 1997, c. 31, s. 97.

Expenses

Travel expenses to attend board and committee meetings

- 191.2 (1) In respect of travel of a member of a board to and from his or her residence to attend a meeting of the board, or of a committee of the board, that is held within the area of jurisdiction of the board, the board may,
 - (a) reimburse the member for his or her out-of-pocket expenses reasonably incurred or such lesser amount as may be determined by the board; or
 - (b) pay the member an allowance at a rate per kilometre determined by the board. 1997, c. 31, s. 97.

Other travel expenses

(2) A board may by resolution authorize a member, teacher or official of the board to travel on specific business of the board and may reimburse the member, teacher or official for his or her out-of-pocket expenses reasonably incurred or such lesser amount as may be determined by the board. 1997, c. 31, s. 97.

Other expenses

(3) A board may establish a policy under which a member of the board may be reimbursed for all or part of

Diminution de l'allocation

(6) Le conseil scolaire de district peut diminuer l'allocation qu'il verse à ses membres, à son président ou à son vice-président. 1997, chap. 31, art. 97.

Versement d'une allocation aux membres des administrations scolaires

191.1 (1) L'administration scolaire peut verser à ses membres une allocation du même montant et aux mêmes conditions que celle qu'elle leur versait le 1^{er} décembre 1996. 1997, chap. 31, art. 97.

Président et vice-président : allocation supplémentaire

(2) L'administration scolaire qui versait une somme à titre d'allocation supplémentaire à son président ou à son vice-président le 1^{er} décembre 1996 peut la leur verser au même titre selon le montant et aux conditions qui s'appliquaient à cette date. 1997, chap. 31, art. 97.

Règlements : versement d'allocations par les administrations scolaires

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir le versement d'allocations aux membres d'une administration scolaire, y compris son président et son vice-président. 1997, chap. 31, art. 97.

Incompatibilité

(4) Les règlements pris en application du paragraphe (3) l'emportent sur le paragraphe (1) ou (2) en cas d'incompatibilité. 1997, chap. 31, art. 97.

Abrogation

(5) Les paragraphes (1), (2) et (4) sont abrogés le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation. 1997, chap. 31, art. 97.

Frais

Frais de déplacement pour assister aux réunions du conseil et de ses comités

- 191.2 (1) En ce qui concerne les déplacements du membre d'un conseil entre sa résidence et le lieu des réunions du conseil ou d'un de ses comités qui se tiennent dans le territoire de compétence du conseil, le conseil peut :
 - a) soit rembourser au membre le montant des frais raisonnables qu'il engage ou le montant moins élevé que fixe le conseil;
 - b) soit verser au membre une allocation kilométrique au taux que fixe le conseil. 1997, chap. 31, art. 97.

Autres frais de déplacement

(2) Le conseil peut, par voie de résolution, autoriser un membre, un enseignant ou un employé du conseil à se déplacer pour exercer des fonctions désignées du conseil et lui rembourser le montant des frais raisonnables qu'il engage ou le montant moins élevé que fixe le conseil. 1997, chap. 31, art. 97.

Autres frais

(3) Le conseil peut établir une politique en vertu de laquelle il peut rembourser à un membre tout ou partie

his or her out-of-pocket expenses reasonably incurred in connection with carrying out the responsibilities of a board member. 1997, c. 31, s. 97.

Same

(4) A board may, in accordance with a policy established by it under subsection (3), reimburse a member for his or her out-of-pocket expenses reasonably incurred in connection with carrying out the responsibilities of a board member. 1997, c. 31, s. 97.

Deduction because of absence

(5) A board may provide for a deduction of a reasonable amount from the allowance of a member because of absence from meetings of the board or of a committee of the board. 1997, c. 31, s. 97.

Committee members

(6) Subsections (1) to (4) apply with necessary modifications to members of a committee established by the board who are not members of the board. 1997, c. 31, s. 97.

Deemed expenses

191.3 Despite this Act or any other Act, where an elected member of a board is, under a by-law or resolution of the board, paid a salary, indemnity, allowance or other remuneration, one-third of such amount shall be deemed to be for expenses incident to the discharge of his or her duties as a member of the board. 2002, c. 17, Sched. F, Table.

PROPERTY

Property vested in board for school purposes

192. (1) All lands that before the 24th day of July, 1850, were granted, devised or otherwise conveyed to any person or persons in trust for common school purposes and held by such person or persons and their heirs or other successors in the trust, and have been heretofore vested in a public school board or a board of education having jurisdiction in the municipality in which the lands are situate, continue to be vested in such board, and continue to be held by it and its successors upon the like trusts and subject to the same conditions and for the estates upon or subject to or for which the lands are respectively held. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 192 (1).

Same

(1.1) In subsection (1),

"public school board" and "board of education" have the same meaning as they had immediately before the *Education Quality Improvement Act, 1997* received Royal Assent. 1997, c. 31, s. 98.

Same

- (2) All property heretofore granted or devised to, acquired by or vested in any person or corporation,
 - (a) for the secondary school purposes of a secondary school district or any part thereof; or

des frais raisonnables qu'il engage dans l'exercice de ses fonctions de membre. 1997, chap. 31, art. 97.

Idem

(4) Le conseil peut, conformément à la politique établie en vertu du paragraphe (3), rembourser à un membre les frais raisonnables qu'il engage dans l'exercice de ses fonctions de membre. 1997, chap. 31, art. 97.

Déduction pour cause d'absence

(5) Le conseil peut prévoir la déduction d'une somme raisonnable de l'allocation allouée à un membre pour cause d'absence aux réunions du conseil ou de ses comités. 1997, chap. 31, art. 97.

Membres des comités

(6) Les paragraphes (1) à (4) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux membres de comités créés par le conseil qui ne sont pas membres de celui-ci. 1997, chap. 31, art. 97.

Assimilation à des dépenses

191.3 Malgré la présente loi ou toute autre loi, si un membre élu d'un conseil reçoit, en vertu d'un règlement administratif ou d'une résolution du conseil, un salaire, une indemnité, une allocation ou une autre rémunération, le tiers d'une telle somme est réputé être versé à titre de remboursement des dépenses afférentes à l'exercice de ses fonctions en tant que membre du conseil. 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

BIENS

Biens dévolus au conseil à des fins scolaires

192. (1) Les terrains qui, avant le 24 juillet 1850, ont été concédés, légués ou par ailleurs cédés en fiducie aux fins des écoles publiques à une ou plusieurs personnes, ont été détenus en fiducie par celles-ci et leurs héritiers ou ayants cause et ont été jusqu'à présent dévolus à un conseil d'écoles publiques ou un conseil de l'éducation exerçant sa compétence dans la municipalité où les terrains sont situés, continuent à être dévolus à ce conseil et à être détenus par lui et ses successeurs, sont grevés des mêmes fiducies et sont subordonnés aux mêmes conditions et délimitations. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 192 (1).

Idem

- (1.1) Les définitions qui suivent s'appliquent au paragraphe (1).
- «conseil d'écoles publiques» et «conseil de l'éducation» Ont le sens qu'ils avaient immédiatement avant que la Loi de 1997 sur l'amélioration de la qualité de l'éducation reçoive la sanction royale. 1997, chap. 31, art. 98.

Idem

- (2) Les biens jusqu'à présent concédés ou légués à une personne physique ou morale, acquis par l'une ou l'autre, ou dévolus à l'une ou l'autre :
 - a) soit aux fins de l'école secondaire d'un district d'écoles secondaires ou d'une partie de celui-ci;

(b) for the separate school purposes in a separate school zone,

is vested in the board having jurisdiction in the secondary school district or separate school zone, as the case may be. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 192 (2).

Dealings with property

193. (1) A board may take possession of all property acquired or given for school purposes and hold and apply it according to the terms on which it was acquired or given. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 193 (1).

Idem

(2) A Roman Catholic board has power to acquire and hold as a corporation, by any title whatsoever, land, movable property, money or income given to or acquired by the board at any time for school purposes and hold or apply the same according to the terms on which it was acquired or received. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 193 (2); 1997, c. 31, s. 99 (1).

Same

(3) A public district school board may appropriate any property acquired by it or in its possession or control for any of the purposes of the board. 1997, c. 31, s. 99 (2).

Dealings with property

Disposal of realty

194. (1) A board that is in possession of real property that was originally granted by the Crown for school purposes and that has reverted or may have reverted to the Crown may continue in possession of the real property for school purposes and when the board determines that the real property is no longer required for school purposes, the board may, with the approval of the Lieutenant Governor in Council and subject to such conditions as are prescribed by the Lieutenant Governor in Council, sell, lease or otherwise dispose of the real property. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 194 (1).

Application for removal of restrictions on use of school lands

(2) Where land, the use of which is restricted by deed in any manner to school purposes so as to appear that some other person may have an interest therein, has been vested in a board for at least fifty years, the board may apply to the Superior Court of Justice to remove the restriction, and the court may make such order on the application as it considers just including, where the land adjoins land being used as a farm, a requirement that the board shall, where the board intends to sell the land, first offer it at a reasonable price to the owner or owners of such adjoining land. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 194 (2); 2000, c. 11, s. 21.

Lease or sale of site or property

(3) Subject to subsections (3.3) and (4), a board has power to sell, lease or otherwise dispose of any school site or part of a school site of the board or any property of the board.

b) soit aux fins de l'école séparée située dans une zone d'écoles séparées,

sont dévolus au conseil qui exerce sa compétence sur le district d'écoles secondaires ou la zone d'écoles séparées, selon le cas. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 192 (2).

Mesures à l'égard de biens

193. (1) Le conseil peut prendre possession des biens acquis ou donnés à des fins scolaires, les détenir et les affecter conformément aux conditions selon lesquelles ils ont été acquis ou donnés. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 193 (1).

Idem

(2) Le conseil catholique a le pouvoir d'acquérir et de détenir en tant que personne morale, par un titre quelconque, des terrains, des biens mobiliers, des fonds ou des revenus qui ont été donnés au conseil ou que celui-ci a acquis à un moment donné à des fins scolaires. Il a le pouvoir de les détenir ou de les affecter conformément aux conditions selon lesquelles ils ont été acquis ou reçus. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 193 (2); 1997, chap. 31, par. 99 (1).

Idem

(3) Le conseil scolaire de district public peut affecter à ses fins un bien qu'il a acquis, qu'il a en sa possession ou dont il a le contrôle. 1997, chap. 31, par. 99 (2).

Mesures à l'égard de biens

Aliénation de biens immeubles

194. (1) Un conseil qui possède des biens immeubles initialement concédés par la Couronne à des fins scolaires et qui ont été retournés ou qui peuvent avoir été retournés à la Couronne peut continuer de posséder ces biens à des fins scolaires. Lorsque le conseil décide que ces biens ne sont plus nécessaires à des fins scolaires, il peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et sous réserve des conditions que celui-ci prescrit, vendre ou louer ces biens ou les aliéner autrement. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 194 (1).

Demande d'annulation de restrictions relatives à l'usage des terrains scolaires

(2) Si un terrain dont l'utilisation est limitée de quelque façon à des fins scolaires par l'effet d'un acte scellé de sorte qu'il semble qu'une autre personne puisse y avoir un intérêt a été dévolu au conseil pendant cinquante ans au moins, le conseil peut demander à la Cour supérieure de justice, par voie de requête, d'annuler la restriction. Le tribunal peut rendre l'ordonnance qu'il estime juste et exiger, si le terrain est voisin d'un terrain utilisé à des fins agricoles, que le conseil, s'il a l'intention de vendre le terrain, l'offre en premier lieu à un prix raisonnable aux propriétaires du terrain voisin. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 194 (2); 2000, chap. 11, art. 21.

Location ou vente d'emplacements ou de biens

(3) Sous réserve des paragraphes (3.3) et (4), le conseil a le pouvoir de vendre, de louer ou d'aliéner d'une autre façon un de ses emplacements scolaires, une partie de celui-ci ou un de ses biens :

- (a) on the adoption of a resolution that the site or part or property is not required for the purposes of the board; or
- (b) on the adoption of a resolution that the sale, lease or other disposition is a reasonable step in a plan to provide accommodation for pupils on the site or part or property. 1997, c. 31, s. 100 (1); 2002, c. 18, Sched. G, s. 7 (1).

Application of proceeds

(3.1) The board shall apply the proceeds of a sale, lease or other disposition under subsection (3) for the purposes of the board and shall advise the Minister of the sale or disposition or of the lease, where the term of the lease exceeds one year, of any of its schools. 1997, c. 31, s. 100 (1).

Conflict

(3.2) In the event of a conflict between subsection (3.1) and a regulation referred to in clause (3.4) (c), the regulation prevails: 1997, c. 31, s. 100 (1).

Regulations

(3.3) The Minister may make regulations governing the sale, lease or other disposition of school sites or parts of school sites or property to which resolutions referred to in clause (3) (a) apply. 1997, c. 31, s. 100 (1).

Same

- (3.4) Regulations that may be made under subsection (3.3) include but are not limited to regulations,
 - (a) respecting to whom school sites or parts of school sites or property must be offered;
 - (b) respecting the price or other consideration for a disposition or class of dispositions;
 - (c) respecting the use of the proceeds of a disposition or class of dispositions;
 - (d) respecting the purposes for which school sites or parts of school sites or property that is disposed of to other boards must be used by the transferee board;
 - (e) requiring a transferee board to return a school site or part of a school site or property to the transferor board if no longer used for the purposes referred to in clause (d);
 - (f) respecting the price or other consideration for a return or class of returns required under clause (e). 1997, c. 31, s. 100 (1).

General or particular

(3.5) A regulation made under this section may be general or particular and may be made to apply to any class of boards. 1997, c. 31, s. 100 (1).

- a) soit sur adoption d'une résolution selon laquelle l'emplacement, la partie de celui-ci ou le bien n'est pas nécessaire à ses fins;
- b) soit sur adoption d'une résolution selon laquelle la vente, la location ou l'aliénation constitue une mesure raisonnable en vue d'offrir aux élèves des installations d'accueil sur l'emplacement, la partie de celui-ci ou le bien. 1997, chap. 31, par. 100 (1); 2002, chap. 18, annexe G, par. 7 (1).

Affectation du produit

(3.1) Le conseil affecte le produit de la vente, de la location ou de l'aliénation effectuée en vertu du paragraphe (3) à ses fins et avise le ministre de la vente ou de l'aliénation de l'une de ses écoles, ou de sa location, si la durée du bail est supérieure à un an. 1997, chap. 31, par. 100 (1).

Incompatibilité

(3.2) Les règlements visés à l'alinéa (3.4) c) l'emportent sur le paragraphe (3.1) en cas d'incompatibilité. 1997, chap. 31, par. 100 (1).

Règlements

(3.3) Le ministre peut, par règlement, régir la vente, la location ou l'aliénation d'emplacements scolaires, de parties de ceux-ci ou de biens auxquels s'appliquent les résolutions visées à l'alinéa (3) a). 1997, chap. 31, par. 100 (1).

Idem

- (3.4) Les règlements pris en application du paragraphe (3.3) peuvent notamment faire ce qui suit :
 - a) traiter de la question de savoir à qui les emplacements scolaires, les parties de ceux-ci ou les biens doivent être offerts;
 - b) traiter de la contrepartie, notamment du prix, d'une aliénation ou d'une catégorie d'aliénations;
 - c) traiter de l'affectation du produit d'une aliénation ou d'une catégorie d'aliénations;
 - d) traiter des fins auxquelles les emplacements scolaires, les parties de ceux-ci ou les biens qui sont aliénés en faveur d'autres conseils doivent être utilisées par le conseil auquel ils sont transférés;
 - e) exiger du conseil auquel sont transférés des emplacements scolaires, des parties de ceux-ci ou des biens qu'il les restitue au conseil qui les lui a transférés s'il ne les utilise plus aux fins visées à l'alinéa d);
 - f) traiter de la contrepartie, notamment du prix, d'une restitution ou d'une catégorie de restitutions exigées aux termes de l'alinéa e). 1997, chap. 31, par. 100 (1).

Portée

(3.5) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière et peuvent s'appliquer à toute catégorie de conseils. 1997, chap. 31, par. 100 (1).

Classes

(3.6) A class may be defined with respect to any attribute and may be defined to consist of or to exclude any specified member of the class, whether or not with the same attributes. 1997, c. 31, s. 100 (1).

Approval of Minister re disposition, demolition

- (4) Despite any provision of this or any other Act, a board shall not sell, lease or otherwise dispose of a school site, part of a school site or property or demolish a building unless, in addition to any other approval that may be required, the board has obtained the approval of the Minister. 2002, c. 18, Sched. G, s. 7 (2).
 - (4.1) REPEALED: 2002, c. 18, Sched. G, s. 7 (3).

Exceptions

- (5) Subsection (4) does not apply,
- (a) in respect of a school site, part of a school site or property to which a resolution referred to in clause(3) (a) applies;
- (b) to the use of a building or part thereof pursuant to an agreement under section 183; or
- (c) to the use of a building or part of a building for a purpose that does not interfere with the proper conduct of a school, if the building or part of the building is in use as a school. 2002, c. 18, Sched. G, s. 7 (4).

Dealings with property

Board may purchase or expropriate within its jurisdiction

195. (1) Subject to the provisions of section 90 as to the approval of the site of a new school by a rural separate school board, every board may select and may acquire, by purchase, lease or otherwise, or may expropriate, a school site that is within its area of jurisdiction. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 195 (1); 1997, c. 31, s. 101 (1).

Purchase or lease of site in adjoining jurisdiction

(2) A public board may, with the approval of the Minister, acquire by purchase, lease or otherwise a school site in an adjoining school section or secondary school district, as the case may be, for the purpose of operating a school thereon, but the board shall not expropriate any such site. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 195 (2); 1997, c. 31, s. 101 (2).

School outside designated area

(3) A separate district school board may, with the approval of the Minister, acquire by purchase, lease or otherwise, a school site that is outside the area of jurisdiction established in respect of the board by regulation made under subsection 58.1 (2) and may operate a separate school on the site, but a separate district school board shall not expropriate such a site. 1997, c. 31, s. 101 (3).

Catégories

(3.6) Une catégorie peut être définie en fonction de n'importe quel attribut et de façon à inclure ou à exclure n'importe quel membre précisé de la catégorie, qu'il possède ou non les mêmes attributs. 1997, chap. 31, par. 100 (1).

Approbation du ministre : aliénation et démolition

- (4) Malgré les autres dispositions de la présente loi ou toute autre loi, aucun conseil ne doit vendre, louer ni aliéner d'une autre façon un emplacement scolaire, une partie de celui-ci ou un bien ni démolir un bâtiment à moins d'avoir obtenu l'approbation du ministre en plus des autres approbations exigées, le cas échéant. 2002, chap. 18, annexe G, par. 7 (2).
 - (4.1) ABROGÉ: 2002, chap. 18, annexe G, par. 7 (3).

Exceptions

- (5) Le paragraphe (4) ne s'applique pas à ce qui suit :
- a) les emplacements scolaires, les parties de ceux-ci et les biens auxquels s'appliquent les résolutions visées à l'alinéa (3) a);
- b) l'utilisation d'un bâtiment ou d'une partie de celuici conformément à une entente conclue aux termes de l'article 183;
- c) l'utilisation d'un bâtiment ou d'une partie de celuici à une fin n'empêchant pas le fonctionnement normal de l'école si ce bâtiment ou la partie de celui-ci sert d'école. 2002, chap. 18, annexe G, par. 7 (4).

Mesures à l'égard de biens

Droit d'achat ou d'expropriation par le conseil

195. (1) Sous réserve des dispositions de l'article 90 concernant le choix de l'emplacement d'une nouvelle école par un conseil d'écoles séparées rurales, chaque conseil peut choisir et acquérir, notamment en l'achetant ou en le louant à bail, ou peut exproprier un emplacement scolaire situé dans un secteur qui relève de sa compétence. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 195 (1); 1997, chap. 31, par. 101 (1).

Achat ou location d'emplacement dans un territoire voisin

(2) Le conseil public peut, avec l'approbation du ministre, acquérir, notamment en l'achetant ou en le louant à bail, un emplacement scolaire situé dans une circonscription scolaire ou un district d'écoles secondaires voisin, selon le cas, afin d'y faire fonctionner une école. Toutefois, le conseil ne doit pas exproprier un tel emplacement. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 195 (2); 1997, chap. 31, par. 101 (2).

École située hors d'un territoire désigné

(3) Le conseil scolaire de district séparé peut, avec l'approbation du ministre, acquérir, notamment en l'achetant ou en le louant à bail, un emplacement scolaire situé hors du territoire de compétence établi à l'égard de ce conseil par règlement pris en application du paragraphe 58.1 (2) et y faire fonctionner une école séparée. Toutefois, le conseil scolaire de district séparé ne doit pas exproprier un tel emplacement. 1997, chap. 31, par. 101 (3).

Buildings on land owned by board

(4) Subject to section 196 or subsection 197 (1), a board may erect, add to or alter buildings for its purposes on land owned by the board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 195 (4).

Buildings on leased land

(5) A board may erect a school building on land that is leased by the board where the term of the lease, the school site and the plans of the school building are approved by the Minister. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 195 (5).

Additions or alterations

(6) A board may, with the approval of the Minister, make an addition, alteration or improvement to a school building that is acquired by the board under a lease. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 195 (6).

Note: On a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, section 195 is amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 31, subsection 101 (4) by adding the following subsections:

Regulations re land reserved for use as a school site

- (7) The Minister may make regulations.
 - (a) respecting the length of the extension under subsection 51 (25.2) of the *Planning Act*;
 - (b) prescribing conditions for the purposes of subsection 51 (25.3) of the *Planning Act.* 1997, c. 31, s. 101 (4).

Same

(8) Without limiting the generality of clause (7) (b), regulations made under that clause may prescribe conditions that include a requirement that the board make a non-refundable deposit. 1997, c. 31, s. 101 (4).

Same

(9) Subsections 194 (3.5) and (3.6) apply to regulations made under subsection (7), 1997, c. 31, s. 101 (4).

See: 1997, c. 31, ss. 101 (4), 181 (1).

Agreement for multi-use building

196. Where a board plans to provide, other than by way of a lease, accommodation for pupils on a school site that is not to be occupied or used exclusively by the board, the board shall obtain the prior approval of the Minister to enter into negotiations with a person, other than a board or a municipality, in respect of the provision of such accommodation, and an agreement for such purposes may be entered into with such person only after the proposed agreement, the plans of the school and of the building of which it may be a part and the site have been approved by the Minister. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 196.

OUT-OF-CLASSROOM PROGRAMS

Dealings with land for out-of-classroom programs

197. (1) Where a board acquires a school site under subsection 195 (1), (2) or (3) for the purpose of conduct-

Bâtiments sur des terrains appartenant au conseil

(4) Sous réserve de l'article 196 ou du paragraphe 197 (1), le conseil peut construire, agrandir ou transformer des bâtiments à ses propres fins sur des terrains qui lui appartiennent. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 195 (4).

Bâtiments sur un terrain loué à bail

(5) Le conseil peut construire un bâtiment scolaire sur un terrain qu'il loue à bail si la durée du bail, l'emplacement scolaire et les plans du bâtiment sont approuvés par le ministre. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 195 (5).

Agrandissements ou transformations

(6) Le conseil peut, avec l'approbation du ministre, agrandir, transformer ou améliorer le bâtiment scolaire qu'il a acquis aux termes d'un bail. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 195 (6).

Remarque: Le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, l'article 195 est modifié par le paragraphe 101 (4) du chapitre 31 des Lois de l'Ontario de 1997 par adjonction des paragraphes suivants:

Règlements: terrains réservés comme emplacements scolaires

- (7) Le ministre peut, par règlement :
- a) traiter de la durée de la prorogation visée au paragraphe 51 (25.2) de la *Loi sur l'aménagement du* territoire;
- b) prescrire des conditions pour l'application du paragraphe 51 (25.3) de la *Loi sur l'aménagement du territoire*. 1997, chap. 31, par. 101 (4).

Idem

(8) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (7) b), les règlements pris en application de cet alinéa peuvent prescrire des conditions prévoyant notamment que le conseil doive verser un dépôt non remboursable. 1997, chap. 31, par. 101 (4).

Idem

(9) Les paragraphes 194 (3.5) et (3.6) s'appliquent aux règlements pris en application du paragraphe (7). 1997, chap. 31, par. 101 (4).

Voir: 1997, chap. 31, par. 101 (4) et 181 (1).

Entente relative à un bâtiment multi-usages

196. Si le conseil envisage, par un moyen autre qu'un bail, d'offrir des facilités d'accueil à des élèves sur un emplacement scolaire qui ne doit pas être occupé ou utilisé exclusivement par lui, il doit d'abord obtenir l'approbation du ministre avant d'entamer des négociations avec une personne, à l'exception d'un conseil ou d'une municipalité, en ce qui concerne ces facilités d'accueil. Une entente à ces fins peut être conclue avec cette personne uniquement après que l'entente proposée, les plans de l'école et du bâtiment dont celle-ci peut faire partie et l'emplacement ont été approuvés par le ministre. L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 196.

PROGRAMMES PÉRISCOLAIRES

Mesures à l'égard de terrains pour des programmes périscolaires

197. (1) Si le conseil acquiert un emplacement scolaire aux termes du paragraphe 195 (1), (2) ou (3) dans le

ing thereon a natural science program and other out-ofclassroom programs, the board shall obtain the approval of the Minister before it erects, adds to or alters buildings on or makes other improvements to the school site for such purpose. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 197 (1).

Same

(2) Subsection (1) does not apply with respect to a school site acquired by a Roman Catholic board under subsection 195 (1) where the cost of the erection of, the addition to or the alteration of the buildings on the school site or of making other improvements to the school site is provided entirely by the Roman Catholic board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 197 (2); 1997, c. 31, s. 102 (1).

Idem

(3) A board may, with the approval of the Minister, acquire by purchase or lease for the purpose of conducting a natural science program and other out-of-classroom programs a school site in Ontario that it does not have the authority to acquire under section 195, and the board shall obtain the approval of the Minister before it erects, adds to or alters buildings on or makes other improvements to the school site for such purpose. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 197 (3).

Approval not required

(4) An approval of the Minister is not required under subsection (2) or (5) for normal maintenance to a building or site. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 197 (4).

Agreement between boards

(5) Two or more boards may enter into an agreement for a period specified therein for the shared use of a school site in Ontario for conducting natural science programs and other out-of-classroom programs but, where under such agreement one of the boards may acquire or is to acquire by purchase or lease a school site for such purpose or is to erect, add to or alter a building on or make other improvements to such site, the agreement is not effective until it is approved by the Minister, and a school site situate outside the jurisdiction of the boards that are parties to the agreement shall not be acquired without the prior approval of the Minister. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 197 (5).

Taxation

(6) All land acquired by a board for the purpose of conducting a natural science program and other out-of-classroom programs, so long as it is held by the board and is not situated within the jurisdiction of the board or within the jurisdiction of another board with which the board has entered into an agreement under subsection (5), is subject to taxation for municipal and school purposes in the municipality in which it is situate. 1997, c. 31, s. 102 (2).

Agreements with conservation authorities, etc.

(7) A board may enter into an agreement with a conservation or other appropriate authority under which the board may, with the approval of the Minister, construct

but d'y offrir un programme de sciences naturelles et d'autres programmes périscolaires, il doit obtenir l'approbation du ministre avant d'y construire, agrandir ou transformer des bâtiments ou avant d'améliorer l'emplacement à cette fin. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 197 (1).

Idem

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'emplacement scolaire qu'acquiert un conseil catholique aux termes du paragraphe 195 (1) si le conseil supporte entièrement les dépenses reliées à la construction, l'agrandissement ou la transformation des bâtiments se trouvant sur l'emplacement scolaire ou à l'amélioration de l'emplacement. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 197 (2); 1997, chap. 31, par. 102 (1).

Idem

(3) Le conseil peut, avec l'approbation du ministre, acquérir, en l'achetant ou en le louant à bail, un emplacement scolaire situé en Ontario qu'il n'a pas le droit d'acquérir aux termes de l'article 195 dans le but d'y offrir un programme de sciences naturelles et d'autres programmes périscolaires. Il doit obtenir l'approbation du ministre avant d'y construire, agrandir ou transformer des bâtiments ou avant d'améliorer l'emplacement scolaire à cette fin. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 197 (3).

Approbation non nécessaire

(4) L'approbation du ministre aux termes du paragraphe (2) ou (5) n'est pas nécessaire en ce qui concerne l'entretien normal du bâtiment ou de l'emplacement. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 197 (4).

Entente entre conseils

(5) Deux conseils ou plus peuvent conclure une entente pour une durée déterminée relativement à l'utilisation partagée d'un emplacement scolaire en Ontario dans le but d'y offrir un programme de sciences naturelles et d'autres programmes périscolaires. Si toutefois, en vertu de cette entente, un des conseils peut ou doit acquérir, en l'achetant ou en le louant à bail, un emplacement scolaire à cette fin ou doit y construire, agrandir ou transformer un bâtiment ou améliorer l'emplacement, l'entente n'est pas valide tant que le ministre ne l'a pas approuvée. L'emplacement scolaire situé hors des territoires qui relèvent de la compétence des conseils qui sont parties à l'entente ne doit pas être acquis sans l'autorisation préalable du ministre. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 197 (5).

Imposition

(6) Les biens-fonds qu'acquiert le conseil dans le but d'y offrir un programme de sciences naturelles et d'autres programmes périscolaires sont assujettis à l'imposition aux fins municipales et scolaires dans la municipalité dans laquelle ils se trouvent tant qu'ils sont détenus par le conseil et qu'ils ne se trouvent pas dans le territoire de compétence du conseil ou d'un autre conseil avec lequel le premier a conclu une entente en vertu du paragraphe (5). 1997, chap. 31, par. 102 (2).

Entente avec des offices de protection de la nature, etc.

(7) Le conseil peut conclure une entente avec un office de protection de la nature ou un autre office approprié aux termes de laquelle il peut, avec l'approbation du ministre, and maintain on lands owned by the authority the necessary facilities for the purpose of conducting a natural science program or other out-of-classroom program. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 197 (7).

Idem

(8) A board that conducts a natural science, conservation or other out-of-classroom program may enter into an agreement with a conservation or other appropriate authority for the use of the facilities and personnel of such authority for the purpose of conducting such a program as directed by the board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 197 (8).

Idem

(9) One or more boards may enter into an agreement with a conservation or other appropriate authority to provide for the construction, furnishing and equipping by the authority on lands owned by the authority of facilities for the purposes of conducting a natural science, conservation or other out-of-classroom program as directed by the board or one or more of the boards and, where under the agreement a board is required to pay all or part of the cost of the facilities, the construction of the facilities shall be first approved by the Minister, and the amount paid therefor by the board shall be deemed to be an expenditure made by the board for a permanent improvement. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 197 (9).

Board and lodging for courses in conservation

(10) A board may provide or pay for board and lodging for a pupil for a period not exceeding two weeks in any year while the pupil participates, with the consent of his or her parent or guardian and with the permission of the board, in a natural science, conservation or other out-of-classroom program. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 197 (10).

OFFICERS

Duties of officers

Duties of secretary

198. (1) The secretary of a board is responsible for,

- (a) keeping a full and correct record of the proceedings of every meeting of the board in the minute book provided for that purpose by the board and ensuring that the minutes when confirmed are signed by the chair or presiding member;
- (b) transmitting to the Ministry copies of reports requested by the Ministry;
- (c) giving notice of all meetings of the board to each of the members by notifying the member personally or in writing or by sending a written notice to his or her residence;
- (d) calling a special meeting of the board on the request in writing of the majority of the members of the board; and

construire et entretenir sur des terrains qui appartiennent à l'office les installations nécessaires dans le but d'offrir un programme de sciences naturelles ou un autre programme périscolaire. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 197 (7).

Idem

(8) Le conseil qui offre un programme de sciences naturelles ou de protection de la nature ou un autre programme périscolaire peut conclure une entente avec un office de protection de la nature ou un autre office approprié en vue de l'utilisation des installations et du personnel de cet office dans le but d'offrir un tel programme, selon ce que le conseil ordonne. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 197 (8).

Idem

(9) Un ou plusieurs conseils peuvent conclure une entente avec un office de protection de la nature ou un autre office approprié en vue de la construction, de l'ameublement et de l'équipement, par l'office, sur des terrains qui lui appartiennent, d'installations dans le but d'offrir des programmes de sciences naturelles ou de protection de la nature ou d'autres programmes périscolaires, selon ce que le conseil ou un ou plusieurs conseils ordonnent. Si, aux termes de l'entente, un conseil est tenu de payer la totalité ou une partie des dépenses relatives aux installations, la construction des installations doit d'abord être approuvée par le ministre et la somme versée à cette fin par le conseil est réputée constituer une dépense effectuée par le conseil en vue d'améliorations permanentes. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 197 (9).

Nourriture et logement dans le cas de programmes de protection de la nature

(10) Le conseil peut prévoir ou payer les frais de nourriture et de logement à un élève pendant une période n'excédant pas deux semaines au cours d'une même année lorsqu'il participe, avec l'autorisation de son père, de sa mère ou de son tuteur et avec la permission du conseil, à un programme de sciences naturelles ou de protection de la nature ou à un autre programme périscolaire. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 197 (10).

AGENTS

Fonctions des agents

Fonctions du secrétaire

198. (1) Les responsabilités du secrétaire du conseil sont les suivantes :

- a) conserver le procès-verbal complet et exact de chaque réunion du conseil dans le registre des procès-verbaux fourni à cet effet par le conseil et s'assurer que les procès-verbaux, après confirmation, sont signés par le président ou le membre du conseil qui préside la réunion;
- b) transmettre au ministère des copies des rapports demandés par le ministère;
- c) annoncer les réunions du conseil à chaque membre en l'avisant personnellement, par écrit ou au moyen d'un avis écrit envoyé à sa résidence;
- d) convoquer une réunion extraordinaire du conseil à la demande écrite de la majorité des membres du conseil;

(e) performing such other duties as may be required of the secretary by the regulations, by this Act or by the board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 198 (1).

Security by officers

(2) Every treasurer and collector of a board and, if required by the board, any other officer of a board shall give security for the faithful performance of his or her duties, and the security shall be deposited for safekeeping as directed by the board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 198 (2).

Form of security

(3) The security to be given shall be a bond of an insurer licensed under the *Insurance Act* to write surety and fidelity insurance. 1997, c. 19, s. 33.

Failure to take security

(4) If a board refuses or neglects to take proper security from the treasurer or other person to whom it entrusts money of the board and any of the money is forfeited or lost in consequence of the refusal or neglect, every member of the board is personally liable for such money, which may be recovered by the board or by any ratepayer assessed for the support of the school or schools under the jurisdiction of the board suing personally and on behalf of all other such ratepayers in a court of competent jurisdiction, but no member is liable if the member proves that he or she made reasonable efforts to procure the taking of the security. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 198 (4).

Duties of treasurer

- (5) Every treasurer of a board shall,
- (a) receive and account for all money of the board;
- (b) open an account or accounts in the name of the board in such place of deposit as may be approved by the board;
- (c) deposit all money received by the treasurer on account of the board, and no other money, to the credit of such account or accounts;
- (d) disburse all money as directed by the board; and
- (e) produce, when required by the board or by auditors or other competent authority, all papers and money in the treasurer's possession, power or control belonging to the board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 198 (5).

Business administrator

(6) Where a board determines that one or more persons should be employed full time to carry out the duties of a secretary or treasurer or both, it may appoint one or more business administrators and one or more assistant business administrators and may assign to a person so appointed any of the duties of the secretary, treasurer and supervisor of maintenance of school buildings. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 198 (6).

e) accomplir les autres fonctions qui peuvent lui être imposées par les règlements, la présente loi ou le conseil. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 198 (1).

Sûreté fournie par les agents

(2) Tout trésorier et tout percepteur du conseil et, si le conseil l'exige, tout autre agent doivent garantir l'exécution consciencieuse de leurs fonctions au moyen d'une sûreté dont le dépôt, aux fins de garde, est effectué conformément aux directives du conseil. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 198 (2).

Type de sûreté

(3) La sûreté est donnée sous forme de cautionnement d'un assureur titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur les assurances* qui l'autorise à faire souscrire de l'assurance de cautionnement et de l'assurance contre les détournements. 1997, chap. 19, art. 33.

Sûreté non obtenue

(4) Si le conseil refuse ou néglige d'obtenir la sûreté suffisante du trésorier ou d'une autre personne à qui sont confiés les fonds du conseil et qu'une partie de ces fonds est confisquée ou perdue par suite de ce refus ou de cette négligence, chacun des membres du conseil est personnellement responsable de ces fonds qui peuvent être récupérés par le conseil ou par un contribuable assujetti à des cotisations destinées au soutien de l'école ou des écoles qui relèvent du conseil qui intente une action en son propre nom et au nom de ces autres contribuables devant un tribunal compétent. Toutefois, la responsabilité d'un membre n'est pas engagée s'il prouve qu'il a fait des efforts raisonnables pour que la sûreté soit obtenue. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 198 (4).

Fonctions du trésorier

- (5) Le trésorier du conseil exerce les fonctions suivantes :
 - a) encaisser les fonds du conseil et en rendre compte;
 - b) ouvrir un ou plusieurs comptes au nom du conseil dans un lieu de dépôt selon ce que le conseil peut approuver;
 - c) déposer les fonds qu'il reçoit au nom du conseil, à l'exclusion des autres fonds, au crédit de ce ou de ces comptes;
 - d) débourser les fonds selon les directives du conseil;
 - e) produire, lorsque le conseil, les vérificateurs ou une autre autorité compétente l'exige, les documents et les fonds qui sont en sa possession ou sous son contrôle et qui appartiennent au conseil. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 198 (5).

Administrateur

(6) Si le conseil considère qu'une ou plusieurs personnes devraient être employées à plein temps pour exercer les fonctions de secrétaire, de trésorier ou les deux, il peut nommer un ou plusieurs administrateurs et un ou plusieurs administrateurs adjoints. Il peut attribuer à une personne ainsi nommée les fonctions de secrétaire, de trésorier et de surveillant de l'entretien des bâtiments scolaires. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 198 (6).

Responsibility of officers

199. Every officer appointed by a board is responsible to the board through its chief executive officer for the performance of the duties assigned to him or her by the board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 199.

SCHOOL BOARD ADVISORY COMMITTEES

Definition

200. In sections 201 to 205,

"committee" means a school board advisory committee established under section 201. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 200.

Establishment of committee

201. A district school board may establish a school board advisory committee. 1997, c. 31, s. 103.

Composition

202. (1) The committee shall be composed of,

- (a) three members of the board appointed by the board;
- (b) the chief education officer of the board or his or her nominee;
- (c) six teachers employed by the board, appointed by the teachers in the employ of the board;
- (d) four persons appointed by the board who are neither teachers nor members of a board, but who are resident within the jurisdiction of the board; and
- (e) the persons, if any, appointed under subsections (2) to (3.2). R.S.O. 1990, c. E.2, s. 202 (1); 1997, c. 31, s. 104 (1).

English-language separate district school board

(2) In the case of an English-language separate district school board where the Diocesan Council or Councils of the Federation of Catholic Parent-Teacher Associations of Ontario organized in the area of jurisdiction of the board so recommend, the board shall appoint to the committee two persons selected by the Council or Councils. 1997, c. 31, s. 104 (2).

French-language separate district school board

(3) In the case of a French-language separate district school board where the Fédération des associations de parents francophones de l'Ontario organized in the area of jurisdiction of the board so recommends, the board shall appoint to the committee two Roman Catholics selected by the regional section and, where there is no regional section, by the local section of the Fédération. 1997, c. 31, s. 104 (2).

English-language public district school board

(3.1) In the case of an English-language public district school board where the Home and School Council organ-

Responsabilité des agents

199. Chacun des agents nommés par le conseil est responsable envers celui-ci, par l'intermédiaire de son chef de service administratif, de l'exécution des fonctions qui lui sont attribuées par le conseil. L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 199.

COMITÉ CONSULTATIF DE CONSEIL SCOLAIRE

Définition

200. La définition qui suit s'applique aux articles 201 à 205.

«comité» Désigne un comité consultatif de conseil scolaire créé aux termes de l'article 201. L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 200.

Création d'un comité

201. Le conseil scolaire de district peut créer un comité consultatif de conseil scolaire. 1997, chap. 31, art. 103.

Composition

- 202. (1) Le comité se compose des personnes suivantes :
 - a) trois membres du conseil nommés par le conseil;
 - b) l'agent en chef d'éducation du conseil ou la personne qu'il a désignée;
 - c) six enseignants employés par le conseil, nommés par les enseignants à l'emploi du conseil;
 - d) quatre personnes nommées par le conseil qui ne sont ni enseignants ni membres du conseil, mais qui résident dans le territoire qui relève de la compétence du conseil;
 - e) les personnes nommées aux termes des paragraphes (2) à (3.2), le cas échéant. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 202 (1); 1997, chap. 31, par. 104 (1).

Conseil scolaire de district séparé de langue anglaise

(2) Dans le cas d'un conseil scolaire de district séparé de langue anglaise, si le ou les conseils diocésains de la Federation of Catholic Parent-Teacher Associations of Ontario constitués dans le territoire de compétence du conseil le recommandent, celui-ci nomme au comité deux personnes choisies par le ou les conseils diocésains. 1997, chap. 31, par. 104 (2).

Conseil scolaire de district séparé de langue française

(3) Dans le cas d'un conseil scolaire de district séparé de langue française, si la Fédération des associations de parents francophones de l'Ontario constituée dans le territoire de compétence du conseil le recommande, celui-ci nomme au comité deux catholiques choisis par la section régionale de la Fédération ou, en l'absence d'une telle section, par la section locale de celle-ci. 1997, chap. 31, par. 104 (2).

Conseil scolaire de district public de langue anglaise

(3.1) Dans le cas d'un conseil scolaire de district public de langue anglaise, si le conseil foyer-école constitué dans

ized in the area of jurisdiction of the board so recommends, the board shall appoint to the committee two persons selected by the Council. 1997, c. 31, s. 104 (2).

French-language public district school board

(3.2) In the case of a French-language public district school board where the Fédération des associations de parents francophones de l'Ontario organized in the area of jurisdiction of the board so recommends, the board shall appoint to the committee one person selected by the regional section and, where there is no regional section, by the local section of the Fédération. 1997, c. 31, s. 104 (2).

Notice of teacher appointees

(4) The teachers shall submit to the board, not later than the 31st day of December in each year, the names of the appointees under clause (1) (c). R.S.O. 1990, c. E.2, s. 202 (4).

Appointment and term of office

(5) Members of the committee shall be appointed on or before the 31st day of December in each year and shall hold office for one year. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 202 (5).

Reappointment

(6) Except for the chief education officer, a member of the committee shall not hold office for more than three years in succession. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 202 (6).

Vacancies

(7) Every vacancy on a committee occasioned by the death or resignation of a member, or by any other cause, shall be filled by a person qualified under subsection (1) and appointed by the body or person that appointed the member whose office has become vacant, and every person so appointed shall hold office for the unexpired portion of the term of such member. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 202 (7).

Committee process

First meeting

203. (1) The chair of the board shall call the first meeting of the committee not later than the 31st day of January in each year, and shall preside at such meeting until the chair of the committee is elected. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 203 (1).

Chair

(2) The chair of the committee shall be elected by the committee at its first meeting in each year. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 203 (2).

Quorum

(3) Eight members of the committee constitute a quorum and a vote of the majority of the members present is necessary to bind the committee. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 203 (3).

Sub-committees

(4) The committee may establish such sub-committees as it considers necessary. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 203 (4).

le territoire de compétence du conseil le recommande, celui-ci nomme au comité deux personnes choisies par le conseil foyer-école. 1997, chap. 31, par. 104 (2).

Conseil scolaire de district public de langue française

(3.2) Dans le cas d'un conseil scolaire de district public de langue française, si la Fédération des associations de parents francophones de l'Ontario constituée dans le territoire de compétence du conseil le recommande, celuici nomme au comité une personne choisie par la section régionale de la Fédération ou, en l'absence d'une telle section, par la section locale de celle-ci. 1997, chap. 31, par. 104 (2).

Avis relatif aux enseignants nommés

(4) Les enseignants communiquent au conseil, au plus tard le 31 décembre de chaque année, le nom des personnes nommées aux termes de l'alinéa (1) c). L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 202 (4).

Nomination et mandat

(5) Les membres du comité sont nommés au plus tard le 31 décembre de chaque année et demeurent en fonction pendant une année. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 202 (5).

Renouvellement de la nomination

(6) À l'exception de l'agent en chef d'éducation, un membre du comité ne demeure pas en fonction pendant plus de trois années consécutives. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 202 (6).

Vacance

(7) Chaque vacance qui survient au sein d'un comité et qui résulte du décès ou de la démission d'un membre ou d'une autre cause est pourvue par une personne qui remplit les conditions requises aux termes du paragraphe (1) et qui est nommée par le groupe ou la personne qui a nommé le membre dont le poste est devenu vacant. Chacune des personnes ainsi nommées demeure en fonction jusqu'à l'expiration du mandat du membre qu'elle remplace. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 202 (7).

Procédure du comité

Première réunion

203. (1) Le président du conseil convoque la première réunion du comité au plus tard le 31 janvier de chaque année. Il assure la présidence de la réunion jusqu'à l'élection du président du comité. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 203 (1).

Président

(2) Le président du comité est élu chaque année par le comité lors de la première réunion. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 203 (2).

Quorum

(3) Huit membres du comité constituent le quorum et le vote de la majorité des membres présents est nécessaire pour lier le comité. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 203 (3).

Sous-comités

(4) Le comité peut constituer des sous-comités selon ce qu'il juge nécessaire. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 203 (4).

Resources provided by board

Recording secretary

204. (1) The board shall provide a recording secretary for the committee. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 204 (1).

Budget

(2) The committee shall, as required by the board, submit to the board for approval a budget of its estimated expenditures for the calendar year. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 204 (2).

Expenditures

(3) The board shall pay such expenditures of the committee as are approved by the board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 204 (3).

Powers of committee

205. (1) The committee may make reports and recommendations to the board in respect of any educational matter pertaining to the schools under the jurisdiction of the board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 205 (1).

Limitation

(2) Despite subsection (1), the committee shall not concern itself with salaries of employees of the board or with matters pertaining to personnel problems and policies relating to personnel. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 205 (2).

Consideration of reports

(3) The board shall consider any report or recommendation submitted to it by the committee and shall not refuse its approval without having given the committee, or its representatives, an opportunity to be heard by the board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 205 (3).

206. REPEALED: 1997, c. 31, s. 105.

ACCESS TO MEETINGS AND RECORDS

Open meetings of boards

207. (1) The meetings of a board and, subject to subsection (2), meetings of a committee of the board, including a committee of the whole board, shall be open to the public, and no person shall be excluded from a meeting that is open to the public except for improper conduct. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 207 (1).

Closing of certain committee meetings

- (2) A meeting of a committee of a board, including a committee of the whole board, may be closed to the public when the subject-matter under consideration involves,
 - (a) the security of the property of the board;
 - (b) the disclosure of intimate, personal or financial information in respect of a member of the board or committee, an employee or prospective employee of the board or a pupil or his or her parent or guardian;
 - (c) the acquisition or disposal of a school site;

Ressources fournies par le conseil

Secrétaire de séance

204. (1) Le conseil fournit au comité les services d'un secrétaire de séance. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 204 (1).

Budget

(2) Si le conseil l'exige, le comité lui soumet un budget de ses dépenses prévues pour l'année civile aux fins d'approbation. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 204 (2).

Dépenses

(3) Le conseil paie les dépenses du comité telles qu'il les a approuvées. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 204 (3).

Pouvoirs du comité

205. (1) Le comité peut présenter des rapports et faire des recommandations au conseil sur des questions d'éducation concernant les écoles qui relèvent de la compétence du conseil. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 205 (1).

Restriction

(2) Malgré le paragraphe (1), le comité ne se préoccupe pas du salaire des employés du conseil ni des questions relatives aux problèmes de personnel et à la politique concernant le personnel. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 205 (2).

Étude des rapports

(3) Le conseil étudie les recommandations ou les rapports que lui présente le comité et ne doit pas refuser son approbation sans avoir donné au comité ou à ses représentants la possibilité de se faire entendre devant le conseil. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 205 (3).

206. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 105.

RÉUNIONS PUBLIQUES ET ACCÈS AUX ARCHIVES

Réunions publiques du conseil

207. (1) Les réunions du conseil et, sous réserve du paragraphe (2), les réunions d'un de ses comités, y compris un comité plénier du conseil, sont publiques. Nul n'est exclu d'une réunion publique, sauf en cas d'inconduite. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 207 (1).

Huis clos de certaines réunions du comité

- (2) La réunion d'un comité d'un conseil, y compris un comité plénier du conseil, peut être tenue à huis clos quand l'objet de la question à l'étude porte sur un des points suivants :
 - a) la sécurité des biens du conseil;
 - b) la divulgation de renseignements privés, personnels ou financiers qui concernent un membre du conseil ou du comité, un employé ou un employé éventuel du conseil, ou un élève, son père, sa mère ou son tuteur;
 - c) l'acquisition ou l'aliénation d'un emplacement scolaire;

- (d) decisions in respect of negotiations with employees of the board; or
- (e) litigation affecting the board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 207 (2).

Exclusion of persons

(3) The presiding officer may expel or exclude from any meeting any person who has been guilty of improper conduct at the meeting. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 207 (3).

Inspection of books and accounts

(4) Any person may, at all reasonable hours, at the head office of the board inspect the minute book, the audited annual financial report and the current accounts of a board, and, upon the written request of any person and upon the payment to the board at the rate of 25 cents for every 100 words or at such lower rate as the board may fix, the secretary shall furnish copies of them or extracts therefrom certified under the secretary's hand. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 207 (4).

BOARD MEETINGS

Board meetings

208. (1) A board shall be deemed to be constituted when a majority of the members to be elected or appointed has been elected or appointed. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 208 (1).

First meeting

(2) A board that is elected at a regular election under the *Municipal Elections Act, 1996* and a board that is appointed or elected other than at a regular election under the *Municipal Elections Act, 1996* shall hold its first meeting not later than seven days after the day on which the term of office of the board commences on such date and at such time and place as the board determines and, failing such determination, at 8 p.m. at the head office of the board on the first Wednesday following the commencement of the term of office. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 208 (2); 1997, c. 31, s. 106 (1).

Supervisory officer may provide for calling first meeting

(3) Despite subsection (2), on the petition of a majority of the members of a newly elected or appointed board, the appropriate supervisory officer may provide for calling the first meeting of the board at some other time and date. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 208 (3).

Presiding officer

(4) At the first meeting in December of each year, the chief executive officer shall preside until the election of the chair or, if there is no chief executive officer or in his or her absence, the members present shall designate who shall preside at the election of the chair and if a member of the board is so designated, he or she may vote at the election of the chair. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 208 (4).

Election of chair

(5) At the first meeting in December of each year and at the first meeting after a vacancy occurs in the office of chair, the members shall elect one of themselves to be

- d) des décisions relatives aux négociations avec les employés du conseil;
- e) des litiges qui touchent le conseil. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 207 (2).

Exclusion de personnes

(3) Le président de séance peut renvoyer ou exclure d'une réunion quiconque y a fait preuve d'inconduite. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 207 (3).

Examen des registres et des comptes

(4) Au siège du conseil, quiconque peut, à toute heure raisonnable, examiner le registre des procès-verbaux, le rapport financier annuel vérifié et les comptes courants du conseil. Si une personne en fait la demande écrite et moyennant paiement au conseil, au tarif de 25 cents les 100 mots ou à un tarif inférieur que le conseil peut fixer, le secrétaire fournit des copies ou extraits de ces documents et les certifie. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 207 (4).

RÉUNIONS DU CONSEIL

Réunions du conseil

208. (1) Le conseil est réputé créé lorsque la majorité des membres à élire ou à nommer ont été élus ou nommés. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 208 (1).

Première réunion

(2) Le conseil élu lors d'une élection ordinaire aux termes de la *Loi de 1996 sur les élections municipales* et le conseil nommé ou élu autrement que lors d'une élection ordinaire tenue aux termes de cette loi tiennent leur première réunion au plus tard sept jours après le début du mandat du conseil, aux date, heure et lieu que fixe le conseil, à défaut de quoi la réunion se tient à 20 heures au siège du conseil, le premier mercredi qui suit le début du mandat du conseil. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 208 (2); 1997, chap. 31, par. 106 (1).

Convocation de la première réunion par l'agent de supervision

(3) Malgré le paragraphe (2), à la demande par écrit de la majorité des membres du conseil nouvellement élu ou nommé, l'agent de supervision compétent peut faire convoquer la première réunion du conseil à une autre date et heure. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 208 (3).

Président de séance

(4) Lors de la première réunion tenue en décembre de chaque année, le chef de service administratif assume la présidence jusqu'à l'élection du président ou, s'il n'y a pas de chef de service administratif ou en son absence, les membres présents désignent la personne qui doit présider lors de l'élection du président. Si un membre du conseil est désigné de cette façon, il peut voter lors de l'élection du président. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 208 (4).

Élection du président

(5) Lors de la première réunion tenue en décembre de chaque année et lors de la première réunion après que le poste du président est devenu vacant, les membres élisent

chair, and the chair shall preside at all meetings. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 208 (5).

Transition: 1998

(5.1) For the purposes of a district school board in 1998, a requirement under subsection (4) or (5) to do something at the first meeting of December in each year shall be deemed to be a requirement to do the thing at the first meeting of the board in 1998, or at an earlier meeting as directed under section 351. 1997, c. 31, s. 106 (2).

Subsequent meetings

(6) Subsequent meetings of the board shall be held at such time and place as the board considers expedient. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 208 (6).

Vice-chair

(7) The members of the board may also elect one of themselves to be vice-chair and he or she shall preside in the absence of the chair. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 208 (7).

Where equality of votes

(8) In the case of an equality of votes at the election of a chair or vice-chair, the candidates shall draw lots to fill the position of chair or vice-chair, as the case may be. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 208 (8).

Temporary chair

(9) If at any meeting there is no chair or vice-chair present, the members present may elect one of themselves to be chair for that meeting. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 208 (9).

Temporary secretary

(10) In the absence of the secretary from any meeting, the chair or other member presiding may appoint any member or other person to act as secretary for that meeting. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 208 (10).

Quorum

(11) The presence of a majority of all the members constituting a board is necessary to form a quorum. 1997, c. 31, s. 106 (3).

Chair, voting; equality of votes

(12) The presiding officer, except where he or she is the chief executive officer of the board and is not a member, may vote with the other members of the board upon all motions, and any motion on which there is an equality of votes is lost. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 208 (12); 1997, c. 31, s. 106 (4).

Special meetings

(13) Special meetings of the board may be called by the chair and in such other manner as the board may determine. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 208 (13).

Regulations: electronic meetings

208.1 (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the use of electronic means

l'un d'entre eux comme président. Le président préside toutes les réunions. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 208 (5).

Disposition transitoire: 1998

(5.1) Pour les besoins d'un conseil scolaire de district en 1998, toute obligation d'accomplir un acte aux termes du paragraphe (4) ou (5) lors de la première réunion tenue en décembre de chaque année est réputée une obligation d'accomplir cet acte lors de la première réunion que tient le conseil en 1998 ou lors d'une réunion antérieure qu'il tient conformément à une directive donnée en vertu de l'article 351. 1997, chap. 31, par. 106 (2).

Réunions ultérieures

(6) Les réunions ultérieures du conseil sont tenues aux moment et lieu que le conseil estime opportuns. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 208 (6).

Vice-président

(7) Les membres du conseil peuvent également élire l'un d'entre eux comme vice-président. Le vice-président assume la présidence en l'absence du président. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 208 (7).

Partage

(8) En cas de partage lors de l'élection du président ou du vice-président, les candidats procèdent au tirage au sort pour combler le poste vacant. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 208 (8).

Président intérimaire

(9) En cas d'absence du président et du vice-président lors d'une réunion, les membres présents peuvent élire l'un d'entre eux comme président de séance. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 208 (9).

Secrétaire intérimaire

(10) En cas d'absence du secrétaire lors d'une réunion, le président ou le membre assurant la présidence peut nommer un membre ou une autre personne comme secrétaire de séance. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 208 (10).

Quorum

(11) La présence de la majorité de tous les membres qui composent le conseil est nécessaire pour constituer le quorum. 1997, chap. 31, par. 106 (3).

Président, vote; partage

(12) Le président de séance, sauf lorsqu'il est le chef de service administratif du conseil et qu'il n'est pas membre, peut voter avec les autres membres du conseil sur les motions. En cas de partage sur une motion, celle-ci est rejetée. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 208 (12); 1997, chap. 31, par. 106 (4).

Réunions extraordinaires

(13) Les réunions extraordinaires du conseil peuvent être convoquées par le président et de toute autre façon que le conseil peut déterminer. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 208 (13).

Règlements : réunions électroniques

208.1 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, traiter de l'emploi de moyens électro-

for the holding of meetings of a board and meetings of a committee of a board, including a committee of the whole board. 1997, c. 31, s. 107; 2002, c. 18, Sched. G, s. 8.

Same

(2) A regulation under subsection (1) may provide that a board member who participates in a meeting through electronic means shall be deemed to be present at the meeting for the purposes of this and every other Act, subject to such conditions or limitations as may be provided for in the regulation. 1997, c. 31, s. 107.

Same

(3) A regulation under subsection (1) may provide for participation through electronic means by members of the board, pupil representatives and members of the public. 1997, c. 31, s. 107.

Same

(4) In a regulation under this section, the Lieutenant Governor in Council may provide for any matter by authorizing a board to develop and implement a policy with respect to the matter. 1997, c. 31, s. 107.

Same

(5) The minimum requirements specified in section 229 for physical presence in the meeting room of a board shall not be interpreted to prevent a higher minimum being provided for under this section. 1997, c. 31, s. 107.

Declaration

209. (1) Except as provided in subsection (2), every person elected or appointed to a board, on or before the day fixed for the first meeting of the new board, or on or before the day of the first meeting that the person attends, shall make and subscribe the following declaration in English or French before the secretary of the board or before any person authorized to administer an oath or affirmation and in default the person shall be deemed to have resigned:

Declaration

A.B.

 $I,\,....,\,do \ solemnly \ declare \ that:$

- 1. I am not disqualified under any Act from being a member of (name of board).
- 2. I will truly, faithfully, impartially and to the best of my ability execute the office of board member, and that I have not received and will not receive any payment or reward or promise thereof for the exercise of any partiality or malversation or other undue execution of the said office and that I will disclose any pecuniary interest, direct or indirect, as required by and in accordance with the *Municipal Conflict of Interest Act*.

niques pour la tenue des réunions d'un conseil et de ses comités, y compris un comité plénier du conseil. 1997, chap. 31, art. 107; 2002, chap. 18, annexe G, art. 8.

Idem

(2) Les règlements pris en application du paragraphe (1) peuvent prévoir que le conseiller qui participe à une réunion par des moyens électroniques est réputé présent à la réunion pour l'application de la présente loi et d'une autre loi, sous réserve des conditions ou restrictions qu'ils prévoient. 1997, chap. 31, art. 107.

Idem

(3) Les règlements pris en application du paragraphe (1) peuvent prévoir la participation, par des moyens électroniques, des conseillers, des représentants des élèves et des membres du public. 1997, chap. 31, art. 107.

Idem

(4) Dans les règlements pris en application du présent article, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prévoir toute question en autorisant le conseil à élaborer et à mettre en oeuvre une politique à l'égard de la question. 1997, chap. 31, art. 107.

Idem

(5) Les exigences précisées à l'article 229 qui obligent à être physiquement présent dans la salle de réunion du conseil lors d'un nombre minimal de réunions ne doivent pas s'interpréter de façon à empêcher qu'on puisse fixer un nombre minimal plus élevé aux termes du présent article. 1997, chap. 31, art. 107.

Déclaration

209. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la personne élue ou nommée à un conseil, au plus tard le jour fixé pour la première réunion du nouveau conseil ou au plus tard le jour de la première réunion à laquelle elle participe, doit faire et signer la déclaration suivante, en français ou en anglais, devant le secrétaire du conseil ou devant une personne autorisée à faire prêter serment ou à recevoir les affirmations solennelles, à défaut de quoi elle est réputée avoir démissionné:

Déclaration

A.B.

Je soussigné(e),, déclare solennellement que :

- 1. Je ne suis pas inhabile, aux termes d'une loi, à devenir membre du (indiquer le nom du conseil).
- 2. J'entends remplir les fonctions de membre honnêtement, fidèlement, impartialement et de mon mieux, que je n'ai reçu ni ne recevrai ni paiement, ni récompense ou promesse de paiement ou de récompense pour m'inciter à la partialité, à la corruption ou à une irrégularité dans l'exercice de mes fonctions et que je divulguerai tout intérêt financier, direct ou indirect, conformément à ce qu'exige la Loi sur les conflits d'intérêts municipaux.

Declared before me at	,	
in the Province of Ontario	*	A.B
this	1	
day of, 20	,	

R.S.O. 1990, c. E.2, s. 209 (1); 1997, c. 31, s. 108 (1).

Idem

(2) Where a person is elected or appointed to fill a vacancy on a board, the person shall make such declaration on or before the day fixed for holding the first meeting of the board after his or her election or appointment or on or before the day of the first meeting that the person attends and in default the person shall be deemed to have resigned. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 209 (2).

Oath of allegiance

(3) Every person elected or appointed to a board, before entering on his or her duties as a board member, shall take and subscribe before the secretary of the board or before any person authorized to administer an oath the oath or affirmation of allegiance in the following form, in English or French:

A.B.

1,, do (swear of ajjirm) that I will
be faithful and bear true allegiance to Her Majesty,
Queen Elizabeth II (or the reigning sovereign for the
time being).
worn or affirmed) before me at

R.S.O. 1990, c. E.2, s. 209 (3); 1997, c. 31, s. 108 (2).

Filing of declaration and oath

(4) The declaration and oath or affirmation of allegiance shall be filed with the secretary of the board within eight days after the making or taking thereof, as the case may be. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 209 (4).

ARBITRATORS

Arbitrators to send copy of award to board, etc.

210. (1) Arbitrators acting under this Act shall send a copy of their award forthwith after the making thereof to the chief executive officer of the board and to the clerk of each municipality affected. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 210 (1).

Liability of parties for costs

(2) Such arbitrators shall determine the costs of the arbitration and shall direct to whom and by whom and in what manner such costs or any part thereof, and the fees under subsection (4), shall be paid, and such determination and direction is final. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 210 (2).

Déclaré devant moi à/au	
dans la province de l'Ontario	A.B.
le	

L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 209 (1); 1997, chap. 31, par. 108 (1).

Idem

(2) Si une personne est élue ou nommée pour combler une vacance au sein d'un conseil, elle fait cette déclaration au plus tard le jour fixé pour la tenue de la première réunion du conseil après son élection ou sa nomination, ou au plus tard le jour de la première réunion à laquelle elle participe, à défaut de quoi elle est réputée avoir démissionné. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 209 (2).

Serment d'allégeance

(3) La personne élue ou nommée à un conseil doit, avant d'entrer en fonction à titre de conseiller, prêter et signer un serment ou une affirmation solennelle d'allégeance dans la forme indiquée ci-dessous, en français ou en anglais, devant le secrétaire du conseil ou devant une personne autorisée à faire prêter serment ou à recevoir les affirmations solennelles :

A.B.

Je souss	igné(e), .					(jur	e ou
	solennel						
Majesté	la Reine	Elizabe	th II (ou	le s	souverair	ı régi	nan
alors).			`				

(Juré ou affirmé solennellement) devant moi à/au	
dans la province de l'Ontario	A.B.
le20	

L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 209 (3); 1997, chap. 31, par. 108 (2).

Remise de la déclaration et du serment

(4) La déclaration et le serment ou l'affirmation solennelle d'allégeance sont déposés chez le secrétaire du conseil dans les huit jours qui suivent la date où la déclaration ou l'affirmation solennelle a été faite ou le serment prêté, selon le cas. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 209 (4).

ARBITRES

Envoi par les arbitres d'une copie de la décision au conseil, etc.

210. (1) Les arbitres qui agissent aux termes de la présente loi envoient une copie de leur décision, immédiatement après l'avoir prise, au chef de service administratif du conseil et au secrétaire de chacune des municipalités intéressées. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 210 (1).

Responsabilité des parties relativement aux frais

(2) Les arbitres calculent le coût de l'arbitrage et indiquent à qui, par qui et de quelle façon ces coûts, en tout ou en partie, et les honoraires prévus aux termes du paragraphe (4) doivent être payés. La décision des arbitres à ces points de vue est finale. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 210 (2).

Expenses

(3) An arbitrator is entitled to an allowance of 10 cents for each kilometre necessarily travelled by the arbitrator to and from his or her residence to attend meetings of arbitrators together with his or her actual expenses for room and meals, incurred while attending such meetings, and such costs shall be included in the costs of the arbitration. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 210 (3).

Fees

- (4) Each arbitrator shall be paid a fee,
- (a) in the case of the Ontario Municipal Board, as determined by the Board;
- (b) in the case of an arbitrator other than a supervisory officer, judge or member of the Ontario Municipal Board, at the rate of \$20 for each sitting of a halfday or fraction thereof. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 210 (4).
- (5) REPEALED: 1997, c. 31, s. 109.
- (6) REPEALED: 1997, c. 31, s. 109.
- (7) REPEALED: 1997, c. 31, s. 109.

OFFENCES AND PENALTIES

False declaration

211. Every person who wilfully makes a false statement in a declaration required to be made under this Act is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$200. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 211.

Disturbances

212. (1) Every person who wilfully interrupts or disquiets the proceedings of a school or class is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$200. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 212 (1).

Idem

(2) Every person who, with intent to prevent the discussion of any matter or the passing of any motion at a meeting of a board, or a committee of a board including a committee of the whole board disrupts or endeavours to disturb or interrupt the meeting after having been expelled or excluded from the meeting is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$200. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 212 (2).

Acting while disqualified, etc.

213. (1) Every member of a board who sits or votes at any meeting of the board after becoming disqualified from sitting is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$200 for every meeting at which he or she so sits or votes. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 213 (1).

False reports and registers

(2) Every member of a board who knowingly signs a false report and every teacher who keeps a false school register or makes a false return is guilty of an offence and

Dépenses

(3) L'arbitre a droit à une allocation de 10 cents du kilomètre pour des déplacements qu'il a dû effectuer d'office pour se rendre de son lieu de résidence au lieu des réunions des arbitres et en revenir, ainsi qu'au remboursement des dépenses effectivement faites pour la chambre et la pension lorsqu'il participe à ces réunions. Ces frais sont inclus dans le coût de l'arbitrage. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 210 (3).

Honoraires

- (4) Chacun des arbitres reçoit des honoraires qui :
- a) dans le cas de la Commission des affaires municipales de l'Ontario, sont fixés par la Commission;
- b) dans le cas d'un arbitre qui n'est ni agent de supervision, ni juge, ni membre de la Commission des affaires municipales de l'Ontario, sont fixés à 20 \$ par séance d'une demi-journée ou fraction de celleci. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 210 (4).
- (5) ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 109.
- (6) ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 109.
- (7) ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 109.

INFRACTIONS ET AMENDES

Fausse déclaration

211. Quiconque fait sciemment une fausse déclaration, dans le cas d'une déclaration devant être faite aux termes de la présente loi, est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 200 \$. L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 211.

Rupture de l'ordre

212. (1) Quiconque interrompt ou dérange volontairement le déroulement d'un cours ou d'une classe est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 200 \$. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 212 (1).

Idem

(2) Quiconque, dans l'intention d'empêcher les délibérations sur une question ou l'adoption d'une motion lors d'une réunion du conseil ou d'un de ses comités, y compris un comité plénier du conseil, dérange ou cherche à déranger ou à interrompre la réunion après en avoir été expulsé, est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 200 \$. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 212 (2).

Exercice de fonctions malgré l'inhabilité à siéger, etc.

213. (1) Le membre du conseil qui siège ou vote lors d'une réunion du conseil après avoir été reconnu inhabile à siéger est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 200 \$ pour chacune des réunions à laquelle il siège ou vote. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 213 (1).

Rapports et registres erronés

(2) Le membre du conseil qui, sciemment, signe un rapport erroné ou l'enseignant qui tient un registre scolaire erroné ou fait une fausse déclaration est coupable

on conviction is liable to a fine of not more than \$200. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 213 (2).

214. REPEALED: 1997, c. 31, s. 110.

215. REPEALED: 1997, c. 31, s. 110.

216. REPEALED: 1997, c. 31, s. 110.

Promotion or sale of books, etc., by employees of board or Ministry to board, pupil, etc., prohibited

217. (1) No teacher, supervisory officer or other employee of a board or of the Ministry shall, for compensation of any kind other than his or her salary as such employee, promote, offer for sale or sell, directly or indirectly, any book or other teaching or learning materials, equipment, furniture, stationery or other article to any board, provincial school or teachers' college, or to any pupil enrolled therein. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 217 (1).

Exception for authors

(2) Subsection (1) does not apply to a teacher, supervisory officer or any other employee in respect of a book or other teaching or learning materials of which he or she is an author where the only compensation that he or she receives in respect thereof is a fee or royalty thereon. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 217 (2).

Employment of employee of board or Ministry to promote sale of books, etc., to board, pupil, etc., prohibited

(3) No person or organization or agent thereof shall employ a teacher, supervisory officer or other employee of a board or of the Ministry to promote, offer for sale or sell, directly or indirectly, any book or other teaching or learning materials, equipment, furniture, stationery or other article to any board, provincial school or teachers' college, or to any pupil enrolled therein, or shall, directly or indirectly, give or pay compensation to any such teacher, supervisory officer or employee for such purpose. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 217 (3).

Penalty

(4) Every person who contravenes any provision of subsection (1) or (3) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$1,000. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 217 (4).

VALIDITY OF ELECTIONS

Application for declaration that seat vacant

218. (1) Any person entitled to vote at the election of members of a board may commence an application in the Superior Court of Justice for a declaration that the office of a member of such board has become vacant. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 218 (1); 1996, c. 32, s. 70 (5); 1997, c. 31, s. 111 (1); 2000, c. 11, s. 21.

Time for bringing application

(2) No application shall be commenced under this section more than ninety days after the facts alleged to cause d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 200 \$. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 213 (2).

214. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 110.

215. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 110.

216. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 110.

Interdiction aux employés du conseil ou du ministère de promouvoir ou de vendre des livres, etc. au conseil, aux élèves, etc.

217. (1) Les enseignants, agents de supervision et autres employés d'un conseil ou du ministère ne doivent pas promouvoir, offrir en vente ou vendre, directement ou indirectement, moyennant une rémunération à l'exception de leur salaire d'employé, des livres, du matériel d'enseignement ou d'apprentissage, de l'équipement, de l'ameublement, des fournitures ou d'autres articles à un conseil, une école provinciale ou un collège de formation des enseignants, ou à un élève inscrit dans un de ces établissements. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 217 (1).

Exception concernant les auteurs

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'enseignant, à l'agent de supervision ou à un autre employé à l'égard d'un livre ou d'une sorte de matériel d'enseignement ou d'apprentissage dont il est l'auteur si la seule rémunération qu'il touche consiste en honoraires ou droits d'auteur. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 217 (2).

Interdiction d'engager des employés d'un conseil ou du ministère pour promouvoir ou vendre des livres, etc. au conseil, aux élèves, etc.

(3) Aucune personne, aucun organisme ni aucun de leurs mandataires ne doivent employer un enseignant, un agent de supervision ou un autre employé d'un conseil ou du ministère pour promouvoir, offrir en vente ou vendre, directement ou indirectement, des livres, du matériel d'enseignement ou d'apprentissage, de l'équipement, de l'ameublement, des fournitures ou d'autres articles à un conseil, une école provinciale ou un collège de formation des enseignants, ou à un élève inscrit dans un de ces établissements. Nul ne doit donner ou accorder une rémunération, directement ou indirectement, à l'enseignant, à l'agent de supervision ou à l'employé à cette fin. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 217 (3).

Infractions

(4) Quiconque enfreint le paragraphe (1) ou (3) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 1 000 \$. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 217 (4).

VALIDITÉ DES ÉLECTIONS

Requête pour obtenir une déclaration de poste vacant

218. (1) Quiconque a le droit de voter lors d'une élection pour choisir les membres d'un conseil peut présenter une requête à la Cour supérieure de justice pour obtenir une déclaration selon laquelle le poste d'un membre du conseil est devenu vacant. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 218 (1); 1996, chap. 32, par. 70 (5); 1997, chap. 31, par. 111 (1); 2000, chap. 11, art. 21.

Délai

(2) Aucune requête n'est présentée en vertu du présent article plus de quatre-vingt-dix jours après que les faits préthe vacancy in the board came to the knowledge of the person bringing such application. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 218 (2); 1996, c. 32, s. 70 (6).

Power of court

(3) Where in an application under this section the court finds that the office of a member of the board has become vacant, the court may order that the member be removed from office and declare that the office is vacant. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 218 (3); 1996, c. 32, s. 70 (7).

Application of Municipal Elections Act, 1996

(4) Subsection 83 (3) and sections 85, 86 and 87 of the *Municipal Elections Act, 1996* apply to an application made under this section, with necessary modifications. 1996, c. 32, s. 70 (8).

Joining of claims

(5) A claim in an application under this section may be joined with a claim in an application under section 83 of the *Municipal Elections Act, 1996*, and the claims may be heard and disposed of together. 1996, c. 32, s. 70 (8).

Validity of elections and corrupt practices

(6) The provisions of the *Municipal Elections Act,* 1996 in respect of the validity of elections and corrupt practices apply to an election of board members that is not conducted under the *Municipal Elections Act,* 1996. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 218 (6); 1996, c. 32, s. 70 (9); 1997, c. 31, s. 111 (2).

PART VII BOARD MEMBERS — QUALIFICATIONS, RESIGNATIONS AND VACANCIES

Qualifications of members

219. (1) A person is qualified to be elected as a member of a district school board or school authority if the person is qualified to vote for members of that district school board or that school authority and is resident in its area of jurisdiction. 1997, c. 31, s. 112.

Same

(2) A person who is qualified under subsection (1) to be elected as a member of a district school board or school authority is qualified to be elected as a member of that district school board or school authority for any geographic area in the district school board's or school authority's area of jurisdiction, regardless of which positions on that district school board or school authority the person may be qualified to vote for. 1997, c. 31, s. 112.

Eligibility for re-election

(3) A member of a district school board or school authority is eligible for re-election if otherwise qualified. 1997, c. 31, s. 112.

Disqualifications

(4) Despite subsection (1), a person is not qualified to be elected or to act as a member of a district school board or school authority if the person is, sumés être à l'origine de la vacance ont été portés à la connaissance de la personne qui présente cette requête. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 218 (2); 1996, chap. 32, par. 70 (6).

Pouvoir de la cour

(3) Si, dans une requête présentée en vertu du présent article, la cour constate que le poste d'un membre du conseil est devenu vacant, elle peut ordonner la destitution de ce membre et déclarer son poste vacant. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 218 (3); 1996, chap. 32, par. 70 (7).

Application de la Loi de 1996 sur les élections municipales

(4) Le paragraphe 83 (3) et les articles 85, 86 et 87 de la *Loi de 1996 sur les élections municipales* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une requête présentée en vertu du présent article. 1996, chap. 32, par. 70 (8).

Jonction des demandes

(5) La demande faite dans une requête présentée en vertu du présent article peut être jointe à celle faite dans une requête présentée en vertu de l'article 83 de la *Loi de 1996 sur les élections municipales*, auquel cas, les demandes peuvent être entendues et tranchées ensemble. 1996, chap. 32, par. 70 (8).

Validité des élections et méthodes irrégulières

(6) Les dispositions de la Loi de 1996 sur les élections municipales relatives à la validité des élections et aux méthodes irrégulières s'appliquent à l'élection des membres d'un conseil lorsque cette élection n'est pas tenue en vertu de la loi susmentionnée. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 218 (6); 1996, chap. 32, par. 70 (9); 1997, chap. 31, par. 111 (2).

PARTIE VII MEMBRES DES CONSEILS — ÉLIGIBILITÉ, DÉMISSIONS ET VACANCES

Conditions d'éligibilité

219. (1) Est éligible comme membre d'un conseil scolaire de district ou d'une administration scolaire quiconque est habilité à voter lors de l'élection des membres de ce conseil ou de cette administration et réside dans son territoire de compétence. 1997, chap. 31, art. 112.

Idem

(2) Quiconque est éligible comme membre d'un conseil scolaire de district ou d'une administration scolaire aux termes du paragraphe (1) l'est pour n'importe quelle région géographique du territoire de compétence de ce conseil ou de cette administration, quels que soient les postes de ce conseil ou de cette administration pour lesquels il peut être habilité à voter. 1997, chap. 31, art. 112.

Rééligibilité

(3) Le membre d'un conseil scolaire de district ou d'une administration scolaire est rééligible s'il remplit les conditions d'éligibilité. 1997, chap. 31, art. 112.

Inéligibilité

(4) Malgré le paragraphe (1), une personne ne remplit pas les conditions d'éligibilité ni ne peut être membre d'un conseil scolaire de district ou d'une administration scolaire si, selon le cas :

- (a) an employee of a district school board or school authority;
- (b) REPEALED: 2002, c. 18, Sched. G, s. 9 (1).
- (c) the clerk or treasurer or deputy clerk or deputy treasurer of a municipality or an upper-tier municipality, all or part of which is included in the area of jurisdiction of the district school board or the school authority;
- (d) a member of the Assembly or of the Senate or House of Commons of Canada; or
- (e) otherwise ineligible or disqualified under this or any other Act. 1997, c. 31, s. 112; 1999, c. 6, s. 20 (5); 2002, c. 17, Sched. F, Table; 2002, c. 18, Sched. G, s. 9 (1).

Leave of absence

- (5) Despite subsection (4), none of the following persons is ineligible to be a candidate for or to be elected as a member of a district school board or school authority if he or she takes an unpaid leave of absence, beginning no later than the day the person is nominated and ending on voting day:
 - 1. An employee of a district school board or school authority.
 - 2. The clerk, treasurer, deputy clerk or deputy treasurer of a municipality or upper-tier municipality, all or part of which is included in the area of jurisdiction of a district school board or school authority. 2002, c. 18, Sched. G, s. 9 (2).

Same

- (5.1) Subsections 30 (2) to (7) of the *Municipal Elections Act, 1996* apply with necessary modifications to an individual referred to in subsection (5). 2002, c. 18, Sched. G, s. 9 (2).
 - (6) REPEALED: 2002, c. 17, Sched. D, s. 37.

Disqualification: district school board by-elections

- (7) Despite subsection (1), a person is not qualified to be elected in a by-election or to act as a member of a district school board if the person is,
 - (a) a member of any other district school board;
 - (b) a member of a school authority;
 - (c) a member of the council of a municipality or an upper-tier municipality, all or part of which is included in the area of jurisdiction of the district school board; or
 - (d) an elected member of a local board, as defined in the Municipal Affairs Act, of a municipality or an upper-tier municipality, all or part of which is included in the area of jurisdiction of the district school board.

and the person's term of office has at least two months to run after the last day for filing nominations for the

- a) elle est employée par un conseil scolaire de district ou une administration scolaire;
- b) ABROGÉ: 2002, chap. 18, annexe G, par. 9 (1).
- c) elle occupe la fonction de secrétaire, de trésorier, de secrétaire adjoint ou de trésorier adjoint d'une municipalité ou d'une municipalité de palier supérieur dont la totalité ou une partie est comprise dans le territoire de compétence du conseil ou de l'administration:
- d) elle est membre de l'Assemblée législative ou du Sénat ou de la Chambre des communes du Canada;
- e) elle est par ailleurs inéligible ou ne remplit pas les conditions requises aux termes de la présente loi ou d'une autre loi. 1997, chap. 31, art. 112; 1999, chap. 6, par. 20 (5); 2002, chap. 17, annexe F, tableau; 2002, chap. 18, annexe G, par. 9 (1).

Congé

- (5) Malgré le paragraphe (4), aucune des personnes suivantes n'est inhabile à être candidat ni à être élue membre d'un conseil scolaire de district ou d'une administration scolaire si elle prend un congé sans paie pour une période qui commence au plus tard le jour où elle est déclarée candidate et qui prend fin le jour du scrutin :
 - 1. Les employés d'un conseil scolaire de district ou d'une administration scolaire.
 - 2. Le secrétaire, le trésorier, le secrétaire adjoint ou le trésorier adjoint d'une municipalité ou municipalité de palier supérieur dont la totalité ou une partie est comprise dans le territoire de compétence de ce conseil ou de cette administration. 2002, chap. 18, annexe G, par. 9 (2).

Idem

- (5.1) Les paragraphes 30 (2) à (7) de la *Loi de 1996 sur les élections municipales* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux particuliers visés au paragraphe (5). 2002, chap. 18, annexe G, par. 9 (2).
 - (6) ABROGÉ: 2002, chap. 17, annexe D, art. 37.

Inéligibilité : élections partielles aux conseils scolaires de district

- (7) Malgré le paragraphe (1), ne remplit pas les conditions d'éligibilité lors d'une élection partielle ni ne peut être membre d'un conseil scolaire de district, lorsque son mandat doit encore durer deux mois au moins après la date limite fixée pour le dépôt des déclarations de candidature en vue de l'élection partielle, à moins qu'il n'ait remis sa démission au secrétaire de l'autre conseil scolaire de district, de l'administration scolaire, de la municipalité ou de la municipalité de palier supérieur qui suit, selon le cas, avant la clôture du dépôt des déclarations, quiconque :
 - a) soit est membre d'un autre conseil scolaire de district;
 - b) soit est membre d'une administration scolaire;
 - c) soit est membre du conseil d'une municipalité ou d'une municipalité de palier supérieur dont la totalité ou une partie est comprise dans le territoire de compétence du conseil;

by-election, unless before the closing of nominations the person has filed his or her resignation with the secretary of the other district school board, with the secretary of the school authority or with the clerk of the municipality or upper-tier municipality, as the case may be. 1997, c. 31, s. 112; 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Disqualification: school authority by-elections

- (8) Despite subsection (1), a person is not qualified to be elected in a by-election or to act as a member of a school authority if the person is,
 - (a) a member of any other school authority;
 - (b) a member of a district school board;
 - (c) a member of the council of a municipality or an upper-tier municipality, all or part of which is included in the area of jurisdiction of the school authority; or
 - (d) an elected member of a local board, as defined in the Municipal Affairs Act, of a municipality or an upper-tier municipality, all or part of which is included in the area of jurisdiction of the school authority,

and the person's term of office has at least two months to run after the last day for filing nominations for the by-election, unless before the closing of nominations the person has filed his or her resignation with the secretary of the other school authority, with the secretary of the district school board or with the clerk of the municipality or upper-tier municipality, as the case may be. 1997, c. 31, s. 112; 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Qualification to act as a member

(9) A person is not qualified to act as a member of a district school board or school authority if the person ceases to hold the qualifications required to be elected as a member of the district school board or the school authority. 1997, c. 31, s. 112.

Person not to be candidate for more than one seat

(10) No person shall run as a candidate for more than one seat on a district school board or school authority and any person who does so and is elected to hold one or more seats on the district school board or the school authority is not entitled to act as a member of the district school board or the school authority by reason of the election. 1997, c. 31, s. 112.

Vacancy where member disqualified

(11) The seat of a member of a district school board or school authority who is not qualified or entitled to act as a member of that district school board or that school authority is vacated. 1997, c. 31, s. 112.

Members to remain in office

220. (1) The members of a board shall remain in office until their successors are elected and the new board is organized. 1997, c. 31, s. 112.

Board not to cease for want of members

(2) A board does not cease to exist by reason only of the lack of members. 1997, c. 31, s. 112.

d) soit est un membre élu d'un conseil local, au sens de la *Loi sur les affaires municipales*, d'une municipalité ou d'une municipalité de palier supérieur dont la totalité ou une partie est comprise dans le territoire de compétence du conseil. 1997, chap. 31, art. 112; 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Inéligibilité : élections partielles aux administrations scolaires

- (8) Malgré le paragraphe (1), ne remplit pas les conditions d'éligibilité lors d'une élection partielle ni ne peut être membre d'une administration scolaire, lorsque son mandat doit encore durer deux mois au moins après la date limite fixée pour le dépôt des déclarations de candidature en vue de l'élection partielle, à moins qu'il n'ait remis sa démission au secrétaire de l'autre administration scolaire, du conseil scolaire de district, de la municipalité ou de la municipalité de palier supérieur qui suit, selon le cas, avant la clôture du dépôt des déclarations, quiconque :
 - a) soit est membre d'une autre administration scolaire;
 - b) soit est membre d'un conseil scolaire de district;
 - c) soit est membre du conseil d'une municipalité ou d'une municipalité de palier supérieur dont la totalité ou une partie est comprise dans le territoire de compétence de l'administration;
 - d) soit est un membre élu d'un conseil local, au sens de la *Loi sur les affaires municipales*, d'une municipalité ou d'une municipalité de palier supérieur dont la totalité ou une partie est comprise dans le territoire de compétence de l'administration. 1997, chap. 31, art. 112; 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Conditions d'éligibilité pour être membre

(9) Quiconque ne remplit plus les conditions d'éligibilité pour être membre d'un conseil scolaire de district ou d'une administration scolaire ne peut y siéger à titre de membre. 1997, chap. 31, art. 112.

Interdiction de se porter candidat à plusieurs postes

(10) Nul ne doit se porter candidat à plus d'un poste au sein d'un conseil scolaire de district ou d'une administration scolaire. Quiconque présente ainsi sa candidature et est élu à un ou plusieurs postes du conseil ou de l'administration ne peut y siéger à titre de membre du fait de cette élection. 1997, chap. 31, art. 112.

Vacance

(11) Le poste du membre d'un conseil scolaire de district ou d'une administration scolaire qui ne remplit pas les conditions d'éligibilité ou qui n'a pas le droit d'en être membre devient vacant. 1997, chap. 31, art. 112.

Membres qui demeurent en fonction

220. (1) Les membres du conseil demeurent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus et que le nouveau conseil soit organisé. 1997, chap. 31, art. 112.

Maintien du conseil

(2) Le conseil ne cesse pas d'exister simplement parce qu'il ne compte pas suffisamment de membres. 1997, chap. 31, art. 112.

Resignation of members

(3) A member of a board, with the consent of a majority of the members present at a meeting, entered on the minutes of it, may resign as a member, but he or she shall not vote on a motion as to his or her own resignation and may not resign as a member if the resignation will reduce the number of members of the board to less than a quorum. 1997, c. 31, s. 112.

Resignation to become candidate for some other office

(4) Despite subsection (3), where it is necessary for a member of a board to resign to become a candidate for some other office, the member may resign by filing his or her resignation, including a statement that the resignation is for the purpose of becoming a candidate for some other office, with the secretary of the board and the resignation shall become effective on November 30 after it is filed or on the day preceding the day on which the term of the office commences, whichever is the earlier. 1997, c. 31, s. 112.

Vacancies

- 221. (1) Subject to section 224, if the office of a member of a board becomes vacant before the end of the member's term,
 - (a) the remaining elected members shall appoint a qualified person to fill the vacancy within 60 days after the office becomes vacant, if a majority of the elected members remain in office; or
 - (b) a by-election shall be held to fill the vacancy, in the same manner as an election of the board, if a majority of the elected members do not remain in office. 1997, c. 31, s. 112.

Optional election

- (2) Despite clause (1) (a), if members of the board are elected under the *Municipal Elections Act, 1996*, the remaining elected members may by resolution require that an election be held in accordance with that Act to fill the vacancy if the vacancy occurs,
 - (a) in a year in which no regular election is held under that Act;
 - (b) before April 1 in the year of a regular election; or
 - (c) after the new board is organized in the year of a regular election. 2002, c. 18, Sched. G, s. 10.

Same

(3) The secretary of the board shall promptly send to the clerk of the appropriate municipality a certified copy of the resolution under subsection (2). 1997, c. 31, s. 112.

Notice re clause (1) (b)

(4) Where clause (1) (b) applies, the secretary of the board shall promptly send to the clerk of the appropriate municipality a notice that clause (1) (b) applies and the

Démission d'un membre

(3) Le membre d'un conseil peut démissionner avec le consentement inscrit au procès-verbal de la majorité des membres présents à la réunion. Toutefois, il ne doit pas voter sur une motion qui porte sur sa démission. Il ne peut pas non plus démissionner de son poste si, de ce fait, le nombre de membres devient inférieur au quorum. 1997, chap. 31, art. 112.

Démission en cas de candidature à un autre poste

(4) Malgré le paragraphe (3), si un membre d'un conseil doit démissionner pour se porter candidat à un autre poste, il peut le faire en déposant auprès du secrétaire du conseil sa démission avec une déclaration précisant qu'il démissionne pour se porter candidat à un autre poste. Sa démission prend effet le 30 novembre suivant la date où il l'a déposée ou la veille du jour où son mandat commence, selon la première de ces éventualités. 1997, chap. 31, art. 112.

Postes vacants

- **221.** (1) Sous réserve de l'article 224, si le poste d'un membre d'un conseil devient vacant avant la fin de son mandat :
 - a) le reste des membres élus nomme au poste, dans les 60 jours qui suivent la date à laquelle il est devenu vacant, une personne qui possède les qualités requises, si la majorité des membres élus demeurent en fonction;
 - b) une élection partielle est tenue en vue de combler le poste vacant, de la même façon qu'une élection du conseil, si la majorité des membres élus ne demeurent pas en fonction. 1997, chap. 31, art. 112.

Élection facultative

- (2) Malgré l'alinéa (1) a), si les membres du conseil sont élus aux termes de la *Loi de 1996 sur les élections municipales*, le reste des membres élus peuvent, par voie de résolution, exiger la tenue d'une élection conformément à cette loi pour combler le poste vacant si la vacance survient, selon le cas:
 - a) au cours d'une année pendant laquelle aucune élection ordinaire ne se tient aux termes de cette loi;
 - b) avant le 1^{er} avril de l'année d'une élection ordinaire;
 - c) après que le nouveau conseil est organisé au cours de l'année d'une élection ordinaire. 2002, chap. 18, annexe G, art. 10.

Idem

(3) Le secrétaire du conseil envoie promptement au secrétaire de la municipalité intéressée une copie certifiée conforme de la résolution visée au paragraphe (2). 1997, chap. 31, art. 112.

Avis relatif à l'alinéa (1) b)

(4) Si l'alinéa (1) b) s'applique, le secrétaire du conseil envoie promptement au secrétaire de la municipalité intéressée un avis à cet effet. L'avis est réputé une résolution notice shall be deemed to be a resolution indicating a by-election is required for the purposes of section 65 of the *Municipal Elections Act*, 1996, 1997, c. 31, s. 112.

Term of office

(5) A member appointed or elected to fill a vacancy shall hold office for the remainder of the term of the member who vacated the office. 1997, c. 31, s. 112.

Elections for three member boards

222. (1) If an election is required to fill a vacancy on a board that is composed of three members and there are fewer than two remaining members of the board, a meeting of the electors may be called by any two electors of the board or by the appropriate supervisory officer. 1997, c. 31, s. 112.

Time of meeting

(2) The meeting shall take place within 60 days of the date on which the last office became vacant. 1997, c. 31, s. 112.

Notice of meeting

(3) At least six days before the meeting, the person or persons calling the meeting shall post a notice of the meeting in at least three public places within the area of jurisdiction of the board. 1997, c. 31, s. 112.

Election at meeting

(4) The electors at the meeting shall elect the required number of board members to fill the vacancies. 1997, c. 31, s. 112.

Vacancy in rural separate school board before incorporation

223. (1) If a vacancy occurs in the office of a member of the board of a rural separate school before the board members become a body corporate, the remaining board members shall promptly take steps to hold a by-election to fill the vacancy, and the person elected shall hold office for the remainder of the term of the board member who vacated the office. 1997, c. 31, s. 112.

Manner of election

(2) The by-election shall be conducted in the same manner as an election of the whole board. 1997, c. 31, s. 112.

Vacancies near election times

- 224. Where a vacancy occurs on a board,
- (a) within one month before the next election, it shall not be filled; or
- (b) after the election, but before the new board is organized, it shall be filled immediately after the new board is organized in the same manner as for a vacancy that occurs after the board is organized. 1997, c. 31, s. 112.

Election to fill vacancy

225. (1) Where an election is required to fill a vacancy on a board that is composed of more than three members and whose elections are not conducted under the *Munici*-

exigeant la tenue d'une élection partielle pour l'application de l'article 65 de la *Loi de 1996 sur les élections municipales*. 1997, chap. 31, art. 112.

Mandat

(5) Le membre nommé ou élu à un poste vacant demeure en fonction jusqu'à l'expiration du mandat du membre qui a quitté le poste. 1997, chap. 31, art. 112.

Élections aux conseils composés de trois membres

222. (1) Si une élection est nécessaire pour combler une vacance au sein d'un conseil composé de trois membres et qu'il ne reste qu'un seul membre au sein du conseil, une assemblée des électeurs peut être convoquée par deux des électeurs du conseil ou par l'agent de supervision compétent. 1997, chap. 31, art. 112.

Date de l'assemblée

(2) L'assemblée a lieu dans les 60 jours qui suivent la date à laquelle le dernier poste est devenu vacant. 1997, chap. 31, art. 112.

Avis de convocation

(3) Au moins six jours avant l'assemblée, la ou les personnes qui la convoquent affichent un avis de convocation dans au moins trois lieux publics du territoire de compétence du conseil. 1997, chap. 31, art. 112.

Élection lors de l'assemblée

(4) À l'assemblée, les électeurs élisent le nombre de conseillers requis pour combler les postes vacants. 1997, chap. 31, art. 112.

Vacance au sein d'un conseil d'écoles séparées rurales avant sa constitution en personne morale

223. (1) Si le poste d'un membre du conseil d'écoles séparées rurales devient vacant avant que le conseil soit constitué en personne morale, les membres qui restent prennent promptement des mesures pour tenir une élection partielle afin de combler la vacance. La personne élue demeure en fonction jusqu'à l'expiration du mandat du membre qui a quitté son poste. 1997, chap. 31, art. 112.

Tenue de l'élection

(2) L'élection partielle se tient de la même façon que l'élection de l'ensemble du conseil. 1997, chap. 31, art. 112.

Vacance au sein du conseil peu de temps avant ou après l'élection

- 224. Si une vacance survient au sein d'un conseil :
- a) dans le mois qui précède l'élection suivante, elle n'est pas comblée;
- après l'élection, mais avant que le nouveau conseil soit organisé, elle est comblée immédiatement après l'organisation de celui-ci de la même façon que la vacance qui survient après son organisation. 1997, chap. 31, art. 112.

Élection en vue de combler une vacance

225. (1) Si une élection est nécessaire pour combler une vacance au sein d'un conseil composé de plus de trois membres et dont l'élection ne se tient pas aux termes de

pal Elections Act, 1996, the nomination shall be held on the third Monday following the day on which the office becomes vacant and the polling shall be held on the second Monday following the day of nomination, and the nomination and polling shall be held in the same manner and at the same times as for the office that became vacant. 1997, c. 31, s. 112.

Extension of time limits

(2) The remaining members of the board may extend the time for the nomination and the polling under subsection (1), but the polling shall be held no later than 60 days after the office becomes vacant. 1997, c. 31, s. 112.

Appointment of board members on failure of qualified person

226. (1) Where the appropriate supervisory officer reports that no qualified persons or an insufficient number of qualified persons are available or that the electors have failed to elect a sufficient number of members of a district school area board to form a quorum, the Minister may appoint as members of the board such persons as the Minister may consider proper, and the persons so appointed have, during the term of such appointment, all the authority of board members as though they were eligible and duly elected according to this Act. 1997, c. 31, s. 112.

Interim administration pending by-elections

(2) Where under this Act vacancies on a board are required to be filled by an election to be conducted under the *Municipal Elections Act, 1996* and no election can be held under that Act, the Minister may by order provide for the fulfilling of the duties and obligations of the board until such time as an election is held in accordance with the *Municipal Elections Act, 1996* and the members so elected have taken office. 1997, c. 31, s. 112.

Tie vote

227. If two or more candidates receive an equal number of votes at a meeting held under clause 221 (1) (a) to appoint a person to fill a vacancy or at a meeting to elect a person to fill a vacancy, the chair of the meeting shall provide for the drawing of lots to determine which of the candidates shall be appointed or elected. 1997, c. 31, s. 112.

Seat vacated by conviction, absence etc.

- 228. (1) A member of a board vacates his or her seat if he or she,
 - (a) is convicted of an indictable offence;
 - (b) absents himself or herself without being authorized by resolution entered in the minutes, from three consecutive regular meetings of the board;
 - (c) ceases to hold the qualifications required to act as a member of the board;
 - (d) becomes disqualified under subsection 219 (4); or

la Loi de 1996 sur les élections municipales, le jour de la déclaration de candidature est le troisième lundi suivant la date à laquelle le poste devient vacant. Le scrutin a lieu le deuxième lundi suivant le jour de la déclaration de candidature et celle-ci de même que le scrutin se déroulent de la même façon et aux mêmes moments que pour le poste devenu vacant. 1997, chap. 31, art. 112.

Prorogation des délais

(2) Le reste des membres du conseil peut proroger le délai prévu pour la mise en candidature et celui prévu pour le scrutin aux termes du paragraphe (1). Toutefois, le scrutin doit se tenir au plus tard 60 jours après que le poste devient vacant. 1997, chap. 31, art. 112.

Nomination des membres en l'absence de personnes possédant les qualités requises

226. (1) Si l'agent de supervision compétent signale que personne de disponible ne possède les qualités requises, que le nombre de personnes disponibles qui possèdent les qualités requises est insuffisant ou que les électeurs n'ont pas élu un nombre suffisant de membres d'un conseil de secteur scolaire de district pour constituer le quorum, le ministre peut nommer membres du conseil les personnes qu'il estime appropriées. Les personnes ainsi nommées ont, pendant la durée de leur mandat, tous les pouvoirs des membres d'un conseil comme si elles étaient éligibles et avaient été dûment élues conformément à la présente loi. 1997, chap. 31, art. 112.

Administration intérimaire

(2) Si, aux termes de la présente loi, les vacances qui surviennent au sein d'un conseil doivent être comblées par une élection tenue aux termes de la *Loi de 1996 sur les élections municipales* et qu'aucune élection ne peut être tenue aux termes de cette loi, le ministre peut, par arrêté, pourvoir à l'exécution des fonctions et obligations du conseil jusqu'à ce qu'une élection se tienne conformément à cette loi et que les membres ainsi élus soient entrés en fonction. 1997, chap. 31, art. 112.

Égalité des voix

227. Si deux candidats ou plus reçoivent un nombre égal de voix lors d'une réunion tenue aux termes de l'alinéa 221 (1) a) en vue de nommer une personne à un poste vacant ou lors d'une assemblée tenue en vue d'élire une personne à un poste vacant, le président de séance procède à un tirage au sort afin de déterminer lequel des candidats est nommé ou élu. 1997, chap. 31, art. 112.

Poste devenu vacant après une déclaration de culpabilité

- **228.** (1) Le membre d'un conseil abandonne son poste si, selon le cas :
 - a) il est déclaré coupable d'un acte criminel;
 - b) il n'assiste pas, sans y avoir été autorisé par une résolution inscrite au procès-verbal, à trois réunions ordinaires consécutives du conseil;
 - c) il cesse de posséder les qualités requises pour être membre du conseil;
 - d) il ne remplit plus les conditions d'éligibilité aux termes du paragraphe 219 (4);

(e) fails to meet the requirements of section 229. 1997, c. 31, s. 112.

Exception: conviction

(2) Despite subsection (1), where a member of a board is convicted of an indictable offence, the vacancy shall not be filled until the time for taking any appeal that may be taken from the conviction has elapsed, or until the final determination of any appeal so taken, and in the event of the quashing of the conviction the seat shall be deemed not to have been vacated. 1997, c. 31, s. 112.

Filling of vacancies

(3) Where a seat becomes vacant under this section, the provisions of this Act with respect to the filling of vacancies apply. 1997, c. 31, s. 112.

In person attendance required

229. (1) Despite section 208.1 but subject to subsection (2), a member of a board shall be physically present in the meeting room of the board for at least three regular meetings of the board in each 12-month period beginning December 1. 1997, c. 31, s. 112.

Same

(2) Despite section 208.1, for the period beginning when a member of a board is elected or appointed to fill a vacancy and ending on the following November 30, the member shall be physically present in the meeting room of the board for at least one regular meeting of the board for each period of four full calendar months that occurs during the period beginning with the election or appointment and ending on the following November 30. 1997, c. 31, s. 112.

Transition: district school boards in 1998

(3) Despite section 208.1, in 1998, a member of a district school board shall be physically present in the meeting room of the board for at least three regular meetings of the board. 1997, c. 31, s. 112.

PART VIII COMPLIANCE WITH BOARD OBLIGATIONS

Investigation, board compliance

- **230.** The Minister may direct an investigation of the affairs of a board if the Minister has concerns that the board may have done something or omitted to do something and the act or omission,
 - (a) contravenes, indicates an intention to contravene or may result in a contravention of a requirement under paragraph 2 or 3 of subsection 8 (1);
 - (b) contravenes, indicates an intention to contravene or may result in a contravention of paragraph 7.1 or 7.2 of subsection 170 (1) or any of subsections 170 (2.5) to (2.8);
 - (c) contravenes, indicates an intention to contravene or may result in a contravention of section 170.1;

e) il ne respecte pas les exigences de l'article 229. 1997, chap. 31, art. 112.

Exception : déclaration de culpabilité

(2) Malgré le paragraphe (1), si un membre d'un conseil est déclaré coupable d'un acte criminel, la vacance ne doit pas être comblée tant que le délai accordé pour interjeter appel ne s'est pas écoulé ou qu'il ne soit statué définitivement sur l'appel. Si la déclaration de culpabilité est annulée, le poste est réputé n'avoir jamais été vacant. 1997, chap. 31, art. 112.

Vacance comblée

(3) Si un poste devient vacant aux termes du présent article, les dispositions de la présente loi relatives à la façon de combler les vacances s'appliquent. 1997, chap. 31, art. 112.

Présence requise

229. (1) Malgré l'article 208.1 mais sous réserve du paragraphe (2), les conseillers doivent être physiquement présents dans la salle de réunion lors d'au moins trois réunions ordinaires du conseil au cours de la période de 12 mois qui commence le 1^{et} décembre. 1997, chap. 31, art. 112.

Idem

(2) Malgré l'article 208.1, le conseiller qui est élu ou nommé pour combler une vacance doit, pendant la période qui commence lors de son élection ou de sa nomination et qui se termine le 30 novembre suivant, être physiquement présent dans la salle de réunion lors d'au moins une réunion ordinaire du conseil au cours de chaque intervalle de quatre mois civils complets qui survient pendant cette période. 1997, chap. 31, art. 112.

Disposition transitoire : conseils scolaires de district en 1998

(3) Malgré l'article 208.1, en 1998, le membre d'un conseil scolaire de district doit être physiquement présent dans la salle de réunion lors d'au moins trois réunions ordinaires du conseil. 1997, chap. 31, art. 112.

PARTIE VIII RESPECT DES OBLIGATIONS DES CONSEILS

Enquête sur le conseil

- 230. Le ministre peut ordonner la tenue d'une enquête sur les affaires d'un conseil s'il craint que celui-ci ait fait ou omis de faire quelque chose et que l'acte ou l'omission, selon le cas :
 - a) contrevient à une exigence formulée en vertu de la disposition 2 ou 3 du paragraphe 8 (1), indique l'intention d'y contrevenir ou risque d'entraîner une telle contravention;
 - b) contrevient à la disposition 7.1 ou 7.2 du paragraphe 170 (1) ou à n'importe lequel des paragraphes 170 (2.5) à (2.8), indique l'intention d'y contrevenir ou risque d'entraîner une telle contravention;
 - c) contrevient à l'article 170.1, indique l'intention d'y contrevenir ou risque d'entraîner une telle contravention;

- (d) contravenes, indicates an intention to contravene or may result in a contravention of section 170.2;
- (e) contravenes, indicates an intention to contravene or may result in a contravention of section 170.2.1;
- (f) makes, indicates an intention to make or may result in the making of a payment of a type governed by section 191, 191.1 or 191.2 that does not comply with section 191, section 191.1 or a regulation made under it, or section 191.2, as the case may be; and
- (g) applies funds, indicates an intention to apply funds or may result in the application of funds in a manner that contravenes the requirements set out in a regulation made under section 234 of this Act. 2000, c. 11, s. 7; 2001, c. 14, Sched. A, s. 5.

Complaint re contravention

230.1 (1) A complaint alleging that a board has passed a motion or resolution of a kind described in subsection (2) may be made and filed in accordance with the regulations by,

- (a) the school council of a school under the jurisdiction of the board; or
- (b) supporters of the board. 2000, c. 11, s. 7.

Grounds for complaint

- (2) The following are the kinds of motions or resolutions that may form the basis for a complaint under this section:
 - 1. A motion or resolution that contravenes, indicates an intention to contravene or may result in a contravention of a requirement under paragraph 2 or 3 of subsection 8 (1).
 - 2. A motion or resolution that contravenes, indicates an intention to contravene or may result in a contravention of paragraph 7.1 or 7.2 of subsection 170 (1) or any of subsections 170 (2.5) to (2.8).
 - 3. A motion or resolution that contravenes, indicates an intention to contravene or may result in a contravention of section 170.1.
 - 4. A motion or resolution that contravenes, indicates an intention to contravene or may result in a contravention of section 170.2.
 - 5. A motion or resolution that contravenes, indicates an intention to contravene or may result in a contravention of section 170.2.1.
 - 6. A motion or resolution that makes, indicates an intention to make or may result in the making of a payment of a type governed by section 191, 191.1

- d) contrevient à l'article 170.2, indique l'intention d'y contrevenir ou risque d'entraîner une telle contravention:
- e) contrevient à l'article 170.2.1, indique l'intention d'y contrevenir ou risque d'entraîner une telle contravention;
- f) a pour effet de faire faire un versement du genre régi par l'article 191, 191.1 ou 191.2 qui n'est pas conforme à l'article 191, à l'article 191.1 ou ses règlements d'application ou à l'article 191.2, selon le cas, indique l'intention de faire un tel versement ou risque d'en entraîner un;
- g) a pour effet d'affecter des fonds d'une manière qui contrevient aux exigences énoncées dans les règlements pris en application de l'article 234 de la présente loi, indique l'intention de les affecter ainsi ou risque d'entraîner une telle affectation de fonds. 2000, chap. 11, art. 7; 2001, chap. 14, annexe A, art. 5.

Plaintes: contraventions

- **230.1** (1) Une plainte portant qu'un conseil a adopté une motion ou une résolution d'un genre visé au paragraphe (2) peut être présentée et déposée conformément aux règlements :
 - a) soit par le conseil d'école d'une école qui relève du conseil;
 - b) soit par les contribuables du conseil. 2000, chap. 11, art. 7.

Motifs de plainte

- (2) Les genres de motions ou de résolutions qui peuvent servir de fondement à une plainte visée au présent article sont les suivants :
 - 1. Les motions ou les résolutions qui contreviennent à une exigence formulée en vertu de la disposition 2 ou 3 du paragraphe 8 (1), qui indiquent l'intention d'y contrevenir ou qui risquent d'entraîner une telle contravention.
 - 2. Les motions ou les résolutions qui contreviennent à la disposition 7.1 ou 7.2 du paragraphe 170 (1) ou à n'importe lequel des paragraphes 170 (2.5) à (2.8), qui indiquent l'intention d'y contrevenir ou qui risquent d'entraîner une telle contravention.
 - Les motions ou les résolutions qui contreviennent à l'article 170.1, qui indiquent l'intention d'y contrevenir ou qui risquent d'entraîner une telle contravention.
 - 4. Les motions ou les résolutions qui contreviennent à l'article 170.2, qui indiquent l'intention d'y contrevenir ou qui risquent d'entraîner une telle contravention.
 - Les motions ou les résolutions qui contreviennent à l'article 170.2.1, qui indiquent l'intention d'y contrevenir ou qui risquent d'entraîner une telle contravention.
 - 6. Les motions ou les résolutions qui ont pour effet de faire faire un versement du genre régi par l'article 191, 191.1 ou 191.2 qui n'est pas conforme à

- or 191.2 that does not comply with section 191, section 191.1 or a regulation made under it, or section 191.2, as the case may be.
- 7. A motion or resolution that applies funds, indicates an intention to apply funds or may result in the application of funds in a manner that contravenes the requirements set out in a regulation made under section 234 of this Act. 2000, c. 11, s. 7; 2001, c. 14, Sched. A, s. 6.

Regulations

- (3) The Minister may make regulations respecting the making and filing of complaints under this section, including but not limited to regulations respecting,
 - (a) what a complaint must contain;
 - (b) the type and amount of support that must exist for a complaint and the way in which that support must be evidenced;
 - (c) the documentation that must accompany a complaint;
 - (d) the procedures that must be followed in making or filing a complaint;
 - (e) the deadlines that must be complied with in making or filing a complaint. 2000, c. 11, s. 7.

Effect of complaint

(4) Where a complaint is filed in accordance with this section and the regulations made under it, the Minister may direct an investigation of the affairs of the board. 2000, c. 11, s. 7.

Same

(5) Where the Minister does not direct an investigation under subsection (4), he or she shall provide a written response to the complaint, setting out the reasons for not directing an investigation. 2000, c. 11, s. 7.

Appointment of investigator

230.2 (1) Where the Minister directs an investigation under section 230 or 230.1, he or she may appoint as an investigator an employee in the Ministry or any other person. 2000, c. 11, s. 7.

Same

(2) In appointing an investigator for an investigation directed under section 230, the Minister shall specify in writing which legal requirements referred to in section 230 are in issue. 2000, c. 11, s. 7.

Same

(3) In appointing an investigator for an investigation directed under section 230.1, the Minister shall specify in writing which legal requirements referred to in subsection 230.1 (2) are in issue. 2000, c. 11, s. 7.

Scope of investigation

(4) The investigator may investigate any of the affairs of the board that, in his or her opinion, relate to the requirements specified under subsection (2) or (3). 2000, c. 11, s. 7.

- l'article 191, à l'article 191.1 ou ses règlements d'application ou à l'article 191.2, selon le cas, qui indiquent l'intention de faire un tel versement ou qui risquent d'en entraîner un.
- 7. Les motions ou les résolutions qui affectent des fonds d'une manière qui contrevient aux exigences énoncées dans les règlements pris en application de l'article 234 de la présente loi, qui indiquent l'intention de les affecter ainsi ou qui risquent d'entraîner une telle affectation de fonds. 2000, chap. 11, art. 7; 2001, chap. 14, annexe A, art. 6.

Règlements

- (3) Le ministre peut, par règlement, traiter de la présentation et du dépôt d'une plainte visée au présent article, notamment :
 - a) le contenu de la plainte;
 - b) l'appui et le genre d'appui que la plainte doit recevoir et la façon dont cet appui doit être prouvé;
 - c) la documentation qui doit accompagner la plainte;
 - d) la marche à suivre pour présenter ou déposer une plainte;
 - e) les délais à observer pour présenter ou déposer une plainte. 2000, chap. 11, art. 7.

Effet de la plainte

(4) Le ministre peut ordonner la tenue d'une enquête sur les affaires du conseil lorsqu'une plainte est déposée conformément au présent article et à ses règlements d'application. 2000, chap. 11, art. 7.

ldem

(5) Le ministre répond à la plainte par écrit en donnant les raisons pour lesquelles il n'ordonne pas la tenue d'une enquête en vertu du paragraphe (4), le cas échéant. 2000, chap. 11, art. 7.

Nomination d'un enquêteur

230.2 (1) Lorsqu'il ordonne la tenue d'une enquête en vertu de l'article 230 ou 230.1, le ministre peut nommer enquêteur un employé du ministère ou toute autre personne. 2000, chap. 11, art. 7.

Idem

(2) Lorsqu'il nomme un enquêteur pour mener l'enquête qu'il ordonne en vertu de l'article 230, le ministre précise par écrit quelles exigences légales visées à cet article sont en cause. 2000, chap. 11, art. 7.

Iden

(3) Lorsqu'il nomme un enquêteur pour mener l'enquête qu'il ordonne en vertu de l'article 230.1, le ministre précise par écrit quelles exigences légales visées au paragraphe 230.1 (2) sont en cause. 2000, chap. 11, art. 7.

Portée de l'enquête

(4) L'enquêteur peut enquêter sur toutes les affaires du conseil qui, à son avis, concernent les exigences précisées aux termes du paragraphe (2) ou (3). 2000, chap. 11, art. 7.

Powers of investigator

- (5) An investigator may,
- (a) require the production of any records that may in any way relate to the investigation;
- (b) examine and copy any records required under clause (a); and
- (c) require any officer of the board or any other person to appear before him or her and give evidence, on oath or affirmation, relating to the investigation. 2000, c. 11, s. 7.

Same

(6) For the purposes of carrying out an investigation, an investigator has the powers of a commission under Part II of the *Public Inquiries Act* and that Part applies to an investigation as if it were an inquiry under that Act. 2000, c. 11, s. 7.

Report of investigator

(7) On completion of an investigation, an investigator shall report in writing to the Minister, who shall promptly transmit a copy of the report to the secretary of the board. 2000, c. 11, s. 7.

Minister's powers on reviewing report: directions

230.3 (1) If, in the opinion of the Minister, the report made under subsection 230.2 (7) discloses evidence of non-compliance with a requirement specified under subsection 230.2 (2) or (3), or evidence that an act or omission of the board will likely result in non-compliance with a requirement specified under subsection 230.2 (2) or (3), the Minister may give any directions to the board that he or she considers advisable to address the non-compliance or likelihood of non-compliance. 2000, c. 11, s. 7.

Vesting order: board failure to comply with direction

(2) If the Minister advises the Lieutenant Governor in Council that he or she is of the opinion that the board has failed to comply with a direction given under subsection (1), the Lieutenant Governor in Council may make any order that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to vest in the Ministry control and charge over the administration of the affairs of the board. 2000, c. 11, s. 7.

Notice to board

(3) The order shall be promptly transmitted to the secretary of the board. 2000, c. 11, s. 7.

Vesting order

- 230.4 (1) Where a board is subject to an order under subsection 230.3 (2),
 - (a) the Minister shall publish notice of the order in *The Ontario Gazette*; and
 - (b) the persons directed by the Minister to do so shall give notice of the order to the persons specified by the Minister, in the form specified by the Minister. 2000, c. 11, s. 7.

No proceedings against board without leave of Minister

(2) After notice has been published in *The Ontario Gazette* under clause (1) (a),

Pouvoirs de l'enquêteur

- (5) L'enquêteur peut faire ce qui suit :
- a) exiger la production de tout dossier susceptible de concerner l'enquête de quelque façon que ce soit;
- b) examiner tout dossier visé à l'alinéa a) et en faire des copies;
- c) exiger de quiconque, notamment d'un agent du conseil, qu'il comparaisse devant lui et témoigne sous serment ou affirmation solennelle relativement à l'enquête. 2000, chap. 11, art. 7.

Idem

(6) Aux fins de l'enquête, l'enquêteur est investi des pouvoirs conférés à une commission en vertu de la partie II de la *Loi sur les enquêtes publiques*, laquelle s'applique à l'enquête comme s'il s'agissait d'une enquête effectuée en vertu de cette loi. 2000, chap. 11, art. 7.

Rapport de l'enquêteur

(7) Dès la fin de l'enquête, l'enquêteur remet un rapport écrit à ce sujet au ministre, qui en fait parvenir promptement une copie au secrétaire du conseil. 2000, chap. 11, art. 7.

Pouvoirs du ministre à la suite de l'examen du rapport : directives

230.3 (1) Si, à son avis, le rapport remis aux termes du paragraphe 230.2 (7) révèle des preuves d'une inobservation d'une exigence précisée aux termes du paragraphe 230.2 (2) ou (3) ou des preuves qu'un acte ou une omission du conseil entraînera vraisemblablement l'inobservation d'une telle exigence, le ministre peut donner au conseil les directives qu'il estime souhaitables en ce qui concerne la situation. 2000, chap. 11, art. 7.

Arrêté : défaut de se conformer à une directive

(2) Si le ministre l'avise que le conseil ne s'est pas conformé selon lui à une directive donnée en vertu du paragraphe (1), le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre les décrets qu'il estime nécessaires ou souhaitables afin d'investir le ministère du contrôle de l'administration des affaires du conseil. 2000, chap. 11, art. 7.

Envoi des décrets

(3) Les décrets sont transmis promptement au secrétaire du conseil. 2000, chap. 11, art. 7.

Arrêté

- 230.4 (1) Si le conseil est assujetti à un décret pris en vertu du paragraphe 230.3 (2):
 - a) le ministre publie un avis du décret dans la *Gazette* de l'Ontario;
 - b) les personnes auxquelles le ministre enjoint de le faire en donnent avis aux personnes et sous la forme qu'il précise. 2000, chap. 11, art. 7.

Aucune instance contre le conseil sans l'autorisation du ministre

(2) À compter de la publication de l'avis dans la Gazette de l'Ontario prévue à l'alinéa (1) a), il ne peut être fait ce qui suit sans l'autorisation du ministre :

- (a) no proceeding against the board shall be commenced or continued in any court without leave of the Minister; and
- (b) no order of any court shall be enforced against the board without leave of the Minister. 2000, c. 11, s. 7.

Suspension of limitation period

- (3) Subject to subsection (4), where the commencement or continuance of any proceeding or the enforcement of a court order is prevented under this section,
 - (a) the running of any limitation period relating to the proceeding or enforcement is suspended until the Minister gives leave to commence or continue the proceeding or to enforce the court order, as the case may be; and
 - (b) the person having the right to commence or continue the proceeding or to enforce the court order shall, immediately after the leave is given, have the same length of time within which to commence or continue the proceeding or enforce the court order, as the case may be, as the person had when the notice was published in *The Ontario Gazette* under clause (1) (a). 2000, c. 11, s. 7.

Same

(4) Subsection (3) does not apply unless application is made to the Minister for leave to commence or continue the proceeding or to enforce the order within the relevant limitation period and the Minister refuses to give the leave. 2000, c. 11, s. 7.

Effect of order

(5) Subsection (2) does not apply in relation to a board that is subject to an order under subsection 230.3 (2) after the Minister, under clause 230.5 (2) (b), makes an order of a type described in clause 257.34 (2) (b) or (i) with respect to the board. 2000, c. 11, s. 7.

Control exercisable by Minister

230.5 (1) Where the Lieutenant Governor in Council has made an order under subsection 230.3 (2) in respect of a board, the Minister has control and charge over the board generally with respect to any matter in any way affecting the board's affairs. 2000, c. 11, s. 7.

Same

- (2) Without limiting the generality of subsection (1), where the Lieutenant Governor in Council has made an order under subsection 230.3 (2) in respect of a board,
 - (a) the Minister has control and charge over the exercise and performance by the board of its powers, duties and obligations with respect to all matters, including but not limited to all matters referred to in clauses 257.33 (2) (a) to (i); and
 - (b) sections 257.34 to 257.38 apply, with necessary modifications, as if the board were subject to an order under subsection 257.31 (2) or (3). 2000, c. 11, s. 7.

- a) introduire ou poursuivre une instance contre le conseil devant quelque tribunal que ce soit;
- b) exécuter une ordonnance judiciaire à l'encontre du conseil. 2000, chap. 11, art. 7.

Suspension des délais de prescription

- (3) Sous réserve du paragraphe (4), si l'introduction ou la poursuite d'une instance ou l'exécution d'une ordonnance judiciaire est interdite aux termes du présent article :
 - a) tout délai de prescription applicable à l'instance ou à l'exécution est suspendu jusqu'à ce que le ministre autorise l'introduction ou la poursuite de l'instance ou l'exécution de l'ordonnance, selon le cas;
 - b) la personne qui a le droit d'introduire ou de poursuivre l'instance ou d'exécuter l'ordonnance dispose, dès que l'autorisation est donnée, du même délai pour introduire ou poursuivre l'instance ou pour exécuter l'ordonnance, selon le cas, que celui auquel elle avait droit lorsque l'avis a été publié dans la *Gazette de l'Ontario* aux termes de l'alinéa (1) a). 2000, chap. 11, art. 7.

Idem

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique que si l'intéressé a, dans le délai de prescription pertinent, adressé une demande d'autorisation au ministre pour introduire ou poursuivre l'instance ou pour exécuter l'ordonnance et que le ministre l'a refusée. 2000, chap. 11, art. 7.

Effet du décret

(5) Le paragraphe (2) ne s'applique pas à l'égard du conseil qui est assujetti à un décret pris en vertu du paragraphe 230.3 (2) après que le ministre prend, en vertu de l'alinéa 230.5 (2) b), un arrêté d'un genre visé à l'alinéa 257.34 (2) b) ou i) à son égard. 2000, chap. 11, art. 7.

Pouvoir de contrôle du ministre

230.5 (1) Si le lieutenant-gouverneur en conseil a pris un décret en vertu du paragraphe 230.3 (2) à l'égard d'un conseil, le ministre a le contrôle de celui-ci en ce qui concerne toute question ayant quelque incidence que ce soit sur ses affaires. 2000, chap. 11, art. 7.

Idem

- (2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), si le lieutenant-gouverneur en conseil a pris un décret en vertu du paragraphe 230.3 (2) à l'égard d'un conseil :
 - a) le ministre a le contrôle du conseil en ce qui concerne l'exercice de ses pouvoirs et fonctions et l'exécution de ses obligations relativement à toutes questions, notamment celles visées aux alinéas 257.33 (2) a) à i);
 - b) les articles 257.34 à 257.38 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, comme si le conseil était assujetti à un décret pris en vertu du paragraphe 257.31 (2) ou (3). 2000, chap. 11, art. 7.

Exercise of board jurisdiction subject to order

230.6 The powers and duties under this or any other Act of a board that is subject to an order under subsection 230.3 (2) shall only be exercised or performed in accordance with and subject to this Part and any order made or agreement entered into under it. 2000, c. 11, s. 7.

Exclusive jurisdiction

230.7 (1) Subject to subsections (3) and (4) and subsection 230.17 (3), the Minister has exclusive jurisdiction as to all matters arising under this Part or out of the exercise by the board or any person of any of the powers conferred by this Part, and that jurisdiction is not open to question or review in any proceeding or by any court. 2000, c. 11, s. 7.

Review of orders, etc.

(2) The Minister may at any time review any order, direction or decision made by him or her under this Part and confirm, amend or revoke it. 2000, c. 11, s. 7.

Exclusive jurisdiction

(3) Subject to subsection 230.17 (3), the Lieutenant Governor in Council has exclusive jurisdiction as to the making of an order under subsection 230.3 (2), and that jurisdiction is not open to question or review in any proceeding or by any court. 2000, c. 11, s. 7.

Review of orders, etc.

(4) The Lieutenant Governor in Council may at any time review any order made by the Lieutenant Governor in Council under subsection 230.3 (2) and confirm, amend or revoke it. 2000, c. 11, s. 7.

Limitation

(5) This section is subject to section 230.19. 2000, c. 11, s. 7.

Powers of Minister

230.8 The Minister may make any orders from time to time that he or she considers advisable to carry out the provisions of this Part or any agreement made under it and may make rules in respect of any thing done under this Part. 2000, c. 11, s. 7.

Forms of certificates, notices, etc.

230.9 Every certificate, notice or other form that is in substantial conformity with the form required for it under this Part is not open to objection on the ground that it is not in the form required by this Part. 2000, c. 11, s. 7.

Powers exercisable for and in name of board

230.10 Where a board has become subject to an order made under subsection 230.3 (2), all things done by or for the Minister under this Part in relation to the affairs of the board shall for all purposes be deemed to have been done by and for the board and in its name. 2000, c. 11, s. 7.

Compétence d'un conseil assujetti à un décret

230.6 Le conseil assujetti à un décret pris en vertu du paragraphe 230.3 (2) n'exerce les pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi ou une autre loi qu'en conformité avec la présente partie et les décrets ou arrêtés pris ou les accords conclus en vertu de celle-ci et sous réserve de cette partie, de ces décrets, de ces arrêtés ou de ces accords. 2000, chap. 11, art. 7.

Compétence exclusive

230.7 (1) Sous réserve des paragraphes (3) et (4) et du paragraphe 230.17 (3), le ministre a compétence exclusive sur les questions découlant de la présente partie ou de l'exercice par le conseil ou par quiconque des pouvoirs que leur attribue celle-ci. La compétence du ministre n'est pas susceptible de révision judiciaire ni de contestation devant les tribunaux. 2000, chap. 11, art. 7.

Révision des arrêtés

(2) Le ministre peut réviser les arrêtés et décisions qu'il prend et les directives qu'il donne en vertu de la présente partie et les confirmer, les modifier ou les révoquer. 2000, chap. 11, art. 7.

Compétence exclusive

(3) Sous réserve du paragraphe 230.17 (3), le lieutenant-gouverneur en conseil a compétence exclusive en ce qui concerne la prise de décrets en vertu du paragraphe 230.3 (2) et sa compétence n'est pas susceptible de révision judiciaire ni de contestation devant les tribunaux. 2000, chap. 11, art. 7.

Révision des décrets

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut réviser les décrets qu'il prend en vertu du paragraphe 230.3 (2) et les confirmer, les modifier ou les révoquer. 2000, chap. 11, art. 7.

Restriction

(5) Le présent article est assujetti à l'article 230.19. 2000, chap. 11, art. 7.

Pouvoirs du ministre

230.8 Le ministre peut prendre les arrêtés qu'il estime souhaitables pour l'application de la présente partie et des accords conclus conformément à celle-ci. Il peut en outre établir des règles au sujet de tout acte accompli en vertu de la présente partie. 2000, chap. 11, art. 7.

Formules des certificats et avis

230.9 La formule, notamment celle des certificats ou des avis, qui est conforme quant au fond à la formule exigée par la présente partie ne peut être contestée pour le seul motif qu'elle n'est pas identique à la formule exigée par la présente partie du point de vue de la forme. 2000, chap. 11, art. 7.

Pouvoirs exercés pour le conseil et en son nom

230.10 Lorsque le conseil est assujetti à un décret pris en vertu du paragraphe 230.3 (2), les actes accomplis par le ministre ou en son nom en vertu de la présente partie, relativement aux affaires du conseil, sont à toutes fins réputés l'avoir été par ce conseil, pour lui et en son nom. 2000, chap. 11, art. 7.

Minister to have access to all records

230.11 Where a board has become subject to an order made under subsection 230.3 (2), the Minister shall have access at all times to all records of the board, including but not limited to all by-laws, assessment rolls, collectors' rolls, minute books, books of account, vouchers and other records relating to the board's financial transactions, and may inspect and copy them. 2000, c. 11, s. 7.

Powers to enforce directions, orders, etc.

230.12 (1) Where a board fails to comply with any order, direction or decision of the Minister under this Part, the Minister may, on the notice, if any, that he or she considers appropriate, do or order done all things necessary for compliance with the order, direction or decision, and may exercise all the powers of the board for the purpose, under its name. 2000, c. 11, s. 7.

Liability for non-compliance

(2) The board and each of its members, officers and employees shall comply with the orders, directions and decisions of the Minister under this Part in any matter relating to the affairs of the board, and any such person who knowingly fails to comply with any such order, direction or decision, or who, as a member of the board, votes contrary to such order, direction or decision, is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000. 2000, c. 11, s. 7.

Personal liability and disqualification of members of boards

- (3) If a board that is subject to an order made under subsection 230.3 (2) applies any of its funds otherwise than as ordered or authorized by the Minister, the members of the board who voted for the application are,
 - (a) jointly and severally liable for the amount so applied, which amount may be recovered in a court of competent jurisdiction; and
 - (b) disqualified for five years from holding any office for which elections are held under the *Municipal Elections Act*, 1996 or under this Act. 2000, c. 11, s. 7.

Dismissal of officers or employees

(4) The Minister may dismiss from office any officer or employee of a board who fails to carry out any order, direction or decision of the Minister under this Part and may exercise all the powers of the board for the purpose, under its name. 2000, c. 11, s. 7.

No indemnification

(5) A board shall not indemnify any of its members, officers or employees with respect to any fine imposed on conviction for an offence under this Part or with respect to any liability under clause (3) (a). 2000, c. 11, s. 7.

Injunction against exercise of board powers

230.13 The Minister may by injunction proceedings prevent the exercise by or for a board of any of its powers

Droit de consultation du ministre

230.11 Le ministre a le droit de consulter à n'importe quel moment les dossiers du conseil qui est assujetti à un décret pris en vertu du paragraphe 230.3 (2), notamment les règlements administratifs, rôles d'évaluation, rôles de perception, registres des procès-verbaux, livres comptables, pièces justificatives et autres dossiers relatifs à ses opérations financières. Il peut en outre les inspecter et en tirer des copies. 2000, chap. 11, art. 7.

Pouvoir d'exécuter les directives et arrêtés

230.12 (1) Lorsqu'un conseil ne se conforme pas aux arrêtés ou décisions que prend le ministre ou aux directives qu'il donne en vertu de la présente partie, celui-ci peut, en donnant l'avis à cet effet qu'il estime approprié, le cas échéant, accomplir ou ordonner que soit accompli quelque acte que ce soit pour que le conseil se conforme à ces arrêtés, directives ou décisions. En outre, le ministre peut à cette fin exercer les pouvoirs du conseil sous le nom de celui-ci. 2000, chap. 11, art. 7.

Responsabilité en cas de non-conformité

(2) Le conseil et chacun de ses membres, agents et employés se conforment aux arrêtés et décisions que prend et aux directives que donne le ministre en vertu de la présente partie en ce qui concerne les questions relatives aux affaires du conseil. Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 5 000 \$ quiconque omet sciemment de s'y conformer ou, en sa qualité de membre du conseil, exprime un vote contraire à ce sujet. 2000, chap. 11, art. 7.

Responsabilité personnelle et inhabilité des membres du conseil

- (3) Si le conseil assujetti à un décret pris en vertu du paragraphe 230.3 (2) affecte ses fonds autrement que le ministre l'ordonne ou l'autorise, ceux de ses membres qui ont voté pour cette affectation sont :
 - a) d'une part, solidairement responsables de la somme ainsi affectée, qui peut être recouvrée devant un tribunal compétent;
 - b) d'autre part, inhabiles pendant cinq ans à occuper un poste pour lequel des élections sont tenues aux termes de la *Loi de 1996 sur les élections municipales* ou de la présente loi. 2000, chap. 11, art. 7.

Destitution d'agents ou d'employés

(4) Le ministre peut destituer de son poste l'agent ou l'employé du conseil qui omet d'exécuter un arrêté ou une décision qu'il prend ou une directive qu'il donne en vertu de la présente partie et peut à cette fin exercer les pouvoirs du conseil sous le nom de celui-ci. 2000, chap. 11, art. 7.

Aucune indemnisation

(5) Les conseils ne doivent pas indemniser leurs membres, agents ou employés des amendes qui leur sont imposées lorsqu'ils sont déclarés coupables d'une infraction à la présente partie ni de la responsabilité visée à l'alinéa (3) a). 2000, chap. 11, art. 7.

Injonction pour empêcher l'exercice des pouvoirs du conseil

230.13 Le ministre peut demander une injonction pour empêcher l'exercice par le conseil ou pour son compte

that has not been approved by the Minister, if that approval is required under this Part. 2000, c. 11, s. 7.

Combining board offices

230.14 Where a board has become subject to an order made under subsection 230.3 (2), the Minister may direct that two or more of the offices of the board shall be combined and held by the same officer, and may subsequently separate any of the offices so combined. 2000, c. 11, s. 7.

Expenses

230.15 (1) The Minister may direct payment of the fees or remuneration and expenses reasonably incurred by the Ministry under this Part that he or she may determine. 2000, c. 11, s. 7.

Appointment of Minister

(2) The Minister may appoint a person, who may be an officer of the board, to exercise the powers and perform the duties that the Minister may provide, and the person so appointed shall be paid the salary and allowed the expenses that the Minister may determine. 2000, c. 11, s. 7.

Board may be heard as to salaries

(3) The Minister, in determining the salaries to be paid to any person appointed under subsection (2), shall give consideration to any representations that the board may at any time make. 2000, c. 11, s. 7.

Payment of salaries and expenses

(4) All salaries, fees, remuneration and expenses payable under this section and all other expenses incurred by the Minister in carrying out the provisions of this Part or in the exercise of his or her powers under it shall be paid by the board to the extent directed by the Minister and be chargeable to such of its accounts as the Minister may direct. 2000, c. 11, s. 7.

Conflict

230.16 The powers contained in this Part shall be deemed to be in addition to and not in derogation of any power of the Minister under this or any other Act but, where the provisions of any Act or any other provision of this Act conflict with the provisions of this Part, the provisions of this Part prevail. 2000, c. 11, s. 7.

Revocation of order

230.17 (1) The Lieutenant Governor in Council shall revoke an order made under subsection 230.3 (2) if the Lieutenant Governor in Council is satisfied that the board is in compliance with the requirements specified under subsection 230.2 (2) or (3), as the case may be. 2000, c. 11, s. 7.

Same

(2) A member of a board that is subject to an order made under subsection 230.3 (2) may apply to the Divisional Court for an order revoking the order made under subsection 230.3 (2). 2000, c. 11, s. 7.

Same

(3) The Divisional Court shall make the order applied for under subsection (2) if it is satisfied that the board is

des pouvoirs qu'il n'a pas approuvés, si cette approbation est exigée par la présente partie. 2000, chap. 11, art. 7.

Cumul de postes

230.14 Le ministre peut ordonner le cumul de deux ou plusieurs postes du conseil qui est assujetti à un décret pris en vertu du paragraphe 230.3 (2), et leur occupation par le même agent. Il peut séparer par la suite les postes visés par ce cumul. 2000, chap. 11, art. 7.

Dépenses

230.15 (1) Le ministre peut exiger le remboursement des honoraires, de la rémunération et des frais raisonnables qu'engage le ministère aux termes de la présente partie selon la somme qu'il fixe. 2000, chap. 11, art. 7.

Nomination

(2) Le ministre peut confier l'exercice des pouvoirs et fonctions qu'il détermine à la personne qu'il nomme, notamment un agent du conseil. Il fixe le traitement et les indemnités de cette personne. 2000, chap. 11, art. 7.

Observations du conseil sur le salaire

(3) En vue de fixer le salaire de la personne qu'il nomme en vertu du paragraphe (2), le ministre tient compte des observations que le conseil présente à ce sujet. 2000, chap. 11, art. 7.

Paiement des salaires et des indemnités

(4) Les salaires, les honoraires, les indemnités et la rémunération payables aux termes du présent article ainsi que les autres frais qu'engage le ministre lors de l'application des dispositions de la présente partie ou de l'exercice des pouvoirs qu'elle lui attribue sont à la charge du conseil, dans la mesure où l'ordonne le ministre, et sont imputés aux comptes qu'ordonne ce dernier. 2000, chap. 11, art. 7.

Incompatibilité

230.16 Les pouvoirs mentionnés dans la présente partie sont réputés s'ajouter et ne pas déroger aux pouvoirs que la présente loi ou une autre loi attribue au ministre. Les dispositions de la présente partie l'emportent sur les dispositions incompatibles d'une autre loi ou de la présente loi. 2000, chap. 11, art. 7.

Révocation des décrets

230.17 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil révoque le décret qu'il prend en vertu du paragraphe 230.3 (2) s'il est convaincu que le conseil observe les exigences précisées aux termes du paragraphe 230.2 (2) ou (3), selon le cas. 2000, chap. 11, art. 7.

Idem

(2) Le membre d'un conseil qui est assujetti à un décret pris en vertu du paragraphe 230.3 (2) peut, par voie de requête, demander à la Cour divisionnaire de rendre une ordonnance révoquant ce décret. 2000, chap. 11, art. 7.

Idem

(3) La Cour divisionnaire rend l'ordonnance demandée en vertu du paragraphe (2) si elle est convaincue que le in compliance with the requirements specified under subsection 230.2 (2) or (3), as the case may be. 2000, c. 11, s. 7.

Non-application of Regulations Act

230.18 (1) The *Regulations Act* does not apply to anything done under any provision of this Part, with the exception of regulations made under subsection 230.1 (3). 2000, c. 11, s. 7.

Non-application of Statutory Powers Procedure Act

(2) The Statutory Powers Procedure Act does not apply to anything done under this Part. 2000, c. 11, s. 7.

Denominational, linguistic and cultural issues

230.19 (1) Nothing in this Part authorizes the Minister to interfere with or control,

- (a) the denominational aspects of a Roman Catholic board;
- (b) the denominational aspects of a Protestant separate school board; or
- (c) the linguistic or cultural aspects of a Frenchlanguage district school board. 2000, c. 11, s. 7.

Same

- (2) The powers under this Part shall be exercised in a manner that is consistent with,
 - (a) the denominational aspects of a Roman Catholic board;
 - (b) the denominational aspects of a Protestant separate school board; or
 - (c) the linguistic or cultural aspects of a Frenchlanguage district school board. 2000, c. 11, s. 7.

PART IX FINANCE

DIVISION A GENERAL

ESTIMATES

Fiscal year

230.20 The fiscal year of a board is the year from September 1 to August 31. 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Estimates

- 231. (1) Every board, before the beginning of each fiscal year and in time to comply with the date set under clause (11) (c), shall prepare and adopt estimates of its revenues and expenditures for the fiscal year, and the estimates,
 - (a) shall set out the estimated revenues and expenditures of the board, including debt charges payable by the board or on its behalf by the council of a municipality or an upper-tier municipality;

conseil observe les exigences précisées aux termes du paragraphe 230.2 (2) ou (3), selon le cas. 2000, chap. 11, art 7

Non-application de la Loi sur les règlements

230.18 (1) La Loi sur les règlements ne s'applique pas aux actes accomplis aux termes de la présente partie, à l'exclusion des règlements pris en application du paragraphe 230.1 (3). 2000, chap. 11, art. 7.

Non-application de la Loi sur l'exercice des compétences légales

(2) La Loi sur l'exercice des compétences légales ne s'applique pas aux actes accomplis aux termes de la présente partie. 2000, chap. 11, art. 7.

Questions confessionnelles, linguistiques et culturelles

- 230.19 (1) La présente partie n'a pas pour effet d'autoriser le ministre à intervenir dans les aspects suivants ni à les contrôler :
 - a) les aspects confessionnels des conseils catholiques;
 - b) les aspects confessionnels des conseils d'écoles séparées protestantes;
 - c) les aspects linguistiques ou culturels des conseils scolaires de district de langue française. 2000, chap. 11, art. 7.

Idem

- (2) Les pouvoirs qu'attribue la présente partie sont exercés d'une façon compatible avec ce qui suit :
 - a) les aspects confessionnels des conseils catholiques;
 - b) les aspects confessionnels des conseils d'écoles séparées protestantes;
 - c) les aspects linguistiques ou culturels des conseils scolaires de district de langue française. 2000, chap. 11, art. 7.

PARTIE IX FINANCES

SECTION A DISPOSITIONS GÉNÉRALES

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

Exercice d'un conseil

230.20 L'exercice d'un conseil commence le 1^{er} septembre et se termine le 31 août. 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Prévisions budgétaires

- 231. (1) Avant le début de chaque exercice et à temps pour respecter la date fixée aux termes de l'alinéa (11) c), le conseil prépare et adopte les prévisions budgétaires de l'exercice. Ces prévisions :
 - a) indiquent les recettes et dépenses estimatives du conseil, y compris le service de la dette qui incombe au conseil ou au conseil d'une municipalité ou d'une municipalité de palier supérieur pour son compte;

- (b) shall provide for a projection of any surplus or deficit arising in the fiscal year immediately preceding the fiscal year, as calculated by the treasurer of the board:
- (c) shall make due allowance for a surplus of any previous fiscal year that will be available during the current fiscal year, including a surplus projected under clause (b);
- (d) shall provide for any deficit of any previous fiscal year, including a deficit projected under clause (b);
- (e) shall provide for allocations to reserve funds as required by the regulations made under section 232;
- (f) may provide for a reserve for working funds of a sum not in excess of 5 per cent of the expenditures of the board for the preceding fiscal year, but, where the sum accumulated in the reserve is equal to or more than 20 per cent of those expenditures, no further sum shall be provided; and
- (g) subject to clause (d), shall not provide for any deficit. 1997, c. 31, s. 113 (1); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Balanced budget

(2) In meeting the requirements of clause (1) (a), the board shall ensure that its estimated expenditures do not exceed its estimated revenues. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Rule for 1998

(3) Despite clause (1) (f), in the fiscal year January 1, 1998 to August 31, 1998, a district school board may provide for a reserve for working funds of a sum not in excess of the amount prescribed by regulation under clause 232 (1) (c) for the district school board. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Reserve fund limitation exception

(4) The limitation on the sum that a board may allocate to a reserve fund under section 232 does not apply to revenue received by a board in any fiscal year from the sale or disposal of, or insurance proceeds in respect of, permanent improvements. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

- (5) The limitation on the sum that a board may include in its estimates for permanent improvements under section 232 does not apply to the following:
 - 1. An expenditure from a reserve fund for the purpose for which the fund was established.
 - 2. The portion of an expenditure for a permanent improvement receivable from a municipality pursuant to an agreement under section 183. 1997, c. 31, s. 113 (1); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

- b) tiennent compte de tout excédent ou déficit projeté de l'exercice antérieur, tel qu'il est calculé par le trésorier du conseil;
- c) tiennent dûment compte de l'excédent d'un exercice précédent qui sera disponible pendant l'exercice en cours, y compris un excédent projeté aux termes de l'alinéa b);
- d) couvrent le déficit éventuel d'un exercice précédent, y compris un déficit projeté aux termes de l'alinéa b);
- e) prévoient l'affectation de sommes aux fonds de réserve de la façon exigée par les règlements pris en application de l'article 232;
- f) peuvent prévoir d'affecter à une réserve pour fonds de roulement une somme ne dépassant pas 5 pour cent des dépenses du conseil pour l'exercice précédent, aucune somme ne devant toutefois être prévue si le solde de la réserve est égal ou supérieur à 20 pour cent de ces dépenses;
- g) sous réserve de l'alinéa d), ne doivent pas prévoir de déficit. 1997, chap. 31, par. 113 (1); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Budget équilibré

(2) En respectant les exigences de l'alinéa (1) a), le conseil veille à ce que ses dépenses estimatives ne dépassent pas ses recettes estimatives. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Règle pour 1998

(3) Malgré l'alinéa (1) f), pendant l'exercice qui commence le 1er janvier 1998 et qui se termine le 31 août 1998, un conseil scolaire de district peut prévoir, aux fins d'une réserve pour fonds de roulement, une somme ne dépassant pas la somme prescrite par règlement pris en application de l'alinéa 232 (1) c) pour le conseil. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Exception : plafond du fonds de réserve

(4) Le plafond de la somme que le conseil peut affecter à un fonds de réserve en vertu de l'article 232 ne s'applique pas aux recettes qu'il reçoit au cours d'un exercice et qui proviennent de la vente ou de la disposition d'améliorations permanentes ou du produit d'assurances sur celles-ci. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

- (5) Le plafond de la somme que le conseil peut inclure dans ses prévisions budgétaires au titre des améliorations permanentes en vertu de l'article 232 ne s'applique pas à ce qui suit :
 - 1. Une dépense de fonds placés dans un fonds de réserve aux fins auxquelles le fonds a été constitué.
 - 2. La fraction d'une dépense en améliorations permanentes qui est payable par une municipalité conformément à l'entente prévue à l'article 183. 1997, chap. 31, par. 113 (1); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Reserve fund money

(6) Subject to section 241, the money held in a reserve fund by a board shall not be expended, pledged or applied to any purpose other than that for which the fund was established without the approval of the Minister. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Non-application

(7) Subsections 417 (3), (4) and (5) of the *Municipal Act*, 2001 do not apply with respect to the money. 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Same

(8) The money allocated to a reserve fund shall be paid into a special account. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

(9) Instead of keeping a separate account for each reserve fund, a board may keep a consolidated account in which there may be deposited the money allocated to all reserve funds established by the board. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

(10) The consolidated account shall be kept in a way that permits the true state of each reserve fund to be determined. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Minister's powers

- (11) The Minister may,
- (a) issue guidelines respecting the form and content of estimates required under this section;
- (b) require boards to comply with the guidelines; and
- (c) require boards to submit a copy of the estimates to the Ministry, by a date specified for the purpose by the Minister. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

(12) The *Regulations Act* does not apply to anything done by the Minister under subsection (11). 1997, c. 31, s. 113 (1).

Regulations re estimates

- 232. (1) The Minister may make regulations governing estimates that a board is required to prepare and adopt, including but not limited to regulations,
 - (a) requiring a board, in the manner and to the extent specified in the regulations, to allocate specified amounts or types of revenues of the board to a reserve fund for permanent improvements or to a reserve fund for other purposes specified in the regulations;
 - (b) requiring a board, in the manner and to the extent specified in the regulations, to limit the amount of revenues of the board, or the amount of specified types of revenues of the board, that may be,

Sommes placées dans le fonds de réserve

(6) Sous réserve de l'article 241, les sommes que le conseil détient dans un fonds de réserve ne doivent pas, sans l'approbation du ministre, être dépensées, ni faire l'objet d'un nantissement ni être affectées à des fins différentes de celles pour lesquelles le fonds a été constitué. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Non-application

(7) Les paragraphes 417 (3), (4) et (5) de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ne s'appliquent pas à ces sommes. 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Idem

(8) Les sommes affectées à un fonds de réserve sont versées dans un compte spécial. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Ide

(9) Au lieu de tenir des comptes distincts pour les fonds de réserve, le conseil peut les consolider en un seul compte dans lequel peuvent être déposées les sommes affectées à tous ses fonds de réserve. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Idem

(10) Le compte consolidé est tenu de manière à révéler la situation exacte de chaque fonds de réserve. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Pouvoirs du ministre

- (11) Le ministre peut faire ce qui suit :
- a) donner des lignes directrices relativement à la forme et au contenu des prévisions budgétaires exigées aux termes du présent article;
- b) exiger que les conseils se conforment aux lignes directrices;
- c) exiger que les conseils remettent une copie de leurs prévisions budgétaires au ministère au plus tard à la date qu'il précise à cette fin. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Idem

(12) La Loi sur les règlements ne s'applique pas aux actes accomplis par le ministre en vertu du paragraphe (11). 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Règlements : prévisions budgétaires

- 232. (1) Le ministre peut, par règlement, régir les prévisions budgétaires que les conseils sont tenus de préparer et d'adopter, notamment :
 - a) exiger des conseils qu'ils affectent, de la façon et dans la mesure précisées dans le règlement, des tranches ou des sortes précisées de leurs recettes à un fonds de réserve pour améliorations permanentes ou à un fonds de réserve constitué à d'autres fins qui y sont précisées;
 - b) exiger des conseils qu'ils plafonnent, de la façon et dans la mesure précisées dans le règlement, la tranche de leurs recettes ou la tranche des sortes précisées de leurs recettes qu'ils peuvent :

- (i) allocated by the board in a fiscal year to a reserve fund for permanent improvements or to a reserve fund for other purposes specified in the regulation, or
- (ii) expended in a fiscal year for permanent improvements or for other purposes specified in the regulation;
- (c) prescribing the maximum amount that a district school board may provide for a reserve for working funds in the fiscal year January 1, 1998 to August 31, 1998 and establishing different amounts for different district school boards. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

(2) A regulation made under this section may be general or particular and may apply in respect of any class of board or any class of permanent improvement. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

(3) A class may be defined under this section with respect to any characteristic and may be defined to consist of or to include or exclude any specified member of the class, whether or not with the same attributes. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Reserve following strike, lock-out

233. (1) Where, in any fiscal year, any money that was provided in the estimates of a board for payment of salaries and wages of teachers and other employees in relation to employment in that year is not paid by reason of a strike by or lock-out of the teachers and other employees, or any of them, an amount of money calculated in accordance with the regulations shall in that fiscal year be placed in a reserve. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

(2) The amount in the reserve at the end of the fiscal year shall be brought into the general revenues of the board for that fiscal year. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Regulations

(3) The Minister, subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council, may make regulations, which may be of general or particular application, providing for the calculation of the amounts of money to be placed in a reserve under subsection (1). 1997, c. 31, s. 113 (1).

LEGISLATIVE AND MUNICIPAL GRANTS

Legislative grants

234. (1) Subject to subsections (2) and (3), the Lieutenant Governor in Council may make regulations governing the making of grants for educational purposes from money appropriated by the Legislature. 1997, c. 31, s. 113 (1).

- (i) soit affecter au cours d'un exercice à un fonds de réserve pour améliorations permanentes ou à un fonds de réserve constitué à d'autres fins précisées dans le règlement,
- (ii) soit dépenser au cours d'un exercice aux fins d'améliorations permanentes ou à d'autres fins précisées dans le règlement;
- c) prescrire le plafond de la somme que les conseils scolaires de district peuvent affecter à une réserve pour fonds de roulement au cours de l'exercice commençant le 1^{er} janvier 1998 et se terminant le 31 août 1998 et fixer différents plafonds pour différents conseils scolaires de district. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Idem

(2) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière et peuvent s'appliquer à toute catégorie de conseils ou d'améliorations permanentes. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Idem

(3) Une catégorie peut être définie en vertu du présent article en fonction de n'importe quel attribut et de façon à inclure ou à exclure n'importe quel membre précisé de la catégorie, qu'il possède ou non les mêmes attributs. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Réserve à la suite d'une grève ou d'un lock-out

233. (1) Si, au cours d'un exercice, des sommes qui figuraient dans les prévisions budgétaires d'un conseil en vue du paiement des salaires des enseignants et autres employés relativement à leur emploi au cours de l'exercice visé ne sont pas versées par suite d'une grève ou d'un lock-out de tout ou partie de ces personnes, une somme calculée conformément aux règlements est placée, cet exercice-là, dans une réserve. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Idem

(2) Le solde de la réserve à la fin de l'exercice est versé dans les recettes générales du conseil pour cet exercice. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Règlements

(3) Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre peut, par règlement qui peut avoir une portée générale ou particulière, prévoir le calcul des sommes qui doivent être placées dans une réserve aux termes du paragraphe (1). 1997, chap. 31, par. 113 (1).

SUBVENTIONS GÉNÉRALES ET SUBVENTIONS MUNICIPALES

Subventions générales

234. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir l'octroi de subventions à des fins éducatives sur les crédits votés par la Législature. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Same

- (2) Regulations made under subsection (1) shall ensure that the legislation and regulations governing education funding operate in a fair and non-discriminatory manner,
 - (a) as between English-language public boards and English-language Roman Catholic boards; and
 - (b) as between French-language public district school boards and French-language separate district school boards. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

(3) Regulations made under subsection (1) shall ensure that the legislation and regulations governing education funding operate so as to respect the rights given by section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

- (4) Without limiting the generality of subsection (1), a regulation made under subsection (1) may,
 - (a) provide for the method of calculating or determining any thing for the purposes of calculating or paying all or part of a legislative grant;
 - (b) prescribe the conditions governing the calculation or payment of all or part of a legislative grant;
 - (c) authorize the Minister to withhold all or part of a legislative grant if a condition of the legislative grant is not satisfied or to require that all or part of a legislative grant be repaid if a condition of the grant is not satisfied. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

(5) Without limiting the generality of clause (4) (b), the approval or confirmation of the Minister of any thing may be prescribed in a regulation made under subsection (1) as a condition governing the calculation or payment of all or part of a legislative grant. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Additional powers of Minister

(6) The Minister may, for the purposes of the calculation and payment of legislative grants, prescribe the standards that shall be attained by a community group in respect of the provision of adult basic education under subsection 189 (3) and the criteria that shall be used to determine whether the standards are attainable. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

- (7) A regulation made under subsection (1),
- (a) may be general or particular in its application; and
- (b) may be made to apply with respect to any period specified in the regulation including a period before the regulation is made. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Idem

- (2) Les règlements pris en application du paragraphe (1) font en sorte que les lois et règlements régissant le financement de l'éducation s'appliquent de façon équitable et non discriminatoire :
 - a) entre les conseils publics de langue anglaise et les conseils catholiques de langue anglaise;
 - b) entre les conseils scolaires de district publics de langue française et les conseils scolaires de district séparés de langue française. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Idem

(3) Les règlements pris en application du paragraphe (1) font en sorte que les lois et règlements régissant le financement de l'éducation s'appliquent de façon à respecter les droits que confère l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Idem

- (4) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), les règlements pris en application de ce paragraphe peuvent faire ce qui suit :
 - a) prévoir la méthode permettant de calculer ou de déterminer quoi que ce soit aux fins du calcul ou du versement de tout ou partie d'une subvention générale;
 - b) prescrire les conditions régissant le calcul ou le versement de tout ou partie d'une subvention générale;
 - c) autoriser le ministre à retenir tout ou partie d'une subvention générale ou à en exiger le remboursement total ou partiel s'il n'est pas satisfait à l'une de ses conditions. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Idem

(5) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (4) b), les règlements pris en application du paragraphe (1) peuvent prescrire que l'approbation ou la confirmation de quoi que ce soit par le ministre constitue une condition régissant le calcul ou le versement de tout ou partie d'une subvention générale. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Pouvoirs additionnels du ministre

(6) Le ministre peut, aux fins du calcul et du versement des subventions générales, prescrire les normes auxquelles doivent satisfaire les groupes communautaires pour pouvoir dispenser l'enseignement de base aux adultes aux termes du paragraphe 189 (3) et prescrire les critères à employer pour déterminer s'il est possible d'y satisfaire. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Idem

- (7) Les règlements pris en application du paragraphe (1):
 - a) peuvent avoir une portée générale ou particulière;
 - b) peuvent s'appliquer à toute période qui y est précisée, y compris avoir un effet rétroactif. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Payment schedule

(8) The Minister may prescribe the number of instalments in which payments of legislative grants shall be paid to boards, the dates on which the payments shall be made and the amounts of the payments as a percentage of the total amount estimated by the Minister to be payable to the boards. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Non-application of Regulations Act

(9) An act of the Minister under this section is not a regulation within the meaning of the *Regulations Act*. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Temporary grants

(10) Despite subsection (2), the Lieutenant Governor in Council may make regulations providing for such funding to a board as the Lieutenant Governor in Council considers advisable, to assist the board in adapting to the education governance and education funding reforms of 1997 and 1998. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Limitation

(11) A regulation made under subsection (10) shall not be made for the purpose of assisting a board after August 31, 2001. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

(12) Despite subsection (11), where special circumstances exist in respect of one or more boards, a regulation may be made under subsection (10) in respect of the board or boards until August 31, 2003. 1997, c. 31, s. 113 (1).

General or particular

(13) A regulation made under subsection (10) may be general or particular. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Definition

(14) In subsections (2) and (3) and in Division F,

"education funding" means revenue available to a board,

- (a) from grants made under subsection (1),
- (b) from taxes under Division B of this Act or Part IX of the *Municipal Act*, 2001, other than taxes for the purposes of,
 - (i) paying a board's share of the amount of any cancellation, reduction, refund or rebate of taxes under section 361, 364, 365 or 365.2 of the *Municipal Act*, 2001, or
 - (ii) paying rebates or reducing taxes under section 257.2.1 or 257.12.3 of this Act,

Note: On a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, clause (b) is repealed by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 17, subsection 1 (1) and the following substituted:

- (b) from taxes under Division B of this Act or Part XXII.3 of the *Municipal Act*, other than taxes for the purposes of,
 - (i) paying a board's share of the costs of rebates, if any, under section 442.1, 442.2, 442.4, 442.5 or 442.6 of the Municipal Act,

Calendrier des versements

(8) Le ministre peut prescriré en combien de versements les subventions générales sont payées aux conseils, les dates de ces versements et leur montant en pourcentage des subventions totales qu'il estime payables aux conseils. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Non-application de la Loi sur les règlements

(9) Les actes accomplis par le ministre en vertu du présent article ne constituent pas des règlements au sens de la *Loi sur les règlements*. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Subventions provisoires

(10) Malgré le paragraphe (2), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir l'octroi à un conseil des sommes qu'il estime souhaitables pour l'aider à s'adapter à la réforme de la gestion et du financement de l'éducation entreprise en 1997 et 1998. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Restriction

(11) Aucun règlement ne peut être pris en application du paragraphe (10) pour aider un conseil après le 31 août 2001. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Idem

(12) Malgré le paragraphe (11), si des circonstances particulières existent à l'égard d'un ou de plusieurs conseils, des règlements peuvent être pris en application du paragraphe (10) à l'égard du ou des conseils jusqu'au 31 août 2003. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Portée

(13) Les règlements pris en application du paragraphe (10) peuvent avoir une portée générale ou particulière. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Définition

(14) La définition qui suit s'applique aux paragraphes (2) et (3) et à la section F.

«financement de l'éducation» Recettes qui sont à la disposition du conseil et qui proviennent de ce qui suit :

- a) les subventions octroyées en vertu du paragraphe (1);
- b) les impôts prélevés aux termes de la section B de la présente loi ou de la partie IX de la Loi de 2001 sur les municipalités, à l'exclusion de ceux qui sont prélevés aux fins suivantes :
 - (i) payer la part, qui revient au conseil, du montant des annulations, des réductions, des remboursements ou des remises d'impôts prévus à l'article 361, 364, 365 ou 365.2 de la *Loi de 2001 sur les municipalités*,
 - (ii) payer les remises ou accorder les réductions d'impôts prévues à l'article 257.2.1 ou 257.12.3 de la présente loi;

Remarque: Le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, l'alinéa b) est abrogé par le paragraphe 1 (1) du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 2001 et remplacé par ce qui suit:

- (ii) paying a board's share of the tax assistance provided under section 442.7 of the *Municipal Act*, or
- (iii) paying rebates under section 257.2.1 or 257.12.3 of this Act, and

See: 2001, c. 17, ss. 1 (1), 8.

Note: On the day the Statutes of Ontario, 2001, chapter 17, section 1 comes into force, clause (b) is repealed by the Statutes of Ontario, 2002, chapter 17, Schedule C, subsection 7 (2) and the following substituted:

- (b) from taxes under Division B of this Act or Part IX of the *Municipal Act*, 2001, other than taxes for the purposes of,
 - (i) paying a board's share of the amount of any cancellation, reduction, refund or rebate of taxes under section 361, 364, 365 or 365.2 of the *Municipal Act*, 2001,
 - (ii) paying a board's share of the amount of the tax assistance provided under section 365.1 of the *Municipal Act*, 2001, or
 - (iii) paying rebates or reducing taxes under section 257.2.1 or 257.12.3 of this Act.

See: 2002, c. 17, Sched. C, s. 7 (2).

- (b.1) REPEALED: 2002, c. 17, Sched. F, Table.
 - (c) from education development charges under Division E. 1997, c. 31, s. 113 (1); 1998, c. 33, s. 39; 2000, c. 25, s. 45 (1, 2); 2002, c. 17, Sched. C, s. 7 (1); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Note: The amendments made by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 33 apply, except where the context otherwise requires, with respect to the entire 1998 taxation year not just that portion of it that follows December 18, 1998. See: 1998, c. 33, s. 47 (1).

Boards to share in municipal grants Definition

235. (1) In this section,

"municipality" includes an upper-tier municipality. 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Same

(2) All grants, investments and allotments made by a municipality or by a local board of a municipality for education purposes, including but not limited to grants

- b) les impôts prélevés aux termes de la section B de la présente loi ou de la partie XXII.3 de la Loi sur les municipalités, à l'exclusion de ceux qui sont prélevés aux fins suivantes :
 - (i) payer la part, qui revient au conseil, du coût des remises, s'il y a lieu, prévues à l'article 442.1, 442.2, 442.4, 442.5 ou 442.6 de la *Loi sur les municipalités*,
 - (ii) payer la part, qui revient au conseil, de l'aide fiscale prévue à l'article 442.7 de la Loi sur les municipalités;
 - (iii) payer les remises prévues à l'article 257.2.1 ou 257.12.3 de la présente loi;

Voir: 2001, chap. 17, par. 1 (1) et art. 8.

Remarque: Le jour de l'entrée en vigueur de l'article 1 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 2001, l'alinéa b) est abrogé par le paragraphe 7 (2) de l'annexe C du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 2002 et remplacé par ce qui suit:

- b) les impôts prélevés aux termes de la section B de la présente loi ou de la partie IX de la Loi de 2001 sur les municipalités, à l'exclusion de ceux qui sont prélevés aux fins suivantes :
 - (i) payer la part, qui revient au conseil, du montant des annulations, des réductions, des remboursements ou des remises d'impôts prévus à l'article 361, 364, 365 ou 365.2 de la Loi de 2001 sur les municipalités,
 - (ii) payer la part, qui revient au conseil, du montant de l'aide fiscale prévue à l'article 365.1 de la Loi de 2001 sur les municipalités,
 - (iii) payer les remises ou accorder les réductions d'impôts prévues à l'article 257.2.1 ou 257.12.3 de la présente loi;

Voir: 2002, chap. 17, annexe C, par. 7 (2).

- b.1) ABROGÉ: 2002, chap. 17, annexe F, tableau.
 - c) les redevances d'aménagement scolaires imposées en vertu de la section E. 1997, chap. 31, par. 113 (1); 1998, chap. 33, art. 39; 2000, chap. 25, par. 45 (1) et (2); 2002, chap. 17, annexe C, par. 7 (1); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Remarque: Les modifications apportées par le chapitre 33 des Lois de l'Ontario de 1998 s'appliquent, sauf si le contexte exige une autre interprétation, à l'année d'imposition 1998 tout entière et non seulement à la partie de cette année qui suit le 18 décembre 1998. Voir: 1998, chap. 33, par. 47 (1).

Subventions municipales : part des conseils Définition

- 235. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.
- «municipalité» S'entend en outre d'une municipalité de palier supérieur. 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Idem

(2) Les subventions qu'accorde une municipalité ou un de ses conseils locaux à des fins éducatives, notamment les subventions visées à l'article 107 de la *Loi de 2001 sur les*

referred to in section 107 of the *Municipal Act, 2001*, shall be shared in accordance with subsection (3) among the boards whose area of jurisdiction is all or partly the same as the area of jurisdiction of the municipality or the local board. 1997, c. 31, s. 113 (1); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Same

(3) The share of a board shall be determined by comparing the average number of pupils enrolled at the schools of the board in the area of jurisdiction of the municipality or the local board of the municipality making the grant, investment or allotment during the preceding 12 months, or during the number of months that have elapsed since the establishment of the board if it is a new board, as compared with the whole average number of pupils enrolled at the schools of all boards in the area of jurisdiction of the municipality or the local board. 1997, c. 31, s. 113 (1).

BOARD SUPPORT

Notice re status as supporter

English-language public board

236. (1) An individual who is an owner or tenant of residential property in the area of jurisdiction of any board or outside the area of jurisdiction of all boards but within a municipality, is entitled, on application under section 16 of the *Assessment Act* to the assessment commissioner for the area in which the property is located, to have his or her name included or altered in the assessment roll as an English-language public board supporter. 1997, c. 31, s. 113 (1).

English-language Roman Catholic board

(2) An individual who is a Roman Catholic and an owner or tenant of residential property in the area of jurisdiction of an English-language Roman Catholic board is entitled, on application under section 16 of the *Assessment Act* to the assessment commissioner for the area in which the property is located, to have his or her name included or altered in the assessment roll as an English-language Roman Catholic board supporter. 1997, c. 31, s. 113 (1).

French-language public district school board

(3) An individual who is a French-language rights holder and an owner or tenant of residential property in the area of jurisdiction of a French-language public district school board is entitled, on application under section 16 of the Assessment Act to the assessment commissioner for the area in which the property is located, to have his or her name included or altered in the assessment roll as a French-language public district school board supporter. 1997, c. 31, s. 113 (1).

French-language separate district school board

(4) An individual who is a Roman Catholic, a Frenchlanguage rights-holder and an owner or tenant of residenmunicipalités, de même que les placements et les affectations de fonds qu'ils effectuent à ces fins, sont répartis conformément au paragraphe (3) entre les conseils dont le territoire de compétence correspond, en totalité ou en partie, à celui de la municipalité ou du conseil local. 1997, chap. 31, par. 113 (1); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Idem

(3) La part d'un conseil est calculée en fonction du rapport qui existe entre la moyenne d'élèves inscrits à ses écoles qui se trouvent dans le territoire de compétence de la municipalité ou du conseil local de la municipalité qui accorde la subvention ou qui effectue le placement ou l'affectation de fonds pendant les 12 mois précédents (ou pendant le nombre de mois qui se sont écoulés depuis la création du conseil, le cas échéant) et la moyenne globale des élèves inscrits aux écoles de tous les conseils du territoire de compétence de la municipalité ou du conseil local. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

SOUTIEN SCOLAIRE

Avis de soutien scolaire

Conseils publics de langue anglaise

236. (1) Le particulier qui est propriétaire ou locataire d'un bien résidentiel qui se trouve dans le territoire de compétence de quelque conseil que ce soit ou en dehors du territoire de compétence de tout conseil mais dans une municipalité a le droit, sur présentation d'une demande en vertu de l'article 16 de la *Loi sur l'évaluation foncière* au commissaire à l'évaluation du secteur dans lequel se trouve le bien, de faire ajouter son nom au rôle d'évaluation à titre de contribuable des conseils publics de langue anglaise ou d'y faire modifier son statut en ce sens. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Conseils catholiques de langue anglaise

(2) Le particulier qui est catholique et propriétaire ou locataire d'un bien résidentiel qui se trouve dans le territoire de compétence d'un conseil catholique de langue anglaise a le droit, sur présentation d'une demande en vertu de l'article 16 de la *Loi sur l'évaluation foncière* au commissaire à l'évaluation du secteur dans lequel se trouve le bien, de faire ajouter son nom au rôle d'évaluation à titre de contribuable des conseils catholiques de langue anglaise ou d'y faire modifier son statut en ce sens. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Conseils scolaires de district publics de langue française

(3) Le particulier qui est titulaire des droits liés au français et propriétaire ou locataire d'un bien résidentiel qui se trouve dans le territoire de compétence d'un conseil scolaire de district public de langue française a le droit, sur présentation d'une demande en vertu de l'article 16 de la *Loi sur l'évaluation foncière* au commissaire à l'évaluation du secteur dans lequel se trouve le bien, de faire ajouter son nom au rôle d'évaluation à titre de contribuable des conseils scolaires de district publics de langue française ou d'y faire modifier son statut en ce sens. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Conseils scolaires de district séparés de langue française

(4) Le particulier qui est catholique, titulaire des droits liés au français et propriétaire ou locataire d'un bien rési-

tial property in the area of jurisdiction of a Frenchlanguage separate district school board is entitled, on application under section 16 of the Assessment Act to the assessment commissioner for the area in which the property is located, to have his or her name included or altered in the assessment roll as a French-language separate district school board supporter. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Protestant separate school board

(5) An individual who is a Protestant and who occupies residential property as owner or tenant in a municipality in which a Protestant separate school board is established, is entitled, on application under section 16 of the *Assessment Act* to the assessment commissioner for the area in which the property is located, to have his or her name included or altered in the assessment roll as a Protestant separate school board supporter. 1997, c. 31, s. 113 (1).

School support, partnership or corporation other than designated ratepayer

237. (1) In this section,

"partnership" means partnership within the meaning of the *Partnerships Act.* 1997, c. 31, s. 113 (1).

Non-application to designated ratepayer

(2) This section does not apply to a corporation that is a designated ratepayer as defined in subsection 238 (1). 1997, c. 31, s. 113 (1).

Right of corporation or partnership

(3) Subject to subsections (9) and (11), a corporation or partnership by notice to the assessment commissioner in a form approved by the Minister of Finance under the Assessment Act may,

- (a) require the whole or any part of its assessment for residential property that it owns and that is within the jurisdiction of an English-language Roman Catholic board to be entered and assessed for English-language Roman Catholic board purposes;
- (b) require the whole or any part of its assessment for residential property that it owns and that is within the jurisdiction of a French-language separate district school board to be entered and assessed for French-language separate district school board purposes; or
- (c) require the whole or any part of its assessment for residential property that it owns and that is within the jurisdiction of a French-language public district school board to be entered and assessed for

dentiel qui se trouve dans le territoire de compétence d'un conseil scolaire de district séparé de langue française a le droit, sur présentation d'une demande en vertu de l'article 16 de la *Loi sur l'évaluation foncière* au commissaire à l'évaluation du secteur dans lequel se trouve le bien, de faire ajouter son nom au rôle d'évaluation à titre de contribuable des conseils scolaires de district séparés de langue française ou d'y faire modifier son statut en ce sens. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Conseils d'écoles séparées protestantes

(5) Le particulier qui est protestant et qui occupe à titre de propriétaire ou de locataire un bien résidentiel qui se trouve dans une municipalité dans laquelle est situé un conseil d'écoles séparées protestantes a le droit, sur présentation d'une demande en vertu de l'article 16 de la *Loi sur l'évaluation foncière* au commissaire à l'évaluation du secteur dans lequel se trouve le bien, de faire ajouter son nom au rôle d'évaluation à titre de contribuable des conseils d'écoles séparées protestantes ou d'y faire modifier son statut en ce sens. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Soutien scolaire : cas des personnes morales et sociétés en nom collectif qui ne sont pas des contribuables désignés

237. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«société en nom collectif» S'entend au sens de la *Loi sur* les sociétés en nom collectif. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Non-application aux contribuables désignés

(2) Le présent article ne s'applique pas aux personnes morales qui sont des contribuables désignés au sens du paragraphe 238 (1). 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Droit des personnes morales et sociétés en nom collectif

- (3) Sous réserve des paragraphes (9) et (11), une personne morale ou une société en nom collectif peut, au moyen d'un avis rédigé sous la forme qu'approuve le ministre des Finances en vertu de la *Loi sur l'évaluation foncière* et adressé au commissaire à l'évaluation, exiger que tout ou partie de l'évaluation d'un bien résidentiel qui lui appartient et qui se trouve dans le territoire de compétence de l'un ou l'autre des conseils suivants soit inscrit et que la cotisation dont elle fait l'objet soit établie aux fins des conseils de ce genre :
 - a) un conseil catholique de langue anglaise;
 - b) un conseil scolaire de district séparé de langue française;
 - c) un conseil scolaire de district public de langue française. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

French-language public district school board purposes. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Duty of assessment commissioner

(4) On receiving a notice under subsection (3) from the corporation or partnership, the assessment commissioner shall enter separately on the assessment roll to be next returned the corporation's or partnership's school support for each type of board specified in the notice. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

(5) The assessment commissioner shall separately enter and assess for English-language public board purposes any assessment of the corporation or partnership not specified in the notice. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Notice to clerk

(6) The assessment commissioner, on receipt of the notice from the corporation or partnership, shall forward a copy of the notice to the clerk of the municipality in which the residential property referred to in the notice is located. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Duty of clerk

(7) On receiving the notice from the assessment commissioner, the clerk shall enter the corporation or partnership in the tax roll and enter separately the corporation's or partnership's school support for each type of board specified in the notice. 1997, c. 31, s. 113 (1); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Same

(8) The clerk shall separately enter and show as assessed for English-language public board purposes any assessment of the corporation or partnership not specified in the notice. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Re corporation

- (9) The portions of an assessment of a corporation that are assessed other than for English-language public board purposes shall not bear a greater proportion to the whole assessment of the corporation than,
 - (a) in the case of assessment assessed for Englishlanguage Roman Catholic board purposes, the number of shares held in the corporation by supporters of an English-language Roman Catholic board bears to the total number of shares of the corporation issued and outstanding;
 - (b) in the case of assessment assessed for Frenchlanguage separate district school board purposes, the number of shares held in the corporation by supporters of a French-language separate district school board bears to the total number of shares of the corporation issued and outstanding; and
 - (c) in the case of assessment assessed for Frenchlanguage public district school board purposes, the

Fonction du commissaire à l'évaluation

(4) Dès qu'il reçoit l'avis prévu au paragraphe (3) de la personne morale ou de la société en nom collectif, le commissaire à l'évaluation inscrit séparément au prochain rôle d'évaluation qui doit être déposé le soutien scolaire qu'elle accorde à chaque genre de conseil précisé dans l'avis. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Iden

(5) Le commissaire à l'évaluation inscrit séparément, aux fins des conseils publics de langue anglaise, tout ou partie de l'évaluation visant la personne morale ou la société en nom collectif qui n'est pas précisé dans l'avis et établit une cotisation distincte à cet égard. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Copie de l'avis au secrétaire

(6) Dès que le commissaire à l'évaluation reçoit l'avis de la personne morale ou de la société en nom collectif, il en envoie une copie au secrétaire de la municipalité dans laquelle se trouve le bien résidentiel visé par l'avis. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Fonction du secrétaire

(7) Dès qu'il reçoit l'avis du commissaire à l'évaluation, le secrétaire inscrit la personne morale ou la société en nom collectif au rôle d'imposition. De plus, il inscrit séparément le soutien scolaire qu'elle accorde à chaque genre de conseil précisé dans l'avis. 1997, chap. 31, par. 113 (1); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Idem

(8) Le secrétaire inscrit et indique séparément comme faisant l'objet d'une cotisation aux fins des conseils publics de langue anglaise les évaluations visant les personnes morales ou les sociétés en nom collectif qui ne sont pas précisées dans l'avis. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Personnes morales

- (9) Les fractions de l'évaluation visant une personne morale qui font l'objet d'une cotisation à d'autres fins que celles des conseils publics de langue anglaise ne doivent pas représenter une proportion de l'évaluation totale qui soit supérieure au rapport suivant :
 - a) dans le cas de l'évaluation qui donne lieu à une cotisation aux fins des conseils catholiques de langue anglaise, le rapport existant entre le nombre d'actions de la personne morale détenues par des contribuables de ces conseils et le nombre total d'actions émises et en circulation de la personne morale;
 - b) dans le cas de l'évaluation qui donne lieu à une cotisation aux fins des conseils scolaires de district séparés de langue française, le rapport existant entre le nombre d'actions de la personne morale détenues par des contribuables de ces conseils et le nombre total d'actions émises et en circulation de la personne morale;
 - c) dans le cas de l'évaluation qui donne lieu à une cotisation aux fins des conseils scolaires de district

number of shares held in the corporation by supporters of a French-language public district school board bears to the total number of shares of the corporation issued and outstanding. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

(10) Subsection (9) does not apply to a corporation without share capital or a corporation sole. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Re partnership

- (11) The portions of an assessment of a partnership that are assessed other than for English-language public board purposes shall not bear a greater proportion to the whole assessment of the partnership than,
 - (a) in the case of assessment assessed for Englishlanguage Roman Catholic board purposes, the interest of partners who are supporters of an Englishlanguage Roman Catholic board in the assets giving rise to the assessment bears to the whole interest of the partnership in the assets giving rise to the assessment:
 - (b) in the case of assessment assessed for Frenchlanguage separate district school board purposes, the interest of partners who are supporters of a French-language separate district school board in the assets giving rise to the assessment bears to the whole interest of the partnership in the assets giving rise to the assessment; and
 - (c) in the case of assessment assessed for Frenchlanguage public district school board purposes, the interest of partners who are supporters of a Frenchlanguage public district school board in the assets giving rise to the assessment bears to the whole interest of the partnership in the assets giving rise to the assessment. 1997, c. 31, s. 113 (1).

School support if corporation, partnership is tenant

(12) A corporation or partnership that is a tenant of residential property may, subject to subsection (13), by notice to the assessment commissioner in a form approved by the Minister of Finance under the *Assessment Act* indicate the board or boards to which it wishes the amounts levied under section 257.7 in respect of such property to be distributed and the proportions of the amounts to be distributed to each board, and the amounts shall be distributed to the board or boards in the proportions indicated in the notice, and any portion of the amounts not indicated in the notice to be distributed to a specific board shall be distributed to the English-language public board that has jurisdiction in the area in which the property is located. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Application of subss. (9), (10), (11), (14), (15) and (16)

(13) Subsections (9), (10), (11), (14), (15) and (16) apply with necessary modifications to a notice given under subsection (12). 1997, c. 31, s. 113 (1).

publics de langue française, le rapport existant entre le nombre d'actions de la personne morale détenues par des contribuables de ces conseils et le nombre total d'actions émises et en circulation de la personne morale. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Non-application

(10) Le paragraphe (9) ne s'applique ni aux personnes morales sans capital-actions, ni aux personnes morales simples. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Sociétés en nom collectif

- (11) Les fractions de l'évaluation visant une société en nom collectif qui font l'objet d'une cotisation à d'autres fins que celles des conseils publics de langue anglaise ne doivent pas représenter une proportion de l'évaluation totale qui soit supérieure au rapport suivant :
 - a) dans le cas de l'évaluation qui donne lieu à une cotisation aux fins des conseils catholiques de langue anglaise, le rapport existant entre les intérêts des associés qui sont des contribuables de ces conseils dans l'actif faisant l'objet de l'évaluation et le total des intérêts de la société en nom collectif dans cet actif;
 - b) dans le cas de l'évaluation qui donne lieu à une cotisation aux fins des conseils scolaires de district séparés de langue française, le rapport existant entre les intérêts des associés qui sont des contribuables de ces conseils dans l'actif faisant l'objet de l'évaluation et le total des intérêts de la société en nom collectif dans cet actif;
 - c) dans le cas de l'évaluation qui donne lieu à une cotisation aux fins des conseils scolaires de district publics de langue française, le rapport existant entre les intérêts des associés qui sont des contribuables de ces conseils dans l'actif faisant l'objet de l'évaluation et le total des intérêts de la société en nom collectif dans cet actif. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Soutien scolaire : personnes morales et sociétés en nom collectif locataires

(12) La personne morale ou la société en nom collectif qui est locataire d'un bien résidentiel peut, sous réserve du paragraphe (13), au moyen d'un avis rédigé sous la forme qu'approuve le ministre des Finances en vertu de la Loi sur l'évaluation foncière et adressé au commissaire à l'évaluation, indiquer le ou les conseils auxquels elle souhaite que soient affectées les sommes prélevées aux termes de l'article 257.7 à l'égard de ce bien et dans quelles proportions elles doivent l'être. Les sommes sont alors remises au conseil ou réparties entre les conseils selon les proportions indiquées dans l'avis, toute fraction des sommes qui ne sont pas affectées à un conseil particulier d'après l'avis étant remise au conseil public de langue anglaise qui a compétence dans le secteur dans lequel se trouve le bien. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Application des par. (9), (10), (11), (14), (15) et (16)

(13) Les paragraphes (9), (10), (11), (14), (15) et (16) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux avis donnés aux termes du paragraphe (12). 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Effect of notice

(14) A notice given by a corporation under this section pursuant to a resolution of the directors or other persons having control or management over the affairs of the corporation is sufficient and shall continue in force and be acted on until it is withdrawn, varied or cancelled by a notice subsequently given by the corporation pursuant to a resolution of the directors or those other persons. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

(15) A notice given by a partnership under this section is sufficient if signed by a partner and shall continue in force and be acted on until it is withdrawn, varied or cancelled by a notice subsequently given by a partner. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Inspection of notices

(16) Every notice given under this section shall be kept by the assessment commissioner in his or her office, and shall at all convenient hours be open to inspection and examination. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Type of board

- (17) For the purposes of subsections (4) and (7), the following are types of boards:
 - 1. English-language Roman Catholic boards.
 - 2. French-language public district school boards.
 - 3. French-language separate district school boards. 1997, c. 31, s. 113 (1).

School support, designated ratepayers

238. (1) In this section,

"common jurisdictional area", in respect of two or more boards, means the area that is within the area of jurisdiction of both or all of those boards; ("territoire commun de compétence")

"designated ratepayer" means,

- (a) the Crown in right of Canada or a province,
- (b) a corporation without share capital or corporation sole that is an agency, board or commission of the Crown in right of Canada or a province,
- (c) a municipal corporation,
- (d) a corporation without share capital that is a local board as defined in the *Municipal Affairs Act*,
- (e) a conservation authority established by or under the Conservation Authorities Act or a predecessor of that Act, or
- (f) a public corporation; ("contribuable désigné")

"public corporation" means,

(a) a body corporate that is, by reason of its shares, a reporting issuer within the meaning of the Securi-

Validité de l'avis

(14) L'avis donné par une personne morale aux termes du présent article conformément à une résolution de ses administrateurs ou des autres personnes qui exercent le contrôle ou la direction de ses affaires est suffisant et il demeure en vigueur et est appliqué jusqu'à son retrait, sa modification ou son annulation par un avis subséquent donné par la personne morale conformément à une résolution des administrateurs ou des autres personnes susmentionnées. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Idem

(15) L'avis donné par une société en nom collectif aux termes du présent article est suffisant s'il est signé par un associé. Il demeure en vigueur et est appliqué jusqu'à son retrait, sa modification ou son annulation par un avis subséquent donné par un associé. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Examen des avis

(16) L'avis donné aux termes du présent article est conservé par le commissaire à l'évaluation dans son bureau et peut être examiné à toute heure convenable. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Genres de conseils

- (17) Pour l'application des paragraphes (4) et (7), les genres de conseils sont les suivants :
 - 1. Les conseils catholiques de langue anglaise.
 - 2. Les conseils scolaires de district publics de langue française.
 - 3. Les conseils scolaires de district séparés de langue française. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Soutien scolaire : contribuables désignés

238. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«contribuable désigné» S'entend de ce qui suit :

- a) la Couronne du chef du Canada ou d'une province;
- b) la personne morale sans capital-actions ou personne morale simple qui est un organisme, un conseil ou une commission de la Couronne du chef du Canada ou d'une province;
- c) une municipalité;
- d) la personne morale sans capital-actions qui est un conseil local au sens de la Loi sur les affaires municipales;
- e) un office de protection de la nature créé sous le régime de la Loi sur les offices de protection de la nature ou d'une loi qu'elle remplace;
- f) une société ouverte. («designated ratepayer»)

«société ouverte» S'entend des personnes morales suivantes :

a) la personne morale qui, en raison de ses actions, est un émetteur assujetti au sens de la *Loi sur les valeurs mobilières* ou a un statut comparable à celui

- ties Act or that has, by reason of its shares, a status comparable to a reporting issuer under the law of any other jurisdiction,
- (b) a body corporate that issues shares that are traded on any market if the prices at which they are traded on that market are regularly published in a newspaper or business or financial publication of general and regular paid circulation, or
- (c) a body corporate that is, within the meaning of subsections 1 (1) and (2), clause 1 (3) (a) and subsections 1 (4), (5) and (6) of the Securities Act, controlled by or is a subsidiary of a body corporate or two or more bodies corporate described in clause (a) or (b) and, for the purposes of this clause, the expression "more than 50 per cent of the votes" in the second and third lines of clause 1 (3) (a) of the Securities Act shall be deemed to read "50 per cent or more of the votes". ("société ouverte") 1997, c. 31, s. 113 (1).

Distribution of taxes

(2) The rates levied under Division B on the property of a designated ratepayer shall be distributed and paid in accordance with sections 257.8 and 257.9. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Tenant support re distribution of amounts levied

239. (1) Where residential property is occupied by a tenant, the amounts levied under section 257.7 in respect of that property shall be distributed to the board of which the tenant is a supporter. 1997, c. 31, s. 113 (1).

If tenant is corporation or partnership

(2) If a tenant referred to in subsection (1) is a corporation or partnership referred to in section 237, for the purposes of subsection (1), the tenant shall be deemed to be a supporter of each board indicated in the notice given by the tenant under subsection 237 (12) or to be a supporter of the English-language public board as provided for by that subsection, and the amounts levied under section 257.7 in respect of the property occupied by the tenant shall be distributed to the boards of which the tenant is deemed to be a supporter in accordance with the notice and with subsection 237 (12). 1997, c. 31, s. 113 (1).

If tenant is designated ratepayer

(3) If a tenant referred to in subsection (1) is a designated ratepayer as defined in subsection 238 (1), for the purposes of subsection (1), the tenant shall be deemed to be a supporter of each board in whose jurisdiction the property occupied by the tenant is located and the amounts levied under section 257.7 in respect of that property shall be distributed to each of those boards in the same manner as the amounts levied on the business property of a designated ratepayer are distributed under section 257.8. 1997, c. 31, s. 113 (1).

- d'émetteur assujetti en vertu du droit de toute autre autorité législative;
- b) la personne morale qui émet des actions faisant l'objet d'opérations sur un marché si les cours auxquels ces opérations s'effectuent sur ce marché sont publiés régulièrement dans un journal ou une revue d'affaires ou de finance diffusé largement et régulièrement à titre onéreux;
- c) la personne morale qui est, au sens des paragraphes 1 (1) et (2), de l'alinéa 1 (3) a) et des paragraphes 1 (4), (5) et (6) de la *Loi sur les valeurs mobilières*, sous le contrôle d'une ou de plusieurs personnes morales visées à l'alinéa a) ou b) ou qui en est la filiale. Pour l'application du présent alinéa, l'expression «plus de 50 pour cent des voix» à la troisième ligne de l'alinéa 1 (3) a) de la *Loi sur les valeurs mobilières* est réputée signifier «50 pour cent des voix ou plus». («public corporation»)
- «territoire commun de compétence» À l'égard de deux conseils ou plus, s'entend du secteur compris dans le territoire de compétence de ces conseils. («common jurisdictional area») 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Répartition des impôts

(2) Les impôts qui sont prélevés aux termes de la section B sur les biens d'un contribuable désigné sont répartis et acquittés conformément aux articles 257.8 et 257.9. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Affectation des impôts : locataires

239. (1) Si un bien résidentiel est occupé par un locataire, les sommes prélevées aux termes de l'article 257.7 à l'égard de ce bien sont remises au conseil auquel le locataire accorde son soutien. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Cas où le locataire est une personne morale ou une société en nom collectif

(2) Si le locataire visé au paragraphe (1) est une personne morale ou une société en nom collectif visée à l'article 237, il est réputé, pour l'application du paragraphe (1), contribuable de chaque conseil mentionné dans l'avis qu'il a donné en vertu du paragraphe 237 (12) ou contribuable du conseil public de langue anglaise, selon ce que prévoit ce paragraphe. Les sommes prélevées aux termes de l'article 257.7 à l'égard du bien qu'occupe le locataire sont réparties entre les conseils dont il est réputé contribuable conformément à l'avis et au paragraphe 237 (12). 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Cas où le locataire est un contribuable désigné

(3) Si le locataire visé au paragraphe (1) est un contribuable désigné au sens du paragraphe 238 (1), il est réputé, pour l'application du paragraphe (1), contribuable de chaque conseil dans le territoire de compétence duquel se trouve le bien qu'il occupe. Les sommes prélevées aux termes de l'article 257.7 à l'égard du bien sont réparties entre ces conseils de la même façon que les sommes prélevées sur les biens d'entreprise du contribuable sont réparties aux termes de l'article 257.8. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Amount to be levied if multiple tenants

(4) If a parcel of residential property is occupied by more than one tenant, the amounts levied in respect of the property occupied by each tenant shall be determined as though the assessed value of the property occupied by each tenant were the assessment attributable to that tenant under subsection 14 (3) of the *Assessment Act.* 1997, c. 31, s. 113 (1).

Agreement between owner and tenant

(5) Where the person who occupies residential property is a tenant, no agreement between the owner and the tenant as to the application of taxes for school purposes as between themselves alters or affects subsections (1), (2), (3) or (4). 1997, c. 31, s. 113 (1).

Conflict

(6) Subsections (1), (2), (3) and (4) prevail in the event of a conflict between those subsections and section 237, subsection 238 (2) or section 257.9. 1997, c. 31, s. 113 (1).

SCHOOL RATE: CERTAIN CIRCUMSTANCES

School rate: certain circumstances

240. (1) Where, in a municipality,

- (a) a person is entered on the tax roll as an English-language public board supporter and there is no English-language public board to which school rates if levied in any year on the taxable property of the person in the municipality, may be paid; or
- (b) a designated ratepayer as defined in subsection 238 (1) is entered on the tax roll and there is no board to which school rates if levied in any year on the taxable property of the designated person in the municipality, may be paid,

there shall be levied and collected annually on the taxable property of the person referred to in clause (a) or of the designated ratepayer referred to in clause (b), as the case may be, in the municipality the same rates as are prescribed under section 257.12. 1997, c. 31, s. 113 (1); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Reserve account

(2) The money raised under subsection (1) shall be deposited in a reserve account for English-language public board purposes and may be invested in the securities prescribed under clause 241 (6) (b), subject to the rules prescribed by the regulations for the purposes of clause 241 (1) (a), and for the purpose "invest" and "securities" have the same meaning as in section 241. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

(3) The earnings from the investments under subsection (2) shall form part of the reserve account. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Locataires multiples

(4) Si une parcelle de bien résidentiel est occupée par plusieurs locataires, les sommes prélevées à l'égard du bien qu'occupe chacun d'eux sont calculées comme si la valeur imposable de ce bien était l'évaluation attribuable à ce locataire aux termes du paragraphe 14 (3) de la *Loi sur l'évaluation foncière*. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Entente entre le propriétaire et le locataire

(5) Si la personne qui occupe le bien résidentiel est un locataire, aucune entente conclue entre elle et le propriétaire quant à l'affectation de leurs impôts scolaires n'a d'incidence sur le paragraphe (1), (2), (3) ou (4) ni ne le modifie. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Incompatibilité

(6) Les paragraphes (1), (2), (3) et (4) l'emportent sur l'article 237, le paragraphe 238 (2) et l'article 257.9 en cas d'incompatibilité. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

IMPÔTS SCOLAIRES DANS CERTAINES CIRCONSTANCES

Impôts scolaires dans certaines circonstances

- **240.** (1) Il est prélevé et perçu chaque année sur les biens imposables de la personne visée à l'alinéa a) ou du contribuable désigné visé à l'alinéa b), selon le cas, qui se trouvent dans une municipalité les impôts au taux prescrit en vertu de l'article 257.12 si, dans la municipalité:
 - a) soit une personne est inscrite au rôle d'imposition comme contribuable des conseils publics de langue anglaise et il n'existe aucun conseil du genre auquel peuvent être versés les impôts scolaires qui sont prélevés le cas échéant au cours d'une année sur les biens imposables de cette personne qui se trouvent dans la municipalité;
 - b) soit un contribuable désigné au sens du paragraphe 238 (1) est inscrit au rôle d'imposition et il n'existe aucun conseil auquel peuvent être versés les impôts scolaires qui sont prélevés le cas échéant au cours d'une année sur les biens imposables de ce contribuable qui se trouvent dans la municipalité. 1997, chap. 31, par. 113 (1); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Compte de réserve

(2) Les fonds recueillis aux termes du paragraphe (1) sont déposés dans un compte de réserve aux fins des conseils publics de langue anglaise et peuvent être placés dans les valeurs mobilières prescrites en vertu de l'alinéa 241 (6) b), sous réserve des règles prescrites par règlement pour l'application de l'alinéa 241 (1) a). À cette fin, «placer» et «valeurs mobilières» s'entendent au sens de l'article 241. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Idem

(3) Le produit des placements permis par le paragraphe (2) est versé au compte de réserve. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Use of money in account

- (4) Subject to subsection (5), where, in a municipality referred to in subsection (1), a district school area board is organized and makes provision for the education of its resident pupils, the municipal council shall pay over to the board the money that is held by the municipality under this section, and the money,
 - (a) shall be used for expenditures for permanent improvements for the purposes of the board that the board considers expedient; and
 - (b) shall be used for any other purpose approved by the Minister, in the amounts and over the periods that are approved by the Minister. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Application in area of jurisdiction of a public district school board

(5) Where a municipality referred to in subsection (1) becomes part of the area of jurisdiction of an English-language public district school board, the municipal council shall pay over to the English-language public district school board the money that is held by the municipality and the money shall be used as set out in clause (4) (b). 1997, c. 31, s. 113 (1).

Subclass reductions

(6) Section 313 of the *Municipal Act, 2001* applies with necessary modifications with respect to the rates levied under this section. 1997, c. 31, s. 113 (1); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

BORROWING AND INVESTMENT BY BOARDS

Investment powers

241. (1) A board may,

- (a) subject to any rules prescribed under subsection
 (6), invest in securities prescribed under subsection
 (6) any money of the board that is in the board's general fund, capital fund or reserve funds and that is not immediately required by the board;
- (b) advance money from the board's general fund or reserve funds that is not immediately required by the board, to the board's capital fund as interim financing of capital undertakings of the board;
- (c) combine money held in the board's general fund, capital fund and reserve funds and, subject to subsection (3), deal with the money in accordance with clause (a); and
- (d) despite the provisions of any other Act, borrow, for any purpose for which the board has authority to spend money, any money in any fund established by the board that is not immediately required by the board for the purposes of the fund. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Restrictions

(2) Money advanced under clause (1) (b) shall be made repayable on or before the day on which the board

Utilisation des fonds placés dans le compte

- (4) Sous réserve du paragraphe (5), si, dans une municipalité visée au paragraphe (1), un conseil de secteur scolaire de district est créé et prend des dispositions pour assurer l'instruction de ses élèves résidents, le conseil municipal lui verse les fonds détenus par la municipalité aux termes du présent article. Ces fonds:
 - a) sont affectés aux dépenses en améliorations permanentes aux fins du conseil que celui-ci estime opportunes;
 - b) sont affectés aux autres fins qu'approuve le ministre, selon les montants et pour les périodes qu'il approuve. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Application dans le territoire de compétence d'un conseil scolaire de district public

(5) Si une municipalité visée au paragraphe (1) entre dans le territoire de compétence d'un conseil scolaire de district public de langue anglaise, le conseil municipal verse à ce conseil les fonds détenus par la municipalité. Ces fonds sont affectés de la façon prévue à l'alinéa (4) b). 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Réductions pour les sous-catégories

(6) L'article 313 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des impôts prélevés aux termes du présent article. 1997, chap. 31, par. 113 (1); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

EMPRUNTS ET PLACEMENTS DES CONSEILS

Pouvoirs en matière de placement

241. (1) Le conseil peut faire ce qui suit :

- a) sous réserve des règles prescrites en vertu du paragraphe (6), placer dans des valeurs mobilières prescrites en vertu de ce paragraphe des sommes qui proviennent de son fonds d'administration générale, de son fonds de capital ou de ses fonds de réserve et dont il n'a pas immédiatement besoin;
- avancer des sommes qui proviennent de son fonds d'administration générale ou de ses fonds de réserve et dont il n'a pas besoin immédiatement à son fonds de capital pour le financement provisoire de ses travaux d'immobilisations;
- c) réunir des sommes qu'il détient dans son fonds d'administration générale, dans son fonds de capital et dans ses fonds de réserve, et, sous réserve du paragraphe (3), les traiter conformément à l'alinéa a);
- d) malgré toute autre loi, emprunter, aux fins pour lesquelles il est autorisé à engager des dépenses, les sommes détenues dans un fonds qu'il constitue et dont il n'a pas besoin immédiatement aux fins du fonds. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Restrictions

(2) Les sommes avancées en vertu de l'alinéa (1) b) sont exigibles au plus tard le jour où le conseil en a

requires the money and any interest or other earnings on the money advanced shall be credited to the fund from which it was advanced. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

(3) Money combined under clause (1) (c) shall be made repayable on or before the day on which the board requires the money and any interest or other earnings from the combined investments shall be credited to each separate fund in proportion to the amount invested from that fund. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

(4) Clause (1) (d) does not apply to a sinking fund, a retirement fund, a fund prescribed under clause 247 (3) (e) or to money in an education development charges account under an education development charge by-law to which section 257.103 applies. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Report on borrowings

(5) At the first meeting of a board after a regular election, the treasurer shall report to the board on all borrowings under clause (1) (d) that have not been repaid. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Regulations

- (6) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,
 - (a) prescribing rules for the purposes of clause (1) (a);
 - (b) prescribing securities or classes of securities for the purposes of clause (1) (a);
 - (c) providing that a board does not have the power under this section to invest in the securities or classes of securities specified in the regulation. 1997, c. 31, s. 113 (1).

General or particular

(7) A regulation under subsection (6) may be general or particular in its application and may be made to apply to any class of board and for the purpose a class may be defined with respect to any attribute and may be defined to consist of or to exclude any specified member of the class, whether or not with the same attributes. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Transition

(8) During the year that begins on the day that this section comes into force and ends on the first anniversary of that day, paragraphs 20 and 21 of subsection 171 (1) of the Education Act, as those paragraphs read immediately before the Education Quality Improvement Act, 1997 received Royal Assent, continue to apply to investments made before the day that this section comes into force. 1997, c. 31, s. 113 (1).

besoin. Les intérêts sur ces sommes ou les autres gains qu'elles produisent sont portés au crédit du fonds dont elles proviennent. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Iden

(3) Les sommes réunies en vertu de l'alinéa (1) c) sont exigibles au plus tard le jour où le conseil en a besoin. Les intérêts sur ces sommes ou les autres gains qu'elles produisent sont portés au crédit de chaque fonds distinct proportionnellement à la somme qui en provient. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Idem

(4) L'alinéa (1) d) ne s'applique pas aux fonds d'amortissement, aux fonds de remboursement, aux fonds prescrits en vertu de l'alinéa 247 (3) e) ni aux sommes se trouvant dans un compte de redevances d'aménagement scolaires ouvert en vertu d'un règlement de redevances d'aménagement scolaires auquel s'applique l'article 257.103. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Rapport sur les emprunts

(5) À la première réunion que tient le conseil après une élection ordinaire, le trésorier présente au conseil un rapport sur tous les emprunts contractés en vertu de l'alinéa (1) d) qui ne sont pas remboursés. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Règlements

- (6) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :
 - a) prescrire des règles pour l'application de l'alinéa (1) a);
 - b) prescrire des valeurs mobilières ou des catégories de valeurs mobilières pour l'application de l'alinéa (1) a):
 - c) prévoir qu'un conseil n'a pas, en vertu du présent article, le pouvoir de placer des sommes dans les valeurs mobilières ou les catégories de valeurs mobilières précisées par règlement. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Portée

(7) Les règlements pris en application du paragraphe (6) peuvent avoir une portée générale ou particulière et peuvent s'appliquer à toute catégorie de conseils. À cette fin, une catégorie peut être définie en fonction de n'importe quel attribut et de façon à inclure ou à exclure n'importe quel membre précisé de la catégorie, qu'il possède ou non les mêmes attributs. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Disposition transitoire

(8) Pendant l'année qui commence le jour de l'entrée en vigueur du présent article et qui se termine le premier anniversaire de ce jour, les dispositions 20 et 21 du paragraphe 171 (1) de la Loi sur l'éducation, telles qu'elles existaient immédiatement avant que la Loi de 1997 sur l'amélioration de la qualité de l'éducation reçoive la sanction royale, continuent de s'appliquer aux placements effectués avant ce jour-là. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Same

(9) An investment to which subsection (8) applies shall not be continued past the end of the year mentioned in subsection (8) unless the investment is in a security or class of securities that is prescribed under clause (6) (b). 1997, c. 31, s. 113 (1).

Definitions

- (10) In this section,
- "invest" includes purchase, acquire, hold and enter into; ("placer")
- "securities" includes financial agreements, investments and evidences of indebtedness. ("valeurs mobilières") 1997, c. 31, s. 113 (1).

Debt, financial obligation and liability limits

- 242. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations providing for debt, financial obligation and liability limits for boards or classes of boards including,
 - (a) defining the types of debt, financial obligation or liability to which the limits applies and prescribing the matters to be taken into account in calculating the limits;
 - (b) prescribing the amounts to which the debts, financial obligations and liabilities under clause (a) shall be limited:
 - (c) requiring a board to apply for the approval of the Minister for each specific work or class of works, the amount of debt for which, when added to the total amount of any outstanding debt, financial obligation or liability under clause (a), causes a limit under clause (b) to be exceeded;
 - (d) prescribing rules, procedures and fees for the determination of the debt, financial obligation and liability limits of a board;
 - (e) establishing conditions that must be met by a board before undertaking any, or any class of, debt, financial obligation or liability. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Approval to exceed limit

(2) A board shall not incur a debt, financial obligation or liability that would cause it to exceed a limit prescribed under clause (1) (b) unless it first obtains the approval of the Minister. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Risk management activities

(3) The Lieutenant Governor in Council may make regulations allowing a board to engage in risk management activities as defined in the regulation in the circumstances specified in the regulation in order to hedge the risks specified in the regulation under or in connection with any debt instrument, financial obligation or liability of a board. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Idem

(9) Les placements auxquels s'applique le paragraphe (8) ne doivent être conservés au-delà de la fin de l'année visée à ce paragraphe que s'ils portent sur des valeurs mobilières ou des catégories de valeurs mobilières prescrites en vertu de l'alinéa (6) b). 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Définitions

- (10) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.
- «placer» S'entend notamment du fait d'acheter, d'acquérir, de détenir et de conclure. («invest»)
- «valeurs mobilières» Sont assimilés à des valeurs mobilières les accords financiers, les placements et les titres de créance. («securities») 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Plafonds des dettes, des obligations financières et des engagements

- 242. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir les plafonds des dettes, des obligations financières et des engagements des conseils ou de catégories de conseils, notamment :
 - a) définir les genres de dettes, d'obligations financières ou d'engagements auxquels s'appliquent les plafonds et prescrire les questions dont il faut tenir compte dans le calcul de ceux-ci;
 - b) prescrire les plafonds que peuvent atteindre les dettes, les obligations financières et les engagements visés à l'alinéa a);
 - c) exiger d'un conseil qu'il demande l'approbation du ministre à l'égard de chaque travail particulier ou catégorie de travaux dont le montant de la dette, une fois ajouté au montant total des dettes, obligations financières ou engagements impayés visés à l'alinéa a), entraîne un dépassement d'un plafond visé à l'alinéa b);
 - d) prescrire les règles et modalités à suivre ainsi que les droits à verser pour calculer les plafonds des dettes, obligations financières et engagements d'un conseil;
 - e) fixer les conditions que les conseils doivent remplir avant de contracter une dette, une obligation financière, un engagement ou une catégorie de ceux-ci. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Approbation du dépassement du plafond

(2) Aucun conseil ne doit contracter une dette, une obligation financière ou un engagement qui entraînerait un dépassement d'un plafond prescrit en vertu de l'alinéa (1) b) sans avoir obtenu l'approbation préalable du ministre. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Gestion des risques

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, permettre aux conseils de se livrer à des opérations de gestion des risques au sens du règlement dans les circonstances que précise celui-ci pour couvrir les risques également précisés que présentent leurs titres d'emprunt, leurs obligations financières ou leurs engagements ou qui sont afférents à ceux-ci. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

General or particular

(4) A regulation made under this section can be general or particular. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Classes

(5) A class may be defined with respect to any attribute and may be defined to consist of or to exclude any specified member of the class, whether or not with the same attributes. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Current borrowing

243. (1) Despite the provisions of any Act, a board may by resolution authorize the treasurer and the chair or vice-chair to borrow from time to time the sums that the board considers necessary to meet the current expenditures of the board until the current revenue has been received. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Debt charges

(2) A board may borrow the sums that the board considers necessary to meet debt charges payable in any fiscal year until the current revenue has been received. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Limit

(3) The amounts that a board may borrow at any one time for the purposes mentioned in subsections (1) and (2), together with the total of any similar borrowings that have not been repaid and any accrued interest on those borrowings, shall not exceed the unreceived balance of the estimated revenues of the board, as set out in the estimates adopted for the fiscal year. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Limits for 1998

(4) In the fiscal year January 1, 1998 to August 31, 1998, until the estimates for that fiscal year are adopted, the borrowing limits of a board under subsection (3) shall be calculated as prescribed by regulation under subsection (8) for the board for the purposes of this subsection. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Estimated revenues

(5) For the purposes of subsection (3), estimated revenues do not include revenues derivable or derived from the sale of assets, current borrowings or issues of debentures or instruments prescribed under clause 247 (3) (f) or from a surplus including arrears of taxes and proceeds from the sale of assets. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Exception re certain boards

- (6) A board may borrow more than the amount authorized to be borrowed under the other provisions of this section if,
 - (a) at the time of the borrowing, the board is subject to an order made under Division D, vesting control and charge over the administration of the affairs of the board in the Ministry under Division D; and

Portée

(4) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Chap. E.2

Catégories

(5) Une catégorie peut être définie en fonction de n'importe quel attribut et de façon à inclure ou à exclure n'importe quel membre précisé de la catégorie, qu'il possède ou non les mêmes attributs. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Emprunts à court terme

243. (1) Malgré toute loi, le conseil peut, par voie de résolution, autoriser le trésorier et le président ou le vice-président à emprunter les sommes que le conseil estime nécessaires pour faire face à ses dépenses courantes jusqu'à la rentrée de ses recettes courantes. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Service de la dette

(2) Le conseil peut emprunter les sommes qu'il estime nécessaires au service de la dette pour un exercice jusqu'à la rentrée des recettes courantes. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Plafond

(3) Les emprunts que le conseil peut contracter à un moment donné aux fins mentionnées aux paragraphes (1) et (2), ainsi que la somme des emprunts similaires qui n'ont pas été remboursés et des intérêts courus sur ces emprunts, ne doivent pas au total être supérieurs à la fraction non rentrée des recettes estimatives du conseil, telles qu'elles sont indiquées dans les prévisions budgétaires adoptées pour l'exercice. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Plafond pour 1998

(4) Pendant l'exercice qui commence le 1^{er} janvier 1998 et qui se termine le 31 août 1998, avant l'adoption des prévisions budgétaires de cet exercice, le plafond d'emprunt d'un conseil prévu au paragraphe (3) est calculé de la façon prescrite par règlement pris en application du paragraphe (8) dans le cas du conseil pour l'application du présent paragraphe. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Recettes estimatives

(5) Pour l'application du paragraphe (3), les recettes estimatives ne comprennent pas les recettes pouvant provenir ou provenant de la vente d'éléments d'actif, d'emprunts à court terme ou de l'émission de débentures ou d'instruments prescrits en vertu de l'alinéa 247 (3) f) de même que d'un excédent, y compris les arriérés d'impôts et le produit de la vente d'éléments d'actif. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Exception: certains conseils

- (6) Le conseil peut emprunter plus que la somme autorisée en vertu des autres dispositions du présent article si les conditions suivantes sont réunies :
 - a) au moment de l'emprunt, le conseil est assujetti à un arrêté pris en vertu de la section D qui investit le ministère du contrôle de l'administration des affaires du conseil en vertu de cette section;

(b) the Minister approves the borrowing. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Approval of Minister

(7) The Minister may make his or her approval under subsection (6) subject to any terms that he or she considers appropriate. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Regulations

(8) The Minister may make regulations prescribing the method of calculating borrowing limits for the purposes of subsection (4). 1997, c. 31, s. 113 (1).

Definition

- (9) In this section,
- "current revenue", "estimated revenues" and "revenues" do not include revenue from education development charges. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Provincial guarantee of debentures etc.

244. (1) The Lieutenant Governor in Council may by order authorize the Minister of Finance to guarantee payment by the Province of the principal, interest and premium of debentures, debt instruments or other instruments prescribed under clause 247 (3) (f) issued by a board or of debentures or other debt instruments issued by a corporation established under subsection 248 (1) and any such authorization may relate to a single debenture or instrument or to a class of debentures or instruments as such class is defined in the authorizing order in council. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Form of guarantee

(2) The form of the guarantee and the manner of its execution shall be determined by order of the Lieutenant Governor in Council, and every guarantee executed in accordance with the order is conclusive evidence of the guarantee. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Validity of guaranteed debentures, etc.

(3) Any debenture or debt instrument prescribed under clause 247 (3) (f) or other debt instrument, payment of which is guaranteed by the Province under this section, is valid and binding on the board or corporation by which it is issued according to its terms. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Payments re certain debentures

245. (1) In this section, section 246 and subsection 247 (5),

"debenture", in the case of a Roman Catholic board or of an old board that operated Roman Catholic schools, includes a mortgage; ("débenture")

"general revenue" means, in respect of a board,

- (a) the amounts levied for school purposes that a board receives under Division B, and
- (b) the legislative grants received by the board that are made under subsection 234 (1); ("recettes générales")

b) le ministre approuve l'emprunt. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Approbation du ministre

(7) Le ministre peut assortir l'approbation visée au paragraphe (6) des conditions qu'il estime appropriées. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Règlements

(8) Le ministre peut, par règlement, prescrire le mode de calcul du plafond d'emprunt pour l'application du paragraphe (4). 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Définition

(9) La définition qui suit s'applique au présent article.

wrecettes», wrecettes courantes» et wrecettes estimatives». Ne s'entendent pas des recettes provenant des redevances d'aménagement scolaires. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Garantie des débentures par la province

244. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, autoriser le ministre des Finances à garantir le paiement par la province du capital, des intérêts et de la prime d'émission des débentures, titres d'emprunt ou autres instruments prescrits en vertu de l'alinéa 247 (3) f) qu'émet un conseil ou des débentures ou autres titres d'emprunt qu'émet une personne morale créée en vertu du paragraphe 248 (1). Cette autorisation peut viser une débenture ou un instrument unique ou une catégorie de débentures ou d'instruments au sens que lui donne le décret d'autorisation. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Forme de la garantie

(2) La forme que prend la garantie et ses modalités de souscription sont fixées par décret du lieutenant-gouverneur en conseil. Toute garantie souscrite conformément au décret en constitue une preuve concluante. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Validité des débentures garanties

(3) Les débentures ou les titres d'emprunt prescrits en vertu de l'alinéa 247 (3) f) ou les autres titres d'emprunt dont le paiement est garanti par la province aux termes du présent article sont valides et lient le conseil ou la personne morale qui les a émis selon leurs termes. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Paiement : certaines débentures

- **245.** (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article, à l'article 246 et au paragraphe 247 (5).
- «débenture» S'entend en outre d'une hypothèque dans le cas d'un conseil catholique ou d'un ancien conseil qui faisait fonctionner des écoles catholiques. («debenture»)
- «municipalité» S'entend en outre d'une municipalité de palier supérieur et de la communauté urbaine au sens de la Loi de 1997 sur la cité de Toronto (n° 2). («municipality»)
- «recettes générales» En ce qui concerne un conseil, s'entend de ce qui suit :

"municipality" includes an upper-tier municipality and Metro within the meaning of the *City of Toronto Act, 1997 (No. 2)*. ("municipalité") 1997, c. 31, s. 113 (1); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Payments re debentures issued by school authorities, old boards

- (2) During the currency of a debenture issued by a school authority or an old board before this section comes into force, the school authority that issued the debenture or a board that assumed the obligation for a debenture issued by an old board shall,
 - (a) provide in its estimates for each fiscal year for setting aside out of its general revenue in the fiscal year the amount necessary to pay the principal and interest coming due on the debenture in the fiscal year and to pay the amount required to be paid into a sinking fund or retirement fund in respect of the debenture in the fiscal year;
 - (b) on or before each due date in each year, pay out of its general revenue the principal and interest coming due on the debenture in the year; and
 - (c) where a sinking fund or retirement fund has been established in respect of a debenture, on or before the anniversary in each year of the issue date of the debenture, pay out of its general revenue the amount required to be paid into the sinking fund or retirement fund in respect of the debenture in the year. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Payments re debentures issued by municipality for school authority, old board

- (3) During the currency of a debenture issued by a municipality before this section comes into force to raise money for a school authority or an old board, the school authority for which the debenture was issued or the board that assumed the obligation to the municipality for the debenture shall,
 - (a) provide in its estimates for each fiscal year for setting aside out of its general revenue in the fiscal year the amount necessary to pay to the municipality the amount of the principal and interest coming due on the debenture in the fiscal year and to pay the amount required to be paid by the municipality into a sinking fund or retirement fund in respect of the debenture in the fiscal year;
 - (b) on or before each due date in each year, pay out of its general revenue to the municipality the principal and interest coming due on the debenture in the year; and
 - (c) where a sinking fund or retirement fund has been established by the municipality in respect of a debenture, on or before each due date in each year,

- a) les sommes prélevées aux fins scolaires qu'il reçoit aux termes de la section B;
- b) les subventions générales versées aux termes du paragraphe 234 (1) qu'il reçoit. («general revenue») 1997, chap. 31, par. 113 (1); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Paiement : débentures émises par des administrations scolaires ou d'anciens conseils

- (2) Pendant la durée des débentures émises par une administration scolaire ou un ancien conseil avant l'entrée en vigueur du présent article, l'administration scolaire qui les a émises ou le conseil qui a assumé l'obligation des débentures émises par un ancien conseil fait ce qui suit :
 - a) dans ses prévisions budgétaires de chaque exercice, il prévoit, sur ses recettes générales de l'exercice, les sommes nécessaires pour payer la tranche du capital des débentures et les intérêts y afférents qui viennent à échéance au cours de l'exercice, ainsi que les sommes qui doivent être versées dans un fonds d'amortissement ou de remboursement à l'égard des débentures au cours de l'exercice;
 - au plus tard à chaque date d'échéance au cours de chaque année, il paie, par prélèvement sur ses recettes générales, la tranche du capital des débentures et les intérêts y afférents qui viennent à échéance au cours de l'année;
 - c) s'il a été constitué un fonds d'amortissement ou de remboursement à l'égard des débentures, il prélève sur ses recettes générales, au plus tard à l'anniversaire de la date d'émission des débentures qui tombe au cours de l'année, les sommes qui doivent être versées au cours de l'année dans le fonds à leur égard. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Paiement : débentures émises par des municipalités pour des administrations scolaires ou d'anciens conseils

- (3) Pendant la durée des débentures émises par une municipalité avant l'entrée en vigueur du présent article dans le but de recueillir des fonds pour une administration scolaire ou un ancien conseil, l'administration scolaire pour laquelle les débentures ont été émises ou le conseil qui en a assumé l'obligation auprès de la municipalité fait ce qui suit :
 - a) dans ses prévisions budgétaires de chaque exercice, il prévoit, sur ses recettes générales de l'exercice, les sommes nécessaires pour payer à la municipalité la tranche du capital des débentures et les intérêts y afférents qui viennent à échéance au cours de l'exercice, ainsi que les sommes qu'elle doit verser dans un fonds d'amortissement ou de remboursement à l'égard des débentures au cours de l'exercice;
 - au plus tard à chaque date d'échéance au cours de chaque année, il paie à la municipalité, par prélèvement sur ses recettes générales, la tranche du capital des débentures et les intérêts y afférents qui viennent à échéance au cours de l'année;
 - c) si la municipalité a constitué un fonds d'amortissement ou de remboursement à l'égard des débentures, il lui paie, par prélèvement sur ses recettes

pay out of its general revenue to the municipality the amount required to be paid into the sinking fund or retirement fund by the municipality in respect of the debenture in the year. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

(4) For the purposes of subsection (3), the due dates are those specified in the applicable notice given by the treasurer of the municipality to the treasurer of the board. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Exception

(5) Despite clauses (2) (a) and (b) and (3) (a) and (b), the principal and interest that must be paid in a year under those clauses does not include any outstanding amount of principal specified as payable on the maturity date of a debenture to the extent that one or more refinancing debentures are issued by the school authority, board or municipality referred to in subsection (2) or (3) to repay the outstanding principal. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Rules re certain debentures

246. (1) Subsections (2) to (5) apply despite,

- (a) the provisions of any other Act;
- (b) any debenture;
- (c) any municipal or board by-law, resolution or agreement under which a debenture is issued; or
- (d) any document relating to a debenture. 1997, c. 31, s. 113 (1).

No obligation to raise money through rates to pay debentures

- (2) A board is not obliged to raise money by way of rates,
 - (a) to pay the principal and interest on a debenture to which section 245 applies;
 - (b) to pay amounts for deposit into a sinking fund or retirement fund in respect of a debenture to which section 245 applies;
 - (c) to pay amounts to a municipality in respect of a debenture to which section 245 applies; or
 - (d) for any other purpose. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Deemed amendment

(3) A by-law, resolution, agreement or other document relating to a debenture to which section 245 applies and the debenture shall be deemed to have been amended to accord with subsections (1), (2), (4) and (5). 1997, c. 31, s. 113 (1).

Rights of debenture holder

(4) No holder of a debenture to which section 245 applies shall have any right to require payment, except in accordance with the payment schedule for the debenture, by reason only that the board that has assumed

générales, au plus tard à chaque date d'échéance au cours de chaque année, les sommes qu'elle doit verser au cours de l'année dans le fonds à leur égard. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Idem

(4) Pour l'application du paragraphe (3), les dates d'échéance sont celles qui sont précisées dans l'avis applicable que donne le trésorier de la municipalité au trésorier du conseil. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Exception

(5) Malgré les alinéas (2) a) et b) et (3) a) et b), la tranche du capital et les intérêts à payer au cours de l'exercice ou de l'année aux termes de ces alinéas ne comprend pas la tranche impayée du capital qui est précisée comme étant exigible à la date d'échéance de la débenture dans la mesure où l'administration scolaire, le conseil ou la municipalité visé au paragraphe (2) ou (3) a émis une ou plusieurs débentures de refinancement pour rembourser cette tranche. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Règles : certaines débentures

246. (1) Les paragraphes (2) à (5) s'appliquent malgré ce qui suit :

- a) toute autre loi;
- b) des débentures;
- c) un règlement municipal, un règlement administratif du conseil, une résolution ou une entente en vertu desquels des débentures sont émises;
- d) un document concernant des débentures. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Aucune obligation de recueillir des fonds par le prélèvement d'impôts pour rembourser des débentures

- (2) Le conseil n'est tenu de recueillir des fonds par le prélèvement d'impôts pour aucune des fins suivantes :
 - a) régler le capital ou les intérêts des débentures auxquelles s'applique l'article 245;
 - b) payer des sommes à déposer dans un fonds d'amortissement ou de remboursement à l'égard des débentures auxquelles s'applique l'article 245;
 - c) payer des sommes à une municipalité à l'égard des débentures auxquelles s'applique l'article 245;
 - d) toute autre fin. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Assimilation à modification

(3) Les règlements municipaux et administratifs, résolutions, ententes et autres documents qui concernent des débentures auxquelles s'applique l'article 245 et les débentures mêmes sont réputés modifiés de façon à concorder avec les paragraphes (1), (2), (4) et (5). 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Droits des détenteurs de débentures

(4) Aucun détenteur de débentures auxquelles s'applique l'article 245 n'a le droit d'en exiger le remboursement, si ce n'est conformément au calendrier de remboursement qui leur est applicable, pour le seul motif que le

the obligation for the debenture may not be identical to the old board that issued the debenture or that the board that is obliged to make payments to a municipality in respect of the debenture may not be identical to the old board that was obliged to make payments to the municipality in respect of the debenture. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

- (5) None of the following shall constitute default by a district school board, a school authority, an old board or a municipality in the fulfilment of the obligations related to the debenture or a breach by a district school board, a school authority, an old board or a municipality of the terms or conditions of the debenture or of a by-law authorizing the issue of the debenture:
 - The amalgamation or merger of the old board that issued the debenture with a district school board.
 - 2. The inability of a district school board or school authority to impose rates.
 - 3. The elimination of a charge on the property and rates of the board that issued the debenture.
 - 4. Anything done by a district school board or school authority in compliance with this Act or any regulation, order or directive made under this Act. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Terms and conditions continued

(6) Subject to subsections (1) to (5), a debenture to which section 245 applies that is issued before this section comes into force continues to be payable on the same terms and conditions as are required by the debenture. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Borrowing for permanent improvements

247. (1) Subject to any other provision of this Act and the regulations made under subsection 242 (1) and subsection (3) of this section, a district school board may by by-law borrow money or incur debt for permanent improvements and may issue debentures or issue or execute any instrument prescribed under clause (3) (f) in respect of the money borrowed or the debt incurred. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same, school authorities

(2) Subject to any other provision of this Act and the regulations made under subsection 242 (1) and subsection (3) of this section, and subject to the prior approval of the Minister, a school authority may by by-law borrow money or incur debt for permanent improvements and may issue debentures or issue or execute any instrument prescribed under clause (3) (f) in respect of the money borrowed or the debt incurred. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Regulations

(3) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

conseil qui en a assumé l'obligation n'est peut-être pas identique à l'ancien conseil qui les a émises ou que celui qui est tenu d'effectuer des paiements à une municipalité à leur égard n'est peut-être pas identique à l'ancien conseil qui était tenu de le faire. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Chap. E.2

Idem

- (5) Le conseil scolaire de district, l'administration scolaire, l'ancien conseil ou la municipalité n'est pas en situation de manquement aux obligations rattachées aux débentures ni en situation de manquement aux conditions de celles-ci ou d'un règlement administratif ou municipal autorisant leur émission du fait de ce qui suit :
 - 1. La fusion du conseil scolaire de district et de l'ancien conseil qui a émis les débentures.
 - 2. L'incapacité du conseil scolaire de district ou de l'administration scolaire d'exiger des impôts.
 - 3. L'élimination d'un privilège sur les biens et les impôts du conseil qui a émis les débentures.
 - 4. Tout acte accompli par le conseil scolaire de district ou l'administration scolaire en conformité avec la présente loi ou un règlement, un ordre ou une directive en découlant. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Maintien des conditions

(6) Sous réserve des paragraphes (1) à (5), les débentures auxquelles s'applique l'article 245 et qui sont émises avant l'entrée en vigueur du présent article restent exigibles aux conditions dont elles sont assorties. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Emprunts aux fins d'améliorations permanentes

247. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi et des règlements pris en application du paragraphe 242 (1) et du paragraphe (3) du présent article, un conseil scolaire de district peut, par règlement administratif, contracter des emprunts ou des dettes pour couvrir le coût d'améliorations permanentes et il peut émettre des débentures et émettre ou signer des instruments prescrits en vertu de l'alinéa (3) f) à l'égard de ces emprunts ou dettes. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Idem: administrations scolaires

(2) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi et des règlements pris en application du paragraphe 242 (1) et du paragraphe (3) du présent article, et sous réserve de l'approbation préalable du ministre, une administration scolaire peut, par règlement administratif, contracter des emprunts ou des dettes pour couvrir le coût d'améliorations permanentes et elle peut émettre des débentures et émettre ou signer des instruments prescrits en vertu de l'alinéa (3) f) à l'égard de ces emprunts ou dettes. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Règlements

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- (a) governing the borrowing of money and the incurring of debt by a board for permanent improvements;
- (b) governing the issuance by a board of debentures and instruments prescribed under clause (f) in respect of money borrowed or debt incurred for permanent improvements;
- (c) governing any dealings by a board with debentures and instruments described in clause (b), including but not limited to regulations governing the redemption, surrender, exchange, substitution or offering as security of the debentures or instruments;
- (d) governing the establishment and operation of sinking funds, retirement funds and any other type of funds that may be prescribed by the regulations and providing for the investment or other application of money held in those funds;
- (e) prescribing types of funds for the purpose of clause (d);
- (f) prescribing instruments other than debentures that may be issued or executed by a board in respect of money borrowed or debt incurred for permanent improvements;
- (g) prescribing the duties of treasurers or other officers of boards in connection with the matters addressed in this section;
- (h) providing that any provision of the *Municipal Act*, 2001 relating to borrowing or debentures applies, with any modifications specified in the regulations, in relation to borrowing by a board under this section or debentures issued by a board under this section. 1997, c. 31, s. 113 (1); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

General or particular

(4) A regulation under subsection (3) may be general or particular and may be made to apply to any class of board and for the purpose a class may be defined with respect to any attribute and may be defined to consist of or to exclude any specified member of the class, whether or not with the same attributes. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Payments re debentures and debt instruments

- (5) Subject to the regulations, if under subsection (1) or (2) a board issues a debenture or a debt instrument prescribed under clause (3) (f), the board shall,
 - (a) provide in its estimates for each fiscal year for setting aside out of its general revenue in the fiscal year the amount necessary to pay the principal and interest coming due on the debenture or debt instrument in the fiscal year and to pay the amount required to be paid into a sinking fund or retirement fund or other fund prescribed under clause (3) (e) in respect of the debenture or debt instrument in the fiscal year;

- a) régir les emprunts et les dettes que contractent les conseils pour couvrir le coût d'améliorations permanentes;
- régir l'émission, par les conseils, des débentures et des instruments prescrits en vertu de l'alinéa f) à l'égard des emprunts ou des dettes contractés pour couvrir le coût d'améliorations permanentes;
- régir les opérations qu'effectuent les conseils sur les débentures et les instruments visés à l'alinéa b), notamment leur rachat, leur remise, leur échange, leur remplacement ou leur nantissement;
- d) régir la constitution et le fonctionnement des fonds d'amortissement, des fonds de remboursement et des autres genres de fonds prescrits par règlement, et prévoir le placement ou toute autre affectation des sommes détenues dans ces fonds;
- e) prescrire des genres de fonds pour l'application de l'alinéa d);
- f) prescrire les instruments autres que des débentures, notamment les titres d'emprunt, que les conseils peuvent émettre ou signer à l'égard des emprunts ou dettes contractés pour couvrir le coût d'améliorations permanentes;
- g) prescrire les fonctions des trésoriers ou des autres agents des conseils en ce qui concerne les questions traitées au présent article;
- h) prévoir qu'une disposition de la Loi de 2001 sur les municipalités qui porte sur les emprunts ou les débentures s'applique, avec les adaptations que précisent les règlements, à l'égard des emprunts que contracte ou des débentures qu'émet un conseil en vertu du présent article. 1997, chap. 31, par. 113 (1); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Portée

(4) Les règlements pris en application du paragraphe (3) peuvent avoir une portée générale ou particulière et peuvent s'appliquer à toute catégorie de conseils. À cette fin, une catégorie peut être définie en fonction de n'importe quel attribut et de façon à inclure ou à exclure n'importe quel membre précisé de la catégorie, qu'il possède ou non les mêmes attributs. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Paiement : débentures et titres d'emprunt

- (5) Sous réserve des règlements, si, en vertu du paragraphe (1) ou (2), le conseil émet des débentures ou des titres d'emprunt prescrits en vertu de l'alinéa (3) f), il fait ce qui suit :
 - a) dans ses prévisions budgétaires de chaque exercice, il prévoit, sur ses recettes générales de l'exercice, les sommes nécessaires pour payer la tranche du capital des débentures ou des titres d'emprunt et les intérêts y afférents qui viennent à échéance au cours de l'exercice et les sommes qui doivent être versées dans un fonds d'amortissement, un fonds de remboursement ou un fonds prescrit en vertu de l'alinéa (3) e) à l'égard des débentures ou des titres d'emprunt au cours de l'exercice;

- (b) on or before each due date in each year, pay out of its general revenue the principal and interest coming due on the debenture or debt instrument in the year; and
- (c) where a sinking fund, retirement fund or other fund prescribed under clause (3) (e) has been established in respect of the debenture or debt instrument, on or before the anniversary in each year of the issue date of the debenture or debt instrument, pay out of its general revenue the amount required to be paid into the sinking fund, retirement fund or such prescribed fund in respect of the debenture or debt instrument in the year. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Exception

(6) Despite clauses (5) (a) and (b), the principal and interest that must be paid in a year under those clauses does not include any outstanding amount of principal specified as payable on the maturity date of a debenture or debt instrument to the extent that one or more refinancing debentures or debt instruments are issued by the board to repay the outstanding principal. 1997, c. 31, s. 113 (1).

All debentures, debt instruments rank equally

(7) Despite any other provision of this or any other Act or any differences in date of issue or maturity, every debenture and debt instrument prescribed under clause (3) (f) issued by a board shall rank concurrently and equally in respect of payment of principal and interest with all other debentures and such debt instruments issued by the board, except as to the availability of any sinking fund, retirement fund or other fund prescribed under clause (3) (e) applicable to any issue of debentures or such debt instruments. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Registration

(8) Subsections 415 (1), (2), (3), (4), (5) and (7) of the *Municipal Act*, 2001 apply with necessary modifications to a by-law of a board authorizing the issue of debentures or debt instruments prescribed under clause (3) (f) that is passed under subsection (1) or (2) of this section but nothing in this subsection makes valid a by-law if it appears on the face of the by-law that it does not substantially comply with a provision of a regulation under subsection (3) that specifies the maximum term within which a debenture or debt instrument prescribed under clause (3) (f) may be made payable. 1997, c. 31, s. 113 (1); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Certain rights and duties continued

- (9) Subject to subsection (10), the rights and duties of,
- (a) a treasurer or a clerk-treasurer of a county or municipality;
- (b) a treasurer of an old board;
- (c) the council of a municipality;

- b) au plus tard à chaque date d'échéance au cours de chaque année, il paie, par prélèvement sur ses recettes générales, la tranche du capital des débentures ou des titres d'emprunt et les intérêts y afférents qui viennent à échéance au cours de l'année;
- c) s'il a été constitué un fonds d'amortissement, un fonds de remboursement ou un fonds prescrit en vertu de l'alinéa (3) e) à l'égard des débentures ou des titres d'emprunt, il prélève sur ses recettes générales, au plus tard à l'anniversaire de la date d'émission des débentures ou des titres d'emprunt qui tombe au cours de l'année, les sommes qui doivent être versées au cours de l'année dans le fonds à leur égard. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Exception

(6) Malgré les alinéas (5) a) et b), la tranche du capital et les intérêts à payer au cours de l'exercice ou de l'année aux termes de ces alinéas ne comprennent pas la tranche impayée du capital qui est précisée comme étant exigible à la date d'échéance de la débenture ou du titre d'emprunt dans la mesure où le conseil a émis une ou plusieurs débentures ou un ou plusieurs titres d'emprunt de refinancement pour rembourser cette tranche. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Égalité de rang des débentures et des titres d'emprunt

(7) Malgré les autres dispositions de la présente loi ou toute autre loi et même si leurs dates d'émission ou d'échéance sont différentes, les débentures et les titres d'emprunt prescrits en vertu de l'alinéa (3) f) qu'émettent les conseils ont égalité de rang par rapport à leurs autres débentures et titres d'emprunt en ce qui concerne le paiement du capital et des intérêts, sauf s'il existe un fonds d'amortissement, un fonds de remboursement ou un fonds prescrit en vertu de l'alinéa (3) e) à l'égard d'une émission de débentures ou de titres d'emprunt. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Enregistrement

(8) Les paragraphes 415 (1), (2), (3), (4), (5) et (7) de la Loi de 2001 sur les municipalités s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux règlements administratifs des conseils qui autorisent l'émission de débentures ou de titres d'emprunt prescrits en vertu de l'alinéa (3) f) et qui sont adoptés en vertu du paragraphe (1) ou (2) du présent article. Toutefois, le présent paragraphe n'a pas pour effet de rendre valides les règlements administratifs qui ne sont manifestement pas conformes pour l'essentiel aux dispositions des règlements pris en application du paragraphe (3) qui précisent la durée maximale d'exigibilité des débentures ou des titres d'emprunt. 1997, chap. 31, par. 113 (1); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Maintien de certains droits et de certaines fonctions

(9) Sous réserve du paragraphe (10), les droits et fonctions des personnes ou entités suivantes qui sont prévus aux paragraphes 234 (3) à (6) de la présente loi, tels qu'ils existaient immédiatement avant l'entrée en vigueur du paragraphe 113 (1) de la Loi de 1997 sur l'amélioration de la qualité de l'éducation, sont maintenus à l'égard des débentures auxquelles s'appliquaient ces paragraphes :

- (d) a school authority; or
- (e) an old board,

under subsections 234 (3) to (6) of this Act, as those provisions read immediately before subsection 113 (1) of the *Education Quality Improvement Act, 1997* came into force, continue with respect to debentures to which those subsections applied. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

(10) The rights and duties described in subsection (9) of an old board or the treasurer of an old board are, respectively, the rights and duties of the district school board or treasurer of the district school board that is obliged to make payments in respect of the debenture as a result of a regulation made under clause 58.1 (2) (p) or as a result of an order made under such a regulation. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Corporation to assist with board financing

- **248.** (1) The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, establish a corporation under the name specified in the regulation,
 - (a) to provide financial services to boards in accordance with the regulations;
 - (b) to borrow money as principal or agent on behalf of boards in accordance with the regulations; and
 - (c) to lend money to boards on the terms and conditions that the corporation may impose. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Regulations

- (2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,
 - (a) providing for the composition, management, administration and control of the corporation and prescribing the powers and duties of the corporation:
 - (b) authorizing the corporation to provide financial services as specified in the regulations to boards in connection with their borrowing, investing, risk management and cash management activities;
 - (c) authorizing the corporation to borrow money in the capital markets in its own name or in the name of one or more boards on behalf of which the corporation is authorized to act;
 - (d) establishing terms, conditions and restrictions attaching to securities or other financial instruments issued by the corporation in connection with borrowing described in clause (c) including,
 - (i) the maximum aggregate principal amount of the securities or other financial instruments authorized for issue at any one time or from time to time,

- a) le trésorier ou le secrétaire-trésorier d'un comté ou d'une municipalité;
- b) le trésorier d'un ancien conseil;
- c) le conseil d'une municipalité;
- d) une administration scolaire;
- e) un ancien conseil. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Idem

(10) Les droits et fonctions d'un ancien conseil ou de son trésorier qui sont visés au paragraphe (9) deviennent respectivement ceux du conseil scolaire de district ou de son trésorier qui est tenu d'effectuer des paiements à l'égard des débentures par suite d'un règlement pris en application de l'alinéa 58.1 (2) p) ou d'un décret pris en vertu d'un tel règlement. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Création d'une personne morale pour aider les conseils en matière de financement

- **248.** (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, créer une personne morale, connue sous le nom que précise le règlement, aux fins suivantes :
 - a) fournir des services financiers aux conseils conformément aux règlements;
 - b) contracter des emprunts à titre de mandant ou de mandataire pour le compte des conseils conformément aux règlements;
 - c) consentir des prêts aux conseils aux conditions qu'elle impose. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Règlements

- (2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :
 - a) prévoir la composition, la gestion, l'administration et le contrôle de la personne morale et prescrire ses pouvoirs et fonctions;
 - b) autoriser la personne morale à fournir aux conseils les services financiers que précisent les règlements en ce qui concerne leurs emprunts, leurs placements, la gestion des risques et la gestion de la trésorerie;
 - c) autoriser la personne morale à contracter des emprunts sur les marchés des capitaux en son nom propre ou en celui d'un ou de plusieurs conseils pour le compte desquels elle est autorisée à agir;
 - d) fixer les conditions et les restrictions dont sont assorties les valeurs mobilières et autres instruments financiers qu'émet la personne morale dans le cadre des emprunts visés à l'alinéa c), notamment ce qui suit :
 - (i) le montant maximal total du capital des valeurs mobilières ou autres instruments financiers dont l'émission est autorisée,

- (ii) any restrictions on the rate or rates of interest payable, the term to maturity, redemption rights, a bonus or discount payable, the currency of issue and selling restrictions,
- (iii) any collateral that may be pledged or charged as security, and
- (iv) the terms of any guarantee by the Province of repayment by the corporation;
- (e) respecting lending by the corporation to boards;
- (f) governing the application or non-application to the corporation of any provision of the Business Corporations Act, the Corporations Act and the Corporations Information Act;
- (g) authorizing the corporation to provide financial services to municipalities, to borrow money as principal or agent on behalf of municipalities and to lend money to municipalities;
- (h) governing matters necessary or advisable to enable the corporation to carry out its duties. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Deemed reference to municipality

(3) If a regulation is made under clause (2) (g) respecting a matter referred to in this section or in section 249, a reference to a board in this section or in section 249 in respect of that matter shall be deemed to include a municipality. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Interpretation

(4) In this section,

"municipality" includes an upper-tier municipality. 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Status of securities and other financial instruments

(5) Securities and other financial instruments issued by the corporation shall be deemed to be investments authorized for registered corporations under subsection 162 (1) of the *Loan and Trust Corporations Act* and authorized for insurers under subsection 433 (1) of the *Insurance Act*. 1997, c. 31, s. 113 (1).

General or particular

(6) A regulation made under this section may be general or particular. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Consent of board, municipality

(7) The corporation shall not provide financial services to a board or a municipality except at the request of the board or municipality and shall not borrow money in the name of a board or a municipality except with the prior approval of the board or municipality. 1997, c. 31, s. 113 (1).

- (ii) les restrictions quant au taux ou aux taux d'intérêt payables, la durée, les droits de rachat, la prime ou la remise payable, la devise d'émission et les restrictions relatives à la vente.
- (iii) tout bien qui peut être grevé d'une charge ou donné en nantissement à titre de garantie accessoire,
- (iv) les conditions d'une garantie donnée par la province en matière de remboursement par la personne morale;
- e) traiter des prêts que la personne morale peut consentir aux conseils;
- f) régir l'assujettissement ou le non-assujettissement de la personne morale aux dispositions de la *Loi* sur les sociétés par actions, de la *Loi* sur les personnes morales et de la *Loi* sur les renseignements exigés des personnes morales;
- g) autoriser la personne morale à fournir des services financiers aux municipalités, à contracter des emprunts pour leur compte à titre de mandant ou de mandataire et à leur consentir des prêts;
- h) régir les questions nécessaires ou souhaitables pour permettre à la personne morale d'exercer ses fonctions. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Renvois

(3) Si un règlement est pris en application de l'alinéa (2) g) à l'égard d'une question visée au présent article ou à l'article 249, la mention d'un conseil à cet égard à l'un ou l'autre article est réputée s'entendre en outre d'une municipalité. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Interprétation

(4) La définition qui suit s'applique au présent article.

«municipalité» S'entend en outre d'une municipalité de palier supérieur. 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Nature des valeurs mobilières et autres instruments financiers

(5) Les valeurs mobilières et autres instruments financiers qu'émet la personne morale sont réputés des placements autorisés pour les sociétés inscrites en vertu du paragraphe 162 (1) de la *Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie* et pour les assureurs en vertu du paragraphe 433 (1) de la *Loi sur les assurances*. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Portée

(6) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Consentement du conseil ou de la municipalité

(7) La personne morale ne doit fournir des services financiers qu'aux conseils et municipalités qui le lui demande et ne doit pas contracter des emprunts au nom de conseils ou de municipalités à moins d'avoir obtenu leur approbation préalable. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Agreements

- 249. A board may enter into an agreement with the corporation established under subsection 248 (1),
 - (a) for the provision to the board of financial services that the corporation is authorized to provide to a board section 248;
 - (b) for the borrowing of money as principal or agent on behalf of the board as authorized under section 248; and
 - (c) for the lending of money to the board as authorized under section 248. 1997, c. 31, s. 113 (1).

MISCELLANEOUS BOARD REVENUES

Fees or charges for trailers in municipality

250. (1) In this section and in section 251,

"trailer" means any vehicle, whether self-propelled or so constructed that it is suitable for being attached to a motor vehicle for the purpose of being drawn or propelled by the motor vehicle, that is capable of being used for the living, sleeping or eating accommodation of persons, although the vehicle is jacked-up or its running gear is removed; ("roulotte")

"trailer camp" or "trailer park" means land in or on which any trailer is located but not including any such vehicle unless it is used for the living, sleeping or eating accommodation of persons. ("parc à roulottes") 1997, c. 31, s. 113 (1).

Share to be paid to boards

(2) Where a trailer is located in a trailer camp or elsewhere in a municipality and fees or charges are collected by the municipality for the trailer or for the land occupied by the trailer in a trailer camp in any year, the council of the municipality shall pay to the English-language public district school board, the district school area board or the secondary school board established under section 67 having jurisdiction in the area in which the trailer is located, 25 per cent of the fees or charges. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

(3) Despite subsection (2), where the occupant of a trailer located in a municipality is a Roman Catholic and has given to the clerk of the municipality a notice in writing stating that the occupant is a Roman Catholic and wishes to be a supporter of the English-language Roman Catholic board that has jurisdiction in the area in which the trailer is located, the council of the municipality shall pay 25 per cent of the fees or charges to the English-language Roman Catholic board. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Share to be paid to two boards

(4) Despite subsections (2) and (3), if a trailer is located in the area of jurisdiction of the two boards mentioned in paragraphs 1, 2 or 3, the municipality shall pay 12.5 per cent of the fees or charges to each of the boards:

Ententes

- **249.** Le conseil peut conclure une entente avec la personne morale créée en vertu du paragraphe 248 (1) pour qu'elle fasse ce qui suit :
 - a) lui fournir les services financiers que l'article 248 l'autorise à fournir à un conseil;
 - b) contracter des emprunts pour son compte à titre de mandant ou de mandataire en vertu de l'article 248;
 - c) lui consentir des prêts comme l'autorise l'article 248. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

RECETTES DIVERSES DES CONSEILS

Droits ou frais visant les roulottes se trouvant dans une municipalité

- **250.** (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et à l'article 251.
- «parc à roulottes» Bien-fonds sur lequel se trouve une roulotte, à la condition qu'on y vive, y dorme ou y mange. («trailer camp», «trailer park»)
- «roulotte» Véhicule automoteur ou construit de façon à pouvoir être attaché à un véhicule automobile afin d'être tracté ou propulsé par celui-ci, et qu'on peut utiliser pour y vivre, y dormir ou y manger, même s'il est mis sur cales ou si son train roulant a été retiré. («trailer») 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Quote-part payable aux conseils

(2) Si une roulotte se trouve dans un parc à roulottes ou ailleurs dans une municipalité qui, dans l'année, perçoit des droits ou des frais sur la roulotte ou sur le bienfonds qu'elle occupe dans un parc à roulottes, le conseil de la municipalité verse 25 pour cent des droits ou des frais au conseil scolaire de district public de langue anglaise, au conseil de secteur scolaire de district ou au conseil d'écoles secondaires créé en vertu de l'article 67 qui a compétence dans le territoire dans lequel se trouve la roulotte. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Idem

(3) Malgré le paragraphe (2), si l'occupant d'une roulotte qui se trouve dans une municipalité est catholique et qu'il a avisé par écrit le secrétaire de celle-ci du fait qu'il est catholique et qu'il désire être contribuable du conseil catholique de langue anglaise qui a compétence dans le territoire dans lequel se trouve la roulotte, le conseil de la municipalité verse 25 pour cent des droits ou des frais à ce conseil. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Quote-part payable à deux conseils

(4) Malgré les paragraphes (2) et (3), si la roulotte se trouve dans le territoire de compétence des deux conseils mentionnés à la disposition 1, 2 ou 3, la municipalité verse à chacun 12,5 pour cent des droits ou des frais :

- 1. A district school area board and a secondary school board established under section 67.
- 2. A Roman Catholic school authority and a secondary school board established under section 67.
- 3. A Roman Catholic school authority and an English-language public district school board. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

(5) Despite subsection (2), where the occupant of a trailer located in a municipality is a Roman Catholic and a French-language rights holder and has given to the clerk of the municipality a notice in writing stating that the occupant is a Roman Catholic and wishes to be a supporter of the French-language separate district school board that has jurisdiction in the area in which the trailer is located, the council of the municipality shall pay 25 per cent of the fees or charges to the French-language separate district school board. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

(6) Despite subsection (2), where the occupant of a trailer located in a municipality is a French-language rights holder and has given to the clerk of the municipality a notice in writing stating that the occupant wishes to be a supporter of the French-language public district school board that has jurisdiction in the area in which the trailer is located, the council of the municipality shall pay 25 per cent of the fees or charges to the French-language public district school board. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Fees or charges not part of annual rates

(7) The share of the fees or charges payable to a board by the council of a municipality under this section shall be in addition to any other amount that is payable to the board by the municipality, and shall be paid to the board on or before December 15 in the year for which the fees or charges are collected. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Application to municipality operated trailer camps

(8) This section does not apply to trailer camps and trailer parks operated by a municipality. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Exception

(9) No fees shall be charged under this section in respect of a trailer assessed under the *Assessment Act*. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Fee for trailers in territory without municipal organization

251. (1) Except as provided in subsections (2) to (5), the owner, lessee or person having possession of a trailer that is located in territory without municipal organization in the area of jurisdiction of a district school area board, a secondary school board established under section 67 or an English-language public district school board, shall pay to the board, on or before the first day of each month, a fee

- Un conseil de secteur scolaire de district et un conseil d'écoles secondaires créé en vertu de l'article 67.
- Une administration scolaire catholique et un conseil d'écoles secondaires créé en vertu de l'article 67.
- 3. Une administration scolaire catholique et un conseil scolaire de district public de langue anglaise. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Idem

(5) Malgré le paragraphe (2), si l'occupant d'une roulotte qui se trouve dans une municipalité est catholique et titulaire des droits liés au français et qu'il a avisé par écrit le secrétaire de celle-ci du fait qu'il est catholique et qu'il désire être contribuable du conseil scolaire de district séparé de langue française qui a compétence dans le territoire dans lequel se trouve la roulotte, le conseil de la municipalité verse 25 pour cent des droits ou des frais à ce conseil. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Idem

(6) Malgré le paragraphe (2), si l'occupant d'une roulotte qui se trouve dans une municipalité est titulaire des droits liés au français et qu'il a avisé par écrit le secrétaire de celle-ci du fait qu'il désire être contribuable du conseil scolaire de district public de langue française qui a compétence dans le territoire dans lequel se trouve la roulotte, le conseil de la municipalité verse 25 pour cent des droits ou des frais à ce conseil. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Distinction entre les droits et frais et les impôts annuels

(7) La quote-part des droits ou des frais payable à un conseil scolaire par le conseil d'une municipalité aux termes du présent article s'ajoute aux autres sommes qui lui sont payables par la municipalité et lui est versée au plus tard le 15 décembre de l'année pour laquelle les droits ou les frais sont perçus. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Application aux parcs à roulottes municipaux

(8) Le présent article ne s'applique pas aux parcs à roulottes qu'exploite une municipalité. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Exception

(9) Aucun droit ne doit être exigé aux termes du présent article à l'égard d'une roulotte qui fait l'objet d'une évaluation aux termes de la *Loi sur l'évaluation foncière*. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Droits visant les roulottes se trouvant dans un territoire non érigé en municipalité

251. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (5), le propriétaire ou le locataire d'une roulotte qui se trouve dans un territoire non érigé en municipalité situé dans le territoire de compétence d'un conseil de secteur scolaire de district, d'un conseil d'écoles secondaires créé en vertu de l'article 67 ou d'un conseil scolaire de district public de langue anglaise ou la personne qui a la possession

of \$5.00 in respect of the trailer for each month or part of a month, except July and August, that the trailer is so located. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

(2) Where the occupant of a trailer that is located in territory without municipal organization within the area of jurisdiction of an English-language Roman Catholic board is a Roman Catholic and signifies in writing to the board that he or she is Roman Catholic and wishes to be a supporter of the English-language Roman Catholic board, the owner or lessee of the trailer shall pay to the board, on or before the first day of each month a fee of \$5.00 in respect of the trailer for each month or part of a month, except July and August, that the trailer is so located. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

- (3) If a trailer is located in the area of jurisdiction of the two boards mentioned in paragraphs 1, 2 or 3, the municipality shall pay \$2.50 to each of the boards:
 - 1. A district school area board and a secondary school board established under section 67.
 - 2. A Roman Catholic school authority and a secondary school board established under section 67.
 - 3. A Roman Catholic school authority and an English-language public district school board. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

(4) Where the occupant of a trailer that is located in territory without municipal organization within the area of jurisdiction of a French-language separate district school board is a Roman Catholic and a French-language rights holder and signifies in writing to the board that he or she is a Roman Catholic and wishes to be a supporter of the French-language separate district school board, the owner or lessee of the trailer shall pay to the board, on or before the first day of each month, a fee of \$5.00 in respect of the trailer for each month or part of a month, except July and August, that the trailer is so located. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

(5) Where the occupant of a trailer that is located in territory without municipal organization within the area of jurisdiction of a French-language public district school board is a French-language rights holder and signifies in writing to the board that he or she wishes to be a supporter of the board, the owner or lessee of the trailer shall pay to the board, on or before the first day of each month, a fee of \$5.00 in respect of the trailer for each month or part of a month, except July and August, that the trailer is so located. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Notice

(6) No person is required to pay a fee under this section until the person has been notified in writing by the

d'une telle roulotte verse au conseil, au plus tard le 1^{er} de chaque mois, des droits de 5,00 \$ à l'égard de cette roulotte, pour chaque mois ou partie de mois, sauf juillet et août, pendant lesquels elle se trouve à cet endroit. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Idem

(2) Si l'occupant d'une roulotte qui se trouve dans un territoire non érigé en municipalité situé dans le territoire de compétence d'un conseil catholique de langue anglaise est catholique et qu'il avise par écrit le conseil qu'il est catholique et désire être un de ses contribuables, le propriétaire ou le locataire de la roulotte verse au conseil, au plus tard le 1^{er} de chaque mois, des droits de 5,00 \$ à l'égard de cette roulotte, pour chaque mois ou partie de mois, sauf juillet et août, pendant lesquels elle se trouve à cet endroit. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Idem

- (3) Si la roulotte se trouve dans le territoire de compétence des deux conseils mentionnés à la disposition 1, 2 ou 3, la municipalité verse à chacun 2,50 \$:
 - Un conseil de secteur scolaire de district et un conseil d'écoles secondaires créé en vertu de l'article 67.
 - Une administration scolaire catholique et un conseil d'écoles secondaires créé en vertu de l'article 67.
 - 3. Une administration scolaire catholique et un conseil scolaire de district public de langue anglaise. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Idem

(4) Si l'occupant d'une roulotte qui se trouve dans un territoire non érigé en municipalité situé dans le territoire de compétence d'un conseil scolaire de district séparé de langue française est catholique et titulaire des droits liés au français et qu'il avise par écrit le conseil qu'il est catholique et désire être un de ses contribuables, le propriétaire ou le locataire de la roulotte verse au conseil, au plus tard le 1^{er} de chaque mois, des droits de 5,00 \$ à l'égard de cette roulotte, pour chaque mois ou partie de mois, sauf juillet et août, pendant lesquels elle se trouve à cet endroit. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Idem

(5) Si l'occupant d'une roulotte qui se trouve dans un territoire non érigé en municipalité situé dans le territoire de compétence d'un conseil scolaire de district public de langue française est titulaire des droits liés au français et qu'il avise par écrit le conseil qu'il désire être un de ses contribuables, le propriétaire ou le locataire de la roulotte verse au conseil, au plus tard le 1^{er} de chaque mois, des droits de 5,00 \$ à l'égard de cette roulotte, pour chaque mois ou partie de mois, sauf juillet et août, pendant lesquels elle se trouve à cet endroit. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Avis

(6) Nul n'est tenu de verser des droits aux termes du présent article tant que le secrétaire du conseil intéressé

secretary of the board concerned or the tax collector that the person is liable to pay the fee, and on receipt of the notice the person shall promptly pay all fees for which the person has been made liable under this section before receipt of the notice and shall, after that, pay fees in accordance with subsections (1) to (5). 1997, c. 31, s. 113 (1).

Content of notice

- (7) Every notice under this section shall make reference to this section and shall specify,
 - (a) the amount of fees for which the person is liable on receipt of the notice;
 - (b) the amount of the monthly fee to be paid after receipt of the notice;
 - (c) the date by which payment is required to be made;
 - (d) the place at which payment may be made; and
 - (e) the fine provided under this section. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Notice to other boards

(8) A board that receives a notice under this section from an owner, occupant, lessee or person having possession of a trailer shall transmit a copy of the notice to every other board the jurisdiction of which includes the trailer camp or trailer park in which the trailer is located. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Exception

(9) No fees shall be charged under this section in respect of a trailer assessed under the *Assessment Act*. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Offence

(10) Every owner or lessee or person having possession of a trailer who permits the trailer to be located in any part of territory without municipal organization in which the owner, lessee or person is liable for any fee under this section without paying the fee as required under this section is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$20 and not more than \$100 and each day that this subsection is contravened shall be deemed to constitute a separate offence. 1997, c. 31, s. 113 (1).

FINANCIAL ADMINISTRATION OF BOARDS

Financial statements

252. (1) Every year, the treasurer of every board shall prepare the financial statements for the board by the date prescribed under subsection (3) and, on receiving the auditor's report on the financial statements, shall promptly give the Ministry two copies of the financial statements and the auditor's report. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Publication and notice

(2) Within one month after receiving the auditor's report on the board's financial statements, the treasurer shall,

ou le percepteur ne l'a pas avisé par écrit qu'il y est assujetti. À la réception de l'avis, il verse promptement les droits auxquels il a été assujetti aux termes du présent article. Par la suite, il verse des droits conformément aux paragraphes (1) à (5). 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Contenu de l'avis

- (7) L'avis prévu au présent article renvoie à celui-ci et précise les points suivants :
 - a) le montant des droits auxquels la personne est assujettie à la réception de l'avis;
 - b) le montant des droits mensuels à verser après la réception de l'avis;
 - c) la date d'échéance des paiements;
 - d) le lieu où les paiements peuvent être effectués;
 - e) l'amende prévue aux termes du présent article. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Avis donné aux autres conseils

(8) Le conseil qui reçoit l'avis prévu au présent article du propriétaire, de l'occupant ou du locataire d'une roulotte ou de la personne qui en a la possession transmet une copie de cet avis à tous les autres conseils dont le territoire de compétence englobe le parc à roulottes où se trouve la roulotte. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Exception

(9) Aucun droit ne doit être exigé aux termes du présent article à l'égard d'une roulotte qui fait l'objet d'une évaluation aux termes de la *Loi sur l'évaluation foncière*. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Infraction

(10) Le propriétaire ou le locataire d'une roulotte, ou la personne qui en a la possession, qui permet qu'elle soit placée dans une partie d'un territoire non érigé en municipalité où l'intéressé est tenu de verser des droits aux termes du présent article sans verser ces droits est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende de 20 \$ à 100 \$. Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels il est contrevenu au présent paragraphe. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

ADMINISTRATION FINANCIÈRE DES CONSEILS

États financiers

252. (1) Tous les ans, au plus tard à la date prescrite en vertu du paragraphe (3), le trésorier de chaque conseil prépare les états financiers de celui-ci. À la réception du rapport du vérificateur sur ces états financiers, il remet promptement deux copies des états financiers et du rapport du vérificateur au ministère. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Publication des états financiers

(2) Dans le mois qui suit la réception du rapport du vérificateur sur les états financiers du conseil, le trésorier fait :

- (a) publish the financial statements and the auditor's report, in the form the Minister may prescribe, in a daily or weekly newspaper that, in the opinion of the treasurer, has sufficient circulation within the area of jurisdiction of the board to provide reasonable notice to those affected by them;
- (b) mail or deliver a copy of the financial statements and auditor's report, in the form the Minister may prescribe, to each of the board's supporters; or
- (c) otherwise make the information in the financial statements and auditor's report available to the public, to the extent and in the manner directed by the Minister. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Minister's powers

(3) The Minister may prescribe the date in each year by which the treasurer of a board shall prepare the financial statements of the board and forward them to the auditor. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

(4) The *Regulations Act* does not apply to anything done by the Minister under subsection (3). 1997, c. 31, s. 113 (1).

Statements of old boards

(5) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the preparation, audit, publication and reporting of statements relating to the financial affairs of old boards, including but not limited to regulations assigning duties and powers to classes of persons in connection with those statements. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Obstruction

(6) A person who refuses or neglects to comply with the request of an auditor made under the authority of a regulation under subsection (5) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$200, but no person is liable if the person proves that he or she has made reasonable efforts to comply. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Appointment of auditor

253. (1) Every board shall appoint one or more auditors for a term not exceeding five years who shall be a person licensed under the *Public Accountancy Act.* 1997, c. 31, s. 113 (1).

Transition

(2) Except as provided in a regulation made under subsection 252 (5), the rights and obligations of an auditor appointed under subsection 234 (1) of this Act, as it read immediately before the coming into force of subsection 113 (1) of the *Education Quality Improvement Act, 1997*, terminate immediately before the coming into force of subsection 113 (1) of the *Education Quality Improvement Act, 1997.* 1997, c. 31, s. 113 (1).

Ineligibility for appointment

(3) No person shall be appointed as an auditor of a board who is or during the preceding year was a member

- a) soit publier les états financiers et le rapport du vérificateur, sous la forme que prescrit le ministre, dans un quotidien ou un hebdomadaire dont la diffusion dans le territoire de compétence du conseil est suffisante, selon lui, pour que les personnes visées en reçoivent un avis raisonnable;
- soit envoyer par la poste ou remettre à chaque contribuable du conseil une copie des états financiers et du rapport du vérificateur, sous la forme que prescrit le ministre;
- c) soit met les renseignements qui figurent dans les états financiers et le rapport du vérificateur à la disposition du public, dans la mesure et de la façon qu'ordonne le ministre. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Pouvoirs du ministre

(3) Le ministre peut prescrire la date à laquelle, chaque année, les trésoriers des conseils doivent avoir préparé les états financiers des conseils et les avoir transmis aux vérificateurs. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Iden

(4) La *Loi sur les règlements* ne s'applique pas aux actes accomplis par le ministre en vertu du paragraphe (3). 1997, chap. 31, par. 113 (1).

États financiers des anciens conseils

(5) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, traiter de la préparation, de la vérification, de la publication et de la communication des états portant sur les affaires financières des anciens conseils, notamment attribuer des fonctions et des pouvoirs à des catégories de personnes en ce qui concerne ces états. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Entrave

(6) Sauf s'il prouve qu'il a fait des efforts raisonnables pour s'y conformer, quiconque refuse ou néglige de se conformer à la demande que lui fait le vérificateur sous l'autorité d'un règlement pris en application du paragraphe (5) est coupable d'une infraction et passible d'une amende d'au plus 200 \$. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Nomination de vérificateurs

253. (1) Chaque conseil nomme, pour un mandat d'au plus cinq ans, un ou plusieurs vérificateurs qui sont titulaires d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur la comptabilité publique*. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Disposition transitoire

(2) Sous réserve des règlements pris en application du paragraphe 252 (5), les droits et obligations d'un vérificateur nommé aux termes du paragraphe 234 (1) de la présente loi, telle qu'elle existait immédiatement avant l'entrée en vigueur du paragraphe 113 (1) de la Loi de 1997 sur l'amélioration de la qualité de l'éducation, prennent fin immédiatement avant ce moment-là. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Restriction

(3) Ne peut être nommé vérificateur d'un conseil quiconque est ou a été, l'année précédente, membre du conof the board or who has or during the preceding year had any direct or indirect interest in any contract or any employment with the board other than for services within the person's professional capacity, and every auditor, on appointment, shall make and subscribe a declaration to that effect. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Duties of auditor

(4) An auditor of a board shall perform the duties that are prescribed by the Minister under paragraph 30 of subsection 8 (1) and the duties that may be required by the board that do not conflict with the duties prescribed by the Minister. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Rights of auditor

(5) An auditor of a board has the right of access at all reasonable hours to all records of the board and is entitled to require from the members and officers of the board any information and explanation that in the auditor's opinion may be necessary to enable the auditor to carry out his or her duties. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Obstruction

- (6) Every member and every officer of a board who,
- (a) refuses or neglects to provide the access to the records of the board to which the auditor is entitled under subsection (5); or
- (b) refuses or neglects to provide information or an explanation required by the auditor under subsection (5),

is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$200, but no person is liable if the person proves that he or she has made reasonable efforts to provide the access or the information or explanation. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Power to take evidence

(7) An auditor of a board may require any person to give evidence on oath or affirmation for the purposes of the audit and, for the purposes of the testimony, the auditor has the powers of a commission under Part II of the *Public Inquiries Act* and that Part applies as if the auditor were conducting an inquiry under that Act. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Attendance at meetings of board

(8) An auditor of a board is entitled to attend any meeting of the board or of a committee of the board and to receive all notices relating to that meeting that a member is entitled to receive and to be heard at the meeting that the auditor attends on any part of the business of the meeting that concerns him or her as auditor. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Rights of auditor re 1998 audit

(9) In addition to his or her rights under subsection (5), an auditor of a district school board has, for the purposes of carrying out his or her duties in respect of the fiscal year January 1, 1998 to August 31, 1998, the right of access at all reasonable hours to all records of the predecessor boards of the district school board that are in the possession of another district school board and is entitled to

seil, ou quiconque a ou avait, l'année précédente, un intérêt direct ou indirect sur un contrat conclu avec le conseil ou un emploi auprès de celui-ci, sauf en ce qui concerne des services découlant de l'exercice de sa profession. Lors de sa nomination, le vérificateur fait et signe une déclaration en ce sens. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Fonctions du vérificateur

(4) Le vérificateur d'un conseil exerce les fonctions que prescrit le ministre en vertu de la disposition 30 du paragraphe 8 (1) et, si elles ne sont pas incompatibles avec celles-ci, les fonctions qu'exige le conseil. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Droits du vérificateur

(5) Le vérificateur d'un conseil a le droit de consulter les dossiers du conseil à toute heure raisonnable. Il a également le droit d'exiger des membres et agents du conseil les renseignements et explications qui lui paraissent nécessaires pour exercer ses fonctions. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Entrave

- (6) Sauf s'il prouve qu'il a fait des efforts raisonnables pour permettre la consultation des dossiers ou fournir les renseignements ou les explications, est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 200 \$ le membre ou l'agent du conseil qui, selon le cas :
 - a) refuse ou néglige de permettre au vérificateur de consulter les dossiers du conseil qu'il a le droit de consulter en vertu du paragraphe (5);
 - b) refuse ou néglige de fournir des renseignements ou des explications qu'exige le vérificateur en vertu du paragraphe (5). 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Pouvoir de recevoir des preuves

(7) Le vérificateur d'un conseil peut exiger de quiconque qu'il témoigne sous serment ou affirmation solennelle pour les besoins de sa vérification. Aux fins du témoignage, il a les pouvoirs qu'attribue à une commission la partie II de la *Loi sur les enquêtes publiques*. Cette partie s'applique comme si le vérificateur menait une enquête aux termes de cette loi. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Présence aux réunions du conseil

(8) Le vérificateur d'un conseil a le droit d'assister aux réunions du conseil ou de ses comités, de recevoir les avis de convocation de ces réunions auxquels les membres ont droit et d'y être entendu sur tout point à l'ordre du jour qui le concerne en sa qualité de vérificateur. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Droits du vérificateur : 1998

(9) Outre les droits prévus au paragraphe (5), le vérificateur d'un conseil scolaire de district a, aux fins de l'exercice de ses fonctions à l'égard de l'exercice qui commence le 1^{er} janvier 1998 et qui se termine le 31 août 1998, le droit de consulter à toute heure raisonnable les dossiers des conseils remplacés par le conseil scolaire de district qu'un autre conseil scolaire de district a en sa pos-

require from persons who were members or officers of those predecessor boards or who are members or officers of the other district school board any information and explanation that in the auditor's opinion may be necessary to enable the auditor to carry out his or her duties. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Obstruction re 1998 audit

- (10) Every person who was a member or officer of a predecessor board or who is a member or officer of the other board referred to in subsection (9), who,
 - (a) refuses or neglects to provide the access to records to which the auditor is entitled under subsections (5) and (9); or
 - (b) refuses or neglects to provide information or an explanation required by the auditor under subsection (9),

is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$200, but no person is liable if the person proves that he or she has made reasonable efforts to provide the access or the information or explanation. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Definition

(11) In subsections (9) and (10),

"predecessor board", in relation to a district school board, means an old board an asset, liability or employee of which has become an asset, liability or employee of the district school board as a result of a regulation made under clause 58.1 (2) (p) or as a result of an order made under such a regulation. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Custody of books, etc.

- 254. (1) A person who has in his or her possession a book, paper, chattel or money of a board shall not wrongfully,
 - (a) withhold it from a person specified by the board or the Minister;
 - (b) neglect or refuse to give it to the specified person in the manner specified by the board or the Minister:
 - (c) neglect or refuse to account for it to the specified person in the manner specified by the board or the Minister. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Summons for appearance

(2) On application to a judge by the board or the Minister, supported by affidavit, showing that a person failed to comply with subsection (1), the judge may summon the person to appear before the judge at a time and place appointed by the judge. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Order to account

(3) The judge shall, in a summary manner, and whether the person complained against does or does not appear, hear the application and may order the person complained against to deliver up, account for and pay over the book, paper, chattel or money by a day to be

session. Il a également le droit d'exiger des personnes qui étaient membres ou agents de ces conseils ou qui sont membres ou agents de l'autre conseil scolaire de district les renseignements et explications qui lui paraissent nécessaires pour exercer ses fonctions. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Entrave: 1998

- (10) Sauf s'il prouve qu'il a fait des efforts raisonnables pour permettre la consultation des dossiers ou fournir les renseignements ou les explications, est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 200 \$ l'ancien membre ou agent d'un conseil remplacé ou le membre ou l'agent actuel de l'autre conseil visé au paragraphe (9) qui, selon le cas :
 - a) refuse ou néglige de permettre au vérificateur de consulter les dossiers qu'il a le droit de consulter en vertu des paragraphes (5) et (9);
 - b) refuse ou néglige de fournir des renseignements ou des explications qu'exige le vérificateur en vertu du paragraphe (9). 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Définition

(11) La définition qui suit s'applique aux paragraphes (9) et (10).

«conseil remplacé» En ce qui concerne un conseil scolaire de district, s'entend d'un ancien conseil dont un élément d'actif, un élément de passif ou un employé est passé au conseil scolaire de district par suite d'un règlement pris en application de l'alinéa 58.1 (2) p) ou d'un décret pris en vertu d'un tel règlement. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Garde des registres

- **254.** (1) La personne qui a en sa possession un registre, un document, un bien meuble ou des fonds appartenant à un conseil ne doit illicitement :
 - a) ni les dissimuler à une personne que précise le conseil ou le ministre;
 - b) ni négliger ou refuser de les remettre à la personne précisée de la façon que précise le conseil ou le ministre;
 - c) ni négliger ou refuser d'en rendre compte à la personne précisée de la façon que précise le conseil ou le ministre. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Assignation à comparaître

(2) Sur présentation d'une requête à un juge par le conseil ou le ministre, appuyée d'un affidavit et indiquant qu'une personne ne s'est pas conformée au paragraphe (1), le juge peut assigner la personne visée à comparaître devant lui aux date, heure et lieu qu'il fixe. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Ordonnance

(3) Le juge entend la plainte de façon sommaire, que la personne faisant l'objet de la plainte comparaisse ou non. Il peut ordonner à cette personne de restituer le registre, le document, le bien meuble ou les fonds, d'en rendre compte ou de les payer au plus tard le jour qu'il fixe dans

named by the judge in the order, together with any reasonable costs incurred in making the application that the judge may allow. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Other remedy not affected

(4) A proceeding before a judge under this section does not impair or affect any other remedy that the board or the Minister may have against the person complained against or against any other person. 1997, c. 31, s. 113 (1).

MISCELLANEOUS

Recreation committees

- 255. (1) If a recreation committee or a joint recreation committee is appointed under a regulation made under the *Ministry of Tourism and Recreation Act* for territory without municipal organization within the jurisdiction of a board, the board,
 - (a) may exercise the powers and shall perform the duties of a municipal council with respect to preparing estimates of the sums required during the year for the purposes of the committee or joint committee, and levying rates and collecting taxes for those purposes on all rateable property in that territory; and
 - (b) if there is a joint recreation committee, shall apportion the costs of the joint committee by agreement with the other board or boards concerned. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Collection of taxes

(2) The officers of the board have the same powers and duties as similar officers in a municipality, including the powers and duties with respect to the sale of land for tax arrears. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Recovery of costs

(3) The costs incurred by a board in exercising its powers under this section are recoverable by the board and shall be included in determining the rates to be levied under subsection (1). 1997, c. 31, s. 113 (1).

Rates for certain public libraries

256. (1) Where a public library has been established for a school section in territory without municipal organization that is deemed to be a district municipality within the area of jurisdiction of an English-language public district school board under subsection 58.1 (2), the English-language public district school board shall be deemed to be an appointing council for the district municipality under section 24 of the Public Libraries Act and the amount of the estimates of the board of the public library appropriated for the board of the public library by the English-language public district school board shall be raised by a levy imposed by the English-language public district school board on all the rateable property in the district municipality and the estimated expenses to be incurred by the English-language public board in connection with raising the levy shall be recoverable by the board and shall be included in the levy imposed l'ordonnance, et de payer les dépens raisonnables qu'entraîne la requête et qu'il accorde. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Chap. E.2

Autres recours

(4) L'instance introduite devant un juge aux termes du présent article n'a pas pour effet de compromettre les autres recours que le conseil ou le ministre peut avoir contre la personne faisant l'objet de la plainte ou contre une autre personne, n'y d'y porter atteinte. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

DISPOSITIONS DIVERSES

Comités de loisirs

- 255. (1) Si un comité de loisirs ou un comité mixte de loisirs est constitué en vertu d'un règlement pris en application de la *Loi sur le ministère du Tourisme et des Loisirs* pour un territoire non érigé en municipalité situé dans le territoire de compétence d'un conseil:
 - a) il peut exercer les pouvoirs et doit exercer les fonctions d'un conseil municipal relativement à la préparation des prévisions des sommes nécessaires au cours de l'année aux fins du comité ou du comité mixte et au prélèvement et à la perception des impôts à ces fins sur tous les biens imposables qui se trouvent dans ce territoire;
 - b) si un comité mixte de loisirs a été constitué, il répartit proportionnellement les frais de ce comité par voie d'entente conclue avec l'autre ou les autres conseils intéressés. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Perception des impôts

(2) Les agents du conseil exercent les mêmes pouvoirs et fonctions que les fonctionnaires municipaux qui ont des attributions analogues, notamment en ce qui concerne la vente d'un bien-fonds pour arriérés d'impôts. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Recouvrement des frais

(3) Le conseil peut recouvrer les frais qu'il engage dans l'exercice des pouvoirs que lui attribue le présent article et il en tient compte lorsqu'il fixe les impôts à prélever en vertu du paragraphe (1). 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Impôt pour certaines bibliothèques publiques

256. (1) Si une bibliothèque publique a été créée pour une circonscription scolaire située dans un territoire non érigé en municipalité qui est réputé constituer une municipalité de district dans le territoire de compétence d'un conseil scolaire de district public de langue anglaise aux termes du paragraphe 58.1 (2), celui-ci est réputé constituer le conseil municipal responsable des nominations de cette municipalité de district aux termes de l'article 24 de la Loi sur les bibliothèques publiques. La somme que le conseil scolaire de district public de langue anglaise affecte au conseil de la bibliothèque publique selon les prévisions budgétaires de celui-ci est recueillie par voie d'un impôt qu'il prélève sur tous les biens imposables de la municipalité de district. Les frais estimatifs que le conseil public de langue anglaise doit engager à l'égard du prélèvement de l'impôt sont recouvrables par lui et sont compris dans l'impôt prélevé aux termes du présent arunder this section. 1997, c. 31, s. 113 (1); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Definition

(2) In this section,

"rateable property" means real property, other than property that is exempt from taxation under the *Assessment Act.* 1997, c. 31, s. 113 (1).

Court proceeding

257. In addition to any other remedy possessed by a board in territory without municipal organization for the recovery of taxes to be collected by the board under the authority of this Act, the board, with the approval of the Minister, may bring an action in a court of competent jurisdiction for the recovery of any taxes in arrears against the person assessed for those taxes. 1997, c. 31, s. 113 (1).

When fees payable by boards

257.1 The fees, if any, payable by a board for the education of pupils shall be paid, when requested by the treasurer of the board that provides the education, on an estimated basis at least quarterly during the year in which the education is provided, with any adjustment that may be required when the actual financial data and enrolment for the year have been finally determined. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Transition: notice of support by certain partnerships, corporations

- 257.2 (1) A notice that was given under a provision included in the list set out in subsection (2) and that was not withdrawn or cancelled continues in effect or, if varied under one of those provisions, continues in effect as varied, until a new notice is given under section 237, except that,
 - (a) a notice requiring assessment to be entered, rated and assessed for separate school purposes shall be deemed to be a notice requiring assessment to be entered and assessed for English-language Roman Catholic board purposes;
 - (b) a notice requiring assessment to be entered, rated and assessed for the purposes of The Prescott and Russell County Roman Catholic English-Language Separate School Board shall be deemed to be a notice requiring assessment to be entered and assessed for English-language Roman Catholic board purposes;
 - (c) a notice requiring assessment to be entered, rated and assessed for the purposes of the Roman Catholic sector of The Ottawa-Carleton French-language School Board or of the Conseil des écoles catholiques de langue française de la région d'Ottawa-Carleton or of the Conseil des écoles séparées catholiques de langue française de Prescott-Russell shall be deemed to be a notice requiring assessment to be entered and assessed for French-language separate district school board purposes; and
 - (d) a notice requiring assessment to be entered, rated and assessed for the purposes of the public sector

ticle. 1997, chap. 31, par. 113 (1); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Définition

(2) La définition qui suit s'applique au présent article. «bien imposable» Bien immeuble autre qu'un bien exonéré d'impôts en vertu de la *Loi sur l'évaluation foncière*. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Instances judiciaires

257. Outre les autres recours dont il dispose dans un territoire non érigé en municipalité en vue de recouvrer les impôts qu'il doit percevoir sous le régime de la présente loi, le conseil peut, avec l'approbation du ministre, intenter une action devant un tribunal compétent pour recouvrer tout impôt en souffrance contre la personne qui y est assujettie. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Droits payables par les conseils

257.1 Les droits éventuels payables par le conseil pour l'instruction des élèves sont acquittés à la demande du trésorier du conseil qui dispense l'instruction, de façon prévisionnelle et au moins tous les trois mois dans l'année où l'instruction est dispensée. Ils sont rajustés, au besoin, lorsque les chiffres définitifs relatifs aux données financières et à l'effectif ont été établis pour l'année. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Disposition transitoire : avis de soutien donné par certaines sociétés en nom collectif ou personnes morales

- 257.2 (1) L'avis donné en vertu d'une disposition figurant dans la liste énoncée au paragraphe (2) et qui n'a été ni retiré ni annulé reste en vigueur dans ses versions successives jusqu'à ce qu'un nouvel avis soit donné en vertu de l'article 237. Toutefois :
 - a) l'avis exigeant que l'évaluation soit inscrite et donne lieu à une cotisation aux fins des écoles séparées est réputé exiger qu'elle le soit aux fins des conseils catholiques de langue anglaise;
 - b) l'avis exigeant que l'évaluation soit inscrite et donne lieu à une cotisation aux fins du conseil appelé The Prescott and Russell County Roman Catholic English-Language Separate School Board est réputé exiger qu'elle le soit aux fins des conseils catholiques de langue anglaise;
 - c) l'avis exigeant que l'évaluation soit inscrite et donne lieu à une cotisation aux fins de la section catholique du Conseil scolaire de langue française d'Ottawa-Carleton, du Conseil des écoles catholiques de langue française de la région d'Ottawa-Carleton ou du Conseil des écoles séparées catholiques de langue française de Prescott-Russell est réputé exiger qu'elle le soit aux fins des conseils scolaires de district séparés de langue française;
 - d) l'avis exigeant que l'évaluation soit inscrite et donne lieu à une cotisation aux fins de la section

of The Ottawa-Carleton French-language School Board or of the Conseil des écoles publiques d'Ottawa-Carleton shall be deemed to be a notice requiring assessment to be entered and assessed for French-language public district school board purposes. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

- (2) The following is the list of provisions referred to in subsection (1):
 - 1. Subsection 112 (3) of this Act, as that subsection read immediately before the coming into force of this section.
 - Subsection 17 (4) of the Ottawa-Carleton Frenchlanguage School Board Act, as that subsection read immediately before the coming into force of this section.
 - 3. A predecessor of the subsection referred to in paragraph 1 or 2.
 - Section 48 of Ontario Regulation 425/94, as amended by Ontario Regulations 453/94 and 689/94.
 - 5. Section 16.4 of Ontario Regulation 479/91, as amended by Ontario Regulations 144/94 and 93/95. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Same

(3) A notice mentioned in clause (1) (a), (b), (c) or (d) that was given by a partnership or corporation in respect of property of which the partnership or corporation is a tenant shall be deemed to be a notice given under subsection 237 (12). 1997, c. 31, s. 113 (1).

Tax relief, etc., in unorganized territory

257.2.1 (1) The Minister of Finance may make regulations to limit the changes in taxes for school purposes from the taxes for school purposes in 1997 or to give relief from taxes for school purposes in territory without municipal organization. 1998, c. 3, s. 34 (1).

Limiting changes in taxes

(1.1) The Minister of Finance may make regulations to limit the changes in taxes for school purposes from the taxes for school purposes in 2000 or in any subsequent year or to give relief from taxes for school purposes in territory without municipal organization. 2000, c. 25, s. 45 (3).

Exception

(2) This section does not apply with respect to territory without municipal organization that is deemed to be attached to a municipality for the purposes of taxation. 1998, c. 3, s. 34 (1).

What regulations can provide for, etc.

- (3) The following apply with respect to regulations under subsections (1) and (1.1):
 - 1. Without limiting what a regulation may provide for, the regulations may provide for any matter provided under sections 318, 319, 361, 362 and 367 and Part IX of the *Municipal Act*, 2001.

publique du Conseil scolaire de langue française d'Ottawa-Carleton ou du Conseil des écoles publiques d'Ottawa-Carleton est réputé exiger qu'elle le soit aux fins des conseils scolaires de district publics de langue française. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Idem

- (2) Suit la liste des dispositions visées au paragraphe (1):
 - 1. Le paragraphe 112 (3) de la présente loi, tel qu'il existait immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article.
 - 2. Le paragraphe 17 (4) de la *Loi sur le Conseil sco- laire de langue française d'Ottawa-Carleton*, tel qu'il existait immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article.
 - 3. Le paragraphe que remplace celui visé à la disposition 1 ou 2.
 - 4. L'article 48 du Règlement de l'Ontario 425/94, tel qu'il est modifié par les Règlements de l'Ontario 453/94 et 689/94.
 - 5. L'article 16.4 du Règlement de l'Ontario 479/91, tel qu'il est modifié par les Règlements de l'Ontario 144/94 et 93/95. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Idem

(3) L'avis mentionné à l'alinéa (1) a), b), c) ou d) que donne une personne morale ou une société en nom collectif à l'égard d'un bien dont elle est locataire est réputé un avis donné aux termes du paragraphe 237 (12). 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Allégement des impôts dans un territoire non érigé en municipalité

257.2.1 (1) Le ministre des Finances peut, par règlement, limiter la variation des impôts prélevés aux fins scolaires par rapport à ce qu'ils étaient en 1997 ou alléger les impôts prélevés à ces fins dans un territoire non érigé en municipalité. 1998, chap. 3, par. 34 (1).

Limite applicable à la variation des impôts

(1.1) Le ministre des Finances peut, par règlement, limiter la variation des impôts prélevés aux fins scolaires par rapport à ce qu'ils sont en 2000 ou dans une année ultérieure ou alléger les impôts prélevés à ces fins dans un territoire non érigé en municipalité. 2000, chap. 25, par. 45 (3).

Exception

(2) Le présent article ne s'applique pas à l'égard d'un territoire non érigé en municipalité qui est réputé rattaché à une municipalité aux fins de l'imposition. 1998, chap. 3, par. 34 (1).

Teneur des règlements

- (3) Les règles suivantes s'appliquent à l'égard des règlements pris en application des paragraphes (1) et (1.1) :
 - Sans limiter leur portée, les règlements peuvent prévoir toute question prévue aux articles 318, 319, 361, 362 et 367 de la Loi de 2001 sur les municipalités et par la partie IX de cette loi.

- 2. A regulation may require rebates to be paid by boards
- 3. A regulation made in 2001 or a later year may relate to the entire year in which it is made.
- 4. A regulation may delegate anything to boards or other persons or bodies and may attach conditions to such delegations.
- A regulation may be general or specific in its application. 1998, c. 3, s. 34 (1); 1998, c. 33, s. 40; 2000, c. 25, s. 45 (4); 2002, c. 8, Sched. A, s. 1; 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Note: The amendments made by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 33 apply, except where the context otherwise requires, with respect to the entire 1998 taxation year not just that portion of it that follows December 18, 1998. See: 1998, c. 33, s. 47 (1).

Conflicts

(4) In the case of a conflict between a regulation and this Act or the *Provincial Land Tax Act*, the regulation prevails. 1998, c. 3, s. 34 (1).

Regulations re transitional matters

257.3 (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations providing for such transitional matters as the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the education funding reforms of 1997 and 1998. 1997, c. 31, s. 113 (1).

General or particular

(2) A regulation made under subsection (1) may be general or particular. 1997, c. 31, s. 113 (1).

Type of board for Assessment Act purposes

257.4 For the purposes of the *Assessment Act*, the following are the types of board that a person may support:

- 1. English-language public board.
- 2. English-language Roman Catholic board.
- 3. French-language public district school board.
- 4. French-language separate district school board.
- 5. Protestant separate school board. 1997, c. 31, s. 113 (1).

DIVISION B EDUCATION TAXES

EDUCATION TAXES

Definitions

257.5 In sections 257.6 to 257.14,

"business property" means,

(a) property in the commercial property class, the industrial property class or the pipeline property class, all as prescribed under the *Assessment Act*,

- 2. Les règlements peuvent exiger que les conseils accordent des remises.
- 3. Les règlements pris en 2001 ou au cours d'une année ultérieure peuvent viser toute l'année au cours de laquelle ils sont pris.
- Les règlements peuvent déléguer quoi que ce soit aux conseils ou à d'autres personnes ou entités et peuvent assortir la délégation de conditions.
- Les règlements peuvent avoir une portée générale ou particulière. 1998, chap. 3, par. 34 (1); 1998, chap. 33, art. 40; 2000, chap. 25, par. 45 (4); 2002, chap. 8, annexe A, art. 1; 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Remarque: Les modifications apportées par le chapitre 33 des Lois de l'Ontario de 1998 s'appliquent, sauf si le contexte exige une autre interprétation, à l'année d'imposition 1998 tout entière et non seulement à la partie de cette année qui suit le 18 décembre 1998. Voir: 1998, chap. 33, par. 47 (1).

Incompatibilité

(4) Les règlements l'emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi et de la Loi sur l'impôt foncier provincial. 1998, chap. 3, par. 34 (1).

Règlements : questions de transition

257.3 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir les questions de transition qu'il estime nécessaires ou souhaitables en ce qui concerne les réformes apportées au financement de l'éducation en 1997 et 1998. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Portée

(2) Les règlements pris en application du paragraphe (1) peuvent avoir une portée générale ou particulière. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

Genres de conseils pour l'application de la Loi sur l'évaluation foncière

257.4 Pour l'application de la *Loi sur l'évaluation fon-cière*, les genres de conseils sont les suivants :

- 1. Les conseils publics de langue anglaise.
- 2. Les conseils catholiques de langue anglaise.
- 3. Les conseils scolaires de district publics de langue française.
- 4. Les conseils scolaires de district séparés de langue française.
- 5. Les conseils d'écoles séparées protestantes. 1997, chap. 31, par. 113 (1).

SECTION B IMPÔTS SCOLAIRES

IMPÔTS SCOLAIRES

Définitions

257.5 Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 257.6 à 257.14.

«bien d'entreprise» S'entend :

a) soit d'un bien qui appartient à la catégorie des biens commerciaux, à la catégorie des biens industriels ou à la catégorie des pipelines, telles qu'elles

- (b) property in a class of real property, not listed in subsection 7 (2) of the *Assessment Act*, that is prescribed under clause 257.12 (1) (a) for the purposes of this clause, or
- (c) property described in paragraphs 1 and 2 of subsection 315 (1) of the *Municipal Act, 2001*; ("bien d'entreprise")

"residential property" means,

- (a) property in the residential property class, the farm property class, the managed forests property class or the multi-residential property class, all as prescribed under the *Assessment Act*, or
- (b) property in a class of real property, not listed in subsection 7 (2) of the *Assessment Act*, that is prescribed under clause 257.12 (1) (a) for the purposes of this clause. ("bien résidentiel") 1997, c. 31, s. 113 (2); 1998, c. 3, s. 34 (2); 2002, c. 17, Sched. F, Table; 2002, c. 22, s. 57.

Property taxable for school purposes

257.6 (1) Except as otherwise provided under this or any other Act, real property that is liable to assessment and taxation under the *Assessment Act* is taxable for school purposes. 1997, c. 31, s. 113 (2).

Exemptions

(2) Subject to subsection (3), an exemption under this or any other Act that applied in relation to taxes for school purposes immediately before this Division came into force applies in relation to taxes for school purposes under this Division. 1997, c. 31, s. 113 (2).

Same

(3) Where a private Act gives a board or an old board a power of decision or approval in relation to an exemption from taxes for school purposes, the power shall be exercised by the Minister of Finance instead of the board. 1997, c. 31, s. 113 (2).

Same

(4) An eligible theatre in the City of Toronto incorporated by the *City of Toronto Act, 1997* is exempt from taxes for school purposes. 1997, c. 31, s. 113 (2).

Regulations

(5) The Minister of Finance may make regulations defining eligible theatre for the purposes of subsection (4). 1997, c. 31, s. 113 (2).

Exemption, eligible convention centres

(6) An eligible convention centre is exempt from taxes for school purposes. 2000, c. 25, s. 45 (5).

- sont prescrites aux termes de la Loi sur l'évaluation foncière:
- b) soit d'un bien qui appartient à une catégorie de biens immeubles qui ne figure pas au paragraphe 7
 (2) de la Loi sur l'évaluation foncière et qui est prescrite en vertu de l'alinéa 257.12 (1) a) pour l'application du présent alinéa;
- c) soit d'un bien visé aux dispositions 1 et 2 du paragraphe 315 (1) de la *Loi de 2001 sur les municipalités.* («business property»)

«bien résidentiel» S'entend :

- a) soit d'un bien qui appartient à la catégorie des biens résidentiels, à la catégorie des biens agricoles, à la catégorie des forêts aménagées ou à la catégorie des immeubles à logements multiples, telles qu'elles sont prescrites aux termes de la Loi sur l'évaluation foncière;
- b) soit d'un bien qui appartient à une catégorie de biens immeubles qui ne figure pas au paragraphe 7 (2) de la *Loi sur l'évaluation foncière* et qui est prescrite en vertu de l'alinéa 257.12 (1) a) pour l'application du présent alinéa. («residential property») 1997, chap. 31, par. 113 (2); 1998, chap. 3, par. 34 (2); 2002, chap. 17, annexe F, tableau; 2002, chap. 22, art. 57.

Biens imposables aux fins scolaires

257.6 (1) Sauf dispositions contraires de la présente loi ou d'une autre loi, les biens immeubles assujettis à l'évaluation foncière et imposables aux termes de la *Loi sur l'évaluation foncière* sont imposables aux fins scolaires. 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Exonérations

(2) Sous réserve du paragraphe (3), toute exonération prévue par la présente loi ou une autre loi qui s'appliquait aux impôts scolaires immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente section s'applique aux impôts scolaires prévus par cette section. 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Idem

(3) Si une loi d'intérêt privé attribue à un conseil ou à un ancien conseil un pouvoir de décision ou d'approbation en ce qui concerne une exonération d'impôts scolaires, ce pouvoir est exercé par le ministre des Finances plutôt que par le conseil. 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Idem

(4) Les théâtres admissibles situés dans la cité de Toronto, constituée par la *Loi de 1997 sur la cité de Toronto*, sont exonérés d'impôts scolaires. 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Règlements

(5) Le ministre des Finances peut, par règlement, définir ce qu'on entend par un théâtre admissible pour l'application du paragraphe (4). 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Exonération : centres des congrès admissibles

(6) Les centres des congrès admissibles sont exonérés d'impôts scolaires. 2000, chap. 25, par. 45 (5).

Regulations

(7) The Minister of Finance may make regulations prescribing eligible convention centres for the purposes of subsection (6). 2000, c. 25, s. 45 (5).

Levying of tax rates for school purposes

- **257.7** (1) Subject to the regulations, the following shall in each year levy and collect the tax rates prescribed under section 257.12 for school purposes on the property indicated:
 - 1. Every municipality, on residential property and business property in the municipality, including territory without municipal organization that is deemed under section 56 or subsection 58.1 (2) to be attached to the municipality, taxable for school purposes, according to the last returned assessment roll.
 - 2. Every English-language public district school board the area of jurisdiction of which includes territory without municipal organization that is not deemed under section 56 or subsection 58.1 (2) to be attached to a municipality, on the residential property and business property in that territory taxable for school purposes, according to the last returned assessment roll.
 - 3. Every district school area board the area of jurisdiction of which includes territory without municipal organization that is not deemed under section 56 or subsection 58.1 (2) to be attached to a municipality, on the residential property and business property in that territory taxable for school purposes, according to the last returned assessment roll. 1997, c. 31, s. 113 (2).

Exception

(2) This section does not apply in respect of property taxed under section 240. 1997, c. 31, s. 113 (2).

Subclass reductions

(3) Section 313 of the *Municipal Act, 2001* applies with necessary modifications with respect to the rates levied under this section on land in a municipality. 1997, c. 31, s. 113 (2); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Business property, distribution of amounts levied

257.8 (1) In this section,

"common jurisdictional area", in respect of two or more boards, means the area that is within the area of jurisdiction of both or all of those boards. 1997, c. 31, s. 113 (2).

Same

(2) A municipality or board that is required to levy tax rates for school purposes on business property shall distribute the amounts levied in accordance with the following:

Règlements

(7) Le ministre des Finances peut, par règlement, prescrire les centres des congrès admissibles pour l'application du paragraphe (6). 2000, chap. 25, par. 45 (5).

Prélèvement d'impôts scolaires

- 257.7 (1) Sous réserve des règlements, les entités suivantes prélèvent et perçoivent les impôts scolaires au taux prescrit en vertu de l'article 257.12 sur les biens indiqués :
 - 1. Chaque municipalité, sur les biens résidentiels et les biens d'entreprise de la municipalité, y compris ceux d'un territoire non érigé en municipalité qui est réputé lui être rattaché aux termes de l'article 56 ou du paragraphe 58.1 (2), qui sont imposables aux fins scolaires selon le rôle d'évaluation déposé le plus récemment.
 - 2. Chaque conseil scolaire de district public de langue anglaise dont le territoire de compétence comprend un territoire non érigé en municipalité qui n'est pas réputé rattaché à une municipalité aux termes de l'article 56 ou du paragraphe 58.1 (2), sur les biens résidentiels et les biens d'entreprise de ce territoire qui sont imposables aux fins scolaires selon le rôle d'évaluation déposé le plus récemment.
 - 3. Chaque conseil de secteur scolaire de district dont le territoire de compétence comprend un territoire non érigé en municipalité qui n'est pas réputé rattaché à une municipalité aux termes de l'article 56 ou du paragraphe 58.1 (2), sur les biens résidentiels et les biens d'entreprise de ce territoire qui sont imposables aux fins scolaires selon le rôle d'évaluation déposé le plus récemment. 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Exception

(2) Le présent article ne s'applique pas à l'égard des biens imposés aux termes de l'article 240. 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Réductions pour les sous-catégories

(3) L'article 313 de la Loi de 2001 sur les municipalités s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des impôts prélevés sur les biens-fonds d'une municipalité aux termes du présent article. 1997, chap. 31, par. 113 (2); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Biens d'entreprise : répartition des sommes prélevées

257.8 (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«territoire commun de compétence» À l'égard de deux conseils ou plus, s'entend du secteur compris dans le territoire de compétence de ces conseils. 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Idem

(2) La municipalité ou le conseil qui est tenu de prélever des impôts scolaires sur des biens d'entreprise répartit les sommes prélevées de la façon suivante :

- 1. Where the property is located in the area of jurisdiction of only one board, the amount levied on the property shall be distributed to that board.
- 2. Where the property is located in the area of jurisdiction of more than one board, the amount shall be distributed among the boards in proportion to enrolment as determined and calculated by the Minister under subsection (3) in the common jurisdictional area of the boards. 1997, c. 31, s. 113 (2).

Calculation by Minister

(3) The Minister shall determine enrolment and shall calculate the proportions for each year for each common jurisdictional area and shall publish the proportions in *The Ontario Gazette*, for each municipality and for territory without municipal organization in each common jurisdictional area. 1997, c. 31, s. 113 (2).

Residential property, distribution of amounts levied

- 257.9 (1) A municipality or board that is required to levy tax rates for school purposes on residential property shall distribute the amounts levied in accordance with the following:
 - 1. An amount levied on property taxable for Englishlanguage public board purposes shall be distributed to the English-language public district school board or public school authority in the area of jurisdiction of which the property is located.
 - 2. An amount levied on property taxable for Englishlanguage Roman Catholic board purposes shall be distributed to the English-language separate district school board or Roman Catholic school authority in the area of jurisdiction of which the property is located.
 - An amount levied on property taxable for Frenchlanguage public district school board purposes shall be distributed to the French-language public district school board in the area of jurisdiction of which the property is located.
 - 4. An amount levied on property taxable for Frenchlanguage separate district school board purposes shall be distributed to the French-language separate district school board in the area of jurisdiction of which the property is located.
 - An amount levied on property taxable for Protestant separate school board purposes shall be distributed to the Protestant separate school board in the area of jurisdiction of which the property is located.
 - 6. An amount levied on property of a partnership within the meaning of section 237 or of a corporation to which section 237 applies, that is taxable for the purposes of one or more boards shall be distributed in accordance with the proportions of its assessment that result from the application of that section.
 - 7. An amount levied on property of a designated ratepayer within the meaning of section 238 shall be

- Si le bien se trouve dans le territoire de compétence d'un seul conseil, la somme prélevée sur ce bien est remise à ce conseil.
- 2. Si le bien se trouve dans le territoire de compétence de plus d'un conseil, la somme est répartie entre les conseils en proportion de l'effectif, déterminé et calculé par le ministre aux termes du paragraphe (3), de leur territoire commun de compétence. 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Calcul par le ministre

(3) Le ministre détermine l'effectif et calcule les proportions applicables à chaque territoire commun de compétence pour chaque année et publie celles-ci dans la *Gazette de l'Ontario*, pour chaque municipalité et chaque territoire non érigé en municipalité situé dans chaque territoire commun de compétence. 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Biens résidentiels : répartition des sommes prélevées

- **257.9** (1) La municipalité ou le conseil qui est tenu de prélever des impôts scolaires sur des biens résidentiels répartit les sommes prélevées de la façon suivante :
 - La somme prélevée sur un bien imposable aux fins des conseils publics de langue anglaise est remise au conseil scolaire de district public ou à l'administration scolaire publique de langue anglaise dans le territoire de compétence duquel se trouve le bien.
 - 2. La somme prélevée sur un bien imposable aux fins des conseils catholiques de langue anglaise est remise au conseil scolaire de district séparé ou à l'administration scolaire catholique de langue anglaise dans le territoire de compétence duquel se trouve le bien.
 - 3. La somme prélevée sur un bien imposable aux fins des conseils scolaires de district publics de langue française est remise au conseil scolaire de district public de langue française dans le territoire de compétence duquel se trouve le bien.
 - 4. La somme prélevée sur un bien imposable aux fins des conseils scolaires de district séparés de langue française est remise au conseil scolaire de district séparé de langue française dans le territoire de compétence duquel se trouve le bien.
 - 5. La somme prélevée sur un bien imposable aux fins des conseils des écoles séparées protestantes est remise au conseil des écoles séparées protestantes dans le territoire de compétence duquel se trouve le bien.
 - 6. La somme prélevée sur un bien qui appartient à une société en nom collectif au sens de l'article 237 ou à une personne morale à laquelle s'applique cet article et qui est imposable aux fins d'un ou de plusieurs conseils est répartie conformément aux proportions de son évaluation qui découlent de l'application du même article.
 - 7. La somme prélevée sur un bien qui appartient à un contribuable désigné au sens de l'article 238 est

distributed in the same manner as is provided in section 257.8 for rates levied on business property of the designated ratepayer. 1997, c. 31, s. 113 (2).

Interpretation

(2) Property is taxable for a board's purposes if it is assessed to the support of a board. 1997, c. 31, s. 113 (2).

Powers of municipality, board levying rates

257.10 (1) A municipality or board that is required to levy rates for school purposes under this Division has, for purposes of the collection, chargeback, cancellation, refund or rebate of the rates, the same powers and duties as a municipality has in respect of the collection, chargeback, cancellation, refund or rebate of rates levied for municipal purposes, including powers and duties relating to the sale of land for tax arrears. 1997, c. 31, s. 113 (2).

Powers of officers

(2) The officers of a municipality or of a board required to levy a rate for school purposes under this Division have the same powers and duties in respect of the collection, chargeback, cancellation, refund or rebate of rates levied under this Division, including powers and duties relating to the sale of land for tax arrears, as officers of a municipality have in respect of rates levied for municipal purposes. 1997, c. 31, s. 113 (2).

Application of s. 349 of Municipal Act, 2001

(3) Section 349 of the *Municipal Act, 2001* applies to taxes levied under this Division. 1997, c. 31, s. 113 (2); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Regulations

(4) The Minister of Finance may make regulations, which may be general or particular in their application, varying, limiting or excluding the powers and duties under this section of municipalities and boards and of the officers of municipalities and boards. 1997, c. 31, s. 113 (2).

Collection of certain taxes

(5) This section applies with necessary modifications in respect of the collection of a tax under section 21.1 of the *Provincial Land Tax Act.* 1998, c. 3, s. 34 (3).

Territory without municipal organization

257.10.1 (1) This section applies in respect of tax rates levied by boards under section 257.7 in territory without municipal organization that are not required to be distributed to other boards under section 257.8 or 257.9. 2002, c. 18, Sched. G, s. 11.

Tax rates payable to the Province

(2) The Minister may make regulations, in conjunction with the provision of interim financing under subsection (4), directing that all or part of the tax rates to which this section applies in a year be paid to the Province. 2002, c. 18, Sched. G, s. 11.

répartie de la façon prévue à l'article 257.8 pour les impôts prélevés sur les biens d'entreprise du contribuable désigné. 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Interprétation

(2) Un bien est imposable aux fins d'un conseil si l'évaluation à laquelle il est assujetti est affectée au soutien d'un conseil. 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Pouvoirs des municipalités et des conseils qui prélèvent des impôts

257.10 (1) La municipalité ou le conseil qui est tenu de prélever des impôts scolaires aux termes de la présente section exerce, aux fins de la perception, de l'imputation, de l'annulation, du remboursement ou de la remise de ces impôts, les mêmes pouvoirs et fonctions qu'exerce une municipalité à cet égard pour les impôts prélevés aux fins municipales, notamment en ce qui concerne la vente d'un bien-fonds pour arriérés d'impôts. 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Pouvoirs des agents et fonctionnaires

(2) Les fonctionnaires ou agents d'une municipalité ou d'un conseil qui est tenu de prélever des impôts scolaires aux termes de la présente section exercent, aux fins de la perception, de l'imputation, de l'annulation, du remboursement ou de la remise de ces impôts, les mêmes pouvoirs et fonctions qu'exercent les fonctionnaires municipaux à cet égard pour les impôts prélevés aux fins municipales, notamment en ce qui concerne la vente d'un bien-fonds pour arriérés d'impôts. 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Application de l'art. 349 de la Loi de 2001 sur les municipalités

(3) L'article 349 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* s'applique aux impôts prélevés aux termes de la présente section. 1997, chap. 31, par. 113 (2); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Règlements

(4) Le ministre des Finances peut, par règlement qui peut avoir une portée générale ou particulière, modifier, restreindre ou exclure les pouvoirs et les fonctions que le présent article attribue aux municipalités, aux conseils et à leurs agents ou fonctionnaires. 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Perception de certains impôts

(5) Le présent article s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de la perception de l'impôt prévu par l'article 21.1 de la *Loi sur l'impôt foncier provincial*. 1998, chap. 3, par. 34 (3).

Territoire non érigé en municipalité

257.10.1 (1) Le présent article s'applique à l'égard des impôts prélevés dans les territoires non érigés en municipalité par les conseils en application de l'article 257.7 qui ne doivent pas être remis à d'autres conseils en application de l'article 257.8 ou 257.9. 2002, chap. 18, annexe G, art. 11.

Impôts payables à la Province

(2) Le ministre peut, par règlement, parallèlement à la fourniture d'un financement provisoire en vertu du paragraphe (4), ordonner que tout ou partie des impôts auxquels s'applique le présent article au cours d'une année soit payé à la Province. 2002, chap. 18, annexe G, art. 11.

Same

(3) A regulation under subsection (2) may apply differently in respect of different boards. 2002, c. 18, Sched. G, s. 11.

Interim financing

(4) The Minister may provide interim financing to boards in respect of tax rates to be paid to the Province as directed by a regulation made under subsection (2), in an amount equal to the total of the amounts paid to the Province. 2002, c. 18, Sched. G, s. 11.

Payments from Consolidated Revenue Fund

(5) Amounts paid by the Minister under subsection (4) shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund. 2002, c. 18, Sched. G, s. 11.

Amounts deemed to be education funding

(6) Amounts paid by the Minister under subsection (4), other than amounts in respect of rebates, if any, payable under section 257.2.1 or 257.12.3, shall be deemed to be education funding within the meaning of subsection 234 (14). 2002, c. 18, Sched. G, s. 11.

When amounts paid to boards

- **257.11** (1) In each calendar year, a municipality or board shall pay amounts levied for school purposes in the following instalments:
 - 1. Twenty-five per cent of the amount levied for the previous calendar year, on or before March 31.
 - 2. Fifty per cent of the amount levied for the current calendar year less the amount of the instalment under paragraph 1, on or before June 30.
 - 3. Twenty-five per cent of the amount levied for the current calendar year, on or before September 30.
 - 4. The balance of the amount levied for the current calendar year, on or before December 15. 1997, c. 31, s. 113 (2).
 - (1.1) REPEALED: 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Non-payment on due date

(2) Where an instalment or a part of an instalment is not paid on the due date, the municipality or board in default shall pay interest to the recipient board from the date of default to the date that the payment is made, at the rate specified in subsection (4). 1997, c. 31, s. 113 (2).

Payment ahead of due date

(3) Where, with the consent of the recipient board, an instalment or a part of an instalment is paid in advance of the due date, the recipient board shall allow the municipality or payor board a discount from the date of payment to the date on which the payment is due, at the rate specified in subsection (4). 1997, c. 31, s. 113 (2).

Idem

(3) Les règlements pris en application du paragraphe (2) peuvent s'appliquer de façon différente selon le conseil. 2002, chap. 18, annexe G, art. 11.

Financement provisoire

(4) Le ministre peut fournir un financement provisoire aux conseils à l'égard des impôts à payer à la Province selon un ordre donné aux termes des règlements pris en application du paragraphe (2) selon un montant égal à la somme totale payée à la Province. 2002, chap. 18, annexe G, art. 11.

Sommes prélevées sur le Trésor

(5) Les sommes que le ministre verse en vertu du paragraphe (4) sont prélevées sur le Trésor. 2002, chap. 18, annexe G, art. 11.

Sommes réputées constituer un financement de l'éducation

(6) Les sommes que verse le ministre en vertu du paragraphe (4), à l'exclusion de celles qu'il verse aux fins du paiement, s'il y a lieu, des remises prévues à l'article 257.2.1 ou 257.12.3, sont réputées constituer un financement de l'éducation au sens du paragraphe 234 (14). 2002, chap. 18, annexe G, art. 11.

Moment du versement des sommes aux conseils

- **257.11** (1) Chaque année civile, la municipalité ou le conseil remet les sommes prélevées aux fins scolaires par versements échelonnés selon les modalités suivantes :
 - 1. Vingt-cinq pour cent de la somme prélevée pour l'année civile précédente, au plus tard le 31 mars.
 - 2. Cinquante pour cent de la somme prélevée pour l'année civile en cours, déduction faite du montant du versement prévu à la disposition 1, au plus tard le 30 juin.
 - 3. Vingt-cinq pour cent de la somme prélevée pour l'année civile en cours, au plus tard le 30 septembre.
 - 4. Le solde de la somme prélevée pour l'année civile en cours, au plus tard le 15 décembre. 1997, chap. 31, par. 113 (2).
 - (1.1) ABROGÉ: 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Défaut de paiement à la date d'échéance

(2) La municipalité ou le conseil qui est en défaut de paiement de tout ou partie d'un versement échelonné à la date d'échéance verse des intérêts à compter de la date du défaut jusqu'à celle du paiement, au taux précisé au paragraphe (4), au conseil auquel le versement est destiné. 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Paiement avant la date d'échéance

(3) Si, avec le consentement du conseil auquel il est destiné, la municipalité ou le conseil paie tout ou partie d'un versement échelonné avant la date d'échéance, le premier conseil lui accorde une remise de la date du paiement jusqu'à sa date d'échéance au taux précisé au paragraphe (4). 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Rate of interest

(4) For the purposes of subsections (2) and (3), the rate of interest payable or the rate of discount allowable, as the case may be, is the lowest prime rate reported to the Bank of Canada by any of the banks listed in Schedule I to the *Bank Act* (Canada) at the date of default, in the case of subsection (2), or at the date of payment, in the case of subsection (3). 1997, c. 31, s. 113 (2).

Agreement

(5) Despite subsection (1), a board may, by agreement with a majority of the municipalities in its area of jurisdiction where the municipalities represent at least two-thirds of the assessment taxable for the purposes of the board, according to the last returned assessment roll, vary the number of instalments and their amounts and due dates. 1997, c. 31, s. 113 (2).

Same

(6) Where an agreement is entered into under subsection (5), it applies to all municipalities in the area of jurisdiction of the board. 1997, c. 31, s. 113 (2).

Limitation

(7) Subsection (5) applies only if the agreement requires at least one instalment to be paid in each quarter of the year. 1997, c. 31, s. 113 (2).

Termination of agreement

- (8) Where an agreement under subsection (5) does not provide for its termination, it shall continue in force from year to year until it is terminated on December 31 in any year by notice given before October 31 in the year,
 - (a) by the secretary of the board as authorized by a resolution of the board; or
 - (b) by the clerks of a majority of the municipalities in the board's area of jurisdiction where the municipalities represent at least two-thirds of the assessment taxable for the purposes of the board, according to the last returned assessment roll,

and where no agreement is in effect under subsection (5), the payments shall be made as provided in subsection (1). 1997, c. 31, s. 113 (2).

Transition - 1998

- (9) For 1998, the total payment to be made under paragraph 1 of subsection (1) by a municipality or board shall be the sum of,
 - (a) 12.5 per cent of the amount levied for school purposes for 1997 on residential and farm assessment, within the meaning of section 248 of this Act as it read on December 31, 1997, in the area in respect of which the municipality or board levies taxes under section 257.7; and
 - (b) 25 per cent of the amount levied for school purposes for 1997 on commercial assessment, within the meaning of section 248 of this Act as it read on

Taux d'intérêt

(4) Pour l'application des paragraphes (2) et (3), le taux d'intérêt payable ou le taux de remise accordé, selon le cas, est le taux préférentiel le plus bas qui est signalé à la Banque du Canada par les banques mentionnées à l'annexe I de la *Loi sur les banques* (Canada) à la date du défaut, dans le cas du paragraphe (2), ou à la date du paiement, dans le cas du paragraphe (3). 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Entente

(5) Malgré le paragraphe (1), le conseil peut, au moyen d'une entente conclue avec la majorité des municipalités situées dans son territoire de compétence qui représentent au moins les deux tiers de l'évaluation imposable à ses fins, selon le rôle d'évaluation déposé le plus récemment, modifier le nombre, le montant et la date d'échéance des versements échelonnés. 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Iden

(6) L'entente conclue en vertu du paragraphe (5) s'applique à toutes les municipalités situées dans le territoire de compétence du conseil. 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Restriction

(7) Le paragraphe (5) ne s'applique que si l'entente exige au moins un versement par trimestre. 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Expiration de l'entente

- (8) Si l'entente conclue en vertu du paragraphe (5) ne prévoit pas de date d'expiration, elle demeure en vigueur d'une année à l'autre jusqu'à sa résiliation le 31 décembre d'une année au moyen d'un avis donné avant le 31 octobre :
 - a) soit par le secrétaire du conseil, autorisé par une résolution de celui-ci;
 - b) soit par les secrétaires de la majorité des municipalités situées dans le territoire de compétence du conseil qui représentent au moins les deux tièrs de l'évaluation imposable aux fins du conseil, selon le rôle d'évaluation déposé le plus récemment.

Si aucune entente n'est conclue en vertu du paragraphe (5), les versements sont effectués selon les modalités prévues au paragraphe (1). 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Disposition transitoire: 1998

- (9) La somme globale que la municipalité ou le conseil doit remettre en 1998 aux termes de la disposition 1 du paragraphe (1) est le total de ce qui suit :
 - a) 12,5 pour cent de la somme prélevée aux fins scolaires pour 1997 sur l'évaluation résidentielle et agricole, au sens de l'article 248 de la présente loi telle qu'elle existait le 31 décembre 1997, dans le secteur à l'égard duquel la municipalité ou le conseil prélève des impôts aux termes de l'article 257.7;
 - b) 25 pour cent de la somme prélevée aux fins scolaires pour 1997 sur l'évaluation des industries et des commerces, au sens de l'article 248 de la pré-

December 31, 1997, in the area in respect of which the municipality or board levies taxes under section 257.7. 1997, c. 31, s. 113 (2).

Same

- (10) Where there is more than one board with jurisdiction in the area in respect of which the municipality or board levies taxes under section 257.7, the total payment determined under subsection (9) shall be distributed in accordance with the following:
 - Apportion the total amount among public boards, Roman Catholic boards and Protestant boards in accordance with the proportions of that amount that were levied for public schools, Roman Catholic schools and Protestant schools.
 - 2. Apportion each of the portions determined under paragraph 1 among English-language and Frenchlanguage boards in proportion to enrolment. 1997, c. 31, s. 113 (2).

Same

(11) The Minister shall determine enrolment and calculate proportions for the purposes of paragraph 2 of subsection (10) and shall publish the proportions in *The Ontario Gazette*. 1997, c. 31, s. 113 (2).

Extension of instalment due dates

- (12) The Minister may make regulations relating to instalments under subsection (1),
 - (a) extending the time for paying the instalments even if the time for paying the instalments has passed,
 - (b) in conjunction with the provision of interim financing to boards under subsection (14), directing the instalments to be paid to the Province. 1998, c. 3, s. 34 (4); 1998, c. 33, s. 41 (1).

Note: The amendments made by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 33 apply, except where the context otherwise requires, with respect to the entire 1998 taxation year not just that portion of it that follows December 18, 1998. See: 1998, c. 33, s. 47 (1).

Same

(13) A regulation under subsection (12) may be general or particular. 1998, c. 3, s. 34 (4).

Interim financing

- (14) The Minister may provide interim financing to boards in respect of instalments to be paid to the Province as directed under a regulation under clause (12) (b) and the following apply with respect to such financing:
 - 1. The Minister may pay amounts, on behalf of the municipality or board required to pay an instalment, to the boards to which the instalment would have been distributed in the absence of the direction to pay the instalment to the Province.
 - The amount of the instalment to be paid to the Province by the municipality or the board shall be equal to the total of the amounts paid by the Minis-

sente loi telle qu'elle existait le 31 décembre 1997, dans le secteur à l'égard duquel la municipalité ou le conseil prélève des impôts aux termes de l'article 257.7. 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Idem

- (10) Si plus d'un conseil exerce sa compétence dans le secteur à l'égard duquel la municipalité ou le conseil prélève des impôts aux termes de l'article 257.7, la somme globale calculée aux termes du paragraphe (9) est répartie comme suit :
 - 1. La somme globale est répartie entre les conseils publics, les conseils catholiques et les conseils protestants au prorata des sommes qui ont été prélevées aux fins des écoles publiques, des écoles catholiques et des écoles protestantes.
 - 2. Chacune des parts établies aux termes de la disposition 1 est répartie entre les conseils de langue française et les conseils de langue anglaise au prorata de leurs effectifs. 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Idem

(11) Le ministre établit les effectifs et calcule les rapports pour l'application de la disposition 2 du paragraphe (10) et publie ces rapports dans la *Gazette de l'Ontario*. 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Prorogation des dates d'échéance des versements échelonnés

- (12) Le ministre peut, par règlement, traiter des versements échelonnés prévus au paragraphe (1) :
 - a) proroger la date d'échéance des versements échelonnés, même après celle-ci;
 - b) ordonner que les versements échelonnés soient payés à la province dans le cadre du financement provisoire fourni aux conseils en vertu du paragraphe (14). 1998, chap. 3, par. 34 (4); 1998, chap. 33, par. 41 (1).

Remarque: Les modifications apportées par le chapitre 33 des Lois de l'Ontario de 1998 s'appliquent, sauf si le contexte exige une autre interprétation, à l'année d'imposition 1998 tout entière et non seulement à la partie de cette année qui suit le 18 décembre 1998. Voir: 1998, chap. 33, par. 47 (1).

Idem

(13) Les règlements pris en application du paragraphe (12) peuvent avoir une portée générale ou particulière. 1998, chap. 3, par. 34 (4).

Financement provisoire

- (14) Le ministre peut fournir un financement provisoire aux conseils à l'égard des versements échelonnés à payer à la province selon un ordre donné aux termes des règlements pris en application de l'alinéa (12) b). Les règles suivantes s'appliquent à ce financement :
 - 1. Le ministre peut verser des sommes, pour le compte de la municipalité ou du conseil qui est tenu de payer un versement échelonné, aux conseils entre lesquels ce versement aurait été réparti en l'absence de l'ordre de le payer à la province.
 - 2. Le montant du versement échelonné que la municipalité ou le conseil doit payer à la province est égal à la somme totale que le ministre a payée pour

- ter, on behalf of the municipality or board, under paragraph 1.
- 3. Subsections (2), (3) and (4) apply with respect to the Minister as though the Minister were the recipient board. 1998, c. 3, s. 34 (4).

Interim financing, agreements

- (15) The Minister may provide interim financing to a board that is a party to an agreement under subsection (5) and the following apply with respect to such financing:
 - 1. The Minister may pay to the board, on behalf of a municipality to which the agreement applies, an amount the municipality is required to pay under the agreement and the amount shall be deemed to be an amount paid by the municipality under the agreement.
 - 2. A municipality on whose behalf the Minister pays an amount under paragraph 1 shall repay the Province for that amount. The municipality shall repay the amount on the dates and in the amounts specified by the Minister and the municipality shall pay interest, at the rate specified in subsection (4), on any of those amounts that are paid late. 1998, c. 3, s. 34 (4); 1998, c. 33, s. 41 (2, 3).

Note: The amendments made by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 33 apply, except where the context otherwise requires, with respect to the entire 1998 taxation year not just that portion of it that follows December 18, 1998. See: 1998, c. 33, s. 47 (1).

Payments from Consolidated Revenue Fund

(16) Amounts paid by the Minister under subsection (14) or (15) shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund. 1998, c. 3, s. 34 (4).

Amounts deemed to be education funding

(17) Amounts paid by the Minister under subsection (14) or (15), other than amounts for the purposes of paying a board's share of the amount of any cancellation, reduction, refund or rebate of taxes under section 361, 364, 365 or 365.2 of the *Municipal Act, 2001* or paying rebates or reducing taxes under section 257.2.1 or 257.12.3 of this Act, shall be deemed to be education funding within the meaning of subsection 234 (14). 2002, c. 17, Sched. C, s. 8 (1).

Note: On a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, subsection (17) is repealed by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 17, subsection 1 (2) and the following substituted:

Amounts deemed to be education funding

- (17) Amounts paid by the Minister under subsection (14) or (15) shall be deemed to be education funding within the meaning of subsection 234 (14), other than amounts paid for the purposes of,
 - (a) paying a board's share of the costs of rebates, if any, under section 442.1, 442.2, 442.4, 442.5 or 442.6 of the Municipal Act;

- le compte de la municipalité ou du conseil en vertu de la disposition 1.
- 3. Les paragraphes (2), (3) et (4) s'appliquent au ministre comme s'il était le conseil auquel le versement échelonné était destiné. 1998, chap. 3, par. 34 (4).

Financement provisoire : ententes

- (15) Le ministre peut fournir un financement provisoire au conseil qui est partie à une entente prévue au paragraphe (5). Les règles suivantes s'appliquent à ce financement:
 - 1. Le ministre peut verser au conseil, pour le compte d'une municipalité à laquelle s'applique l'entente, la somme que celle-ci est tenue de payer aux termes de l'entente et cette somme est réputée une somme qu'elle a payée aux termes de l'entente.
 - 2. La municipalité pour le compte de laquelle le ministre verse une somme aux termes de la disposition 1 la rembourse à la province. Elle la rembourse aux dates et selon les montants que précise le ministre et elle paie des intérêts au taux précisé au paragraphe (4) sur tout montant payé en retard. 1998, chap. 3, par. 34 (4); 1998, chap. 33, par. 41 (2) et (3).

Remarque: Les modifications apportées par le chapitre 33 des Lois de l'Ontario de 1998 s'appliquent, sauf si le contexte exige une autre interprétation, à l'année d'imposition 1998 tout entière et non seulement à la partie de cette année qui suit le 18 décembre 1998. Voir: 1998, chap. 33, par. 47 (1).

Sommes prélevées sur le Trésor

(16) Les sommes que le ministre verse en vertu du paragraphe (14) ou (15) sont prélevées sur le Trésor. 1998, chap. 3, par. 34 (4).

Sommes réputées constituer un financement de l'éducation

(17) Les sommes que verse le ministre en vertu du paragraphe (14) ou (15), à l'exclusion de celles qu'il verse afin de payer la part, qui revient à un conseil, du montant des annulations, des réductions, des remboursements ou des remises d'impôts prévus à l'article 361, 364, 365 ou 365.2 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou de payer les remises ou d'accorder les réductions d'impôts prévues à l'article 257.2.1 ou 257.12.3 de la présente loi, sont réputées constituer un financement de l'éducation au sens du paragraphe 234 (14). 2002, chap. 17, annexe C, par. 8 (1).

Remarque: Le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, le paragraphe (17) est abrogé par le paragraphe 1 (2) du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 2001 et remplacé par ce qui suit:

Sommes réputées constituer un financement de l'éducation

- (17) Sont réputées constituer un financement de l'éducation au sens du paragraphe 234 (14) les sommes que verse le ministre en vertu du paragraphe (14) ou (15), à l'exclusion de celles qu'il verse aux fins suivantes :
 - a) payer la part, qui revient au conseil, du coût des remises, s'il y a lieu, prévues à l'article 442.1, 442.2, 442.4, 442.5 ou 442.6 de la Loi sur les municipalités;

- (b) paying a board's share of the tax assistance provided under section 442.7 of the Municipal Act; or
- (c) paying rebates under section 257.2.1 or 257.12.3 of this Act. 2001, c. 17, s. 1 (2).

See: 2001, c. 17, ss. 1 (2), 8.

Note: On the day the Statutes of Ontario, 2001, chapter 17, section 1 comes into force, subsection (17) is repealed by the Statutes of Ontario, 2002, chapter 17, Schedule C, subsection 8 (2) and the following substituted:

Amounts deemed to be education funding

- (17) Amounts paid by the Minister under subsection (14) or (15) shall be deemed to be education funding within the meaning of subsection 234 (14), other than amounts paid for the purposes of,
 - (a) paying a board's share of the amount of any cancellation, reduction, refund or rebate of taxes under section 361, 364, 365 or 365.2 of the *Municipal Act*, 2001;
 - (b) paying a board's share of the amount of the tax assistance provided under section 365.1 of the *Municipal Act*, 2001; or
 - (c) paying rebates or reducing taxes under section 257.2.1 or 257.12.3 of this Act. 2002, c. 17, Sched. C, s. 8 (2).

See: 2002, c. 17, Sched. C, s. 8 (2).

Information relating to agreements

- (18) For the purposes of interim financing under subsection (15), the Minister may require a municipality or board to provide,
 - (a) a copy of any agreement under subsection (5);
 - (b) information about amounts paid under the agreement; and
 - (c) information about amounts levied under section 317 of the *Municipal Act, 2001* or under section 370 of the *Municipal Act,* being chapter M.45 of the Revised Statutes of Ontario, 1990, as that section read immediately before its repeal. 1998, c. 3, s. 34 (4); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Enforcement of requirement

(19) The Minister may apply to the Superior Court of Justice for an order requiring a municipality or board to comply with a requirement of the Minister under subsection (18). 1998, c. 3, s. 34 (4); 2000, c. 11, s. 21.

Additional power

(20) Subsection (19) is additional to and not intended to replace any other available means of enforcement. 1998, c. 3, s. 34 (4).

Note: Section 257.11, as amended by the Statutes of Ontario, 1999, chapter 9, subsection 98 (1), applies with respect to the 1999 and subsequent taxation years. See: 1999, c. 9, s. 98 (2).

- b) payer la part, qui revient au conseil, de l'aide fiscale prévue à l'article 442.7 de la Loi sur les municipalités;
- c) payer les remises prévues à l'article 257.2.1 ou 257.12.3 de la présente loi. 2001, chap. 17, par. 1 (2).

Voir: 2001, chap. 17, par. 1 (2) et art. 8.

Remarque: Le jour de l'entrée en vigueur de l'article 1 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 2001, le paragraphe (17) est abrogé par le paragraphe 8 (2) de l'annexe C du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 2002 et remplacé par ce qui suit:

Sommes réputées constituer un financement de l'éducation

- (17) Sont réputées constituer un financement de l'éducation au sens du paragraphe 234 (14) les sommes que verse le ministre en vertu du paragraphe (14) ou (15), à l'exclusion de celles qu'il verse aux fins suivantes :
 - a) payer la part, qui revient au conseil, du montant des annulations, des réductions, des remboursements ou des remises d'impôts prévus à l'article 361, 364, 365 ou 365.2 de la Loi de 2001 sur les municipalités;
 - b) payer la part, qui revient au conseil, du montant de l'aide fiscale prévue à l'article 365.1 de la *Loi de 2001 sur les municipalités*;
 - c) payer les remises ou accorder les réductions d'impôts prévues à l'article 257.2.1 ou 257.12.3 de la présente loi. 2002, chap. 17, annexe C, par. 8 (2).

Voir: 2002, chap. 17, annexe C, par. 8 (2).

Renseignements concernant les ententes

- (18) Aux fins du financement provisoire prévu au paragraphe (15), le ministre peut exiger qu'une municipalité ou un conseil lui fournisse ce qui suit :
 - a) une copie de toute entente visée au paragraphe (5);
 - b) des renseignements sur les sommes versées aux termes de l'entente:
 - c) des renseignements sur les sommes prélevées aux termes de l'article 317 de la Loi de 2001 sur les municipalités ou aux termes de l'article 370 de la Loi sur les municipalités, qui constitue le chapitre M.45 des Lois refondues de l'Ontario de 1990, tel que cet article existait immédiatement avant son abrogation. 1998, chap. 3, par. 34 (4); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Exécution de l'exigence

(19) Le ministre peut demander par requête à la Cour supérieure de justice de rendre une ordonnance exigeant qu'une municipalité ou un conseil se conforme à l'exigence prévue au paragraphe (18). 1998, chap. 3, par. 34 (4); 2000, chap. 11, art. 21.

Pouvoir additionnel

(20) Le paragraphe (19) s'ajoute à tous autres moyens d'exécution existants et n'a pas pour effet de les remplacer. 1998, chap. 3, par. 34 (4).

Remarque: L'article 257.11, tel qu'il est modifié par le paragraphe 98 (1) du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1999, s'applique à l'égard des années d'imposition 1999 et suivantes. Voir : 1999, chap. 9, par. 98 (2).

Regulations, Minister of Finance

257.12 (1) The Minister of Finance may make regulations.

- (a) prescribing classes of real property prescribed under the *Assessment Act*, other than classes listed in subsection 7 (2) of the *Assessment Act*, for the purposes of clause (b) of the definition of "business property" in section 257.5 or clause (b) of the definition of "residential property" in that section;
- (b) prescribing the tax rates for school purposes for the purposes of section 257.7;
- (c) prescribing rates for the purposes of calculating payments in lieu of taxes, within the meaning of section 306 of the *Municipal Act, 2001*, for real property that is exempt from taxation for school purposes; and
- (d) REPEALED: 2002, c. 17, Sched. F, Table.
- (e) prescribing the form of the tax notices or information that must or may be included on tax notices sent to owners of property by a board that is required to levy rates for school purposes under this Division. 1997, c. 31, s. 113 (2); 1998, c. 33, s. 42 (1); 1999, c. 9, s. 99 (1); 2000, c. 25, s. 45 (7); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Note: The amendments made by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 33 apply, except where the context otherwise requires, with respect to the entire 1998 taxation year not just that portion of it that follows December 18, 1998. See: 1998, c. 33, s. 47 (1).

Definition

(1.1) In clause (1) (b),

"tax rates for school purposes" includes tax rates for the purposes of,

(a) paying a board's share of the amount of any cancellation, reduction, refund or rebate of taxes under section 361, 364, 365 or 365.2 of the *Municipal Act*, 2001,

Note: On a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, subsection (1.1) is amended by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 17, subsection 1 (3) by adding the following clause:

(a.1) paying a board's share of the tax assistance provided under section 442.7 of the *Municipal Act*, or

See: 2001, c. 17, ss. 1 (3), 8.

Note: On the day the Statutes of Ontario, 2001, chapter 17, section 1 comes into force, clause (a.1) is repealed by the Statutes of Ontario, 2002, chapter 17, Schedule C, subsection 9 (1) and the following substituted:

(a.1) paying a board's share of the amount of the tax assistance provided under section 365.1 of the Municipal Act, 2001, or

See: 2002, c. 17, Sched. C, ss. 9 (1), 9 (2).

Règlements : ministre des Finances

257.12 (1) Le ministre des Finances peut, par règlement :

- a) prescrire des catégories de biens immeubles prescrites aux termes de la Loi sur l'évaluation foncière, autres que les catégories qui figurent au paragraphe 7 (2) de cette loi, pour l'application de l'alinéa b) de la définition de «bien d'entreprise» à l'article 257.5 ou de l'alinéa b) de la définition de «bien résidentiel» au même article:
- b) prescrire le taux des impôts scolaires à prélever pour l'application de l'article 257.7;
- c) prescrire des taux aux fins du calcul des paiements tenant lieu d'impôts, au sens de l'article 306 de la Loi de 2001 sur les municipalités, dans le cas des biens immeubles qui sont exonérés des impôts scolaires;
- d) ABROGÉ: 2002, chap. 17, annexe F, tableau.
- e) prescrire la forme des avis d'imposition ou les renseignements qui doivent ou peuvent figurer dans les avis d'imposition qu'envoie aux propriétaires de biens un conseil qui est tenu de prélever des impôts scolaires en application de la présente section. 1997, chap. 31, par. 113 (2); 1998, chap. 33, par. 42 (1); 1999, chap. 9, par. 99 (1); 2000, chap. 25, par. 45 (7); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Remarque: Les modifications apportées par le chapitre 33 des Lois de l'Ontario de 1998 s'appliquent, sauf si le contexte exige une autre interprétation, à l'année d'imposition 1998 tout entière et non seulement à la partie de cette année qui suit le 18 décembre 1998. Voir: 1998, chap. 33, par. 47 (1).

Définition

- (1.1) La définition qui suit s'applique à l'alinéa (1) b).
- «taux des impôts scolaires» S'entend en outre du taux des impôts à prélever aux fins suivantes :
 - a) payer la part, qui revient à un conseil, du montant des annulations, des réductions, des remboursements ou des remises d'impôts prévus à l'article 361, 364, 365 ou 365.2 de la Loi de 2001 sur les municipalités;

Remarque: Le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, le paragraphe (1.1) est modifié par le paragraphe 1 (3) du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 2001 par adjonction de l'alinéa suivant:

a.1) payer la part, qui revient au conseil, de l'aide fiscale prévue à l'article 442.7 de la *Loi sur les muni*cipalités;

Voir: 2001, chap. 17, par. 1 (3) et art. 8.

Remarque: Le jour de l'entrée en vigueur de l'article 1 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 2001, l'alinéa a.1) est abrogé par le paragraphe 9 (1) de l'annexe C du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 2002 et remplacé par ce qui suit:

a.1) payer la part, qui revient au conseil, du montant de l'aide fiscale prévue à l'article 365.1 de la *Loi de* 2001 sur les municipalités;

Voir: 2002, chap. 17, annexe C, par. 9 (1) et 9 (2).

(b) paying rebates or reducing taxes under section 257.2.1 or 257.12.3 of this Act. 2000, c. 25, s. 45 (8); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Retroactivity

(1.2) A regulation made under this section is, if it so provides, effective with reference to a period before it is filed. 2001, c. 23, s. 65.

Scope of regulations

(2) The use of "business" or "residential" in the defined terms "business property" or "residential property" does not limit the discretion of the Minister of Finance in making regulations under clause (1) (a). 1997, c. 31, s. 113 (2).

Tax rates may vary

- (3) Subject to subsections (4) and (5), regulations under clause (1) (b) may prescribe different tax rates for,
 - (a) different municipalities;
 - (b) different parts of a municipality as specified in an Act, regulation or order implementing municipal restructuring within the meaning of section 172 of the *Municipal Act*, 2001;
 - (c) different parts of territory without municipal organization that are deemed under section 56 or subsection 58.1 (2) to be attached to a municipality for purposes related to taxation;
 - (d) different classes of property prescribed by the regulations under this Act or the *Assessment Act*;
 - (e) different subclasses of real property prescribed by the regulations made under the *Assessment Act*;
 - (f) real property on any basis on which a municipality or Ontario is permitted to set different tax rates for real property for municipal purposes;
 - (g) different portions of a property's assessment;
 - (h) different geographic areas established for the purposes of paragraph 1 of subsection 315 (1) of the Municipal Act, 2001;
 - (i) different geographic areas established for the purposes of paragraph 2 of subsection 315 (1) of the *Municipal Act*, 2001; and
 - (j) different parts of a municipality based on whether or not the parts are in the area of jurisdiction of an English-language public board. 1997, c. 31, s. 113 (2); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Uniform rate, residential, multi-residential

(4) Subject to subsections (6) and (7), the regulations under clause (1) (b) shall prescribe a single tax rate for

b) payer les remises ou accorder les réductions d'impôts prévues à l'article 257.2.1 ou 257.12.3 de la présente loi. 2000, chap. 25, par. 45 (8); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Effet rétroactif

(1.2) Les règlements pris en application du présent article qui comportent une disposition en ce sens ont un effet rétroactif. 2001, chap. 23, art. 65.

Portée des règlements

(2) L'emploi des mots «entreprise» et «résidentiel» dans les termes définis «bien d'entreprise» et «bien résidentiel» n'a pas pour effet de restreindre le pouvoir discrétionnaire du ministre des Finances lorsqu'il prend des règlements en vertu de l'alinéa (1) a). 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Variation possible des taux d'impôt

- (3) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), les règlements pris en application de l'alinéa (1) b) peuvent prescrire des taux d'impôt différents pour ce qui suit :
 - a) différentes municipalités;
 - b) différentes parties d'une municipalité précisées dans une loi, un règlement ou un arrêté ou une ordonnance mettant en oeuvre une restructuration municipale au sens de l'article 172 de la *Loi de 2001 sur les municipalités*;
 - c) différentes parties d'un territoire non érigé en municipalité qui est réputé rattaché à une municipalité aux fins d'imposition aux termes de l'article 56 ou du paragraphe 58.1 (2);
 - d) différentes catégories de biens prescrites par les règlements pris en application de la présente loi ou de la *Loi sur l'évaluation foncière*;
 - e) différentes sous-catégories de biens immeubles prescrites par les règlements pris en application de la *Loi sur l'évaluation foncière*;
 - f) les biens immeubles pour lesquels les municipalités ou l'Ontario peuvent fixer des taux d'impôt différents à l'égard de biens immeubles aux fins municipales, en fonction de tout critère dont celles-ci peuvent se servir;
 - g) différentes fractions de l'évaluation d'un bien;
 - h) différentes zones géographiques établies pour l'application de la disposition 1 du paragraphe 315 (1) de la *Loi de 2001 sur les municipalités*;
 - i) différentes zones géographiques établies pour l'application de la disposition 2 du paragraphe 315 (1) de la *Loi de 2001 sur les municipalités*;
 - j) différentes parties d'une municipalité suivant qu'elles sont situées ou non dans le territoire de compétence d'un conseil public de langue anglaise. 1997, chap. 31, par. 113 (2); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Taux d'impôt uniformes : biens résidentiels/agricoles, immeubles à logements multiples

(4) Sous réserve des paragraphes (6) et (7), les règlements pris en application de l'alinéa (1) b) prescrivent un

the residential property class and the multi-residential property class. 1997, c. 31, s. 113 (2); 2002, c. 22, s. 58 (1).

Tax rates for farms and managed forests

(5) The tax rate for the farm property class and the managed forests property class shall be 25 per cent of the tax rate prescribed for the residential property class. 1997, c. 31, s. 113 (2); 2002, c. 22, s. 58 (2).

Other rates may vary

(5.1) Subsection (3) applies, with necessary modifications, with respect to regulations under clause (1) (c). 1998, c. 33, s. 42 (3).

Note: The amendments made by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 33 apply, except where the context otherwise requires, with respect to the entire 1998 taxation year not just that portion of it that follows December 18, 1998. See: 1998, c. 33, s. 47 (1).

Property in subclasses

(6) Except where subsection (7) applies, for property in the residential property class or the multi-residential property class that is also in a subclass of real property prescribed by the regulations made under the *Assessment Act*, the tax rate set in accordance with subsection (4) shall be reduced by the rate of reduction in taxes for municipal purposes that results from the application of paragraph 1 of subsection 313 (1) and subsections 313 (2) and (3) of the *Municipal Act*, 2001 to property in that subclass. 1997, c. 31, s. 113 (2); 2002, c. 17, Sched. F, Table; 2002, c. 22, s. 58 (3).

Same

(7) For property described in subsection (6) that is not located in a municipality, the tax rate set in accordance with subsection (4) shall be reduced by the rate of reduction in taxes for municipal purposes that results from the application of paragraph 1 of subsection 313 (1) and subsections 313 (2) and (3) of the *Municipal Act, 2001* to property in that subclass, as though that paragraph and those subsections did not provide for tax reductions by the council of a municipality. 1997, c. 31, s. 113 (2); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Definition

(8) In subsection (7),

"municipality" does not include any part of territory without municipal organization that is deemed to be a district municipality. 1998, c. 3, s. 34 (5).

Class, etc., not to be defined in terms of board support

(9) Despite subsections 7 (2) and (3) of the Assessment Act, regulations made by the Minister of Finance under subsection 7 (1) of that Act shall not use the school support of persons assessed to define a class of real property. 1997, c. 31, s. 113 (2).

taux d'impôt unique pour la catégorie des biens résidentiels et celle des immeubles à logements multiples. 1997, chap. 31, par. 113 (2); 2002, chap. 22, par. 58 (1).

Taux d'impôt : terres agricoles et forêts aménagées

(5) Le taux d'impôt applicable à la catégorie des biens agricoles et à celle des forêts aménagées correspond à 25 pour cent du taux prescrit pour celle des biens résidentiels. 1997, chap. 31, par. 113 (2); 2002, chap. 22, par. 58 (2).

Variation possible des autres taux

(5.1) Le paragraphe (3) s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des règlements pris en application de l'alinéa (1) c). 1998, chap. 33, par. 42 (3).

Remarque: Les modifications apportées par le chapitre 33 des Lois de l'Ontario de 1998 s'appliquent, sauf si le contexte exige une autre interprétation, à l'année d'imposition 1998 tout entière et non seulement à la partie de cette année qui suit le 18 décembre 1998. Voir: 1998, chap. 33, par. 47 (1).

Biens appartenant à une sous-catégorie

(6) Sauf dans les cas où le paragraphe (7) s'applique, en ce qui concerne les biens qui appartiennent à la catégorie des biens résidentiels ou à celle des immeubles à logements multiples et qui appartiennent également à une sous-catégorie de biens immeubles prescrite par les règlements pris en application de la Loi sur l'évaluation foncière, le taux d'impôt fixé conformément au paragraphe (4) est réduit du taux de réduction des impôts prélevés aux fins municipales qui découle de l'application de la disposition 1 du paragraphe 313 (1) et des paragraphes 313 (2) et (3) de la Loi de 2001 sur les municipalités aux biens qui appartiennent à cette souscatégorie. 1997, chap. 31, par. 113 (2); 2002, chap. 17, annexe F, tableau; 2002, chap. 22, par. 58 (3).

Idem

(7) En ce qui concerne les biens visés au paragraphe (6) qui ne se trouvent pas dans une municipalité, le taux d'impôt fixé conformément au paragraphe (4) est réduit du taux de réduction des impôts prélevés aux fins municipales qui découle de l'application de la disposition 1 du paragraphe 313 (1) et des paragraphes 313 (2) et (3) de la Loi de 2001 sur les municipalités aux biens qui appartiennent à cette sous-catégorie, comme si cette disposition et ces paragraphes ne prévoyaient pas de réductions d'impôt de la part du conseil d'une municipalité. 1997, chap. 31, par. 113 (2); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Définition

(8) La définition qui suit s'applique au paragraphe (7).

«municipalité» Ne s'entend pas de toute partie d'un territoire non érigé en municipalité qui est réputé une municipalité de district. 1998, chap. 3, par. 34 (5).

Interdiction d'établir les catégories en fonction du soutien scolaire

(9) Malgré les paragraphes 7 (2) et (3) de la Loi sur l'évaluation foncière, les règlements pris par le ministre des Finances en application du paragraphe 7 (1) de cette loi ne doivent pas se fonder sur le soutien scolaire accordé par les personnes visées par l'évaluation pour définir une catégorie de biens immeubles. 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Definition

- (10) Except as provided in subsection (8), in this section,
- "municipality" includes an upper-tier municipality. 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Requisitions for amounts on business property

257.12.1 (1) The Minister of Finance may requisition amounts for a year from an upper-tier municipality or a single-tier municipality to be raised by levying tax rates on business property, other than property taxed under section 315 of the *Municipal Act*, 2001. 1998, c. 3, s. 34 (7); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Contents of requisition

- (2) The requisition shall specify an amount to be raised on each of the following:
 - 1. The commercial classes.
 - 2. The industrial classes.
 - 3. The pipeline property class prescribed under the *Assessment Act.* 1998, c. 3, s. 34 (7).

Setting of tax rates, upper-tiers

(3) The council of an upper-tier municipality that is requisitioned shall, for the purposes of raising the amounts requisitioned, pass a by-law directing the council of each lower-tier municipality to levy tax rates, as specified in the by-law, on the assessment in the lower-tier municipality rateable for school purposes. 1998, c. 3, s. 34 (7).

When rates set

(4) A by-law required under subsection (3) shall be passed on or before the date by which the council of the upper-tier municipality must pass the upper-tier rating by-law for the year. 1998, c. 3, s. 34 (7).

Setting of tax rates, single-tiers

(5) The council of a single-tier municipality that is requisitioned shall, for the purposes of raising the amounts requisitioned, pass a by-law levying tax rates, as specified in the by-law, on the assessment in the municipality rateable for school purposes. 1998, c. 3, s. 34 (7).

When rates set

(6) A by-law required under subsection (5) shall be passed on or before the day the council passes the by-law for the year under subsection 312 (2) of the *Municipal Act. 2001.* 1998, c. 33, s. 43 (1); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Note: The amendments made by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 33 apply, except where the context otherwise requires, with respect to the entire 1998 taxation year not just that portion of it that follows December 18, 1998. See: 1998, c. 33, s. 47 (1).

Définition

- (10) Sous réserve du paragraphe (8), la définition qui suit s'applique au présent article.
- «municipalité» S'entend en outre d'une municipalité de palier supérieur. 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Demande au titre des biens d'entreprise

257.12.1 (1) Le ministre des Finances peut demander à une municipalité de palier supérieur ou à une municipalité à palier unique de recueillir des sommes pour une année en prélevant des impôts selon le taux précisé sur les biens d'entreprise qui ne sont pas imposés aux termes de l'article 315 de la *Loi de 2001 sur les municipalités*. 1998, chap. 3, par. 34 (7); 2002, chap. 17, annexe F, tableau

Teneur de la demande

- (2) La demande précise la somme à recueillir pour chacune des catégories suivantes :
 - 1. Les catégories commerciales.
 - 2. Les catégories industrielles.
 - 3. La catégorie des pipelines prescrite aux termes de la *Loi sur l'évaluation foncière*. 1998, chap. 3, par. 34 (7).

Fixation des taux d'imposition : municipalités de palier supérieur

(3) Dans le but de recueillir les sommes demandées, le conseil de la municipalité de palier supérieur à qui est faite la demande ordonne, par règlement municipal, au conseil de chaque municipalité de palier inférieur de prélever des impôts au taux que précise le règlement municipal sur l'évaluation des biens de la municipalité de palier inférieur qui sont imposables aux fins scolaires. 1998, chap. 3, par. 34 (7).

Moment de la fixation des taux

(4) Le règlement municipal exigé aux termes du paragraphe (3) est adopté au plus tard à la date à laquelle le conseil de la municipalité de palier supérieur doit prendre le règlement municipal d'imposition de palier supérieur pour l'année. 1998, chap. 3, par. 34 (7).

Fixation des taux d'imposition : municipalités à palier unique

(5) Dans le but de recueillir les sommes demandées, le conseil de la municipalité à palier unique à qui est faite la demande prélève, par règlement municipal, des impôts au taux que précise celui-ci sur l'évaluation des biens de la municipalité qui sont imposables aux fins scolaires. 1998, chap. 3, par. 34 (7).

Moment de la fixation des taux

(6) Le règlement municipal exigé aux termes du paragraphe (5) est adopté au plus tard le jour où le conseil adopte, pour l'année, le règlement municipal prévu au paragraphe 312 (2) de la *Loi de 2001 sur les municipalités*. 1998, chap. 33, par. 43 (1); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Remarque: Les modifications apportées par le chapitre 33 des Lois de l'Ontario de 1998 s'appliquent, sauf si le contexte exige une autre interprétation, à l'année d'imposition 1998 tout entière et non seulement à la partie de cette année qui suit le 18 décembre 1998. Voir: 1998, chap. 33, par. 47 (1).

Restrictions on tax rates

- (7) The following apply with respect to the tax rates specified in a by-law under subsection (3) or (5):
 - 1. The rates shall be set so that, when levied on the applicable assessment,
 - i. the amount that the requisition requires to be raised on the commercial classes is raised from the commercial classes.
 - ii. the amount that the requisition requires to be raised on the industrial classes is raised from the industrial classes, and
 - iii. the amount that the requisition requires to be raised on the pipeline property class is raised from the pipeline property class.
 - 2. There shall be a single rate for each class of real property prescribed under the *Assessment Act*.
 - 3. If there are two or more commercial classes, the rates for the commercial classes must be in the same proportion to each other as the tax ratios established under sections 308, 309 and 310 of the *Municipal Act, 2001* for the classes are to each other.
 - 4. If there are two or more industrial classes, the rates for the industrial classes must be in the same proportion to each other as the tax ratios established under sections 308, 309 and 310 of the *Municipal Act, 2001* for the classes are to each other. 1998, c. 3, s. 34 (7); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Tax rates deemed to be prescribed

(8) The tax rates specified in a by-law under subsection (3) or (5) shall be deemed to be tax rates prescribed by the Minister of Finance under clause 257.12 (1) (b). 1998, c. 3, s. 34 (7).

Graduated tax rates

(9) Subsections 314 (4) and (6) of the *Municipal Act*, 2001 and the regulations under clauses 314 (5) (b) and (c) of that Act apply, with necessary modifications, with respect to the tax rates specified in a by-law under subsection (3) or (5). 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Note: The amendments made by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 33 apply, except where the context otherwise requires, with respect to the entire 1998 taxation year not just that portion of it that follows December 18, 1998. See: 1998, c. 33, s. 47 (1).

Subclass tax reductions

(10) Section 313 of the *Municipal Act, 2001* applies, with necessary modifications, with respect to the tax rates specified in a by-law under subsection (3) or (5). 1998, c. 3, s. 34 (7); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Definitions

(11) In this section,

Restrictions: taux d'imposition

- (7) Les règles suivantes s'appliquent aux taux d'imposition que précise le règlement municipal visé au paragraphe (3) ou (5):
 - 1. Les taux sont fixés de sorte que, lors de leur application à l'évaluation applicable :
 - i. la somme qui doit être recueillie sur les catégories commerciales, comme l'exige la demande, l'est sur ces catégories,
 - ii. la somme qui doit être recueillie sur les catégories industrielles, comme l'exige la demande, l'est sur ces catégories,
 - iii. la somme qui doit être recueillie sur la catégorie des pipelines, comme l'exige la demande, l'est sur cette catégorie.
 - 2. Un seul taux est applicable à chaque catégorie de biens immeubles prescrite aux termes de la *Loi sur l'évaluation foncière*.
 - 3. S'il existe deux catégories commerciales ou plus, le rapport entre les taux qui leur sont applicables est le même que celui qui existe entre les coefficients d'impôt applicables à ces catégories qui sont fixés aux termes des articles 308, 309 et 310 de la Loi de 2001 sur les municipalités.
 - 4. S'il existe deux catégories industrielles ou plus, le rapport entre les taux qui leur sont applicables est le même que celui qui existe entre les coefficients d'impôt applicables à ces catégories qui sont fixés aux termes des articles 308, 309 et 310 de la *Loi de 2001 sur les municipalités*. 1998, chap. 3, par. 34 (7); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Taux réputés prescrits

(8) Les taux d'imposition que précise le règlement municipal visé au paragraphe (3) ou (5) sont réputés des taux prescrits par le ministre des Finances en vertu de l'alinéa 257.12 (1) b). 1998, chap. 3, par. 34 (7).

Taux d'imposition progressifs

(9) Les paragraphes 314 (4) et (6) de la Loi de 2001 sur les municipalités et les règlements pris en application des alinéas 314 (5) b) et c) de cette loi s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux taux d'imposition que précise le règlement municipal visé au paragraphe (3) ou (5). 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Remarque: Les modifications apportées par le chapitre 33 des Lois de l'Ontario de 1998 s'appliquent, sauf si le contexte exige une autre interprétation, à l'année d'imposition 1998 tout entière et non seulement à la partie de cette année qui suit le 18 décembre 1998. Voir: 1998, chap. 33, par. 47 (1).

Réduction d'impôt au titre de sous-catégories

(10) L'article 313 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux taux d'imposition que précise le règlement municipal visé au paragraphe (3) ou (5). 1998, chap. 3, par. 34 (7); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Définitions

(11) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

- "commercial classes" has the same meaning as in subsection 308 (1) of the Municipal Act, 2001; ("catégories commerciales")
- "industrial classes" has the same meaning as in subsection 308 (1) of the Municipal Act, 2001. ("catégories industrielles") 2002, c. 17, Sched. F, Table.

School tax rates for commercial and industrial classes

257.12.2 (1) The authority of the Minister of Finance to prescribe tax rates for school purposes under section 257.12 shall be used so that the requirements in this section are satisfied. 1998, c. 33, s. 44.

Application with respect to requisitions

(2) The authority of the Minister of Finance to requisition amounts under section 257.12.1 shall be used so that the tax rates set by the council of the municipality pursuant to the requisition result in the requirements in this section being satisfied. 1998, c. 33, s. 44.

2005 and after

(3) The weighted average tax rate for school purposes for the commercial classes for a municipality for 2005 and later years must not exceed the provincial average tax rate as prescribed. 2000, c. 25, s. 45 (9).

Before 2005, below provincial average tax rate

(4) For a year after 1998 but before 2005, if the weighted average tax rate for school purposes for the commercial classes for the municipality for the previous year was the provincial average tax rate as prescribed or less, the weighted average tax rate for school purposes for the commercial classes for the municipality for the current year must not exceed the provincial average tax rate as prescribed. 2000, c. 25, s. 45 (9).

Before 2005, above provincial average

- (5) For a year after 1998 but before 2005, if the weighted average tax rate for school purposes for the commercial classes for the municipality for the previous year was greater than the provincial average tax rate as prescribed, the weighted average tax rate for school purposes for the commercial classes for the municipality for the current year must not exceed a maximum determined in accordance with the following:
 - 1. Determine the amount by which the weighted average tax rate for school purposes for the commercial classes for the municipality for the previous year exceeds the provincial average tax rate as prescribed.
 - 2. Determine the number of years until 2005, including the current year and the year 2005.
 - 3. Divide the amount determined under paragraph 1 by the number of years under paragraph 2.
 - 4. The maximum is the weighted average tax rate for school purposes for the commercial classes for the

- «catégories commerciales» S'entend au sens du paragraphe 308 (1) de la Loi de 2001 sur les municipalités. («commercial classes»)
- «catégories industrielles» S'entend au sens du paragraphe 308 (1) de la Loi de 2001 sur les municipalités. («industrial classes») 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Taux des impôts scolaires applicables aux catégories commerciales et industrielles

257.12.2 (1) Le ministre des Finances se sert du pouvoir de prescrire le taux des impôts scolaires que lui confère l'article 257.12 de façon qu'il soit satisfait aux exigences du présent article. 1998, chap. 33, art. 44.

Application dans le cas des demandes

(2) Le ministre des Finances se sert du pouvoir de demander des sommes que lui confère l'article 257.12.1 de façon que la fixation des taux d'imposition par le conseil de la municipalité par suite de la demande permette qu'il soit satisfait aux exigences du présent article. 1998, chap. 33, art. 44.

Années 2005 et suivantes

(3) Le taux moyen pondéré des impôts scolaires applicable aux catégories commerciales pour une municipalité pour les années 2005 et suivantes ne doit pas dépasser le taux d'imposition moyen provincial prescrit. 2000, chap. 25, par. 45 (9).

Cas où le taux est inférieur au taux d'imposition moyen provincial

(4) Pour une année postérieure à 1998 mais antérieure à 2005, si le taux moyen pondéré des impôts scolaires applicable aux catégories commerciales pour la municipalité pour l'année précédente était égal ou inférieur au taux d'imposition moyen provincial prescrit, il ne doit pas dépasser ce taux pour l'année en cours. 2000, chap. 25, par. 45 (9).

Cas où le taux est supérieur au taux d'imposition moyen provincial

- (5) Pour une année postérieure à 1998 mais antérieure à 2005, si le taux moyen pondéré des impôts scolaires applicable aux catégories commerciales pour la municipalité pour l'année précédente était supérieur au taux d'imposition moyen provincial prescrit, il ne doit pas dépasser, pour l'année en cours, le plafond calculé comme
 - 1. Calculer l'excédent du taux moyen pondéré des impôts scolaires applicable aux catégories commerciales pour la municipalité pour l'année précédente sur le taux d'imposition moyen provincial prescrit.
 - 2. Calculer le nombre d'années de l'année en cours jusqu'à 2005, inclusivement.
 - 3. Diviser l'excédent obtenu aux termes de la disposition 1 par le nombre d'années obtenu aux termes de la disposition 2.
 - 4. Le plafond correspond au taux moyen pondéré des impôts scolaires applicable aux catégories commer-

municipality for the previous year minus the amount determined under paragraph 3. 2000, c. 25, s. 45 (9).

Weighted average tax rate

- (6) For the purposes of this section, the weighted average tax rate for school purposes for the commercial classes for a municipality is a percentage determined in accordance with the following:
 - 1. The weighted average tax rate for school purposes for the commercial classes for a municipality for a year shall be determined by adding the taxes for school purposes for the year on all property in the commercial classes in the municipality for the year, dividing that sum by the total assessment of such property, as set out in the assessment roll returned for the year, and multiplying by 100.
 - 2. The weighted average tax rate for school purposes for the commercial classes for a municipality for a previous year shall be determined by adding the taxes for school purposes for the previous year on all property that is in the municipality in the current year and was in the commercial classes for the previous year, dividing that sum by the total assessment of such property, as set out in the assessment roll returned for the previous year, and multiplying by 100.
 - 3. For the purposes of paragraph 2, the taxes for school purposes for a property with respect to which Part XXII.1 or Division B of Part XXII.2 of the *Municipal Act*, as that Part and that Division read on December 31, 2002, applied shall be deemed to be equal to the taxes that would have been raised by the tax rate prescribed by the Minister of Finance under section 257.12 or, if the Minister of Finance requisitioned an amount under section 257.12.1, by the tax rate set by the council of a municipality pursuant to the requisition. 1998, c. 33, s. 44; 2002, c. 17, Sched. F, Table.
 - (7) REPEALED: 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Regulations, accelerated rate reduction

(7.1) For greater clarity in interpreting this section, the Minister of Finance may make regulations to prescribe for a year before 2005 tax rates for school purposes in order to reduce the weighted average tax rate for school purposes for the commercial classes or the industrial classes below the maximum tax rate otherwise required under subsection (5). 1999, c. 9, s. 100 (1).

General or specific

(7.2) A regulation under subsection (7.1) may be general or specific in its application and may treat different municipalities differently. 1999, c. 9, s. 100 (1).

Industrial classes

(8) Subsections (3) to (7.2) also apply, with necessary modifications, with respect to the industrial classes. 1998, c. 33, s. 44; 1999, c. 9, s. 100 (2).

ciales pour la municipalité pour l'année précédente, déduction faite du nombre obtenu aux termes de la disposition 3. 2000, chap. 25, par. 45 (9).

Taux moyen pondéré des impôts

- (6) Pour l'application du présent article, le taux moyen pondéré des impôts scolaires applicable aux catégories commerciales pour une municipalité représente le pourcentage calculé comme suit :
 - 1. Le taux d'une année est calculé en additionnant les impôts scolaires prélevés pour cette année-là sur tous les biens situés dans la municipalité qui appartiennent aux catégories commerciales pendant l'année, en divisant cette somme par l'évaluation globale applicable à ces biens, telle qu'elle figure dans le rôle d'évaluation déposé pour l'année, et en multipliant par 100.
 - 2. Le taux d'une année antérieure est calculé en additionnant les impôts scolaires prélevés pour cette année-là sur tous les biens situés dans la municipalité pendant l'année en cours qui appartenaient aux catégories commerciales pour l'année précédente, en divisant cette somme par l'évaluation globale applicable à ces biens, telle qu'elle figure dans le rôle d'évaluation déposé pour l'année précédente, et en multipliant par 100.
 - 3. Pour l'application de la disposition 2, les impôts scolaires prélevés sur un bien à l'égard duquel s'appliquait la partie XXII.1 ou la section B de la partie XXII.2 de la *Loi sur les municipalités*, telles qu'elles existaient le 31 décembre 2002 sont réputés égaux aux impôts qui auraient été recueillis au moyen du taux que prescrit le ministre des Finances en vertu de l'article 257.12 ou, si celui-ci a demandé une somme en vertu de l'article 257.12.1, au moyen du taux que fixe le conseil d'une municipalité par suite de la demande. 1998, chap. 33, art. 44; 2002, chap. 17, annexe F, tableau.
 - (7) ABROGÉ: 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Règlements : réduction accélérée des impôts

(7.1) Aux fins de l'interprétation du présent article, il est entendu que le ministre des Finances peut, par règlement, prescrire pour une année antérieure à 2005 le taux des impôts scolaires afin de réduire le taux moyen pondéré des impôts scolaires applicable aux catégories commerciales ou industrielles en deçà du plafond exigé par ailleurs aux termes du paragraphe (5). 1999, chap. 9, par. 100 (1).

Portée

(7.2) Les règlements pris en application du paragraphe (7.1) peuvent avoir une portée générale ou particulière et traiter différemment des municipalités différentes. 1999, chap. 9, par. 100 (1).

Catégories industrielles

(8) Les paragraphes (3) à (7.2) s'appliquent également, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des catégories industrielles. 1998, chap. 33, art. 44; 1999, chap. 9, par. 100 (2).

Regulations

(8.1) The Minister of Finance may make regulations prescribing the provincial average tax rate for the purposes of this section and the regulations may be general or specific and may be different for different classes of real property. 2000, c. 25, s. 45 (11).

Definitions

- (9) In this section,
- "commercial classes" has the same meaning as in subsection 308 (1) of the *Municipal Act, 2001*; ("catégories commerciales")
- "industrial classes" has the same meaning as in subsection 308 (1) of the *Municipal Act, 2001*; ("catégories industrielles")
- "municipality" means a single-tier municipality or an upper-tier municipality. ("municipalité") 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Note: The amendments made by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 33 apply, except where the context otherwise requires, with respect to the entire 1998 taxation year not just that portion of it that follows December 18, 1998. See: 1998, c. 33, s. 47 (1).

Reduction below provincial average tax rate

(9.1) Nothing in this section affects the authority of the Minister of Finance to prescribe tax rates for school purposes under section 257.12 so that the weighted average tax rate for school purposes for the commercial classes or for the industrial classes for a municipality is less than the provincial average tax rate as prescribed. 1999, c. 9, s. 100 (3); 2000, c. 25, s. 45 (12).

Vacant unit rebate

257.12.3 Subsections 364 (1), (2), (3) and (5) to (24) of the *Municipal Act, 2001* apply with necessary modifications in respect of any area in which a board is required to levy rates for school purposes under this Division, and for that purpose, references to municipalities in those subsections shall be deemed to be references to the board that is required to levy rates for school purposes under this Division. 2000, c. 25, s. 45 (13); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Deferrals

257.13 (1) Where a by-law under subsection 319 (1) of the *Municipal Act*, 2001 is in effect in a municipality, the amount of payments that shall be made by the municipality to a board under section 257.11 shall be reduced by the total of all taxes levied by the municipality for the board under this Division that were deferred under the by-law. 1997, c. 31, s. 113 (2); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Same

(2) Deferred taxes described in subsection (1), and interest on those taxes as provided under the by-law, shall

Règlements

(8.1) Le ministre des Finances peut, par règlement, prescrire le taux d'imposition moyen provincial pour l'application du présent article. Les règlements peuvent avoir une portée générale ou particulière et peuvent être différents pour des catégories différentes de biens immeubles. 2000, chap. 25, par. 45 (11).

Définitions

- (9) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.
- «catégories commerciales» S'entend au sens du paragraphe 308 (1) de la *Loi de 2001 sur les municipalités*. («commercial classes»)
- «catégories industrielles» S'entend au sens du paragraphe 308 (1) de la *Loi de 2001 sur les municipalités*. («industrial classes»)
- «municipalité» Municipalité à palier unique ou municipalité de palier supérieur. («municipality») 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Remarque: Les modifications apportées par le chapitre 33 des. Lois de l'Ontario de 1998 s'appliquent, sauf si le contexte exige une autre interprétation, à l'année d'imposition 1998 tout entière et non seulement à la partie de cette année qui suit le 18 décembre 1998. Voir: 1998, chap. 33, par. 47 (1).

Réduction en deçà du taux d'imposition moyen provincial

(9.1) Le présent article n'a pas pour effet de porter atteinte au pouvoir du ministre des Finances de prescrire le taux des impôts scolaires en vertu de l'article 257.12 de sorte que le taux moyen pondéré des impôts scolaires applicable aux catégories commerciales ou aux catégories industrielles pour une municipalité soit inférieur au taux d'imposition moyen provincial prescrit. 1999, chap. 9, par. 100 (3); 2000, chap. 25, par. 45 (12).

Remise à l'égard des locaux vacants

257.12.3 Les paragraphes 364 (1), (2), (3) et (5) à (24) de la Loi de 2001 sur les municipalités s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de tout territoire dans lequel un conseil est tenu de prélever des impôts scolaires en application de la présente section. À cette fin, les mentions dans ces paragraphes de municipalités sont réputées des mentions du conseil qui est tenu de prélever ces impôts. 2000, chap. 25, par. 45 (13); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Reports

257.13 (1) Si un règlement municipal adopté en vertu du paragraphe 319 (1) de la *Loi de 2001 sur les municipalités* est en vigueur dans une municipalité, le total de tous les impôts que prélève celle-ci pour un conseil aux termes de la présente section et qui sont reportés en vertu de ce règlement est déduit du montant des versements que la municipalité est tenue de faire au conseil aux termes de l'article 257.11. 1997, chap. 31, par. 113 (2); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Idem

(2) La municipalité verse au conseil les impôts reportés visés au paragraphe (1), ainsi que les intérêts sur be paid by the municipality to the board when the amounts are paid to the municipality. 1997, c. 31, s. 113 (2).

Reductions

257.13.1 A tax levied under this Division shall be deemed to be a municipal property tax for the purposes of section 136 of the *Tenant Protection Act, 1997.* 1997, c. 31, s. 113 (2).

Regulations, unpaid taxes in territory being organized

- 257.13.2 The Lieutenant Governor in Council may make regulations governing the collection of unpaid taxes for school purposes, including unpaid taxes under section 21.1 of the *Provincial Land Tax Act*, on property in unorganized territory that is annexed to a municipality or that is incorporated as a municipality including, without limiting the generality of the foregoing,
 - (a) requiring the municipality to make payments in respect of unpaid taxes to boards;
 - (b) for the purposes prescribed in the regulations, deeming the taxes to be taxes for municipal purposes levied by the municipality. 1998, c. 3, s. 34 (8).

Regulations, Minister of Education and Training

257.14 (1) The Minister of Education and Training may make regulations,

- (a) providing that a board specified in the regulation in the area of jurisdiction of an English-language public district school board or a district school area board mentioned in paragraph 2 or 3 of subsection 257.7 (1) perform the duties imposed by those paragraphs instead of the English-language public district school board or the district school area board in that board's area of jurisdiction;
- (b) providing that a board specified in the regulation that is not mentioned in paragraphs 2 or 3 of subsection 257.7 (1), the area of jurisdiction of which includes territory without municipal organization that is not deemed under section 56 or subsection 58.1 (2) to be attached to a municipality, perform the duties imposed by those paragraphs in its area of jurisdiction even if the area of jurisdiction of that board is in whole or in part the area of jurisdiction of a board mentioned in paragraphs 2 and 3 of subsection 257.7 (1);
- (c) providing that a board specified in the regulation perform the duties of a board mentioned in section 256 or subsection 255 (1) of this Act or subsection 21.1 (1) of the *Provincial Land Tax Act*, or any of them, respecting the levying and collecting of rates, taxes or tax rates, as the case may be, in the area of jurisdiction of the board it is replacing;
- (c.1) providing for boards that are required to levy tax rates under section 257.7 of this Act or section 21.1 of the *Provincial Land Tax Act* to levy tax rates, in accordance with the regulations, for the purposes

ces impôts de la façon prévue par le règlement municipal, lorsqu'elle reçoit ces sommes. 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Réductions

257.13.1 Les impôts prélevés aux termes de la présente section sont réputés des impôts fonciers municipaux pour l'application de l'article 136 de la *Loi de 1997 sur la protection des locataires*. 1997, chap. 31, par. 113 (2).

Règlements : impôts impayés dans un territoire non érigé en municipalité

- 257.13.2 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir la perception des impôts scolaires impayés, y compris les impôts prévus par l'article 21.1 de la *Loi sur l'impôt foncier provincial*, prélevés sur les biens d'un territoire non érigé en municipalité qui est annexé à une municipalité ou qui est constitué en municipalité, notamment :
 - a) exiger que la municipalité fasse des paiements aux conseils au titre des impôts impayés;
 - b) aux fins prescrites dans les règlements, déclarer que les impôts sont réputés des impôts prélevés aux fins municipales par la municipalité. 1998, chap. 3, par. 34 (8).

Règlements : ministre de l'Éducation et de la Formation

257.14 (1) Le ministre de l'Éducation et de la Formation peut, par règlement :

- a) prévoir que le conseil qui y est précisé et qui est situé dans le territoire de compétence d'un conseil scolaire de district public de langue anglaise ou d'un conseil de secteur scolaire de district mentionné à la disposition 2 ou 3 du paragraphe 257.7 (1) exerce les fonctions qu'attribuent ces dispositions à la place du conseil scolaire de district public de langue anglaise ou du conseil de secteur scolaire de district dans son territoire de compétence;
- b) prévoir que le conseil qui y est précisé et qui n'est pas mentionné à la disposition 2 ou 3 du paragraphe 257.7 (1), mais dont le territoire de compétence comprend un territoire non érigé en municipalité qui n'est pas réputé rattaché à une municipalité aux termes de l'article 56 ou du paragraphe 58.1 (2), exerce les fonctions qu'attribuent ces dispositions dans son territoire de compétence même si celui-ci correspond, en totalité ou en partie, à celui d'un conseil mentionné à ces dispositions;
- c) prévoir que le conseil qui y est précisé exerce tout ou partie des fonctions d'un conseil mentionné à l'article 256 ou au paragraphe 255 (1) de la présente loi ou au paragraphe 21.1 (1) de la Loi sur l'impôt foncier provincial en ce qui concerne le prélèvement et la perception d'impôts dans le territoire de compétence du conseil qu'il remplace;
- c.1) prévoir que les conseils qui sont tenus de prélever des impôts aux termes de l'article 257.7 de la présente loi ou de l'article 21.1 de la Loi sur l'impôt foncier provincial prélèvent également, conformé-

- of raising interim levies including, without limiting the generality of the foregoing, providing for anything provided for under section 317 of the *Municipal Act*, 2001;
- (d) providing for the apportionment and distribution of amounts levied under subsection 257.7 (1) on residential property taxable for English-language public board purposes between a district school area board and a board established under section 67, where the property is in the area of jurisdiction of both boards:
- (e) respecting the form and contents of the tax roll in connection with taxes for school purposes;
- (f) providing, despite any provision of this Act or the *Provincial Land Tax Act*, that parts of territory described in subsection (2) shall be deemed, until the territory becomes or is included in a municipality, to be attached to a municipality under section 56 or clause 58.1 (2) (m), for the purposes of this Division and of section 21.1 of the *Provincial Land Tax Act*;
- (g) providing for such transitional matters as the Minister considers necessary or advisable in connection with a change as to which board or municipality is required to do a thing under this Division or under section 21.1 of the *Provincial Land Tax Act* in relation to territory without municipal organization;
- (h) governing the levying of rates under subsection 255 (1) or 256 (1);
- (i) providing, despite any provision of this Act, the *Municipal Act, 2001*, or the *Provincial Land Tax Act*, that boards and municipalities may, in a year, levy or collect rates for 1998, 1999, 2000 or 2001 in respect of property in territory without municipal organization, subject to conditions set out in the regulation. 1997, c. 31, s. 113 (2); 1998, c. 3, s. 34 (9); 1998, c. 33, s. 45 (1, 2); 2002, c. 8, Sched. A, s. 2 (1); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Note: The amendments made by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 33 apply, except where the context otherwise requires, with respect to the entire 1998 taxation year not just that portion of it that follows December 18, 1998. See: 1998, c. 33, s. 47 (1).

Clause (1) (f)

(2) The territory referred to in clause (1) (f) is territory without municipal organization that, on December 31, 1997, was attached to a municipality for school purposes and that, on January 1, 1998, was not so attached. 1998, c. 33, s. 45 (3).

General or particular

(3) A regulation under subsection (1) may be general or particular. 1998, c. 33, s. 45 (3).

- ment aux règlements, des impôts provisoires, et notamment prévoir tout ce que prévoit l'article 317 de la *Loi de 2001 sur les municipalités*;
- d) prévoir la répartition, entre un conseil de secteur scolaire de district et un conseil créé en vertu de l'article 67, des sommes prélevées aux termes du paragraphe 257.7 (1) sur les biens résidentiels qui sont imposables aux fins des conseils publics de langue anglaise et qui se trouvent dans le territoire de compétence des deux conseils;
- e) traiter de la forme et du contenu du rôle d'imposition en ce qui concerne les impôts scolaires;
- f) prévoir, malgré toute disposition de la présente loi ou de la *Loi sur l'impôt foncier provincial*, que des parties d'un territoire dont il est question au paragraphe (2) sont réputées, jusqu'à ce que le territoire devienne une municipalité ou soit compris dans une municipalité, être rattachées à une municipalité aux termes de l'article 56 ou de l'alinéa 58.1 (2) m) pour l'application de la présente section et de l'article 21.1 de la *Loi sur l'impôt foncier provincial*;
- g) prévoir les questions de transition que le ministre estime nécessaires ou souhaitables en ce qui concerne le changement du conseil ou de la municipalité qui est tenu d'accomplir un acte aux termes de la présente section ou de l'article 21.1 de la *Loi sur l'impôt foncier provincial* en ce qui a trait à un territoire non érigé en municipalité;
- h) régir le prélèvement d'impôts aux termes du paragraphe 255 (1) ou 256 (1);
- i) prévoir, malgré toute disposition de la présente loi, de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou de la *Loi sur l'impôt foncier provincial*, que les conseils et les municipalités peuvent prélever ou percevoir, dans une année, des impôts pour 1998, 1999, 2000 ou 2001 sur les biens qui se trouvent dans un territoire non érigé en municipalité, sous réserve des conditions énoncées dans le règlement. 1997, chap. 31, par. 113 (2); 1998, chap. 3, par. 34 (9); 1998, chap. 33, par. 45 (1) et (2); 2002, chap. 8, annexe A, par. 2 (1); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Remarque: Les modifications apportées par le chapitre 33 des Lois de l'Ontario de 1998 s'appliquent, sauf si le contexte exige une autre interprétation, à l'année d'imposition 1998 tout entière et non seulement à la partie de cette année qui suit le 18 décembre 1998. Voir: 1998, chap. 33, par. 47 (1).

Alinéa (1) f)

(2) Le territoire visé à l'alinéa (1) f) est un territoire non érigé en municipalité qui était rattaché à une municipalité aux fins scolaires le 31 décembre 1997, mais qui ne l'était plus le 1^{er} janvier 1998. 1998, chap. 33, par. 45 (3).

Portée

(3) Les règlements pris en application du paragraphe (1) peuvent avoir une portée générale ou particulière. 1998, chap. 33, par. 45 (3).

Note: The amendments made by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 33 apply, except where the context otherwise requires, with respect to the entire 1998 taxation year not just that portion of it that follows December 18, 1998. See: 1998, c. 33, s. 47 (1).

Retroactive

(4) A regulation made under clause (1) (i) is, if it so provides, effective with respect to a period before it is filed. 2002, c. 8, Sched. A, s. 2 (2).

DIVISION C TAXES SET BY BOARDS

Interpretation

257.15 (1) In this Division,

"common jurisdictional area", in respect of two or more boards, means the area that is within the area of jurisdiction of both or all of those boards; ("territoire commun de compétence")

"municipality" includes an upper-tier muncipality. ("municipalité") 1997, c. 31, s. 113 (3); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Types of boards

- (2) For the purposes of this Division, the following are types of boards:
 - 1. English-language public board.
 - 2. English-language Roman Catholic board.
 - 3. French-language public district school board.
 - 4. French-language separate district school board.
 - 5. Protestant separate school board. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Rates set by boards

257.16 (1) For the purpose of raising money for its purposes, a board may determine, levy and collect rates on assessment for real property that is rateable for the board's purposes as provided in section 257.17. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Subscriptions

(2) For the purpose of raising money for its purposes, a Roman Catholic board may collect subscriptions on and from persons sending children to or subscribing towards the support of the board. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Assessment rateable under s. 257.16

257.17 For the purposes of section 257.16, the following assessment for real property is rateable for a board's purposes:

- 1. The assessment of residential property that is entered against an individual who is in respect of that property a supporter of that type of board.
- 2. The assessment of residential property that is entered against a partnership or corporation to which section 237 applies, to the extent that the

Remarque: Les modifications apportées par le chapitre 33 des Lois de l'Ontario de 1998 s'appliquent, sauf si le contexte exige une autre interprétation, à l'année d'imposition 1998 tout entière et non seulement à la partie de cette année qui suit le 18 décembre 1998. Voir: 1998, chap. 33, par. 47 (1).

Rétroactivité

(4) Les règlements pris en application de l'alinéa (1) i) qui comportent une disposition en ce sens ont un effet rétroactif. 2002, chap. 8, annexe A, par. 2 (2).

SECTION C IMPÔTS FIXÉS PAR LES CONSEILS

Dispositions interprétatives

257.15 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente section.

«municipalité» S'entend en outre d'une municipalité de palier supérieur. («municipality»)

«territoire commun de compétence» À l'égard de deux conseils ou plus, s'entend du secteur compris dans le territoire de compétence de ces conseils. («common jurisdictional area») 1997, chap. 31, par. 113 (3); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Genres de conseils

- (2) Pour l'application de la présente section, les genres de conseils sont les suivants :
 - 1. Les conseils publics de langue anglaise.
 - 2. Les conseils catholiques de langue anglaise.
 - Les conseils scolaires de district publics de langue française.
 - 4. Les conseils scolaires de district séparés de langue française.
 - 5. Les conseils d'écoles séparées protestantes. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Impôts fixés par les conseils

257.16 (1) Dans le but de recueillir des fonds à ses fins, le conseil peut fixer, prélever et percevoir des impôts sur l'évaluation des biens immeubles qui sont imposables à ses fins comme le prévoit l'article 257.17. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Contributions

(2) Dans le but de recueillir des fonds à ses fins, le conseil catholique peut percevoir des contributions auprès des personnes dont les enfants fréquentent ses écoles ou qui contribuent à son soutien. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Évaluation imposable en vertu de l'article 257.16

257.17 Pour l'application de l'article 257.16, sont imposables aux fins du conseil les évaluations de biens immeubles qui suivent :

- 1. L'évaluation d'un bien résidentiel portée au nom d'un particulier qui est, à l'égard de ce bien, un contribuable de ce genre de conseil.
- L'évaluation d'un bien résidentiel portée au nom d'une société en nom collectif ou d'une personne morale à laquelle s'applique l'article 237, dans la

- assessment is entered and assessed for the purposes of that type of board.
- 3. The assessment of business property that is entered against an individual who is in respect of that property a supporter of that type of board.
- 4. The assessment of business property that is entered against a corporation sole and assessed for the purposes of that type of board. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Agreements with municipalities re collection

257.18 (1) Subject to the regulations, a board and a municipality may enter into an agreement providing for the municipality to levy and collect rates determined by a board under section 257.16. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Regulations

(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations, which may be general or particular, respecting the terms of agreements referred to in subsection (1). 1997, c. 31, s. 113 (3).

Collection powers of boards

257.19 (1) A municipality or board that levies or collects rates for school purposes under this Division has, for purposes of the collection, chargeback, cancellation, refund or rebate of the rates, the same powers and duties as a municipality has in respect of the collection, chargeback, cancellation, refund or rebate of rates levied for municipal purposes, including powers and duties relating to the sale of land for tax arrears. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Powers of officers

(2) The officers of a municipality or of a board that levies or collects rates for school purposes under this Division have the same powers and duties in respect of the collection, chargeback, cancellation, refund or rebate of rates levied under this Division, including powers and duties relating to the sale of land for tax arrears, as officers of a municipality have in respect of rates levied for municipal purposes. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Application of s. 349 of Municipal Act, 2001

(3) Section 349 of the *Municipal Act, 2001* applies to rates levied under this Division. 1997, c. 31, s. 113 (3); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Regulations

- (4) The Minister of Finance may make regulations, which may be general or particular in their application,
 - (a) varying, limiting or excluding the powers and duties under this section of municipalities and boards and of the officers of municipalities and boards; and
 - (b) providing for anything that the Minister considers necessary or advisable to ensure that tax collection by municipalities and boards under the provisions of this Division is co-ordinated with tax collection

- mesure où l'évaluation est inscrite et fait l'objet d'une cotisation aux fins de ce genre de conseil.
- 3. L'évaluation d'un bien d'entreprise portée au nom d'un particulier qui est, à l'égard de ce bien, un contribuable de ce genre de conseil.
- 4. L'évaluation d'un bien d'entreprise portée au nom d'une personne morale simple et qui fait l'objet d'une cotisation aux fins de ce genre de conseil. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Ententes avec les municipalités pour la perception

257.18 (1) Sous réserve des règlements, un conseil et une municipalité peuvent conclure une entente prévoyant le prélèvement et la perception, par la municipalité, des impôts que le conseil fixe en vertu de l'article 257.16. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Règlements

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement qui peut avoir une portée générale ou particulière, traiter des clauses des ententes visées au paragraphe (1). 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Pouvoirs des conseils en matière de perception

257.19 (1) La municipalité ou le conseil qui prélève ou perçoit des impôts scolaires en vertu de la présente section exerce, aux fins de la perception, de l'imputation, de l'annulation, du remboursement ou de la remise de ces impôts, les mêmes pouvoirs et fonctions qu'exerce une municipalité à cet égard pour les impôts prélevés aux fins municipales, notamment en ce qui concerne la vente d'un bien-fonds pour arriérés d'impôts. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Pouvoirs des agents et fonctionnaires

(2) Les fonctionnaires ou agents d'une municipalité ou d'un conseil qui prélève ou perçoit des impôts scolaires aux termes de la présente section exercent, aux fins de la perception, de l'imputation, de l'annulation, du remboursement ou de la remise de ces impôts, les mêmes pouvoirs et fonctions qu'exercent les fonctionnaires municipaux à cet égard pour les impôts prélevés aux fins municipales, notamment en ce qui concerne la vente d'un bien-fonds pour arriérés d'impôts. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Application de l'art. 349 de la Loi de 2001 sur les municipalités

(3) L'article 349 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* s'applique aux impôts prélevés en vertu de la présente section. 1997, chap. 31, par. 113 (3); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Règlements

- (4) Le ministre des Finances peut, par règlement qui peut avoir une portée générale ou particulière :
 - a) modifier, restreindre ou exclure les pouvoirs et les fonctions que le présent article attribue aux municipalités, aux conseils et à leurs fonctionnaires ou agents;
 - b) prévoir tout ce qu'il estime nécessaire ou souhaitable pour faire en sorte que la perception des impôts par les municipalités et les conseils en vertu de la présente section soit coordonnée avec la perception

under any other provisions of this Act or under the provisions of any other Act and, for the purpose, varying, limiting or excluding the application of any provision of this or any other Act. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Designation by individuals re business property

257.20 (1) For the purposes of rates levied under this Division, section 236 applies with necessary modifications to permit an individual to give notice in respect of assessment for business property and, for the purpose, a reference to "residential property" shall be deemed to be a reference to "business property". 1997, c. 31, s. 113 (3).

Exception

(2) Despite subsection (1), a person who is an owner or tenant of business property outside the area of jurisdiction of all boards is not entitled to apply under this section. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Limitation on s. 257.20 where residential property assessed

257.21 If an individual is an owner or tenant of residential property in the area of jurisdiction of a board and is also the owner or tenant of business property in the area of jurisdiction of that board,

- (a) the person shall be deemed to have applied in respect of the business property under section 16 of the Assessment Act to the assessment commissioner for the area in which the business property is located, to have his or her name included or altered in the assessment roll as a supporter of that board in respect of the business property; and
- (b) despite section 257.20, the person is not entitled to apply under section 16 of the *Assessment Act* to have his or her name included or altered in the assessment roll as a supporter of a different board in respect of business property within the area of jurisdiction of that board. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Designation by corporations sole re business assessment

257.22 For the purpose of rates levied under this Division, section 237 applies with necessary modifications to permit a corporation sole to give notice in respect of its assessment for business property and, for the purpose, a reference to "residential property" shall be deemed to be a reference to "business property". 1997, c. 31, s. 113 (3).

Assessment of certain tenants

257.23 (1) For the purposes of rates levied under this Division, subsections 237 (1) to (11) and (14) to (17) apply with necessary modifications to the assessment of residential property entered against a partnership or corporation, other than a designated ratepayer as defined in subsection 238 (1), that is a tenant of the property. 1997, c. 31, s. 113 (3).

d'impôts aux termes de toute autre disposition de la présente loi ou d'une autre loi et, à cette fin, modifier, restreindre ou exclure l'application d'une disposition de la présente loi ou d'une autre loi. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Choix des particuliers au sujet des biens d'entreprise

257.20 (1) Aux fins des impôts prélevés en vertu de la présente section, l'article 236 s'applique, avec les adaptations nécessaires, pour permettre à un particulier de donner un avis à l'égard de l'évaluation d'un bien d'entreprise. À cette fin, la mention d'un «bien résidentiel» est réputée une mention d'un «bien d'entreprise». 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Exception

(2) Malgré le paragraphe (1), quiconque est propriétaire ou locataire d'un bien d'entreprise qui se trouve en dehors du territoire de compétence de tout conseil n'a pas le droit de présenter une demande en vertu du présent article. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Restriction de l'application de l'art. 257.20 en cas d'évaluation de biens résidentiels

257.21 Si un particulier est propriétaire ou locataire d'un bien résidentiel et d'un bien d'entreprise qui se trouvent dans le territoire de compétence d'un conseil :

- a) d'une part, il est réputé avoir présenté une demande à l'égard du bien d'entreprise en vertu de l'article 16 de la Loi sur l'évaluation foncière au commissaire à l'évaluation du secteur dans lequel se trouve ce bien, en vue de faire ajouter son nom au rôle d'évaluation à titre de contribuable de ce conseil à l'égard de ce bien ou d'y faire modifier son statut en ce sens;
- b) d'autre part, malgré l'article 257.20, il n'a pas le droit de présenter une demande en vertu de l'article 16 de la *Loi sur l'évaluation foncière* en vue de faire ajouter son nom au rôle d'évaluation à titre de contribuable d'un conseil différent à l'égard du bien d'entreprise qui se trouve dans le territoire de compétence de ce conseil ou d'y faire modifier son statut en ce sens. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Choix des personnes morales simples au sujet des biens d'entreprise

257.22 Aux fins des impôts prélevés en vertu de la présente section, l'article 237 s'applique, avec les adaptations nécessaires, pour permettre à une personne morale simple de donner un avis à l'égard de la cotisation dont elle fait l'objet pour un bien d'entreprise qui lui appartient. À cette fin, la mention d'un «bien résidentiel» est réputée la mention d'un «bien d'entreprise». 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Évaluation de certains locataires

257.23 (1) Aux fins des impôts prélevés en vertu de la présente section, les paragraphes 237 (1) à (11) et (14) à (17) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'évaluation d'un bien résidentiel inscrite pour une société en nom collectif ou une personne morale, à l'exclusion d'un contribuable désigné au sens du paragraphe 238 (1), qui est locataire du bien. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Same

(2) For the purposes of rates levied under this Division, a notice in respect of residential property given under subsection 237 (12) indicating the proportions of amounts to be distributed to each board shall be deemed to be a notice given under subsection 237 (3) requiring the same proportions of the assessment of the property to be entered and assessed for the purposes of the same boards. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Tenant priority

257.24 (1) The tenant of land shall be deemed to be the person primarily liable for the payment of school rates imposed under this Division and for determining the type of board to which those rates shall be applied. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Same

(2) No agreement between the owner and tenant as to the payment of rates as between themselves alters or affects the operation of this section. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Regulations re property classes and tax ratios

257.25 (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations for the purposes of this Division prescribing property classes and establishing school purpose tax ratios for municipalities and territory without municipal organization that are situated within the area of jurisdiction of a board. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Same

(2) A regulation made under subsection (1) may establish different school purpose tax ratios for the areas of jurisdiction of different boards. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Same

(3) A regulation made under subsection (1) prescribing property classes shall prescribe the residential property class as prescribed under the *Assessment Act.* 1997, c. 31, s. 113 (3); 2002, c. 22, s. 59 (1).

Definition

- (4) In subsection (1),
- "school purpose tax ratio" means the ratio that the rate levied for a board's purposes for each property class prescribed under subsection (1) must be to the rate levied for the board's purposes for the residential property class. 1997, c. 31, s. 113 (3); 2002, c. 22, s. 59 (2).

Determination of rates

257.26 (1) Where a board determines rates under this Division, the board shall determine the rates in such a way that the rates on the different classes of property are in the same proportion to each other as the tax ratios established under section 257.25 for the property classes are to each other. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Idem

(2) Aux fins des impôts prélevés en vertu de la présente section, l'avis donné à l'égard d'un bien résidentiel en vertu du paragraphe 237 (12) et indiquant les proportions de la répartition de sommes entre les conseils est réputé un avis donné en vertu du paragraphe 237 (3) et demandant que l'évaluation du bien soit inscrite et fasse l'objet d'une cotisation aux fins des mêmes conseils, dans les mêmes proportions. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Priorité des locataires

257.24 (1) Le locataire d'un bien-fonds est réputé la personne principalement responsable du paiement des impôts scolaires établis aux termes de la présente section et du choix du genre de conseil auquel ceux-ci doivent être affectés. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Iden

(2) Aucune entente conclue entre le propriétaire et le locataire quant au paiement des impôts n'a d'incidence sur l'application du présent article ni ne la modifie. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Règlements : catégories de biens et coefficients d'impôt

257.25 (1) Pour l'application de la présente section, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire des catégories de biens et fixer des coefficients d'impôt scolaire qui sont applicables à une municipalité et à un territoire non érigé en municipalité situés dans le territoire de compétence d'un conseil. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Idem

(2) Les règlements pris en application du paragraphe (1) peuvent fixer des coefficients d'impôt scolaire différents pour les territoires de compétence de différents conseils. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Idem

(3) Les règlements prescrivant des catégories de biens pris en application du paragraphe (1) prescrivent la catégorie des biens résidentiels telle qu'elle est prescrite aux termes de la *Loi sur l'évaluation foncière*. 1997, chap. 31, par. 113 (3); 2002, chap. 22, par. 59 (1).

Définition

- (4) La définition qui suit s'applique au paragraphe (1).
- «coefficient d'impôt scolaire» S'entend du rapport qui existe entre les impôts prélevés aux fins d'un conseil sur chaque catégorie de biens prescrite en vertu du paragraphe (1) et les impôts prélevés à ces fins sur la catégorie des biens résidentiels. 1997, chap. 31, par. 113 (3); 2002, chap. 22, par. 59 (2).

Fixation des impôts

257.26 (1) Le conseil qui fixe des impôts en vertu de la présente section fait en sorte que le rapport entre les impôts applicables aux différentes catégories de biens soit le même que celui qui existe entre les coefficients d'impôt applicables à ces catégories qui sont fixés aux termes de l'article 257.25. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Same

(2) A board may determine different rates under subsection (1) for a municipality, a part of a municipality, territory without municipal organization or part of territory without municipal organization. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Regulations

257.27 (1) The Minister may make regulations,

- (a) governing the form and content of tax notices and the giving of tax notices in connection with rates imposed under this Division;
- (b) requiring boards that determine rates under this Division to prepare documents respecting,
 - (i) the budgeting process and financial planning relied on in determining the rates, and
 - (ii) the revenues raised or expected to be raised by the rates;
- (c) respecting the form and contents of the documents referred to in clause (b);
- (d) requiring boards to report to the Minister and to the ratepayers of the board on any matter referred to in subclause (b) (i) or (ii), in the form and manner specified in the regulations. 1997, c. 31, s. 113 (3).

General or particular

(2) A regulation made under this section may be general or particular. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Borrowing powers of Roman Catholic boards

257.28 (1) A Roman Catholic board may pass by-laws for borrowing money, by mortgages or other instruments, on the security of the schoolhouse property and premises and any other real or personal property vested in the board and on the security of the board's rates imposed under this Division, for the purpose of paying the cost of school sites, school buildings or additions or repairs to them, or for any other board purposes. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Terms of payment

(2) The principal money may be made payable in annual or other instalments, with or without interest, and the board, in addition to all other rates or money that it may levy in any one year, may levy and collect in each year such further sum as may be required for paying all principal and interest falling due in that year, and the same shall be levied and collected in each year in the same manner and from the like persons and property by, from, on or out of which other separate school rates may be levied and collected. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Debentures

(3) The mortgages and other instruments may in the discretion of the board be made in the form of debentures,

Idem

(2) Le conseil peut fixer des impôts différents aux termes du paragraphe (1) pour tout ou partie d'une municipalité ou d'un territoire non érigé en municipalité. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Règlements

257.27 (1) Le ministre peut, par règlement :

- a) régir la forme, le contenu et la remise des avis d'imposition relatifs aux impôts établis en vertu de la présente section;
- exiger que les conseils qui fixent des impôts en vertu de la présente section rédigent des documents concernant :
 - (i) le processus d'établissement des budgets et la planification financière sur lesquels s'appuie la fixation des impôts,
 - (ii) les recettes provenant ou attendues des impôts;
- c) traiter de la forme et du contenu des documents visés à l'alinéa b);
- d) exiger que les conseils présentent au ministre et à leurs contribuables un rapport sur toute question visée au sous-alinéa b) (i) ou (ii), sous la forme et de la manière précisées par règlement. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Portée

(2) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Pouvoirs d'emprunt des conseils catholiques

257.28 (1) Le conseil catholique peut adopter des règlements administratifs pour contracter des emprunts, au moyen d'hypothèques ou d'autres instruments, que garantissent les biens et locaux scolaires et les autres biens meubles ou immeubles dévolus au conseil, ainsi que les impôts du conseil établis en vertu de la présente section, dans le but de payer le coût des emplacements scolaires, des bâtiments scolaires et des agrandissements ou des réparations apportées à ces bâtiments ou à toute autre fin du conseil. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Modalités de paiement

(2) Le capital peut être remboursable par annuités ou autres versements échelonnés, avec ou sans intérêt. Outre les autres impôts et sommes qu'il peut prélever au cours d'une année, le conseil peut prélever et percevoir chaque année toute autre somme nécessaire au règlement de la tranche du capital et des intérêts qui vient à échéance cette année-là et ce, de la même façon que peuvent l'être les autres impôts destinés aux écoles séparées, auprès des mêmes personnes et sur les mêmes biens. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Débentures

(3) Les hypothèques et autres instruments peuvent, à la discrétion du conseil, prendre la forme de débentures.

and the debentures are a charge on the same property and the same rates as in the case of mortgages thereof made by the board. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Amounts

(4) The debentures issued under the by-law may be for the amounts that the board considers expedient. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Maturity

(5) The debt to be so incurred and the debentures to be issued for it may be made payable in 30 years at the furthest, and in equal annual instalments of principal and interest, or in any other manner authorized by the regulations made under subsection 247 (3). 1997, c. 31, s. 113 (3).

Sinking fund

(6) Where the debt is not payable by instalments, the board shall levy in each year during the currency of the debt in addition to the amount required to pay the interest falling due in that year a sum such that the aggregate amount so levied during the currency of the debt, with the estimated interest on the investments of the aggregate amount, will be sufficient to discharge the debt when it becomes payable. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Investment of fund

(7) The sum referred to in subsection (6) shall be deposited into a fund established under clause 247 (3) (d) and, subject to the other provisions of this section, a regulation made under clause 247 (3) (d), (g) or (h) applies with necessary modifications to the application of the money in the fund. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Publication of notice of by-law

- (8) Before a by-law for borrowing money for a permanent improvement is acted on, notice of the passing of the by-law shall be published for three consecutive weeks in a newspaper having general circulation within the separate school zone stating,
 - (a) the purpose for which the money is to be borrowed;
 - (b) the amount to be borrowed and the security for the amount; and
 - (c) the terms of repayment including the rate of interest,

and, if no application to quash the by-law is made for three months after publication of notice of the passing of the by-law, the by-law is valid despite any want of substance or form in the by-law or in the time or manner of passing the by-law. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Non-application of s. 242

(9) Section 242 does not apply in relation to borrowing under this section. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Notice to assessment commissioner

257.29 (1) A board shall give written notice to the assessment commissioner of its intention to levy rates

Celles-ci grèvent les mêmes biens et les mêmes impôts que les hypothèques dont le conseil grève ceux-ci. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Montant des débentures

(4) Les débentures émises aux termes du règlement administratif peuvent être du montant que le conseil estime opportun. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Échéance

(5) La dette ainsi contractée et les débentures qui sont émises à cet effet peuvent être remboursables en 30 ans au maximum et en annuités égales du capital et des intérêts, ou d'une autre façon autorisée par les règlements pris en application du paragraphe 247 (3). 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Fonds d'amortissement

(6) Si la dette n'est pas remboursable par versements échelonnés, le conseil prélève, chaque année où la dette reste impayée, la somme nécessaire pour payer les intérêts courus cette année-là et une somme telle que le total des sommes ainsi prélevées pendant que la dette reste impayée, avec l'intérêt prévu sur les placements faits avec ce total, suffise pour acquitter la dette à son échéance. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Placement du fonds

(7) La somme visée au paragraphe (6) est déposée dans un fonds constitué en vertu de l'alinéa 247 (3) d) et, sous réserve des autres dispositions du présent article, les règlements pris en application de l'alinéa 247 (3) d), g) ou h) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'affectation des sommes qui y sont détenues. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Publication de l'avis de règlement administratif

- (8) Avant qu'un règlement administratif portant sur les emprunts aux fins d'améliorations permanentes soit appliqué, un avis de son adoption est publié pendant trois semaines consécutives dans un journal à grande diffusion de la zone d'écoles séparées. Cet avis indique :
 - a) le but de l'emprunt;
 - b) la somme à emprunter et la garantie fournie;
 - c) les modalités de remboursement, y compris le taux d'intérêt.

Si aucune requête en annulation du règlement administratif n'est présentée dans les trois mois de la publication de l'avis, le règlement administratif est valide malgré un vice de fond ou de forme ou malgré une erreur dans la façon ou le moment où il a été adopté. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Non-application de l'art. 242

(9) L'article 242 ne s'applique pas aux emprunts contractés en vertu du présent article. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Avis

257.29 (1) Le conseil donne un avis écrit au commissaire à l'évaluation de son intention de prélever des

under this Division at least 12 months before January 1 of the first year in respect of which a board levies rates under this Division. 1997, c. 31, s. 113 (3).

Same

(2) A board is not entitled to determine, levy or collect rates under this Division unless it has given the notice referred to in subsection (1). 1997, c. 31, s. 113 (3).

DIVISION D SUPERVISION OF BOARDS' FINANCIAL AFFAIRS

Investigation of board's financial affairs

257.30 (1) The Minister may direct an investigation of the financial affairs of a board if.

- (a) the financial statements of the board for a fiscal year, or the auditor's report on the statements, required to be submitted to the Ministry under section 252, indicate that the board had a deficit for that year;
- (b) the board has failed to pay any of its debentures or instruments prescribed under clause 247 (3) (f) or interest on them, after payment of the debenture, instrument or interest is due and has been demanded;
- (c) the board has failed to pay any of its other debts or liabilities when due and default in payment is occasioned from financial difficulties affecting the board; or
- (d) the Minister has concerns about the board's ability to meet its financial obligations. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Appointment of investigator

(2) The Minister may appoint as an investigator a person licensed under the *Public Accountancy Act* or an employee in the Ministry. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Powers of investigator

- (3) An investigator may,
- (a) require the production of any records that may in any way relate to the financial affairs of the board;
- (b) examine and copy any records required under clause (a); and
- (c) require any officer of the board or any other person to appear before him or her and give evidence, on oath or affirmation, relating to the financial affairs of the board. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Same

(4) For the purposes of carrying out an investigation, an investigator has the powers of a commission under Part II of the *Public Inquiries Act* and that Part applies to an investigation as if it were an inquiry under that Act. 1997, c. 31, s. 113 (4).

impôts en vertu de la présente section au moins 12 mois avant le 1^{er} janvier de la première année du prélèvement. 1997, chap. 31, par. 113 (3).

Idem

(2) Le conseil n'a pas le droit de fixer, de prélever ni de percevoir des impôts en vertu de la présente section s'il n'a pas donné l'avis mentionné au paragraphe (1). 1997, chap. 31, par. 113 (3).

SECTION D CONTRÔLE DES AFFAIRES FINANCIÈRES DES CONSEILS

Enquête sur les affaires financières des conseils

257.30 (1) Le ministre peut ordonner la tenue d'une enquête sur les affaires financières d'un conseil si, selon le cas :

- a) les états financiers du conseil pour un exercice ou le rapport du vérificateur sur ces états, qui doivent être remis au ministère aux termes de l'article 252, indiquent un déficit pour cet exercice;
- b) le conseil n'a pas, à leur échéance, remboursé les débentures ou les instruments prescrits en vertu de l'alinéa 247 (3) f) qu'il a émis ou n'a pas versé les intérêts sur eux, après avoir été sommé de le faire;
- c) le conseil n'a pas, à son échéance, acquitté une autre dette en raison de difficultés financières;
- d) le ministre n'est pas sûr que le conseil puisse faire face à ses obligations financières. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Nomination d'un enquêteur

(2) Le ministre peut nommer enquêteur une personne titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur la comptabilité publique* ou un employé du ministère. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Pouvoirs de l'enquêteur

- (3) L'enquêteur peut faire ce qui suit :
- a) exiger la production de tout dossier susceptible de concerner de quelque façon que ce soit les affaires financières du conseil:
- b) examiner tout dossier visé à l'alinéa a) et en faire des copies;
- c) exiger de quiconque, notamment d'un agent du conseil, qu'il comparaisse devant lui et témoigne sous serment ou affirmation solennelle relativement aux affaires financières du conseil. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Idem

(4) Aux fins de l'enquête, l'enquêteur est investi des pouvoirs conférés à une commission en vertu de la partie II de la *Loi sur les enquêtes publiques*, laquelle s'applique à l'enquête comme s'il s'agissait d'une enquête effectuée en vertu de cette loi. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Report of investigator

(5) On completion of an investigation, an investigator shall report in writing to the Minister, who shall promptly transmit a copy of the report to the secretary of the board. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Same

(6) The investigator may not recommend that control and charge over the administration of the affairs of the board be vested in the Ministry unless the investigation discloses evidence of financial default or probable financial default, of a deficit or a probable deficit or of serious financial mismanagement. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Minister's powers on reviewing report: directions

257.31 (1) After reviewing the report made under subsection 257.30 (5), the Minister may give any directions to the board that he or she considers advisable to address the financial affairs of the board. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Vesting order

Report recommendation

(2) If the report recommends that control and charge over the administration of the affairs of the board should be vested in the Ministry, the Lieutenant Governor in Council may make any order that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to vest in the Ministry control and charge over the administration of the affairs of the board. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Board failure to comply with direction

(3) If the Minister advises the Lieutenant Governor in Council that he or she is of the opinion that the board has failed to comply with a direction given under subsection (1), the Lieutenant Governor in Council may make any order that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to vest in the Ministry control and charge over the administration of the affairs of the board. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Notice to board

(4) The order shall be promptly transmitted to the secretary of the board. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Vesting order

- 257.32 (1) Where a board is subject to an order under subsection 257.31 (2) or (3),
 - (a) the Minister shall publish notice of the order in *The Ontario Gazette*; and
 - (b) the persons directed by the Minister to do so shall give notice of the order to the persons specified by the Minister, in the form specified by the Minister. 1997, c. 31, s. 113 (4).

No proceedings against board without leave of Minister

- (2) After notice has been published in *The Ontario Gazette* under clause (1) (a),
 - (a) no proceeding against the board shall be commenced or continued in any court without leave of the Minister; and

Rapport de l'enquêteur

(5) Dès la fin de l'enquête, l'enquêteur remet un rapport écrit à ce sujet au ministre, qui en fait parvenir promptement une copie au secrétaire du conseil. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Iden

(6) L'enquêteur ne peut recommander d'investir le ministère du contrôle de l'administration des affaires du conseil que si son enquête révèle des preuves d'un manquement effectif ou probable à des obligations financières, d'un déficit effectif ou probable ou d'une mauvaise gestion financière grave. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Pouvoirs du ministre à la suite de l'examen du rapport : directives

257.31 (1) À la suite de l'examen du rapport remis aux termes du paragraphe 257.30 (5), le ministre peut donner au conseil les directives qu'il estime souhaitables en ce qui concerne ses affaires financières. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Arrêté

Recommandation du rapport

(2) Si le rapport recommande d'investir le ministère du contrôle de l'administration des affaires du conseil, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre les décrets qu'il estime nécessaires ou souhaitables à cette fin. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Défaut de se conformer à une directive

(3) Si le ministre l'avise que le conseil ne s'est pas conformé selon lui à une directive donnée en vertu du paragraphe (1), le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre les décrets qu'il estime nécessaires ou souhaitables afin d'investir le ministère du contrôle de l'administration des affaires du conseil. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Envoi des décrets

(4) Les décrets sont transmis promptement au secrétaire du conseil. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Arrêté

- 257.32 (1) Si le conseil est assujetti à un décret pris en vertu du paragraphe 257.31 (2) ou (3) :
 - a) le ministre publie un avis du décret dans la *Gazette* de l'Ontario;
 - b) les personnes auxquelles le ministre enjoint de le faire en donnent avis aux personnes et sous la forme qu'il précise. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Aucune instance contre le conseil sans l'autorisation du ministre

- (2) À compter de la publication de l'avis dans la Gazette de l'Ontario prévue à l'alinéa (1) a), il ne peut être fait ce qui suit sans l'autorisation du ministre :
 - a) introduire ou poursuivre une instance contre le conseil devant quelque tribunal que ce soit;

(b) no order of any court shall be enforced against the board without leave of the Minister. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Suspension of limitation period

- (3) Subject to subsection (4), where the commencement or continuance of any proceeding or the enforcement of a court order is prevented under this section,
 - (a) the running of any limitation period relating to the proceeding or enforcement is suspended until the Minister gives leave to commence or continue the proceeding or to enforce the court order, as the case may be; and
 - (b) the person having the right to commence or continue the proceeding or to enforce the court order shall, immediately after the leave is given, have the same length of time within which to commence or continue the proceeding or enforce the court order, as the case may be, as the person had when the notice was published in *The Ontario Gazette* under clause (1) (a). 1997, c. 31, s. 113 (4).

Same

(4) Subsection (3) does not apply unless application is made to the Minister for leave to commence or continue the proceeding or to enforce the order within the relevant limitation period and the Minister refuses to give the leave. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Effect of order

(5) Subsection (2) does not apply in relation to a board that is subject to an order under subsection 257.31 (2) or (3) after the Minister makes an order under clause 257.34 (2) (b) or (i) with respect to the board. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Control exercisable by Minister

257.33 (1) Where the Lieutenant Governor in Council has made an order under subsection 257.31 (2) or (3) in respect of a board, the Minister has control and charge over the board generally with respect to any matter in any way affecting the board's affairs. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Same

- (2) Without limiting the generality of subsection (1), where the Lieutenant Governor in Council has made an order under subsection 257.31 (2) or (3) in respect of a board, the Minister has control and charge over the exercise and performance by the board of its powers, duties and obligations with respect to all matters, including but not limited to matters respecting,
 - (a) the appointment and dismissal of the board's officers and employees and their powers, duties, salaries and remuneration;
 - (b) the board's revenues and expenditures;
 - (c) the board's sinking funds, retirement funds and the funds prescribed under clause 247 (3) (e) and the money belonging to those funds;

b) exécuter une ordonnance judiciaire à l'encontre du conseil. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Suspension des délais de prescription

- (3) Sous réserve du paragraphe (4), si l'introduction ou la poursuite d'une instance ou l'exécution d'une ordonnance judiciaire est interdite aux termes du présent article :
 - a) tout délai de prescription applicable à l'instance ou à l'exécution est suspendu jusqu'à ce que le ministre autorise l'introduction ou la poursuite de l'instance ou l'exécution de l'ordonnance, selon le cas;
 - b) la personne qui a le droit d'introduire ou de poursuivre l'instance ou d'exécuter l'ordonnance dispose, dès que l'autorisation est donnée, du même délai pour introduire ou poursuivre l'instance ou pour exécuter l'ordonnance, selon le cas, que celui auquel elle avait droit lorsque l'avis a été publié dans la *Gazette de l'Ontario* aux termes de l'alinéa (1) a). 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Idem

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique que si l'intéressé a, dans le délai de prescription pertinent, adressé une demande d'autorisation au ministre pour introduire ou poursuivre l'instance ou pour exécuter l'ordonnance et que le ministre l'a refusée. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Effet du décret

(5) Le paragraphe (2) ne s'applique pas à l'égard du conseil qui est assujetti à un décret pris en vertu du paragraphe 257.31 (2) ou (3) après que le ministre prend un arrêté en vertu de l'alinéa 257.34 (2) b) ou i) à son égard. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Pouvoir de contrôle du ministre

257.33 (1) Si le lieutenant-gouverneur en conseil a pris un décret en vertu du paragraphe 257.31 (2) ou (3) à l'égard d'un conseil, le ministre a le contrôle de celui-ci en ce qui concerne toute question ayant quelque incidence que ce soit sur ses affaires. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Idem

- (2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), si le lieutenant-gouverneur en conseil a pris un décret en vertu du paragraphe 257.31 (2) ou (3) à l'égard d'un conseil, le ministre a le contrôle de celui-ci en ce qui concerne l'exercice de ses pouvoirs et fonctions et l'exécution de ses obligations relativement à toutes questions, notamment celles se rapportant à ce qui suit:
 - a) la nomination et la destitution de ses agents et employés et leurs pouvoirs, fonctions, salaires et indemnités;
 - b) ses recettes et ses dépenses;
 - c) ses fonds d'amortissement, ses fonds de remboursement et les fonds prescrits en vertu de l'alinéa 247 (3) e), ainsi que les sommes qui s'y trouvent;

- (d) the board's accounting and audit systems and dealings with the board's assets, liabilities, revenues and expenditures;
- (e) the yearly or other estimates of the board, financial statements of the board and other reports of the board required by the Minister as well as the form, preparation and completion of them, and the times when they shall be made;
- (f) the amounts to be provided for in the yearly or other estimates;
- (g) the borrowing of money for the current expenditures of the board until the current revenue has been received;
- (h) the imposition, charging and collection of all fees, charges and expenses;
- (i) the sale or other disposition of any of the board's assets. 1997, c. 31, s. 113 (4); 2000, c. 11, s. 8.

Powers of Minister re debt

257.34 (1) In this section,

"indebtedness" includes,

- (a) any debenture, instrument prescribed under clause 247 (3) (f) or other debt of the board,
- (b) any interest on any indebtedness of the board. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Same

- (2) Where a board is subject to an order under subsection 257.31 (2) or (3), the Minister, with respect to the board's indebtedness, has the power by order to authorize or direct.
 - (a) the consolidation of all or any part of the board's indebtedness;
 - (b) the issue, on the terms and conditions, in the manner and at the times that the Minister may approve, of debentures, instruments prescribed under clause 247 (3) (f) or other evidences of indebtedness, in substitution and exchange for any debentures or such debt instruments that are outstanding or in payment and satisfaction of all or any part of any other indebtedness, and compulsory acceptance of these debentures, instruments or other evidences of indebtedness in payment and satisfaction of the debentures or other such instruments that are outstanding or other indebtedness;
 - (c) the issue of new debentures or instruments prescribed under clause 247 (3) (f) to cover any consolidation under clause (a) or (b);
 - (d) the retirement and cancellation of all or any part of the existing debenture debt and debt incurred by any instrument prescribed under clause 247 (3) (f) and debentures or debt instruments prescribed

- d) ses systèmes de comptabilité et de vérification et les opérations effectuées sur son actif et son passif ainsi que sur ses recettes et ses dépenses;
- e) ses prévisions budgétaires, annuelles ou autres, ses états financiers et ses autres rapports qu'exige le ministre, ainsi que leur forme, la façon de les dresser et les époques auxquelles ils doivent l'être;
- f) les montants qui doivent figurer dans les prévisions budgétaires annuelles ou autres;
- g) les emprunts nécessaires pour faire face à ses dépenses courantes avant la rentrée des recettes courantes:
- h) l'imposition et la perception de tous les droits et autres frais;
- la disposition, notamment par vente, de ses éléments d'actif. 1997, chap. 31, par. 113 (4); 2000, chap. 11, art. 8.

Pouvoirs du ministre à l'égard des dettes

257.34 (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

«dettes» Les dettes du conseil comprennent ce qui suit :

- a) ses débentures, les instruments prescrits en vertu de l'alinéa 247 (3) f) qu'il a émis et ses autres dettes;
- b) les intérêts sur ses dettes. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

ldem

- (2) Le ministre peut, par arrêté, autoriser ou ordonner ce qui suit en ce qui a trait aux dettes du conseil qui est assujetti à un décret pris en vertu du paragraphe 257.31 (2) ou (3):
 - a) leur consolidation totale ou partielle;
 - b) l'émission de débentures, d'instruments prescrits en vertu de l'alinéa 247 (3) f) et d'autres titres de créance en remplacement et en échange des débentures ou des titres d'emprunt en circulation, ou en règlement total ou partiel des autres dettes, aux conditions, aux moments et de la façon qu'il approuve, et leur acceptation obligatoire en règlement des débentures ou autres instruments en circulation ou autres dettes;
 - c) l'émission de nouvelles débentures ou de nouveaux instruments prescrits en vertu de l'alinéa 247 (3) f) pour couvrir toute consolidation effectuée en vertu de l'alinéa a) ou b);
 - d) le remboursement et l'annulation de tout ou partie de la dette obligataire existante et de la dette contractée au moyen d'instruments prescrits en vertu de l'alinéa 247 (3) f), ainsi que des dében-

under clause 247 (3) (f) that are outstanding, on the issue of new debentures or such debt instruments to cover them or in exchange for them;

- (e) the terms, conditions, places and times for exchange of new debentures or instruments prescribed under clause 247 (3) (f) for debentures or such debt instruments that are outstanding;
- (f) the variation of the basis, terms, times and places of payment of all or any part of the board's indebtedness;
- (g) the creation and setting aside of sinking funds, retirement funds, funds prescribed under clause 247 (3) (e) and special reserves out of any portion of the revenues of the board for meeting obligations relating to all or any part of the board's indebtedness;
- (h) the custody, management, investment and application of sinking funds, retirement funds, funds prescribed under clause 247 (3) (e) reserves and surpluses;
- (i) the ratification and confirmation of any agreement, arrangement or compromise entered into with any of the board's creditors respecting all or any part of the board's indebtedness;
- (j) any amendment or cancellation of any order made by the Minister under this section or of the terms of any agreement, arrangement or compromise ratified and confirmed by the Minister under clause (i);
- (k) the implementation of an interim plan, pending a final plan, or of a final plan, which may cancel all or any portion of interest in arrears and may alter, modify or compromise the rights of debenture holders, holders of instruments prescribed under clause 247 (3) (f) or other creditors during any period of time between the relevant date of default and the end of the fifth year following the date on which the final plan was ordered implemented by the Minister. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Limitation

(3) The Minister shall not make any order under clause (2) (k) unless creditors, representing not less than two-thirds in amount of the aggregate of the indebtedness of the board, excluding indebtedness in respect of which the board is not directly but only contingently or collaterally liable, have filed in writing with the Minister their approval of the making of the order. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Publication of notice of intention to exercise powers

(4) Where the Minister intends to exercise a power under subsection (2), he or she shall first give notice of the intention in *The Ontario Gazette* and by any other publication and to the persons and in the manner that the Minister considers proper. 1997, c. 31, s. 113 (4).

- tures ou des titres d'emprunt prescrits en vertu de cet alinéa qui sont en circulation, lors de l'émission des nouvelles débentures ou des nouveaux titres d'emprunt destinés à les rembourser ou à les remplacer;
- e) les modalités, conditions, lieux et moments d'échange de débentures ou de titres d'emprunt en circulation contre de nouvelles débentures ou de nouveaux instruments prescrits en vertu de l'alinéa 247 (3) f);
- f) la modification des modes, conditions, échéances et lieux de règlement total ou partiel de ses dettes;
- g) la constitution de fonds d'amortissement, de fonds de remboursement, de fonds prescrits en vertu de l'alinéa 247 (3) e) et de réserves spéciales avec une fraction de ses recettes pour faire face à ses obligations à l'égard de tout ou partie de ses dettes;
- h) la garde, la gestion, le placement et l'affectation des fonds d'amortissement, fonds de remboursement, fonds prescrits en vertu de l'alinéa 247 (3) e), réserves et excédents;
- i) la ratification et la confirmation des accords, arrangements ou transactions conclus avec ses créanciers relativement à tout ou partie de ses dettes;
- j) la modification ou la révocation des arrêtés pris par le ministre en vertu du présent article ou des conditions des accords, arrangements ou transactions ratifiés et confirmés par lui en vertu de l'alinéa i);
- k) la mise en oeuvre d'un plan provisoire, préalable à l'élaboration d'un plan définitif, ou d'un plan définitif qui peut annuler tout ou partie de l'arriéré des intérêts et peut modifier les droits des détenteurs de débentures, des détenteurs d'instruments prescrits en vertu de l'alinéa 247 (3) f) ou des autres créanciers ou transiger sur ces droits pendant une période comprise entre la date du défaut et la fin de la cinquième année qui suit la date à laquelle le ministre a ordonné la mise en oeuvre du plan définitif. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Restriction

(3) Le ministre ne doit prendre d'arrêté en vertu de l'alinéa (2) k) que si les créanciers qui représentent au moins les deux tiers du montant total de la dette du conseil ont déposé leur approbation écrite à ce sujet auprès de lui. Le montant de la dette ne comprend pas la dette pour laquelle la responsabilité du conseil n'est qu'éventuelle ou accessoire. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Publication d'un avis d'intention d'exercer les pouvoirs

(4) S'il entend exercer un pouvoir prévu au paragraphe (2), le ministre donne au préalable un avis de son intention dans la *Gazette de l'Ontario* ainsi que dans les autres publications, aux personnes et de la façon qu'il estime appropriées. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Same

(5) The notice shall state the date after which the matter is to be dealt with by the Minister. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Same

(6) The time stated under subsection (5) shall be at least two months after the notice is published in *The Ontario Gazette*. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Incidental matters

(7) Subsection (4) does not apply with respect to any matter that, in the opinion of the Minister, is merely incidental to the exercise of a power under subsection (2). 1997, c. 31, s. 113 (4).

Objection to be filed with Minister

(8) The Minister shall not make any order under subsection (2) if an objection in writing to the making of the order is filed with the Minister by creditors representing not less than one-third in amount of the aggregate of the indebtedness of the board, excluding indebtedness in respect of which the board is not directly but only contingently or collaterally liable. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Approval by creditors

(9) If creditors, representing not less than two-thirds in amount of the aggregate of the indebtedness of the board, excluding indebtedness in respect of which the board is not directly but only contingently or collaterally liable, have filed in writing with the Minister their approval of the making of any order of the Minister under subsection (1), it is not necessary that two months referred to in subsection (6) elapse. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Notice when matter to be varied

(10) When a matter is being dealt with by the Minister under this section and the Minister intends to vary the terms of any indebtedness, he or she shall first give notice of the intention to the persons and in the manner that the Minister considers proper. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Same

(11) The notice shall state the date after which the variation is to be dealt with by the Minister. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Same

(12) The time stated under subsection (11) shall be at least two weeks after the notice. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Certain debenture and other debt not to form part of debt after order of Minister

257.35 After an order of the Minister has been made under section 257.34, no portion of the debenture debt of the board represented by debentures or debt incurred by any instrument prescribed under clause 247 (3) (f) ordered to be cancelled, retired or exchanged forms part of its debt within the meaning of a provision of this or any other Act limiting the board's borrowing powers. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Idem

(5) L'avis indique la date après laquelle le ministre doit traiter la question. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Idom

(6) La date indiquée aux termes du paragraphe (5) tombe au moins deux mois après la publication de l'avis dans la *Gazette de l'Ontario*. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Ouestions accessoires

(7) Le paragraphe (4) ne s'applique pas aux questions qui, de l'avis du ministre, sont purement accessoires à l'exercice des pouvoirs prévus au paragraphe (2). 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Dépôt des oppositions auprès du ministre

(8) Le ministre ne doit pas prendre d'arrêté en vertu du paragraphe (2) lorsque les créanciers qui représentent au moins le tiers du montant total de la dette du conseil ont déposé une opposition écrite auprès de lui. Le montant de la dette ne comprend pas la dette pour laquelle la responsabilité du conseil n'est qu'éventuelle ou accessoire. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Approbation des créanciers

(9) Si les créanciers qui représentent au moins les deux tiers du montant total de la dette du conseil ont déposé auprès du ministre leur approbation écrite des arrêtés que le ministre peut prendre en vertu du paragraphe (1), il n'est pas nécessaire que la période de deux mois visée au paragraphe (6) soit écoulée. Le montant de la dette ne comprend pas la dette pour laquelle la responsabilité du conseil n'est qu'éventuelle ou accessoire. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Cas où une question peut être modifiée

(10) Lorsqu'il traite une question en vertu du présent article et qu'il entend modifier les conditions de dettes, le ministre donne au préalable un avis de son intention aux personnes et de la façon qu'il estime appropriées. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Idem

(11) L'avis indique la date après laquelle le ministre doit traiter la modification. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Idem

(12) La date indiquée aux termes du paragraphe (11) tombe au moins deux semaines après la remise de l'avis. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Exclusion d'une fraction de la dette obligataire et autre après l'arrêté du ministre

257.35 Une fois que le ministre a pris un arrêté en vertu de l'article 257.34, la fraction de la dette obligataire du conseil constituée par les débentures ou la dette contractée au moyen d'instruments prescrits en vertu de l'alinéa 247 (3) f) qu'il est ordonné d'annuler, de racheter ou d'échanger ne fait plus partie de sa dette au sens d'une disposition de la présente loi ou d'une autre loi qui limite ses pouvoirs d'emprunt. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Variation or cancellation of subsisting agreements

257.36 Where a board is subject to an order under subsection 257.31 (2) or (3), the board may, with the approval of the Minister, enter into an agreement with any person with whom the board has previously entered into an agreement or obligation that, or some term or obligation of which, remains in whole or in part or in any manner to be carried out by the board, for the amendment or cancellation of the subsisting agreement or obligation. 1997, c. 31, s. 113 (4); 2000, c. 11, s. 9.

Minister to approve debenture, instrument issues

257.37 (1) Without the approval of the Minister first being obtained, a board that is subject to an order under subsection 257.31 (2) or (3) shall not, under this or any other Act, exercise or be required to exercise any of its powers if that exercise will or may require money to be provided by the issue of debentures or instruments prescribed under clause 247 (3) (f) of the board. 1997, c. 31, s. 113 (4); 2000, c. 11, s. 10 (1).

Approval of debenture or instrument by-laws

(2) Where a board is subject to an order under subsection 257.31 (2) or (3), the board may, with the approval of the Minister, pass by-laws providing for the issue of debentures or instruments prescribed under clause 247 (3) (f) or authorizing the sale of debentures or such instruments or the offering of debentures or such instruments as security, but no such by-law has any force and effect until approved by the Minister. 1997, c. 31, s. 113 (4); 2000, c. 11, s. 10 (2).

Minister to have control over money and its application

257.38 (1) Where a board is subject to an order under subsection 257.31 (2) or (3), the Minister has full charge and control over all money belonging to the board and received by any person for or on its behalf and the money shall be deposited in one of the following institutions, to be designated by the board or, in the absence of designation by the board, by the Minister:

- A bank listed in Schedule I or II to the Bank Act (Canada).
- 2. The Province of Ontario Savings Office.

Note: On a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, paragraph 2 is repealed by the Statutes of Ontario, 2002, chapter 8, Schedule I, section 8. See: 2002, c. 8, Sched. I, ss. 8, 24.

- 3. A loan or trust corporation registered under the Loan and Trust Corporations Act.
- 4. A credit union as defined in section 1 of the *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994.* 1997, c. 31, s. 113 (4); 2000, c. 11, s. 11.

Same

(2) When money is deposited as required by subsection (1), it shall only be applied for the purposes, in the

Modification ou résiliation des accords en vigueur

257.36 Le conseil qui est assujetti à un décret pris en vertu du paragraphe 257.31 (2) ou (3) peut, avec l'approbation du ministre, conclure, avec des personnes avec lesquelles il a antérieurement conclu un accord ou contracté un engagement dont les conditions ou obligations restent entièrement ou en partie, ou de n'importe quelle façon, à exécuter par le conseil, un nouvel accord en vue de modifier ou de résilier l'accord ou l'engagement antérieur qui est encore en vigueur. 1997, chap. 31, par. 113 (4); 2000, chap. 11, art. 9.

Approbation par le ministre de l'émission des débentures ou des instruments

257.37 (1) Le conseil qui est assujetti à un décret pris en vertu du paragraphe 257.31 (2) ou (3) ne doit pas, sans l'approbation préalable du ministre, exercer ou être tenu d'exercer un pouvoir que lui attribue la présente loi ou une autre loi, si cet exercice exige ou peut exiger un financement par voie d'émission, par le conseil, de débentures ou d'instruments prescrits en vertu de l'alinéa 247 (3) f). 1997, chap. 31, par. 113 (4); 2000, chap. 11, par. 10 (1).

Approbation des règlements administratifs autorisant l'émission de débentures ou d'instruments

(2) Le conseil qui est assujetti à un décret pris en vertu du paragraphe 257.31 (2) ou (3) peut, avec l'approbation du ministre, adopter des règlements administratifs autorisant l'émission de débentures ou d'instruments prescrits en vertu de l'alinéa 247 (3) f) et en autorisant la vente ou le nantissement. Ces règlements n'entrent en vigueur qu'une fois approuvés par le ministre. 1997, chap. 31, par. 113 (4); 2000, chap. 11, par. 10 (2).

Contrôle des sommes et de leur affectation par le ministre

257.38 (1) Le ministre a le contrôle des sommes d'argent appartenant au conseil qui est assujetti à un décret pris en vertu du paragraphe 257.31 (2) ou (3) et reçues par des tiers pour son compte. Ces sommes sont déposées dans un des établissements suivants, selon ce que désigne le conseil ou, à défaut, le ministre :

- 1. Une banque mentionnée à l'annexe I ou II de la *Loi* sur les banques (Canada).
- 2. La Caisse d'épargne de l'Ontario.

Remarque: Le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la disposition 2 est abrogée par l'article 8 de l'annexe I du chapitre 8 des Lois de l'Ontario de 2002. Voir : 2002, chap. 8, annexe I, art. 8 et 24.

- 3. Une société de prêt ou de fiducie inscrite en vertu de la Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie.
- 4. Une caisse au sens de l'article 1 de la Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions. 1997, chap. 31, par. 113 (4); 2000, chap. 11, art. 11.

Idem

(2) Les sommes déposées conformément au paragraphe (1) sont affectées aux fins, de la façon et aux manner and at the times that the Minister may approve. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Same

(3) All cheques drawn and issued by the board shall be signed and countersigned by the persons and in the manner that the Minister may authorize. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Same

(4) No money belonging to or revenues of the board may be applied by any person except with the approval of or otherwise than as directed by the Minister. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Exercise of board jurisdiction subject to order

257.39 The powers and duties under this or any other Act of a board that is subject to an order under subsection 257.31 (2) or (3) shall only be exercised or performed in accordance with and subject to this Division and any order made or agreement entered into under it. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Exclusive jurisdiction

257.40 (1) Subject to subsections (3) and (4), the Minister has exclusive jurisdiction as to all matters arising under this Division or out of the exercise by the board or any person of any of the powers conferred by this Division, and that jurisdiction is not open to question or review in any proceeding or by any court. 1997, c. 31, s. 113 (4); 2000, c. 11, s. 12.

Review of orders, etc.

(2) The Minister may at any time review any order, direction or decision made by him or her under this Division and confirm, amend or revoke it. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Exclusive jurisdiction

(3) The Lieutenant Governor in Council has exclusive jurisdiction as to the making of an order under subsection 257.31 (2) or (3), and that jurisdiction is not open to question or review in any proceeding or by any court. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Review of orders, etc.

(4) The Lieutenant Governor in Council may at any time review any order made by the Lieutenant Governor in Council under subsection 257.31 (2) or (3) and confirm, amend or revoke it. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Limitation

(5) This section is subject to section 257.52. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Powers of Minister

257.41 The Minister may make any orders from time to time that he or she considers advisable to carry out the provisions of this Division or any agreement made under it and may make rules in respect of any thing done under this Division. 1997, c. 31, s. 113 (4).

moments qu'approuve le ministre. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

ldem

(3) Les chèques émis ou tirés par le conseil sont signés et contresignés par les personnes et de la façon qu'autorise le ministre. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Idem

(4) Nul ne doit affecter des sommes d'argent ou des recettes du conseil sans l'approbation du ministre à cet effet ou contrairement à ses directives. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Compétence d'un conseil assujetti à un décret

257.39 Le conseil assujetti à un décret pris en vertu du paragraphe 257.31 (2) ou (3) n'exerce les pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi ou une autre loi qu'en conformité avec la présente section et sous réserve de cette section et des décrets ou arrêtés pris ou des accords conclus en vertu de celle-ci. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Compétence exclusive

257.40 (1) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), le ministre a compétence exclusive sur les questions découlant de la présente section ou de l'exercice par le conseil ou par quiconque des pouvoirs que leur attribue celle-ci. La compétence du ministre n'est pas susceptible de révision judiciaire ni de contestation devant les tribunaux. 1997, chap. 31, par. 113 (4); 2000, chap. 11, art. 12.

Révision des arrêtés

(2) Le ministre peut réviser les arrêtés et décisions qu'il prend et les directives qu'il donne en vertu de la présente section et les confirmer, les modifier ou les révoquer. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Compétence exclusive

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil a compétence exclusive en ce qui concerne la prise de décrets en vertu du paragraphe 257.31 (2) ou (3) et sa compétence n'est pas susceptible de révision judiciaire ni de contestation devant les tribunaux. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Révision des décrets

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut réviser les décrets qu'il prend en vertu du paragraphe 257.31 (2) ou (3) et les confirmer, les modifier ou les révoquer. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Restriction

(5) Le présent article est assujetti à l'article 257.52. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Pouvoirs du ministre

257.41 Le ministre peut prendre les arrêtés qu'il estime souhaitables pour l'application de la présente section et des accords conclus conformément à celle-ci. Il peut en outre établir des règles au sujet de tout acte accompli en vertu de la présente section. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Forms of certificates, notices, etc.

257.42 Every certificate, notice or other form that is in substantial conformity with the form required for it under this Division is not open to objection on the ground that it is not in the form required by this Division. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Powers exercisable for and in name of board

257.43 Where a board has become subject to an order made under subsection 257.31 (2) or (3), all things done by or for the Minister under this Division in relation to the affairs of the board shall for all purposes be deemed to have been done by and for the board and in its name. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Minister to have access to all records

257.44 Where a board is subject to an order under subsection 257.31 (2) or (3), the Minister shall have access at all times to all records of the board, including but not limited to all by-laws, assessment rolls, collectors' rolls, minute books, books of account, vouchers and other records relating to the board's financial transactions, and may inspect and copy them. 1997, c. 31, s. 113 (4); 2000, c. 11, s. 13.

Powers to enforce orders

257.45 (1) Where a board fails to comply with any order, direction or decision of the Minister under this Division, the Minister may, on the notice, if any, that he or she considers appropriate, do or order done all things necessary for compliance with the order, direction or decision, and may exercise all the powers of the board for the purpose, under its name. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Liability for non-compliance

(2) The board and each of its members, officers and employees shall comply with the orders, directions and decisions of the Minister under this Division in any matter relating to the affairs of the board and any such person who knowingly fails to comply with any such order, direction or decision, or who, as a member of the board, votes contrary to such order, direction or decision, is guilty of an offence. 1997, c. 31, s. 113 (4); 2000, c. 11, s. 14 (1).

Personal liability and disqualification of members of boards

- (3) If a board that is subject to an order made under subsection 257.31 (2) or (3) applies any of its funds otherwise than as ordered or authorized by the Minister, the members of the board who voted for the application are,
 - (a) jointly and severally liable for the amount so applied, which amount may be recovered in a court of competent jurisdiction; and
 - (b) disqualified for five years from holding any office for which elections are held under the *Municipal Elections Act*, 1996 or under this Act. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Formules des certificats et avis

257.42 La formule, notamment celle des certificats ou des avis, qui est conforme quant au fond à la formule exigée par la présente section ne peut être contestée pour le seul motif qu'elle n'est pas identique à la formule exigée par la présente section du point de vue de la forme. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Pouvoirs exercés pour le conseil et en son nom

257.43 Lorsqu'un conseil est assujetti à un décret pris en vertu du paragraphe 257.31 (2) ou (3), les actes accomplis par le ministre ou en son nom en vertu de la présente section, relativement aux affaires du conseil, sont à toutes fins réputés l'avoir été par ce conseil, pour lui et en son nom. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Droit de consultation du ministre

257.44 Le ministre a le droit de consulter à n'importe quel moment les dossiers du conseil qui est assujetti à un décret pris en vertu du paragraphe 257.31 (2) ou (3), notamment les règlements administratifs, rôles d'évaluation, rôles de perception, registres des procès-verbaux, livres comptables, pièces justificatives et autres dossiers relatifs à ses opérations financières. Il peut en outre les inspecter et en tirer des copies. 1997, chap. 31, par. 113 (4); 2000, chap. 11, art. 13.

Pouvoir d'exécuter les arrêtés

257.45 (1) Lorsqu'un conseil ne se conforme pas aux arrêtés ou décisions que prend le ministre ou aux directives qu'il donne en vertu de la présente section, celui-ci peut, en donnant l'avis à cet effet qu'il estime approprié, le cas échéant, accomplir ou ordonner que soit accompli quelque acte que ce soit pour que le conseil se conforme à ces arrêtés, directives ou décisions. En outre, le ministre peut à cette fin exercer les pouvoirs du conseil sous le nom de celui-ci. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Responsabilité en cas de non-conformité

(2) Le conseil et chacun de ses membres, agents et employés se conforment aux arrêtés et décisions que prend et aux directives que donne le ministre en vertu de la présente section en ce qui concerne les questions relatives aux affaires du conseil. Est coupable d'une infraction quiconque omet sciemment de s'y conformer ou, en sa qualité de membre du conseil, exprime un vote contraire à ce sujet. 1997, chap. 31, par. 113 (4); 2000, chap. 11, par. 14 (1).

Responsabilité personnelle et inhabilité des membres du conseil

- (3) Si le conseil assujetti à un décret pris en vertu du paragraphe 257.31 (2) ou (3) affecte ses fonds autrement que le ministre l'ordonne ou l'autorise, ceux de ses membres qui ont voté pour cette affectation sont :
 - a) d'une part, solidairement responsables de la somme ainsi affectée, qui peut être recouvrée devant un tribunal compétent;
 - b) d'autre part, inhabiles pendant cinq ans à occuper un poste pour lequel des élections sont tenues aux termes de la *Loi de 1996 sur les élections munici*pales ou de la présente loi. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Dismissal of officers or employees

(4) The Minister may dismiss from office any officer or employee of a board who fails to carry out any order, direction or decision of the Minister under this Division and may exercise all the powers of the board for the purpose, under its name. 1997, c. 31, s. 113 (4); 2000, c. 11, s. 14 (2).

No indemnification

(5) A board shall not indemnify any of its members, officers or employees with respect to any fine imposed on conviction for an offence under this Division or with respect to any liability under clause (3) (a). 2000, c. 11, s. 14 (3).

Injunction against exercise of board powers

257.46 The Minister may by injunction proceedings prevent the exercise by or for a board of any of its powers that has not been approved by the Minister, if that approval is required under this Division. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Combining board offices

257.47 Where a board is subject to an order under subsection 257.31 (2) or (3), the Minister may direct that two or more of the offices of the board shall be combined and held by the same officer, and may subsequently separate any of the offices so combined. 1997, c. 31, s. 113 (4); 2000, c. 11, s. 15.

Expenses

257.48 (1) The Minister may direct payment of the fees or remuneration and expenses reasonably incurred by the Ministry under this Division that he or she may determine. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Appointment of Minister

(2) The Minister may appoint a person, who may be an officer of the board, to exercise the powers and perform the duties that the Minister may provide, and the person so appointed shall be paid the salary and allowed the expenses that the Minister may determine. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Board may be heard as to salaries

(3) The Minister, in determining the salaries to be paid to any person appointed under subsection (2), shall give consideration to any representations that the board may at any time make. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Payment of salaries and expenses

(4) All salaries, fees, remuneration and expenses payable under this section and all other expenses incurred by the Minister in carrying out the provisions of this Division or in the exercise of his or her powers under it shall be paid by the board to the extent directed by the Minister and be chargeable to such of its accounts as the Minister may direct. 1997, c. 31, s. 113 (4); 2000, c. 11, s. 16.

Conflict

257.49 The powers contained in this Division shall be deemed to be in addition to and not in derogation of any

Destitution d'agents ou d'employés

(4) Le ministre peut destituer de son poste l'agent ou l'employé du conseil qui omet d'exécuter un arrêté ou une décision qu'il prend ou une directive qu'il donne en vertu de la présente section et peut à cette fin exercer les pouvoirs du conseil sous le nom de celui-ci. 1997, chap. 31, par. 113 (4); 2000, chap. 11, par. 14 (2).

Aucune indemnisation

(5) Les conseils ne doivent pas indemniser leurs membres, agents ou employés des amendes qui leur sont imposées lorsqu'ils sont déclarés coupables d'une infraction à la présente section ni de la responsabilité visée à l'alinéa (3) a). 2000, chap. 11, par. 14 (3).

Injonction pour empêcher l'exercice des pouvoirs du conseil

257.46 Le ministre peut demander une injonction pour empêcher l'exercice par le conseil ou pour son compte des pouvoirs qu'il n'a pas approuvés, si cette approbation est exigée par la présente section. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Cumul de postes

257.47 Le ministre peut ordonner le cumul de deux ou plusieurs postes du conseil qui est assujetti à un décret pris en vertu du paragraphe 257.31 (2) ou (3) et leur occupation par le même agent. Il peut séparer par la suite les postes visés par ce cumul. 1997, chap. 31, par. 113 (4); 2000, chap. 11, art. 15.

Dépenses

257.48 (1) Le ministre peut exiger le remboursement des honoraires, de la rémunération et des frais raisonnables qu'engage le ministère aux termes de la présente section selon la somme qu'il fixe. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Nomination

(2) Le ministre peut confier l'exercice des pouvoirs et fonctions qu'il détermine à la personne qu'il nomme, notamment un agent du conseil. Il fixe le traitement et les indemnités de cette personne. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Observations du conseil sur le salaire

(3) En vue de fixer le salaire de la personne qu'il nomme en vertu du paragraphe (2), le ministre tient compte des observations que le conseil présente à ce sujet. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Paiement des salaires et des indemnités

(4) Les salaires, les honoraires, les indemnités et la rémunération payables aux termes du présent article ainsi que les autres frais qu'engage le ministre lors de l'application des dispositions de la présente section ou de l'exercice des pouvoirs qu'elle lui attribue sont à la charge du conseil, dans la mesure où l'ordonne le ministre, et sont imputés aux comptes qu'ordonne ce dernier. 1997, chap. 31, par. 113 (4); 2000, chap. 11, art. 16.

Incompatibilité

257.49 Les pouvoirs mentionnés dans la présente section sont réputés s'ajouter et ne pas déroger aux pouvoirs

power of the Minister under this or any other Act but, where the provisions of any Act or any other provision of this Act conflict with the provisions of this Division, the provisions of this Division prevail. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Revocation of order

257.50 (1) The Lieutenant Governor in Council shall revoke an order made under subsection 257.31 (2) or (3) if the Lieutenant Governor in Council is of the opinion that the affairs of a board no longer need to be administered under this Division. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Same

(2) The Lieutenant Governor in Council shall revoke an order made under subsection 257.31 (2) or (3) if the financial statements of a board for a fiscal year and the auditor's report on the statements submitted to the Ministry under section 252 indicate that the board did not have a deficit for the fiscal year. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Non-application of Regulations Act

257.51 (1) The *Regulations Act* does not apply to anything done under any provision of this Division. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Non-application of Statutory Powers Procedure Act

(2) The Statutory Powers Procedure Act does not apply to anything done under this Division. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Municipal Affairs Act, Parts II and III

(3) Parts II and III of the *Municipal Affairs Act* do not apply in relation to boards. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Denominational, linguistic and cultural issues

257.52 (1) Nothing in this Division authorizes the Minister to interfere with or control,

- (a) the denominational aspects of a Roman Catholic board;
- (b) the denominational aspects of a Protestant separate school board; or
- (c) the linguistic or cultural aspects of a Frenchlanguage district school board. 1997, c. 31, s. 113 (4).

Same

- (2) The powers under this Division shall be exercised in a manner that is consistent with,
 - (a) the denominational aspects of a Roman Catholic board;
 - (b) the denominational aspects of a Protestant separate school board; or
 - (c) the linguistic or cultural aspects of a Frenchlanguage district school board. 1997, c. 31, s. 113 (4).

que la présente loi ou une autre loi attribue au ministre. Les dispositions de la présente section l'emportent sur les dispositions incompatibles d'une loi ou de la présente loi. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Révocation des décrets

257.50 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil révoque le décret qu'il prend en vertu du paragraphe 257.31 (2) ou (3) s'il est d'avis qu'il n'est plus nécessaire d'administrer les affaires du conseil en vertu de la présente section. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Idem

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil révoque le décret qu'il prend en vertu du paragraphe 257.31 (2) ou (3) si les états financiers d'un conseil pour un exercice et le rapport du vérificateur sur ces états qui sont remis au ministère aux termes de l'article 252 indiquent que le conseil n'a pas eu de déficit pour l'exercice. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Non-application de la Loi sur les règlements

257.51 (1) La *Loi sur les règlements* ne s'applique pas aux actes accomplis aux termes de la présente section. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Non-application de la Loi sur l'exercice des compétences légales

(2) La Loi sur l'exercice des compétences légales ne s'applique pas aux actes accomplis aux termes de la présente section. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Parties II et III de la Loi sur les affaires municipales

(3) Les parties II et III de la *Loi sur les affaires municipales* ne s'appliquent pas à l'égard des conseils. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Questions confessionnelles, linguistiques et culturelles

257.52 (1) La présente section n'a pas pour effet d'autoriser le ministre à intervenir dans les aspects suivants ni à les contrôler :

- a) les aspects confessionnels des conseils catholiques;
- b) les aspects confessionnels des conseils d'écoles séparées protestantes;
- c) les aspects linguistiques ou culturels des conseils scolaires de district de langue française. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

Idem

- (2) Les pouvoirs qu'attribue la présente section sont exercés d'une façon compatible avec ce qui suit :
 - a) les aspects confessionnels des conseils catholiques;
 - b) les aspects confessionnels des conseils d'écoles séparées protestantes;
 - c) les aspects linguistiques ou culturels des conseils scolaires de district de langue française. 1997, chap. 31, par. 113 (4).

DIVISION E EDUCATION DEVELOPMENT CHARGES

DEFINITIONS

Interpretation

257.53 (1) In this Division,

- "board" means a board other than a board established under section 68; ("conseil")
- "building permit" means a permit under the *Building*Code Act, 1992 in relation to a building or structure;

 ("permis de construire")
- "development" includes redevelopment; ("aménagement")
- "education development charge" means a development charge imposed under a by-law passed under subsection 257.54 (1) respecting growth-related net education land costs incurred or proposed to be incurred by a board; ("redevance d'aménagement scolaire")
- "education development charge by-law" means a by-law passed under subsection 257.54 (1); ("règlement de redevances d'aménagement scolaires")
- "education development charge reserve fund" means a reserve fund established under subsection 257.82 (1); ("fonds de réserve de redevances d'aménagement scolaires")
- "education land cost" means education land cost within the meaning of subsections (2), (3) and (4); ("dépense immobilière à fin scolaire")
- "growth-related net education land cost" means the portion of the net education land cost reasonably attributable to the need for such net education land cost that is attributed to or will result from development in all or part of the area of jurisdiction of a board; ("dépense immobilière nette à fin scolaire liée à la croissance")
- "municipality" includes an upper-tier municipality; ("municipalité")
- "net education land cost" means the education land cost reduced by any capital grants and subsidies paid or that may be paid to the board in respect of such education land cost; ("dépense immobilière nette à fin scolaire")
- "non-residential development" means development other than residential development; ("aménagement non résidentiel")
- "owner" means the owner of the land or a person who has made application for an approval for the development of the land on which an education development charge is imposed; ("propriétaire")
- "pupil accommodation" means a building to accommodate pupils or an addition or alteration to a building that enables the building to accommodate an increased number of pupils. ("installations d'accueil pour les élèves") 1997, c. 31, s. 113 (5); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

SECTION E REDEVANCES D'AMÉNAGEMENT SCOLAIRES

DÉFINITIONS

Dispositions interprétatives

- 257.53 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente section.
- «aménagement» S'entend en outre d'un réaménagement. («development»)
- «aménagement non résidentiel» Aménagement à des fins autres que résidentielles. («non-residential development»)
- «conseil» Conseil autre qu'un conseil créé en vertu de l'article 68. («board»)
- «dépense immobilière à fin scolaire» S'entend au sens des paragraphes (2), (3) et (4). («education land cost»)
- «dépense immobilière nette à fin scolaire» Dépense immobilière à fin scolaire, déduction faite des subventions d'immobilisations et autres qui sont versées ou qui peuvent être versées au conseil à l'égard d'une telle dépense. («net education land cost»)
- «dépense immobilière nette à fin scolaire liée à la croissance» La fraction d'une dépense immobilière nette à fin scolaire qui est raisonnablement imputable au besoin d'une telle dépense et qui est imputée à des travaux d'aménagement effectués dans tout ou partie du territoire de compétence d'un conseil ou qui résultera de ces travaux. («growth-related net education land cost»)
- «fonds de réserve de redevances d'aménagement scolaires» Fonds de réserve constitué aux termes du paragraphe 257.82 (1). («education development charge reserve fund»)
- «installations d'accueil pour les élèves» Bâtiment destiné à accueillir des élèves ou agrandissement ou transformation d'un bâtiment qui permet d'y accueillir un nombre accru d'élèves. («pupil accommodation»)
- «municipalité» S'entend en outre d'une municipalité de palier supérieur. («municipality»)
- «permis de construire» Permis délivré aux termes de la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* relativement à un bâtiment ou à une structure. («building permit»)
- «propriétaire» Le propriétaire du bien-fonds sur lequel est imposée une redevance d'aménagement scolaire ou quiconque a présenté une demande d'approbation de l'aménagement du bien-fonds. («owner»)
- «redevance d'aménagement scolaire» Redevance d'aménagement imposée aux termes d'un règlement administratif adopté en vertu du paragraphe 257.54 (1) à l'égard d'une dépense immobilière nette à fin scolaire liée à la croissance qu'un conseil engage ou se propose d'engager. («education development charge»)
- «règlement de redevances d'aménagement scolaires» Règlement administratif adopté en vertu du paragraphe 257.54 (1). («education development charge by-law») 1997, chap. 31, par. 113 (5); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Education land costs

- (2) Subject to subsections (3) and (4), the following are education land costs for the purposes of this Division if they are incurred or proposed to be incurred by a board:
 - 1. Costs to acquire land or an interest in land, including a leasehold interest, to be used by the board to provide pupil accommodation.
 - Costs to provide services to the land or otherwise prepare the site so that a building or buildings may be built on the land to provide pupil accommodation.
 - 3. Costs to prepare and distribute education development charge background studies as required under this Division.
 - 4. Interest on money borrowed to pay for costs described in paragraphs 1 and 2.
 - 5. Costs to undertake studies in connection with an acquisition referred to in paragraph 1. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Exclusions from education land costs

- (3) The following are not education land costs:
- Costs of any building to be used to provide pupil accommodation.
- 2. Costs that are prescribed in the regulations as costs that are not education land costs. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Education land costs, leases, etc.

(4) Only the capital component of costs to lease land or to acquire a leasehold interest is an education land cost. 1997, c. 31, s. 113 (5).

EDUCATION DEVELOPMENT CHARGE BY-LAWS

Education development charge by-law

257.54 (1) If there is residential development in the area of jurisdiction of a board that would increase education land costs, the board may pass by-laws for the imposition of education development charges against land in its area of jurisdiction undergoing residential or non-residential development. 1997, c. 31, s. 113 (5).

What development can be charged for

- (2) An education development charge may be imposed only for development that requires,
 - (a) the passing of a zoning by-law or of an amendment to a zoning by-law under section 34 of the *Planning Act*;

Dépenses immobilières à fin scolaire

- (2) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), les coûts suivants constituent des dépenses immobilières à fin scolaire pour l'application de la présente section si le conseil les engage ou se propose de les engager :
 - 1. Le coût de l'acquisition d'un bien-fonds dont le conseil se servira pour fournir des installations d'accueil pour les élèves, ou d'un intérêt sur un tel bien-fonds, y compris un intérêt à bail.
 - Le coût de la préparation de l'emplacement, notamment par la viabilisation du bien-fonds, de sorte qu'un ou plusieurs bâtiments puissent y être construits en vue de fournir des installations d'accueil pour les élèves.
 - Le coût de la préparation et de la distribution des études préliminaires sur les redevances d'aménagement scolaires qu'exige la présente section.
 - 4. Les intérêts sur les emprunts contractés pour payer les coûts visés aux dispositions 1 et 2.
 - 5. Le coût des études menées relativement à l'acquisition visée à la disposition 1. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Coûts non assimilés à des dépenses immobilières à fin scolaire

- (3) Les coûts suivants ne constituent pas des dépenses immobilières à fin scolaire :
 - Le coût des bâtiments qui seront utilisés pour fournir des installations d'accueil pour les élèves.
 - 2. Les coûts prescrits par les règlements d'application de la présente loi comme ne constituant pas des dépenses immobilières à fin scolaire. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Dépenses immobilières à fin scolaire, locations

(4) Seul l'élément d'immobilisations du coût de la location d'un bien-fonds ou de l'acquisition d'un intérêt à bail constitue une dépense immobilière à fin scolaire. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

RÈGLEMENTS DE REDEVANCES D'AMÉNAGEMENT SCOLAIRES

Règlements de redevances d'aménagement scolaires

257.54 (1) S'il est procédé, dans le territoire de compétence d'un conseil, à des travaux d'aménagement résidentiel qui augmenteraient les dépenses immobilières à fin scolaire, le conseil peut, par règlement administratif, imposer des redevances d'aménagement scolaires sur les biens-fonds de son territoire de compétence qui font l'objet de travaux d'aménagement résidentiel ou non résidentiel. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Aménagements imposables

- (2) Une redevance d'aménagement scolaire ne peut être imposée que pour un aménagement qui nécessite, selon le cas :
 - a) l'adoption ou la modification d'un règlement municipal de zonage en vertu de l'article 34 de la *Loi* sur l'aménagement du territoire;

- (b) the approval of a minor variance under section 45 of the *Planning Act*;
- (c) a conveyance of land to which a by-law passed under subsection 50 (7) of the *Planning Act* applies;
- (d) the approval of a plan of subdivision under section 51 of the *Planning Act*;
- (e) a consent under section 53 of the Planning Act;
- (f) the approval of a description under section 50 of the Condominium Act; or
- (g) the issuing of a permit under the *Building Code Act, 1992* in relation to a building or structure. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Same

- (3) An action mentioned in clauses (2) (a) to (g) does not satisfy the requirements of subsection (2) if the only effect of the action is to,
 - (a) permit the enlargement of an existing dwelling unit; or
 - (b) permit the creation of one or two additional dwelling units as prescribed, subject to the prescribed restrictions, in prescribed classes of existing residential buildings. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Application of by-law

(4) An education development charge by-law may apply to the entire area of jurisdiction of a board or only part of it. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Limited exemption

(5) No land, except land owned by and used for the purposes of a board or a municipality, is exempt from an education development charge under a by-law passed under subsection (1) by reason only that it is exempt from taxation under section 3 of the *Assessment Act*. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Conditions

(6) The imposition of an education development charge by a board is subject to the prescribed conditions. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Exemption for industrial development

257.55 (1) If a development includes the enlargement of the gross floor area of an existing industrial building, the amount of the education development charge that is payable in respect of the enlargement is determined in accordance with this section. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Enlargement 50 per cent or less

(2) If the gross floor area is enlarged by 50 per cent or less, the amount of the education development charge

- b) l'autorisation d'une dérogation mineure en vertu de l'article 45 de la *Loi sur l'aménagement du territoire*;
- c) la cession d'un bien-fonds auquel s'applique un règlement municipal adopté en vertu du paragraphe 50 (7) de la Loi sur l'aménagement du territoire;
- d) l'approbation d'un plan de lotissement en vertu de l'article 51 de la *Loi sur l'aménagement du territoire*;
- e) l'autorisation prévue à l'article 53 de la *Loi sur* l'aménagement du territoire;
- f) l'approbation d'une description aux termes de l'article 50 de la *Loi sur les condominiums*;
- g) la délivrance d'un permis aux termes de la *Loi de* 1992 sur le code du bâtiment relativement à un bâtiment ou à une structure. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Idem

- (3) Une mesure visée aux alinéas (2) a) à g) ne satisfait pas aux exigences du paragraphe (2) si elle a uniquement pour effet de permettre :
 - a) soit l'agrandissement d'un logement existant;
 - soit l'aménagement d'au plus deux logements supplémentaires, selon ce qui est prescrit et sous réserve des restrictions prescrites, dans des catégories prescrites d'immeubles d'habitation existants. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Application des règlements

(4) Les règlements de redevances d'aménagement scolaires peuvent s'appliquer à tout ou partie du territoire de compétence du conseil. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Restriction

(5) Aucun bien-fonds, à l'exclusion d'un bien-fonds appartenant à un conseil ou à une municipalité et utilisé pour leurs besoins, n'est exonéré d'une redevance d'aménagement scolaire aux termes d'un règlement adopté en vertu du paragraphe (1) pour le seul motif qu'il bénéficie d'une exonération d'impôt aux termes de l'article 3 de la *Loi sur l'évaluation foncière*. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Conditions

(6) L'imposition d'une redevance d'aménagement scolaire par un conseil est assujettie aux conditions prescrites. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Exemption: aménagement industriel

257.55 (1) Si un aménagement comprend l'agrandissement de la surface de plancher hors oeuvre brute d'un immeuble industriel existant, la redevance d'aménagement scolaire payable à l'égard de l'aménagement est calculée conformément au présent article. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Agrandissement d'au plus 50 pour cent

(2) Si la surface de plancher hors oeuvre brute est agrandie d'au plus 50 pour cent, la redevance d'aména-

in respect of the enlargement is zero. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Enlargement more than 50 per cent

- (3) If the gross floor area is enlarged by more than 50 per cent the amount of the education development charge in respect of the enlargement is the amount of the education development charge that would otherwise be payable multiplied by the fraction determined as follows:
 - 1. Determine the amount by which the enlargement exceeds 50 per cent of the gross floor area before the enlargement.
 - 2. Divide the amount determined under paragraph 1 by the amount of the enlargement. 1997, c. 31, s. 113 (5).

When by-law effective

257.56 An education development charge by-law comes into force on the fifth day after the day on which it is passed or the day specified in the by-law, whichever is later. 1997, c. 31, s. 113 (5).

If jurisdiction divided into regions

- **257.57** If the regulations divide the area of the jurisdiction of a board into prescribed regions for the purposes of this section the following apply:
 - 1. Despite subsection 257.54 (4), an education development charge by-law of the board shall not apply with respect to land in more than one region.
 - 2. The education development charges collected under an education development charge by-law that applies to land in a region shall not, except with the prior written approval of the Minister, be used in relation to land that is outside that region. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Duration of education development charge by-law

257.58 (1) Unless it expires or is repealed earlier, an education development charge by-law expires five years after the day it comes into force. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Board can pass new by-law

(2) Subsection (1) does not prevent a board from passing a new education development charge by-law. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Contents of by-law

257.59 An education development charge by-law shall,

- (a) designate the categories of residential development and non-residential development on which an education development charge shall be imposed;
- (b) designate those uses of land, buildings or structures on which an education development charge shall be imposed;

gement scolaire payable à l'égard de l'agrandissement est nulle. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Agrandissement de plus de 50 pour cent

- (3) Si la surface de plancher hors oeuvre brute est agrandie de plus de 50 pour cent, la redevance d'aménagement scolaire à l'égard de l'agrandissement correspond à la somme qui serait normalement payable, multipliée par la fraction obtenue par le calcul suivant :
 - Déterminer la fraction du pourcentage d'agrandissement de la surface de plancher hors oeuvre brute qui dépasse 50 pour cent.
 - 2. Diviser le pourcentage obtenu aux termes de la disposition 1 par le pourcentage d'agrandissement. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Entrée en vigueur des règlements

257.56 Les règlements de redevances d'aménagement scolaires entrent en vigueur le cinquième jour qui suit celui de leur adoption ou le jour postérieur qui y est précisé. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Cas où le territoire de compétence est divisé en régions

- 257.57 Les règles suivantes s'appliquent si les règlements d'application de la présente loi divisent le territoire de compétence d'un conseil en régions prescrites pour l'application du présent article :
 - 1. Malgré le paragraphe 257.54 (4), aucun règlement de redevances d'aménagement scolaires du conseil ne doit s'appliquer à l'égard des biens-fonds de plus d'une région.
 - 2. Les redevances d'aménagement scolaires perçues aux termes d'un règlement de redevances d'aménagement scolaires qui s'applique aux biens-fonds d'une région ne peuvent être utilisées à l'égard des biens-fonds qui se trouvent à l'extérieur de celle-ci qu'avec l'approbation écrite préalable du ministre. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Durée des règlements de redevances d'aménagement scolaires

257.58 (1) À moins d'expirer ou d'être abrogés plus tôt, les règlements de redevances d'aménagement scolaires expirent cinq ans après le jour de leur entrée en vigueur. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Pouvoir du conseil d'adopter un nouveau règlement

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'empêcher un conseil d'adopter un nouveau règlement de redevances d'aménagement scolaires. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Contenu des règlements

257.59 Les règlements de redevances d'aménagement scolaires :

- a) désignent les catégories de travaux d'aménagement résidentiel et de travaux d'aménagement non résidentiel sur lesquelles est imposée une redevance d'aménagement scolaire;
- b) désignent les utilisations de bien-fonds, de bâtiments ou de structures sur lesquelles est imposée une redevance d'aménagement scolaire;

- (c) designate the areas in which an education development charge shall be imposed; and
- (d) subject to the regulations, establish the education development charges to be imposed in respect of the designated categories of residential and non-residential development and the designated uses of land, buildings or structures. 1997, c. 31, s. 113 (5).

PROCESS BEFORE PASSING OF BY-LAWS

Review of policies

257.60 (1) Before passing an education development charge by-law, the board shall conduct a review of the education development charge policies of the board. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Public meeting

(2) In conducting a review under subsection (1), the board shall ensure that adequate information is made available to the public, and for this purpose shall hold at least one public meeting, notice of which shall be given in at least one newspaper having general circulation in the area of jurisdiction of the board. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Non-application, first by-law under new scheme

(3) A board is not required to conduct a review under this section before passing the first education development charge by-law it passes after December 31, 1997. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Education development charge background study

257.61 (1) Before passing an education development charge by-law, the board shall complete an education development charge background study. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Same

- (2) The education development charge background study shall include,
 - (a) estimates of the anticipated amount, type and location of residential and non-residential development:
 - (b) the number of projected new pupil places and the number of new schools required to provide those new pupil places;
 - (c) estimates of the education land cost, the net education land cost and the growth-related net education land cost of the new schools required to provide the projected new pupil places; and
 - (d) such other information as may be prescribed. 1997, c. 31, s. 113 (5).

By-law within one year after study

257.62 An education development charge by-law may be passed only within a period of 365 days following the completion of the education development charge background study. 2002, c. 18, Sched. G, s. 12.

- c) désignent les secteurs dans lesquels est imposée une redevance d'aménagement scolaire;
- d) sous réserve des règlements d'application de la présente loi, fixent les redevances d'aménagement scolaires à imposer à l'égard des catégories désignées de travaux d'aménagement résidentiel et non résidentiel et des utilisations désignées de biensfonds, de bâtiments ou de structures. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

MARCHE À SUIVRE PRÉALABLE À L'ADOPTION D'UN RÈGLEMENT

Examen de la politique

257.60 (1) Avant d'adopter un règlement de redevances d'aménagement scolaires, le conseil examine sa politique liée à ces redevances. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Réunion publique

(2) Dans le cadre de l'examen prévu au paragraphe (1), le conseil veille à ce que les renseignements voulus soient fournis au public. À cette fin, il tient au moins une réunion publique dont il donne un préavis dans au moins un journal à grande diffusion de son territoire de compétence. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Non-application, premier règlement adopté sous le nouveau régime

(3) Le conseil n'est pas tenu d'examiner sa politique aux termes du présent article avant d'adopter son premier règlement de redevances d'aménagement scolaires après le 31 décembre 1997. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Étude préliminaire

257.61 (1) Avant d'adopter un règlement de redevances d'aménagement scolaires, le conseil effectue une étude préliminaire sur ces redevances. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Idem

- (2) L'étude préliminaire sur les redevances d'aménagement scolaires comprend ce qui suit :
 - a) l'évaluation de l'ampleur, du type et de l'emplacement envisagés de l'aménagement résidentiel et non résidentiel;
 - b) le nombre de nouvelles places projetées et le nombre de nouvelles écoles qu'il faut pour fournir ces nouvelles places;
 - c) l'estimation des dépenses immobilières à fin scolaire, des dépenses immobilières nettes à fin scolaire et des dépenses immobilières nettes à fin scolaire liées à la croissance à engager pour les nouvelles écoles qu'il faut pour fournir les nouvelles places projetées;
 - d) les autres renseignements prescrits. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Délai d'adoption du règlement

257.62 Un règlement de redevances d'aménagement scolaires ne peut être adopté que dans la période de 365 jours qui suit la conclusion de l'étude préliminaire sur ces redevances. 2002, chap. 18, annexe G, art. 12.

Public meeting before by-law passed

- 257.63 (1) Before passing an education development charge by-law, the board shall,
 - (a) hold at least one public meeting:
 - (b) give at least 20-days notice of the meeting or meetings in accordance with the regulations; and
 - (c) ensure that the proposed by-law and the education development charge background study are made available to the public at least two weeks prior to the meeting or, if there is more than one meeting, prior to the first meeting. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Making representations

(2) Any person who attends a meeting under this section may make representations relating to the proposed by-law. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Board determination is final

(3) If a proposed by-law is changed following a meeting under this section, the board shall determine whether a further meeting under this section is necessary and such a determination is final and not subject to review by a court or the Ontario Municipal Board. 1997, c. 31, s. 113 (5).

APPEAL OF BY-LAWS

Notice of by-law and time for appeal

257.64 (1) The secretary of a board that has passed an education development charge by-law shall give written notice of the passing of the by-law, and of the last day for appealing the by-law, which shall be the day that is 40 days after the day the by-law is passed. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Requirements of notice

(2) Notices required under this section must meet the requirements prescribed in the regulations and shall be given in accordance with the regulations. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Same

(3) Every notice required under this section must be given not later than 20 days after the day the by-law is passed. 1997, c. 31, s. 113 (5).

When notice given

- (4) A notice required under this section shall be deemed to have been given,
 - (a) if the notice is by publication in a newspaper, on the day that the publication occurs;
 - (b) if the notice is given by mail, on the day that the notice is mailed. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Appeal of by-law after passed

257.65 Any person or organization may appeal an education development charge by-law to the Ontario Municipal Board by filing with the secretary of the board

Réunion publique avant l'adoption du règlement

257.63 (1) Avant d'adopter un règlement de redevances d'aménagement scolaires, le conseil :

- a) tient au moins une réunion publique;
- b) donne un préavis d'au moins 20 jours de la ou des réunions conformément aux règlements d'application de la présente loi;
- c) veille à ce que le public puisse consulter le projet de règlement et l'étude préliminaire sur les redevances d'aménagement scolaires au moins deux semaines avant la réunion ou, si plusieurs réunions sont prévues, avant la première. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Observations

(2) Toute personne qui assiste à une réunion tenue aux termes du présent article peut présenter des observations au sujet du projet de règlement. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

La décision du conseil est définitive

(3) Si le projet de règlement est modifié après une réunion tenue aux termes du présent article, le conseil décide s'il est nécessaire d'en tenir une nouvelle. Sa décision est définitive et n'est pas susceptible de révision par un tribunal ni par la Commission des affaires municipales de l'Ontario. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

APPELS DES RÈGLEMENTS

Avis d'adoption du règlement et du délai d'appel

257.64 (1) Le secrétaire du conseil qui a adopté un règlement de redevances d'aménagement scolaires donne un avis écrit de son adoption et de la date d'expiration du délai d'appel. Cette date tombe 40 jours après la date d'adoption du règlement. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Exigences

(2) Les avis exigés par le présent article doivent satisfaire aux exigences prescrites par les règlements d'application de la présente loi et être donnés conformément à ceux-ci. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Idem

(3) Les avis exigés par le présent article doivent être donnés au plus tard 20 jours après la date d'adoption du règlement. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Avis réputé donné

- (4) Les avis exigés par le présent article sont réputés donnés :
 - a) le jour de leur publication, s'ils sont donnés par voie de publication dans un journal;
 - b) le jour de leur mise à la poste, s'ils sont donnés par courrier. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Appel du règlement après son adoption

257.65 Toute personne ou tout organisme peut interjeter appel d'un règlement de redevances d'aménagement scolaires devant la Commission des affaires municipales

that passed the by-law, on or before the last day for appealing the by-law, a notice of appeal setting out the objection to the by-law and the reasons supporting the objection. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Secretary's duties on appeal

257.66 (1) If the secretary of the board receives a notice of appeal on or before the last day for appealing an education development charge by-law, the secretary shall compile a record that includes,

- (a) a copy of the by-law certified by the secretary;
- (b) a copy of the education development charge background study;
- (c) an affidavit or declaration certifying that notice of the passing of the by-law and of the last day for appealing it was given in accordance with this Division; and
- (d) the original or a true copy of all written submissions and material received in respect of the by-law before it was passed. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Same

(2) The secretary shall forward a copy of the notice of appeal and the record to the secretary of the Ontario Municipal Board within 30 days after the last day of appeal and shall provide such other information or material as the Ontario Municipal Board may require in respect of the appeal. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Affidavit, declaration conclusive evidence

(3) An affidavit or declaration of the secretary of a board that notice of the passing of the by-law and of the last day for appealing it was given in accordance with this Division is conclusive evidence of the facts stated in the affidavit or declaration. 1997, c. 31, s. 113 (5).

OMB hearing of appeal

257.67 (1) The Ontario Municipal Board shall hold a hearing to deal with any notice of appeal of an education development charge by-law forwarded by the secretary of a board. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Who to get notice

(2) The Ontario Municipal Board shall determine who shall be given notice of the hearing and in what manner. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Powers of OMB

- (3) After the hearing, the Ontario Municipal Board may,
 - (a) dismiss the appeal in whole or in part;
 - (b) order the board to repeal or amend the by-law in accordance with the Ontario Municipal Board's order;

de l'Ontario en déposant auprès du secrétaire du conseil qui l'a adopté, au plus tard à la date d'expiration du délai d'appel, un avis d'appel énonçant la nature de son opposition au règlement et les motifs à l'appui. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Obligations du secrétaire qui reçoit un avis d'appel

257.66 (1) Le secrétaire du conseil qui reçoit un avis d'appel à la date d'expiration du délai d'appel du règlement de redevances d'aménagement scolaires ou avant cette date constitue un dossier qui comprend les pièces suivantes :

- a) une copie du règlement certifiée conforme par le secrétaire;
- b) une copie de l'étude préliminaire sur les redevances d'aménagement scolaires;
- c) un affidavit ou une déclaration solennelle attestant que l'avis d'adoption du règlement et de la date d'expiration du délai d'appel a été donné conformément à la présente section;
- d) l'original ou une copie conforme des observations écrites et documents reçus relativement au règlement avant son adoption. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Idem

(2) Le secrétaire envoie une copie de l'avis d'appel et le dossier au secrétaire de la Commission des affaires municipales de l'Ontario dans les 30 jours de l'expiration du délai d'appel et fournit les autres renseignements ou documents que demande la Commission relativement à l'appel. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

L'affidavit ou la déclaration solennelle constitue une preuve concluante

(3) L'affidavit ou la déclaration solennelle du secrétaire du conseil indiquant que l'avis de l'adoption du règlement et de la date d'expiration du délai d'appel a été donné conformément à la présente section fait foi des faits qui y sont énoncés. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Audience devant la Commission

257.67 (1) La Commission des affaires municipales de l'Ontario tient une audience pour traiter tout avis d'appel d'un règlement de redevances d'aménagement scolaires que lui envoie le secrétaire d'un conseil. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Personnes à aviser

(2) La Commission des affaires municipales de l'Ontario détermine les personnes qui seront avisées de l'audience et la manière dont elles le seront. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Pouvoirs de la Commission

- (3) Après l'audience, la Commission des affaires municipales de l'Ontario peut :
 - a) rejeter l'appel en totalité ou en partie;
 - b) ordonner au conseil d'abroger ou de modifier le règlement conformément à son ordonnance;

(c) repeal or amend the by-law in such manner as the Ontario Municipal Board may determine. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Limitation on powers

- (4) The Ontario Municipal Board may not amend or order the amendment of a by-law so as to,
 - (a) increase the amount of an education development charge that will be payable in any particular case;
 - (b) remove, or reduce the scope of, an exemption;
 - (c) change the date the by-law will expire. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Dismissal without hearing

(5) Despite subsection (1), the Ontario Municipal Board may, where it is of the opinion that the objection to the by-law set out in the notice of appeal is insufficient, dismiss the appeal without holding a full hearing after notifying the appellant and giving the appellant an opportunity to make representations as to the merits of the appeal. 1997, c. 31, s. 113 (5).

When OMB ordered repeals, amendments effective

257.68 The repeal or amendment of an education development charge by-law by the Ontario Municipal Board, or by a board pursuant to an order of the Ontario Municipal Board, shall be deemed to have come into force on the day the by-law came into force. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Refunds, if OMB repeals by-law, etc.

- 257.69 (1) If the Ontario Municipal Board repeals or amends an education development charge by-law or orders a board to repeal or amend an education development charge by-law,
 - (a) in the case of a repeal, any education development charge paid under the by-law shall be refunded;
 - (b) in the case of an amendment, the difference between any education development charge paid under the by-law and the education development charge that would have been payable under the by-law as amended shall be refunded. 1997, c. 31, s. 113 (5).

When refund due

- (2) A refund required under subsection (1) shall be made,
 - (a) if the Ontario Municipal Board repeals or amends the by-law, within 30 days after the Board's order;
 - (b) if the Ontario Municipal Board orders the board to repeal or amend the by-law, within 30 days after the repeal or amendment by the board. 1997, c. 31, s. 113 (5).

c) abroger ou modifier le règlement de la manière qu'elle décide. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Restriction des pouvoirs de la Commission

- (4) La Commission des affaires municipales de l'Ontario ne peut modifier un règlement ni en ordonner la modification de façon à :
 - a) augmenter le montant d'une redevance d'aménagement scolaire qui sera payable dans un cas particulier;
 - b) supprimer une exemption ou en diminuer l'étendue;
 - c) changer la date d'expiration du règlement. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Rejet de l'appel sans audience

(5) Malgré le paragraphe (1), la Commission des affaires municipales de l'Ontario peut, si elle est d'avis que l'opposition au règlement exprimée dans l'avis d'appel est insuffisante, rejeter l'appel sans tenir une audience complète, après avoir avisé l'appelant et lui avoir donné l'occasion de présenter des observations quant au bienfondé de l'appel. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Entrée en vigueur des abrogations ou modifications ordonnées par la Commission

257.68 L'abrogation ou la modification d'un règlement de redevances d'aménagement scolaires par la Commission des affaires municipales de l'Ontario ou par un conseil conformément à une ordonnance de celle-ci est réputée être entrée en vigueur le même jour que le règlement. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Remboursements en cas d'abrogation ou de modification d'un règlement

- 257.69 (1) Si la Commission des affaires municipales de l'Ontario abroge ou modifie un règlement de redevances d'aménagement scolaires ou ordonne au conseil de le faire :
 - a) dans le cas d'une abrogation, les redevances d'aménagement scolaires payées aux termes du règlement sont remboursées;
 - b) dans le cas d'une modification, la différence entre les redevances d'aménagement scolaires payées aux termes du règlement et celles qui auraient été payables aux termes du règlement modifié est remboursée. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Date d'exigibilité du remboursement

- (2) Le remboursement exigé aux termes du paragraphe (1) est fait dans les délais suivants :
 - a) si la Commission des affaires municipales de l'Ontario abroge ou modifie le règlement, dans les 30 jours de la date où elle a rendu son ordonnance;
 - si la Commission des affaires municipales de l'Ontario ordonne au conseil d'abroger ou de modifier le règlement, dans les 30 jours de son abrogation ou de sa modification. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Interest

(3) Interest shall be paid on an amount refunded under subsection (1) at the prescribed interest rate from the time the amount was paid to the time it is refunded. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Source of refund, interest

(4) An amount refunded under subsection (1) and interest paid under subsection (3) shall be paid out of the appropriate education development charge reserve fund. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Who refund paid to

(5) An amount refunded under subsection (1) and any interest on it shall be paid to the person who paid the education development charge. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Information from municipality

(6) If a refund is required under subsection (1), the municipality to which the education development charge was paid shall provide the board with the information necessary to determine the amount to be refunded, the interest payable on that amount and the person to whom the refund and interest should be paid. 1997, c. 31, s. 113 (5).

AMENDMENT OF BY-LAWS

Amendment of by-law

257.70 (1) Subject to subsection (2), a board may pass a by-law amending an education development charge by-law. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Limitation

- (2) A board may not amend an education development charge by-law so as to do any one of the following more than once in the one-year period immediately following the coming into force of the by-law or in any succeeding one-year period:
 - 1. Increase the amount of an education development charge that will be payable in any particular case.
 - 2. Remove, or reduce the scope of, an exemption.
 - 3. Extend the term of the by-law. 1997, c. 31, s. 113 (5).

When amendment effective

257.71 A by-law amending an education development charge by-law comes into force on the fifth day after it is passed. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Process before passing amendment

257.72 Before passing a by-law amending an education development charge by-law, the board shall,

(a) give notice of the proposed amendment in accordance with the regulations; and

Intérêts

(3) Sont versés sur la somme remboursée aux termes du paragraphe (1) des intérêts au taux prescrit qui courent de la date de son versement à celle de son remboursement. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Provenance du remboursement et des intérêts

(4) La somme remboursée aux termes du paragraphe (1) et les intérêts versés aux termes du paragraphe (3) sont prélevés sur le fonds de réserve de redevances d'aménagement scolaires approprié. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Destinataire du remboursement

(5) La somme remboursée aux termes du paragraphe (1) et les intérêts courus sont versés à la personne qui a payé la redevance d'aménagement scolaire. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Renseignements à fournir par la municipalité

(6) Si un remboursement est exigé aux termes du paragraphe (1), la municipalité à laquelle a été payée la redevance d'aménagement scolaire fournit au conseil les renseignements nécessaires au calcul de la somme à rembourser et des intérêts courus payables et à l'identification de la personne à qui cette somme et ces intérêts doivent être versés. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

MODIFICATION DES RÈGLEMENTS

Modification des règlements

257.70 (1) Sous réserve du paragraphe (2), le conseil peut adopter un règlement modifiant un règlement de redevances d'aménagement scolaires. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Restriction

- (2) Le conseil ne peut modifier un règlement de redevances d'aménagement scolaires de façon à faire l'une ou l'autre des choses suivantes plus d'une fois au cours de la période de 12 mois qui suit l'entrée en vigueur du règlement ou de toute période ultérieure de 12 mois :
 - Augmenter le montant d'une redevance d'aménagement scolaire qui sera payable dans un cas particulier.
 - 2. Supprimer une exemption ou en diminuer l'étendue.
 - 3. Prolonger la durée du règlement. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Entrée en vigueur des modifications

257.71 Les règlements modifiant un règlement de redevances d'aménagement scolaires entrent en vigueur le cinquième jour qui suit celui de leur adoption. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Marche à suivre préalable à l'adoption d'une modification

- 257.72 Avant d'adopter un règlement modifiant un règlement de redevances d'aménagement scolaires, le conseil :
 - a) donne avis du projet de modification conformément aux règlements d'application de la présente loi;

- (b) ensure that the following are made available to the public,
 - the education development charge background study for the by-law being amended, and
 - (ii) sufficient information to allow the public to understand the proposed amendment. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Notice of amendment and time for appeal

257.73 (1) The secretary of a board that has passed a by-law amending an education development charge by-law shall give written notice of the passing of the amending by-law, and of the last day for appealing the amending by-law, which shall be the day that is 40 days after the day the amending by-law is passed. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Requirements of notice

(2) Notices required under this section must meet the requirements prescribed in the regulations and shall be given in accordance with the regulations. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Same

(3) Every notice required under this section must be given not later than 20 days after the day the amending by-law is passed. 1997, c. 31, s. 113 (5).

When notice given

- (4) A notice required under this section shall be deemed to have been given,
 - (a) if the notice is by publication in a newspaper, on the day that the publication occurs;
 - (b) if the notice is given by mail, on the day that the notice is mailed. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Appeal of amending by-law after passed

257.74 (1) Any person or organization may appeal a by-law amending an education development charge by-law to the Ontario Municipal Board by filing with the secretary of the board that passed the amended by-law, on or before the last day for appealing the amending by-law, a notice of appeal setting out the objection to the amending by-law and the reasons supporting the objection. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Same

(2) An appeal under subsection (1) may not raise an issue that could have been raised in an appeal under section 257.65. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Secretary's duties on appeal

- 257.75 (1) If the secretary of the board receives a notice of appeal on or before the last day for appealing a by-law amending an education development charge by-law, the secretary shall compile a record that includes,
 - (a) a copy of the education development charge by-law, as amended to the day the amending by-law was passed, certified by the secretary;

- b) fait en sorte que le public puisse consulter ce qui suit :
 - (i) l'étude préliminaire sur les redevances d'aménagement scolaires relative au règlement qui sera modifié,
 - (ii) des renseignements suffisants pour lui permettre de comprendre le projet de modification. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Avis d'adoption de la modification et du délai d'appel

257.73 (1) Le secrétaire du conseil qui a adopté un règlement modifiant un règlement de redevances d'aménagement scolaires donne un avis écrit de son adoption et de la date d'expiration du délai d'appel. Cette date tombe 40 jours après la date d'adoption du règlement modificatif. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Exigences

(2) Les avis exigés par le présent article doivent satisfaire aux exigences prescrites par les règlements d'application de la présente loi et être donnés conformément à ceux-ci. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Iden

(3) Les avis exigés par le présent article doivent être donnés au plus tard 20 jours après la date d'adoption du règlement modificatif. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Avis réputé donné

- (4) Les avis exigés par le présent article sont réputés donnés :
 - a) le jour de leur publication, s'ils sont donnés par voie de publication dans un journal;
 - b) le jour de leur mise à la poste, s'ils sont donnés par courrier. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Appel d'un règlement modificatif après son adoption

257.74 (1) Toute personne ou tout organisme peut interjeter appel d'un règlement modifiant un règlement de redevances d'aménagement scolaires devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario en déposant auprès du secrétaire du conseil qui l'a adopté, au plus tard à la date d'expiration du délai d'appel, un avis d'appel énonçant la nature de son opposition au règlement modificatif et les motifs à l'appui. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Idem

(2) L'appel interjeté en vertu du paragraphe (1) ne peut soulever des questions qui auraient pu être soulevées dans un appel interjeté en vertu de l'article 257.65. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Obligations du secrétaire qui reçoit un avis d'appel

- 257.75 (1) Le secrétaire du conseil qui reçoit un avis d'appel à la date d'expiration du délai d'appel du règlement modifiant un règlement de redevances d'aménagement scolaires ou avant cette date constitue un dossier qui comprend les pièces suivantes :
 - a) une copie du règlement de redevances d'aménagement scolaires, tel qu'il est modifié au jour de l'adoption du règlement modificatif, certifiée conforme par le secrétaire;

- (b) a copy of the amending by-law certified by the secretary:
- (c) a copy of the education development charge background study for the education development charge by-law;
- (d) a copy of the information made available to the public under subclause 257.72 (b) (ii) for the amending by-law and all previous amending by-laws amending the education development charge by-law; and
- (e) an affidavit or declaration certifying that notice of the passing of the amending by-law and of the last day for appealing it was given in accordance with this Division. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Same

(2) The secretary shall forward a copy of the notice of appeal and the record to the secretary of the Ontario Municipal Board within 30 days after the last day of appeal and shall provide such other information or material as the Ontario Municipal Board may require in respect of the appeal. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Affidavit, declaration conclusive evidence

(3) An affidavit or declaration of the secretary of a board that notice of the passing of the amending by-law and of the last day for appealing it was given in accordance with this Division is conclusive evidence of the facts stated in the affidavit or declaration. 1997, c. 31, s. 113 (5).

OMB hearing of appeal

257.76 (1) The Ontario Municipal Board shall hold a hearing to deal with any notice of appeal of a by-law amending an education development charge by-law forwarded by the secretary of a board. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Who to get notice

(2) The Ontario Municipal Board shall determine who shall be given notice of the hearing and in what manner. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Powers of OMB

- (3) After the hearing, the Ontario Municipal Board may,
 - (a) dismiss the appeal in whole or in part;
 - (b) order the board to repeal or amend the amending by-law in accordance with the Ontario Municipal Board's order;
 - (c) repeal or amend the amending by-law in such manner as the Ontario Municipal Board may determine. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Limitation on powers

(4) The Ontario Municipal Board may not amend or order the amendment of an amending by-law so as to,

- b) une copie du règlement modificatif certifiée conforme par le secrétaire;
- c) une copie de l'étude préliminaire sur les redevances d'aménagement scolaires relative au règlement de redevances d'aménagement scolaires;
- d) une copie des renseignements que le public a pu consulter aux termes du sous-alinéa 257.72 b) (ii) relativement au règlement modificatif et à tous les règlements antérieurs modifiant le règlement de redevances d'aménagement scolaires;
- e) un affidavit ou une déclaration solennelle attestant que l'avis d'adoption du règlement modificatif et de la date d'expiration du délai d'appel a été donné conformément à la présente section. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Iden

(2) Le secrétaire envoie une copie de l'avis d'appel et le dossier au secrétaire de la Commission des affaires municipales de l'Ontario dans les 30 jours de l'expiration du délai d'appel et fournit les autres renseignements ou documents que demande la Commission relativement à l'appel. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

L'affidavit ou la déclaration solennelle constitue une preuve concluante

(3) L'affidavit ou la déclaration solennelle du secrétaire du conseil indiquant que l'avis de l'adoption du règlement modificatif et de la date d'expiration du délai d'appel a été donné conformément à la présente section fait foi des faits qui y sont énoncés. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Audience devant la Commission

257.76 (1) La Commission des affaires municipales de l'Ontario tient une audience pour traiter tout avis d'appel d'un règlement modifiant un règlement de redevances d'aménagement scolaires que lui envoie le secrétaire d'un conseil. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Personnes à aviser

(2) La Commission des affaires municipales de l'Ontario détermine les personnes qui seront avisées de l'audience et la manière dont elles le seront. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Pouvoirs de la Commission

- (3) Après l'audience, la Commission des affaires municipales de l'Ontario peut :
 - a) rejeter l'appel en totalité ou en partie;
 - b) ordonner au conseil d'abroger ou de modifier le règlement modificatif conformément à son ordonnance:
 - c) abroger ou modifier le règlement modificatif de la manière qu'elle décide. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Restriction des pouvoirs de la Commission

(4) La Commission des affaires municipales de l'Ontario ne peut modifier un règlement modificatif ni en ordonner la modification de façon à :

- (a) increase the amount of an education development charge that will be payable in any particular case under the education development charge by-law as amended by the amending by-law;
- (b) remove, or reduce the scope of, an exemption under the education development charge by-law as amended by the amending by-law;
- (c) change the date the education development charge by-law will expire as provided in that by-law as amended by the amending by-law. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Dismissal without hearing

(5) Despite subsection (1), the Ontario Municipal Board may, where it is of the opinion that the objection to the amending by-law set out in the notice of appeal is insufficient, dismiss the appeal without holding a full hearing after notifying the appellant and giving the appellant an opportunity to make representations as to the merits of the appeal. 1997, c. 31, s. 113 (5).

When OMB ordered repeals, amendments effective

257.77 The repeal or amendment of a by-law amending an education development charge by-law by the Ontario Municipal Board, or by a board pursuant to an order of the Ontario Municipal Board, shall be deemed to have come into force on the day the amending by-law came into force. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Refunds, if OMB repeals by-law,

257.78 Section 257.69 applies, with necessary modifications, with respect to the repeal or amendment of a by-law amending an education development charge by-law by the Ontario Municipal Board or pursuant to an order of the Ontario Municipal Board. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Non-application of certain provisions to OMB amendments

257.79 Subsection 257.70 (2) and sections 257.71 to 257.77 do not apply with respect to the amendment, by the Ontario Municipal Board or pursuant to an order of the Ontario Municipal Board, of an education development charge by-law or a by-law amending an education development charge by-law. 1997, c. 31, s. 113 (5).

COLLECTION OF EDUCATION DEVELOPMENT CHARGES

When charge payable

257.80 An education development charge is payable upon a building permit being issued. 1997, c. 31, s. 113 (5).

- a) augmenter le montant d'une redevance d'aménagement scolaire qui sera payable dans un cas particulier aux termes du règlement de redevances d'aménagement scolaires, tel qu'il est modifié par le règlement modificatif;
- supprimer une exemption prévue par le règlement de redevances d'aménagement scolaires, tel qu'il est modifié par le règlement modificatif, ou en diminuer l'étendue;
- c) changer la date d'expiration du règlement de redevances d'aménagement scolaires que prévoit celuici tel qu'il est modifié par le règlement modificatif. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Rejet de l'appel sans audience

(5) Malgré le paragraphe (1), la Commission des affaires municipales de l'Ontario peut, si elle est d'avis que l'opposition au règlement modificatif exprimée dans l'avis d'appel est insuffisante, rejeter l'appel sans tenir une audience complète, après avoir avisé l'appelant et lui avoir donné l'occasion de présenter des observations quant au bien-fondé de l'appel. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Entrée en vigueur des abrogations ou modifications ordonnées par la Commission

257.77 L'abrogation ou la modification d'un règlement modifiant un règlement de redevances d'aménagement scolaires par la Commission des affaires municipales de l'Ontario ou par un conseil conformément à une ordonnance de celle-ci est réputée être entrée en vigueur le même jour que le règlement modificatif. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Remboursements en cas d'abrogation ou de modification d'un règlement modificatif

257.78 L'article 257.69 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de l'abrogation ou de la modification, par la Commission des affaires municipales de l'Ontario ou conformément à une ordonnance de celle-ci, d'un règlement modifiant un règlement de redevances d'aménagement scolaires. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Non-application de certaines dispositions aux modifications ordonnées par la Commission

257.79 Le paragraphe 257.70 (2) et les articles 257.71 à 257.77 ne s'appliquent pas à l'égard de la modification, par la Commission des affaires municipales de l'Ontario ou conformément à une ordonnance de celle-ci, d'un règlement de redevances d'aménagement scolaires ou d'un règlement modifiant un tel règlement. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

PERCEPTION DES REDEVANCES D'AMÉNAGEMENT SCOLAIRES

Date d'exigibilité de la redevance

257.80 La redevance d'aménagement scolaire est payable dès la délivrance du permis de construire. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Who charge payable to

257.81 An education development charge is payable to the municipality issuing the building permit. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Education development charge reserve funds

257.82 (1) A board that has passed an education development charge by-law shall establish reserve funds in accordance with the regulations. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Deposit of charges into reserve funds

(2) A municipality that receives an education development charge shall deposit the charge in the appropriate education development charge reserve fund not later than the 25th day of the month after the month in which the charge was received. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Withholding of building permit until charge paid

257.83 Despite any other Act, a municipality shall not issue a building permit for development to which an education development charge applies unless the charge has been paid. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Land given for credit

257.84 (1) A board that has passed a by-law imposing education development charges on land of an owner may, with the consent of the Minister, accept land for pupil accommodation in place of the payment of all or a part of the education development charges. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Same

(2) A board that accepts land under subsection (1) shall, in accordance with the regulations made under section 257.101, give the owner credits toward the education development charges imposed on the owner by the board. 1997, c. 31, s. 113 (5).

COMPLAINTS ABOUT EDUCATION DEVELOPMENT CHARGES

Complaint to council of municipality

257.85 (1) An owner, the owner's agent or a board, may complain to the council of the municipality to which an education development charge is payable that,

- (a) the amount of the education development charge was incorrectly determined;
- (b) a credit is or is not available to be used against the education development charge, or that the amount of a credit was incorrectly determined; or
- (c) there was an error in the application of the education development charge by-law. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Time limit

(2) A complaint may not be made under subsection (1) later than 90 days after the day the education develop-

Destinataire du paiement

257.81 La redevance d'aménagement scolaire est payable à la municipalité qui délivre le permis de construire. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Fonds de réserve de redevances d'aménagement scolaires

257.82 (1) Le conseil qui a adopté un règlement de redevances d'aménagement scolaires constitue des fonds de réserve conformément aux règlements d'application de la présente loi. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Dépôt des redevances dans les fonds de réserve

(2) La municipalité qui reçoit des redevances d'aménagement scolaires les dépose dans le fonds de réserve de redevances d'aménagement scolaires approprié au plus tard le 25° jour du mois qui suit le mois de leur réception. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Refus de délivrer le permis de construire avant le paiement de la redevance

257.83 Malgré toute autre loi, la municipalité ne doit pas délivrer de permis de construire à l'égard d'un aménagement auquel s'applique une redevance d'aménagement scolaire qui n'a pas été payée. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Don d'un bien-fonds en échange d'un crédit

257.84 (1) Avec le consentement du ministre, le conseil qui a adopté un règlement imposant des redevances d'aménagement scolaires sur le bien-fonds d'un propriétaire peut accepter le bien-fonds aux fins d'installations d'accueil pour les élèves à la place du paiement de tout ou partie des redevances. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Iden

(2) Le conseil qui accepte un bien-fonds en vertu du paragraphe (1) accorde au propriétaire, conformément aux règlements pris en application de l'article 257.101, un crédit à valoir sur les redevances d'aménagement scolaires qu'il a imposées à l'égard du propriétaire. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

PLAINTES RELATIVES AUX REDEVANCES D'AMÉNAGEMENT SCOLAIRES

Plainte déposée auprès du conseil de la municipalité

- 257.85 (1) Tout propriétaire, son représentant ou tout conseil peut déposer auprès du conseil de la municipalité à laquelle une redevance d'aménagement scolaire est payable une plainte concernant l'une ou l'autre des questions suivantes :
 - a) le montant de la redevance a été calculé incorrectement:
 - b) un crédit peut ou non être déduit de la redevance ou le montant d'un crédit a été calculé incorrectement;
 - c) une erreur s'est produite dans l'application du règlement de redevances d'aménagement scolaires. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Prescription

(2) Sont irrecevables les plaintes déposées en vertu du paragraphe (1) plus de 90 jours après la date d'exigibilité

ment charge, or any part of it, is payable. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Form of complaint

(3) The complaint must be in writing, must state the complainant's name, the address where notice can be given to the complainant and the reasons for the complaint. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Parties

- (4) The parties to the complaint are the complainant and,
- (a) the board if the complainant is the owner or the owner's agent; or
- (b) the owner if the complainant is the board. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Hearing

(5) The council shall hold a hearing into the complaint and shall give the parties an opportunity to make representations at the hearing. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Notice of hearing

(6) The clerk of the municipality shall mail a notice of the hearing to the parties at least 14 days before the hearing. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Council's powers

(7) After hearing the evidence and submissions of the parties, the council may dismiss the complaint or rectify any incorrect determination or error that was the subject of the complaint. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Notice of decision and time for appeal

257.86 (1) The clerk of the municipality shall mail to the parties a notice of the council's decision, and of the last day for appealing the decision, which shall be the day that is 40 days after the day the decision is made. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Requirements of notice

(2) The notice required under this section must be mailed not later than 20 days after the day the council's decision is made. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Appeal of council's decision

257.87 (1) A party may appeal the decision of the council of the municipality to the Ontario Municipal Board by filing with the clerk of the municipality, on or before the last day for appealing the decision, a notice of appeal setting out the reasons for the appeal. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Additional ground

(2) A party may also appeal to the Ontario Municipal Board if the council of the municipality does not deal with the complaint within 60 days after the complaint is made by filing with the clerk of the municipality a notice of appeal. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Clerk's duties on appeal

257.88 (1) If a notice of appeal under subsection 257.87 (1) is filed with the clerk of the municipality on or

de tout ou partie de la redevance d'aménagement scolaire. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Forme de la plainte

(2) La plainte est rédigée par écrit et indique le nom du plaignant, l'adresse où les avis peuvent lui être envoyés ainsi que les motifs de la plainte. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Parties

- (4) Les parties à la plainte sont le plaignant et :
- a) le conseil, si le plaignant est le propriétaire ou son représentant;
- b) le propriétaire, si le plaignant est le conseil. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Audience

(5) Le conseil municipal tient une audience au sujet de la plainte et donne au plaignant l'occasion d'y présenter des observations. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Avis d'audience

(6) Le secrétaire de la municipalité envoie l'avis d'audience aux parties par la poste au moins 14 jours avant la tenue de l'audience. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Pouvoirs du conseil municipal

(7) Après avoir entendu le témoignage et les observations des parties, le conseil municipal peut rejeter la plainte ou rectifier toute décision incorrecte ou erreur qui en faisait l'objet. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Avis de la décision et du délai d'appel

257.86 (1) Le secrétaire de la municipalité envoie par la poste aux parties un avis de la décision du conseil municipal et de la date d'expiration du délai d'appel. Cette date tombe 40 jours après la date de la décision. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Exigences

(2) L'avis exigé par le présent article est envoyé par la poste au plus tard 20 jours après que le conseil municipal a rendu sa décision. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Appel de la décision du conseil municipal

257.87 (1) Toute partie peut interjeter appel de la décision du conseil de la municipalité devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario en déposant un avis d'appel, accompagné des motifs, auprès du secrétaire de la municipalité au plus tard à la date d'expiration du délai d'appel. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Motif supplémentaire

(2) Toute partie peut également interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario en déposant un avis d'appel auprès du secrétaire de la municipalité si le conseil de la municipalité ne traite pas sa plainte dans les 60 jours de son dépôt. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Obligations du secrétaire qui reçoit un avis d'appel

257.88 (1) Le secrétaire de la municipalité qui reçoit un avis d'appel en vertu du paragraphe 257.87 (1) à la

before the last day for appealing a decision, the clerk shall compile a record that includes,

- (a) a copy of the education development charge by-law certified by the clerk;
- (b) the original or a true copy of the complaint and all written submissions and material received from the parties;
- (c) a copy of the council's decision certified by the clerk; and
- (d) an affidavit or declaration certifying that notice of the council's decision and of the last day for appealing it was given in accordance with this Division. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Same

- (2) If a notice of appeal under subsection 257.87 (2) is filed with the clerk of the municipality, the clerk shall compile a record that includes,
 - (a) a copy of the education development charge by-law certified by the clerk; and
 - (b) the original or a true copy of the complaint and all written submissions and material received from the parties. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Same

(3) The clerk shall forward a copy of the notice of appeal and the record to the secretary of the Ontario Municipal Board within 30 days after the notice is received and shall provide such other information and material that the Board may require in respect of the appeal. 1997, c. 31, s. 113 (5).

OMB hearing of appeal

257.89 (1) The Ontario Municipal Board shall hold a hearing to deal with any notice of appeal relating to a complaint forwarded by the clerk of a municipality. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Notice to parties

(2) The Ontario Municipal Board shall give notice of the hearing to the parties. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Powers of OMB

(3) After the hearing, the Ontario Municipal Board may do anything that could have been done by the council of the municipality under subsection 257.85 (7). 1997, c. 31, s. 113 (5).

Refund if education development charge reduced

257.90 (1) If an education development charge that has already been paid is reduced by the council of a municipality under section 257.85 or by the Ontario Municipal Board under section 257.89, the overpayment shall immediately be refunded. 1997, c. 31, s. 113 (5).

date d'expiration du délai d'appel d'une décision ou avant cette date constitue un dossier qui comprend les pièces suivantes:

- a) une copie du règlement de redevances d'aménagement scolaires certifiée conforme par le secrétaire;
- b) l'original ou une copie conforme de la plainte ainsi que des observations écrites et documents reçus des parties;
- c) une copie de la décision du conseil certifiée conforme par le secrétaire;
- d) un affidavit ou une déclaration solennelle attestant que l'avis de la décision du conseil municipal et de la date d'expiration du délai d'appel a été donné conformément à la présente section. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Idem

- (2) Le secrétaire de la municipalité qui reçoit un avis d'appel en vertu du paragraphe 257.87 (2) constitue un dossier qui comprend les pièces suivantes :
 - a) une copie du règlement de redevances d'aménagement scolaires certifiée conforme par le secrétaire;
 - b) l'original ou une copie conforme de la plainte ainsi que des observations écrites et documents reçus des parties. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Idem

(3) Le secrétaire envoie une copie de l'avis d'appel et le dossier au secrétaire de la Commission des affaires municipales de l'Ontario dans les 30 jours de la réception de l'avis et fournit les autres renseignements et documents que demande la Commission relativement à l'appel. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Audience devant la Commission

257.89 (1) La Commission des affaires municipales de l'Ontario tient une audience pour traiter tout avis d'appel portant sur une plainte que lui envoie le secrétaire d'une municipalité. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Avis aux parties

(2) La Commission des affaires municipales de l'Ontario donne avis de l'audience aux parties. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Pouvoirs de la Commission

(3) Après l'audience, la Commission des affaires municipales de l'Ontario peut faire tout ce que le paragraphe 257.85 (7) permet au conseil de la municipalité de faire. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Remboursement en cas de réduction de la redevance d'aménagement scolaire

257.90 (1) Si une redevance d'aménagement scolaire qui a déjà été payée est réduite par le conseil d'une municipalité en vertu de l'article 257.85 ou par la Commission des affaires municipales de l'Ontario en vertu de l'article 257.89, la partie excédentaire du paiement est immédiatement remboursée. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Interest

(2) Interest shall be paid on an amount refunded under subsection (1) at the prescribed interest rate from the time the amount was paid to the time it is refunded. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Source of refund, interest

(3) An amount refunded under subsection (1) and interest paid under subsection (2) shall be paid out of the appropriate education development charge reserve fund. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Who refund paid to

(4) An amount refunded under subsection (1) and any interest on it shall be paid to the person who paid the education development charge. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Payment if education development charge increased

257.91 If an education development charge that has already been paid is increased by the council of a municipality under section 257.85 or by the Ontario Municipal Board under section 257.89, the increase shall immediately be paid by the person who paid the education development charge. 1997, c. 31, s. 113 (5).

SPECIAL CASES

Territory without municipal organization

257.92 If there is an education development charge on land that is in territory without municipal organization, sections 257.81 to 257.91 apply with the following modifications:

- 1. Under section 257.81, the charge is payable to the board under whose by-law the charge is imposed and subsection 257.82 (2) applies to the board.
- Section 257.83 applies to the official responsible for issuing building permits for the area the land is in.
- 3. Complaints under section 257.85 may be made to the board by the owner or the owner's agent. The complainant is the only party to the complaint. In sections 257.85 to 257.90, all references to the municipality or the council of the municipality shall be deemed to be references to the board and all references to the clerk of the municipality shall be deemed to be references to the secretary of the board.
- 4. If the decision of the board is appealed to the Ontario Municipal Board under section 257.87, the parties to the appeal are the complainant and the board. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Areas where province issues building permits

257.93 If the council of a municipality has entered into an agreement providing for the enforcement of the *Building Code Act*, 1992 by Ontario, sections 257.81 to 257.91

Intérêts

(2) Sont versés sur la somme remboursée aux termes du paragraphe (1) des intérêts au taux prescrit qui courent de la date de son versement à celle de son remboursement. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Provenance du remboursement et des intérêts

(3) La somme remboursée aux termes du paragraphe (1) et les intérêts versés aux termes du paragraphe (2) sont prélevés sur le fonds de réserve de redevances d'aménagement scolaires approprié. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Destinataire du remboursement

(4) La somme remboursée aux termes du paragraphe (1) et les intérêts courus sont versés à la personne qui a payé la redevance d'aménagement scolaire. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Paiement en cas d'augmentation de la redevance d'aménagement scolaire

257.91 Si une redevance d'aménagement scolaire qui a déjà été payée est augmentée par le conseil d'une municipalité en vertu de l'article 257.85 ou par la Commission des affaires municipales de l'Ontario en vertu de l'article 257.89, la personne qui l'a payée paie immédiatement l'augmentation. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

CAS PARTICULIERS

Territoire non érigé en municipalité

257.92 Les articles 257.81 à 257.91 s'appliquent, avec les adaptations suivantes, dans le cas de la redevance d'aménagement scolaire imposée sur les biens-fonds d'un territoire non érigé en municipalité :

- 1. Aux termes de l'article 257.81, la redevance est payable au conseil qui a adopté le règlement qui l'impose, et le paragraphe 257.82 (2) s'applique à ce conseil.
- 2. L'article 257.83 s'applique à l'agent responsable de la délivrance des permis de construire dans le secteur où se trouve le bien-fonds.
- 3. Le propriétaire ou son représentant peut déposer auprès du conseil une plainte visée à l'article 257.85. Le plaignant est la seule partie à la plainte. Aux articles 257.85 à 257.90, toutes les mentions de la municipalité, du conseil municipal ou du conseil de la municipalité sont réputées des mentions du conseil et toutes les mentions du secrétaire de la municipalité sont réputées des mentions du secrétaire de celui-ci.
- 4. S'il est interjeté appel de la décision du conseil devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario en vertu de l'article 257.87, les parties à l'appel sont le plaignant et le conseil. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Secteurs où la province délivre les permis de construire

257.93 Si le conseil de la municipalité a conclu un accord prévoyant l'exécution de la Loi de 1992 sur le code du bâtiment par l'Ontario, les articles 257.81 à

apply with the modifications set out in the regulations. 1997, c. 31, s. 113 (5).

MISCELLANEOUS

Different types of boards treated the same

257.94 In doing anything under this Division the Ontario Municipal Board shall treat English-language public boards, English-language Roman Catholic boards, French-language public district school boards and French-language separate district school boards in the same manner. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Registration of by-law

257.95 A board that has passed an education development charge by-law may register the by-law or a certified copy of it against the land to which it applies. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Recovery of unpaid amounts, lien on land

257.96 Section 349 of the *Municipal Act, 2001* applies with necessary modifications with respect to an education development charge or any part of it that remains unpaid after it is payable. 1997, c. 31, s. 113 (5); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Reports by municipalities to boards

257.97 (1) Each month a municipality shall make a report to a board if, in the period that the report would cover, any education development charges payable under an education development charge by-law of the board would be payable to the municipality. 1997, c. 31, s. 113 (5).

When due

(2) The monthly reports shall be made on or before the 5th day of each month. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Contents

(3) The monthly reports shall contain the prescribed information. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Statement of treasurer

257.98 (1) The treasurer of a board shall each year on or before such date as the board may direct, give the board a financial statement relating to education development charge by-laws and education development charge reserve funds. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Requirements

(2) A statement must include, for the preceding year, statements of the opening and closing balances of the education development charge reserve funds and of the transactions relating to the reserve funds and such other information as is prescribed in the regulations. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Copy to Minister

(3) The treasurer shall give a copy of a statement to the Minister within 60 days after giving the statement to the board. 1997, c. 31, s. 113 (5).

257.91 s'appliquent avec les adaptations énoncées dans les règlements d'application de la présente loi. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

DISPOSITIONS DIVERSES

Même traitement pour différents conseils

257.94 Lorsqu'elle accomplit un acte aux termes de la présente section, la Commission des affaires municipales de l'Ontario traite de la même manière les conseils publics de langue anglaise, les conseils catholiques de langue anglaise, les conseils scolaires de district publics de langue française et les conseils scolaires de district séparés de langue française. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Enregistrement du règlement

257.95 Le conseil qui a adopté un règlement de redevances d'aménagement scolaires peut enregistrer le règlement ou une copie certifiée conforme de celui-ci à l'égard du bien-fonds auquel il s'applique. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Recouvrement des sommes en souffrance

257.96 L'article 349 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de tout ou partie d'une redevance d'aménagement scolaire qui demeure impayé après la date d'échéance. 1997, chap. 31, par. 113 (5); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Rapports

257.97 (1) Tous les mois, la municipalité présente un rapport au conseil si, pendant la période que viserait le rapport, une redevance d'aménagement scolaire payable aux termes d'un règlement de redevances d'aménagement scolaires du conseil était payable à la municipalité. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Délai de présentation

(2) Les rapports mensuels sont présentés au plus tard le 5 du mois. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Conteni

(3) Les rapports mensuels contiennent les renseignements prescrits. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

États financiers

257.98 (1) Le trésorier du conseil remet chaque année au conseil, au plus tard à la date que fixe celui-ci, des états financiers sur les règlements de redevances d'aménagement scolaires et sur les fonds de réserve de redevances d'aménagement scolaires. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Exigences

(2) Les états comprennent, pour l'année précédente, l'état des soldes d'ouverture et de clôture des fonds de réserve de redevances d'aménagement scolaires, l'état des opérations liées à ces fonds et les autres renseignements prescrits. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Remise d'une copie au ministre

(3) Le trésorier remet une copie des états au ministre dans les 60 jours de leur remise au conseil. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Board may borrow from reserve fund

257.99 A board may borrow money from an education development charge reserve fund but if it does so, the board shall repay the amount used plus interest at a rate not less than the prescribed minimum interest rate. 1997, c. 31, s. 113 (5).

No right of petition

257.100 Despite section 95 of the *Ontario Municipal Board Act*, there is no right to file a petition under that section in respect of any order or decision of the Ontario Municipal Board under this Division. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Regulations

- **257.101** (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations that may have general or particular application in respect of a board,
 - (a) prescribing any matter that is referred to as prescribed in this Division;
 - (b) for the purposes of clause 257.54 (3) (b), prescribing classes of residential buildings, prescribing the maximum number of additional dwelling units, not exceeding two, for buildings in such classes, prescribing restrictions and governing what constitutes a separate building;
 - (c) defining or clarifying "gross floor area" and "existing industrial building" for the purposes of this Division;
 - (d) dividing the area of the jurisdiction of a board into two or more prescribed regions for the purposes of section 257.57;
 - (e) governing the expiry of education development charge by-laws that are passed by different boards but that apply to the same area;
 - (f) for the purposes of clause 257.63 (1) (b), subsection 257.64 (2), clause 257.72 (a) and subsection 257.73 (2), governing notices referred to in those provisions;
 - (g) prescribing modifications to the application of sections 257.81 to 257.91 in the circumstances set out in section 257.93;
 - (h) prescribing information to be included in monthly reports under section 257.97 and prescribing the period that each report must cover;
 - (i) prescribing the interest rate or a method for determining the interest rate that shall be paid under subsections 257.69 (3) and 257.90 (2);
 - (j) prescribing the minimum interest rate or a method for determining the minimum interest rate that boards shall pay under section 257.99;
 - (k) governing education development charge reserve funds including,

Emprunts sur un fonds de réserve

257.99 Le conseil peut emprunter une somme d'argent sur un fonds de réserve de redevances d'aménagement scolaires. Il rembourse alors la somme, majorée des intérêts à un taux qui n'est pas inférieur au taux minimal prescrit. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Aucun droit de pétition

257.100 Malgré l'article 95 de la Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario, nul ne peut déposer une pétition en vertu de cet article à l'égard d'une ordonnance ou d'une décision que rend la Commission des affaires municipales de l'Ontario aux termes de la présente section. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Règlements

- **257.101** (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement qui peut avoir une portée générale ou particulière à l'égard d'un conseil :
 - a) prescrire les questions qui sont mentionnées comme étant prescrites dans la présente section;
 - b) pour l'application de l'alinéa 257.54 (3) b), prescrire les catégories d'immeubles d'habitation, prescrire le nombre maximal de logements supplémentaires, qui ne peut être supérieur à deux, pour les immeubles de ces catégories, prescrire les restrictions et régir ce qui constitue un immeuble distinct;
 - c) définir ou préciser ce qu'on entend par «surface de plancher hors oeuvre brute» et «immeuble industriel existant» pour l'application de la présente section;
 - d) diviser le territoire de compétence d'un conseil en deux régions prescrites ou plus pour l'application de l'article 257.57;
 - régir l'expiration des règlements de redevances d'aménagement scolaires qui sont adoptés par différents conseils, mais qui s'appliquent au même secteur;
 - f) régir les avis et préavis pour l'application de l'alinéa 257.63 (1) b), du paragraphe 257.64 (2), de l'alinéa 257.72 a) et du paragraphe 257.73 (2);
 - g) prescrire les adaptations à apporter à l'application des articles 257.81 à 257.91 dans les circonstances énoncées à l'article 257.93;
 - h) prescrire les renseignements à inclure dans les rapports mensuels prévus à l'article 257.97 et la période que doit viser chaque rapport;
 - i) prescrire le taux d'intérêt qui doit être payé aux termes des paragraphes 257.69 (3) et 257.90 (2) ou la méthode permettant de le fixer;
 - j) prescrire le taux d'intérêt minimal que les conseils doivent payer aux termes de l'article 257.99 ou la méthode permettant de le fixer;
 - k) régir les fonds de réserve de redevances d'aménagement scolaires, notamment :

- (i) governing the establishment and administration of such reserve funds,
- (ii) the use of money from such reserve funds,
- (iii) varying the application of section 417 of the *Municipal Act*, 2001 with respect to such reserve funds,
- (iv) requiring the approval of the Minister in respect of the manner in which or the rate at which the money is withdrawn from such reserve funds:
- requiring the approval of the Minister to any factor, criterion, rate, amount, portion, estimate or project used in determining an education development charge;
- (m) prescribing the manner of calculating or determining education development charges and prescribing classes of persons that may make determinations necessary for the calculation of education development charges;
- (n) providing for the sharing of proceeds where more than one board establishes education development charges in respect of the same area;
- (o) prescribing information that boards must provide to other boards and to the Minister for the purposes of developing education development charges under this Division;
- (p) prescribing the terms of agreements for credit in lieu of payment of education development charges, determining the amount of the credit and governing the allocation of the credit between or among boards:
- (q) requiring a board to exempt an owner from an educational development charge if the owner meets the prescribed conditions;
- (r) requiring boards to give notice of the particulars of education development charge by-laws that are in force, in the manner, and to the persons, prescribed in the regulations;
- (s) requiring boards to prepare and distribute pamphlets to explain their education development charge by-laws and governing the preparation of such pamphlets and their distribution by boards and others. 1997, c. 31, s. 113 (5); 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Forms

(2) Regulations under subsection (1) may require the use of forms approved by the Minister. 1997, c. 31, s. 113 (5).

TRANSITIONAL PROVISIONS

Interpretation

257.102 (1) In sections 257.103 and 257.105,

- (i) régir la constitution et l'administration de ces fonds
- (ii) régir l'utilisation des sommes qui se trouvent dans ces fonds.
- (iii) modifier l'application de l'article 417 de la Loi de 2001 sur les municipalités à l'égard de ces fonds,
- (iv) exiger l'approbation du ministre à l'égard de la manière dont des sommes sont retirées de ces fonds ou du rythme auquel elles le sont;
- exiger l'approbation du ministre quant aux facteurs, critères, taux, sommes, montants, parts, prévisions ou projets utilisés afin de fixer les redevances d'aménagement scolaires;
- m) prescrire le mode de calcul ou de fixation des redevances d'aménagement scolaires ainsi que les catégories de personnes qui peuvent faire les déterminations nécessaires au calcul de ces redevances;
- n) prévoir le partage du produit lorsque plus d'un conseil fixe des redevances d'aménagement scolaires à l'égard d'un même secteur;
- o) prescrire les renseignements que les conseils doivent fournir aux autres conseils et au ministre aux fins de l'élaboration de redevances d'aménagement scolaires aux termes de la présente section;
- p) prescrire les clauses des ententes permettant d'accorder un crédit tenant lieu de paiement des redevances d'aménagement scolaires, fixer le montant du crédit et régir la répartition du crédit entre les conseils:
- q) exiger d'un conseil qu'il exonère d'une redevance d'aménagement scolaire le propriétaire qui remplit les conditions prescrites;
- r) exiger que les conseils donnent, de la manière et aux personnes prescrites par les règlements d'application de la présente loi, un avis précisant les détails des règlements de redevances d'aménagement scolaires qui sont en vigueur;
- s) exiger que les conseils préparent et distribuent des dépliants expliquant leurs règlements de redevances d'aménagement scolaires et régir la préparation de ces dépliants et leur distribution par les conseils et par d'autres. 1997, chap. 31, par. 113 (5); 2002, chap. 17, annexe F, tableau.

Formulas

(2) Les règlements pris en application du paragraphe (1) peuvent exiger l'emploi des formules qu'approuve le ministre. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Dispositions interprétatives

257.102 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 257.103 et 257.105.

"old Act" means,

- (a) if section 71 of Bill 98 of the 1st Session, 36th Legislature (Development Charges Act, 1997) comes into force on or before the day this section comes into force, the Education Development Charges Act (formerly the Development Charges Act, retitled by Bill 98) as it reads immediately before this section comes into force,
- (b) if section 71 of Bill 98 comes into force after the day this section comes into force, the *Development Charges Act* as it reads immediately before this section comes into force; ("ancienne loi")

"successor board" means a board that, for the purposes of this Division, is prescribed in the regulations as a successor board to an old board. ("conseil qui succède") 1997, c. 31, s. 113 (5).

References to Bill 98

(2) In this section, the references to section 71 of Bill 98 are references to the section with that number in the version of Bill 98 reprinted as amended by the Resources Development Committee. 1997, c. 31, s. 113 (5).

By-law under the old Act

257.103 (1) This section applies with respect to an education development charge by-law under the old Act. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Continued

(2) An education development charge by-law of an old board continues as an education development charge by-law of each successor board of the old board whose area of jurisdiction includes part of the area to which the by-law applies. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Application of old Act, new Act

(3) The old Act continues to apply to a by-law continued under subsection (2) except that sections 257.80 to 257.91 and 257.94 to 257.100 apply instead of the corresponding provisions of the old Act. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Duration of continued by-law

(4) Unless it expires or is repealed earlier, a by-law continued under subsection (2) expires at the end of August 31, 1999. 1997, c. 31, s. 113 (5); 1998, c. 33, s. 46.

Note: The amendments made by the Statutes of Ontario, 1998, chapter 33 apply, except where the context otherwise requires, with respect to the entire 1998 taxation year not just that portion of it that follows December 18, 1998. See: 1998, c. 33, s. 47 (1).

Modifications of by-law

(5) The following apply to a by-law of a board continued under subsection (2):

«ancienne loi» S'entend de ce qui suit :

- a) si l'article 71 du projet de loi 98 de la 1^{re} session de la 36^e Législature (*Loi de 1997 sur les redevances d'aménagement*) entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du présent article ou avant ce jour, la *Loi sur les redevances d'exploitation relatives à l'éducation* (anciennement la *Loi sur les redevances d'exploitation*, dont le projet de loi 98 change le titre), telle qu'elle existe immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article;
- b) si l'article 71 du projet de loi 98 entre en vigueur après le jour de l'entrée en vigueur du présent article, la *Loi sur les redevances d'exploitation*, telle qu'elle existe immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article. («old Act»)

«conseil qui succède» Conseil qui, pour l'application de la présente section, est prescrit par règlement comme étant celui qui succède à un ancien conseil. («successor board») 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Renvois au projet de loi 98

(2) Au présent article, les mentions de l'article 71 du projet de loi 98 sont des mentions de l'article qui porte ce numéro dans le projet de loi 98 réimprimé, tel qu'il a été modifié par le Comité du développement des ressources. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Règlement adopté en vertu de l'ancienne loi

257.103 (1) Le présent article s'applique à l'égard des règlements scolaires prévoyant l'imposition de redevances d'exploitation relatives à l'éducation adoptés en vertu de l'ancienne loi. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Prorogation

(2) Les règlements scolaires prévoyant l'imposition de redevances d'exploitation relatives à l'éducation d'un ancien conseil sont prorogés à titre de règlements de redevances d'aménagement scolaires de chaque conseil qui succède à l'ancien conseil et dont le territoire de compétence comprend une partie du secteur auquel s'applique le règlement. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Application de l'ancienne et de la nouvelle loi

(3) L'ancienne loi continue de s'appliquer aux règlements qui sont prorogés aux termes du paragraphe (2). Toutefois, les articles 257.80 à 257.91 et 257.94 à 257.100 s'appliquent plutôt que les dispositions correspondantes de l'ancienne loi. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Durée des règlements prorogés

(4) À moins d'expirer ou d'être abrogés plus tôt, les règlements prorogés aux termes du paragraphe (2) expirent à minuit le 31 août 1999. 1997, chap. 31, par. 113 (5); 1998, chap. 33, art. 46.

Remarque: Les modifications apportées par le chapitre 33 des Lois de l'Ontario de 1998 s'appliquent, sauf si le contexte exige une autre interprétation, à l'année d'imposition 1998 tout entière et non seulement à la partie de cette année qui suit le 18 décembre 1998. Voir: 1998, chap. 33, par. 47 (1).

Adaptations

(5) Les adaptations qui suivent s'appliquent aux règlements du conseil qui sont prorogés aux termes du paragraphe (2):

- 1. The area to which the by-law applies is restricted to the area that the by-law applied to immediately before this section comes into force that is within the area of jurisdiction of the board.
- 2. If the education development charge by-law of the old board was continued as a by-law of more than one successor board and any of the areas to which the continued by-laws apply overlap, the education development charges payable in respect of land in the areas of overlap shall be determined, in accordance with the regulations, so that the education development charges payable under the continued by-laws do not exceed the amount that would have been payable had the by-law continued as the by-law of a single board. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Amendment, repeal of by-law

(6) A board may, under the old Act, amend or repeal an education development charge by-law continued under subsection (2) but the board may not pass a new education development charge by-law under that Act. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Restriction, while continued by-law in force

(7) A board shall not pass an education development charge by-law under this Division that applies to an area to which a by-law of the board continued under subsection (2) applies. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Certain by-laws passed under old Act

(8) Despite subsection (2), an education development charge by-law of an old board passed on or after September 22, 1997 but before the day this section comes into force expires upon the coming into force of this section. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Same, refund of charges paid

(9) An education development charge paid under a by-law of an old board described under subsection (8) shall be refunded to the person who paid it and the obligation to refund the charge shall be deemed to be a liability of the old board that shall be transferred to one or more boards. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Certain old requests, appeals

257.104 Despite the repeal of section 46 of the Education Development Charges Act (formerly the Development Charges Act), that section continues to apply with respect to the requests and appeals described in that section made before November 23, 1989. 1997, c. 31, s. 113 (5).

Regulations, transition

257.105 (1) Without limiting the generality of section 257.3, the Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- Le secteur auquel s'applique chaque règlement est limité à celui auquel le règlement s'appliquait immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article et qui est situé dans le territoire de compétence du conseil.
- 2. Si le règlement scolaire prévoyant l'imposition de redevances d'exploitation relatives à l'éducation de l'ancien conseil est prorogé à titre de règlement de redevances d'aménagement scolaires de plusieurs conseils qui lui succèdent et que des secteurs auxquels s'appliquent les règlements prorogés se chevauchent, les redevances d'aménagement scolaires payables à l'égard des biens-fonds des secteurs qui se chevauchent sont fixées conformément aux règlements d'application de la présente loi de sorte que les redevances payables aux termes des règlements prorogés ne soient pas supérieures à celles qui auraient été payables si le règlement avait été prorogé à titre de règlement d'un seul conseil. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Modification et abrogation des règlements administratifs

(6) Le conseil peut, en vertu de l'ancienne loi, modifier ou abroger un règlement scolaire prévoyant l'imposition de redevances d'exploitation relatives à l'éducation prorogé aux termes du paragraphe (2). Toutefois, il ne peut en adopter un nouveau en vertu de cette loi. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Restriction pendant que les règlements prorogés sont en vigueur

(7) Le conseil ne doit pas, en vertu de la présente section, adopter de règlement de redevances d'aménagement scolaires qui s'applique à un secteur auquel s'applique un règlement du conseil qui est prorogé aux termes du paragraphe (2). 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Cas de certains règlements adoptés en vertu de l'ancienne loi

(8) Malgré le paragraphe (2), le règlement scolaire prévoyant l'imposition de redevances d'exploitation relatives à l'éducation qui est adopté le 22 septembre 1997 ou après ce jour, mais avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article, expire le jour de l'entrée en vigueur du présent article. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Idem : remboursement des redevances payées

(9) La redevance d'exploitation relative à l'éducation payée aux termes d'un règlement scolaire de l'ancien conseil visé au paragraphe (8) est remboursée à l'auteur du paiement. L'obligation de la rembourser est réputée un élément de passif de l'ancien conseil qui est transféré à un ou plusieurs conseils. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Demandes et appels

257.104 Malgré son abrogation, l'article 46 de la Loi sur les redevances d'exploitation relatives à l'éducation (anciennement la Loi sur les redevances d'exploitation) continue de s'appliquer à l'égard des demandes et des appels qu'il vise et qui sont faites ou qui sont interjetés avant le 23 novembre 1989. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Règlements, période de transition

257.105 (1) Sans préjudice de la portée générale de l'article 257.3, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- (a) prescribing boards as successor boards for the purposes of this Division;
- (b) governing the determination of education development charges in the circumstances referred to in paragraph 2 of subsection 257.103 (5);
- (c) varying, limiting or excluding the application of any provision of the old Act and the regulations under the old Act to by-laws continued under subsection 257.103 (2);
- (d) setting out transitional rules dealing with matters not specifically dealt with in sections 257.102 to 257.104;
- (e) clarifying the transitional rules set out in sections 257.102 to 257.104. 1997, c. 31, s. 113 (5).

General or particular

(2) A regulation made under subsection (1) may be general or particular. 1997, c. 31, s. 113 (5).

DIVISION F REVIEW OF EDUCATION FUNDING

Operation of Division C

257.106 (1) Division C is inoperative with respect to English-language public boards. 1997, c. 31, s. 113 (6).

Same

(2) Division C is inoperative with respect to Frenchlanguage public district school boards. 1997, c. 31, s. 113 (6).

Same

(3) Division C is inoperative with respect to English-language Roman Catholic boards. 1997, c. 31, s. 113 (6).

Same

(4) Division C is inoperative with respect to Frenchlanguage separate district school boards. 1997, c. 31, s. 113 (6).

Same

(5) Division C is inoperative with respect to a board of a Protestant separate school. 1997, c. 31, s. 113 (6).

Legislative committee review

257.107 (1) The Lieutenant Governor in Council shall by order appoint a committee to consider whether the legislation and regulations governing education funding meet the standard set out in subsection 234 (2) of the *Education Act.* 1997, c. 31, s. 113 (6).

Timing

(2) The order shall specify when the committee shall commence its work and the date specified shall not be before June 30, 2003. 1997, c. 31, s. 113 (6).

- a) prescrire des conseils à titre de conseils qui succèdent pour l'application de la présente section;
- b) régir la fixation des redevances d'aménagement scolaires dans les circonstances visées à la disposition 2 du paragraphe 257.103 (5);
- c) modifier, restreindre ou exclure l'application de toute disposition de l'ancienne loi et de ses règlements d'application aux règlements prorogés aux termes du paragraphe 257.103 (2);
- d) énoncer les règles de transition qui s'appliquent aux questions dont ne traitent pas expressément les articles 257.102 à 257.104;
- e) préciser les règles de transition énoncées aux articles 257.102 à 257.104. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

Portée

(2) Les règlements pris en application du paragraphe (1) peuvent avoir une portée générale ou particulière. 1997, chap. 31, par. 113 (5).

SECTION F EXAMEN DU FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION

Effet de la section C

257.106 (1) La section C est inopérante en ce qui concerne les conseils publics de langue anglaise. 1997, chap. 31, par. 113 (6).

Idem

(2) La section C est inopérante en ce qui concerne les conseils scolaires de district publics de langue française. 1997, chap. 31, par. 113 (6).

Idem

(3) La section C est inopérante en ce qui concerne les conseils catholiques de langue anglaise. 1997, chap. 31, par. 113 (6).

Idem

(4) La section C est inopérante en ce qui concerne les conseils scolaires de district séparés de langue française. 1997, chap. 31, par. 113 (6).

Idem

(5) La section C est inopérante en ce qui concerne les conseils d'écoles séparées protestantes. 1997, chap. 31, par. 113 (6).

Examen par un comité de l'Assemblée

257.107 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil constitue par décret un comité chargé d'examiner si les lois et règlements qui régissent le financement de l'éducation répondent à la norme énoncée au paragraphe 234 (2) de la Loi sur l'éducation. 1997, chap. 31, par. 113 (6).

Délais

(2) Le décret précise la date à laquelle le comité doit entreprendre ses travaux, laquelle ne doit pas être antérieure au 30 juin 2003. 1997, chap. 31, par. 113 (6).

Report

(3) On or before December 31, 2003, the committee shall prepare a written report on its deliberations. 1997, c. 31, s. 113 (6).

Same

(4) The chair of the committee shall promptly sign the report and submit it to the Minister. 1997, c. 31, s. 113 (6).

Same

(5) The Minister shall submit the report to the Lieutenant Governor in Council and shall then table the report in the Legislative Assembly. 1997, c. 31, s. 113 (6).

258. REPEALED: 1997, c. 31, s. 114 (1).

259. REPEALED: 1997, c. 31, s. 114 (1).

Note: On August 31, 1998, every permanent teacher's contract, probationary teacher's contract and continuing education teacher's contract between a board and a teacher that is made in accordance with the regulations ceases to be in force. See: 1997, c. 31, ss. 114 (2).

PART X TEACHERS, PUPIL RECORDS AND EDUCATION NUMBERS

TEACHERS

260. (1) REPEALED: 1997, c. 31, s. 116 (1).

(1.1) REPEALED: 1997, c. 31, s. 116 (3).

(2) REPEALED: 1997, c. 31, s. 116 (4).

(3) REPEALED: 1996, c. 13, s. 10 (3).

(4) REPEALED: 1996, c. 13, s. 10 (3).

(4.1) REPEALED: 1996, c. 13, s. 10 (5).

(5) REPEALED: 1997, c. 31, s. 116 (6).

(6) REPEALED: 1997, c. 31, s. 116 (6).

(6.1) REPEALED: 1997, c. 31, s. 116 (8).

(7) REPEALED: 1997, c. 31, s. 116 (9).

(8) REPEALED: 1997, c. 31, s. 116 (9).

Probationary period

261. The probationary period, if any, for teachers when they first become employed by a board shall not exceed two years. 1997, c. 31, s. 117.

Membership in Ontario College of Teachers

262. Except as otherwise provided in or under this Act, no person shall be employed in an elementary or secondary school to teach or to perform any duty for which membership in the College is required under this Act unless the person is a member of the Ontario College of Teachers. 1996, c. 12, s. 64 (11).

Termination of contract where welfare of school involved

263. Despite the other provisions of this Part and despite any provision in a collective agreement, if any, when a teacher is employed by a board and a matter arises

Rapport

(3) Au plus tard le 31 décembre 2003, le comité rédige un rapport sur ses délibérations. 1997, chap. 31, par. 113 (6).

Idem

(4) Le président du comité signe promptement le rapport et le remet au ministre. 1997, chap. 31, par. 113 (6).

Idem

(5) Le ministre remet le rapport au lieutenant-gouverneur en conseil et le dépose ensuite devant l'Assemblée législative. 1997, chap. 31, par. 113 (6).

258. ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 114 (1).

259. ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 114 (1).

Remarque: Le 31 août 1998, chaque contrat d'enseignant permanent, d'enseignant stagiaire et d'enseignant de l'éducation permanente conclu conformément aux règlements entre un conseil et un enseignant cesse d'être en vigueur. Voir : 1997, chap. 31, par. 114 (2).

PARTIE X ENSEIGNANTS, DOSSIERS DES ÉLÈVES ET NUMÉROS D'IMMATRICULATION SCOLAIRE

ENSEIGNANTS

260. (1) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 116 (1).

(1.1) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 116 (3).

(2) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 116 (4).

(3) ABROGÉ: 1996, chap. 13, par. 10 (3).

(4) ABROGÉ: 1996, chap. 13, par. 10 (3).

(4.1) ABROGÉ: 1996, chap. 13, par. 10 (5).

(5) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 116 (6).

(6) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 116 (6).

(6.1) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 116 (8).

(7) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 116 (9).

(8) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 116 (9).

Durée du stage

261. La durée du stage, le cas échéant, des enseignants qui sont employés pour la première fois par un conseil ne doit pas dépasser deux ans. 1997, chap. 31, art. 117.

Adhésion à l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario

262. Sauf dans les cas prévus par la présente loi ou en vertu de celle-ci, nul ne doit être employé dans une école élémentaire ou secondaire pour y enseigner ou y exercer des fonctions pour lesquelles l'adhésion à l'Ordre est exigée par la présente loi s'il n'est pas membre de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. 1996, chap. 12, par. 64 (11).

Résiliation du contrat dans le cas où le bien de l'école est en jeu

263. Malgré les autres dispositions de la présente partie et malgré toute disposition d'une convention collective, le cas échéant, lorsqu'un enseignant est employé par

that in the opinion of the Minister adversely affects the welfare of the school in which the teacher is employed,

- (a) the board or the teacher may, with the consent of the Minister, give the other party thirty days written notice of termination, and the teacher's employment is terminated at the expiration of thirty days from the date the notice is given; or
- (b) the board may, with the consent of the Minister, give the teacher written notice of immediate termination together with one-tenth of the teacher's yearly salary in addition to the amount to which the teacher would otherwise be entitled, and, on doing so, the teacher's employment is terminated. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 263; 1997, c. 31, ss. 118, 119.

DUTIES

Duties of teacher

264. (1) It is the duty of a teacher and a temporary teacher,

teach

(a) to teach diligently and faithfully the classes or subjects assigned to the teacher by the principal;

learning

(b) to encourage the pupils in the pursuit of learning;

religion and morals

(c) to inculcate by precept and example respect for religion and the principles of Judaeo-Christian morality and the highest regard for truth, justice, loyalty, love of country, humanity, benevolence, sobriety, industry, frugality, purity, temperance and all other virtues;

co-operation

 (d) to assist in developing co-operation and co-ordination of effort among the members of the staff of the school;

discipline

(e) to maintain, under the direction of the principal, proper order and discipline in the teacher's classroom and while on duty in the school and on the school ground;

language of instruction

- (f) in instruction and in all communications with the pupils in regard to discipline and the management of the school,
 - (i) to use the English language, except where it is impractical to do so by reason of the pupil not understanding English, and except in respect of instruction in a language other than English when such other language is being taught as one of the subjects in the course of study, or

le conseil et qu'une question survient qui, de l'avis du ministre, nuit au bien de l'école où l'enseignant est employé :

- a) le conseil ou l'enseignant peut, avec le consentement du ministre, donner à l'autre partie un préavis écrit de trente jours indiquant qu'il met fin à l'emploi, et l'emploi de l'enseignant prend fin à l'expiration du délai de trente jours à compter de la date où l'avis est donné;
- b) le conseil peut, avec le consentement du ministre, donner à l'enseignant un avis écrit indiquant qu'il met fin à l'emploi immédiatement, accompagné d'un dixième du salaire annuel de l'enseignant, en plus du montant auquel il a droit par ailleurs, sur quoi l'emploi de l'enseignant prend fin. L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 263; 1997, chap. 31, art. 118 et 119.

FONCTIONS

Fonctions de l'enseignant

264. (1) L'enseignant, même temporaire, exerce les fonctions suivantes :

enseignement

 a) enseigner avec application et loyauté aux classes que lui assigne le directeur d'école, et enseigner ainsi les matières que lui assigne celui-ci;

apprentissage

b) encourager les élèves à poursuivre leur apprentissage;

religion et morale

c) inculquer, par les préceptes et l'exemple, le respect de la religion et les principes de la morale judéochrétienne et la plus haute considération pour la vérité, la justice, la loyauté, le patriotisme, l'humanité, la bienveillance, la sobriété, le zèle, la frugalité, la pureté, la modération et toutes les autres vertus;

collaboration

 d) contribuer au développement de la collaboration et de la coordination des efforts entre les membres du personnel de l'école;

discipline

 e) faire respecter, sous la direction du directeur de l'école, le bon ordre et la discipline dans sa classe et, s'il est de service, à l'école et sur le terrain de l'école;

langue d'enseignement

- f) pour l'enseignement et les communications avec les élèves en ce qui concerne la discipline et le fonctionnement de l'école :
 - (i) utiliser l'anglais, sauf lorsque l'emploi de cette langue est impossible du fait que l'élève ne comprend pas l'anglais et sauf à l'égard de l'enseignement dans une langue autre que l'anglais quand cette autre langue est une des matières figurant au programme d'études,

(ii) to use the French language in schools or classes in which French is the language of instruction except where it is impractical to do so by reason of the pupil not understanding French, and except in respect of instruction in a language other than French when such other language is being taught as one of the subjects in the course of study;

timetable

(g) to conduct the teacher's class in accordance with a timetable which shall be accessible to pupils and to the principal and supervisory officers;

professional activity days

(h) to participate in professional activity days as designated by the board under the regulations;

absence from school

 (i) to notify such person as is designated by the board if the teacher is to be absent from school and the reason therefor;

school property

(j) to deliver the register, the school key and other school property in the teacher's possession to the board on demand, or when the teacher's agreement with the board has expired, or when for any reason the teacher's employment has ceased; and

textbooks

- (k) to use and permit to be used as a textbook in a class that he or she teaches in an elementary or a secondary school,
 - (i) in a subject area for which textbooks are approved by the Minister, only textbooks that are approved by the Minister, and
 - (ii) in all subject areas, only textbooks that are approved by the board;

duties assigned

(1) to perform all duties assigned in accordance with this Act and the regulations. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 264 (1); 2003, c. 2, s. 20 (1).

Sign language

- (1.1) Despite clause (1) (f), a teacher or temporary teacher may use American Sign Language or Quebec Sign Language in accordance with the regulations. 1993, c. 11, s. 36.
 - (1.2) REPEALED: 2001, c. 14, Sched. A, s. 7.
 - (1.3) REPEALED: 2001, c. 14, Sched. A, s. 7.

Refusal to give up school property

(2) A teacher who refuses, on demand or order of the board that operates the school concerned, to deliver to the board any school property in the teacher's possession forfeits any claim that the teacher may have against the board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 264 (2).

(ii) utiliser le français dans les écoles ou les classes où le français est la langue d'enseignement, sauf lorsque l'emploi de cette langue est impossible du fait que l'élève ne comprend pas le français et sauf à l'égard de l'enseignement dans une langue autre que le français quand cette autre langue est une des matières figurant au programme d'études;

emploi du temps

g) enseigner conformément à un emploi du temps accessible aux élèves, au directeur et aux agents de supervision;

journées pédagogiques

 h) participer aux journées pédagogiques telles qu'elles sont désignées par le conseil en application des règlements;

absence de l'école

 aviser la personne désignée par le conseil s'il doit s'absenter de l'école et donner la raison de son absence:

biens scolaires

 j) remettre au conseil le cahier de présence, la clé de l'école et les autres objets appartenant à l'école qui sont en sa possession, à la demande du conseil ou à l'expiration de son entente avec celui-ci, ou à la cessation de son emploi pour quelque raison que ce soit;

manuels

- k) n'utiliser et ne permettre d'utiliser comme manuel dans une classe d'école élémentaire ou secondaire où il enseigne :
 - (i) que les manuels approuvés par le ministre dans une matière pour laquelle les manuels sont approuvés par ce dernier,
 - (ii) que les manuels approuvés par le conseil dans toutes les matières;

fonctions attribuées

l) exercer toutes les fonctions attribuées conformément à la présente loi et aux règlements. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 264 (1); 2003, chap. 2, par. 20 (1).

Langue des signes

- (1.1) Malgré l'alinéa (1) f), un enseignant ou enseignant temporaire peut employer la langue des signes québécoise ou la langue des signes américaine conformément aux règlements. 1993, chap. 11, art. 36.
 - (1.2) ABROGÉ: 2001, chap. 14, annexe A, art. 7.
 - (1.3) ABROGÉ: 2001, chap. 14, annexe A, art. 7.

Refus de rendre les biens scolaires

(2) L'enseignant qui refuse, à la demande ou sur l'ordre du conseil dont relève l'école visée, de lui remettre les biens scolaires qu'il a en sa possession, perd toute réclamation qu'il peut avoir contre le conseil. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 264 (2).

Teachers, conferences

(3) Teachers may organize themselves for the purpose of conducting professional development conferences and seminars. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 264 (3).

Duties of principal

265. (1) It is the duty of a principal of a school, in addition to the principal's duties as a teacher,

discipline

(a) to maintain proper order and discipline in the school;

co-operation

(b) to develop co-operation and co-ordination of effort among the members of the staff of the school;

register pupils and record attendance

(c) to register the pupils and to ensure that the attendance of pupils for every school day is recorded either in the register supplied by the Minister in accordance with the instructions contained therein or in such other manner as is approved by the Minister;

pupil records

(d) in accordance with this Act, the regulations and the guidelines issued by the Minister, to collect information for inclusion in a record in respect of each pupil enrolled in the school and to establish, maintain, retain, transfer and dispose of the record;

timetable

(e) to prepare a timetable, to conduct the school according to such timetable and the school year calendar or calendars applicable thereto, to make the calendar or calendars and the timetable accessible to the pupils, teachers and supervisory officers and to assign classes and subjects to the teachers;

examinations and reports

(f) to hold, subject to the approval of the appropriate supervisory officer, such examinations as the principal considers necessary for the promotion of pupils or for any other purpose and report as required by the board the progress of the pupil to his or her parent or guardian where the pupil is a minor and otherwise to the pupil;

promote pupils

(g) subject to revision by the appropriate supervisory officer, to promote such pupils as the principal considers proper and to issue to each such pupil a statement thereof;

textbooks

(h) to ensure that all textbooks used by pupils are those approved by the board and, in the case of subject areas for which the Minister approves textbooks, those approved by the Minister;

Conférence des enseignants

(3) Les enseignants peuvent s'organiser en vue de conférences et de séminaires ayant pour objet leur perfectionnement professionnel. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 264 (3).

Fonctions du directeur

265. (1) En plus de ses fonctions d'enseignant, le directeur d'école exerce les fonctions suivantes :

discipling

a) maintenir le bon ordre et la discipline dans l'école;

collaboration

 b) accroître la collaboration et la coordination des efforts entre les membres du personnel de l'école;

inscription des élèves et cahier de présence quotidienne

 c) inscrire les élèves et veiller à ce que leur assiduité pour chaque jour de classe soit inscrite soit dans le cahier de présence fourni par le ministre conformément aux instructions qui y figurent, soit d'une autre façon approuvée par le ministre;

dossiers d'élèves

 d) conformément à la présente loi, aux règlements et aux lignes directrices du ministre, recueillir des renseignements en vue de les verser dans un dossier pour chaque élève inscrit à l'école, et constituer, tenir, conserver et transférer le dossier, ainsi que s'en défaire;

emploi du temps

 e) préparer un emploi du temps, diriger l'école en fonction de cet emploi du temps et du calendrier ou des calendriers de l'année scolaire qui s'y applique, permettre aux élèves, aux enseignants et aux agents de supervision d'avoir accès à ce calendrier ou ces calendriers et à l'emploi du temps, et assigner les classes et les matières aux enseignants;

examens et bulletins scolaires

f) faire subir, sous réserve de l'approbation de l'agent de supervision compétent, les examens qu'il juge nécessaires pour le passage des élèves ou dans un autre but, et communiquer les progrès de l'élève, comme le conseil l'exige, à son père, sa mère ou son tuteur, ou à l'élève lui-même s'il est majeur;

passage des élèves

g) sous réserve de révision par l'agent de supervision compétent, voir au passage des élèves comme il le juge opportun et remettre à chacun d'eux une attestation à cet effet;

manuels

 h) s'assurer que les manuels scolaires utilisés par les élèves sont ceux que le conseil a approuvés et, dans le cas de matières pour lesquelles le ministre approuve les manuels scolaires, ceux qui sont approuvés par le ministre;

reports

(i) to furnish to the Ministry and to the appropriate supervisory officer any information that it may be in the principal's power to give respecting the condition of the school premises, the discipline of the school, the progress of the pupils and any other matter affecting the interests of the school, and to prepare such reports for the board as are required by the board;

care of pupils and property

(j) to give assiduous attention to the health and comfort of the pupils, to the cleanliness, temperature and ventilation of the school, to the care of all teaching materials and other school property, and to the condition and appearance of the school buildings and grounds;

report to M.O.H.

(k) to report promptly to the board and to the medical officer of health when the principal has reason to suspect the existence of any communicable disease in the school, and of the unsanitary condition of any part of the school building or the school grounds;

persons with communicable diseases

(1) to refuse admission to the school of any person who the principal believes is infected with or exposed to communicable diseases requiring an order under section 22 of the Health Protection and Promotion Act until furnished with a certificate of a medical officer of health or of a legally qualified medical practitioner approved by the medical officer of health that all danger from exposure to contact with such person has passed;

access to school or class

(m) subject to an appeal to the board, to refuse to admit to the school or classroom a person whose presence in the school or classroom would in the principal's judgment be detrimental to the physical or mental well-being of the pupils; and

visitor's book

(n) to maintain a visitor's book in the school when so determined by the board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 265; 1991, c. 10, s. 6.

Co-instructional activities

(2) In addition, it is the duty of a principal, in accordance with the board plan to provide for co-instructional activities under subsection 170 (1), to develop and implement a school plan providing for co-instructional activities. 2001, c. 14, Sched. A, s. 8.

School council

- (3) The principal shall consult the school council at least once in each school year respecting the school plan providing for co-instructional activities. 2001, c. 14, Sched. A, s. 8.
 - (4) REPEALED: 2001, c. 14, Sched. A, s. 8.

rapports

i) fournir au ministère et à l'agent de supervision compétent les renseignements qu'il est en mesure de donner concernant l'état des locaux scolaires, la discipline à l'école, les progrès des élèves et d'autres questions touchant les intérêts de l'école, et préparer des rapports à ce sujet pour le conseil comme ce dernier l'exige:

mesures d'hygiène vis-à-vis des élèves et entretien des biens scolaires

 j) accorder une attention soutenue à la santé et au confort des élèves, à la propreté, à la température et à l'aération de l'école, au maintien en état du matériel d'enseignement et des autres biens scolaires, à l'état et à l'apparence des bâtiments et terrains scolaires;

rapport au médecin-hygiéniste

 k) prévenir immédiatement le conseil et le médecinhygiéniste lorsqu'il a des raisons de soupçonner la présence d'une maladie transmissible dans l'école, et leur signaler l'état insalubre d'une partie des bâtiments ou des terrains scolaires;

personne porteuse de maladie transmissible

 refuser l'admission à l'école de la personne qui, selon lui, est atteinte d'une maladie transmissible requérant un ordre aux termes de l'article 22 de la Loi sur la protection et la promotion de la santé ou de la personne qui a été en contact avec une telle maladie, jusqu'à la présentation d'un certificat délivré par un médecin-hygiéniste ou un médecin dûment qualifié qu'il a approuvé, indiquant que le danger de contagion résultant du contact avec cette personne est écarté;

accès à l'école ou à la classe

m) sous réserve d'un appel au conseil, refuser d'admettre dans une classe ou à l'école la personne dont la présence dans cette classe ou à l'école pourrait, à son avis, nuire au bien-être physique ou mental des élèves;

registre des visiteurs

n) tenir un registre des visiteurs dans l'école si le conseil le prescrit. L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 265; 1991, chap. 10, art. 6.

Activités complémentaires

(2) Il incombe également au directeur d'école d'élaborer et de mettre en oeuvre un plan d'activités complémentaires pour l'école, conformément à celui dressé par le conseil en application du paragraphe 170 (1). 2001, chap. 14, annexe A, art. 8.

Conseil d'école

- (3) Le directeur d'école consulte le conseil d'école au moins une fois par année scolaire au sujet du plan d'activités complémentaires de l'école. 2001, chap. 14, annexe A, art. 8.
 - (4) ABROGÉ: 2001, chap. 14, annexe A, art. 8.

PUPIL RECORDS

Pupil records

266. (1) In this section, except in subsection (12),

"record", in respect of a pupil, means a record under clause 265 (d). 1991, c. 10, s. 7 (1).

Note: On a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, the definition of "record" is amended by the Statutes of Ontario, 2000, chapter 11, section 19 by striking out "clause 265 (d)" at the end and substituting "clause 265 (1) (d)". See: 2000, c. 11, ss. 19, 24 (2).

Pupil records privileged

- (2) A record is privileged for the information and use of supervisory officers and the principal and teachers of the school for the improvement of instruction of the pupil, and such record,
 - (a) subject to subsections (2.1), (3) and (5), is not available to any other person; and
 - (b) except for the purposes of subsection (5), is not admissible in evidence for any purpose in any trial, inquest, inquiry, examination, hearing or other proceeding, except to prove the establishment, maintenance, retention or transfer of the record,

without the written permission of the parent or guardian of the pupil or, where the pupil is an adult, the written permission of the pupil. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 266 (2); 1991, c. 10, s. 7 (2).

Information to medical officer of health

- (2.1) The principal of a school shall, upon request by the medical officer of health serving the area in which the school is located, give that medical officer of health the following information in respect of pupils enrolled in the school:
 - 1. The pupil's name, address and telephone number.
 - 2. The pupil's birthdate.
 - 3. The name, address and telephone number of the pupil's parent or guardian. 1991, c. 10, s. 7 (3).

Right of parent and pupil

(3) A pupil, and his or her parent or guardian where the pupil is a minor, is entitled to examine the record of such pupil. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 266 (3).

Idem

- (4) Where, in the opinion of a pupil who is an adult, or of the parent or guardian of a pupil who is a minor, information recorded upon the record of the pupil is,
 - (a) inaccurately recorded; or
 - (b) not conducive to the improvement of instruction of the pupil,

such pupil, parent or guardian, as the case may be, may, in writing, request the principal to correct the alleged in-

DOSSIER D'ÉLÈVE

Dossier d'élève

266. (1) La définition qui suit s'applique au présent article, à l'exclusion du paragraphe (12).

«dossier» S'entend, relativement à un élève, d'un dossier au sens de l'alinéa 265 d). 1991, chap. 10, par. 7 (1).

Remarque: Le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la définition de «dossier» est modifiée par l'article 19 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 2000 par substitution de «l'alinéa 265 (1) d)» à «l'alinéa 265 d)». Voir : 2000, chap. 11, art. 19 et par. 24 (2).

Caractère confidentiel du dossier scolaire

- (2) L'examen des renseignements figurant dans le dossier est réservé, sous le sceau du secret, aux agents de supervision et au directeur d'école et aux enseignants de l'école en vue d'améliorer l'enseignement donné à l'élève. Ce dossier :
 - a) sous réserve des paragraphes (2.1), (3) et (5), ne peut pas être consulté par une autre personne;
 - b) sauf aux fins du paragraphe (5), n'est pas admissible en preuve à quelque fin que ce soit dans le cadre d'un procès, d'une enquête, d'un interrogatoire, d'un examen, d'une audience ou d'une autre instance, sauf pour prouver qu'il a été ouvert, tenu à jour, conservé ou transféré,

sans l'autorisation écrite du père, de la mère ou du tuteur de l'élève, ou de l'élève lui-même s'il est majeur. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 266 (2); 1991, chap. 10, par. 7 (2).

Renseignements fournis au médecin-hygiéniste

- (2.1) Sur demande du médecin-hygiéniste dont le service s'étend au territoire dans lequel l'école est située, le directeur d'école lui fournit les renseignements suivants à l'égard des élèves inscrits à l'école :
 - Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'élève.
 - 2. La date de naissance de l'élève.
 - 3. Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du père, de la mère ou du tuteur de l'élève. 1991, chap. 10, par. 7 (3).

Droit des parents et de l'élève

(3) L'élève et son père, sa mère ou son tuteur si l'élève est mineur ont le droit d'examiner le dossier. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 266 (3).

Idem

- (4) Si, de l'avis de l'élève qui est majeur, ou de l'avis du père, de la mère ou du tuteur de l'élève qui est mineur, les renseignements figurant dans le dossier scolaire :
 - a) ou bien sont consignés de façon inexacte;
 - b) ou bien ne contribuent pas à l'amélioration de l'enseignement donné à l'élève,

l'élève lui-même, ou son père, sa mère ou son tuteur, si l'élève est mineur, peut demander par écrit au directeur accuracy in, or to remove the impugned information from such record. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 266 (4).

Reference where disagreement

(5) Where the principal refuses to comply with a request under subsection (4), the pupil, parent or guardian who made the request may, in writing, require the principal to refer the request to the appropriate supervisory officer who shall either require the principal to comply with the request or submit the record and the request to a person designated by the Minister, and such person shall hold a hearing at which the principal and the person who made the request are the parties to the proceeding, and the person so designated shall, after the hearing, decide the matter, and his or her decision is final and binding upon the parties to the proceeding. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 266 (5).

Use re further education or employment

- (6) Nothing in subsection (2) prohibits the use by the principal of the record in respect of a pupil to assist in the preparation of,
 - (a) a report required by this Act or the regulations; or
 - (b) a report,
 - (i) for an educational institution or for the pupil or former pupil, in respect of an application for further education, or
 - (ii) for the pupil or former pupil in respect of an application for employment,

where a written request is made by the former pupil, the pupil where he or she is an adult, or the parent or guardian of the pupil where the pupil is a minor. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 266 (6).

Information for Minister or board

(7) Nothing in this section prevents the compilation and delivery of such information as may be required by the Minister or by the board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 266 (7).

No action re content

(8) No action shall be brought against any person in respect of the content of a record. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 266 (8).

Testimony re content

(9) Except where the record has been introduced in evidence as provided in this section, no person shall be required in any trial or other proceeding to give evidence in respect of the content of a record. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 266 (9).

Secrecy re contents

(10) Except as permitted under this section, every person shall preserve secrecy in respect of the content of a record that comes to the person's knowledge in the course of his or her duties or employment, and no such person shall communicate any such knowledge to any other person except,

d'école de rectifier l'inexactitude alléguée ou de supprimer de ce dossier les renseignements contestés. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 266 (4).

Chap. E.2

Recours en cas de désaccord

(5) Si le directeur refuse de se conformer à la demande faite aux termes du paragraphe (4), l'élève, le père, la mère ou le tuteur qui a présenté la demande peut, par écrit, demander au directeur d'école de renvoyer la demande à l'agent de supervision compétent qui devra, soit demander au directeur d'école de se conformer à la demande, soit présenter le dossier et la demande à la personne désignée par le ministre. Cette personne doit tenir une audience à laquelle le directeur d'école et la personne qui a présenté la demande sont les parties à l'instance, et elle doit, à l'issue de l'audience, trancher la question. Sa décision est définitive et lie les parties à l'instance. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 266 (5).

Utilisation du dossier en vue d'un emploi ultérieur, etc.

- (6) Le paragraphe (2) n'interdit pas au directeur d'utiliser le dossier établi à l'égard d'un élève en vue de préparer :
 - a) un rapport exigé par la présente loi ou les règlements:
 - b) un rapport:
 - (i) destiné à l'établissement scolaire ou à l'élève ou à l'ancien élève aux fins de poser sa candidature pour poursuivre ses études,
 - (ii) destiné à l'élève ou à l'ancien élève en vue de poser sa candidature à un emploi,

si l'ancien élève, l'élève lui-même s'il est majeur, ou le père, la mère ou le tuteur de l'élève, s'il est mineur, présente une demande écrite. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 266 (6).

Renseignements destinés au ministre ou au conseil

(7) Le présent article n'empêche pas la cueillette ni la communication de renseignements qui peuvent être exigés par le ministre ou le conseil. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 266 (7).

Action concernant le contenu

(8) Aucune action n'est intentée contre quiconque en ce qui concerne le contenu d'un dossier. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 266 (8).

Témoignage concernant le contenu

(9) Sauf dans le cas où le dossier a été présenté comme preuve selon les dispositions du présent article, personne, lors d'un procès ou d'une autre instance, n'est tenu de témoigner relativement au contenu d'un dossier. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 266 (9).

Caractère secret du contenu

(10) Sauf lorsque le présent article l'autorise, quiconque a pris connaissance du contenu d'un dossier dans l'exercice de ses fonctions ou de son emploi est tenu au secret. Il ne communique pas ces renseignements à qui que ce soit, sauf dans les cas suivants :

- (a) as may be required in the performance of his or her duties; or
- (b) with the written consent of the parent or guardian of the pupil where the pupil is a minor; or
- (c) with the written consent of the pupil where the pupil is an adult. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 266 (10).

Definition

(11) For the purposes of this section,

"guardian" includes a person, society or corporation who or that has custody of a pupil. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 266 (11).

Application to former records

(12) This section, except subsections (3), (4) and (5), applies with necessary modifications to a record established and maintained in respect of a pupil or retained in respect of a former pupil prior to the 1st day of September, 1972. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 266 (12).

Use of record in disciplinary cases

(13) Nothing in this section prevents the use of a record in respect of a pupil by the principal of the school attended by the pupil or the board that operates the school for the purposes of a disciplinary proceeding instituted by the principal in respect of conduct for which the pupil is responsible to the principal. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 266 (13).

ONTARIO EDUCATION NUMBERS

Definition of "personal information"

266.1 In sections 266.2 to 266.5,

"personal information" means personal information within the meaning of section 38 of the Freedom of Information and Protection of Privacy Act and section 28 of the Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act. 1997, c. 31, s. 120.

Assignment of numbers

266.2 (1) The Minister may assign an Ontario education number to a person who is enrolled or who seeks admission to be enrolled in a prescribed educational or training institution. 1997, c. 31, s. 120.

Same

(2) For the purpose of assigning an Ontario education number, the Minister and prescribed educational and training institutions are authorized to collect, directly or indirectly, personal information. 1997, c. 31, s. 120.

Same

(3) Subsection 39 (2) of the Freedom of Information and Protection of Privacy Act and subsection 29 (2) of the Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act do not apply to a collection under subsection (2). 1997, c. 31, s. 120.

- a) conformément aux exigences éventuelles de ses fonctions;
- b) avec l'autorisation écrite du père, de la mère ou du tuteur de l'élève, si celui-ci est mineur;
- avec l'autorisation écrite de l'élève, si celui-ci est majeur. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 266 (10).

Définition

(11) La définition qui suit s'applique au présent article.

«tuteur» Comprend la personne physique ou morale ou la société qui a la garde d'un élève. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 266 (11).

Application à un ancien dossier

(12) Le présent article, sauf les paragraphes (3), (4) et (5), s'applique, avec les adaptations nécessaires, au dossier ouvert et tenu à l'égard d'un élève ou conservé s'il s'agit d'un ancien élève avant le 1^{er} septembre 1972. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 266 (12).

Utilisation du dossier dans un cas disciplinaire

(13) Le présent article n'interdit pas l'utilisation d'un dossier d'élève par le directeur d'école de l'école fréquentée par l'élève ou par le conseil dont relève l'école aux fins d'une procédure disciplinaire engagée par le directeur d'école en ce qui concerne la conduite d'un élève qui relève du directeur. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 266 (13).

NUMÉROS D'IMMATRICULATION SCOLAIRE DE L'ONTARIO

Définition de «renseignements personnels»

266.1 La définition qui suit s'applique aux articles 266.2 à 266.5.

«renseignements personnels» S'entend au sens de l'article 38 de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée et de l'article 28 de la Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée. 1997, chap. 31, art. 120.

Attribution de numéros

266.2 (1) Le ministre peut attribuer un numéro d'immatriculation scolaire de l'Ontario à quiconque est inscrit à un établissement d'enseignement ou de formation prescrit ou demande d'y être inscrit. 1997, chap. 31, art. 120.

Idem

(2) Aux fins de l'attribution d'un numéro d'immatriculation scolaire de l'Ontario, le ministre et les établissements d'enseignement ou de formation prescrits sont autorisés à recueillir des renseignements personnels, que ce soit directement ou indirectement. 1997, chap. 31, art. 120.

Idem

(3) Le paragraphe 39 (2) de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée et le paragraphe 29 (2) de la Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée ne s'appliquent pas aux collectes effectuées en vertu du paragraphe (2). 1997, chap. 31, art. 120.

(4) For the purpose of assigning an Ontario education number, the Minister and prescribed educational and training institutions may use or disclose personal information and the disclosure shall be deemed to be for the purposes of complying with this Act. 1997, c. 31, s. 120.

Privacy re education numbers

266.3 (1) Except as permitted by this section or otherwise by law, no person shall collect, use, disclose or require the production of another person's Ontario education number. 1997, c. 31, s. 120.

Exception

(2) A prescribed educational or training institution may collect, use, disclose or require the production of a person's Ontario education number for purposes related to the provision of educational services to that person. 1997, c. 31, s. 120.

Same

(3) The Minister and a person prescribed under clause 266.5 (1) (b) may collect, use or disclose or require the production of Ontario education numbers for purposes related to education administration, funding, planning or research. 1997, c. 31, s. 120.

Same

(4) The Minister and a prescribed educational or training institution may collect, use, disclose or require the production of a person's Ontario education number for purposes related to the provision of financial assistance associated with the person's education. 1997, c. 31, s. 120.

Offence

266.4 (1) Every person who contravenes subsection 266.3 (1) is guilty of an offence. 1997, c. 31, s. 120.

Penalty, individuals

(2) An individual who is convicted of an offence under this section is liable to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both. 1997, c. 31, s. 120.

Penalty, corporations

(3) A corporation that is convicted of an offence under this section is liable to a fine of not more than \$25,000. 1997, c. 31, s. 120.

Regulations

- 266.5 (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,
 - (a) prescribing educational institutions, training institutions or classes of such institutions for the purposes of this section and sections 266.2 to 266.4;

Idem

(4) Aux fins de l'attribution d'un numéro d'immatriculation scolaire de l'Ontario, le ministre et les établissements d'enseignement ou de formation prescrits peuvent utiliser ou divulguer des renseignements personnels et sont alors réputées les avoir divulgués pour se conformer à la présente loi. 1997, chap. 31, art. 120.

Protection des numéros

266.3 (1) Nul ne doit recueillir, utiliser ni divulguer le numéro d'immatriculation scolaire de l'Ontario d'une autre personne, ni en exiger la production, sauf dans la mesure permise par le présent article ou en droit. 1997, chap. 31, art. 120.

Exception

(2) Les établissements d'enseignement ou de formation prescrits peuvent recueillir, utiliser ou divulguer le numéro d'immatriculation scolaire de l'Ontario d'une personne, ou en exiger la production, à des fins liées à la prestation de services éducatifs à cette personne. 1997, chap. 31, art. 120.

Idem

(3) Le ministre et toute personne prescrite en vertu de l'alinéa 266.5 (1) b) peuvent recueillir, utiliser ou divulguer des numéros d'immatriculation scolaire de l'Ontario, ou en exiger la production, à des fins liées à l'administration, au financement ou à la planification de l'éducation ou à la recherche dans ce domaine. 1997, chap. 31, art. 120.

Idem

(4) Le ministre et tout établissement d'enseignement ou de formation prescrit peuvent recueillir, utiliser ou divulguer le numéro d'immatriculation scolaire de l'Ontario d'une personne, ou en exiger la production, à des fins liées à la prestation d'une aide financière qui lui est accordée dans le cadre de ses études. 1997, chap. 31, art. 120.

Infraction

266.4 (1) Quiconque contrevient au paragraphe 266.3 (1) est coupable d'une infraction. 1997, chap. 31, art. 120.

Peine: personnes physiques

(2) La personne physique qui est déclarée coupable de l'infraction prévue par le présent article est passible d'une amende maximale de 5 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou d'une seule de ces peines. 1997, chap. 31, art. 120.

Peine: personnes morales

(3) La personne morale qui est déclarée coupable de l'infraction prévue par le présent article est passible d'une amende maximale de 25 000 \$. 1997, chap. 31, art. 120.

Règlements

- 266.5 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :
 - a) prescrire des établissements d'enseignement, des établissements de formation ou des catégories de tels établissements pour l'application du présent article et des articles 266.2 à 266.4;

- (b) prescribing persons or classes of persons for the purposes of subsection 266.3 (3);
- (c) for purposes associated with Ontario education numbers, authorizing personal information to be collected by the Ministry or by prescribed educational or training institutions, other than directly from the individual to whom the information relates, and regulating the manner in which the information is collected;
- (d) requiring the use of Ontario education numbers by prescribed educational or training institutions for the purposes specified in the regulations;
- (e) respecting any matter that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of sections 266.2 to 266.4. 1997, c. 31, s. 120.

General or particular

(2) A regulation under this section may be general or particular. 1997, c. 31, s. 120.

Classes

(3) A class may be defined with respect to any attribute and may be defined to consist of or to exclude any specified member of the class, whether or not with the same attributes. 1997, c. 31, s. 120.

267.-277. REPEALED: 1997, c. 31, s. 121 (1).

Note: Despite their repeal, sections 267 to 277 continue to apply with respect to applications for a Board of Reference that are made before September 1, 1998 and that have not been finally determined by that date. Regulation 300 (Practice and Procedure-Boards of Reference) of the Revised Regulations of Ontario, 1990, as it reads on August 31, 1998, also continues to apply with respect to those applications. See: 1997, c. 31, s. 121 (2).

PART X.1 TEACHERS' COLLECTIVE BARGAINING

INTERPRETATION

Interpretation

277.1 (1) In this Part,

- "designated bargaining agent" for a teachers' bargaining unit means the bargaining agent described in subsection 277.3 (2), 277.4 (3) or (4) as the bargaining agent for the unit; ("agent négociateur désigné")
- "Part X.1 teacher" means a teacher employed by a board to teach but does not include a supervisory officer, a principal, a vice-principal or an instructor in a teacher-training institution; ("enseignant visé par la partie X.1")
- "person" includes a designated bargaining agent and a trade union; ("personne")
- "teachers' bargaining unit" means a bargaining unit described in subsection 277.3 (1), 277.4 (1) or (2) or 277.7 (1). ("unité de négociation d'enseignants") 1997, c. 31, s. 122.

- b) prescrire des personnes ou des catégories de personnes pour l'application du paragraphe 266.3 (3);
- c) aux fins liées aux numéros d'immatriculation scolaire de l'Ontario, autoriser la collecte de renseignements personnels par le ministère ou les établissements d'enseignement ou de formation prescrits d'une manière autre que directement du particulier concerné par ces renseignements, et réglementer la manière de recueillir ces renseignements;
- d) exiger des établissements d'enseignement ou de formation prescrits qu'ils utilisent des numéros d'immatriculation scolaire de l'Ontario aux fins précisées dans les règlements;
- e) traiter de toute question qu'il estime nécessaire ou souhaitable pour réaliser efficacement l'objet des articles 266.2 à 266.4. 1997, chap. 31, art. 120.

Portée

(2) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière. 1997, chap. 31, art. 120.

Catégories

(3) Une catégorie peut être définie en fonction de n'importe quel attribut et de façon à inclure ou à exclure n'importe quel membre précisé de la catégorie, qu'il possède ou non les mêmes attributs. 1997, chap. 31, art. 120.

267. à 277. ABROGÉS: 1997, chap. 31, par. 121 (1).

Remarque: Malgré leur abrogation, les articles 267 à 277 continuent de s'appliquer à l'égard des demandes de création d'une commission des recours qui sont présentées avant le 1er septembre 1998 et à l'égard desquelles une décision définitive n'a pas été rendue à cette date. Le Règlement 300 (Practice and Procedure-Boards of Reference) des Règlements refondus de l'Ontario de 1990, tel qu'il existe le 31 août 1998, continue également de s'appliquer à l'égard de ces demandes. Voir: 1997, chap. 31, par. 121 (2).

PARTIE X.1 NÉGOCIATION COLLECTIVE DES ENSEIGNANTS

INTERPRÉTATION

Dispositions interprétatives

277.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

- «agent négociateur désigné» Relativement à une unité de négociation d'enseignants, s'entend de l'agent négociateur désigné au paragraphe 277.3 (2), 277.4 (3) ou (4) comme agent négociateur de l'unité. («designated bargaining agent»)
- «enseignant visé par la partie X.1» Enseignant employé par un conseil pour enseigner. Sont toutefois exclus de la présente définition l'agent de supervision, le directeur d'école, le directeur adjoint et le professeur dans un collège de formation des enseignants. («Part X.1 teacher»)
- «personne» S'entend en outre d'un agent négociateur désigné et d'un syndicat. («person»)
- «unité de négociation d'enseignants» Unité de négociation visée au paragraphe 277.3 (1), 277.4 (1) ou (2)

(2) Unless a contrary intention appears, expressions used in this Act relating to collective bargaining have the same meaning as in the *Labour Relations Act*, 1995. 1997, c. 31, s. 122.

COLLECTIVE BARGAINING

Labour Relations Act, 1995

277.2 (1) The *Labour Relations Act, 1995* applies with necessary modifications with respect to boards, designated bargaining agents and Part X.1 teachers, except where otherwise provided or required by this Part. 1997, c. 31, s. 122.

Constitutional rights

(2) The Labour Relations Act, 1995 shall not be interpreted so as to adversely affect any right or privilege guaranteed by section 93 of the Constitution Act, 1867 or by section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms. 1997, c. 31, s. 122.

Related employers

(3) No person is entitled to make an application to the Ontario Labour Relations Board under subsection 1 (4) of the *Labour Relations Act*, 1995 with respect to a board. 1997, c. 31, s. 122.

Strike

- (4) For the purposes of subsection (1),
- (a) the definition of "strike" in section 1 of the *Labour Relations Act*, 1995 does not apply; and
- (b) "strike" includes any action or activity by teachers in combination or in concert or in accordance with a common understanding that is designed or may reasonably be expected to have the effect of curtailing, restricting, limiting or interfering with,
 - (i) the normal activities of a board or its employees.
 - (ii) the operation or functioning of one or more of a board's schools or of one or more of the programs in one or more schools of a board, including but not limited to programs involving co-instructional activities, or
 - (iii) the performance of the duties of teachers set out in the Act or the regulations under it,

including any withdrawal of services or work to rule by teachers acting in combination or in concert or in accordance with a common understanding. 2000, c. 11, s. 20; 2003, c. 2, s. 20 (2).

Role of residents

(5) Any supporter of a board may exercise the same rights that the board may exercise under sections 100 and 109 of the *Labour Relations Act, 1995.* 2000, c. 11, s. 20.

ou 277.7 (1). («teachers' bargaining unit») 1997, chap. 31, art. 122.

Idem

(2) Sauf intention contraire manifeste, les expressions utilisées dans la présente loi en ce qui a trait à la négociation collective s'entendent au sens de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*. 1997, chap. 31, art. 122.

NÉGOCIATION COLLECTIVE

Loi de 1995 sur les relations de travail

277.2 (1) La Loi de 1995 sur les relations de travail s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des conseils, des agents négociateurs désignés et des enseignants visés par la partie X.1, sauf disposition ou exigence contraire de la présente partie. 1997, chap. 31, art. 122.

Droits constitutionnels

(2) La Loi de 1995 sur les relations de travail ne doit pas s'interpréter de façon à porter atteinte aux droits ou privilèges que garantit l'article 93 de la Loi constitutionnelle de 1867 ou l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés. 1997, chap. 31, art. 122.

Employeurs liés

(3) Nul n'a le droit de présenter de requête à la Commission des relations de travail de l'Ontario en vertu du paragraphe 1 (4) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* à l'égard d'un conseil. 1997, chap. 31, art. 122.

Grève

- (4) Pour l'application du paragraphe (1):
- a) la définition de «grève» à l'article 1 de la *Loi de* 1995 sur les relations de travail ne s'applique pas:
- b) «grève» s'entend en outre d'une action ou d'une activité de la part d'enseignants, comme groupe, de concert ou d'un commun accord, qui vise à restreindre, à limiter ou à gêner ou dont il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elle ait pour effet de restreindre, de limiter ou de gêner:
 - soit les activités normales d'un conseil ou de ses employés,
 - (ii) soit le fonctionnement d'une ou de plusieurs des écoles d'un conseil ou d'un ou de plusieurs programmes offerts dans une ou plusieurs des écoles d'un conseil, y compris des programmes d'activités complémentaires,
 - (iii) soit l'exercice des fonctions des enseignants énoncées dans la Loi ou ses règlements d'application,

y compris toute cessation de services ou grève du zèle de la part d'enseignants qui agissent comme groupe, de concert ou d'un commun accord. 2000, chap. 11, art. 20; 2003, chap. 2, par. 20 (2).

Rôle des résidents

(5) Tout contribuable d'un conseil peut exercer les mêmes droits que celui-ci en vertu des articles 100 et 109 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*. 2000, chap. 11, art. 20.

Teachers' bargaining units, district school boards

277.3 (1) Each district school board has the following bargaining units:

- One bargaining unit composed of every Part X.1 teacher, other than occasional teachers, who is assigned to one or more elementary schools or to perform duties in respect of such schools all or most of the time.
- 2. One bargaining unit composed of every Part X.1 teacher who is an occasional teacher and who is on the board's roster of occasional teachers who may be assigned to an elementary school.
- One bargaining unit composed of every Part X.1 teacher, other than occasional teachers, who is assigned to one or more secondary schools or to perform duties in respect of such schools all or most of the time.
- 4. One bargaining unit composed of every Part X.1 teacher who is an occasional teacher and who is on the board's roster of occasional teachers who may be assigned to a secondary school. 1997, c. 31, s. 122.

Designated bargaining agents

- (2) The following bargaining agents represent the corresponding bargaining units:
 - 1. For the elementary school teachers' unit at an English-language public district school board, the Elementary Teachers' Federation of Ontario is the bargaining agent.
 - 2. For each of the secondary school teachers' units at an English-language public district school board, The Ontario Secondary School Teachers' Federation is the bargaining agent.
 - 3. For every teachers' bargaining unit at an Englishlanguage separate district school board, The Ontario English Catholic Teachers' Association is the bargaining agent.
 - 4. For every teachers' bargaining unit at a Frenchlanguage district school board, l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens is the bargaining agent. 1997, c. 31, s. 122; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 277.6 (1).

Teachers' bargaining units, school authorities

277.4 (1) Every school authority (other than a board established under section 68) has the following bargaining units:

1. One bargaining unit composed of every Part X.1 teacher, other than occasional teachers, who is

Unités de négociation d'enseignants : conseils scolaires de district

277.3 (1) Chaque conseil scolaire de district a les unités de négociation suivantes :

- 1. Une unité de négociation composée des enseignants visés par la partie X.1, à l'exception des enseignants suppléants, qui sont affectés à une ou plusieurs écoles élémentaires ou qui sont chargés d'exercer des fonctions à l'égard de telles écoles tout le temps ou la plupart du temps.
- 2. Une unité de négociation composée des enseignants visés par la partie X.1 qui sont des enseignants suppléants et qui figurent au tableau, établi par le conseil, des enseignants suppléants qui peuvent être affectés à une école élémentaire.
- 3. Une unité de négociation composée des enseignants visés par la partie X.1, à l'exception des enseignants suppléants, qui sont affectés à une ou plusieurs écoles secondaires ou qui sont chargés d'exercer des fonctions à l'égard de telles écoles tout le temps ou la plupart du temps.
- 4. Une unité de négociation composée des enseignants visés par la partie X.1 qui sont des enseignants suppléants et qui figurent au tableau, établi par le conseil, des enseignants suppléants qui peuvent être affectés à une école secondaire. 1997, chap. 31, art. 122.

Agents négociateurs désignés

- (2) Les agents négociateurs suivants représentent les unités de négociation correspondantes :
 - Pour l'unité composée des enseignants de l'élémentaire d'un conseil scolaire de district public de langue anglaise, la fédération appelée Elementary Teachers' Federation of Ontario est l'agent négociateur.
 - Pour chacune des unités composées des enseignants du secondaire d'un conseil scolaire de district public de langue anglaise, la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario est l'agent négociateur.
 - Pour chaque unité de négociation d'enseignants d'un conseil scolaire de district séparé de langue anglaise, l'Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens est l'agent négociateur.
 - 4. Pour chaque unité de négociation d'enseignants d'un conseil scolaire de district de langue française, l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens est l'agent négociateur. 1997, chap. 31, art. 122; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 277.6 (1).

Unités de négociation d'enseignants : administrations scolaires

- **277.4** (1) Chaque administration scolaire autre qu'un conseil créé en vertu de l'article 68 a les unités de négociation suivantes :
 - 1. Une unité de négociation composée des enseignants visés par la partie X.1, à l'exception des enseignants

- assigned to teach pupils enrolled in a Frenchlanguage instructional unit or to perform duties in respect of such instructional units all or most of the time.
- 2. One bargaining unit composed of every Part X.1 teacher who is an occasional teacher and who is on the school authority's roster of occasional teachers who may be assigned to teach pupils enrolled in a French-language instructional unit.
- 3. One bargaining unit composed of every Part X.1 teacher, other than occasional teachers, who is not assigned to teach pupils enrolled in a Frenchlanguage instructional unit or to perform duties in respect of such instructional units all or most of the time.
- 4. One bargaining unit composed of every Part X.1 teacher who is an occasional teacher and who is on the school authority's roster of occasional teachers who may be assigned to teach pupils other than those enrolled in a French-language instructional unit. 1997, c. 31, s. 122.

- (2) Every board established under section 68 has the following bargaining units:
 - 1. One bargaining unit composed of every Part X.1 teacher, other than occasional teachers, who is assigned to one or more elementary schools or to perform duties in respect of such schools all or most of the time.
 - 2. One bargaining unit composed of every Part X.1 teacher who is an occasional teacher and who is on the board's roster of occasional teachers who may be assigned to an elementary school.
 - One bargaining unit composed of every Part X.1 teacher, other than occasional teachers, who is assigned to one or more secondary schools or to perform duties in respect of such schools all or most of the time.
 - 4. One bargaining unit composed of every Part X.1 teacher who is an occasional teacher and who is on the board's roster of occasional teachers who may be assigned to a secondary school. 1997, c. 31, s. 122.

Designated bargaining agents

(3) The bargaining agent for a bargaining unit is each of the following organizations, acting jointly, that, on December 31, 1997, had a branch affiliate representing a member of the bargaining unit for collective bargaining purposes under the School Boards and Teachers Collective Negotiations Act:

- suppléants, qui sont chargés d'enseigner à des élèves inscrits dans un module scolaire de langue française ou d'exercer des fonctions à l'égard de tels modules tout le temps ou la plupart du temps.
- 2. Une unité de négociation composée des enseignants visés par la partie X.1 qui sont des enseignants suppléants et qui figurent au tableau, établi par l'administration scolaire, des enseignants suppléants qui peuvent être chargés d'enseigner à des élèves inscrits dans un module scolaire de langue française.
- 3. Une unité de négociation composée des enseignants visés par la partie X.1, à l'exception des enseignants suppléants, qui ne sont pas chargés d'enseigner à des élèves inscrits dans un module scolaire de langue française ou d'exercer des fonctions à l'égard de tels modules tout le temps ou la plupart du temps.
- 4. Une unité de négociation composée des enseignants visés par la partie X.1 qui sont des enseignants suppléants et qui figurent au tableau, établi par l'administration scolaire, des enseignants suppléants qui peuvent être chargés d'enseigner à des élèves autres que ceux inscrits dans un module scolaire de langue française. 1997, chap. 31, art. 122.

Idem

- (2) Chaque conseil créé en vertu de l'article 68 a les unités de négociation suivantes :
 - 1. Une unité de négociation composée des enseignants visés par la partie X.1, à l'exception des enseignants suppléants, qui sont affectés à une ou plusieurs écoles élémentaires ou qui sont chargés d'exercer des fonctions à l'égard de telles écoles tout le temps ou la plupart du temps.
 - 2. Une unité de négociation composée des enseignants visés par la partie X.1 qui sont des enseignants suppléants et qui figurent au tableau, établi par le conseil, des enseignants suppléants qui peuvent être affectés à une école élémentaire.
 - 3. Une unité de négociation composée des enseignants visés par la partie X.1, à l'exception des enseignants suppléants, qui sont affectés à une ou plusieurs écoles secondaires ou qui sont chargés d'exercer des fonctions à l'égard de telles écoles tout le temps ou la plupart du temps.
 - 4. Une unité de négociation composée des enseignants visés par la partie X.1 qui sont des enseignants suppléants et qui figurent au tableau, établi par le conseil, des enseignants suppléants qui peuvent être affectés à une école secondaire. 1997, chap. 31, art. 122.

Agents négociateurs désignés

(3) Est l'agent négociateur d'une unité de négociation chacune des organisations suivantes, agissant conjointement, qui, le 31 décembre 1997, avaient une section locale qui représentait un membre de l'unité de négociation aux fins de la négociation collective aux termes de la Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants:

- 1. L'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens.
- 2. The Elementary Teachers' Federation of Ontario.
- 3. The Ontario English Catholic Teachers' Association.
- 4. REPEALED: R.S.O. 1990, c. E.2, s. 277.6 (2).
- The Ontario Secondary School Teachers' Federation. 1997, c. 31, s. 122; R.S.O. 1990, c. E.2, s. 277.6 (2).

(4) Despite subsection (3), the bargaining agent for a bargaining unit described in paragraph 1 or 2 of subsection (1) is l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens. 1997, c. 31, s. 122.

Occasional teachers

277.5 (1) An occasional teacher may be a member of more than one teachers' bargaining unit. 1997, c. 31, s. 122.

Same

(2) An occasional teacher is on a board's roster of occasional teachers if he or she is on a list of occasional teachers maintained by a school operated by the board. 1997, c. 31, s. 122.

Same

(3) Upon request, a board shall give a designated bargaining agent a copy of the roster and a principal of a school operated by the board shall give a designated bargaining agent a copy of the list of occasional teachers maintained by the school. 1997, c. 31, s. 122.

Transition

(4) On January 1, 1998, occasional teachers who are members of a bargaining unit composed primarily of occasional teachers (other than a teachers' bargaining unit established under this Part) cease to be members of that unit. 1997, c. 31, s. 122.

Outstanding grievances

(5) A grievance with respect to an occasional teacher that is not finally determined on January 1, 1998 is continued and the designated bargaining agent for the teachers' bargaining unit in which the teacher is a member represents the teacher for the purposes of the grievance, instead of the bargaining agent that represented the teacher on December 31, 1997. 1997, c. 31, s. 122.

Elementary Teachers' Federation of Ontario

277.6 (1) SPENT: 1997, c. 31, s. 122.

(2) SPENT: 1997, c. 31, s. 122.

Replacement of specified bargaining agents

(3) On the day named by proclamation under subsection (1), the Elementary Teachers' Federation of Ontario replaces The Federation of Women Teachers' Associations of Ontario and the Ontario Public School Teachers' Federation as a party to all proceedings, negotiations and collective agreements under this Part. 1997, c. 31, s. 122.

- 1. L'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens.
- 2. La fédération appelée Elementary Teachers' Federation of Ontario.
- 3. L'Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens.
- 4. ABROGÉE: L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 277.6 (2).
- 5. La Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario. 1997, chap. 31, art. 122; L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 277.6 (2).

Idem

(4) Malgré le paragraphe (3), l'agent négociateur d'une unité de négociation visée à la disposition 1 ou 2 du paragraphe (1) est l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens. 1997, chap. 31, art. 122.

Enseignants suppléants

277.5 (1) Un enseignant suppléant peut être membre de plus d'une unité de négociation d'enseignants. 1997, chap. 31, art. 122.

Idem

(2) Un enseignant suppléant figure au tableau des enseignants suppléants établi par un conseil s'il figure sur la liste des enseignants suppléants que tient une école qui relève de ce conseil. 1997, chap. 31, art. 122.

Idem

(3) Sur demande, un conseil remet une copie du tableau à un agent négociateur désigné et le directeur d'une école qui relève d'un conseil remet à un agent négociateur désigné une copie de la liste des enseignants suppléants que tient l'école. 1997, chap. 31, art. 122.

Disposition transitoire

(4) Le 1^{er} janvier 1998, les enseignants suppléants qui sont membres d'une unité de négociation composée principalement d'enseignants suppléants, autre qu'une unité de négociation d'enseignants constituée aux termes de la présente partie, cessent d'en être membres. 1997, chap. 31, art. 122.

Grief non réglé

(5) S'il a trait à un enseignant suppléant, le grief qui n'est pas définitivement réglé le 1^{er} janvier 1998 est maintenu et l'agent négociateur désigné de l'unité de négociation d'enseignants dont l'enseignant est membre représente celui-ci aux fins du grief, plutôt que l'agent négociateur qui le représentait le 31 décembre 1997. 1997, chap. 31, art. 122.

Fédération appelée Elementary Teachers' Federation of Ontario

277.6 (1) PÉRIMÉ: 1997, chap. 31, art. 122.

(2) PÉRIMÉ: 1997, chap. 31, art. 122.

Remplacement d'agents négociateurs précisés

(3) Le jour fixé par proclamation aux termes du paragraphe (1), la fédération appelée Elementary Teachers' Federation of Ontario remplace la fédération appelée The Federation of Women Teachers' Associations of Ontario et la Fédération des enseignantes et des enseignants des écoles publiques de l'Ontario en tant que Note: Subsections 277.6 (1), (2) and (3) were proclaimed into force on July 1, 1998.

Combined bargaining unit

- 277.7 (1) One or more teachers' bargaining units (the "predecessor bargaining units") may be combined to establish one teachers' bargaining unit,
 - (a) if the designated bargaining agent for each of the predecessor bargaining units is the same; and
 - (b) if the employer and the designated bargaining agent agree. 1997, c. 31, s. 122.

Discontinuation of combined bargaining unit

(2) If the employer and the designated bargaining agent agree, the combined bargaining unit may be discontinued and, in that case, the predecessor bargaining units are re-established. 1997, c. 31, s. 122.

Appropriate bargaining units, bargaining agents

277.8 (1) The teachers' bargaining units shall be deemed to be appropriate bargaining units. 1997, c. 31, s. 122.

Certification of bargaining agents

(2) Each designated bargaining agent shall be deemed to be certified as the bargaining agent for the corresponding bargaining unit as specified in subsection 277.3 (2), 277.4 (3) or (4) or 277.7 (1). 1997, c. 31, s. 122.

Same

(3) No trade union is entitled to apply for certification as the bargaining agent for a teachers' bargaining unit. 1997, c. 31, s. 122.

Same

(4) No person is entitled to apply for a declaration that a designated bargaining agent no longer represents the members of a teachers' bargaining unit. 1997, c. 31, s. 122.

Joint negotiations

277.9 (1) In negotiations for a collective agreement, two or more district school boards may act jointly as a party and two or more bargaining agents may act jointly as a party if the boards and the agents all agree to do so. 1997, c. 31, s. 122.

Same, school authorities

(2) Subsection (1) applies with respect to school authorities, with necessary modifications. 1997, c. 31, s. 122.

Same, bargaining agents

(3) In negotiations with one district school board or school authority, two or more bargaining agents may act jointly as a party. 1997, c. 31, s. 122.

partie à toutes les instances, négociations et conventions collectives visées à la présente partie. 1997, chap. 31, art 122

Remarque: Les paragraphes 277.6 (1), (2) et (3) sont proclamés en vigueur le 1^{er} juillet 1998.

Unité de négociation combinée

- 277.7 (1) Une ou plusieurs unités de négociation d'enseignants (les «unités de négociation précédentes») peuvent être combinées en une unité de négociation d'enseignants si :
 - a) d'une part, l'agent négociateur désigné de chacune des unités de négociation précédentes est le même;
 - b) d'autre part, l'employeur et l'agent négociateur désigné y consentent. 1997, chap. 31, art. 122.

Fin de l'unité de négociation combinée

(2) Si l'employeur et l'agent négociateur désigné y consentent, il peut être mis fin à l'unité de négociation combinée, auquel cas les unités de négociation précédentes sont rétablies. 1997, chap. 31, art. 122.

Unités de négociation appropriées et agents négociateurs

277.8 (1) Les unités de négociation d'enseignants sont réputées des unités de négociation appropriées. 1997, chap. 31, art. 122.

Accréditation des agents négociateurs

(2) Chaque agent négociateur désigné est réputé accrédité comme agent négociateur de l'unité de négociation correspondante tel que le précise le paragraphe 277.3 (2), 277.4 (3) ou (4) ou 277.7 (1). 1997, chap. 31, art. 122.

Idem

(3) Aucun syndicat n'a le droit de demander d'être accrédité comme agent négociateur d'une unité de négociation d'enseignants. 1997, chap. 31, art. 122.

Idem

(4) Nul n'a le droit de demander qu'il soit déclaré qu'un agent négociateur désigné ne représente plus les membres d'une unité de négociation d'enseignants. 1997, chap. 31, art. 122.

Jonction des parties

277.9 (1) Lors des négociations visant la conclusion d'une convention collective, deux conseils scolaires de district ou plus peuvent agir conjointement à titre de partie et deux agents négociateurs ou plus peuvent faire de même si tous les conseils et agents en cause y consentent. 1997, chap. 31, art. 122.

Idem: administrations scolaires

(2) Le paragraphe (1) s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des administrations scolaires. 1997, chap. 31, art. 122.

Idem: agents négociateurs

(3) Lors de négociations avec un conseil scolaire de district ou une administration scolaire, deux agents négociateurs ou plus peuvent agir conjointement à titre de partie. 1997, chap. 31, art. 122.

Agreements

(4) The joint parties may negotiate one agreement or may negotiate separate agreements for each board and bargaining unit. 1997, c. 31, s. 122.

Arbitration

277.10 When resolving matters in dispute, an arbitrator or board of arbitration appointed under section 40 or 43 of the *Labour Relations Act, 1995* shall consider the factors and criteria set out in subsection 35 (1.1) of the *School Boards and Teachers Collective Negotiations Act* as it reads immediately before its repeal. 1997, c. 31, s. 122.

Terms of collective agreements

277.11 (1) The first collective agreement between a board and a designated bargaining agent for a teachers' bargaining unit that is entered into after July 1, 2001 shall provide that the agreement expires on August 31, 2004. 2001, c. 14, Sched. A, s. 9.

Same

(2) Subsection (1) applies even if the collective agreement would have a term of less than one year as a result. 2001, c. 14, Sched. A, s. 9.

Same

(3) Every subsequent collective agreement between a board and a designated bargaining agent for a teachers' bargaining unit shall provide for a term of operation of three years, beginning September 1 of the year in which the previous collective agreement expired. 2001, c. 14, Sched. A, s. 9.

Same

(4) Despite subsection 58 (2) of the Labour Relations Act, 1995, no agreement may be entered into to continue the operation of a collective agreement between a board and a designated bargaining agent for a teachers' bargaining unit or of any provisions of such an agreement beyond August 31, 2004 and any renewal provision in a collective agreement that purports to do so shall be deemed to be void. 2001, c. 14, Sched. A, s. 9.

Same

(5) A collective agreement that does not provide for expiry in accordance with subsection (1) or for a term of operation in accordance with subsection (3) shall be deemed to provide for it. 2001, c. 14, Sched. A, s. 9.

277.12 REPEALED: 2001, c. 14, Sched. A, s. 10.

Conflict

277.13 In case of conflict, this Act and regulations made under it prevail over the provisions of a collective agreement. 1997, c. 31, s. 122.

Enforcement of Part X.1

277.13.1 (1) This Part may be enforced as if it formed part of the Labour Relations Act, 1995 and, for that pur-

Conventions

(4) Les parties jointes peuvent négocier une seule convention ou des conventions distinctes pour chaque conseil et chaque unité de négociation. 1997, chap. 31, art. 122.

Arbitrage

277.10 Pour régler des questions en litige, un arbitre ou un conseil d'arbitrage désigné en vertu de l'article 40 ou 43 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* prend en considération les facteurs et critères énoncés au paragraphe 35 (1.1) de la *Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants*, tel qu'il existait immédiatement avant son abrogation. 1997, chap. 31, art. 122.

Durée des conventions collectives

277.11 (1) La première convention collective qu'un conseil et un agent négociateur désigné concluent pour une unité de négociation d'enseignants après le 1^{er} juillet 2001 prévoit qu'elle expire le 31 août 2004. 2001, chap. 14, annexe A, art. 9.

Idem

(2) Le paragraphe (1) s'applique même si la convention collective devait en conséquence avoir une durée de moins d'un an. 2001, chap. 14, annexe A, art. 9.

Idem

(3) Toute convention collective subséquente qu'un conseil et un agent négociateur désigné concluent pour une unité de négociation d'enseignants prévoit une durée de trois ans à compter du 1^{er} septembre de l'année pendant laquelle la convention précédente a expiré. 2001, chap. 14, annexe A, art. 9.

Idem

(4) Malgré le paragraphe 58 (2) de la Loi de 1995 sur les relations de travail, il ne doit être conclu aucune entente prévoyant la prorogation de l'application d'une convention collective conclue entre un conseil et un agent négociateur désigné pour une unité de négociation d'enseignants ou de l'application de l'une quelconque de ses dispositions au-delà du 31 août 2004 et toute disposition de reconduction de cette convention qui vise un tel effet est réputée nulle. 2001, chap. 14, annexe A, art. 9.

Idem

(5) La convention collective qui ne prévoit pas la date d'expiration mentionnée au paragraphe (1) ou la durée mentionnée au paragraphe (3) est réputée la prévoir. 2001, chap. 14, annexe A, art. 9.

277.12 ABROGÉ: 2001, chap. 14, annexe A, art. 10.

Incompatibilité

277.13 Les dispositions de la présente loi et de ses règlements d'application l'emportent sur les dispositions incompatibles d'une convention collective. 1997, chap. 31, art. 122.

Exécution de la partie X.1

277.13.1 (1) La présente partie peut être exécutée comme si elle faisait partie de la Loi de 1995 sur les rela-

pose, that Act shall be read as if it included this Part. 1997, c. 31, s. 122.

Same

- (2) Without limiting the generality of subsection (1),
- (a) a designated bargaining agent shall be deemed to be a trade union for the purposes of the *Labour Relations Act*, 1995;
- (b) sections 110 to 118 of the *Labour Relations Act*, 1995 apply with necessary modifications with respect to anything the Ontario Labour Relations Board does under this Part;
- (c) subsections 96 (4), (6) and (7) and sections 122 and 123 of the *Labour Relations Act, 1995* apply with necessary modifications with respect to proceedings before the Ontario Labour Relations Board and its decisions, determinations and orders;
- (d) REPEALED: R.S.O. 1990, c. E.2, s. 277.13.1 (8). (See: 1997, c. 31, s. 122.)

1997, c. 31, s. 122.

(3) REPEALED: R.S.O. 1990, c. E.2, s. 277.13.1 (8). (See: 1997, c. 31, s. 122.)

Labour relations officers

(4) The Ontario Labour Relations Board may authorize a labour relations officer to inquire into any matter that comes before it under this Part and to endeavour to settle any such matter. 1997, c. 31, s. 122.

Interim orders

(5) The Ontario Labour Relations Board may make interim orders with respect to a matter that is or will be the subject of a pending or intended proceeding. 1997, c. 31, s. 122.

Timing of decisions, etc.

(6) The Ontario Labour Relations Board shall make decisions, determinations and orders under this Part in an expeditious fashion. 1997, c. 31, s. 122.

Finality

- (7) A decision, determination or order made by the Ontario Labour Relations Board is final and binding for all purposes. 1997, c. 31, s. 122.
 - (8) REPEALED: 2001, c. 14, Sched. A, s. 11.

277.13.2 REPEALED: R.S.O. 1990, c. E.2, s. 277.13.2 (2). (See: 1997, c. 31, s. 122.)

PART X.2 TEACHER PERFORMANCE APPRAISAL

MISCELLANEOUS

Purpose of Part

277.14 The purpose of this Part is,

tions de travail et, à cette fin, cette loi se lit comme si elle comprenait la présente partie. 1997, chap. 31, art. 122.

Iden

- (2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1):
 - a) un agent négociateur désigné est réputé un syndicat pour l'application de la *Loi de 1995 sur les rela*tions de travail;
 - b) les articles 110 à 118 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de tout ce que fait la Commission des relations de travail de l'Ontario aux termes de la présente partie;
 - c) les paragraphes 96 (4), (6) et (7) et les articles 122 et 123 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des instances dont la Commission des relations de travail de l'Ontario est saisie ainsi qu'à l'égard de ses décisions et ordonnances;
 - d) ABROGÉ: L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 277.13.1 (8). (Voir: 1997, chap. 31, art. 122.)

1997, chap. 31, art. 122.

(3) ABROGÉ: L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 277.13.1 (8). (Voir: 1997, chap. 31, art. 122.)

Agents des relations de travail

(4) La Commission des relations de travail de l'Ontario peut autoriser un agent des relations de travail à enquêter sur toute question dont elle est saisie aux termes de la présente partie et à tenter de parvenir à un règlement à son égard. 1997, chap. 31, art. 122.

Ordonnances provisoires

(5) La Commission des relations de travail de l'Ontario peut rendre des ordonnances provisoires à l'égard d'une question faisant ou devant faire l'objet d'une instance en cours ou envisagée. 1997, chap. 31, art. 122.

Délai

(6) La Commission des relations de travail de l'Ontario rend ses décisions et ses ordonnances et décide de questions aux termes de la présente partie de façon rapide. 1997, chap. 31, art. 122.

Caractère définitif

- (7) Les décisions et ordonnances de la Commission des relations de travail de l'Ontario sont définitives à tous égards. 1997, chap. 31, art. 122.
 - (8) ABROGÉ: 2001, chap. 14, annexe A, art. 11.

277.13.2 ABROGÉ: L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 277.13.2 (2). (Voir: 1997, chap. 31, art. 122.)

PARTIE X.2 ÉVALUATION DU RENDEMENT DES ENSEIGNANTS

DISPOSITIONS DIVERSES

Objet

277.14 La présente partie a pour objet ce qui suit :

- (a) to ensure that pupils receive the benefit of an education system staffed by teachers who are performing their duties satisfactorily;
- (b) to provide for fair, effective and consistent teacher evaluation in every school; and
- (c) to promote professional growth. 2001, c. 24, s. 4.

Interpretation

277.15 (1) In this Part,

"designated bargaining agent" has the same meaning as in Part X.1; ("agent négociateur désigné")

"parent" includes a person who has lawful custody of a child; ("parents")

"teacher" means,

- (a) a member of a teachers' bargaining unit, and
- (b) a temporary teacher,

but does not include an occasional teacher, a continuing education teacher, a supervisory officer, a principal, a vice-principal or an instructor in a teacher-training institution; ("enseignant")

"teachers' bargaining unit" has the same meaning as in Part X.1; ("unité de négociation d'enseignants")

"year" means a period of time beginning on September 1 and ending on August 31 of the following calendar year. ("an", "année") 2001, c. 24, s. 4.

References to teachers' bargaining units

- (2) For greater certainty,
- (a) a reference in this Part to a teachers' bargaining unit composed of elementary school teachers is a reference to a bargaining unit composed of elementary school teachers other than occasional teachers; and
- (b) a reference in this Part to a teachers' bargaining unit composed of secondary school teachers is a reference to a bargaining unit composed of secondary school teachers other than occasional teachers. 2001, c. 24, s. 4.

Elementary and secondary teachers

- (3) For greater certainty, in this Part,
- (a) a teacher is an elementary school teacher if he or she is,
 - (i) a member of a teachers' bargaining unit composed of elementary school teachers, or
 - (ii) a temporary teacher who is assigned to one or more elementary schools or to perform duties

- a) assurer que les élèves bénéficient d'un système d'éducation doté d'enseignants qui remplissent leurs fonctions de façon satisfaisante;
- b) prévoir une évaluation du rendement des enseignants de chaque école qui soit juste, efficace et uniforme;
- c) favoriser l'épanouissement professionnel. 2001, chap. 24, art. 4.

Interprétation

277.15 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«agent négociateur désigné» S'entend au sens de la partie X.1. («designated bargaining agent»)

«an» ou «année» Période qui commence le 1^{er} septembre et se termine le 31 août de l'année civile suivante. («year»)

«enseignant» S'entend des personnes suivantes :

- a) le membre d'une unité de négociation d'enseignants;
- b) l'enseignant temporaire.

La présente définition exclut l'enseignant suppléant, l'enseignant de l'éducation permanente, l'agent de supervision, le directeur d'école, le directeur adjoint ou le professeur dans un collège de formation des enseignants. («teacher»)

«parents» S'entend en outre de quiconque a la garde légitime d'un enfant. («parent»)

«unité de négociation d'enseignants» S'entend au sens de la partie X.1. («teachers' bargaining unit») 2001, chap. 24, art. 4.

Mention d'une unité de négociation d'enseignants

- (2) Il est entendu que:
- a) la mention dans la présente partie d'une unité de négociation d'enseignants composée des enseignants de l'élémentaire vaut mention d'une unité de négociation d'enseignants composée des enseignants de l'élémentaire qui ne sont pas des enseignants suppléants;
- b) la mention dans la présente partie d'une unité de négociation d'enseignants composée des enseignants du secondaire vaut mention d'une unité de négociation d'enseignants composée des enseignants du secondaire qui ne sont pas des enseignants suppléants. 2001, chap. 24, art. 4.

Enseignants de l'élémentaire et du secondaire

- (3) Il est entendu que, dans la présente partie :
- a) est un enseignant de l'élémentaire l'enseignant qui :
 - (i) soit est membre d'une unité de négociation d'enseignants composée des enseignants de l'élémentaire,
 - (ii) soit est un enseignant temporaire qui est affecté à une ou plusieurs écoles élémentaires

in respect of such schools all or most of the time; and

- (b) a teacher is a secondary school teacher if he or she is.
 - (i) a member of a teachers' bargaining unit composed of secondary school teachers, or
 - (ii) a temporary teacher who is assigned to one or more secondary schools or to perform duties in respect of such schools all or most of the time. 2001, c. 24, s. 4.

References to supervisory officer

(4) A reference in this Part to a supervisory officer is a reference to a supervisory officer who qualified as such as a teacher. 2001, c. 24, s. 4.

Interpretation of Part

(5) Nothing in this Part, or any regulation, guideline, policy or rule under it, shall be interpreted to limit rights otherwise available to a board relating to discipline of any teacher employed by the board, including but not limited to rights relating to reassignment of duties, suspension or termination of the employment of the teacher, whether or not a performance appraisal process relating to the teacher is being conducted under this Part. 2001, c. 24, s. 4.

Transition

(6) Nothing in this Part, or any regulation, guideline, policy or rule under it, shall be interpreted to limit a board's ability to complete a performance appraisal of a teacher begun before this Part begins to apply to that board and that teacher, or to follow any process or take any action relating to that performance appraisal that the board might have followed or taken but for this Part. 2001, c. 24, s. 4.

Application to certain schools

277.16 (1) This Part does not apply to schools established or continued under section 13 or to schools operated by a ministry under the *Provincial Schools Negotiations Act* except in accordance with regulations made under this section. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations providing for the application of this Part, and the regulations, guidelines, rules and policies under it, to schools or classes of schools referred to in subsection (1), with such modifications as the Lieutenant Governor in Council considers advisable. 2001, c. 24, s. 4.

Delegation of principal's duties, powers

277.17 (1) A duty or power of a principal under this Part may be delegated by the principal assigned to a

ou qui est chargé d'exercer des fonctions à l'égard de telles écoles tout le temps ou la plupart du temps;

- b) est un enseignant du secondaire l'enseignant qui :
 - (i) soit est membre d'une unité de négociation d'enseignants composée des enseignants du secondaire,
 - (ii) soit est un enseignant temporaire qui est affecté à une ou plusieurs écoles secondaires ou qui est chargé d'exercer des fonctions à l'égard de telles écoles tout le temps ou la plupart du temps. 2001, chap. 24, art. 4.

Mention d'un agent de supervision

(4) La mention d'un agent de supervision dans la présente partie vaut mention d'un agent de supervision qui a acquis les qualités requises pour ce poste en tant qu'enseignant. 2001, chap. 24, art. 4.

Interprétation de la partie

(5) Ni la présente partie ni les règlements pris, les lignes directrices données et les règles et les politiques établies en application de celle-ci n'ont pour effet de limiter les droits dont jouit par ailleurs un conseil en ce qui concerne les mesures disciplinaires qu'il peut imposer à un enseignant qu'il emploie, notamment les droits concernant son affectation à d'autres fonctions, sa suspension ou la cessation de son emploi, qu'une évaluation du rendement le concernant soit ou non effectuée en application de la présente partie. 2001, chap. 24, art. 4.

Disposition transitoire

(6) Ni la présente partie ni les règlements pris, les lignes directrices données et les règles et les politiques établies en application de celle-ci n'ont pour effet de limiter la capacité d'un conseil d'achever une évaluation du rendement d'un enseignant commencée avant que la présente partie ne devienne applicable à ce conseil et à cet enseignant, ou de suivre le processus qu'il aurait suivi ou de prendre les mesures qu'il aurait prises en ce qui concerne cette évaluation du rendement en l'absence de la présente partie. 2001, chap. 24, art. 4.

Application à certaines écoles

277.16 (1) La présente partie ne s'applique pas aux écoles ouvertes ou maintenues en vertu de l'article 13 ni aux écoles qui relèvent d'un ministère en application de la Loi sur la négociation collective dans les écoles provinciales, si ce n'est conformément aux règlements pris en application du présent article. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir l'application de la présente partie et des règlements pris, des lignes directrices données et des règles et des politiques établies en application de celle-ci aux écoles ou catégories d'écoles visées au paragraphe (1), avec les adaptations qu'il juge opportunes. 2001, chap. 24, art. 4.

Délégation des fonctions et pouvoirs du directeur d'école

277.17 (1) Le directeur d'école affecté à une école peut déléguer à un directeur adjoint qui y est également

school to a vice-principal assigned to the same school. 2001, c. 24, s. 4.

Supervisory officer acting for principal

- (2) A duty or power of a principal under this Part shall be performed or exercised by the appropriate supervisory officer where.
 - (a) the principal and the supervisory officer agree that the supervisory officer shall perform the duty or exercise the power; or
 - (b) the supervisory officer is of the opinion that the principal is unable to perform the duty or exercise the power in a timely way because of absence or for some other reason. 2001, c. 24, s. 4.

Delegation of supervisory officer's duties, powers

- 277.18 (1) A duty or power of a supervisory officer under this Part, including a duty or power under section 277.17, may be performed or exercised by another supervisory officer employed by the same board where,
 - (a) the supervisory officers so agree; or
 - (b) the supervisory officer who would ordinarily perform the duty or exercise the power is unable to do so in a timely way because of absence or for some other reason. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(2) A determination under clause (1) (b) respecting when a supervisory officer is unable to perform a duty or exercise a power in a timely way and respecting which other supervisory officer shall perform the duty or exercise the power shall be made in accordance with policies established by the board that employs the supervisory officer who would ordinarily perform the duty or exercise the power. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(3) In the circumstances described in clause (1) (b), where no other supervisory officer employed by the same board is able to perform the duty and exercise the power in a timely way, because of absence or for some other reason, a supervisory officer employed by another board may, by arrangement between the two boards, perform the duty and exercise the power. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(4) Every board shall establish policies and procedures for the purposes of subsections (2) and (3). 2001, c. 24, s. 4.

Appraisals by different individuals

277.19 Where this Part requires or permits a series of one or more performance appraisals to be conducted as part of a process, the effect of each of the appraisals is the same regardless of whether the duties and powers in relation to different appraisals are performed or exercised by different individuals or individuals holding different titles. 2001, c. 24, s. 4.

Board rules, certain circumstances

277.20 (1) Every board shall establish rules respecting which principal and supervisory officer shall exercise the

affecté les fonctions et pouvoirs que lui attribue la présente partie. 2001, chap. 24, art. 4.

Fonctions intérimaires de l'agent de supervision

- (2) L'agent de supervision compétent exerce les fonctions et pouvoirs que la présente partie attribue à un directeur d'école si, selon le cas :
 - a) le directeur d'école et l'agent de supervision conviennent que celui-ci les exerce;
 - b) l'agent de supervision est d'avis que le directeur d'école n'est pas en mesure de les exercer de façon opportune pour cause d'absence ou autre. 2001, chap. 24, art. 4.

Délégation des fonctions et pouvoirs de l'agent de supervision

- 277.18 (1) Un autre agent de supervision employé par le conseil qui emploie l'agent de supervision peut exercer les fonctions et pouvoirs que la présente partie attribue à celuici, y compris ceux visés à l'article 277.17, si, selon le cas :
 - a) les agents de supervision en conviennent;
 - b) l'agent de supervision qui les exercerait ordinairement n'est pas en mesure de le faire de façon opportune pour cause d'absence ou autre. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(2) Pour l'application de l'alinéa (1) b), la question de savoir à quel moment un agent de supervision n'est pas en mesure d'exercer les fonctions et pouvoirs de façon opportune et quel autre agent de supervision doit les exercer se décide conformément aux politiques établies par le conseil qui emploie l'agent de supervision qui les exercerait ordinairement. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(3) Dans les circonstances visées à l'alinéa (1) b), si aucun autre agent de supervision employé par le même conseil n'est en mesure d'exercer les fonctions et pouvoirs de façon opportune, pour cause d'absence ou autre, un agent de supervision employé par un autre conseil peut les exercer par arrangement entre les deux conseils. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(4) Chaque conseil établit des politiques et des processus pour l'application des paragraphes (2) et (3). 2001, chap. 24, art. 4.

Évaluation par des personnes différentes

277.19 Si la présente partie exige ou permet qu'une évaluation ou série d'évaluations du rendement soit effectuée dans le cadre d'un processus, chacune des évaluations a le même effet peu importe si les fonctions et pouvoirs relatifs aux différentes évaluations sont exercés par des personnes différentes ou des personnes qui détiennent des titres différents. 2001, chap. 24, art. 4.

Règles du conseil dans certaines circonstances

277.20 (1) Chaque conseil établit des règles précisant quel directeur d'école et quel agent de supervision doi-

powers and perform the duties of principal and supervisory officer, as the case may be, under this Part in relation to a teacher who, during part or all of any period or process required or permitted by this Part or the regulations, guidelines, policies and rules under it,

- (a) is assigned to more than one school;
- (b) is not assigned to duties in a school;
- (c) is assigned to duties in a school as well as to other duties; or
- (d) moves from one school to another. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(2) Where the rules under this section apply, this Part and any regulation, guideline, rule or policy under it shall be read with necessary modifications. 2001, c. 24, s. 4.

Regulations, certain circumstances

277.21 (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations in relation to this Part,

- (a) providing for the circumstances in which and the extent to which periods of time shall be excluded from the calculation of any period or timeline specified in or under this Part;
- (b) establishing rules to apply where one board seconds a teacher to another board;
- (c) establishing rules to apply where a teacher is absent,
 - (i) during all or part of a year that is scheduled as an evaluation year for him or her,
 - (ii) during all or part of a year that is not scheduled as an evaluation year for him or her,
 - (iii) during all or part of a period specified in section 277.29,
 - (iv) during all or part of a period specified in sections 277.35 to 277.39;
- (d) respecting transitional and ongoing matters related to the implementation of this Part;
- (e) providing for exemptions from provisions of this Part and specifying conditions and restrictions respecting the exemptions. 2001, c. 24, s. 4.

Regulations re time periods, cl. (1) (a)

(2) Without limiting the generality of clause (1) (a), the circumstances that may be provided for under it include periods of time during which a teacher involved in a performance appraisal or any person who has duties or powers in respect of a performance appraisal is absent from work or is assigned to different duties. 2001, c. 24, s. 4.

vent exercer les pouvoirs et les fonctions de directeur d'école et d'agent de supervision, selon le cas, en vertu de la présente partie en ce qui concerne un enseignant qui, pendant tout ou partie d'une période ou d'un processus exigé ou autorisé par la présente partie ou les règlements pris, les lignes directrices données et les règles et les politiques établies en application de celle-ci:

- a) soit est affecté à plus d'une école;
- b) soit n'est pas affecté à des fonctions dans une école;
- c) soit est affecté à des fonctions dans une école ainsi qu'à d'autres fonctions;
- d) soit change d'école. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(2) Si les règles prévues au présent article s'appliquent, la présente partie et les règlements pris, les lignes directrices données et les règles et les politiques établies en application de celle-ci s'interprètent avec les adaptations nécessaires. 2001, chap. 24, art. 4.

Règlements visant certaines circonstances

277.21 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement concernant la présente partie :

- a) prévoir les circonstances et la mesure dans lesquelles des périodes sont exclues du calcul d'une période ou d'un délai précisé dans la présente partie ou en application de celle-ci;
- b) établir des règles qui s'appliquent si un conseil détache un enseignant auprès d'un autre conseil;
- c) établir des règles qui s'appliquent si un enseignant est absent :
 - (i) pendant tout ou partie d'une de ses années d'évaluation,
 - (ii) pendant tout ou partie d'une année qui n'est pas une de ses années d'évaluation,
 - (iii) pendant tout ou partie d'une période précisée à l'article 277.29,
 - (iv) pendant tout ou partie d'une période précisée aux articles 277.35 à 277.39;
- d) traiter des questions transitoires ou continues liées à la mise en oeuvre de la présente partie;
- e) prévoir des dispenses en ce qui concerne les dispositions de la présente partie et préciser les conditions et restrictions concernant les dispenses. 2001, chap. 24, art. 4.

Règlements relatifs aux périodes, al. (1) a)

(2) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) a), les circonstances qui peuvent être prévues en vertu de cet alinéa comprennent les périodes pendant lesquelles un enseignant qui subit une évaluation de son rendement ou toute personne à qui il est attribué des fonctions ou des pouvoirs à l'égard d'une évaluation du rendement est absent du travail ou est affecté à d'autres fonctions. 2001, chap. 24, art. 4.

(3) Where a regulation under clause (1) (a) provides for the exclusion of one or more periods of time from the calculation of a period or timeline specified in or under this Part, the regulation may also provide for whether and in which circumstances the exclusion alters the running of the period or timeline and, if it does alter the running of the period or timeline, how to calculate the altered period or timeline. 2001, c. 24, s. 4.

Regulations re secondments, cl. (1) (b)

- (4) Without limiting the generality of clause (1) (b), a regulation under that clause may,
 - (a) provide that the regulation prevails over the terms of a secondment agreement;
 - (b) assign responsibilities under this Part as between the seconding board and the secondee board;
 - (c) provide for the termination of the secondment agreement in circumstances specified in the regulation;
 - (d) provide for such modifications to the provisions of this Part and the regulations, guidelines, rules or policies under it as are in the opinion of the Lieutenant Governor in Council advisable in connection with secondments. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(5) Without limiting the generality of clause (4) (d), where a secondment agreement is terminated, a regulation under clause (1) (b) may provide for the effect or lack of effect of a performance appraisal conducted by the secondee board during the period of the secondment. 2001, c. 24, s. 4.

Regulations re certain absences, cl. (1) (c)

- (6) Without limiting the generality of clause (1) (c), a regulation under that clause may,
 - (a) provide for such modifications to the provisions of this Part and the regulations, guidelines, rules or policies under it as are in the opinion of the Lieutenant Governor in Council advisable in connection with absences;
 - (b) provide for exceptions to be made from the rules set out in the regulation, in circumstances specified in the regulation;
 - (c) provide that the exceptions referred to in clause (b) may be in the discretion of persons specified in the regulation, and providing for conditions and restrictions on the exercise of that discretion. 2001, c. 24, s. 4.

Regulations re transitional and implementation matters, cl. (1) (d)

(7) Without limiting the generality of clause (1) (d), and despite the definition of "year" in subsection 277.15

Idem

(3) Si un règlement pris en application de l'alinéa (1) a) prévoit l'exclusion d'une ou de plusieurs périodes du calcul d'une période ou d'un délai précisé dans la présente partie ou en application de celle-ci, le règlement peut également prévoir si l'exclusion modifie l'écoulement de la période ou du délai et dans quelles circonstances elle le fait, et, si l'écoulement de la période ou du délai est modifié, comment calculer la période ou le délai concerné. 2001, chap. 24, art. 4.

Règlements relatifs aux détachements, al. (1) b)

- (4) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) b), un règlement pris en application de cet alinéa peut :
 - a) prévoir qu'il l'emporte sur une entente de détachement;
 - répartir les responsabilités prévues par la présente partie entre le conseil qui détache l'enseignant et le conseil auprès duquel il est détaché;
 - c) prévoir la résiliation de l'entente de détachement dans les circonstances qu'il précise;
 - d) prévoir les adaptations que le lieutenant-gouverneur en conseil juge opportun d'apporter aux dispositions de la présente partie et aux règlements pris, aux lignes directrices données et aux règles et politiques établies en application de celle-ci en ce qui concerne les détachements. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(5) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (4) d), si une entente de détachement est résiliée, un règlement pris en application de l'alinéa (1) b) peut prévoir l'effet ou l'absence d'effet d'une évaluation du rendement effectuée pendant le détachement par le conseil auprès duquel une personne est détachée. 2001, chap. 24, art. 4.

Règlements relatifs à certaines absences, al. (1) c)

- (6) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) c), un règlement pris en application de cet alinéa peut :
 - a) prévoir les adaptations que le lieutenant-gouverneur en conseil juge opportun d'apporter aux dispositions de la présente partie et aux règlements pris, aux lignes directrices données et aux règles et politiques établies en application de celle-ci en ce qui concerne les absences;
 - b) prévoir des exceptions aux règles qu'il établit dans les circonstances qu'il précise;
 - c) prévoir que les exceptions visées à l'alinéa b) peuvent être laissées à la discrétion des personnes qu'il précise et prévoir les conditions et restrictions attachées à l'exercice de cette discrétion. 2001, chap. 24, art. 4.

Règlements: questions transitoires et de mise en oeuvre, al. (1) d)

(7) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) d) et malgré la définition de «an» ou «année» au para-

(1), a regulation under that clause may provide that the first year of the three-year cycle referred to in section 277.28 begins, for boards and teachers to which this Part applies in accordance with section 277.24, on a date that is on or after the day on which section 277.28 comes into force and ends on August 31, 2002. 2001, c. 24, s. 4.

Board policies and rules, general

277,22 (1) A board may establish policies and rules that are consistent with this Part, and anything provided for under it, relating to performance appraisals of teachers employed by it, and shall establish such policies and rules where doing so is necessary to bring this Part into operation and make it work effectively. 2001, c. 24, s. 4.

Same, time periods

- (2) Without limiting the generality of subsection (1), every board shall establish policies and rules,
 - (a) to ensure, as far as possible, that all timelines provided for in this Part and the regulations, guidelines, rules and policies under it are complied with;
 - (b) to provide for accountability on the part of a person who does not comply with a timeline provided for in this Part or the regulations, guidelines, rules and policies under it. 2001, c. 24, s. 4.

Missed timeline

(3) If, despite subsection (2), a step or process required or permitted by this Part, or by the regulations, guidelines, rules or policies under it, is not completed within the timeline provided for, the step or process shall be completed by the appropriate person as soon as possible thereafter and timelines for all succeeding steps shall be calculated from the time the late step or process was actually completed. 2001, c. 24, s. 4.

Compliance with timelines

277.23 A board, supervisory officer, principal, vice-principal, teacher or any other person with duties related to performance appraisals under this Part shall comply with all timelines and periods set out in this Part and in any regulation, guideline, rule or policy under it, despite any arbitral order or decision,

- (a) that purports to alter, interrupt, suspend or otherwise affect the timeline or period; or
- (b) that would, if followed, have the effect of altering, interrupting, suspending or otherwise affecting the timeline or period. 2001, c. 24, s. 4.

graphe 277.15 (1), un règlement pris en application de cet alinéa peut prévoir que la première année du cycle de trois ans visé à l'article 277.28 commence le jour où cet article entre en vigueur ou à une date ultérieure et se termine le 31 août 2002 pour les conseils et les enseignants auxquels la présente partie s'applique conformément à l'article 277.24. 2001, chap. 24, art. 4.

Politiques et règles du conseil : dispositions générales

277.22 (1) Le conseil peut établir des politiques et des règles compatibles avec la présente partie et ce qui est prévu en application de celle-ci en ce qui concerne l'évaluation du rendement des enseignants qu'il emploie et doit établir de telles politiques et règles lorsqu'elles s'avèrent nécessaires pour l'application et le fonctionnement efficace de la présente partie. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem, périodes

- (2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), le conseil établit des politiques et des règles aux fins suivantes :
 - a) assurer, autant que possible, que tous les délais prévus par la présente partie et par les règlements pris, les lignes directrices données et les règles et les politiques établies en application de celle-ci sont respectés;
 - b) prévoir que la personne qui ne respecte pas un délai prévu par la présente partie ou par les règlements pris, les lignes directrices données et les règles et les politiques établies en application de celle-ci en est tenue responsable. 2001, chap. 24, art. 4.

Délai non respecté

(3) Malgré le paragraphe (2), l'étape ou le processus exigé ou autorisé par la présente partie ou par les règlements pris, les lignes directrices données et les règles et les politiques établies en application de celle-ci et qui n'est pas accompli dans le délai prévu est accompli par la personne compétente le plus tôt possible par la suite et les délais pour toutes les étapes suivantes sont calculés à compter du moment où l'étape ou le processus en retard a finalement été accompli. 2001, chap. 24, art. 4.

Respect des délais

277.23 Le conseil, l'agent de supervision, le directeur d'école, le directeur adjoint, l'enseignant ou toute autre personne qui exerce des fonctions liées aux évaluations du rendement prévues par la présente partie respecte tous les délais et les périodes précisés dans la présente partie ainsi que dans les règlements pris, les lignes directrices données et les règles et les politiques établies en application de celle-ci, malgré une sentence ou une décision arbitrale qui :

- a) soit prétend les modifier, les interrompre, les suspendre ou y porter atteinte d'une autre façon;
- soit, si elle était appliquée, aurait pour effet de les modifier, de les interrompre, de les suspendre ou d'y porter atteinte d'une autre façon. 2001, chap. 24, art. 4.

APPLICATION TO BOARDS AND TEACHERS

Initial application

277.24 (1) For the purpose of the initial application of this Part, as soon as the Minister considers practicable after the coming into force of this section, the Minister may designate certain boards and shall specify a date in the designation for the purposes of subsection (6). 2001, c. 24, s. 4.

Same

(2) In determining which boards to designate under subsection (1), the Minister shall take into account, to the extent that the Minister considers appropriate, the desirability of designating boards that are from different geographic regions of Ontario and boards that are of different types. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(3) In making designations under subsection (1), the Minister may seek input from such persons and bodies as the Minister considers appropriate. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(4) For the purposes of subsection (7), a board that is designated under subsection (1) may designate certain teachers employed by it. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(5) The Minister shall set a date before which designations of teachers shall be made under subsection (4). 2001, c. 24, s. 4.

Same

(6) Subject to subsection (7), beginning on the date set out in the designation under subsection (1), this Part applies in respect of each board designated under subsection (1) and the teachers employed by them. 2001, c. 24, s. 4.

Same

- (7) Where a board designates certain teachers under subsection (4) before the date set by the Minister under subsection (5),
 - (a) this Part does not apply in respect of teachers employed by the board who are not so designated;
 and
 - (b) sections 277.25, 277.26 and 277.27 apply in respect of the teachers referred to in clause (a). 2001, c. 24, s. 4.

Application starting 2002

District school boards

277.25 (1) Beginning on September 1, 2002,

- (a) this Part applies in respect of a district school board and the elementary school teachers employed by it if,
 - (i) as of the end of August 31, 2001, the board's collective agreement in respect of the teach-

APPLICATION AUX CONSEILS ET AUX ENSEIGNANTS

Application initiale

277.24 (1) Dès qu'il juge pratique de le faire après l'entrée en vigueur du présent article, pour l'application initiale de la présente partie, le ministre peut désigner certains conseils et doit préciser dans la désignation une date pour l'application du paragraphe (6). 2001, chap. 24, art. 4.

Iden

(2) Lorsqu'il décide quels conseils désigner en vertu du paragraphe (1), le ministre tient compte, dans la mesure qu'il estime appropriée, de l'opportunité de désigner des conseils de différentes régions géographiques de l'Ontario et de différents genres. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(3) Lorsqu'il fait des désignations en vertu du paragraphe (1), le ministre peut solliciter des observations des personnes et organismes qu'il estime appropriés. 2001, chap. 24, art. 4.

Iden

(4) Pour l'application du paragraphe (7), le conseil désigné en vertu du paragraphe (1) peut désigner certains enseignants employés par lui. 2001, chap. 24, art. 4.

Iden

(5) Le ministre fixe une date avant laquelle les désignations d'enseignants doivent être faites en vertu du paragraphe (4). 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(6) Sous réserve du paragraphe (7), la présente partie s'applique à compter de la date fixée dans la désignation prévue au paragraphe (1) à l'égard des conseils désignés en vertu de ce paragraphe et des enseignants employés par eux. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

- (7) Si un conseil désigne certains enseignants en vertu du paragraphe (4) avant la date fixée par le ministre en vertu du paragraphe (5):
 - a) la présente partie ne s'applique pas à l'égard des enseignants employés par le conseil qui n'ont pas été ainsi désignés;
 - b) les articles 277.25, 277.26 et 277.27 s'appliquent à l'égard des enseignants visés à l'alinéa a). 2001, chap. 24, art. 4.

Application à compter de 2002

Conseils scolaires de district

277.25 (1) À compter du 1^{er} septembre 2002, la présente partie s'applique :

- a) d'une part, à l'égard d'un conseil scolaire de district et des enseignants de l'élémentaire qu'il emploie si les conditions suivantes sont réunies :
 - (i) au 31 août 2001 à minuit, la convention collective du conseil conclue à l'égard de l'unité

- ers' bargaining unit composed of elementary school teachers expired or would have expired if it had not been continued under subsection 58 (2) of the *Labour Relations Act*, 1995, and
- (ii) as of the day on which a Bill entitled An Act to promote quality in the classroom receives first reading, no new collective agreement between the board and the designated bargaining agent for the teachers' bargaining unit composed of elementary school teachers has been ratified; and
- (b) this Part applies in respect of a district school board and the elementary school teachers employed by it if, as of the end of August 31, 2002, the board's collective agreement in respect of the teachers' bargaining unit composed of elementary school teachers expired or would have expired if it had not been continued under subsection 58 (2) of the Labour Relations Act, 1995. 2001, c. 24, s. 4.

- (2) Beginning on September 1, 2002,
- (a) this Part applies in respect of a district school board and the secondary school teachers employed by it if,
 - (i) as of the end of August 31, 2001, the board's collective agreement in respect of the teachers' bargaining unit composed of secondary school teachers expired or would have expired if it had not been continued under subsection 58 (2) of the Labour Relations Act, 1995, and
 - (ii) as of the day on which a Bill entitled An Act to promote quality in the classroom receives first reading, no new collective agreement between the board and the designated bargaining agent for the teachers' bargaining unit composed of secondary school teachers has been ratified; and
- (b) this Part applies in respect of a district school board and the secondary school teachers employed by it if, as of the end of August 31, 2002, the board's collective agreement in respect of the teachers' bargaining unit composed of secondary school teachers expired or would have expired if it had not been continued under subsection 58 (2) of the Labour Relations Act, 1995. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(3) Beginning on September 1, 2002, this Part applies in respect of each district school board and the elementary school teachers employed by it who are not covered by section 277.24 or subsection (1) of this section, if the board and the designated bargaining agent for the teachers' bargaining unit composed of elementary school teachers employed by the board so agree in writing. 2001, c. 24, s. 4.

- de négociation d'enseignants composée des enseignants de l'élémentaire a expiré ou aurait expiré si elle n'avait pas été prorogée en vertu du paragraphe 58 (2) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.
- (ii) le jour où le projet de loi intitulé *Loi visant* à promouvoir la qualité dans les salles de classe reçoit la première lecture, aucune nouvelle convention collective entre le conseil et l'agent négociateur désigné de l'unité de négociation d'enseignants composée des enseignants de l'élémentaire n'a été ratifiée;
- b) d'autre part, à l'égard d'un conseil scolaire de district et des enseignants de l'élémentaire qu'il emploie si, au 31 août 2002 à minuit, la convention collective du conseil conclue à l'égard de l'unité de négociation d'enseignants composée des enseignants de l'élémentaire a expiré ou aurait expiré si elle n'avait pas été prorogée en vertu du paragraphe 58 (2) de la Loi de 1995 sur les relations de travail. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

- (2) À compter du 1er septembre 2002, la présente partie s'applique :
 - a) d'une part, à l'égard d'un conseil scolaire de district et des enseignants du secondaire qu'il emploie si les conditions suivantes sont réunies :
 - (i) au 31 août 2001 à minuit, la convention collective du conseil conclue à l'égard de l'unité de négociation d'enseignants composée des enseignants du secondaire a expiré ou aurait expiré si elle n'avait pas été prorogée en vertu du paragraphe 58 (2) de la Loi de 1995 sur les relations de travail,
 - (ii) le jour où le projet de loi intitulé Loi visant à promouvoir la qualité dans les salles de classe reçoit la première lecture, aucune nouvelle convention collective entre le conseil et l'agent négociateur désigné de l'unité de négociation d'enseignants composée des enseignants du secondaire n'a été ratifiée;
 - b) d'autre part, à l'égard d'un conseil scolaire de district et des enseignants du secondaire qu'il emploie si, au 31 août 2002 à minuit, la convention collective du conseil conclue à l'égard de l'unité de négociation d'enseignants composée des enseignants du secondaire a expiré ou aurait expiré si elle n'avait pas été prorogée en vertu du paragraphe 58 (2) de la Loi de 1995 sur les relations de travail. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(3) À compter du 1er septembre 2002, la présente partie s'applique à l'égard de chaque conseil scolaire de district et des enseignants de l'élémentaire qu'il emploie et qui ne sont pas visés par l'article 277.24 ou le paragraphe (1) du présent article, si le conseil et l'agent négociateur désigné de l'unité de négociation d'enseignants composée des enseignants de l'élémentaire employés par le conseil y consentent par écrit. 2001, chap. 24, art. 4.

(4) Beginning on September 1, 2002, this Part applies in respect of each district school board and the secondary school teachers employed by it who are not covered by section 277.24 or subsection (2) of this section, if the board and the designated bargaining agent for the teachers' bargaining unit composed of secondary school teachers employed by the board so agree in writing. 2001, c. 24, s. 4.

s. 68 boards

(5) Subsections (1) to (4) and (8) apply with necessary modifications to boards established under section 68 and for that purpose a reference to a district school board shall be read as a reference to a board established under section 68. 2001, c. 24, s. 4.

School authorities other than s. 68 boards

- (6) Beginning on September 1, 2002,
- (a) this Part applies in respect of a school authority other than a board established under section 68 and the teachers employed by it if,
 - (i) as of the end of August 31, 2001, all of the school authority's collective agreements in respect of teachers' bargaining units expired or would have expired if they had not been continued under subsection 58 (2) of the Labour Relations Act, 1995, and
 - (ii) as of the day on which a Bill entitled An Act to promote quality in the classroom receives first reading, no new collective agreement between the school authority and a designated bargaining agent for a teachers' bargaining unit has been ratified; and
- (b) this Part applies in respect of a school authority other than a board established under section 68 and the teachers employed by it if, as of the end of August 31, 2002, all of the school authority's collective agreements in respect of teachers' bargaining units expired or would have expired if they had not been continued under subsection 58 (2) of the Labour Relations Act, 1995. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(7) Beginning on September 1, 2002, this Part applies in respect of each school authority other than a board established under section 68 and the teachers employed by it who are not covered by section 277.24 or subsection (6) of this section, if the school authority and the designated bargaining agents for all of the school authority's teachers' bargaining units so agree in writing. 2001, c. 24, s. 4.

Combined teachers' bargaining units

(8) Where, throughout the period beginning as of the end of August 31, 2001 and ending on the day on which a

Idem

(4) À compter du 1er septembre 2002, la présente partie s'applique à l'égard de chaque conseil scolaire de district et des enseignants du secondaire qu'il emploie et qui ne sont pas visés par l'article 277.24 ou le paragraphe (2) du présent article, si le conseil et l'agent négociateur désigné de l'unité de négociation d'enseignants composée des enseignants du secondaire employés par le conseil y consentent par écrit. 2001, chap. 24, art. 4.

Conseils créés en vertu de l'art. 68

(5) Les paragraphes (1) à (4) et (8) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux conseils créés en vertu de l'article 68. à cette fin, une mention de conseils scolaires de district vaut mention de tels conseils. 2001, chap. 24, art. 4.

Administrations scolaires autres que les conseils créés en vertu de l'art. 68

- (6) à compter du 1er septembre 2002, la présente partie s'applique :
 - a) d'une part, à l'égard d'une administration scolaire autre qu'un conseil créé en vertu de l'article 68 et des enseignants qu'elle emploie si les conditions suivantes sont réunies :
 - (i) au 31 août 2001 à minuit, toutes les conventions collectives de l'administration scolaire conclues à l'égard d'unités de négociation d'enseignants ont expiré ou auraient expiré si elles n'avaient pas été prorogées en vertu du paragraphe 58 (2) de la Loi de 1995 sur les relations de travail,
 - (ii) le jour où le projet de loi intitulé *Loi visant à promouvoir la qualité dans les salles de classe* reçoit la première lecture, aucune nouvelle convention collective entre l'administration scolaire et un agent négociateur désigné d'une unité de négociation d'enseignants n'a été ratifiée;
 - b) d'autre part, à l'égard d'une administration scolaire autre qu'un conseil créé en vertu de l'article 68 et des enseignants qu'elle emploie si, au 31 août 2002 à minuit, toutes les conventions collectives de l'administration scolaire conclues à l'égard d'unités de négociation d'enseignants ont expiré ou auraient expiré si elles n'avaient pas été prorogées en vertu du paragraphe 58 (2) de la Loi de 1995 sur les relations de travail. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(7) À compter du 1er septembre 2002, la présente partie s'applique à l'égard de chaque administration scolaire autre qu'un conseil créé en vertu de l'article 68 et des enseignants qu'elle emploie qui ne sont pas visés par l'article 277.24 ou le paragraphe (6) du présent article, si l'administration scolaire et les agents négociateurs désignés de toutes les unités de négociation d'enseignants de celle-ci y consentent par écrit. 2001, chap. 24, art. 4.

Unités de négociation d'enseignants combinées

(8) Si, tout au long de la période qui commence le 31 août 2001 à minuit et qui se termine le jour où le projet de

Bill entitled An Act to promote quality in the classroom receives first reading, a teachers' bargaining unit composed of elementary school teachers employed by a board and a teachers' bargaining unit composed of secondary school teachers employed by the same board are combined under section 277.7,

- (a) a reference in clause (1) (a) to elementary school teachers employed by the board shall be read as a reference to both the elementary school teachers and the secondary school teachers employed by the board;
- (b) a reference in clause (1) (a) to the teachers' bargaining unit composed of elementary school teachers shall be read as a reference to the combined teachers' bargaining unit; and
- (c) clause (2) (a), being redundant, is of no effect with respect to that board and its teachers. 2001, c. 24, s. 4.

Same

- (9) Where, as of the end of August 31, 2002, a teachers' bargaining unit composed of elementary school teachers employed by a board and a teachers' bargaining unit composed of secondary school teachers employed by the same board are combined under section 277.7,
 - (a) a reference in clause (1) (b) or subsection (3) to elementary school teachers employed by the board shall be read as a reference to both the elementary school teachers and the secondary school teachers employed by the board;
 - (b) a reference in clause (1) (b) or subsection (3) to the teachers' bargaining unit composed of elementary school teachers shall be read as a reference to the combined teachers' bargaining unit; and
 - (c) clause (2) (b) and subsection (4), being redundant, are of no effect with respect to that board and its teachers. 2001, c. 24, s. 4.

Application starting 2003

District school boards

277.26 (1) Beginning on September 1, 2003, this Part applies in respect of a district school board and the elementary school teachers employed by it if, as of the end of August 31, 2003, the board's collective agreement in respect of the teachers' bargaining unit composed of elementary school teachers expired or would have expired if it had not been continued under subsection 58 (2) of the Labour Relations Act, 1995. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(2) Beginning on September 1, 2003, this Part applies in respect of a district school board and the secondary school teachers employed by it if, as of the end of August 31, 2003, the board's collective agreement in respect of the teachers' bargaining unit composed of secondary school teachers expired or would have expired if it had

loi intitulé *Loi visant à promouvoir la qualité dans les salles de classe* reçoit la première lecture, une unité de négociation d'enseignants composée des enseignants de l'élémentaire employés par un conseil et une unité de négociation d'enseignants composée des enseignants du secondaire employés par le même conseil sont combinées en vertu de l'article 277.7 :

- a) la mention des enseignants de l'élémentaire employés par le conseil à l'alinéa (1) a) vaut mention des enseignants de l'élémentaire et des enseignants du secondaire employés par le conseil;
- b) la mention de l'unité de négociation d'enseignants composée des enseignants de l'élémentaire à l'alinéa (1) a) vaut mention de l'unité de négociation d'enseignants combinée;
- c) l'alinéa (2) a) étant redondant, il est sans effet à l'égard de ce conseil et de ses enseignants. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

- (9) Si, au 31 août 2002 à minuit, une unité de négociation d'enseignants composée des enseignants de l'élémentaire employés par un conseil et une unité de négociation d'enseignants composée des enseignants du secondaire employés par le même conseil sont combinées en vertu de l'article 277.7 :
 - a) la mention des enseignants de l'élémentaire employés par le conseil à l'alinéa (1) b) ou au paragraphe (3) vaut mention des enseignants de l'élémentaire et des enseignants du secondaire employés par le conseil;
 - b) la mention de l'unité de négociation d'enseignants composée des enseignants de l'élémentaire à l'alinéa (1) b) ou au paragraphe (3) vaut mention de l'unité de négociation d'enseignants combinée:
 - c) l'alinéa (2) b) et le paragraphe (4) étant redondants, ils sont sans effet à l'égard de ce conseil et de ses enseignants. 2001, chap. 24, art. 4.

Application à compter de 2003

Conseils scolaires de district

277.26 (1) À compter du 1^{er} septembre 2003, la présente partie s'applique à l'égard d'un conseil scolaire de district et des enseignants de l'élémentaire qu'il emploie si, au 31 août 2003 à minuit, la convention collective du conseil conclue à l'égard de l'unité de négociation d'enseignants composée des enseignants de l'élémentaire a expiré ou aurait expiré si elle n'avait pas été prorogée en vertu du paragraphe 58 (2) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(2) À compter du 1er septembre 2003, la présente partie s'applique à l'égard d'un conseil scolaire de district et des enseignants du secondaire qu'il emploie si, au 31 août 2003 à minuit, la convention collective du conseil conclue à l'égard de l'unité de négociation d'enseignants composée des enseignants du secondaire a expiré ou aurait expiré si

not been continued under subsection 58 (2) of the Labour Relations Act, 1995. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(3) Beginning on September 1, 2003, this Part applies in respect of each district school board and the elementary school teachers employed by it who are not covered by section 277.24, section 277.25 or subsection (1) of this section, if the board and the designated bargaining agent for the teachers' bargaining unit composed of elementary school teachers so agree in writing. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(4) Beginning on September 1, 2003, this Part applies in respect of each district school board and the secondary school teachers employed by it who are not covered by section 277.24, section 277.25 or subsection (2) of this section, if the board and the designated bargaining agent for the teachers' bargaining unit composed of secondary school teachers so agree in writing. 2001, c. 24, s. 4.

s. 68 boards

(5) Subsections (1) to (4) and (8) apply with necessary modifications to boards established under section 68 and for that purpose a reference to a district school board shall be read as a reference to a board established under section 68. 2001, c. 24, s. 4.

School authorities other than s. 68 boards

(6) Beginning on September 1, 2003, this Part applies in respect of a school authority other than a board established under section 68 and the teachers employed by it if, as of the end of August 31, 2003, all of the school authority's collective agreements in respect of teachers' bargaining units expired or would have expired if they had not been continued under subsection 58 (2) of the Labour Relations Act, 1995. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(7) Beginning on September 1, 2003, this Part applies in respect of each school authority other than a board established under section 68 and the teachers employed by it who are not covered by section 277.24, 277.25 or subsection (6) of this section, if the school authority and the designated bargaining agents for all of the school authority's teachers' bargaining units so agree in writing. 2001, c. 24, s. 4.

Combined teachers' bargaining units

- (8) Where, as of the end of August 31, 2003, a teachers' bargaining unit composed of elementary school teachers employed by a board and a teachers' bargaining unit composed of secondary school teachers employed by the same board are combined under section 277.7,
 - (a) a reference in subsection (1) or (3) to elementary school teachers employed by the board shall be

elle n'avait pas été prorogée en vertu du paragraphe 58 (2) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(3) À compter du 1er septembre 2003, la présente partie s'applique à l'égard de chaque conseil scolaire de district et des enseignants de l'élémentaire qu'il emploie et qui ne sont pas visés par l'article 277.24, l'article 277.25 ou le paragraphe (1) du présent article, si le conseil et l'agent négociateur désigné de l'unité de négociation d'enseignants composée des enseignants de l'élémentaire y consentent par écrit. 2001, chap. 24, art. 4.

Iden

(4) À compter du 1er septembre 2003, la présente partie s'applique à l'égard de chaque conseil scolaire de district et des enseignants du secondaire qu'il emploie et qui ne sont pas visés par l'article 277.24, l'article 277.25 ou le paragraphe (2) du présent article, si le conseil et l'agent négociateur désigné de l'unité de négociation d'enseignants composée des enseignants du secondaire y consentent par écrit. 2001, chap. 24, art. 4.

Conseils créés en vertu de l'art. 68

(5) Les paragraphes (1) à (4) et (8) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux conseils créés en vertu de l'article 68. à cette fin, une mention de conseils scolaires de district vaut mention de tels conseils. 2001, chap. 24, art. 4.

Administrations scolaires autres que les conseils créés en vertu de l'art. 68

(6) À compter du 1er septembre 2003, la présente partie s'applique à l'égard d'une administration scolaire autre qu'un conseil créé en vertu de l'article 68 et des enseignants qu'elle emploie si, au 31 août 2003 à minuit, toutes les conventions collectives de l'administration scolaire conclues à l'égard d'unités de négociation d'enseignants ont expiré ou auraient expiré si elles n'avaient pas été prorogées en vertu du paragraphe 58 (2) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(7) À compter du 1er septembre 2003, la présente partie s'applique à l'égard de chaque administration scolaire autre qu'un conseil créé en vertu de l'article 68 et des enseignants qu'elle emploie et qui ne sont pas visés par l'article 277.24, l'article 277.25 ou le paragraphe (6) du présent article, si l'administration scolaire et les agents négociateurs désignés de toutes les unités de négociation d'enseignants de celle-ci y consentent par écrit. 2001, chap. 24, art. 4.

Unités de négociation d'enseignants combinées

- (8) Si, au 31 août 2003 à minuit, une unité de négociation d'enseignants composée des enseignants de l'élémentaire employés par un conseil et une unité de négociation d'enseignants composée des enseignants du secondaire employés par le même conseil sont combinées en vertu de l'article 277.7:
 - a) la mention des enseignants de l'élémentaire employés par le conseil au paragraphe (1) ou (3) vaut

- read as a reference to both the elementary school teachers and the secondary school teachers employed by the board;
- (b) a reference in subsection (1) or (3) to the teachers' bargaining unit composed of elementary school teachers shall be read as a reference to the combined teachers' bargaining unit; and
- (c) subsections (2) and (4), being redundant, are of no effect with respect to that board and its teachers. 2001, c. 24, s. 4.

Application, 2004

277.27 Beginning on September 1, 2004, this Part applies in respect of each board and the teachers employed by it who are not covered by section 277.24, 277.25 or 277.26. 2001, c. 24, s. 4.

FREQUENCY AND TIMING OF PERFORMANCE APPRAISALS

Evaluation on three-year cycle

277.28 (1) Every board shall schedule evaluation years for teachers in a manner that provides for each teacher to have one evaluation year in each period of three consecutive years during which the teacher is employed by the board. 2001, c. 24, s. 4.

Appraisals in evaluation year

(2) The board shall ensure that each teacher receives at least two performance appraisals during each of his or her evaluation years. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(3) Once a teacher employed by a board has an evaluation year under this section, each subsequent evaluation year of the teacher, as long as the teacher continues in the employ of that board, must be preceded by two years that are not evaluation years for the teacher under this section. 2001, c. 24, s. 4.

Principal to conduct appraisal

(4) The performance appraisals under this section shall be conducted by the principal assigned to the school to which the teacher is assigned in the evaluation year scheduled for the teacher. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(5) The principal may conduct performance appraisals of a teacher under this section at such intervals as the principal considers appropriate, subject to any requirements in this Part or any regulation, guideline, rule or policy under it. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(6) The principal shall give the teacher written notice of the rating determined for each performance appraisal conducted under this section. 2001, c. 24, s. 4.

Appraisals, new teachers

277.29 (1) For the purposes of this section,

- mention des enseignants de l'élémentaire et des enseignants du secondaire employés par le conseil;
- b) la mention de l'unité de négociation d'enseignants composée des enseignants de l'élémentaire au paragraphe (1) ou (3) vaut mention de l'unité de négociation d'enseignants combinée;
- c) les paragraphes (2) et (4) étant redondants, ils sont sans effet à l'égard de ce conseil et de ses enseignants. 2001, chap. 24, art. 4.

Application à compter de 2004

277.27 À compter du 1^{er} septembre 2004, la présente partie s'applique à l'égard de chaque conseil et des enseignants qu'il emploie et qui ne sont pas visés par l'article 277.24, 277.25 ou 277.26. 2001, chap. 24, art. 4.

FRÉQUENCE ET MOMENT DES ÉVALUATIONS DU RENDEMENT

Évaluation tous les trois ans

277.28 (1) Chaque conseil fixe les années d'évaluation des enseignants de façon à ce que chacun d'eux en ait une par période de trois années consécutives pendant laquelle il l'emploie. 2001, chap. 24, art. 4.

Évaluations pendant l'année d'évaluation

(2) Le conseil veille à ce que le rendement de chaque enseignant soit évalué au moins deux fois pendant chacune de ses années d'évaluation. 2001, chap. 24, art. 4.

Idom

(3) Pour l'application du présent article, les années d'évaluation d'un enseignant employé par un conseil sont précédées, tant qu'il est employé par ce conseil, de deux années qui ne sont pas de telles années. 2001, chap. 24, art. 4.

Évaluation effectuée par le directeur d'école

(4) Les évaluations du rendement prévues au présent article sont effectuées par le directeur d'école affecté à l'école où l'enseignant est affecté pendant l'année d'évaluation fixée pour lui. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(5) Le directeur d'école peut procéder à l'évaluation du rendement d'un enseignant conformément au présent article aux intervalles qu'il estime appropriés, sous réserve des exigences de la présente partie ou des règlements pris, des lignes directrices données et des politiques et règles établies en application de celle-ci. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(6) Le directeur d'école avise l'enseignant par écrit de la note établie pour chaque évaluation du rendement effectuée en application du présent article. 2001, chap. 24, art. 4.

Évaluation des nouveaux enseignants

277.29 (1) Pour l'application du présent article :

- (a) a teacher shall be considered to be new to the board during the 24-month period following his or her being hired as a teacher by a board, if the teacher was not employed by the board as a teacher immediately before being hired; and
- (b) a teacher shall be considered to be new to the profession during the 24-month period following his or her being hired by a board, if the teacher has never been,
 - (i) employed as a teacher by a board,
 - (ii) employed as a teacher by the Provincial Schools Authority, or
 - (iii) employed as a teacher in connection with a demonstration school established or continued under section 13. 2001, c. 24, s. 4.

(2) A teacher shall not be considered new to a board if the teacher is seconded from one board to another board and is not new to the first board within the meaning of subsection (1). 2001, c. 24, s. 4.

Same

(3) Every board shall ensure that each teacher employed by it who is new to the board and each teacher employed by it who is new to the profession is scheduled for at least two performance appraisals in each of the first and second 12-month periods that make up the 24-month periods referred to in subsection (1). 2001, c. 24, s. 4.

Principal to conduct appraisal

(4) The performance appraisals under this section shall be conducted by the principal assigned to the school to which the teacher is assigned. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(5) The principal may conduct performance appraisals of a teacher under this section at such intervals as the principal considers appropriate, subject to any requirements in this Part or any regulation, guideline, rule or policy under it. 2001, c. 24, s. 4.

Application of s. 277.28

(6) For the purposes of section 277.28, the three-year cycle for a teacher who receives performance appraisals under this section begins to run when the teacher ceases to be new to the board or new to the profession, as the case may be. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(7) The principal shall give the teacher written notice of the rating determined for each performance appraisal conducted under this section. 2001, c. 24, s. 4.

Additional performance appraisals

277.30 (1) A principal of a school may conduct performance appraisals of a teacher assigned to the school

- a) l'enseignant est considéré comme un nouvel enseignant du conseil pendant la période de 24 mois qui suit son engagement comme enseignant d'un conseil, s'il n'était pas employé par lui comme enseignant immédiatement avant d'être engagé;
- b) l'enseignant est considéré comme un débutant dans la profession pendant la période de 24 mois qui suit son engagement par le conseil, s'il n'a jamais été employé en tant qu'enseignant :
 - (i) soit par un conseil,
 - (ii) soit par l'Administration des écoles provinciales,
 - (iii) soit en ce qui concerne une école d'application ouverte ou maintenue en vertu de l'article 13. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(2) L'enseignant qui n'est pas un nouvel enseignant d'un conseil au sens du paragraphe (1) ne devient pas un nouvel enseignant s'il est détaché auprès d'un autre conseil. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(3) Chaque conseil veille à ce qu'au moins deux évaluations du rendement soient fixées pendant chacune des périodes de 12 mois qui constituent les périodes de 24 mois visées au paragraphe (1) pour chaque enseignant qu'il emploie et qui est un nouvel enseignant du conseil ou qui est un débutant dans la profession. 2001, chap. 24, art. 4.

Évaluation effectuée par le directeur d'école

(4) Les évaluations du rendement prévues au présent article sont effectuées par le directeur d'école affecté à l'école à laquelle l'enseignant est affecté. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(5) Le directeur d'école peut procéder à l'évaluation du rendement d'un enseignant conformément au présent article aux intervalles qu'il estime appropriés, sous réserve des exigences prévues par la présente partie ou par les règlements pris, les lignes directrices données et les règles et les politiques établies en application de celle-ci. 2001, chap. 24, art. 4.

Application de l'art. 277.28

(6) Pour l'application de l'article 277.28, le cycle de trois ans d'un enseignant dont le rendement est évalué en application du présent article commence lorsqu'il cesse d'être un nouvel enseignant du conseil ou un débutant dans la profession, selon le cas. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(7) Le directeur d'école avise l'enseignant par écrit de la note établie pour chaque évaluation du rendement effectuée en application du présent article. 2001, chap. 24, art. 4.

Évaluations supplémentaires

277.30 (1) Le directeur d'une école peut faire subir à un enseignant affecté à l'école d'autres évaluations de son

that are additional to those required by sections 277.28 and 277.29, if the principal considers it advisable to do so in light of circumstances relating to the teacher's performance. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(2) Subject to subsection (3), and except during a teacher's evaluation year, a teacher may request performance appraisals that are additional to those required by sections 277.28 and 277.29 and the principal assigned to the school to which the teacher is assigned shall conduct them. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(3) The principal may refuse to conduct a performance appraisal requested under subsection (2) where he or she is of the opinion that it is unlikely that the performance appraisal will lead to improvement in the teacher's performance. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(4) The principal shall give the teacher written notice of the rating determined for each performance appraisal conducted under this section. 2001, c. 24, s. 4.

STANDARDS, METHODS AND RESULTS OF PERFORMANCE APPRAISALS

Regulations: standards, methods and results

277.31 (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations in relation to performance appraisals conducted under this Part,

- (a) respecting competencies to be evaluated in conducting performance appraisals;
- (b) respecting the rating scale to be used in conducting performance appraisals;
- (c) respecting the standards, methods, processes, timelines and steps to be followed and the input and material to be taken into account in conducting performance appraisals;
- (d) respecting processes, timelines and steps to be followed following performance appraisals that result in ratings that are not unsatisfactory;
- (e) respecting the results of performance appraisal ratings that are not unsatisfactory, including but not limited to regulations providing for a range of results and criteria to be applied in determining results. 2001, c. 24, s. 4.

Competencies

- (2) Without limiting the generality of clause (1) (a), regulations under that clause may be made respecting a teacher's,
 - (a) commitment to pupils and pupil learning;
 - (b) communication with pupils and their parents;
 - (c) professional knowledge, including subject-matter knowledge and knowledge relating to effective teaching;

rendement, en plus de celles qu'exigent les articles 277.28 et 277.29, s'il l'estime souhaitable compte tenu de circonstances liées au rendement de l'enseignant. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(2) Sous réserve du paragraphe (3) et sauf pendant l'année d'évaluation d'un enseignant, celui-ci peut demander à subir d'autres évaluations de son rendement, en plus de celles qu'exigent les articles 277.28 et 277.29, auquel cas le directeur d'école affecté à l'école à laquelle il est affecté les lui fait subir. 2001, chap. 24, art. 4.

Iden

(3) Le directeur d'école peut refuser d'effectuer une évaluation du rendement demandée en vertu du paragraphe (2) s'il estime qu'elle n'aura vraisemblablement pas pour effet d'améliorer le rendement de l'enseignant. 2001, chap. 24, art. 4.

Iden

(4) Le directeur d'école avise l'enseignant par écrit de la note établie pour chaque évaluation du rendement effectuée en application du présent article. 2001, chap. 24, art. 4.

NORMES, MÉTHODES ET CONSÉQUENCES DES ÉVALUATIONS DU RENDEMENT

Règlements: normes, méthodes et conséquences

- 277.31 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement concernant les évaluations du rendement effectuées en application de la présente partie :
 - a) traiter des compétences à évaluer lors des évaluations du rendement;
 - b) traiter de l'échelle de notation à utiliser lors des évaluations du rendement;
 - c) traiter des normes, des méthodes, des processus et des étapes à suivre, des délais à respecter ainsi que des observations et des documents à prendre en compte lors des évaluations du rendement;
 - d) traiter des processus et des étapes à suivre ainsi que des délais à respecter à la suite d'évaluations du rendement donnant lieu à des notes qui ne sont pas insatisfaisantes;
 - e) traiter des conséquences des notes d'évaluations du rendement qui ne sont pas insatisfaisantes, notamment prévoir une gamme de conséquences et les critères à appliquer afin d'établir ces conséquences. 2001, chap. 24, art. 4.

Compétences

- (2) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1)
 a), des règlements peuvent être pris en application de cet alinéa à l'égard des qualités suivantes de l'enseignant :
 - a) son engagement envers les élèves et leur apprentissage;
 - b) la communication avec les élèves et leurs parents;
 - c) ses connaissances professionnelles, y compris sa connaissance de la matière et sa connaissance de ce qui constitue un enseignement efficace;

- (d) teaching practices;
- (e) participation in the life of the school and school community;
- (f) participation in ongoing professional learning. 2001, c. 24, s. 4.

Rating scale

(3) Without limiting the generality of clause (1) (b), regulations under that clause shall provide for which rating or ratings shall be considered unsatisfactory for the purposes of this Part. 2001, c. 24, s. 4.

Parental and pupil input

(4) Subject to subsections (5) to (8), and without limiting the generality of clause (1) (c), regulations under that clause may provide that documents recording parental input, pupil input or both shall be taken into account. 2001, c. 24, s. 4.

Same

- (5) Without limiting the generality of subsection (4), a regulation that provides that documents recording parental input, pupil input or both shall be taken into account may,
 - (a) prescribe the kinds of parental input, pupil input or both that may be sought;
 - (b) provide for the use of survey forms;
 - (c) provide for processes, timelines and steps to be followed by boards in developing survey forms, including the kinds of consultations to be undertaken or approvals to be obtained. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(6) Subject to subsection (7), a regulation that provides that documents recording parental input, pupil input or both shall be taken into account shall also provide that the teacher shall be given an opportunity to review the documents and to respond respecting the documents to the person who conducted the performance appraisal. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(7) A regulation that provides that documents recording parental input, pupil input or both shall be taken into account shall also provide that, where the parent or pupil so requests, words or names that would identify the parent or pupil shall be removed from a document before it is provided to the teacher. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(8) Information obtained solely through documents recording parental input, pupil input or both shall not be the sole factor in a teacher receiving an unsatisfactory rating or in recommending or determining that a teacher's employment should be terminated. 2001, c. 24, s. 4.

- d) ses méthodes pédagogiques;
- e) sa participation à la vie de l'école et de la communauté scolaire;
- f) sa participation à des activités de perfectionnement professionnel continu. 2001, chap. 24, art. 4.

Échelle de notation

(3) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) b), les règlements pris en application de cet alinéa prévoient la ou les notes qui sont considérées comme insatisfaisantes pour l'application de la présente partie. 2001, chap. 24, art. 4.

Observations des parents et des élèves

(4) Sous réserve des paragraphes (5) à (8) et sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) c), les règlements pris en application de cet alinéa peuvent prévoir qu'il doit être tenu compte des documents où sont consignées les observations des parents, des élèves ou des deux. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

- (5) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (4), le règlement prévoyant qu'il doit être tenu compte des documents où sont consignées les observations des parents, des élèves ou des deux peut faire ce qui suit :
 - a) prescrire le genre d'observations des parents, des élèves ou des deux qui peuvent être recherchées;
 - b) prévoir l'utilisation de formules de sondage;
 - c) prévoir les processus et les étapes à suivre ainsi que les délais à respecter par le conseil pour l'élaboration des formules de sondage, y compris les genres de consultations à entreprendre ou d'approbations à obtenir. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(6) Sous réserve du paragraphe (7), le règlement prévoyant qu'il doit être tenu compte des documents où sont consignées les observations des parents, des élèves ou des deux prévoit également que l'enseignant a l'occasion d'examiner les documents et d'y répondre à l'intention de la personne qui a effectué l'évaluation. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(7) Le règlement prévoyant qu'il doit être tenu compte des documents où sont consignées les observations des parents, des élèves ou des deux prévoit également que, à la demande de ceux-ci, les mots ou noms qui pourraient permettre leur identification sont supprimés des documents avant leur remise à l'enseignant. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(8) Les renseignements obtenus uniquement par le biais de documents où sont consignées les observations des parents, des élèves ou des deux ne doivent pas être le seul facteur pris en compte pour établir que l'enseignant reçoit une note insatisfaisante ou pour recommander ou décider qu'il devrait être mis fin à son emploi. 2001, chap. 24, art. 4.

General or specific

(9) Regulations under subsection (1) may be general or be specific to a class of teachers described in the regulations. 2001, c. 24, s. 4.

Additional competencies, processes, etc.

277.32 (1) In addition to complying with section 277.31 and the regulations under it, a board may, in relation to the performance appraisals conducted by it under this Part, provide for,

- (a) competencies that are additional to those provided for under clause 277.31 (1) (a);
- (b) standards, methods, processes, timelines and steps to be followed that are additional to those set out under clause 277.31 (1) (c) and input and material to be taken into account that are additional to those set out under clause 277.31 (1) (c);
- (c) processes, timelines and steps that are additional to those set out under clause 277.31 (1) (d) to be followed following performance appraisals that result in ratings that are not unsatisfactory;
- (d) results of performance appraisal ratings that are not unsatisfactory, including but not limited to a range of results and criteria to be applied in determining results, that are additional to those set out under clause 277.31 (1) (e). 2001, c. 24, s. 4.

Same

(2) Subject to subsections (3) to (6), and without limiting the generality of clause (1) (b), a board acting under that clause may provide that documents recording parental input, pupil input or both shall be taken into account. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(3) Where a board provides that documents recording parental input, pupil input or both shall be taken into account, the regulations under subsection 277.31 (5) apply with necessary modifications. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(4) Subject to subsection (5), where a board provides that documents recording parental input, pupil input or both shall be taken into account, the teacher shall be given an opportunity to review the documents and to respond respecting the documents to the person who conducted the performance appraisal. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(5) Where a board provides that documents recording parental input, pupil input or both shall be taken into account and where the parent or pupil so requests, words or names that would identify the parent or pupil shall be removed from a document before it is provided to the teacher. 2001, c. 24, s. 4.

Portée

(9) Les règlements pris en application du paragraphe (1) peuvent avoir une portée générale ou ne viser que la catégorie particulière d'enseignants qu'ils précisent. 2001, chap. 24, art. 4.

Compétences et processus supplémentaires

- 277.32 (1) Outre l'obligation de se conformer à l'article 277.31 et aux règlements pris en application de celui-ci, le conseil peut prévoir, en ce qui concerne les évaluations du rendement qu'il effectue en application de la présente partie :
 - a) des compétences qui s'ajoutent à celles prévues à l'alinéa 277.31 (1) a);
 - b) des normes, des méthodes, des processus et des étapes à suivre, des délais à respecter, ainsi que des observations et des documents à prendre en compte qui s'ajoutent à ceux visés à l'alinéa 277.31 (1) c);
 - c) des processus et des étapes à suivre ainsi que des délais à respecter à la suite d'évaluations du rendement donnant lieu à des notes qui ne sont pas insatisfaisantes qui s'ajoutent à ceux visés à l'alinéa 277.31 (1) d);
 - d) des conséquences de notes d'évaluations du rendement qui ne sont pas insatisfaisantes, notamment une gamme de conséquences et des critères à appliquer afin d'établir ces conséquences, qui s'ajoutent à celles visées à l'alinéa 277.31 (1) e). 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(2) Sous réserve des paragraphes (3) à (6) et sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) b), le conseil qui agit en vertu de cet alinéa peut prévoir qu'il doit être tenu compte des documents où sont consignées les observations des parents, des élèves ou des deux. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(3) Si un conseil prévoit qu'il doit être tenu compte des documents où sont consignées les observations des parents, des élèves ou des deux, les règlements pris en application du paragraphe 277.31 (5) s'appliquent avec les adaptations nécessaires. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(4) Sous réserve du paragraphe (5), si un conseil prévoit qu'il doit être tenu compte des documents où sont consignées les observations des parents, des élèves ou des deux, l'enseignant a l'occasion d'examiner les documents et d'y répondre à l'intention de la personne qui a effectué l'évaluation du rendement. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(5) Si un conseil prévoit qu'il doit être tenu compte des documents où sont consignées les observations des parents, des élèves ou des deux et que ceux-ci le demandent, les mots ou noms qui pourraient permettre leur identification sont supprimés des documents avant leur remise à l'enseignant. 2001, chap. 24, art. 4.

(6) Information obtained solely through documents recording parental input, pupil input or both shall not be the sole factor in a teacher receiving an unsatisfactory rating or in recommending or determining that a teacher's employment should be terminated. 2001, c. 24, s. 4.

Same

- (7) This section shall not be interpreted as authorizing boards,
 - (a) to require or permit performance appraisals to be conducted under this Part that are additional to those required or permitted under other sections of this Part; or
 - (b) to provide for anything that conflicts with the provisions in or under other sections of this Part relating to performance appraisals under this Part, including but not limited to provisions relating to timelines. 2001, c. 24, s. 4.

General or specific

(8) An action of a board under this section may be general or be specific to a class of teachers specified by the board. 2001, c. 24, s. 4.

Minister's guidelines

277.33 (1) The Minister may issue guidelines describing knowledge and practices that the person conducting a performance appraisal under this Part shall look for in order to assist in evaluating the teacher's competencies and in determining the rating to be given to the teacher. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(2) While a person conducting a performance appraisal shall comply with the guidelines, the guidelines shall not be taken as a comprehensive statement of what the person shall or may look for or take into account when conducting a performance appraisal. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(3) The Regulations Act does not apply to a guideline of the Minister under this section. 2001, c. 24, s. 4.

Performance appraisal document, etc.

277.34 (1) The Minister may approve a performance appraisal document for the purposes of this Part. 2001, c. 24, s. 4.

Other documents, forms, etc.

(2) The Minister may approve other documents, forms and formats for the purposes of this Part. 2001, c. 24, s. 4.

Use of documents, forms, etc.

(3) Every body or person who has a duty or power under this Part shall use the approved documents, forms

Idem

(6) Les renseignements obtenus uniquement par le biais de documents où sont consignées les observations des parents, des élèves ou des deux ne doivent pas être le seul facteur pris en compte pour établir que l'enseignant reçoit une note insatisfaisante ou pour recommander ou décider qu'il devrait être mis fin à son emploi. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

- (7) Le présent article n'a pas pour effet d'autoriser les conseils :
 - a) soit à exiger ou à permettre que des évaluations du rendement additionnelles à celles qu'exigent ou permettent d'autres articles de la présente partie soit effectuées dans le cadre de la présente partie;
 - b) soit à prévoir quoi que ce soit qui est incompatible avec les dispositions d'autres articles de la présente partie ou leurs dispositions d'application en ce qui concerne les évaluations du rendement prévues par la présente partie, notamment des dispositions concernant les délais. 2001, chap. 24, art. 4.

Portée

(8) Les actes qu'accomplit un conseil en vertu du présent article peuvent avoir une portée générale ou ne viser qu'une catégorie particulière d'enseignants précisée par le conseil. 2001, chap. 24, art. 4.

Lignes directrices du ministre

277.33 (1) Le ministre peut donner des lignes directrices précisant les connaissances et les méthodes que la personne qui effectue une évaluation du rendement dans le cadre de la présente partie doit rechercher pour l'aider à évaluer les compétences de l'enseignant et à déterminer sa note. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(2) Bien que la personne qui effectue une évaluation du rendement doive se conformer aux lignes directrices, celles-ci ne doivent pas être interprétées comme une déclaration exhaustive de ce que la personne doit ou peut rechercher ou prendre en compte lorsqu'elle effectue l'évaluation. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(3) La *Loi sur les règlements* ne s'applique pas aux lignes directrices données par le ministre en vertu du présent article. 2001, chap. 24, art. 4.

Document d'évaluation et autres documents

277.34 (1) Le ministre peut approuver un document d'évaluation du rendement pour l'application de la présente partie. 2001, chap. 24, art. 4.

Autres documents et formules

(2) Le ministre peut, pour l'application de la présente partie, approuver d'autres documents, formules et supports. 2001, chap. 24, art. 4.

Utilisation des documents et des formules

(3) Les organismes et les personnes à qui la présente partie attribue des fonctions ou des pouvoirs utilisent les and formats for the purposes for which they are approved. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(4) The Regulations Act does not apply to an approval of the Minister under this section. 2001, c. 24, s. 4.

PROCESS FOLLOWING UNSATISFACTORY RATING

Interpretation, school days

277.35 (1) For the purposes of sections 277.36, 277.37 and 277.38, a period of 15, 60 or 120 school days shall be determined by counting consecutive school days in the school year or school years of the board that employs the teacher. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(2) Every board that has more than one school year shall establish rules respecting which school year applies in respect of each teacher employed by it and, for that purpose, the board may establish different rules for different classes of teachers. 2001, c. 24, s. 4.

Initial unsatisfactory rating

277.36 (1) This section applies when a principal conducting a performance appraisal under any of sections 277.28, 277.29 and 277.30 determines that the rating is unsatisfactory. 2001, c. 24, s. 4.

Duties of principal

- (2) Within 15 school days of determining that a performance appraisal of a teacher has resulted in an unsatisfactory rating, the principal shall,
 - (a) give the teacher written notice of the unsatisfactory rating and explain the reasons for the unsatisfactory rating to the teacher;
 - (b) explain to the teacher what is lacking in the teacher's performance;
 - (c) explain to the teacher what is expected of the teacher in areas in which his or her performance is lacking;
 - (d) taking input from the teacher into account, recommend steps and actions that the teacher should take to improve his or her performance;
 - (e) provide the teacher and the appropriate supervisory officer with a copy of the performance appraisal document;
 - (f) provide the teacher and the appropriate supervisory officer with a brief summary in writing of the explanations referred to in clauses (a) to (c); and
 - (g) provide the teacher and the appropriate supervisory officer with an improvement plan in writing setting out the steps and actions referred to in clause (d). 2001, c. 24, s. 4.

Second appraisal

(3) Within 60 school days of giving the notice of the unsatisfactory rating under clause (2) (a), the principal

documents, formules et supports approuvés aux fins auxquelles ils sont approuvés. 2001, chap. 24, art. 4.

Idom

(4) La Loi sur les règlements ne s'applique pas aux approbations du ministre visées au présent article. 2001, chap. 24, art. 4.

PROCESSUS EN CAS DE NOTE INSATISFAISANTE

Interprétation : jours de classe

277.35 (1) Pour l'application des articles 277.36, 277.37 et 277.38, une période de 15, 60 ou 120 jours de classe se calcule en comptant les jours de classe consécutifs de l'année ou des années scolaires du conseil qui emploie l'enseignant. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(2) Chaque conseil qui compte plusieurs années scolaires établit des règles concernant quelle année scolaire s'applique à l'égard de chaque enseignant qu'il emploie. à cette fin, le conseil peut établir des règles différentes pour des catégories différentes d'enseignants. 2001, chap. 24, art. 4.

Première note insatisfaisante

277.36 (1) Le présent article s'applique lorsque le directeur d'école qui effectue une évaluation du rendement en application de l'article 277.28, 277.29 ou 277.30 établit que la note est insatisfaisante. 2001, chap. 24, art. 4.

Obligations du directeur d'école

- (2) Au plus tard 15 jours de classe après avoir établi qu'une évaluation du rendement d'un enseignant a donné lieu à une note insatisfaisante, le directeur d'école fait ce qui suit :
 - a) il donne à l'enseignant un avis écrit de la note insatisfaisante et lui en explique les motifs;
 - b) il explique à l'enseignant les lacunes de son rendement;
 - c) il explique à l'enseignant ce qu'on attend de lui dans les domaines où son rendement présente des lacunes;
 - d) en tenant compte des observations de l'enseignant, il lui recommande les mesures qu'il devrait prendre pour améliorer son rendement;
 - e) il fournit à l'enseignant et à l'agent de supervision compétent une copie du document d'évaluation du rendement;
 - f) il fournit à l'enseignant et à l'agent de supervision compétent un bref résumé écrit des explications visées aux alinéas a) à c);
 - g) il fournit à l'enseignant et à l'agent de supervision compétent un plan d'amélioration écrit énonçant les mesures visées à l'alinéa d). 2001, chap. 24, art. 4.

Seconde évaluation

(3) Au plus tard 60 jours de classe après avoir donné l'avis de la note insatisfaisante prévu à l'alinéa (2) a), le

shall conduct a second performance appraisal. 2001, c. 24, s. 4.

Timing of second appraisal

(4) The interval between the performance appraisal referred to in subsection (1) and the performance appraisal required by subsection (3) shall be in the discretion of the principal, subject to any relevant board policies. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(5) In exercising his or her discretion under subsection (4), the principal shall balance the desirability of giving the teacher a reasonable opportunity to improve his or her performance against the interests of the pupils in receiving quality education. 2001, c. 24, s. 4.

Second unsatisfactory rating

277.37 (1) This section applies when a principal conducting a performance appraisal under subsection 277.36 (3) determines that the rating is unsatisfactory, with the result that a teacher has received two consecutive unsatisfactory ratings under this Part. 2001, c. 24, s. 4.

Duties of principal

- (2) Within 15 school days of determining that a performance appraisal of a teacher has resulted in an unsatisfactory rating, the principal shall,
 - (a) give the teacher written notice of the unsatisfactory rating, explain the reasons for the unsatisfactory rating to the teacher, place the teacher on review status and advise the teacher in writing of that fact;
 - (b) explain to the teacher what is lacking in the teacher's performance;
 - (c) explain to the teacher what is expected of the teacher in areas in which his or her performance is lacking;
 - (d) explain to the teacher the ways, if any, in which the teacher's performance has changed since the previous performance appraisal;
 - (e) seek input from the teacher as to what steps and actions would be likely to help the teacher improve his or her performance;
 - (f) provide the appropriate supervisory officer and, subject to subsections 277.31 (7) and 277.32 (5), the teacher, with a copy of the performance appraisal document and copies of all documents relied on in conducting the performance appraisal;
 - (g) prepare a written improvement plan for the teacher setting out steps and actions that the teacher should take to improve his or her performance, taking into account input from the teacher under clause (e); and
 - (h) provide the teacher and the appropriate supervisory officer with,

directeur d'école effectue une seconde évaluation du rendement. 2001, chap. 24, art. 4.

Moment de la seconde évaluation

(4) L'intervalle entre l'évaluation du rendement visée au paragraphe (1) et celle qu'exige le paragraphe (3) est laissé à la discrétion du directeur d'école, sous réserve de toute politique pertinente du conseil. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(5) Lorsqu'il exerce le pouvoir discrétionnaire que lui confère le paragraphe (4), le directeur d'école met en balance l'opportunité de donner à l'enseignant une occasion raisonnable d'améliorer son rendement et les intérêts des élèves pour ce qui est de recevoir un enseignement de qualité. 2001, chap. 24, art. 4.

Seconde note insatisfaisante

277.37 (1) Le présent article s'applique lorsque le directeur d'école qui effectue une évaluation du rendement en application du paragraphe 277.36 (3) établit que la note est insatisfaisante, ce qui se traduit par l'attribution à un enseignant de deux notes insatisfaisantes consécutives en application de la présente partie. 2001, chap. 24, art. 4.

Obligations du directeur d'école

- (2) Au plus tard 15 jours de classe après avoir établi qu'une évaluation du rendement d'un enseignant a donné lieu à une note insatisfaisante, le directeur d'école fait ce qui suit :
 - a) il donne à l'enseignant un avis écrit de la note insatisfaisante, lui en explique les motifs, le met en suivi et l'en avise par écrit;
 - b) il explique à l'enseignant les lacunes de son rendement;
 - c) il explique à l'enseignant ce qu'on attend de lui dans les domaines où son rendement présente des lacunes;
 - d) il explique à l'enseignant, le cas échéant, les façons dont son rendement a changé depuis l'évaluation du rendement précédente;
 - e) il demande à l'enseignant des observations sur les mesures qui l'aideraient vraisemblablement à améliorer son rendement;
 - f) il fournit à l'agent de supervision compétent et, sous réserve des paragraphes 277.31 (7) et 277.32 (5), à l'enseignant une copie du document d'évaluation du rendement et de tous les documents pris en compte lors de l'évaluation du rendement;
 - g) en tenant compte des observations de l'enseignant visées à l'alinéa e), il dresse à son intention un plan d'amélioration écrit exposant les mesures qu'il devrait prendre pour améliorer son rendement;
 - h) il fournit à l'enseignant et à l'agent de supervision compétent :

- (i) a brief summary in writing of the explanations referred to in clauses (a) to (d), and
- (ii) a copy of the written improvement plan prepared under clause (g). 2001, c. 24, s. 4.

(3) Before preparing the plan referred to in clause (2) (g), the principal shall consult with the appropriate supervisory officer. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(4) Subsection (3) does not apply where the principal's duties and powers are performed and exercised by a supervisory officer in accordance with section 277.17 or 277.18. 2001, c. 24, s. 4.

Review status

277.38 (1) Throughout any period during which a teacher is on review status, the principal shall,

- (a) monitor the teacher's performance;
- (b) consult regularly with the supervisory officer regarding the teacher's performance and steps that may be taken to improve it; and
- (c) provide such feedback and recommendations to the teacher as the principal considers might help the teacher improve his or her performance. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(2) Clause (1) (b) does not apply where the principal's duties and powers are performed and exercised by a supervisory officer in accordance with section 277.17. 2001, c. 24, s. 4.

Review status, third appraisal

(3) Subject to subsection (5), during the 120 school days starting with the day on which the teacher is advised that he or she is on review status, the principal shall conduct one more performance appraisal. 2001, c. 24, s. 4.

Review status ended if rating not unsatisfactory

- (4) Where the principal conducting the performance appraisal under subsection (3) determines that the rating is not unsatisfactory,
 - (a) the teacher immediately ceases to be on review status;
 - (b) the principal shall advise the teacher in writing of that fact and give the teacher written notice of the rating on the appraisal under subsection (3); and
 - (c) subsections (6) to (14) and section 277.39 do not apply. 2001, c. 24, s. 4.

Recommendation of termination, no third appraisal

(5) If, at any time during the 120 school days starting with the day on which the teacher is advised that he or she is on review status, the principal and supervisory officer jointly determine that the delay necessitated by conducting a performance appraisal under subsection (3) is

- (i) d'une part, un bref résumé écrit des explications visées aux alinéas a) à d),
- (ii) d'autre part, une copie du plan d'amélioration écrit dressé en application de l'alinéa g). 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(3) Avant de dresser le plan visé à l'alinéa (2) g), le directeur d'école consulte l'agent de supervision compétent. 2001, chap. 24, art. 4.

Iden

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique pas si les fonctions et pouvoirs du directeur d'école sont exercés par un agent de supervision conformément à l'article 277.17 ou 277.18. 2001, chap. 24, art. 4.

Suiv

277.38 (1) Lorsqu'un enseignant est en suivi, le directeur d'école fait ce qui suit :

- a) il surveille le rendement de l'enseignant;
- b) il consulte régulièrement l'agent de supervision à propos du rendement de l'enseignant et des mesures qui peuvent être prises pour l'améliorer;
- c) il fournit à l'enseignant les observations et recommandations qui, à son avis, pourraient l'aider à améliorer son rendement. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(2) L'alinéa (1) b) ne s'applique pas si les fonctions et pouvoirs du directeur d'école sont exercés par un agent de supervision conformément à l'article 277.17. 2001, chap. 24, art. 4.

Troisième évaluation pendant le suivi

(3) Sous réserve du paragraphe (5), le directeur d'école effectue une autre évaluation du rendement au cours de la période de 120 jours de classe qui débute le jour où l'enseignant est avisé de sa mise en suivi. 2001, chap. 24, art. 4.

Fin du suivi si la note n'est pas insatisfaisante

- (4) Si le directeur d'école qui effectue l'évaluation du rendement prévue au paragraphe (3) établit que la note n'est pas insatisfaisante :
 - a) l'enseignant cesse immédiatement d'être en suivi;
 - b) le directeur d'école en avise l'enseignant par écrit et l'avise par écrit de la note de son évaluation;
 - c) les paragraphes (6) à (14) et l'article 277.39 ne s'appliquent pas. 2001, chap. 24, art. 4.

Recommandation de cessation d'emploi sans troisième évaluation

(5) Si, au cours de la période de 120 jours de classe qui débute le jour où l'enseignant est avisé de sa mise en suivi, le directeur d'école et l'agent de supervision décident conjointement que tout retard occasionné par la réalisation d'une évaluation du rendement en application du para-

inconsistent with the protection of the best interests of pupils, they shall refrain from conducting the appraisal and shall promptly transmit a joint recommendation in writing to the board that the teacher's employment with the board should be terminated. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(6) A recommendation under subsection (5) shall include a statement that in the opinion of both the principal and the supervisory officer the delay necessitated by a third performance appraisal is inconsistent with the protection of the best interests of pupils. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(7) Where the principal's duties and powers are performed and exercised by a supervisory officer in accordance with section 277.17, the supervisory officer shall act jointly with another supervisory officer under subsection (5). 2001, c. 24, s. 4.

Same

(8) For the purposes of subsection (7), the other supervisory officer shall be selected in accordance with the policies of the board that employs the first supervisory officer. 2001, c. 24, s. 4.

Recommendation of termination following third appraisal

(9) Where a performance appraisal conducted under subsection (3) results in an unsatisfactory rating, the principal shall promptly transmit a recommendation in writing to the board that the teacher's employment with the board should be terminated. 2001, c. 24, s. 4.

Same

- (10) A recommendation under subsection (5) or (9) shall be accompanied by,
 - (a) written reasons for the recommendation; and
 - (b) a copy of the performance appraisal document and copies of all documents relied on in conducting the performance appraisal referred to in subsection 277.36 (1) and any performance appraisals conducted under subsection 277.36 (3) and subsection (3) of this section. 2001, c. 24, s. 4.

Same

- (11) The principal shall promptly provide the teacher with,
 - (a) a copy of a recommendation under subsection (5) or (9);
 - (b) a copy of the written reasons referred to in clause (10) (a); and
 - (c) subject to subsections 277.31 (7) and 277.32 (5), copies of all documents referred to in clause (10) (b). 2001, c. 24, s. 4.

Same

- (12) Pending the board's decision whether to terminate the teacher's employment, the director of education for the board shall,
 - (a) suspend the teacher with pay; or

graphe (3) est incompatible avec la protection de l'intérêt véritable des élèves, ils s'abstiennent d'effectuer l'évaluation et envoient promptement au conseil une recommandation écrite conjointe selon laquelle il devrait mettre fin à l'emploi de l'enseignant. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(6) La recommandation visée au paragraphe (5) comprend une déclaration selon laquelle, de l'avis du directeur d'école et de l'agent de supervision, tout retard occasionné par la réalisation d'une troisième évaluation du rendement est incompatible avec la protection de l'intérêt véritable des élèves. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(7) Si les fonctions et pouvoirs du directeur d'école sont exercés par un agent de supervision conformément à l'article 277.17, celui-ci agit conjointement avec un autre agent de supervision en application du paragraphe (5). 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(8) Pour l'application du paragraphe (7), le second agent de supervision est sélectionné conformément aux politiques du conseil qui emploie le premier. 2001, chap. 24, art. 4.

Recommandation de cessation d'emploi à la suite d'une troisième évaluation

(9) Si une évaluation du rendement effectuée en application du paragraphe (3) donne lieu à une note insatisfaisante, le directeur d'école envoie promptement au conseil une recommandation écrite selon laquelle il devrait mettre fin à l'emploi de l'enseignant. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

- (10) La recommandation visée au paragraphe (5) ou (9) est accompagnée de ce qui suit :
 - a) ses motifs écrits;
 - b) une copie du document d'évaluation du rendement et de tous les documents pris en compte lors de l'évaluation du rendement visée au paragraphe 277.36 (1) et des évaluations du rendement effectuées en application du paragraphe 277.36 (3) et du paragraphe (3) du présent article. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

- (11) Le directeur d'école fournit promptement ce qui suit à l'enseignant :
 - a) une copie de la recommandation visée au paragraphe (5) ou (9);
 - b) une copie des motifs écrits visés à l'alinéa (10) a);
 - c) sous réserve des paragraphes 277.31 (7) et 277.32 (5), une copie de tous les documents visés à l'alinéa (10) b). 2001, chap. 24, art. 4.

Iden

- (12) En attendant que le conseil décide s'il mettra fin ou non à l'emploi de l'enseignant, le directeur de l'éducation du conseil :
 - a) soit suspend l'enseignant avec rémunération;

(b) reassign the teacher to duties that are in the view of the director of education appropriate in the circumstances. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(13) In the case of a school authority that does not have a director of education, the duties under subsection (12) shall be performed by the appropriate supervisory officer. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(14) No hearing is required before making a decision under subsection (12) or (13). 2001, c. 24, s. 4.

Board decision

277.39 (1) A board that receives a recommendation to terminate a teacher's employment under section 277.38 shall determine, based on the competencies provided for under clause 277.31 (1) (a) and clause 277.32 (1) (a), whether or not the teacher is performing satisfactorily in the position to which he or she was assigned immediately before any action of a director of education or supervisory officer under subsection 277.38 (12) or (13). 2001, c. 24, s. 4.

Same

(2) The determination of the board shall be by majority vote of the members of the board present at a meeting of the board at which there is quorum, within 60 days of receiving the recommendation. 2001, c. 24, s. 4.

Consequences of decision

(3) Where the board determines that the teacher is not performing satisfactorily in the position to which he or she was assigned immediately before any action of a director of education or supervisory officer under subsection 277.38 (12) or (13), the board shall terminate the teacher's employment with the board. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(4) Where the board does not make the determination described in subsection (3), the suspension or reassignment under subsection 277.38 (12) or (13), as the case may be, shall cease and, except where the teacher and the board agree otherwise, the teacher shall resume his or her former position. 2001, c. 24, s. 4.

Notice to Ontario College of Teachers

277.40 (1) Where a board terminates a teacher's employment under section 277.39, the secretary of the board shall promptly file a complaint under section 26 of the *Ontario College of Teachers Act, 1996*, regarding the reasons for the termination. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(2) Where a teacher employed by a board resigns while he or she is on review status, the secretary of the board shall promptly file a complaint under section 26 of the Ontario College of Teachers Act, 1996, regarding the

b) soit affecte l'enseignant à d'autres fonctions qui, à son avis, sont appropriées dans les circonstances. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(13) Dans le cas d'une administration scolaire qui n'a pas de directeur de l'éducation, l'agent de supervision compétent exerce les fonctions visées au paragraphe (12). 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(14) Aucune audience n'est exigée avant de prendre une décision en application du paragraphe (12) ou (13). 2001, chap. 24, art. 4.

Décision du conseil

277.39 (1) Le conseil qui reçoit la recommandation de mettre fin à l'emploi d'un enseignant en application de l'article 277.38 détermine, en se fondant sur les compétences visées aux alinéas 277.31 (1) a) et 277.32 (1) a), si l'enseignant exerce ou non de façon satisfaisante les fonctions du poste auquel il était affecté immédiatement avant que le directeur de l'éducation ou l'agent de supervision ne prenne une mesure en application du paragraphe 277.38 (12) ou (13). 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(2) Au plus tard 60 jours après réception de la recommandation, la décision du conseil est prise à la majorité des voix exprimées lors d'un vote des conseillers présents à une réunion du conseil où le quorum est atteint. 2001, chap. 24, art. 4.

Conséquences de la décision

(3) Le conseil met fin à l'emploi de l'enseignant s'il décide que celui-ci n'exerce pas de façon satisfaisante les fonctions du poste auquel il était affecté immédiatement avant que le directeur de l'éducation ou l'agent de supervision ne prenne une mesure en application du paragraphe 277.38 (12) ou (13). 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(4) Si le conseil ne prend pas la décision visée au paragraphe (3), la suspension ou la réaffectation prévue au paragraphe 277.38 (12) ou (13), selon le cas, prend fin et, sauf si lui et l'enseignant consentent à un autre arrangement, l'enseignant réintègre son ancien poste. 2001, chap. 24, art. 4.

Notification de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario

277.40 (1) Le secrétaire du conseil qui met fin à l'emploi d'un enseignant en application de l'article 277.39 dépose promptement une plainte en vertu de l'article 26 de la Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario au sujet des motifs de la cessation d'emploi. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(2) Si un enseignant employé par un conseil démissionne pendant qu'il est en suivi, le secrétaire du conseil dépose promptement une plainte en vertu de l'article 26 de la Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des

reasons for the teacher having been placed on review status. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(3) For greater certainty, a complaint made by a secretary of a board under this section shall be deemed to be a complaint made by a member of the public under clause 26 (1) (a) of the *Ontario College of Teachers Act, 1996.* 2001, c. 24, s. 4.

ARBITRATION

Arbitration under collective agreements

277.41 A collective agreement between a board and a designated bargaining agent for a teachers' bargaining unit may provide for the final and binding settlement by arbitration, without stoppage of work, of all differences between the parties arising from the interpretation, application, administration or alleged violation of this Part or any regulation, guideline, rule or policy under it, including any question as to whether a matter is arbitrable. 2001, c. 24, s. 4.

RECORDS OF PERFORMANCE APPRAISALS

Board to receive copies of appraisals

277.42 Every person who conducts a performance appraisal of a teacher under this Part shall ensure that a copy of the performance appraisal document and copies of all documents relied on in conducting the performance appraisal are promptly given to the board. 2001, c. 24, s. 4.

Boards to request copies of appraisals

- 277.43 (1) A board that is contemplating employing a teacher shall contact the last board that employed the teacher, if any, in order to request,
 - (a) copies of the performance appraisal documents that are in the possession of the board that relate to the last two performance appraisals of the teacher conducted by the board, if either of those two appraisals resulted in an unsatisfactory rating;
 - (b) copies of all documents relied on in conducting the last two performance appraisals of the teacher conducted by the board, if either of those two appraisals resulted in an unsatisfactory rating;
 - (c) copies of any documents relating to the termination of the employment of the teacher or to a recommendation for the termination of the employment of the teacher that are in the possession of the board and that, in the opinion of the board, may be relevant to the decision of the requesting board; and
 - (d) copies of any documents relating to resignation by the teacher while on review status that are in the possession of the board and that, in the opinion of the board, may be relevant to the decision of the requesting board. 2001, c. 24, s. 4.

enseignants de l'Ontario au sujet des motifs de la mise en suivi de l'enseignant. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(3) Il est entendu qu'une plainte déposée par le secrétaire d'un conseil en vertu du présent article est réputée être une plainte déposée par un membre du public en vertu de l'alinéa 26 (1) a) de la Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. 2001, chap. 24, art. 4.

ARBITRAGE

Arbitrage prévu par la convention collective

277.41 Une convention collective conclue entre un conseil et un agent négociateur désigné d'une unité de négociation d'enseignants peut contenir une disposition sur le règlement, par voie de décision arbitrale définitive et sans interruption de travail, de tous les différends entre les parties que soulèvent l'interprétation, l'application, l'administration ou une prétendue violation des règles ou des politiques établies en application de celle-ci, y compris la question de savoir s'il y a matière à arbitrage. 2001, chap. 24, art. 4.

DOSSIERS D'ÉVALUATION DU RENDEMENT

Remise d'une copie des évaluations au conseil

277.42 Quiconque évalue le rendement d'un enseignant en application de la présente partie veille à ce qu'une copie du document d'évaluation du rendement et de tous les documents pris en compte lors de l'évaluation soit remise promptement au conseil. 2001, chap. 24, art. 4.

Demandes par les conseils d'une copie des évaluations

- 277.43 (1) Le conseil qui envisage d'employer un enseignant communique avec le dernier conseil qui l'a employé, le cas échéant, pour lui demander les documents suivants :
 - a) une copie des documents d'évaluation du rendement qui sont en la possession du conseil et qui concernent les deux dernières évaluations du rendement de l'enseignant effectuées par le conseil, si l'une ou l'autre de ces deux évaluations a donné lieu à une note insatisfaisante;
 - b) une copie de tous les documents pris en compte lors des deux dernières évaluations du rendement de l'enseignant effectuées par le conseil, si l'une ou l'autre de ces deux évaluations a donné lieu à une note insatisfaisante;
 - c) une copie de tous les documents relatifs à la cessation d'emploi de l'enseignant ou à une recommandation de cessation d'emploi de l'enseignant qui sont en la possession du conseil et qui, de l'avis de ce dernier, peuvent être pertinents pour la décision du conseil qui présente la demande;
 - d) une copie de tous les documents relatifs à la démission de l'enseignant pendant qu'il est en suivi qui sont en la possession du conseil et qui, de l'avis de ce dernier, peuvent être pertinents pour la décision du conseil qui présente la demande. 2001, chap. 24, art. 4.

(2) A board that receives a request under subsection (1) shall promptly inform the requesting board whether there are any documents to provide in response to the request and, if so, shall promptly provide the documents. 2001, c. 24, s. 4.

Other information exchange

(3) Nothing in this section shall be interpreted to limit rights otherwise available to a board to obtain or give information relating to prospective or past employees. 2001, c. 24, s. 4.

Regulations

277.44 The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the period during which boards must retain records made under this Part. 2001, c. 24, s. 4.

INFORMATION

Information

- 277.45 (1) Every board shall make information about the performance appraisal system set out in this Part available to,
 - (a) teachers employed by the board;
 - (b) pupils who are enrolled in schools of the board and their parents;
 - (c) the chair of the school council for each school governed by the board. 2001, c. 24, s. 4.

Same

(2) The Minister may issue guidelines relating to the requirements of subsection (1) and the boards shall comply with those guidelines. 2001, c. 24, s. 4.

Same

- (3) Without limiting the generality of subsection (2), the guidelines may provide for,
 - (a) the nature of the information to be provided in various circumstances and to various classes of persons specified in the guidelines; and
 - (b) when and how the information is to be provided, both in transitional and ongoing circumstances. 2001, c. 24, s. 4.

Non-application of Regulations Act

(4) The Regulations Act does not apply to an act of the Minister under this section. 2001, c. 24, s. 4.

PART XI SUPERVISORY OFFICERS

Qualifications of supervisory officers

278. Every supervisory officer appointed under this Part shall hold the qualifications required by the regulations for a supervisory officer. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 278.

Idem

(2) Le conseil qui reçoit une demande présentée en application du paragraphe (1) informe promptement le conseil qui l'a présentée s'il y a des documents à fournir en réponse à la demande et, le cas échéant, les fournit promptement. 2001, chap. 24, art. 4.

Échange d'autres renseignements

(3) Le présent article n'a pas pour effet de limiter le droit que possède par ailleurs le conseil d'obtenir ou de fournir des renseignements concernant des employés éventuels ou d'anciens employés. 2001, chap. 24, art. 4.

Règlements

277.44 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, traiter de la période pendant laquelle les conseils doivent conserver les dossiers constitués en application de la présente partie. 2001, chap. 24, art. 4.

RENSEIGNEMENTS

Renseignements

- 277.45 (1) Le conseil met à la disposition des personnes suivantes des renseignements sur le système d'évaluation du rendement prévu par la présente partie :
 - a) les enseignants qu'il emploie;
 - b) les élèves qui sont inscrits dans ses écoles et leurs parents;
 - c) le président du conseil d'école de chaque école qui relève de lui. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

(2) Le ministre peut donner les lignes directrices relatives aux exigences du paragraphe (1) et les conseils doivent se conformer à ces lignes directrices. 2001, chap. 24, art. 4.

Idem

- (3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), les lignes directrices peuvent prévoir :
 - a) la nature des renseignements à fournir dans diverses circonstances et à diverses catégories de personnes précisées dans les lignes directrices;
 - b) le moment où les renseignements doivent être fournis et la manière dont ils doivent l'être, dans les circonstances transitoires et continues. 2001, chap. 24, art. 4.

Non-application de la Loi sur les règlements

(4) La Loi sur les règlements ne s'applique pas aux actes qu'accomplit le ministre en vertu du présent article. 2001, chap. 24, art. 4.

PARTIE XI AGENTS DE SUPERVISION

Qualification requise de l'agent de supervision

278. L'agent de supervision nommé aux termes de la présente partie doit posséder la qualification requise par les règlements. L.R.O. 1990, chap. E.2, art. 278.

Supervisory officers and director of education: district school boards

279. Every district school board shall, subject to the regulations, employ a supervisory officer as director of education and such other supervisory officers as it considers necessary to supervise all aspects of the programs under its jurisdiction. 1997, c. 31, s. 123.

Appointment of director of education: school authorities

280. (1) Two or more public school authorities may with the approval of the Minister agree to appoint a supervisory officer as director of education to supervise all aspects of the programs under their jurisdictions. 1997, c. 31, s. 123.

Same

(2) Two or more Roman Catholic school authorities may with the approval of the Minister agree to appoint a supervisory officer as director of education to supervise all aspects of the programs under their jurisdictions. 1997, c. 31, s. 123.

Abolition of position

- (3) A school authority that appoints a director of education with the approval of the Minister shall not abolish the position of director of education without the approval of the Minister. 1997, c. 31, s. 123.
 - 281. REPEALED: 1997, c. 31, s. 123.
 - 282. REPEALED: 1997, c. 31, s. 123.

Chief executive officer

283. (1) A board shall not appoint or employ a person as a director of education unless the person is a supervisory officer who qualified as such as a teacher. 1997, c. 31, s. 124.

Same

(1.1) A director of education is the chief education officer and the chief executive officer of the board by which he or she is employed. 1997, c. 31, s. 124.

Idem

(2) The chief executive officer of a board shall, within policies established by the board, develop and maintain an effective organization and the programs required to implement such policies. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 283 (2).

General report of chief executive officer

(3) At the first meeting in December of each year, the chief executive officer of a board shall submit to the board a report in a format approved by the Minister on the action he or she has taken during the preceding 12 months under subsection (2) and a copy of such report shall be submitted to the Minister on or before the 31st day of January next following. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 283 (3).

Supervisory officers: school authorities

284. (1) Subject to subsection (2), every school authority shall appoint one or more English-speaking supervisory officers for schools and classes where Eng-

Agents de supervision et directeur de l'éducation : conseils scolaires de district

279. Sous réserve des règlements, le conseil scolaire de district emploie un agent de supervision à titre de directeur de l'éducation et les autres agents de supervision qu'il estime nécessaires pour superviser tous les aspects des programmes qui relèvent de lui. 1997, chap. 31, art. 123.

Nomination du directeur de l'éducation : administrations scolaires

280. (1) Deux administrations scolaires publiques ou plus peuvent, avec l'approbation du ministre, convenir de nommer un agent de supervision à titre de directeur de l'éducation pour superviser tous les aspects des programmes qui relèvent d'elles. 1997, chap. 31, art. 123.

Idem

(2) Deux administrations scolaires catholiques ou plus peuvent, avec l'approbation du ministre, convenir de nommer un agent de supervision à titre de directeur de l'éducation pour superviser tous les aspects des programmes qui relèvent d'elles. 1997, chap. 31, art. 123.

Interdiction d'abolir les postes

- (3) L'administration scolaire qui nomme un directeur de l'éducation avec l'approbation du ministre ne doit pas abolir ce poste sans l'approbation de celui-ci. 1997, chap. 31, art. 123.
 - 281. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 123.
 - 282. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 123.

Chef de service administratif

283. (1) Le conseil ne peut nommer ou employer à titre de directeur de l'éducation qu'un agent de supervision qui a acquis les qualités requises pour ce poste en tant qu'enseignant. 1997, chap. 31, art. 124.

Iden

(1.1) Le directeur de l'éducation est l'agent d'éducation en chef et le chef de service administratif du conseil qui l'emploie. 1997, chap. 31, art. 124.

Idem

(2) Le chef de service administratif du conseil doit, dans les limites de la politique établie par le conseil, assurer et maintenir une organisation efficace ainsi que les programmes nécessaires à la mise en oeuvre d'une telle politique. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 283 (2).

Rapport du chef de service administratif

(3) Lors de la première réunion tenue en décembre de chaque année, le chef de service administratif présente au conseil un rapport, dans la forme approuvée par le ministre, qui porte sur les mesures et les initiatives qu'il a prises au cours des 12 mois précédents en vertu du paragraphe (2). Une copie de ce rapport est présentée au ministre au plus tard le 31 janvier suivant. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 283 (3).

Agents de supervision : administrations scolaires

284. (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'administration scolaire nomme un ou plusieurs agents de supervision anglophones pour les écoles et les classes où

lish is the language of instruction and one or more French-speaking supervisory officers for schools and classes where French is the language of instruction. 1997, c. 31, s. 125.

Agreements

(2) Subsection (1) does not apply where a school authority has entered into an agreement under subsection (3) or (4). 1997, c. 31, s. 125.

Same

(3) With the approval of the Minister, a school authority may enter into an agreement with another board to obtain the services of an English-speaking or French-speaking supervisory officer appointed by the other board. 1997, c. 31, s. 125.

Same

- (4) A school authority may enter into an agreement with the Minister to obtain the services of an English-speaking or French-speaking supervisory officer appointed by the Minister. 1997, c. 31, s. 125.
 - 284.1 REPEALED: 1997, c. 31, s. 125.

Responsibility of supervisory officer

285. (1) A board with a supervisory officer,

- (a) shall, subject to the regulations, designate the title and area of responsibility of the supervisory officer; and
- (b) may assign to the supervisory officer such administrative duties, in addition to those prescribed in section 286 and the regulations, as the board considers expedient. 1993, c. 11, s. 40.

Confirmation by Minister

(2) No person shall be appointed as a supervisory officer by a board until notice in writing of the proposed appointment and the area of responsibility to be assigned has been given to the Minister and the Minister has confirmed that the person to be appointed is eligible for the position. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 285 (2).

Duties of supervisory officers

286. (1) Subject to the policies and guidelines established under paragraph 3.4 of subsection 8 (1) and subject to the regulations, a board or the Minister shall assign the following duties to its or the Minister's supervisory officer or officers.

assist teachers

(a) to bring about improvement in the quality of education by assisting teachers in their practice;

co-operate with boards

(b) to assist and co-operate with boards to the end that the schools may best serve the needs of the pupils;

visit schools

(c) to visit schools and classrooms as the Minister may direct and, where the supervisory officer has been appointed by a board, as the board may direct;

l'anglais est la langue d'enseignement et un ou plusieurs agents de supervision francophones pour les écoles et les classes où le français est la langue d'enseignement. 1997, chap. 31, art. 125.

Ententes

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'administration scolaire qui a conclu une entente en vertu du paragraphe (3) ou (4). 1997, chap. 31, art. 125.

Iden

(3) L'administration scolaire peut, avec l'approbation du ministre, conclure une entente avec un autre conseil en vue d'obtenir les services d'un agent de supervision francophone ou anglophone nommé par l'autre conseil. 1997, chap. 31, art. 125.

Idem

- (4) L'administration scolaire peut conclure une entente avec le ministre en vue d'obtenir les services d'un agent de supervision francophone ou anglophone nommé par le ministre. 1997, chap. 31, art. 125.
 - 284.1 ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 125.

Responsabilités de l'agent de supervision

- 285. (1) Le conseil doté d'un agent de supervision :
- a) précise, sous réserve des règlements, le titre et le champ de responsabilité de l'agent de supervision;
- b) peut, s'il le juge opportun, attribuer à l'agent de supervision des fonctions administratives qui s'ajoutent à celles que prescrivent l'article 286 et les règlements. 1993, chap. 11, art. 40.

Confirmation par le ministre

(2) Le conseil ne nomme pas d'agent de supervision sans avoir auparavant avisé le ministre par écrit de la nomination proposée et du champ de responsabilité à être assigné à l'agent et sans que le ministre n'ait confirmé que la personne qui doit être nommée est admissible à ce poste. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 285 (2).

Fonctions des agents de supervision

286. (1) Sous réserve des politiques et des lignes directrices établies en vertu de la disposition 3.4 du paragraphe 8 (1) et sous réserve des règlements, le conseil ou le ministre attribue les fonctions suivantes à son agent ou à ses agents de supervision :

aider les enseignants

 a) contribuer à l'amélioration de la qualité de l'éducation en aidant les enseignants dans l'exercice de leurs fonctions;

collaborer avec les conseils

 aider les conseils et collaborer avec eux afin que les écoles puissent mieux répondre aux besoins des élèves;

visiter les écoles

 c) visiter les écoles et les classes selon les directives du ministre et, si l'agent de supervision a été nommé par le conseil, selon les directives de ce conseil;

prepare reports

(d) to prepare a report of a visit to a school or classroom when required by the Minister and, where the supervisory officer has been appointed by a board, when required by the board and to give to a teacher referred to in any such report a copy of the portion of the report that refers to the teacher:

Acts and regulations

(e) to ensure that the schools under his or her jurisdiction are conducted in accordance with this Act and the regulations;

annual report to Minister

(f) to make a general annual report as to the performance of his or her duties and the condition of the schools in his or her area of jurisdiction when required by the Minister and, where the supervisory officer has been appointed by a board, when required by the board;

report to M.O.H.

 (g) to report to the appropriate medical officer of health any case in which the school buildings or premises are found to be in an unsanitary condition;

report to the Minister

 (h) to furnish the Minister with information respecting any school in his or her area of jurisdiction whenever required to do so;

supervise business

(i) to supervise the business functions of the board;

supervise buildings and property

(j) to supervise the use and maintenance of the buildings and property of the board; and

other

(k) to exercise such other powers and perform such other duties as may be prescribed by a regulation made, or a policy established, under Part XIII (Behaviour, Discipline and Safety). R.S.O. 1990, c. E.2, s. 286 (1); 1997, c. 31, s. 126; 2000, c. 12, s. 2.

Responsibility to Minister

(2) Every supervisory officer appointed by the Minister is responsible to the Minister for the performance of his or her duties. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 286 (2).

Responsibility to board

(3) Every supervisory officer appointed by a board is responsible to the board through the chief executive officer for the performance of the duties assigned to the supervisory officer by the board. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 286 (3).

Full-time position

(4) Except as otherwise provided by this Act or the regulations, a supervisory officer shall not, without the approval of the Minister, hold any other office, have any other employment or follow any other profession or call-

préparer un rapport

 d) préparer, à la demande du ministre et, si l'agent de supervision a été nommé par le conseil, à la demande du conseil, un rapport sur la visite d'une école ou d'une classe, et remettre à l'enseignant mentionné dans le rapport une copie de la partie du rapport qui le concerne;

loi et règlements

 e) s'assurer que les écoles qui relèvent de sa compétence sont dirigées conformément à la présente loi et aux règlements;

rapport annuel au ministre

f) rédiger, à la demande du ministre et, si l'agent de supervision a été nommé par le conseil, à la demande du conseil, un rapport annuel général sur l'exercice de ses fonctions et la situation des écoles qui relèvent de sa compétence;

rapport au médecin-hygiéniste

g) rendre compte au médecin-hygiéniste compétent des cas d'insalubrité de locaux ou de bâtiments scolaires;

rapport au ministre

 h) fournir au ministre, chaque fois qu'il le demande, les renseignements relatifs aux écoles du secteur qui relève de sa compétence;

supervision de l'administration

i) superviser les fonctions administratives du conseil;

supervision des bâtiments et des biens

j) superviser l'usage et l'entretien des bâtiments et des biens du conseil;

autres pouvoirs et fonctions

k) exercer les autres pouvoirs et fonctions que prescrivent les règlements pris en application ou les politiques établies en vertu de la partie XIII (Comportement, mesures disciplinaires et sécurité). L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 286 (1); 1997, chap. 31, art. 126; 2000, chap. 12, art. 2.

Responsabilité devant le ministre

(2) L'agent de supervision nommé par le ministre est responsable devant ce dernier de l'exercice de ses fonctions. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 286 (2).

Responsabilité devant le conseil

(3) L'agent de supervision nommé par le conseil est responsable devant le conseil, par l'intermédiaire du chef de service administratif, de l'exercice des fonctions que le conseil lui a attribuées. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 286 (3).

Emploi à plein temps

(4) Sauf dispositions contraires de la présente loi ou des règlements, l'agent de supervision ne doit pas, sans l'approbation du ministre, occuper un autre poste, avoir un autre emploi ou exercer une autre profession pendant

ing, during his or her tenure as a supervisory officer. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 286 (4).

Access to books and records, etc.

(5) A provincial supervisory officer or a person designated by the Minister shall have access, as required by the Minister, to any school and to the books and records of a board or a school. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 286 (5).

Suspension or dismissal of supervisory officer by board

287. (1) A supervisory officer appointed by a board may be suspended or dismissed by the board, in accordance with the regulations, for neglect of duty, misconduct or inefficiency. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 287 (1).

Notice re suspension or dismissal

(2) Where a board suspends or dismisses a supervisory officer, the board shall forthwith notify in writing the supervisory officer and the Minister of the suspension or dismissal and the reasons therefor. R.S.O. 1990, c. E.2, s. 287 (2).

Principals, vice-principals

287.1 (1) A principal or a vice-principal may perform the duties of a teacher despite any provision in a collective agreement. 1997, c. 31, s. 127.

Regulations

(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations governing terms and conditions of employment for principals and for vice-principals. 1997, c. 31, s. 127

Same

(3) A regulation may establish different requirements for different classes of principal or vice-principal. 1997, c. 31, s. 127.

287.2 REPEALED: R.S.O. 1990, c. E.2, s. 287.2 (4). (See: 1997, c. 31, s. 127.)

Note: On a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, the Act is amended by the Statutes of Ontario, 2001, chapter 24, section 5 by adding the following Part:

PART XI.1 PERFORMANCE APPRAISAL OF PRINCIPALS, VICE-PRINCIPALS AND SUPERVISORY OFFICERS

Purpose of Part

287.2 The purpose of this Part is,

- (a) to ensure that pupils receive the benefit of an education system staffed by supervisory officers, principals and vice-principals who are performing their duties satisfactorily;
- (b) to provide for fair, effective and consistent evaluation of supervisory officers, principals and viceprincipals, in every school; and

qu'il détient le poste d'agent de supervision. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 286 (4).

Accès à des registres, dossiers, etc.

(5) L'agent de supervision provincial ou la personne désignée par le ministre a accès, selon ce qu'exige le ministre, aux écoles ainsi qu'aux registres et dossiers des conseils ou des écoles. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 286 (5).

Suspension ou congédiement de l'agent de supervision par le conseil

287. (1) L'agent de supervision nommé par le conseil peut être suspendu ou congédié par ce conseil, conformément aux règlements, pour négligence de ses fonctions, inconduite ou incompétence. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 287 (1).

Avis de suspension ou de révocation

(2) S'il suspend ou congédie l'agent de supervision, le conseil avise immédiatement par écrit cet agent et le ministre de la suspension ou du congédiement et donne ses motifs. L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 287 (2).

Directeurs d'école, directeurs adjoints

287.1 (1) Le directeur d'école ou le directeur adjoint peut exercer les fonctions d'un enseignant malgré toute disposition d'une convention collective. 1997, chap. 31, art. 127.

Règlements

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, régir les conditions d'emploi des directeurs d'école et des directeurs adjoints. 1997, chap. 31, art. 127.

Idem

(3) Les règlements peuvent établir des exigences différentes pour des catégories différentes de directeurs d'école ou de directeurs adjoints. 1997, chap. 31, art. 127.

287.2 ABROGÉ: L.R.O. 1990, chap. E.2, par. 287.2 (4). (Voir: 1997, chap. 31, art. 127.)

Remarque: Le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la Loi est modifiée par l'article 5 du chapitre 24 des Lois de l'Ontario de 2001 par adjonction de la partie suivante:

PARTIE XI.1 ÉVALUATION DU RENDEMENT DES DIRECTEURS D'ÉCOLE, DES DIRECTEURS ADJOINTS ET DES AGENTS DE SUPERVISION

Objet

287.2 La présente partie a pour objet ce qui suit :

- a) assurer que les élèves bénéficient d'un système d'éducation doté d'agents de supervision, de directeurs d'école et de directeurs adjoints qui remplissent leurs fonctions de façon satisfaisante;
- b) prévoir une évaluation du rendement des agents de supervision, des directeurs d'école et des directeurs adjoints de chaque école qui soit juste, efficace et uniforme;

(c) to promote professional growth. 2001, c. 24, s. 5.

Interpretation

287.3 (1) In this Part,

"parent" includes a person who has lawful custody of a child. 2001, c. 24, s. 5.

References to supervisory officers

(2) A reference in this Part to a supervisory officer is a reference to a supervisory officer who qualified as such as a teacher. 2001, c. 24, s. 5.

Regulations: performance appraisals, principals, etc.

- 287.4 (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting performance appraisals of supervisory officers, principals and vice-principals, including but not limited to regulations,
 - (a) respecting the frequency and timing of the appraisals:
 - (b) respecting competencies to be evaluated in conducting appraisals;
 - (c) respecting the rating scale to be used in conducting appraisals;
 - (d) respecting the standards, methods, processes, timelines and steps to be followed and the input and material to be taken into account in conducting the appraisals;
 - (e) providing for performance contracts, whether by permitting or requiring boards to require them as a condition of employment;
 - (f) respecting the documents, forms and formats to be used in connection with appraisals, including providing for the use of a document, form or format that is approved by a person or body specified in the regulation;
 - (g) respecting the documentation to be compiled and kept in connection with the appraisals;
 - (h) respecting transitional and ongoing matters related to the implementation of this Part;
 - (i) respecting the processes, timelines and steps to be followed following an appraisal,
 - (j) respecting the results of appraisal results, including but not limited to regulations providing for a range of results and criteria to be applied in determining results;
 - (k) respecting the application of the requirements under this Part;
 - providing for exemptions from requirements under this Part and specifying conditions and restrictions respecting the exemptions;
 - (m) respecting which persons or bodies or classes of persons or bodies shall conduct appraisals or classes of appraisals;

c) favoriser l'épanouissement professionnel. 2001, chap. 24, art. 5.

Dispositions interprétatives

287.3 (1) La définition qui suit s'applique à la présente partie.

«parents» S'entend en outre de quiconque a la garde légitime d'un enfant. 2001, chap. 24, art. 5.

Mention d'un agent de supervision

(2) La mention d'un agent de supervision dans la présente partie vaut mention d'un agent de supervision qui a acquis les qualités requises pour ce poste en tant qu'enseignant. 2001, chap. 24, art. 5.

Règlements : évaluation du rendement des directeurs d'école et autres

- 287.4 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, traiter de l'évaluation du rendement des agents de supervision, des directeurs d'école et des directeurs adjoints, notamment :
 - a) traiter de la fréquence des évaluations et du moment où elles sont effectuées;
 - b) traiter des compétences à évaluer lors des évaluations;
 - c) traiter de l'échelle de notation à utiliser lors des évaluations;
- d) traiter des normes, des méthodes, des processus et des étapes à suivre, des délais à respecter ainsi que des observations et des documents à prendre en compte lors des évaluations;
 - e) traiter des contrats de rendement, en autorisant ou en obligeant les conseils à les exiger comme condition d'emploi;
 - f) traiter des documents, des formules et des supports à utiliser dans le cadre des évaluations, notamment prévoir l'utilisation d'un document, d'une formule ou d'un support approuvé par une personne ou un organisme précisé dans le règlement;
 - g) traiter de la documentation à réunir et à conserver dans le cadre des évaluations:
 - h) traiter des questions transitoires ou continues liées à la mise en oeuvre de la présente partie;
 - i) traiter des processus et des étapes à suivre ainsi que des délais à respecter à la suite d'une évaluation;
 - j) traiter des conséquences de résultats d'évaluations, notamment prévoir une gamme de conséquences et les critères à appliquer afin d'établir ces conséquences;
 - k) traiter de l'application des exigences prévues par la présente partie;
 - prévoir des dispenses des exigences prévues par la présente partie et préciser des conditions et des restrictions concernant ces dispenses;
 - m) traiter des personnes ou organismes ou des catégories de personnes ou d'organismes qui doivent effectuer une évaluation ou une catégorie d'évaluations;

(n) respecting disclosure, receipt and use of information related to or gathered in connection with the appraisals. 2001, c. 24, s. 5.

Subdelegation

- (2) In a regulation under this section, the Lieutenant Governor in Council may,
 - (a) delegate duties and powers to boards, board officials and employees, ministry officials and employees and other persons and bodies as the Lieutenant Governor in Council considers advisable to ensure that the requirements under this Part are complied with and are implemented and administered effectively, fairly and reasonably;
 - (b) specify conditions and restrictions respecting the exercise of the duties and powers referred to in clause (a). 2001, c. 24, s. 5.

Same

(3) In determining what duties and powers to delegate under clause (2) (a) and what conditions and restrictions to specify under clause (2) (b), the Lieutenant Governor in Council may be guided, to the extent that the Lieutenant Governor in Council considers appropriate, by the provisions of Part X.2 that assign duties and powers to persons and bodies and the provisions of Part X.2 that permit subdelegation of duties and powers. 2001, c. 24, s. 5.

Parental and pupil input, certain performance appraisals

(4) Subject to subsections (5) to (8), a regulation under clause (1) (d) may provide that documents recording parental input, pupil input or both shall be taken into account. 2001, c. 24, s. 5.

Same

- (5) Without limiting the generality of clause (1) (d), a regulation that provides that documents recording parental input, pupil input or both shall be taken into account may,
 - (a) prescribe the kinds of parental input, pupil input or both that may be sought;
- (b) provide for the use of survey forms;
 - (c) provide for processes, timelines and steps to be followed by boards in developing survey forms, including the kinds of consultations to be undertaken or approvals to be obtained. 2001, c. 24, s. 5.

Same

(6) Subject to subsection (7), a regulation that provides that documents recording parental input, pupil input or both shall be taken into account shall also provide that the person who is the subject of the performance appraisal shall be given an opportunity to review the documents and to respond respecting the documents to the person who conducted the performance appraisal. 2001, c. 24, s. 5.

n) traiter de la divulgation, de la réception et de l'utilisation de renseignements se rapportant aux évaluations ou recueillis dans le cadre de celles-ci. 2001, chap. 24, art. 5.

Subdélégation

- (2) Dans les règlements pris en application du présent article, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire ce qui suit :
 - a) déléguer des fonctions et des pouvoirs aux conseils, aux agents et employés des conseils, aux agents et employés du ministère et aux autres personnes et organismes qu'il juge souhaitables pour veiller à ce qu'il soit satisfait aux exigences prévues par la présente partie et que celle-ci soit mise en oeuvre et appliquée de façon efficace, juste et raisonnable;
- b) préciser les conditions et les restrictions concernant l'exercice des fonctions et des pouvoirs visés à l'alinéa a). 2001, chap. 24, art. 5.

Iden

(3) Lorsqu'il décide quelles fonctions et quels pouvoirs déléguer en vertu de l'alinéa (2) a) et quelles conditions et restrictions préciser en vertu de l'alinéa (2) b), le lieutenant-gouverneur en conseil peut se laisser guider, dans la mesure qu'il juge appropriée, par les dispositions de la partie X.2 qui assignent des fonctions et des pouvoirs à des personnes et des organismes et par celles qui autorisent la subdélégation des fonctions et des pouvoirs. 2001, chap. 24, art. 5.

Observations des parents et des élèves, certaines évaluations du rendement

(4) Sous réserve des paragraphes (5) à (8), un règlement pris en application de l'alinéa (1) d) peut prévoir qu'il doit être tenu compte des documents où sont consignées les observations des parents, des élèves ou des deux. 2001, chap. 24, art. 5.

Idem

- (5) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) d), le règlement prévoyant qu'il doit être tenu compte des documents où sont consignées les observations des parents, des élèves ou des deux peut faire ce qui suit :
 - a) prescrire le genre d'observations des parents, des élèves ou des deux qui peuvent être recherchées,
 - b) prévoir l'utilisation de formules de sondage;
 - c) prévoir les processus et les étapes à suivre ainsi que les délais à respecter par le conseil pour l'élaboration des formules de sondage, y compris les genres de consultations à entreprendre ou d'approbations à obtenir. 2001, chap. 24, art. 5.

Idem

(6) Sous réserve du paragraphe (7), le règlement prévoyant qu'il doit être tenu compte des documents où sont consignées les observations des parents, des élèves ou des deux prévoit également que la personne qui fait l'objet de l'évaluation du rendement a l'occasion d'examiner les documents et d'y répondre à l'intention de la personne qui a effectué l'évaluation. 2001, chap. 24, art. 5.

(7) A regulation that provides that documents recording parental input, pupil input or both shall be taken into account shall also provide that, where the parent or pupil so requests, words or names that would identify the parent or pupil shall be removed from a document before it is provided to the person who is the subject of the performance appraisal. 2001, c. 24, s. 5.

Same

(8) Information obtained solely through documents recording parental input, pupil input or both shall not be the sole factor in determining the results of a performance appraisal or the consequences of those results. 2001, c. 24, s. 5.

General or specific

(9) A regulation under this section may be general or specific. 2001, c. 24, s. 5.

Additional competencies, processes, etc.

- 287.5 (1) In addition to complying with section 287.4 and the regulations under it, a board may, in relation to the performance appraisals conducted by it under this Part, provide for,
 - (a) competencies that are additional to those provided for under clause 287.4 (1) (b);
 - (b) standards, methods, processes, timelines and steps to be followed that are additional to those set out under clause 287.4 (1) (d) and the input and material to be taken into account that are additional to those set out under clause 287.4 (1) (d);
 - (c) processes, timelines and steps that are additional to those set out under clause 287.4 (1) (i) to be followed following performance appraisals;
 - (d) results of performance appraisal ratings, including but not limited to a range of results and criteria to be applied in determining results, that are additional to those set out under clause 287.4 (1) (j). 2001, c. 24, s. 5.

Same

(2) Subject to subsections (3) to (6), a board acting under clause (1) (b) may provide that documents recording parental input, pupil input or both shall be taken into account. 2001, c. 24, s. 5.

Same

(3) Where a board provides that documents recording parental input, pupil input or both shall be taken into account, the regulations under subsection 287.4 (5) apply with necessary modifications. 2001, c. 24, s. 5.

Same

(4) Subject to subsection (5), where a board provides that documents recording parental input, pupil input or

Idem

(7) Le règlement prévoyant qu'il doit être tenu compte des documents où sont consignées les observations des parents, des élèves ou des deux prévoit également que, à la demande de ceux-ci, les mots ou noms qui pourraient permettre leur identification sont supprimés des documents avant leur remise à la personne qui fait l'objet de l'évaluation du rendement. 2001, chap. 24, art. 5.

Idem

(8) Les renseignements obtenus uniquement par le biais de documents où sont consignées les observations des parents, des élèves ou des deux ne doivent pas être le seul facteur qui détermine les résultats d'une évaluation du rendement ou les conséquences de ces résultats. 2001, chap. 24, art. 5.

Portée

(9) Les règlements pris en application du présent article peuvent avoir une portée générale ou particulière. 2001, chap. 24, art. 5.

Compétences et processus supplémentaires

- 287.5 (1) Outre l'obligation de se conformer à l'article 287.4 et aux règlements pris en application de celui-ci, le conseil peut prévoir, en ce qui concerne les évaluations du rendement qu'il effectue en application de la présente partie :
 - a) des compétences qui s'ajoutent à celles prévues à l'alinéa 287.4 (1) b);
 - b) des normes, des méthodes, des processus et des étapes à suivre, des délais à respecter, ainsi que des observations et des documents à prendre en compte qui s'ajoutent à ceux visés à l'alinéa 287.4 (1) d);
 - c) des processus et des étapes à suivre ainsi que des délais à respecter à la suite d'évaluations du rendement qui s'ajoutent à ceux visés à l'alinéa 287.4 (1) i);
 - d) des conséquences de notes d'évaluations du rendement, notamment une gamme de conséquences et des critères à appliquer afin d'établir ces conséquences, qui s'ajoutent à celles visées à l'alinéa 287.4 (1) j). 2001, chap. 24, art. 5.

Idem

(2) Sous réserve des paragraphes (3) à (6), le conseil qui agit en vertu de l'alinéa (1) b) peut prévoir qu'il doit être tenu compte des documents où sont consignées les observations des parents, des élèves ou des deux. 2001, chap. 24, art. 5.

Idem

(3) Si un conseil prévoit qu'il doit être tenu compte des documents où sont consignées les observations des parents, des élèves ou des deux, les règlements pris en application du paragraphe 287.4 (5) s'appliquent avec les adaptations nécessaires. 2001, chap. 24, art. 5.

Iden

(4) Sous réserve du paragraphe (5), si un conseil prévoit qu'il doit être tenu compte des documents où sont

both shall be taken into account, the supervisory officer, principal or vice-principal shall be given an opportunity to review the documents and respond respecting the documents to the person who conducted the performance appraisal. 2001, c. 24, s. 5.

Same

(5) Where a board provides that documents recording parental input, pupil input or both shall be taken into account and where the parent or pupil so requests, words or names that would identify the parent or pupil shall be removed from a document before it is provided to the supervisory officer, principal or vice-principal. 2001, c. 24, s. 5.

Same

(6) Information obtained solely through documents recording parental input, pupil input or both shall not be the sole factor in determining the results of a performance appraisal or the consequences of those results. 2001, c. 24, s. 5.

Same

- (7) This section shall not be interpreted as authorizing boards,
 - (a) to require or permit performance appraisals to be conducted under this Part that are additional to those required or permitted under section 287.4; or
 - (b) to provide for anything that conflicts with the provisions in or under other sections of this Part relating to performance appraisals under this Part, including but not limited to provisions relating to timelines. 2001, c. 24, s. 5.

General or specific

(8) An action of a board under this section may be general or be specific to a class of supervisory officers, principals or vice-principals specified by the board. 2001, c. 24, s. 5.

Minister's guidelines

287.6 (1) The Minister may issue guidelines describing knowledge and practices that a person conducting a performance appraisal under this Part shall look for in order to assist in evaluating the competencies of and in determining the rating to be given to the supervisory officer, principal or vice-principal, as the case may be. 2001, c. 24, s. 5.

Same

(2) While a person conducting a performance appraisal shall comply with the guidelines, the guidelines shall not be taken as a comprehensive statement of what the person shall or may look for or take into account when conducting a performance appraisal. 2001, c. 24, s. 5.

consignées les observations des parents, des élèves ou des deux, l'agent de supervision, le directeur d'école ou le directeur adjoint a l'occasion d'examiner les documents et d'y répondre à l'intention de la personne qui a effectué l'évaluation du rendement. 2001, chap. 24, art. 5.

Idem

(5) Si un conseil prévoit qu'il doit être tenu compte des documents où sont consignées les observations des parents, des élèves ou des deux et que ceux-ci le demandent, les mots ou noms qui pourraient permettre leur identification sont supprimés des documents avant leur remise à l'agent de supervision, au directeur d'école ou au directeur adjoint. 2001, chap. 24, art. 5.

Iden

(6) Les renseignements obtenus uniquement par le biais de documents où sont consignées les observations des parents, des élèves ou des deux ne doivent pas être le seul facteur qui détermine les résultats d'une évaluation du rendement ou les conséquences de ces résultats. 2001, chap. 24, art. 5.

Idem

- (7) Le présent article n'a pas pour effet d'autoriser les conseils :
 - a) soit à exiger ou à permettre que des évaluations du rendement additionnelles à celles qu'exige ou permet l'article 287.4 soit effectuées dans le cadre de la présente partie;
 - b) soit à prévoir quoi que ce soit qui est incompatible avec les dispositions d'autres articles de la présente partie ou leurs dispositions d'application en ce qui concerne les évaluations du rendement prévues par la présente partie, notamment des dispositions concernant les délais. 2001, chap. 24, art. 5.

Portée

(8) Les actes qu'accomplit un conseil en vertu du présent article peuvent avoir une portée générale ou ne viser qu'une catégorie particulière d'agents de supervision, de directeurs d'école ou de directeurs adjoints précisée par le conseil. 2001, chap. 24, art. 5.

Lignes directrices du ministre

287.6 (1) Le ministre peut donner des lignes directrices précisant les connaissances et les méthodes que la personne qui effectue une évaluation du rendement dans le cadre de la présente partie doit rechercher pour l'aider à évaluer les compétences de l'agent de supervision, du directeur d'école ou du directeur adjoint, le cas échéant, et à déterminer sa note. 2001, chap. 24, art. 5.

Idem

(2) Bien que la personne qui effectue une évaluation du rendement doive se conformer aux lignes directrices, celles-ci ne doivent pas être interprétées comme une déclaration exhaustive de ce que la personne doit ou peut rechercher ou prendre en compte lorsqu'elle effectue l'évaluation. 2001, chap. 24, art. 5.

(3) The Regulations Act does not apply to a guideline of the Minister under this section. 2001, c. 24, s. 5.

Interpretation of Part

287.7 (1) Nothing in this Part, or any regulation, guideline, policy or rule under it, shall be interpreted to limit rights otherwise available relating to discipline of any supervisory officer, principal or vice-principal, including but not limited to rights relating to reassignment of duties, suspension or termination of employment, whether or not a performance appraisal process relating to the supervisory officer, principal or vice-principal is being conducted under this Part. 2001, c. 24, s. 5.

Transition

(2) Nothing in this Part, or any regulation, guideline, policy or rule under it, shall be interpreted to limit a board's ability to complete a performance appraisal of a supervisory officer, principal or vice-principal begun before this Part begins to apply to that board and that supervisory officer, principal or vice-principal, or to follow any process or take any action relating to that performance appraisal that the board might have followed or taken but for this Part. 2001, c. 24, s. 5.

See: 2001, c. 24, ss. 5, 8 (2).

PART XII LANGUAGE OF INSTRUCTION

PROVISIONS RELATING TO DISTRICT SCHOOL BOARDS

French-language district school boards

288. A French-language district school board shall only operate classes, groups of classes and schools that are French-language instructional units. 1997, c. 31, s. 128.

English-language district school boards

289. An English-language district school board shall not operate classes, groups of classes or schools that are French-language instructional units. 1997, c. 31, s. 128.

PROVISIONS RELATING TO SCHOOL AUTHORITIES

Language of instruction: school authorities other than s. 67 boards

290. (1) This section does not apply to a board established under section 67. 1997, c. 31, s. 128.

Right to instruction in French-language instructional unit: school authorities

(2) Every French-speaking person who is qualified under this Act to be a resident pupil of a school authority has the right to receive elementary school instruction in a

Idem

(3) La Loi sur les règlements ne s'applique pas aux lignes directrices données par le ministre en vertu du présent article. 2001, chap. 24, art. 5.

Interprétation de la partie

287.7 (1) Ni la présente partie ni les règlements pris, les lignes directrices données et les règles et les politiques établies en application de celle-ci n'ont pour effet de limiter les droits qui existent par ailleurs en ce qui concerne les mesures disciplinaires qui peuvent être imposées à un agent de supervision, à un directeur d'école ou à un directeur adjoint, notamment les droits concernant son affectation à d'autres fonctions, sa suspension ou la cessation de son emploi, qu'une évaluation du rendement le concernant soit ou non effectuée en application de la présente partie. 2001, chap. 24, art. 5.

Disposition transitoire

(2) Ni la présente partie ni les règlements pris, les lignes directrices données et les règles et les politiques établies en application de celle-ci n'ont pour effet de limiter la capacité d'un conseil d'achever une évaluation du rendement d'un agent de supervision, d'un directeur d'école ou d'un directeur adjoint commencée avant que la présente partie ne devienne applicable à ce conseil et à l'intéressé, ou de suivre le processus qu'il aurait suivi ou de prendre les mesures qu'il aurait prises en ce qui concerne cette évaluation du rendement en l'absence de la présente partie. 2001, chap. 24, art. 5.

Voir: 2001, chap. 24, art. 5 et par. 8 (2).

PARTIE XII LANGUE D'ENSEIGNEMENT

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONSEILS SCOLAIRES DE DISTRICT

Conseils scolaires de district de langue française

288. Le conseil scolaire de district de langue française n'assure que le fonctionnement de classes, de groupes de classes et d'écoles qui sont des modules scolaires de langue française. 1997, chap. 31, art. 128.

Conseils scolaires de district de langue anglaise

289. Le conseil scolaire de district de langue anglaise ne doit pas assurer le fonctionnement de classes, de groupes de classes et d'écoles qui sont des modules scolaires de langue française. 1997, chap. 31, art. 128.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX ADMINISTRATIONS SCOLAIRES

Langue d'enseignement : administrations scolaires qui ne sont pas des conseils créés en vertu de l'art. 67

290. (1) Le présent article ne s'applique pas aux conseils créés en vertu de l'article 67. 1997, chap. 31, art. 128.

Droit à l'enseignement dans un module de langue française : administrations scolaires

(2) Le francophone qui satisfait aux conditions requises par la présente loi pour être élève résident d'une administration scolaire a le droit de recevoir son instruc-

French-language instructional unit operated or provided by the school authority. 1997, c. 31, s. 128.

Duty of school authority to provide French-language instructional

(3) Every school authority that has one or more resident pupils who notify the school authority that they wish to exercise their right to receive elementary school instruction in a French-language instructional unit shall establish and operate one or more French-language instructional units for those pupils or shall enter into an agreement with another board to enable those pupils to receive instruction in a French-language instructional unit operated by the other board. 1997, c. 31, s. 128.

Meals, lodging and transportation

- (4) A school authority that provides a French-language instructional unit for elementary school instruction by means of an agreement with another board shall provide to each French-speaking person who is a resident pupil of the school authority for whom French-language instruction is provided under the agreement and who resides with the parent or other person who has lawful custody of the pupil more than 24 kilometres from the French-language instructional unit,
 - (a) an allowance payable monthly in an amount set by the school authority for meals and lodging for each day of attendance as certified by the principal for the French-language instructional unit and for transportation once a week from the pupil's residence to the lodging and return; or
 - (b) daily transportation in a manner determined by the school authority from the pupil's residence to the French-language instructional unit and return, where the parent or other person who has lawful custody of the pupil elects to have daily transportation. 1997, c. 31, s. 128.

English-language schools or classes

(5) Where a school authority operates or provides one or more elementary French-language instructional units, a resident pupil of the school authority has the right to receive elementary school instruction in the English language and subsections (2), (3) and (4) apply with necessary modifications in respect of the resident pupil and the school authority. 1997, c. 31, s. 128.

Language of instruction: s. 67 boards

Right to instruction in French-language instructional unit: s. 67 boards

291. (1) Every French-speaking person who is qualified under this Act to be a resident pupil of a school authority established under section 67 has the right to receive secondary school instruction in a French-language instructional unit operated or provided by the school authority. 1997, c. 31, s. 128.

Duty of s. 67 boards to provide French-language instructional unit

(2) Every school authority established under section 67 that has one or more resident pupils who notify the school authority that they wish to exercise their right to receive

tion à l'élémentaire dans un module scolaire de langue française qui relève de l'administration ou qu'offre celleci. 1997, chap. 31, art. 128.

Obligation de l'administration d'offrir un module de langue française

(3) L'administration scolaire qu'avisent un ou plusieurs de ses élèves résidents qu'ils désirent exercer leur droit de recevoir leur instruction à l'élémentaire dans un module scolaire de langue française ouvre et fait fonctionner un ou plusieurs modules scolaires de langue française à leur intention ou conclut une entente avec un autre conseil en vue de permettre à ces élèves de recevoir leur instruction dans un tel module qui relève de l'autre conseil. 1997, chap. 31, art. 128.

Repas, logement et transport

- (4) L'administration scolaire qui offre un module scolaire de langue française pour l'enseignement élémentaire aux termes d'une entente conclue avec un autre conseil fournit à chaque francophone qui est un élève résident, qui reçoit un enseignement en français aux termes de l'entente et qui réside avec son père, sa mère ou la personne qui en a la garde légitime à plus de 24 kilomètres du module :
 - a) soit l'allocation qu'elle fixe et qui est payable mensuellement au titre des repas et du logement pour chaque jour de présence, ainsi que l'atteste le directeur d'école qui est chargé du module, et au titre du transport pour se rendre de sa résidence à l'endroit où il est logé et en revenir une fois par semaine:
 - b) soit le transport quotidien, aller et retour, de la façon qu'elle détermine, entre sa résidence et le module, si son père, sa mère ou la personne qui en a la garde légitime choisit de le faire transporter quotidiennement. 1997, chap. 31, art. 128.

Écoles ou classes de langue anglaise

(5) Si l'administration scolaire fait fonctionner ou offre un ou plusieurs modules scolaires de langue française pour l'enseignement élémentaire, ses élèves résidents ont le droit de recevoir leur instruction à l'élémentaire en anglais. Les paragraphes (2), (3) et (4) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux élèves résidents et à l'administration scolaire. 1997, chap. 31, art. 128.

Langue d'enseignement : conseils créés en vertu de l'art. 67 Droit à l'enseignement dans un module de langue française : conseils créés en vertu de l'art. 67

291. (1) Le francophone qui satisfait aux conditions requises par la présente loi pour être élève résident d'une administration scolaire créée en vertu de l'article 67 a le droit de recevoir son instruction au secondaire dans un module scolaire de langue française qui relève de l'administration ou qu'offre celle-ci. 1997, chap. 31, art. 128.

Obligation du conseil d'offrir un module de langue française

(2) L'administration scolaire qui est créée en vertu de l'article 67 et qu'avisent un ou plusieurs de ses élèves résidents qu'ils désirent exercer leur droit de recevoir leur

secondary school instruction in a French-language instructional unit shall establish and operate one or more French-language instructional units for those pupils or shall enter into an agreement with another board to enable those pupils to receive instruction in a French-language instructional unit operated by the other board. 1997, c. 31, s. 128.

Meals, lodging and transportation

- (3) A school authority established under section 67 that provides a French-language instructional unit for secondary school instruction by means of an agreement with another board shall provide to each French-speaking person who is qualified to be a resident pupil of the school authority for whom French-language instruction is provided under the agreement and who resides with the parent or other person who has lawful custody of the pupil more than 24 kilometres from the French-language instructional unit,
 - (a) an allowance payable monthly in an amount set by the school authority for meals and lodging for each day of attendance as certified by the principal for the French-language instructional unit and for transportation once a week from the pupil's residence to the lodging and return; or
 - (b) daily transportation in a manner determined by the school authority from the pupil's residence to the French-language instructional unit and return, where the parent or other person who has lawful custody of the pupil elects to have daily transportation. 1997, c. 31, s. 128.

English-language classes where French-language school or classes established

(4) Where a school authority established under section 67 operates or provides one or more secondary Frenchlanguage instructional units, a resident pupil of the school authority has the right to receive secondary school instruction in the English language and subsections (1) to (3) apply with necessary modifications in respect of the resident pupil and the school authority. 1997, c. 31, s. 128.

PROVISIONS RELATING TO DISTRICT SCHOOL BOARDS AND SCHOOL AUTHORITIES

English as a subject of instruction

292. (1) English may be a subject of instruction in any grade in a French-language instructional unit. 1997, c. 31, s. 128.

Same, grades 5, 6, 7 and 8

(2) English shall be a subject of instruction in grades 5, 6, 7 and 8 in every French-language instructional unit. 1997, c. 31, s. 128.

Admission of pupils other than French-speaking persons where French is language of instruction

293. (1) A French-language district school board, on the request of the parent of a pupil who is not a Frenchspeaking person, or of a person who has lawful custody of a pupil who is not a French-speaking person, or of a pupil instruction au secondaire dans un module scolaire de langue française ouvre et fait fonctionner un ou plusieurs modules scolaires de langue française à leur intention ou conclut une entente avec un autre conseil en vue de permettre à ces élèves de recevoir leur instruction dans un tel module qui relève de l'autre conseil. 1997, chap. 31, art. 128.

Repas, logement et transport

- (3) L'administration scolaire qui est créée en vertu de l'article 67 et qui offre un module scolaire de langue française pour l'enseignement secondaire aux termes d'une entente conclue avec un autre conseil fournit à chaque francophone qui satisfait aux conditions requises pour être élève résident, qui reçoit un enseignement en français aux termes de l'entente et qui réside avec son père, sa mère ou la personne qui en a la garde légitime à plus de 24 kilomètres du module :
 - a) soit l'allocation qu'elle fixe et qui est payable mensuellement au titre des repas et du logement pour chaque jour de présence, ainsi que l'atteste le directeur d'école qui est chargé du module, et au titre du transport pour se rendre de sa résidence à l'endroit où il est logé et en revenir une fois par semaine;
 - b) soit le transport quotidien, aller et retour, de la façon qu'elle détermine, entre sa résidence et le module, si son père, sa mère ou la personne qui en a la garde légitime choisit de le faire transporter quotidiennement. 1997, chap. 31, art. 128.

Classes de langue anglaise si des écoles ou classes de langue française sont ouvertes

(4) Si l'administration scolaire créée en vertu de l'article 67 fait fonctionner ou offre un ou plusieurs modules scolaires de langue française pour l'enseignement secondaire, ses élèves résidents ont le droit de recevoir leur instruction au secondaire en anglais. Les paragraphes (1) à (3) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux élèves résidents et à l'administration scolaire. 1997, chap. 31, art. 128.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONSEILS SCOLAIRES DE DISTRICT ET AUX ADMINISTRATIONS SCOLAIRES

Anglais comme matière d'enseignement

292. (1) L'anglais peut être une matière au programme de n'importe quelle année d'un module scolaire de langue française. 1997, chap. 31, art. 128.

Idem: 5° à 8° années

(2) L'anglais est une matière au programme des 5°, 6°, 7° et 8° années du module scolaire de langue française. 1997, chap. 31, art. 128.

Admission d'élèves non francophones où le français est la langue d'enseignement

293. (1) À la demande du père ou de la mère d'un élève qui n'est pas francophone, de la personne qui a la garde légitime d'un tel élève ou de l'élève lui-même, s'il est adulte et n'est pas francophone, le conseil scolaire de

who is an adult and is not a French-speaking person, may admit the pupil to a school of the board if the admission is approved by majority vote of an admissions committee appointed by the board and composed of,

- (a) the principal of the school to which admission is requested;
- (b) a teacher of the board; and
- (c) a supervisory officer employed by the board. 1997, c. 31, s. 128.

Same

- (2) A school authority that operates a French-language instructional unit, on the request of the parent of a pupil who is not a French-speaking person, or of a person who has lawful custody of a pupil who is not a French-speaking person, or of a pupil who is an adult and is not a French-speaking person, may admit the pupil to the French-language instructional unit if the admission is approved by majority vote of an admissions committee appointed by the school authority and composed of,
 - (a) the principal of the school to which admission is requested;
 - (b) a teacher who uses the French language in instruction in the school; and
 - (c) a French-speaking supervisory officer employed by the school authority or arranged for in accordance with subsection (3). 1997, c. 31, s. 128.

Where school authority has no French-speaking supervisory officer

(3) Where a school authority does not employ a French-speaking supervisory officer, it shall arrange for a French-speaking supervisory officer employed by another board or by the Minister to serve as a member of the admissions committee. 1997, c. 31, s. 128.

FRENCH-LANGUAGE RIGHTS HOLDER GROUPS

French-language rights holders groups

294. (1) In this section and in sections 295 to 299,

"Commission" means the Languages of Instruction Commission of Ontario continued under section 295; ("Commission")

"French-language rights holder", in relation to a school authority, means a person who is entitled to vote at an election of members of the school authority and who has the right under subsection 23 (1) or (2), without regard to subsection 23 (3), of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* to have his or her children receive their primary and secondary school instruction in the French language in Ontario. ("titulaire des droits liés au français") 1997, c. 31, s. 128.

Proposals of French-language rights holders groups

(2) A group of 10 French-language rights holders of a school authority may develop a proposal designed to meet the educational and cultural needs of the French-speaking

district de langue française peut admettre l'élève à une de ses écoles si son admission est approuvée à la majorité des voix par les membres du comité d'admission constitué par le conseil et composé des personnes suivantes :

- a) le directeur de l'école à laquelle la demande d'admission est présentée;
- b) un enseignant du conseil;
- c) un agent de supervision qu'emploie le conseil. 1997, chap. 31, art. 128.

Idem

- (2) À la demande du père ou de la mère d'un élève qui n'est pas francophone, de la personne qui a la garde légitime d'un tel élève ou de l'élève lui-même, s'il est adulte et n'est pas francophone, l'administration scolaire qui fait fonctionner un module scolaire de langue française peut y admettre l'élève si son admission est approuvée à la majorité des voix par les membres du comité d'admission constitué par l'administration et composé des personnes suivantes :
 - a) le directeur de l'école à laquelle la demande d'admission est présentée;
 - b) un enseignant de l'école qui y dispense son enseignement en français;
 - c) un agent de supervision francophone qu'emploie l'administration ou dont les services sont retenus conformément au paragraphe (3). 1997, chap. 31, art. 128.

Cas où l'administration scolaire n'a pas d'agent de supervision francophone

(3) L'administration scolaire qui n'emploie pas d'agent de supervision francophone prend les mesures nécessaires pour qu'un agent de supervision francophone employé par un autre conseil ou par le ministre fasse partie du comité d'admission. 1997, chap. 31, art. 128.

GROUPES DE TITULAIRES DES DROITS LIÉS AU FRANÇAIS

Groupes de titulaires des droits liés au français

- **294.** (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 295 à 299.
- «Commission» La Commission des langues d'enseignement de l'Ontario maintenue aux termes de l'article 295. («Commission»)
- «titulaire des droits liés au français» À l'égard d'une administration scolaire, personne qui a le droit de voter lors de l'élection des membres de l'administration et qui a le droit, en vertu du paragraphe 23 (1) ou (2), sans égard au paragraphe 23 (3), de la *Charte canadienne des droits et libertés*, de faire instruire ses enfants, aux niveaux primaire et secondaire, en français en Ontario. («French-language rights holder») 1997, chap. 31, art. 128.

Propositions des groupes de titulaires des droits liés au français

(2) Tout groupe de 10 titulaires des droits liés au français d'une administration scolaire peut élaborer une proposition visant à répondre aux besoins éducatifs et cul-

persons who are resident pupils of the school authority and of the French-speaking community served by the school authority. 1997, c. 31, s. 128.

Same

- (3) A proposal under this section may relate to,
- (a) the provision of suitable sites, accommodation and equipment;
- (b) the establishment, operation and management of French-language instructional units;
- (c) the establishment of or alteration of the area of jurisdiction of a French-language district school board;
- (d) the use of the French language and of the English language in French-language instructional units:
- (e) the use of Quebec Sign Language as a language of instruction;
- (f) the recruitment and appointment of the required teaching, supervisory and administrative personnel;
- (g) the establishment of the course of study and the use of textbooks;
- (h) the development and establishment of special education programs;
- (i) the establishment of attendance areas for Frenchlanguage instructional units;
- (j) the provision of transportation for pupils;
- (k) the entering into agreements with other boards in respect of the provision of instruction in the French language and supervisory and consultative services;
- (1) the provision of board, lodging, and transportation for pupils;
- (m) the development and establishment of adult education programs;
- (n) the use of any facility and means necessary to meet the educational and cultural needs of the Frenchspeaking community;
- (o) the provision of summer school programs; and
- (p) any other matter pertaining to French-language education for French-speaking persons. 1997, c. 31, s. 128.

Consideration of proposals by school authority

(4) The school authority shall consider any proposal that is developed by a French-language rights holder group under this section and submitted to the school authority in writing. 1997, c. 31, s. 128.

Same

(5) The school authority shall not refuse to approve the proposal without having given the French-language rights holder group an opportunity to be heard by the school authority. 1997, c. 31, s. 128.

turels des francophones qui sont des élèves résidents de l'administration et de la communauté francophone que sert celle-ci. 1997, chap. 31, art. 128.

Idem

- (3) Les propositions élaborées en vertu du présent article peuvent porter sur ce qui suit :
 - a) la fourniture d'emplacements, de locaux et de matériel adéquats;
 - b) la création, le fonctionnement et la gestion de modules scolaires de langue française;
 - c) la définition ou la modification du territoire de compétence d'un conseil scolaire de district de langue française;
 - d) l'emploi du français et de l'anglais dans les modules scolaires de langue française;
 - e) l'emploi de la langue des signes québécoise comme langue d'enseignement;
 - f) le recrutement et la nomination du personnel enseignant, de supervision et administratif nécessaire;
 - g) l'élaboration du programme d'études et l'utilisation des manuels scolaires;
 - h) l'élaboration et la mise en oeuvre de programmes d'enseignement à l'enfance en difficulté;
 - i) la création de secteurs de fréquentation scolaire pour les modules scolaires de langue française;
 - j) le transport des élèves;
 - k) la conclusion d'ententes avec d'autres conseils en matière d'enseignement en français et de services de supervision et de consultation;
 - 1) les repas, le logement et le transport des élèves;
 - m) l'élaboration et la mise en oeuvre de programmes d'enseignement à l'intention des adultes;
 - n) l'utilisation des installations et des moyens nécessaires pour répondre aux besoins éducatifs et culturels de la communauté francophone;
 - o) les programmes de cours d'été;
 - p) toute autre question portant sur l'enseignement en français dispensé aux francophones. 1997, chap. 31, art. 128.

Étude des propositions par l'administration scolaire

(4) L'administration scolaire étudie toute proposition qu'élabore et lui présente par écrit un groupe de titulaires des droits liés au français en vertu du présent article. 1997, chap. 31, art. 128.

Idem

(5) L'administration scolaire ne doit pas refuser d'approuver la proposition sans avoir donné au groupe de titulaires des droits liés au français l'occasion d'être entendu. 1997, chap. 31, art. 128.

(6) For the purposes of subsection (5), a group shall name one of its members to speak for the group. 1997,

Approval of proposal under clause (3) (c)

(7) Where a school authority approves a proposal made under clause (3) (c), it shall give notice of the approval to the Minister, together with a recommendation that a regulation be made under subsection 58.1 (2) implementing the proposal. 1997, c. 31, s. 128.

Notice of refusal

(8) A school authority that refuses to approve a proposal shall, within 30 days after receiving the proposal of the French-language rights holder group, forward to the group written reasons for the refusal. 1997, c. 31, s. 128.

Referral by group to Languages of Instruction Commission

- (9) On receipt of a refusal and the reasons for it under subsection (8), the French-language rights holder group may refer the matter to the Commission by sending to the Commission.
 - (a) a written request for consideration of the matter;
 - (b) the written proposal of the group; and
 - (c) the written reasons of the school authority for its refusal. 1997, c. 31, s. 128.

Same

(10) A French-language rights holder group that refers a matter to the Commission shall send to the school authority a copy of the written request for consideration referred to in clause (9) (a). 1997, c. 31, s. 128.

LANGUAGES OF INSTRUCTION COMMISSION OF ONTARIO

Commission continued

295. (1) The Languages of Instruction Commission of Ontario is continued under the name Languages of Instruction Commission of Ontario in English and Commission des langues d'enseignement de l'Ontario in French and shall be composed of five members appointed by the Lieutenant Governor in Council, at least two of whom shall be French-speaking and at least two of whom shall be English-speaking, and one of the members shall be appointed as chair. 1997, c. 31, s. 128.

Term, reappointment and remuneration

(2) Members of the Commission shall hold office for a term of one, two or three years as may be determined from time to time by the Lieutenant Governor in Council, may be reappointed and shall be paid such remuneration as is determined by the Lieutenant Governor in Council. 1997, c. 31, s. 128.

Vacancies

(3) Where a vacancy occurs in the membership of the Commission, the vacancy may be filled for the unexpired portion of the term of the person whose office has become vacant. 1997, c. 31, s. 128.

Idem

(6) Pour l'application du paragraphe (5), les membres du groupe nomment un porte-parole parmi eux. 1997, chap. 31, art. 128.

Approbation de la proposition présentée en vertu de l'alinéa (3) c)

(7) L'administration scolaire qui approuve une proposition présentée en vertu de l'alinéa (3) c) en informe le ministre et lui recommande de prendre un règlement en application du paragraphe 58.1 (2) pour mettre en oeuvre la proposition. 1997, chap. 31, art. 128.

Avis de refus

(8) L'administration scolaire qui refuse d'approuver la proposition du groupe de titulaires des droits liés au français lui communique, dans les 30 jours qui suivent la réception de la proposition, les motifs écrits de son refus. 1997, chap. 31, art. 128.

Renvoi par le groupe à la Commission des langues d'enseignement

- (9) À la réception d'un avis de refus et de ses motifs aux termes du paragraphe (8), le groupe de titulaires des droits liés au français peut renvoyer la question à la Commission en lui communiquant par écrit ce qui suit :
 - a) une demande d'étude de la question;
 - b) la proposition du groupe;
 - c) les motifs du refus de l'administration scolaire. 1997, chap. 31, art. 128.

Idem

(10) Le groupe de titulaires des droits liés au français qui renvoie une question à la Commission communique à l'administration scolaire une copie de la demande d'étude visée à l'alinéa (9) a). 1997, chap. 31, art. 128.

COMMISSION DES LANGUES D'ENSEIGNEMENT DE L'ONTARIO

Maintien de la Commission

295. (1) La Commission des langues d'enseignement de l'Ontario est maintenue sous le nom de Commission des langues d'enseignement de l'Ontario en français et de Languages of Instruction Commission of Ontario en anglais. Elle se compose de cinq membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, dont deux au moins sont francophones et deux au moins sont anglophones. Un des membres est nommé à la présidence. 1997, chap. 31, art. 128.

Mandat, renouvellement de mandat et rémunération

(2) Les membres de la Commission sont nommés pour un mandat renouvelable d'un, de deux ou de trois ans, selon ce que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil, et ils touchent la rémunération que fixe celui-ci. 1997, chap. 31, art. 128.

Vacances

(3) En cas de vacance du poste d'un membre de la Commission, celle-ci peut être comblée pour la période non expirée du mandat du membre. 1997, chap. 31, art. 128.

Commission is responsible to the Minister

(4) The Commission is responsible to the Minister for its operation and shall be assisted by such employees in the public service of Ontario as the Minister may assign for the purpose and may, as required from time to time, obtain the services of a lawyer. 1997, c. 31, s. 128.

Quorum

(5) A quorum consists of three members of whom at least one shall be French-speaking and one English-speaking. 1997, c. 31, s. 128.

Recommendation

(6) A recommendation of the Commission under section 297 or 298 requires the approval of at least a majority of the members of the Commission. 1997, c. 31, s. 128.

Duties of Commission

(7) The Commission shall consider matters referred to it by a French-language rights holders group under section 294 or by the Minister under subsection (9). 1997, c. 31, s. 128.

Person to speak for group

(8) The group shall name one of its members to speak for it. 1997, c. 31, s. 128.

Referral to Commission by Minister

(9) The Minister may refer to the Commission any matter relating to instruction in the French language or, where the pupils of a school authority who receive instruction in the English language are a minority of the pupils of the school authority, any matter relating to instruction in the English language. 1997, c. 31, s. 128.

Commission response to referral under s. 294

- (10) When a matter is referred to the Commission by a French-language rights holders group, the Commission shall.
 - (a) promptly appoint one or more mediators where it considers that the furtherance of the matter may be conducive to meeting the educational and cultural needs of the French-speaking or the Englishspeaking community; or
 - (b) take no further action where it considers that the furtherance of the matter is not conducive to meeting the educational and cultural needs of the French-speaking or the English-speaking community. 1997, c. 31, s. 128.

Commission response to referral under subs. (9)

(11) When a matter is referred to the Commission by the Minister, the Commission shall promptly appoint one or more mediators. 1997, c. 31, s. 128.

Notice where no further action by Commission

(12) Where the Commission takes no further action on a referral from a French-language rights holder group, it shall promptly send notice in writing of its decision, with written reasons, to the school authority, the Minister and

La Commission rend compte au ministre

(4) La Commission rend compte de ses activités au ministre. Elle bénéficie de l'aide des fonctionnaires de l'Ontario que désigne le ministre à cette fin et peut, au besoin, retenir les services d'un avocat. 1997, chap. 31, art. 128.

Quorum

(5) Trois membres, dont au moins un francophone et un anglophone, constituent le quorum. 1997, chap. 31, art. 128.

Recommandations

(6) Les recommandations que formule la Commission aux termes de l'article 297 ou 298 exigent l'approbation d'au moins la majorité des membres. 1997, chap. 31, art. 128.

Fonctions de la Commission

(7) La Commission étudie les questions que lui renvoient les groupes de titulaires des droits liés au français en vertu de l'article 294 ou le ministre en vertu du paragraphe (9). 1997, chap. 31, art. 128.

Porte-parole

(8) Le groupe nomme un porte-parole parmi ses membres. 1997, chap. 31, art. 128.

Renvoi à la Commission par le ministre

(9) Le ministre peut renvoyer à la Commission toute question relative à l'enseignement en français ou, si les élèves d'une administration scolaire qui reçoivent leur instruction en anglais constituent une minorité parmi les élèves de l'administration, toute question relative à l'enseignement en anglais. 1997, chap. 31, art. 128.

Réponse de la Commission : renvoi prévu à l'art. 294

- (10) Si un groupe de titulaires des droits liés au français lui renvoie une question, la Commission :
 - a) nomme promptement un ou plusieurs médiateurs si elle estime que la poursuite de cette question permettra de répondre aux besoins éducatifs et culturels de la communauté francophone ou anglophone;
 - b) ne prend aucune autre mesure si elle estime que la poursuite de cette question ne permet pas de répondre aux besoins éducatifs et culturels de la communauté francophone ou anglophone. 1997, chap. 31, art. 128.

Réponse de la Commission : renvoi prévu au par. (9)

(11) Si le ministre lui renvoie une question, la Commission nomme promptement un ou plusieurs médiateurs. 1997, chap. 31, art. 128.

Avis en l'absence d'autres mesures

(12) Si la Commission ne prend aucune autre mesure dans le cas d'une question que lui renvoie un groupe de titulaires des droits liés au français, elle fait parvenir promptement un avis écrit de sa décision, accompagné the person named under subsection (8). 1997, c. 31, s. 128.

Notice where mediator appointed

(13) Where the Commission makes an appointment under subsection (10) or (11), it shall give to each party the name and address of each mediator and of each party. 1997, c. 31, s. 128.

Parties

- (14) The following are the parties to the mediation:
- 1. The Minister.
- 2. The school authority.
- 3. Where the referral was from a French-language rights holder group, the person named under subsection (8).
- 4. Any other person specified by the Commission. 1997, c. 31, s. 128.

Mediators

296. (1) Mediators shall be paid such remuneration as the Lieutenant Governor in Council may determine. 1997, c. 31, s. 128.

Who not eligible as mediator

(2) A mediator shall not be a member of the Commission. 1997, c. 31, s. 128.

Duties of mediator

(3) The mediator or mediators shall, after inquiring into the matter referred for mediation and conferring with the parties, endeavour to bring about an agreement and shall, within 21 days of being appointed, report to the Commission the agreement that has been reached, or the failure to bring about an agreement. 1997, c. 31, s. 128.

Extension of period of mediation

(4) The period referred to in subsection (3) may be extended by the Commission or by agreement of the parties to the mediation. 1997, c. 31, s. 128.

Duties of Commission and of school authority

297. (1) Where the report of the mediator or mediators to the Commission indicates failure to bring about an agreement, the Commission shall consider and inquire into all pertinent aspects of the matter referred to mediation and shall, within 21 days of its receipt of the report, recommend in writing a course of action that it considers appropriate to settle the matter and send copies of its recommendation to each party to the mediation. 1997, c. 31, s. 128.

Resolution by school authority

(2) Except where implementation of the recommendation would require a regulation under subsection 58.1 (2), within 30 days of the receipt by the school authority of the recommendation of the Commission, the school authority shall resolve either to implement the recommendation or not to implement the recommendation. 1997, c. 31, s. 128.

des motifs, à l'administration scolaire, au ministre et à la personne nommée aux termes du paragraphe (8). 1997, chap. 31, art. 128.

Avis en cas de nomination d'un médiateur

(13) Si la Commission nomme un ou plusieurs médiateurs aux termes du paragraphe (10) ou (11), elle communique à chaque partie les nom et adresse de chaque médiateur et de chaque partie. 1997, chap. 31, art. 128.

Parties

- (14) Les parties à la médiation sont les suivantes :
- 1. Le ministre.
- 2. L'administration scolaire.
- 3. La personne nommée aux termes du paragraphe (8), si le renvoi émane d'un groupe de titulaires des droits liés au français.
- 4. Les autres personnes que précise la Commission. 1997, chap. 31, art. 128.

Médiateurs

296. (1) Les médiateurs touchent la rémunération que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil. 1997, chap. 31, art. 128.

Non-admissibilité aux fonctions de médiateur

(2) Les médiateurs ne doivent pas être membres de la Commission. 1997, chap. 31, art. 128.

Fonctions du médiateur

(3) Après avoir mené une enquête sur la question soumise à leur médiation et s'être entretenus avec les parties, le ou les médiateurs s'efforcent de les faire parvenir à une entente et présentent, dans les 21 jours de leur nomination, un rapport à la Commission sur l'entente à laquelle les parties sont parvenues ou sur le fait qu'elles n'ont pu parvenir à une entente. 1997, chap. 31, art. 128.

Prorogation du délai de médiation

(4) Le délai visé au paragraphe (3) peut être prorogé par la Commission ou par la volonté des parties à la médiation. 1997, chap. 31, art. 128.

Fonctions de la Commission et de l'administration scolaire

297. (1) Si le rapport que le ou les médiateurs lui présentent révèle l'impossibilité de parvenir à une entente, la Commission étudie tous les aspects pertinents de la question soumise à la médiation, enquête à ce sujet et recommande par écrit, dans les 21 jours de la réception du rapport, les mesures qu'elle estime appropriées pour régler la question. Elle envoie des copies de sa recommandation à chaque partie à la médiation. 1997, chap. 31, art. 128.

Décision de l'administration scolaire

(2) Sauf si sa mise en oeuvre exige la prise d'un règlement en application du paragraphe 58.1 (2), l'administration scolaire décide, dans les 30 jours de la réception de la recommandation de la Commission, si elle va la mettre en oeuvre ou non. 1997, chap. 31, art. 128.

Notice of resolution

(3) The school authority shall give written notice of the resolution to each party. 1997, c. 31, s. 128.

Where school authority resolves not to implement recommendation

(4) A school authority that resolves not to implement the recommendation shall also give written reasons for the resolution to each party. 1997, c. 31, s. 128.

Time for notices and reasons

(5) The school authority shall give the notices and reasons within the 30-day period mentioned in subsection (2). 1997, c. 31, s. 128.

Second resolution by school authority

298. (1) A school authority that resolves not to implement the recommendation of the Commission may rescind the resolution and resolve to implement the recommendation. 1997, c. 31, s. 128.

Conflict with by-law

(2) In the event of a conflict between subsection (1) and a by-law of the school authority, subsection (1) prevails. 1997, c. 31, s. 128.

Time for second resolution

(3) A school authority must act under subsection (1) within 60 days after receiving the recommendation of the Commission. 1997, c. 31, s. 128.

Notice

(4) A school authority that acts under subsection (1) shall give written notice of its action to each party. 1997, c. 31, s. 128.

Reconsideration by Commission

299. (1) Where a school authority does not resolve to implement the recommendation of the Commission within the period of time mentioned in section 297 or 298, as the case requires, the Commission shall reconsider the matter and shall make a written report and recommendation to the Minister in respect of the matter. 1997, c. 31, s. 128.

Order by Minister

(2) The Minister shall consider the report and recommendation of the Commission under subsection (1) and shall make such order to the school authority or the Commission, or both, or take such other action, to deal with the matter as the Minister considers appropriate in the circumstances. 1997, c. 31, s. 128.

Report and recommendation not binding on Minister

(3) The report and recommendation of the Commission are not binding on the Minister, and the Minister is not required to give to any person an opportunity to make submissions or to be heard before making an order under subsection (2). 1997, c. 31, s. 128.

Enforcement of order

(4) An order by the Minister under subsection (2), exclusive of the reasons, if any, therefor may be filed in

Avis de décision

(3) L'administration scolaire communique un avis écrit de sa décision à chaque partie. 1997, chap. 31, art. 128.

Décision de ne pas mettre en oeuvre la recommandation

(4) L'administration scolaire qui décide de ne pas mettre en oeuvre la recommandation donne également les motifs écrits de sa décision à chaque partie. 1997, chap. 31, art. 128.

Délai

(5) L'administration scolaire communique ses avis et motifs dans le délai de 30 jours visé au paragraphe (2). 1997, chap. 31, art. 128.

Deuxième décision de l'administration scolaire

298. (1) L'administration scolaire qui décide de ne pas mettre en oeuvre la recommandation de la Commission peut annuler sa première décision et décider de mettre en oeuvre la recommandation. 1997, chap. 31, art. 128.

Incompatibilité

(2) Le paragraphe (1) l'emporte sur les dispositions incompatibles des règlements administratifs de l'administration scolaire. 1997, chap. 31, art. 128.

Délai

(3) L'administration scolaire agit en vertu du paragraphe (1) dans les 60 jours qui suivent la réception de la recommandation de la Commission. 1997, chap. 31, art. 128.

Avis

(4) L'administration scolaire qui agit en vertu du paragraphe (1) communique un avis écrit des mesures qu'elle prend à chaque partie. 1997, chap. 31, art. 128.

Réexamen par la Commission

299. (1) Si l'administration scolaire ne décide pas de mettre en oeuvre la recommandation de la Commission dans le délai visé à l'article 297 ou 298, selon le cas, la Commission réexamine la question et présente un rapport et sa recommandation par écrit au ministre à cet égard. 1997, chap. 31, art. 128.

Arrêté du ministre

(2) Le ministre étudie le rapport et la recommandation que lui présente la Commission aux termes du paragraphe (1) et prend, à l'intention de l'administration scolaire ou de la Commission, ou des deux, l'arrêté ou les autres mesures qu'il estime appropriées dans les circonstances pour régler la question. 1997, chap. 31, art. 128.

Le rapport et la recommandation ne lient pas le ministre

(3) Le rapport et la recommandation de la Commission ne lient pas le ministre, qui n'est pas tenu de donner à qui que ce soit l'occasion de présenter des observations ou d'être entendu avant de prendre l'arrêté prévu au paragraphe (2). 1997, chap. 31, art. 128.

Mise à exécution de l'arrêté

(4) L'arrêté que prend le ministre aux termes du paragraphe (2), sans les motifs, le cas échéant, peut être déthe Superior Court of Justice. 1997, c. 31, s. 128; 2000, c. 11, s. 21.

Same

(5) An order filed under subsection (4) shall be entered in the same way as a judgment or order of the Superior Court of Justice and is enforceable as an order of that court. 1997, c. 31, s. 128; 2000, c. 11, s. 21.

Service of order

- (6) An order by the Minister under subsection (2),
- (a) to a school authority is effective according to its terms when a copy is served on the secretary of the school authority; and
- (b) to the Commission is effective according to its terms when a copy is served on the chair of the Commission. 1997, c. 31, s. 128.

PART XIII BEHAVIOUR, DISCIPLINE AND SAFETY

Interpretation

300. (1) In this Part,

"school premises" means, with respect to a school, the school buildings and premises. 2000, c. 12, s. 3.

Same

(2) In this Part, where reference is made to a regulation or to a matter prescribed by regulation, it means a regulation to be made by the Minister under this Part. 2000, c. 12, s. 3.

Provincial code of conduct

301. (1) The Minister may establish a code of conduct governing the behaviour of all persons in schools. 2000, c. 12, s. 3.

Purposes

- (2) The following are the purposes of the code of conduct:
 - 1. To ensure that all members of the school community, especially people in positions of authority, are treated with respect and dignity.
 - To promote responsible citizenship by encouraging appropriate participation in the civic life of the school community.
 - 3. To maintain an environment where conflict and difference can be addressed in a manner characterized by respect and civility.
 - 4. To encourage the use of non-violent means to resolve conflict.
 - 5. To promote the safety of people in the schools.
 - 6. To discourage the use of alcohol and illegal drugs. 2000, c. 12, s. 3.

posé à la Cour supérieure de justice. 1997, chap. 31, art. 128; 2000, chap. 11, art. 21.

Idem

(5) L'arrêté déposé en vertu du paragraphe (4) est inscrit de la même façon qu'un jugement ou une ordonnance de la Cour supérieure de justice et est exécutoire au même titre. 1997, chap. 31, art. 128; 2000, chap. 11, art. 21.

Signification de l'arrêté

- (6) L'arrêté que prend le ministre aux termes du paragraphe (2):
 - a) prend effet selon ses termes lorsqu'une copie en est signifiée au secrétaire de l'administration, s'il s'adresse à une administration scolaire;
 - b) prend effet selon ses termes lorsqu'une copie en est signifiée au président de la Commission, s'il s'adresse à celle-ci. 1997, chap. 31, art. 128.

PARTIE XIII COMPORTEMENT, MESURES DISCIPLINAIRES ET SÉCURITÉ

Disposition interprétative

300. (1) La définition qui suit s'applique à la présente partie.

«lieux scolaires» À l'égard d'une école, s'entend à la fois des bâtiments et des terrains. 2000, chap. 12, art. 3.

Idem

(2) La mention dans la présente partie d'un règlement ou d'une question prescrite par règlement vaut mention d'un règlement que doit prendre le ministre en application de cette partie. 2000, chap. 12, art. 3.

Code de conduite provincial

301. (1) Le ministre peut élaborer un code de conduite régissant le comportement de quiconque se trouve dans une école. 2000, chap. 12, art. 3.

Objets

- (2) Les objets du code de conduite sont les suivants :
 - Veiller à ce que tous les membres de la communauté scolaire, en particulier les personnes en situation d'autorité, soient traités avec respect et dignité.
- Promouvoir le civisme en favorisant une participation appropriée à la vie civique de la communauté scolaire.
- 3. Maintenir un climat dans lequel les conflits et les différends peuvent se régler dans le respect et la civilité.
- 4. Favoriser l'utilisation de moyens pacifiques pour résoudre les conflits.
- 5. Promouvoir la sécurité de quiconque se trouve dans une école.
- 6. Décourager la consommation d'alcool et de drogues illicites. 2000, chap. 12, art. 3.

Notice

(3) Every board shall take such steps as the Minister directs to bring the code of conduct to the attention of pupils, parents and guardians of pupils and others who may be present in schools under the jurisdiction of the board. 2000, c. 12, s. 3.

Code is policy

(4) The code of conduct is a policy of the Minister. 2000, c. 12, s. 3.

Policies and guidelines governing conduct

(5) The Minister may establish additional policies and guidelines with respect to the conduct of persons in schools. 2000, c. 12, s. 3.

Same, governing discipline

(6) The Minister may establish policies and guidelines with respect to disciplining pupils, specifying, for example, the circumstances in which a pupil is subject to discipline and the forms and the extent of discipline that may be imposed in particular circumstances. 2000, c. 12, s. 3.

Same, promoting safety

(7) The Minister may establish policies and guidelines to promote the safety of pupils. 2000, c. 12, s. 3.

Different policies, etc.

(8) The Minister may establish different policies and guidelines under this section for different circumstances, for different locations and for different classes of persons. 2000, c. 12, s. 3.

Duty of boards

(9) The Minister may require boards to comply with policies and guidelines established under this section. 2000, c. 12, s. 3.

Not regulations

(10) Policies and guidelines established under this section are not regulations within the meaning of the *Regulations Act.* 2000, c. 12, s. 3.

Board's policies and guidelines governing conduct

302. (1) Every board shall establish policies and guidelines with respect to the conduct of persons in schools within the board's jurisdiction and the policies and guidelines must address such matters and include such requirements as the Minister may specify. 2000, c. 12, s. 3.

Same, governing discipline

(2) A board may establish policies and guidelines with respect to disciplining pupils, and the policies and guidelines must be consistent with this Part and with the policies and guidelines established by the Minister under section 301, and must address such matters and include such requirements as the Minister may specify. 2000, c. 12, s. 3.

Publicité

(3) Chaque conseil prend les mesures qu'ordonne le ministre pour porter le code de conduite à l'attention des élèves, de leurs parents et tuteurs et des autres personnes qui sont susceptibles de se trouver dans les écoles qui relèvent de sa compétence. 2000, chap. 12, art. 3.

Assimilation du code à une politique

(4) Le code de conduite est une politique du ministre. 2000, chap. 12, art. 3.

Politiques et lignes directrices en matière de conduite

(5) Le ministre peut établir des politiques et des lignes directrices supplémentaires en ce qui concerne la conduite de quiconque se trouve dans une école. 2000, chap. 12, art. 3.

Idem: mesures disciplinaires

(6) Le ministre peut établir des politiques et des lignes directrices relatives aux mesures disciplinaires qui peuvent être imposées aux élèves et y préciser par exemple les circonstances dans lesquelles un élève s'expose à de telles mesures ainsi que les formes qu'elles peuvent prendre dans des circonstances particulières et l'étendue qu'elles peuvent alors avoir. 2000, chap. 12, art. 3.

Idem: sécurité

(7) Le ministre peut établir des politiques et des lignes directrices visant à promouvoir la sécurité des élèves. 2000, chap. 12, art. 3.

Variation

(8) Les politiques et les lignes directrices qu'établit le ministre en vertu du présent article peuvent varier selon les circonstances, le lieu et la catégorie de personnes. 2000, chap. 12, art. 3.

Obligation des conseils

(9) Le ministre peut exiger des conseils qu'ils se conforment aux politiques et aux lignes directrices établies en vertu du présent article. 2000, chap. 12, art. 3.

Non des règlements

(10) Les politiques et les lignes directrices établies en vertu du présent article ne sont pas des règlements au sens de la *Loi sur les règlements*. 2000, chap. 12, art. 3.

Politiques et lignes directrices du conseil en matière de conduite

302. (1) Chaque conseil établit des politiques et des lignes directrices relatives à la conduite de quiconque se trouve dans les écoles qui relèvent de sa compétence, lesquelles doivent traiter des questions et comporter les exigences que précise le ministre. 2000, chap. 12, art. 3.

Idem: mesures disciplinaires

(2) Le conseil peut établir des politiques et des lignes directrices relatives aux mesures disciplinaires qui peuvent être imposées aux élèves, lesquelles doivent être compatibles avec la présente partie et avec les politiques et les lignes directrices qu'établit le ministre en vertu de l'article 301 et traiter des questions et comporter les exigences que précise celui-ci. 2000, chap. 12, art. 3.

Same, promoting safety

(3) If required to do so by the Minister, a board shall establish policies and guidelines to promote the safety of pupils, and the policies and guidelines must be consistent with those established by the Minister under section 301 and must address such matters and include such requirements as the Minister may specify. 2000, c. 12, s. 3.

Same, governing access to school premises

(4) A board may establish policies and guidelines governing access to school premises, and the policies and guidelines must be consistent with the regulations made under section 305 and must address such matters and include such requirements as the Minister may specify. 2000, c. 12, s. 3.

Same, governing appropriate dress

(5) If required to do so by the Minister, a board shall establish policies and guidelines respecting appropriate dress for pupils in schools within the board's jurisdiction, and the policies and guidelines must address such matters and include such requirements as the Minister may specify. 2000, c. 12, s. 3

Same, procedural matters

(6) A board shall establish policies and guidelines governing a review or appeal of a decision to suspend a pupil and governing, with respect to expulsions, a principal's inquiry, an expulsion hearing and an appeal of a decision to expel a pupil, and the policies and guidelines must address such matters and include such requirements as the Minister may specify. 2000, c. 12, s. 3.

Different policies, etc.

(7) A board may establish different policies and guidelines under this section for different circumstances, for different locations and for different classes of persons. 2000, c. 12, s. 3.

Role of school councils

(8) When establishing policies and guidelines under this section, a board shall consider the views of school councils with respect to the contents of the policies and guidelines. 2000, c. 12, s. 3.

Periodic review

(9) The board shall periodically review its policies and guidelines established under this section and shall solicit the views of pupils, teachers, staff, volunteers working in the schools, parents and guardians, school councils and the public. 2000, c. 12, s. 3.

Not regulations

(10) Policies and guidelines established under this section are not regulations within the meaning of the Regulations Act. 2000, c. 12, s. 3.

Local codes of conduct

303. (1) A board may direct the principal of a school to establish a local code of conduct governing the behaviour of all persons in the school, and the local code must be consistent with the provincial code established under subsection 301 (1) and must address such matters and

Idem : sécurité

(3) Si le ministre l'exige, le conseil établit des politiques et des lignes directrices visant à promouvoir la sécurité des élèves, lesquelles doivent être compatibles avec celles qu'établit le ministre en vertu de l'article 301 et traiter des questions et comporter les exigences que précise celui-ci. 2000, chap. 12, art. 3.

Idem: accès aux lieux scolaires

(4) Le conseil peut établir des politiques et des lignes directrices régissant l'accès aux lieux scolaires, lesquelles doivent être compatibles avec les règlements pris en application de l'article 305 et traiter des questions et comporter les exigences que précise le ministre. 2000, chap. 12, art. 3.

Idem: tenue vestimentaire

(5) Si le ministre l'exige, le conseil établit des politiques et des lignes directrices relatives au port d'une tenue vestimentaire appropriée par les élèves des écoles qui relèvent de sa compétence, lesquelles doivent traiter des questions et comporter les exigences que précise le ministre. 2000, chap. 12, art. 3.

Idem: procédure

(6) Le conseil établit des politiques et des lignes directrices régissant le réexamen ou l'appel d'une décision de suspendre un élève et, en ce qui concerne les renvois, l'enquête du directeur d'école, l'audience de renvoi et l'appel de la décision de renvoyer un élève, lesquelles doivent traiter des questions et comporter les exigences que précise le ministre. 2000, chap. 12, art. 3.

(7) Les politiques et les lignes directrices qu'établit le conseil en vertu du présent article peuvent varier selon les circonstances, le lieu et la catégorie de personnes. 2000, chap. 12, art. 3.

Rôle des conseils d'école

(8) Lorsqu'il établit les politiques et les lignes directrices prévues au présent article, le conseil tient compte des vues des conseils d'école sur leur contenu. 2000, chap. 12, art. 3.

Examen périodique

(9) Le conseil examine périodiquement les politiques et les lignes directrices qu'il établit en vertu du présent article et sollicite alors les vues des élèves, des enseignants, du personnel, des bénévoles qui travaillent dans les écoles, des parents et tuteurs, des conseils d'école et du public. 2000, chap. 12, art. 3.

Non des règlements

(10) Les politiques et les lignes directrices établies en vertu du présent article ne sont pas des règlements au sens de la Loi sur les règlements. 2000, chap. 12, art. 3.

Codes de conduite internes

303. (1) Tout conseil peut ordonner au directeur d'une école d'élaborer un code de conduite interne régissant le comportement de quiconque se trouve dans l'école, lequel doit être compatible avec le code provincial élaboré en vertu du paragraphe 301 (1) et traiter des questions et

include such requirements as the board may specify. 2000, c. 12, s. 3.

Same, mandatory

(2) A board shall direct a principal to establish a local code of conduct if the board is required to do so by the Minister, and the local code must address such matters and include such requirements as the Minister may specify. 2000, c. 12, s. 3.

Role of school council

(3) When establishing or reviewing a local code of conduct, the principal shall consider the views of the school council with respect to its contents. 2000, c. 12, s. 3.

Not regulation

(4) A local code of conduct is not a regulation within the meaning of the *Regulations Act.* 2000, c. 12, s. 3.

Opening and closing exercises at schools

304. (1) Every board shall ensure that opening or closing exercises are held in each school under the board's jurisdiction, in accordance with the requirements set out in the regulations. 2000, c. 12, s. 3.

Same

(2) The opening or closing exercises must include the singing of *O Canada* and may include the recitation of a pledge of citizenship in the form set out in the regulations. 2000, c. 12, s. 3.

Exceptions

(3) A pupil is not required to participate in the opening or closing exercises in such circumstances as are prescribed by regulation. 2000, c. 12, s. 3.

Access to school premises

305. (1) The Minister may make regulations governing access to school premises, specifying classes of persons who are permitted to be on school premises and specifying the days and times at which different classes of persons are prohibited from being on school premises. 2000, c. 12, s. 3.

Prohibition

(2) No person shall enter or remain on school premises unless he or she is authorized by regulation to be there on that day or at that time. 2000, c. 12, s. 3.

Same, board policy

(3) A person shall not enter or remain on school premises if he or she is prohibited under a board policy from being there on that day or at that time. 2000, c. 12, s. 3.

Direction to leave

(4) The principal of a school may direct a person to leave the school premises if the principal believes that the person is prohibited by regulation or under a board policy from being there. 2000, c. 12, s. 3.

Offence

(5) Every person who contravenes subsection (2) is guilty of an offence. 2000, c. 12, s. 3.

comporter les exigences que précise le conseil. 2000, chap. 12, art. 3.

Idem: obligation du conseil

(2) Si le ministre l'exige, le conseil ordonne au directeur d'école d'élaborer un code de conduite interne, lequel doit traiter des questions et comporter les exigences que précise le ministre. 2000, chap. 12, art. 3.

Rôle des conseils d'école

(3) Lorsqu'il élabore ou examine un code de conduite interne, le directeur d'école tient compte des vues du conseil d'école sur son contenu. 2000, chap. 12, art. 3.

Non des règlements

(4) Les codes de conduite internes ne sont pas des règlements au sens de la *Loi sur les règlements*. 2000, chap. 12, art. 3.

Rassemblement

304. (1) Chaque conseil veille à ce qu'un rassemblement se tienne au début ou à la fin du jour de classe conformément aux règlements dans toutes les écoles qui relèvent de sa compétence. 2000, chap. 12, art. 3.

Idem

(2) Au cours du rassemblement, on doit chanter le Ô Canada et on peut réciter une déclaration de citoyenneté, rédigée sous la forme qu'énoncent les règlements. 2000, chap. 12, art. 3.

Dispense

(3) Un élève n'est pas tenu de participer au rassemblement dans les circonstances que prescrivent les règlements. 2000, chap. 12, art. 3.

Accès aux lieux scolaires

305. (1) Le ministre peut, par règlement, régir l'accès aux lieux scolaires, préciser les catégories de personnes auxquelles il est permis de s'y trouver et préciser les jours et les heures où cela est interdit à des catégories différentes de personnes. 2000, chap. 12, art. 3.

Interdiction

(2) Nul ne doit entrer ni rester dans des lieux scolaires à moins d'être autorisé par règlement à s'y trouver ce jour-là ou à cette heure-là. 2000, chap. 12, art. 3.

Idem : politique du conseil

(3) Nul ne doit entrer ni rester dans des lieux scolaires si une politique du conseil lui interdit de s'y trouver ce jour-là ou à cette heure-là. 2000, chap. 12, art. 3.

Ordre de quitter les lieux

(4) Tout directeur d'école peut ordonner à qui que ce soit de quitter des lieux scolaires s'il croit que les règlements ou une politique du conseil lui interdit de s'y trouver. 2000, chap. 12, art. 3.

Infraction

(5) Quiconque contrevient au paragraphe (2) est coupable d'une infraction. 2000, chap. 12, art. 3.

Mandatory suspension of a pupil

- **306.** (1) It is mandatory that a pupil be suspended from his or her school and from engaging in all school-related activities if the pupil commits any of the following infractions while he or she is at school or is engaged in a school-related activity:
 - 1. Uttering a threat to inflict serious bodily harm on another person.
 - 2. Possessing alcohol or illegal drugs.
 - 3. Being under the influence of alcohol.
 - 4. Swearing at a teacher or at another person in a position of authority.
 - Committing an act of vandalism that causes extensive damage to school property at the pupil's school or to property located on the premises of the pupil's school.
 - 6. Engaging in another activity that, under a policy of the board, is one for which a suspension is mandatory. 2000, c. 12, s. 3.

Duration of mandatory suspension

(2) The minimum duration of a mandatory suspension is one school day and the maximum duration is 20 school days. The minimum and maximum duration may be varied by regulation, and different standards may be established for different circumstances or different classes of persons. 2000, c. 12, s. 3.

Duties of teachers

(3) If a teacher observes a pupil committing an infraction that requires a mandatory suspension, the teacher shall suspend the pupil or refer the matter to the principal. 2000, c. 12, s. 3.

Duty to suspend, principal

(4) The principal has a duty to suspend a pupil who commits an infraction requiring a mandatory suspension, unless a teacher has already suspended the pupil for the infraction. 2000, c. 12, s. 3.

Mitigating factors

(5) Despite subsection (1), suspension of a pupil is not mandatory in such circumstances as may be prescribed by regulation. 2000, c. 12, s. 3.

Restriction on suspension by teacher

(6) A teacher cannot suspend a pupil under this section for a period longer than the minimum duration required by subsection (2). 2000, c. 12, s. 3.

Referral to principal

(7) If a teacher who suspends a pupil under this section is of the opinion that a longer suspension of the pupil is warranted, the teacher shall recommend to the principal that the suspension be extended. 2000, c. 12, s. 3.

Extension by principal

(8) Upon receiving a recommendation from a teacher to extend the suspension imposed on a pupil by the teacher, the principal may extend the suspension up to the

Suspension obligatoire d'un élève

- 306. (1) Il est obligatoire de suspendre, en l'excluant temporairement de l'école et de toutes les activités scolaires, l'élève qui commet une des infractions suivantes pendant qu'il se trouve à l'école ou qu'il prend part à une activité scolaire :
 - 1. Menacer verbalement d'infliger des dommages corporels graves à autrui.
 - 2. Être en possession d'alcool ou de drogues illicites.
 - 3. Être en état d'ébriété.
 - 4. Dire des grossièretés à un enseignant ou à une autre personne en situation d'autorité.
 - 5. Commettre un acte de vandalisme qui cause des dommages importants aux biens scolaires de son école ou aux biens situés sur les lieux de celle-ci.
 - 6. Se livrer à une autre activité punissable d'une suspension obligatoire aux termes d'une politique du conseil. 2000, chap. 12, art. 3.

Durée de la suspension obligatoire

(2) La durée minimale d'une suspension obligatoire est d'un jour de classe et sa durée maximale, de 20 jours de classe. Ces durées peuvent être modifiées par règlement et des normes différentes peuvent être établies pour des circonstances différentes ou des catégories différentes de personnes. 2000, chap. 12, art. 3.

Obligation de l'enseignant

(3) L'enseignant qui voit un élève en train de commettre une infraction punissable d'une suspension obligatoire le suspend ou soumet la question au directeur d'école. 2000, chap. 12, art. 3.

Obligation du directeur

(4) Il incombe au directeur d'école de suspendre l'élève qui commet une infraction punissable d'une suspension obligatoire, à moins qu'un enseignant ne l'ait déjà fait. 2000, chap. 12, art. 3.

Facteurs atténuants

(5) Malgré le paragraphe (1), la suspension d'un élève n'est pas obligatoire dans les circonstances que prescrivent les règlements. 2000, chap. 12, art. 3.

Restriction: suspension par l'enseignant

(6) Un enseignant ne peut suspendre un élève en vertu du présent article pour une durée supérieure à la durée minimale exigée par le paragraphe (2). 2000, chap. 12, art. 3.

Recommandation de l'enseignant

(7) L'enseignant qui suspend un élève en vertu du présent article et qui est d'avis qu'une suspension plus longue se justifie en recommande la prolongation au directeur d'école. 2000, chap. 12, art. 3.

Prolongation par le directeur

(8) Le directeur d'école peut prolonger la suspension d'un élève, jusqu'à concurrence de la durée maximale permise par le paragraphe (2), dès qu'il reçoit la recom-

maximum duration permitted by subsection (2). 2000, c. 12, s. 3.

Factors affecting duration of suspension

(9) In order to determine the duration of a mandatory suspension, the principal shall consider the pupil's history and such other factors as may be prescribed by regulation and the principal may consider such other matters as he or she considers appropriate. 2000, c. 12, s. 3.

Notice

(10) The teacher or principal who suspends a pupil under this section shall ensure that written notice of the mandatory suspension is given promptly to the pupil and, if the pupil is a minor, to the pupil's parent or guardian. 2000, c. 12, s. 3.

Policies and guidelines

(11) The Minister may issue policies and guidelines to boards to assist principals and teachers in interpreting and administering this section. 2000, c. 12, s. 3.

School-related activities

(12) A pupil who is suspended is not considered to be engaged in school-related activities by virtue of using services, taking a course or participating in a program to assist such pupils. 2000, c. 12, s. 3.

Definition

- (13) In this section,
- "mandatory suspension" means a suspension required by subsection (1). 2000, c. 12, s. 3.
 - (14) SPENT: 2000, c. 12, s. 3.

Discretionary suspension of a pupil

307. (1) A pupil may be suspended if he or she engages in an activity that, under a policy of the board, is an activity for which suspension is discretionary. 2000, c. 12, s. 3.

Same

- (2) A pupil may be suspended,
- (a) from his or her school and from engaging in all school-related activities; or
- (b) from one or more classes or one or more school-related activities or both. 2000, c. 12, s. 3.

Duration of discretionary suspension

(3) The minimum duration of a discretionary suspension is as specified by the board policy that authorizes the suspension and the maximum duration is 20 school days. The maximum duration may be varied by regulation, and different standards may be established for different circumstances or different classes of persons. 2000, c. 12, s. 3.

Authority to suspend, principal

(4) The principal may suspend a pupil who engages in an activity for which suspension is discretionary. 2000, c. 12, s. 3.

mandation en ce sens de l'enseignant qui a imposé la suspension. 2000, chap. 12, art. 3.

Facteurs influant sur la durée de la suspension

(9) Pour fixer la durée d'une suspension obligatoire, le directeur d'école doit tenir compte des antécédents de l'élève et des autres facteurs que prescrivent les règlements et peut tenir compte des autres éléments qu'il estime appropriés. 2000, chap. 12, art. 3.

Avis

(10) L'enseignant ou le directeur d'école qui impose une suspension obligatoire à un élève en vertu du présent article veille à ce qu'un avis écrit en soit remis promptement à l'élève et, s'il est mineur, à son père, à sa mère ou à son tuteur. 2000, chap. 12, art. 3.

Politiques et lignes directrices

(11) Le ministre peut communiquer des politiques et des lignes directrices aux conseils pour aider les directeurs d'école et les enseignants à interpréter et à appliquer le présent article. 2000, chap. 12, art. 3.

Activités scolaires

(12) Les élèves suspendus qui utilisent les services, suivent les cours ou participent aux programmes destinés aux élèves dans leur situation ne sont pas réputés prendre part de ce fait à des activités scolaires. 2000, chap. 12, art. 3.

Définition

- (13) La définition qui suit s'applique au présent article. «suspension obligatoire» Suspension exigée par le paragraphe (1). 2000, chap. 12, art. 3.
 - (14) PÉRIMÉ: 2000, chap. 12, art. 3.

Suspension discrétionnaire d'un élève

307. (1) Il est permis de suspendre l'élève qui se livre à une activité punissable d'une suspension discrétionnaire aux termes d'une politique du conseil. 2000, chap. 12, art. 3.

Idem

- (2) La suspension a pour effet d'exclure l'élève temporairement :
 - a) soit de son école et de toutes les activités scolaires;
 - soit d'une ou de plusieurs classes ou d'une ou de plusieurs activités scolaires, ou des unes et des autres. 2000, chap. 12, art. 3.

Durée de la suspension discrétionnaire

(3) La durée minimale d'une suspension discrétionnaire est celle que précise la politique du conseil qui l'autorise et sa durée maximale, de 20 jours de classe. La durée maximale peut être modifiée par règlement et des normes différentes peuvent être établies selon les circonstances ou la catégorie de personnes. 2000, chap. 12, art. 3.

Pouvoir du directeur

(4) Le directeur d'école peut suspendre l'élève qui se livre à une activité punissable d'une suspension discrétionnaire. 2000, chap. 12, art. 3.

Authority of teachers

(5) If a teacher observes a pupil engaging in an activity for which suspension is discretionary, the teacher may suspend the pupil or refer the matter to the principal. 2000, c. 12, s. 3.

Restriction on suspension by teacher

(6) A teacher cannot suspend a pupil under this section for a period longer than the minimum duration described in subsection (3). 2000, c. 12, s. 3.

Other matters

(7) Subsections 306 (7) to (10) and 306 (12) apply, with necessary modifications, with respect to a discretionary suspension under this section. 2000, c. 12, s. 3.

Definition

- (8) In this section,
- "discretionary suspension" means a suspension authorized by subsection (1). 2000, c. 12, s. 3.
 - (9) SPENT: 2000, c. 12, s. 3.

Review of suspension

- **308.** (1) The following persons may request a review of a decision to suspend a pupil, other than a decision to suspend a pupil for one day or less:
 - 1. If the pupil is a minor, his or her parent or guardian.
 - 2. If the pupil is not a minor, the pupil.
 - 3. Such other persons as may be specified in a policy of the board. 2000, c. 12, s. 3.

The review process

(2) The review shall be conducted in accordance with the requirements established by board policy. 2000, c. 12, s. 3.

Same

(3) The review shall be conducted by the person specified in the board policy and, for the purposes of the review, the person has the powers and duties set out in the policy. 2000, c. 12, s. 3.

Appeal of suspension

- (4) Following a review, the following persons may appeal a decision to suspend a pupil, other than a decision to suspend a pupil for one day or less:
 - 1. If the pupil is a minor, his or her parent or guardian
 - 2. If the pupil is not a minor, the pupil.
 - 3. Such other persons as may be specified by board policy. 2000, c. 12, s. 3.

The appeal process

(5) An appeal under this section must be conducted in accordance with the requirements established by board policy. 2000, c. 12, s. 3.

Pouvoir de l'enseignant

(5) L'enseignant qui voit un élève en train de se livrer à une activité punissable d'une suspension discrétionnaire peut le suspendre ou soumettre la question au directeur d'école. 2000, chap. 12, art. 3.

Restriction: suspension par l'enseignant

(6) Un enseignant ne peut suspendre un élève en vertu du présent article pour une durée supérieure à la durée minimale visée au paragraphe (3). 2000, chap. 12, art. 3.

Autres questions

(7) Les paragraphes 306 (7) à (10) et 306 (12) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard de la suspension discrétionnaire prévue au présent article. 2000, chap. 12, art. 3.

Définition

- (8) La définition qui suit s'applique au présent article. «suspension discrétionnaire» Suspension autorisée par le paragraphe (1). 2000, chap. 12, art. 3.
 - (9) PÉRIMÉ: 2000, chap. 12, art. 3.

Réexamen des suspensions

- 308. (1) Les personnes suivantes peuvent demander le réexamen de la décision de suspendre un élève, sauf si la suspension est d'un jour ou moins :
 - 1. Le père, la mère ou le tuteur de l'élève mineur.
 - 2. L'élève majeur.
 - 3. Les autres personnes que précise la politique du conseil. 2000, chap. 12, art. 3.

Processus de réexamen

(2) Le réexamen s'effectue conformément aux exigences que précise la politique du conseil. 2000, chap. 12, art. 3.

Idem

(3) Le réexamen est effectué par la personne que précise la politique du conseil et, à cette fin, celle-ci a les pouvoirs et fonctions qui y sont également précisés. 2000, chap. 12, art. 3.

Appel des suspensions

- (4) À l'issue d'un réexamen, les personnes suivantes peuvent appeler de la décision de suspendre l'élève, sauf si la suspension est d'un jour ou moins :
 - 1. Le père, la mère ou le tuteur de l'élève mineur.
 - 2. L'élève majeur.
 - 3. Les autres personnes que précise la politique du conseil. 2000, chap. 12, art. 3.

Processus d'appel

(5) L'appel prévu au présent article se conduit conformément aux exigences que précise la politique du conseil. 2000, chap. 12, art. 3.

(6) The board shall hear and determine an appeal and, for that purpose, the board has the powers and duties set out in its policy. The decisions of the board are final. 2000, c. 12, s. 3.

Delegation by board

- (7) The board may delegate its powers and duties under subsection (6) to a committee of the board, and may impose conditions and restrictions on the committee. 2000, c. 12, s. 3.
 - (8) SPENT: 2000, c. 12, s. 3.

Mandatory expulsion of a student

- **309.** (1) It is mandatory that a pupil be expelled if the pupil commits any of the following infractions while he or she is at school or is engaged in a school-related activity:
 - Possessing a weapon, including possessing a firearm.
 - 2. Using a weapon to cause or to threaten bodily harm to another person.
 - Committing physical assault on another person that causes bodily harm requiring treatment by a medical practitioner.
 - 4. Committing sexual assault.
 - 5. Trafficking in weapons or in illegal drugs.
 - 6. Committing robbery.
 - 7. Giving alcohol to a minor.
 - 8. Engaging in another activity that, under a policy of the board, is one for which expulsion is mandatory. 2000, c. 12, s. 3.

Duty to suspend pending expulsion, principal

(2) The principal shall suspend a pupil who the principal believes may have committed an infraction for which expulsion is mandatory. 2000, c. 12, s. 3.

Mitigating factors

(3) Despite subsection (1), expulsion of a pupil is not mandatory in such circumstances as may be prescribed by regulation. 2000, c. 12, s. 3.

Action following suspension

(4) If the principal suspends a pupil under subsection (2), the principal shall promptly refer the matter to the board or conduct an inquiry to determine whether the pupil has committed an infraction for which expulsion is mandatory. 2000, c. 12, s. 3.

Notice of suspension

(5) The principal shall ensure that written notice of the suspension under subsection (2) is given promptly to the pupil and, if the pupil is a minor, to the pupil's parent or guardian. 2000, c. 12, s. 3.

Conduct of inquiry

(6) The principal's inquiry shall be conducted in accordance with the requirements established by a policy of the board and the powers and duties of the principal are as specified by board policy. 2000, c. 12, s. 3.

Idem

(6) Le conseil entend et tranche l'appel et, à cette fin, il a les pouvoirs et fonctions que précise sa politique. Ses décisions sont définitives. 2000, chap. 12, art. 3.

Délégation par le conseil

- (7) Le conseil peut déléguer les pouvoirs et fonctions que lui attribue le paragraphe (6) à un de ses comités, auquel il peut imposer des conditions et des restrictions. 2000, chap. 12, art. 3.
 - (8) PÉRIMÉ: 2000, chap. 12, art. 3.

Renvoi obligatoire d'un élève

- **309.** (1) Il est obligatoire de renvoyer l'élève qui commet une des infractions suivantes pendant qu'il se trouve à l'école ou qu'il prend part à une activité scolaire :
 - 1. Être en possession d'une arme, notamment une arme à feu.
 - 2. Se servir d'une arme pour infliger ou menacer d'infliger des dommages corporels à autrui.
 - 3. Faire subir à autrui une agression physique qui cause des dommages corporels nécessitant les soins d'un professionnel de la santé.
 - 4. Commettre une agression sexuelle.
 - 5. Faire le trafic d'armes ou de drogues illicites.
 - 6. Commettre un vol qualifié.
 - 7. Donner de l'alcool à un mineur.
 - 8. Se livrer à une autre activité punissable d'un renvoi obligatoire aux termes d'une politique du conseil. 2000, chap. 12, art. 3.

Obligation de suspendre l'élève en attente de renvoi : directeur

(2) Le directeur d'école qui croit qu'un élève a peutêtre commis une infraction punissable d'un renvoi obligatoire le suspend. 2000, chap. 12, art. 3.

Facteurs atténuants

(3) Malgré le paragraphe (1), le renvoi d'un élève n'est pas obligatoire dans les circonstances que prescrivent les règlements. 2000, chap. 12, art. 3.

Mesures consécutives à la suspension

(4) Le directeur d'école qui suspend un élève aux termes du paragraphe (2) soumet promptement la question au conseil ou mène une enquête pour établir si l'élève a commis une infraction punissable d'un renvoi obligatoire. 2000, chap. 12, art. 3.

Avis de suspension

(5) Le directeur d'école veille à ce qu'un avis écrit de la suspension imposée aux termes du paragraphe (2) soit remis promptement à l'élève et, s'il est mineur, à son père, à sa mère ou à son tuteur. 2000, chap. 12, art. 3.

Déroulement de l'enquête

(6) Le directeur d'école mène son enquête conformément aux exigences que précise la politique du conseil et ses pouvoirs et fonctions sont tels qu'ils y sont également précisés. 2000, chap. 12, art. 3.

Action following inquiry

- (7) If, after the inquiry, the principal is satisfied that the pupil committed an infraction for which expulsion is mandatory, the principal shall,
 - (a) impose a limited expulsion as described in subsection (14) on the pupil; or
 - (b) refer the matter to the board for its determination. 2000, c. 12, s. 3.

Restriction on expulsion by principal

(8) The principal cannot expel a pupil if more than 20 school days have expired since the principal suspended the student under subsection (2), unless the parties to the inquiry agree upon a later deadline. 2000, c. 12, s. 3.

Hearing by board

(9) When a matter is referred to the board under subsection (4) or clause (7) (b), the board shall hold an expulsion hearing and, for that purpose, the board has the powers and duties specified by board policy. 2000, c. 12, s. 3.

Conduct of hearing

(10) The expulsion hearing shall be conducted in accordance with the requirements established by board policy. 2000, c. 12, s. 3.

Duty to expel, board

(11) If, after the expulsion hearing, the board is satisfied that the pupil committed an infraction for which expulsion is mandatory, the board shall impose a limited expulsion as described in subsection (14) or a full expulsion as described in subsection (16) on the pupil. 2000, c. 12, s. 3.

Restriction on expulsion by board

(12) The board cannot expel a pupil if more than 20 school days have expired since the principal suspended the pupil under subsection (2), unless the parties to the expulsion hearing agree upon a later deadline. 2000, c. 12, s. 3.

Delegation

(13) The board may delegate its duty to hold an expulsion hearing and its powers and duties under subsection (11) to a committee of the board, and may impose conditions and restrictions on the committee. 2000, c. 12, s. 3.

Limited expulsion

- (14) A pupil who is subject to a limited expulsion is not entitled to attend the school the pupil was attending when he or she committed the infraction and is not entitled to engage in school-related activities of that school until the later of,
 - (a) the date specified by the principal or the board when expelling the pupil, which date cannot be more than one year after the date on which the principal suspended the pupil under subsection (2); and
 - (b) the date on which the pupil meets such requirements as may be established by the board for returning to school after being expelled. 2000, c. 12, s. 3.

Mesures consécutives à l'enquête

- (7) Si le directeur d'école est convaincu, à l'issue de l'enquête, que l'élève a commis une infraction punissable d'un renvoi obligatoire, il fait ce qui suit :
 - a) il impose à l'élève le renvoi partiel visé au paragraphe (14);
 - b) il soumet la question au conseil pour décision. 2000, chap. 12, art. 3.

Restriction: renvoi par le directeur

(8) Le directeur d'école ne peut renvoyer un élève si plus de 20 jours de classe se sont écoulés depuis qu'il l'a suspendu aux termes du paragraphe (2), à moins que les parties à l'enquête ne conviennent d'un délai plus long. 2000, chap. 12, art. 3.

Audience

(9) Lorsqu'une question lui est soumise aux termes du paragraphe (4) ou de l'alinéa (7) b), le conseil tient une audience de renvoi et, à cette fin, il a les pouvoirs et fonctions que précise sa politique. 2000, chap. 12, art. 3.

Déroulement de l'audience

(10) L'audience de renvoi se déroule conformément aux exigences que précise la politique du conseil. 2000, chap. 12, art. 3.

Obligation de renvoyer l'élève : conseil

(11) S'il est convaincu, à l'issue de l'audience de renvoi, que l'élève a commis une infraction punissable d'un renvoi obligatoire, le conseil lui impose le renvoi partiel visé au paragraphe (14) ou le renvoi complet visé au paragraphe (16). 2000, chap. 12, art. 3.

Restriction: renvoi par le conseil

(12) Le conseil ne peut renvoyer un élève si plus de 20 jours de classe se sont écoulés depuis que le directeur d'école l'a suspendu aux termes du paragraphe (2), à moins que les parties à l'audience de renvoi ne conviennent d'un délai plus long. 2000, chap. 12, art. 3.

Délégation

(13) Le conseil peut déléguer l'obligation qu'il a de tenir une audience de renvoi ainsi que les pouvoirs et fonctions que lui attribue le paragraphe (11) à un de ses comités, auquel il peut imposer des conditions et des restrictions. 2000, chap. 12, art. 3.

Renvoi partiel

- (14) L'élève qui fait l'objet d'un renvoi partiel n'a pas le droit de fréquenter l'école qu'il fréquentait lorsqu'il a commis l'infraction ni le droit de prendre part à ses activités scolaires jusqu'au dernier en date des jours suivants :
 - a) le jour précisé par le directeur d'école ou le conseil lorsqu'il a renvoyé l'élève, lequel ne peut tomber plus d'un an après celui où le directeur a suspendu l'élève aux termes du paragraphe (2);
 - b) le jour où l'élève satisfait aux conditions de retour à l'école après le renvoi que fixe le conseil. 2000, chap. 12, art. 3.

(15) A regulation may vary the limit described in clause (14) (a) and may specify a different limit for different circumstances or different classes of persons. 2000, c. 12, s. 3.

Full expulsion

(16) A pupil who is subject to a full expulsion is not entitled to attend any school in the province or to engage in school-related activities of any school in the province until he or she meets such requirements as may be established by regulation for returning to school after being expelled. 2000, c. 12, s. 3.

Effect on other rights

(17) A pupil's rights under sections 33, 36, 42 and 43 are inoperative during a full expulsion. 2000, c. 12, s. 3.

Minimum duration of mandatory expulsion

(18) The minimum duration of a mandatory expulsion is 21 school days and, for the purposes of this subsection, the period of a pupil's suspension under subsection (2) shall be deemed to be a period of expulsion. The minimum duration may be varied by regulation, and a different standard may be established for different circumstances or different classes of persons. 2000, c. 12, s. 3.

Factors affecting type and duration of expulsion

(19) When considering the type and duration of expulsion that may be appropriate in particular circumstances, the principal or board shall consider the pupil's history and such other factors as may be prescribed by regulation and may consider such other matters as he, she or it considers appropriate. 2000, c. 12, s. 3.

Notice

(20) The principal or board that expels a pupil under this section shall ensure that written notice of the mandatory expulsion is given promptly to the pupil and, if the pupil is a minor, to the pupil's parent or guardian. 2000, c. 12, s. 3.

Policies and guidelines

(21) The Minister may issue policies and guidelines to boards to assist boards and principals in interpreting and administering this section. 2000, c. 12, s. 3.

School-related activities

- (22) A pupil who is expelled is not considered to be engaged in school-related activities by virtue of using services to assist such pupils or taking a course or participating in a program that prepares the pupil to return to school. 2000, c. 12, s. 3.
 - (23) SPENT: 2000, c. 12, s. 3.

Discretionary expulsion of a pupil

310. (1) A pupil may be expelled if the pupil engages in an activity that, under a policy of the board, is one for which expulsion is discretionary. 2000, c. 12, s. 3.

Idem

(15) Les règlements peuvent modifier le délai visé à l'alinéa (14) a) et préciser un délai différent selon les circonstances ou la catégorie de personnes. 2000, chap. 12, art. 3.

Renvoi complet

(16) L'élève qui fait l'objet d'un renvoi complet n'a le droit de fréquenter aucune des écoles de la province ni de prendre part à leurs activités scolaires jusqu'à ce qu'il satisfasse aux conditions de retour à l'école après le renvoi que fixent les règlements. 2000, chap. 12, art. 3.

Incidence sur les autres droits

(17) Les droits que les articles 33, 36, 42 et 43 confèrent à l'élève sont éteints pour la durée d'un renvoi complet. 2000, chap. 12, art. 3.

Durée minimale du renvoi obligatoire

(18) La durée minimale d'un renvoi obligatoire est de 21 jours de classe et, pour l'application du présent paragraphe, la durée de la suspension imposée à l'élève aux termes du paragraphe (2) est réputée en faire partie. La durée minimale peut être modifiée par règlement et des normes différentes peuvent être établies selon les circonstances ou la catégorie de personnes. 2000, chap. 12, art. 3.

Facteurs influant sur les modalités du renvoi

(19) Pour décider du genre de renvoi qui est approprié dans des circonstances particulières et de la durée de ce renvoi, le directeur d'école ou le conseil doit tenir compte des antécédents de l'élève et des autres facteurs que prescrivent les règlements et peut tenir compte des autres éléments qu'il estime appropriés. 2000, chap. 12, art. 3.

Avis

(20) Le directeur d'école ou le conseil qui impose un renvoi obligatoire à un élève en vertu du présent article veille à ce qu'un avis écrit en soit remis promptement à l'élève et, s'il est mineur, à son père, à sa mère ou à son tuteur. 2000, chap. 12, art. 3.

Politiques et lignes directrices

(21) Le ministre peut communiquer des politiques et des lignes directrices aux conseils pour les aider ainsi que les directeurs d'école à interpréter et à appliquer le présent article. 2000, chap. 12, art. 3.

Activités scolaires

- (22) Les élèves renvoyés qui utilisent les services destinés aux élèves dans leur situation ou qui suivent un cours ou participent à un programme qui les préparent à retourner à l'école ne sont pas réputés prendre part de ce fait à des activités scolaires. 2000, chap. 12, art. 3.
 - (23) PÉRIMÉ: 2000, chap. 12, art. 3.

Renvoi discrétionnaire d'un élève

310. (1) Il est permis de renvoyer l'élève qui se livre à une activité punissable d'un renvoi discrétionnaire aux termes d'une politique du conseil. 2000, chap. 12, art. 3.

Suspension pending expulsion, principal

(2) If the principal believes a pupil may have engaged in an activity for which expulsion is discretionary, the principal may suspend the pupil. 2000, c. 12, s. 3.

Other matters

- (3) If the principal suspends a pupil under subsection (2), subsections 309 (4) to (20) and 309 (22) apply, with necessary modifications, with respect to an expulsion authorized by this section. 2000, c. 12, s. 3.
 - (4) SPENT: 2000, c. 12, s. 3.

Appeal of expulsion

- 311. (1) The following persons may appeal a decision to expel a pupil, including a decision under section 310 respecting the type and duration of the expulsion:
 - 1. If the pupil is a minor, his or her parent or guardian.
 - 2. If the pupil is not a minor, the pupil.
 - 3. Such other persons as may be specified by a policy of the board. 2000, c. 12, s. 3.

The appeal process

(2) An appeal under this section must be conducted in accordance with the requirements established by board policy. 2000, c. 12, s. 3.

Same, expulsion by principal

(3) The board shall hear and determine an appeal from a decision of a principal to expel a pupil and, for that purpose, the board has the powers and duties set out in its policy. The decisions of the board are final. 2000, c. 12, s. 3.

Delegation by board

(4) The board may delegate its powers and duties under subsection (3) to a committee of the board, and may impose conditions and restrictions on the committee. 2000, c. 12, s. 3.

The appeal process, expulsion by board

(5) A person or entity designated by regulation shall hear and determine an appeal from a decision of a board to expel a pupil, and, for that purpose, the person or entity has the powers and duties set out in the regulations. The decisions of the person or entity are final. 2000, c. 12, s. 3.

Same

- (6) For the purposes of subsection (5), the Minister may by regulation establish an entity to exercise the powers and perform the duties referred to in that subsection, and the Minister may determine the composition and the other powers and duties of the entity. 2000, c. 12, s. 3.
 - (7) SPENT: 2000, c. 12, s. 3.

Programs, etc., for suspended pupils, expelled pupils

312. (1) The Minister may require boards to establish and maintain specified programs, courses and services for pupils who are suspended, and may impose different requirements for different circumstances, different locations or different classes of pupils. 2000, c. 12, s. 3.

Suspension de l'élève en attente de renvoi : directeur

(2) Le directeur d'école qui croit qu'un élève s'est peut-être livré à une activité punissable d'un renvoi discrétionnaire peut le suspendre. 2000, chap. 12, art. 3.

Autres questions

- (3) En cas de suspension d'un élève par le directeur d'école en vertu du paragraphe (2), les paragraphes 309 (4) à (20) et 309 (22) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard du renvoi autorisé par le présent article. 2000, chap. 12, art. 3.
 - (4) PÉRIMÉ: 2000, chap. 12, art. 3.

Appel des renvois

- 311. (1) Les personnes suivantes peuvent appeler de la décision de renvoyer un élève, y compris d'une décision concernant le genre de renvoi et sa durée prise aux termes de l'article 310 :
 - 1. Le père, la mère ou le tuteur de l'élève mineur.
 - 2. L'élève majeur.
 - 3. Les autres personnes que précise la politique du conseil. 2000, chap. 12, art. 3.

Processus d'appel

(2) L'appel prévu au présent article se conduit conformément aux exigences que précise la politique du conseil. 2000, chap. 12, art. 3.

Idem: renvoi par le directeur

(3) Le conseil entend et tranche l'appel de la décision de renvoyer un élève que prend le directeur d'école et, à cette fin, il a les pouvoirs et fonctions que précise sa politique. Ses décisions sont définitives. 2000, chap. 12, art. 3.

Délégation

(4) Le conseil peut déléguer les pouvoirs et fonctions que lui attribue le paragraphe (3) à un de ses comités, auquel il peut imposer des conditions et des restrictions. 2000, chap. 12, art. 3.

Processus d'appel : renvoi par le conseil

(5) La personne ou l'entité que désignent les règlements entend et tranche l'appel de la décision de renvoyer un élève que prend le conseil et, à cette fin, elle a les pouvoirs et fonctions que précisent les règlements. Ses décisions sont définitives. 2000, chap. 12, art. 3.

Idem

- (6) Pour l'application du paragraphe (5), le ministre peut, par règlement, constituer une entité qu'il charge d'exercer les pouvoirs et fonctions visés à ce paragraphe. Il peut également y fixer la composition de l'entité et y énoncer ses autres pouvoirs et fonctions. 2000, chap. 12, art. 3.
 - (7) PÉRIMÉ: 2000, chap. 12, art. 3.

Programmes à l'intention des élèves suspendus et des élèves renvoyés

312. (1) Le ministre peut exiger des conseils qu'ils créent et maintiennent des programmes, des cours et des services précisés à l'intention des élèves qui sont suspendus et imposer des exigences différentes selon les circonstances, le lieu ou la catégorie d'élèves. 2000, chap. 12, art. 3.

- (2) The Minister may require boards to establish and maintain specified programs, courses and services for pupils who are expelled and may authorize boards,
 - (a) to enter into agreements with other boards for the provision of the programs, courses and services;
 - (b) to retain others to provide the programs, courses and services; or
 - (c) to establish one or more corporations to provide the programs, courses and services. 2000, c. 12, s. 3.

Authorization

(3) The Minister may impose conditions and restrictions when authorizing a board to engage in an activity described in subsection (2). 2000, c. 12, s. 3.

Programs for expelled pupils

(4) The Minister may establish one or more programs for expelled pupils to prepare the pupils to return to school and may require boards to give specified information about the programs to expelled pupils. 2000, c. 12, s. 3.

Same

(5) The Minister may establish policies and guidelines respecting pupils' eligibility to participate in a program established under subsection (2) or (4) and respecting the criteria to be met for successful completion of the program. 2000, c. 12, s. 3.

Transition, suspension of a pupil

313. (1) This section applies with respect to a pupil who engages in an activity before section 306 comes into force that may result in his or her suspension under section 23 as it reads on the day the pupil engages in the activity. 2000, c. 12, s. 3.

Same

(2) Section 23, as it reads on the day the pupil engages in the activity, continues to apply after section 306 comes into force for the purpose of determining whether, and for how long, the pupil is to be suspended and for the purpose of determining any appeal relating to the suspension of the pupil. 2000, c. 12, s. 3.

Transition, expulsion of a pupil

314. (1) This section applies with respect to a pupil who engages in an activity before section 309 comes into force that may result in his or her expulsion under section 23 as it reads on the day the pupil engages in the activity. 2000, c. 12, s. 3.

Same

(2) Section 23, as it reads on the day the pupil engages in the activity, continues to apply after section 309 comes into force for the purpose of determining whether, from where and for how long the pupil is to be expelled and determining the criteria for the pupil's return to school. 2000, c. 12, s. 3.

Idem

- (2) Le ministre peut exiger des conseils qu'ils créent et maintiennent des programmes, des cours et des services précisés à l'intention des élèves qui sont renvoyés et peut les autoriser, selon le cas :
 - a) à conclure des ententes avec d'autres conseils pour la prestation des programmes, des cours et des services;
 - b) à retenir les services d'autres personnes pour dispenser les programmes, les cours et les services;
 - c) à constituer une ou plusieurs personnes morales pour dispenser les programmes, les cours et les services. 2000, chap. 12, art. 3.

Autorisation

(3) Le ministre peut imposer des conditions et des restrictions lorsqu'il autorise un conseil à exercer une activité visée au paragraphe (2). 2000, chap. 12, art. 3.

Programmes à l'intention des élèves renvoyés

(4) Le ministre peut créer un ou plusieurs programmes à l'intention des élèves renvoyés pour les préparer à retourner à l'école et peut exiger des conseils qu'ils leur donnent les renseignements précisés au sujet de ces programmes. 2000, chap. 12, art. 3.

Idem

(5) Le ministre peut établir des politiques et des lignes directrices relatives aux conditions d'admissibilité d'un élève à un programme créé en vertu du paragraphe (2) ou (4) et aux critères auxquels il doit satisfaire pour le terminer avec succès. 2000, chap. 12, art. 3.

Dispositions transitoires : suspension d'un élève

313. (1) Le présent article s'applique à l'égard de l'élève qui, avant l'entrée en vigueur de l'article 306, s'est livré à une activité qui risquait d'entraîner sa suspension en vertu de l'article 23, tel qu'il existait le jour où l'élève s'est livré à l'activité en question. 2000, chap. 12, art. 3.

Iden

(2) L'article 23, tel qu'il existait le jour où l'élève s'est livré à l'activité, continue de s'appliquer après l'entrée en vigueur de l'article 306 pour déterminer si l'élève doit ou non être suspendu, fixer la durée de sa suspension et trancher tout appel de la suspension. 2000, chap. 12, art. 3.

Dispositions transitoires : renvoi d'un élève

314. (1) Le présent article s'applique à l'égard de l'élève qui, avant l'entrée en vigueur de l'article 309, s'est livré à une activité qui risquait d'entraîner son renvoi en vertu de l'article 23, tel qu'il existait le jour où l'élève s'est livré à l'activité en question. 2000, chap. 12, art. 3.

Idem

(2) L'article 23, tel qu'il existait le jour où l'élève s'est livré à l'activité, continue de s'appliquer après l'entrée en vigueur de l'article 309 pour déterminer si l'élève doit ou non être renvoyé et d'où il doit l'être, fixer la durée de son renvoi et déterminer les critères auxquels l'élève doit satisfaire avant de pouvoir retourner à l'école. 2000, chap. 12, art. 3.

Personal information

- 315. (1) The Minister may collect and may by regulation require boards to collect such personal information as is specified by regulation from, or about, the classes of persons specified by regulation for the following purposes, and the Minister may specify or restrict the manner in which the information is to be collected:
 - 1. To ensure the safety of pupils.
 - To administer programs, courses and services to pupils who are suspended or expelled and to determine whether an expelled pupil has successfully completed a program, course or service and as a result is eligible to return to school. 2000, c. 12, s. 3.

Same

(2) A board or other person is authorized to disclose the personal information collected under subsection (1) to the Minister for the purposes described in that subsection, and the Minister may disclose it to such persons or entities as may be prescribed by regulation for those purposes. 2000, c. 12, s. 3.

Definition

(3) In this section,

"personal information" has the same meaning as in section 38 of the Freedom of Information and Protection of Privacy Act and section 28 of the Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act. 2000, c. 12, s. 3.

Regulations

- **316.** (1) The Minister may make regulations,
- (a) prescribing such matters as are required, or permitted, under this Part to be prescribed or to be done by regulation;
- (b) specifying when, during a school day, a suspension of a pupil is permitted to begin and to end. 2000, c. 12, s. 3.

Classes

(2) A regulation under subsection (1) may impose different requirements on different classes of person, place or thing or in different circumstances. 2000, c. 12, s. 3.

Exceptions

(3) A regulation under subsection (1) may provide that one or more provisions of this Part or of the regulation does not apply to specified persons or in specified circumstances. 2000, c. 12, s. 3.

317.-326. REPEALED: 1997, c. 31, s. 129.

PART XIV
MATTERS RELATED TO 1997-1998
SCHOOL SYSTEM REFORMS

327.-333. REPEALED: 1997, c. 31, s. 131.

Renseignements personnels

- 315. (1) Le ministre peut recueillir et peut, par règlement, exiger que les conseils recueillent les renseignements personnels qui y sont précisés des catégories ou au sujet des catégories de personnes qui y sont également précisées, aux fins suivantes, le ministre pouvant préciser ou restreindre la manière dont ces renseignements sont recueillis:
 - 1. Assurer la sécurité des élèves.
 - 2. Administrer les programmes, les cours et les services destinés aux élèves qui sont suspendus ou renvoyés et déterminer si un élève renvoyé a terminé avec succès un programme, un cours ou un service et peut ainsi retourner à l'école. 2000, chap. 12, art. 3.

Idem

(2) Les conseils et autres personnes sont autorisés à divulguer au ministre les renseignements personnels recueillis en vertu du paragraphe (1) aux fins mentionnées à ce paragraphe et le ministre peut les divulguer aux personnes et entités que prescrivent les règlements à ces fins. 2000, chap. 12, art. 3.

Définition

(3) La définition qui suit s'applique au présent article.

«renseignements personnels» S'entend au sens de l'article 38 de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée et de l'article 28 de la Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée. 2000, chap. 12, art. 3.

Règlements

- 316. (1) Le ministre peut, par règlement :
- a) prescrire ce que la présente partie permet ou exige de prescrire ou de faire par règlement;
- b) préciser à quel moment du jour de classe la suspension d'un élève peut débuter et se terminer. 2000, chap. 12, art. 3.

Catégories

(2) Les règlements pris en application du paragraphe (1) peuvent prévoir des exigences différentes selon la catégorie de personnes, de lieux ou de choses ou selon les circonstances. 2000, chap. 12, art. 3.

Exceptions

(3) Les règlements pris en application du paragraphe (1) peuvent prévoir qu'une ou plusieurs de leurs dispositions ou des dispositions de la présente partie ne s'appliquent pas aux personnes déterminées ou dans les circonstances déterminées. 2000, chap. 12, art. 3.

317. à 326. ABROGÉS: 1997, chap. 31, art. 129.

PARTIE XIV QUESTIONS LIÉES AUX RÉFORMES APPORTÉES AU SYSTÈME SCOLAIRE EN 1997-1998

327. à 333. ABROGÉS: 1997, chap. 31, art. 131.

EDUCATION IMPROVEMENT COMMISSION

Education Improvement Commission

334. (1) A commission to be known in English as the Education Improvement Commission and in French as Commission d'amélioration de l'éducation is established. 1997, c. 3, s. 8.

Composition

(2) The Commission shall consist of not fewer than five and not more than seven members, appointed by the Lieutenant Governor in Council. 1997, c. 3, s. 8.

Chair and vice-chair

(3) The Lieutenant Governor in Council shall designate a chair and a vice-chair or, in the alternative, two chairs from among the members of the Commission. 1997, c. 3, s. 8.

Term of office

(4) The members of the Commission shall hold office during the pleasure of the Lieutenant Governor in Council. 1997, c. 3, s. 8.

Same

(4.1) The term of office of a member of the Commission shall end on or before December 31, 2000. 1997, c. 31, s. 133 (1).

Authority of vice-chair

(5) If a vice-chair is designated under subsection (3) and the chair is absent or unable to act or there is a vacancy in the office of chair, the vice-chair shall act as and have all the powers of the chair. 1997, c. 3, s. 8.

Authority of co-chairs

(6) Subject to subsection (7), if two chairs are designated under subsection (3), the chairs may agree on how the powers and duties of the chair shall be shared. 1997, c. 3, s. 8.

Same

(7) The Minister may give directions regarding how the powers and duties of the chair shall be shared and the chairs shall comply with the directions. 1997, c. 3, s. 8.

Quorum

(8) A majority of the members of the Commission constitutes a quorum. 1997, c. 3, s. 8.

Remuneration and expenses

(9) The members of the Commission shall be paid the remuneration fixed by the Lieutenant Governor in Council and the reasonable expenses incurred in the course of their duties under this Part. 1997, c. 3, s. 8.

Staff and accommodation

(10) The Ministry shall provide the Commission with such staff and accommodation as the Minister considers necessary for the purposes of the Commission. 1997, c. 3, s. 8.

COMMISSION D'AMÉLIORATION DE L'ÉDUCATION

Commission d'amélioration de l'éducation

334. (1) Est constituée une commission appelée Commission d'amélioration de l'éducation en français et Education Improvement Commission en anglais. 1997, chap. 3, art. 8.

Composition

(2) La Commission se compose d'au moins cinq et d'au plus sept membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. 1997, chap. 3, art. 8.

Présidence et vice-présidence

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne soit un membre de la Commission à la présidence et un autre à la vice-présidence, soit deux membres de la Commission à la présidence. 1997, chap. 3, art. 8.

Mandat

(4) Les membres de la Commission sont nommés à titre amovible. 1997, chap. 3, art. 8.

Idem

(4.1) Le mandat des membres de la Commission prend fin au plus tard le 31 décembre 2000. 1997, chap. 31, par. 133 (1).

Pouvoir du vice-président

(5) Si un vice-président est désigné aux termes du paragraphe (3), il exerce les fonctions et les pouvoirs du président en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci ou de vacance de son poste. 1997, chap. 3, art. 8.

Pouvoirs des coprésidents

(6) Sous réserve du paragraphe (7), si deux présidents sont désignés aux termes du paragraphe (3), ils peuvent s'entendre sur les modalités de partage des pouvoirs et des fonctions de la présidence. 1997, chap. 3, art. 8.

Idem

(7) Le ministre peut donner des directives sur les modalités de partage des pouvoirs et des fonctions de la présidence et les présidents doivent s'y conformer. 1997, chap. 3, art. 8.

Ouorum

(8) La majorité des membres de la Commission constitue le quorum. 1997, chap. 3, art. 8.

Rémunération et indemnités

(9) Les membres de la Commission reçoivent la rémunération que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil et sont remboursés des frais raisonnables qu'ils engagent dans l'exercice des fonctions que leur attribue la présente partie. 1997, chap. 3, art. 8.

Personnel et installations

(10) Le ministère fournit à la Commission le personnel et les installations que le ministre estime nécessaires aux fins de la Commission. 1997, chap. 3, art. 8.

Expert assistance

- (11) Within its budget, the Commission may retain expert services to assist it in its work. 1997, c. 3, s. 8.
 - (12) REPEALED: 1997, c. 31, s. 133 (2).
 - (13) REPEALED: 1997, c. 31, s. 133 (2).
 - (14) REPEALED: 1997, c. 31, s. 133 (2).

Court proceedings

(15) The Commission, in its name, may be a party to any court proceeding. 1997, c. 3, s. 8.

Annual report

(16) The Commission shall make an annual report to the Minister and the Minister shall submit the report to the Lieutenant Governor in Council and shall then lay the report before the Assembly if it is in session or, if not, at the next session. 1997, c. 3, s. 8.

Additional reports

(17) In addition to its annual report, the Commission may report to the Minister at any time and shall report to the Minister in such form and manner, with such information and at such times as the Minister requires. 1997, c. 3, s. 8.

Function of Commission

335. (1) REPEALED: 1997, c. 31, s. 134 (1).

Same

(2) The Education Improvement Commission shall oversee the transition to the new system of education governance in Ontario. 1997, c. 3, s. 8.

Same

- (3) Without limiting the generality of subsection (2), for the purpose of overseeing the transition to the new system of education governance in Ontario, the Commission shall.
 - (a) REPEALED: 1997, c. 31, s. 134 (2).
 - (b) REPEALED: 1997, c. 31, s. 134 (2).
 - (c) identify issues relating to the establishment of French-language district school boards that should, in the opinion of the Commission, be addressed and consider and make recommendations to the Minister on those issues;
 - (d) identify issues that should, in the opinion of the Commission, be addressed, relating to representation on district school boards and school authorities of the interests of members of bands in respect of which there is agreement under this Act to provide instruction to pupils who are Indians within the meaning of the *Indian Act* (Canada), and consider and make recommendations to the Minister on those issues;
 - (e) identify other key issues that should, in the opinion of the Commission, be addressed and consider and make recommendations to the Minister on those issues;

Recours à des experts

- (11) La Commission peut, dans les limites de son budget, retenir les services d'experts aux fins de ses travaux. 1997, chap. 3, art. 8.
 - (12) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 133 (2).
 - (13) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 133 (2).
 - (14) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 133 (2).

Instances judiciaires

(15) La Commission peut être partie, en son propre nom, à toute instance judiciaire. 1997, chap. 3, art. 8.

Rapport annuel

(16) La Commission remet un rapport annuel au ministre, qui le présente au lieutenant-gouverneur en conseil et le dépose ensuite devant l'Assemblée. Si celle-ci ne siège pas, il le dépose à la session suivante. 1997, chap. 3, art. 8.

Autres rapports

(17) Outre le rapport annuel, la Commission peut présenter un rapport au ministre à n'importe quel moment. Le cas échéant, elle le fait sous la forme, de la manière et aux moments qu'il exige, en fournissant les renseignements qu'il exige. 1997, chap. 3, art. 8.

Mission de la Commission

335. (1) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 134 (1).

Idem

(2) La Commission d'amélioration de l'éducation encadre la transition vers le nouveau système ontarien de gestion de l'enseignement. 1997, chap. 3, art. 8.

Idem

- (3) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (2), aux fins de l'encadrement de la transition vers le nouveau système ontarien de gestion de l'enseignement, la Commission fait ce qui suit :
 - a) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 134 (2).
 - b) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 134 (2).
 - c) elle cerne les questions touchant à la création de conseils de district des écoles de langue française qui devraient, à son avis, être examinées, elle étudie ces questions et elle fait des recommandations au ministre à leur égard;
 - d) elle cerne les questions qui devraient, à son avis, être examinées en ce qui a trait à la représentation au sein des conseils scolaires de district et des administrations scolaires des intérêts des membres des bandes à l'égard desquelles il existe une entente conclue en vertu de la présente loi en vue d'offrir un enseignement à des élèves qui sont des Indiens au sens de la Loi sur les Indiens (Canada), elle étudie ces questions et elle fait des recommandations au ministre à leur égard;
 - e) elle cerne les autres questions clés qui devraient, à son avis, être examinées, elle étudie ces questions et elle fait des recommandations au ministre à leur égard;

- (f) consider, conduct research, facilitate discussion and make recommendations to the Minister on how to facilitate, where appropriate, the out-sourcing of non-instructional services by district school boards;
- (g) consider, conduct research, facilitate discussion and make recommendations to the Minister on the feasibility of strengthening the role of school councils over time;
- (h) consider, conduct research, facilitate discussion and make recommendations to the Minister on the feasibility of increasing parental involvement in education governance;
- (i) REPEALED: 1997, c. 31, s. 134 (3).
- (j) REPEALED: 1997, c. 31, s. 134 (4).
- (k) REPEALED: 1997, c. 31, s. 134 (5).
- (1) REPEALED: 1997, c. 31, s. 134 (5).
- (m) REPEALED: 1997, c. 31, s. 134 (6).
- (n) consider and make recommendations to the Minister on any issue referred to the Commission by the Minister;
- (o) perform any other duties assigned or delegated to the Commission by the regulations. 1997, c. 3, s. 8; 1997, c. 31, s. 134 (2-6).

336.-343. REPEALED: 1997, c. 31, s. 135.

Non-application of Regulations Act

344. (1) The *Regulations Act* does not apply to anything done by the Education Improvement Commission under this Act. 1997, c. 3, s. 8; 1997, c. 31, s. 136.

Non-application of SPPA

(2) The Statutory Powers Procedure Act does not apply to the Education Improvement Commission. 1997, c. 3, s. 8.

345. REPEALED: 1997, c. 31, s. 137.

Protection from liability

- **346.** (1) No proceeding for damages shall be brought against,
 - (a) the Education Improvement Commission or a member or delegate of it;
 - (b) a member of a committee established by the Education Improvement Commission under this Act;
 - (c) a person retained by or acting under the direction of the Education Improvement Commission or a committee referred to in clause (b),

for an act done in good faith in the execution or intended execution of any duty or authority related, directly or indirectly, to the carrying out of the mandate of the Education Improvement Commission under this Act or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of such duty or authority. 1997, c. 31, s. 138 (1).

- f) elle étudie la manière de faciliter, lorsque cela est approprié, l'impartition des services non liés à l'enseignement par les conseils scolaires de district, et elle effectue des recherches, facilite la discussion et fait des recommandations au ministre à cet égard;
- g) elle étudie la faisabilité du renforcement éventuel du rôle des conseils d'école, et elle effectue des recherches, facilite la discussion et fait des recommandations au ministre à cet égard;
- h) elle étudie la faisabilité de l'accroissement de la participation des parents à la gestion de l'enseignement, et elle effectue des recherches, facilite la discussion et fait des recommandations au ministre à cet égard;
- i) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 134 (3).
- j) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 134 (4).
- k) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 134 (5).
- 1) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 134 (5).
- m) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 134 (6).
- n) elle étudie les questions que lui renvoie le ministre et lui fait des recommandations à leur égard;
- o) elle exerce les autres fonctions qui lui sont attribuées ou déléguées par règlement. 1997, chap. 3, art. 8; 1997, chap. 31, par. 134 (2) à (6).

336. à 343. ABROGÉS: 1997, chap. 31, art. 135.

Non-application de la Loi sur les règlements

344. (1) La Loi sur les règlements ne s'applique pas à ce que la Commission d'amélioration de l'éducation fait aux termes de la présente loi. 1997, chap. 3, art. 8; 1997, chap. 31, art. 136.

Non-application

- (2) La Loi sur l'exercice des compétences légales ne s'applique pas à la Commission d'amélioration de l'éducation. 1997, chap. 3, art. 8.
 - 345. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 137.

Immunité

- 346. (1) Sont irrecevables les instances en dommagesintérêts introduites contre les personnes suivantes pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des pouvoirs ou fonctions qui ont un rapport direct ou indirect avec la réalisation du mandat de la Commission d'amélioration de l'éducation aux termes de la présente loi ou pour une négligence ou un manquement qu'elles auraient commis dans l'exercice de bonne foi de ces pouvoirs ou fonctions :
 - a) la Commission d'amélioration de l'éducation, ses membres ou ses délégués;
 - b) les membres des comités que la Commission d'amélioration de l'éducation constitue aux termes de la présente loi;
 - c) les personnes dont la Commission d'amélioration de l'éducation ou un comité visé à l'alinéa b)

- (2) Subsection (1) also applies in respect of an employee or agent of an old board or a district school board acting under the direction of,
 - (a) a member of the Education Improvement Commission or of a committee referred to in clause (1) (b); or
 - (b) the old board or district school board. 1997, c. 31, s. 138 (1).

Vicarious liability

(3) Despite subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings Against the Crown Act*, subsections (1) and (2) do not relieve any person, other than one mentioned in those subsections, of any liability to which the person would otherwise be subject. 1997, c. 3, s. 8.

Protection from liability: duty, authority relating to elections

(4) No proceeding for damages shall be brought against any person or against the Education Improvement Commission for an act done in good faith in the execution or intended execution of any duty or authority under the *Municipal Elections Act, 1996*, the *Assessment Act* or this Part relating to elections to a district school board, to an old board or to a school authority, or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of such duty or authority. 1997, c. 3, s. 8; 1997, c. 31, s. 138 (2).

Vicarious liability

- (5) Despite subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings Against the Crown Act*, subsection (4) does not relieve the Crown of any liability to which it would otherwise be subject. 1997, c. 3, s. 8.
 - (6) REPEALED: 1997, c. 31, s. 138 (3).

Same

(7) A proceeding for damages against any person for an act or alleged neglect or default to which subsection (1) or (4) applies that is brought before the *Fewer School Boards Act*, 1997 receives Royal Assent shall be deemed to have been dismissed without costs on the day that Act receives Royal Assent. 1997, c. 3, s. 8.

Same

(8) A decision in a proceeding described in subsection (7) is unenforceable. 1997, c. 3, s. 8.

Personal information

347. (1) A person who obtains under sections 335 to 343 of this Act, as those sections read immediately before the *Education Quality Improvement Act, 1997* received Royal Assent, information that is personal information as

retient les services ou qui agissent sous les ordres de l'un ou de l'autre. 1997, chap. 31, par. 138 (1).

Idem

- (2) Le paragraphe (1) s'applique également à l'égard des employés ou des mandataires d'un ancien conseil ou d'un conseil scolaire de district qui agissent sous les ordres :
 - a) soit d'un membre de la Commission d'amélioration de l'éducation ou d'un comité visé à l'alinéa (1) b);
 - b) soit de l'ancien conseil ou du conseil scolaire de district. 1997, chap. 31, par. 138 (1).

Responsabilité du fait d'autrui

(3) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la Loi sur les instances introduites contre la Couronne, les paragraphes (1) et (2) n'ont pas pour effet de dégager une personne, autre qu'une personne visée à ces paragraphes, de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer. 1997, chap. 3, art. 8.

Immunité: fonctions ou pouvoirs touchant aux élections

(4) Sont irrecevables les instances en dommagesintérêts introduites contre quiconque ou contre la Commission d'amélioration de l'éducation pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des fonctions ou pouvoirs que leur attribue la Loi de 1996 sur les élections municipales, la Loi sur l'évaluation foncière ou la présente partie en rapport avec les élections aux conseils scolaires de district, aux anciens conseils ou aux administrations scolaires, ou pour une négligence ou un manquement qu'ils auraient commis dans l'exercice de bonne foi de ces fonctions ou pouvoirs. 1997, chap. 3, art. 8; 1997, chap. 31, par. 138 (2).

Responsabilité du fait d'autrui

- (5) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la Loi sur les instances introduites contre la Couronne, le paragraphe (4) n'a pas pour effet de dégager la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer. 1997, chap. 3, art. 8.
 - (6) ABROGÉ: 1997, chap. 31, par. 138 (3).

Idem

(7) Les instances en dommages-intérêts introduites avant le jour où la Loi de 1997 réduisant le nombre de conseils scolaires reçoit la sanction royale contre quiconque pour un acte accompli ou pour une négligence ou un manquement reprochés auxquels s'applique le paragraphe (1) ou (4) sont réputées rejetées sans les dépens ce jour-là. 1997, chap. 3, art. 8.

Idem

(8) La décision rendue dans une instance visée au paragraphe (7) est non exécutoire. 1997, chap. 3, art. 8.

Renseignements personnels

347. (1) Quiconque obtient, aux termes des articles 335 à 343 de la présente loi, tels qu'ils existaient immédiatement avant que la *Loi de 1997 sur l'amélioration de la qualité de l'éducation* reçoive la sanction royale, des

defined in the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* shall use and disclose it only for the purposes of Part II.2 or this Part. 1997, c. 3, s. 8; 1997, c. 31, s. 139 (1).

Example

- (2) Without limiting the generality of subsection (1), the information that may be used or disclosed under that subsection includes information relating to,
 - (a) a financial transaction or proposed financial transaction of an old board or a district school board:
 - (b) anything done or proposed to be done in connection with the finances of an old board or a district school board by a member, employee or agent of the old board or district school board. 1997, c. 3, s. 8; 1997, c. 31, s. 139 (2, 3).

Conflict with FIPPA, MFIPPA

(3) Section 335 applies despite anything in the Freedom of Information and Protection of Privacy Act or the Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act. 1997, c. 3, s. 9; 1997, c. 31, s. 139 (4).

Offence

(4) A person who wilfully uses or discloses, except for the purposes of Part II.2 or this Part, information that the person obtained under sections 335 to 343 of this Act, as those sections read immediately before the *Education Quality Improvement Act, 1997* received Royal Assent, and that is personal information as defined in the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$2,000. 1997, c. 3, s. 9; 1997, c. 31, s. 139 (5).

348. REPEALED: 1997, c. 31, s. 140.

349. REPEALED: 1997, c. 31, s. 140.

When Education Improvement Commission power may be exercised

350. Where a regulation made under section 58.2 confers a power on the Education Improvement Commission to do a thing, that power may be exercised at any time after the making of the regulation but an instrument made under the power does not come into operation until subsection 58.2 (1) and the regulation come into operation. 1997, c. 31, s. 141.

TRANSITIONAL AUTHORITY OF DISTRICT SCHOOL BOARDS

Authority of district school boards before 1998

351. (1) For the purposes of this section, a district school board shall be deemed to be constituted as a body corporate when a majority of its members have been elected or appointed. 1997, c. 31, s. 141.

renseignements qui sont des renseignements personnels au sens de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ne les utilise et ne les divulgue que pour l'application de la partie II.2 ou de la présente partie. 1997, chap. 3, art. 8; 1997, chap. 31, par. 139 (1).

Exemple

- (2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), les renseignements qui peuvent être utilisés ou divulgués aux termes de ce paragraphe comprennent les renseignements se rapportant à ce qui suit :
 - a) les opérations financières ou les opérations financières projetées d'un ancien conseil ou d'un conseil scolaire de district;
 - b) tout ce qu'un membre, un employé ou un mandataire d'un ancien conseil ou d'un conseil scolaire de district accomplit ou tout ce qu'il est projeté qu'il accomplisse relativement aux finances de l'ancien conseil ou du conseil scolaire de district. 1997, chap. 3, art. 8; 1997, chap. 31, par. 139 (2) et (3).

Incompatibilité

(3) L'article 335 s'applique malgré toute disposition de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée ou de la Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée. 1997, chap. 3, art. 9; 1997, chap. 31, par. 139 (4).

Infraction

- (4) Quiconque utilise ou divulgue volontairement, sauf pour l'application de la partie II.2 ou de la présente partie, des renseignements qu'il a obtenus aux termes des articles 335 à 343 de la présente loi, tels qu'ils existaient immédiatement avant que la Loi de 1997 sur l'amélioration de la qualité de l'éducation reçoive la sanction royale, et qui sont des renseignements personnels au sens de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 2 000 \$. 1997, chap. 3, art. 9; 1997, chap. 31, par. 139 (5).
 - 348. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 140.
 - 349. ABROGÉ: 1997, chap. 31, art. 140.

Moment où la Commission d'amélioration de l'éducation peut exercer ses pouvoirs

350. Lorsqu'un règlement pris en application de l'article 58.2 lui confère le pouvoir de faire une chose, la Commission d'amélioration de l'éducation peut exercer ce pouvoir à n'importe quel moment après la prise du règlement. Toutefois, les actes qu'elle établit en vertu de ce pouvoir prennent effet uniquement quand le paragraphe 58.2 (1) et le règlement entrent en vigueur. 1997, chap. 31, art. 141.

STATUT DES CONSEILS SCOLAIRES DE DISTRICT PENDANT LA PÉRIODE DE TRANSITION

Statut des conseils scolaires de district avant 1998

351. (1) Pour l'application du présent article, les conseils scolaires de district sont réputés constitués en personne morale dès que la majorité de leurs membres sont élus ou nommés. 1997, chap. 31, art. 141.

(2) A district school board has the power and duty to comply with the directions of the Education Improvement Commission under this section. 1997, c. 31, s. 141.

Directions

(3) The Education Improvement Commission may issue the directions that it considers appropriate respecting organizational meetings of district school boards before January 1, 1998, including but not limited to directions respecting the business to be conducted at the meetings and the procedures to be followed at the meetings. 1997, c. 31, s. 141.

Same

(4) A direction under subsection (3) may be general or particular. 1997, c. 31, s. 141.

Same

- (5) The following are examples of business in respect of which the Education Improvement Commission may give directions under subsection (3):
 - 1. The adoption of by-laws.
 - 2. The appointment of temporary and permanent staff and officers.
 - 3. The appointment of committees.
 - 4. Developing, together with other district school boards, recommendations and agreements to be proposed to the Education Improvement Commission, respecting the holding in trust, transfer and vesting of assets, including but not limited to real and personal property, the transfer of liabilities and the transfer of employees of old boards to and among district school boards. 1997, c. 31, s. 141.

Non-application of Regulations Act

(6) A direction of the Education Improvement Commission under subsection (3) is not a regulation within the meaning of the *Regulations Act.* 1997, c. 31, s. 141.

Limitation

(7) The authority of the Education Improvement Commission to give directions under this section respecting the business to be conducted and the procedures to be followed at organizational meetings does not include authority to give directions respecting the substance of any decision about any business to be conducted at the meetings. 1997, c. 31, s. 141.

Purpose

(8) The purpose of this section is to facilitate the organization of the affairs of district school boards in order to permit an orderly assumption of powers and duties by them. 1997, c. 31, s. 141.

Idem

(2) Les conseils scolaires de district ont le pouvoir et l'obligation de se conformer aux directives que leur donne la Commission d'amélioration de l'éducation en vertu du présent article. 1997, chap. 31, art. 141.

Directives

(3) La Commission d'amélioration de l'éducation peut donner les directives qu'elle estime appropriées à l'égard des réunions constitutives que tiennent les conseils scolaires de district avant le 1^{er} janvier 1998, notamment les questions dont ces réunions doivent traiter et les règles qui régissent leur déroulement. 1997, chap. 31, art. 141.

Idem

(4) Les directives prévues au paragraphe (3) peuvent avoir une portée générale ou particulière. 1997, chap. 31, art. 141.

Idem

- (5) Suivent des exemples des questions à l'égard desquelles la Commission d'amélioration de l'éducation peut donner des directives en vertu du paragraphe (3):
 - 1. L'adoption de règlements administratifs.
 - 2. La nomination d'employés et d'agents sur une base temporaire ou permanente.
 - 3. La constitution de comités.
 - 4. L'élaboration, en collaboration avec d'autres conseils scolaires de district, de recommandations et d'ententes à proposer à la Commission d'amélioration de l'éducation relativement à la détention en fiducie, au transfert et à la dévolution des éléments de l'actif des anciens conseils, notamment leurs biens meubles et immeubles, au transfert des éléments de leur passif et à la mutation de leurs employés aux conseils scolaires de district. 1997, chap. 31, art. 141.

Non-application de la Loi sur les règlements

(6) Les directives que donne la Commission d'amélioration de l'éducation en vertu du paragraphe (3) ne constituent pas des règlements au sens de la *Loi sur les règlements*. 1997, chap. 31, art. 141.

Restriction

(7) Le pouvoir qu'a la Commission d'amélioration de l'éducation de donner des directives en vertu du présent article à l'égard des questions dont il doit être traité lors des réunions constitutives et des règles qui régissent le déroulement de ces réunions ne comprend pas le pouvoir de donner de directives portant sur le fond des décisions concernant les questions dont il doit être traité lors des réunions. 1997, chap. 31, art. 141.

Objet

(8) Le présent article a pour objet de faciliter l'organisation des affaires des conseils scolaires de district, afin de leur permettre de prendre en charge de façon ordonnée leurs pouvoirs et fonctions. 1997, chap. 31, art. 141.

Application of s. 207

(9) Section 207 applies, with necessary modifications, to a meeting under this section. 1997, c. 31, s. 141.

Conflict with s. 208

(10) In the event of a conflict between section 208 and a direction under this section, the direction under this section prevails. 1997, c. 31, s. 141.

Declaration under s. 209

(11) A meeting held in accordance with a direction under this section is a meeting for the purposes of determining when the requirements of section 209 must be met. 1997, c. 31, s. 141.

351.1 REPEALED: 2002, c. 17, Sched. F, Table.

Application de l'art. 207

(9) L'article 207 s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux réunions qui se tiennent aux termes du présent article. 1997, chap. 31, art. 141.

Incompatibilité avec l'art. 208

(10) Les directives données en vertu du présent article l'emportent sur l'article 208 en cas d'incompatibilité. 1997, chap. 31, art. 141.

Déclaration prévue à l'art. 209

- (11) La réunion qui se tient conformément à une directive donnée en vertu du présent article constitue une réunion lorsqu'il s'agit de déterminer à quel moment il faut satisfaire aux exigences de l'article 209. 1997, chap. 31, art. 141.
 - 351.1 ABROGÉ: 2002, chap. 17, annexe F, tableau.





